

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°491

FEVRIER 2026

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- IRAN : NOUVELLE GUERRE ISRAËLO-AMÉRICAINE
- SYRIE : LA « NORMALISATION » DE ROJAVA
- TURQUIE : A. ÖCALAN ANNONCE « L'OUVERTURE D'UNE NOUVELLE ÈRE POLITIQUE »
- IRAK : IMPASSE POLITIQUE
- STRASBOURG : RÉOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN SUR LA SITUATION DES KURDES EN SYRIE

IRAN : NOUVELLE GUERRE ISRAËLO-AMÉRICAINE

Après des semaines de menaces et de tentatives de pourparlers, le président américain a lancé le 28 février une vaste offensive aérienne coordonnée avec Israël contre les cibles militaires et politiques du régime iranien.

Cette offensive conjointe, baptisée « Fureur épique » par Washington et « Rugissement du Lion » par Israël, a, dès le premier jour, décapité le régime. Outre le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, une quarantaine de hauts gradés militaires dont le ministre de la Défense, le chef d'état-major des armées, le commandant en chef des Gardiens de la révolution et des dizaines de généraux réunis pour un conseil de défense dans le complexe résidentiel de Khamenei ont péri à la suite des frappes de l'aviation

israélienne informée sur le lieu et l'heure de cette réunion par l'agence de renseignement américaine CIA. Le sort d'autres dirigeants du régime restait inconnu à la fin de cette première journée de la guerre.

C'est le président américain lui-même qui a annoncé dans la soirée du 28 février sur son réseau Truth Social : « Khamenei, l'une des personnes les plus diaboliques de l'histoire, est mort ». Cette annonce a donné lieu à des scènes de joie et de liesse dans les rues de Téhéran et de la plupart des villes d'Iran. Khamenei, surnommé « le dictateur » ou « le tyran », était honni par la grande majorité de la population.

L'Iran se préparait depuis longtemps à une nouvelle confrontation militaire avec les États-Unis et Israël. Selon une enquête

publiée dans le New York Times du 22 février, l'ayatollah Khamenei a confié à Ali Larijani, chef du Conseil suprême de défense, la tâche d'organiser la survie du régime en cas de nouvelle guerre et de l'élimination des leaders du régime. Ancien commandant des Gardiens de la révolution, homme des missions secrètes à Moscou et dans les capitales des pétromonarchies du Golfe, Larijani, âgé de 67 ans, supervise également le programme nucléaire iranien et les négociations avec les Américains.

Il avait donné à la délégation iranienne aux pourparlers d'Oman du 5 février puis de Genève le 17 février pour instruction d'accepter un compromis sur le dossier nucléaire mais de refuser toute discussion sur l'arsenal balistique de l'Iran et sur son rôle dans la région par le biais des milices

chiites à ses ordres en Irak, au Liban et au Yémen.

Le 15 février, le vice-ministre iranien des Affaires étrangères Majid Takht-Ravandi, dans une interview à la BBC, n'a pas exclu la possibilité que l'Iran accepte d'expédier son stock de plus de 400 kilos d'uranium hautement enrichi en dehors du pays ou de diluer cet uranium à un degré plus faible (Le Monde, 15 février).

Le 17 février, à l'issue de plus de trois heures et demie de discussions indirectes avec la délégation américaine conduite par Steve Witkoff et Jared Kushner, le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi a affirmé que l'Iran et les États-Unis étaient convenus de « principes directeurs » d'un accord (Le Monde, 17 février). Mais le vice-président américain J.D. Vance a noté que des divergences persistaient sur les « lignes rouges » américaines, ajoutant que « le président américain se réserve le droit de dire quand il jugera que la voie diplomatique aura atteint sa limite. Nous espérons ne pas en arriver là ». Selon lui, Donald Trump garde « toutes les options ouvertes », y compris celle de déclencher la considérable force de frappe amassée dans la région par l'armée américaine.

Ces déclarations menaçantes ont été présentées par nombre de commentateurs comme des moyens de peser sur les négociations en cours, d'obliger Téhéran à composer avec un revolver chargé sur la tempe. Mais pour les dirigeants iraniens, céder aux demandes de Washington sur les dossiers nucléaire et balistique est plus risqué pour leur survie que de prendre le risque d'une nouvelle guerre, relèvent des analystes au fait des arcanes du régime iranien cités par le New York Times du 23 février.

De son côté, le président américain, qui avait tout au long des

protestations contre la vie chère de la population iranienne en janvier dernier promis de leur venir « bientôt » en aide, semble avoir, lors de son entretien en tête-à-tête avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le 11 février convenu des grandes lignes d'une nouvelle guerre contre l'Iran, la guerre de 12 jours de juin 2025 n'ayant pas rempli tous ses objectifs.

Le reste semble avoir été de part et d'autre une partie de poker menteur, de ruses de guerre, de brouillage médiatique.

Ainsi, le 22 février, l'Iran évoque de nouveaux pourparlers avec les États-Unis probablement pour le 26 février en Suisse, affirmant qu'un accord sur le dossier nucléaire est à portée de main. La délégation américaine conduite par Steve Witkoff échange par le truchement du ministre omanais des Affaires étrangères avec le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi, qui, jour après jour, ne veut toujours pas aborder la question du programme balistique iranien.

Le président américain déclare le soir même qu'il n'est pas « content » des résultats des négociations diplomatiques. Le 27 février, Washington annonce la visite en Israël du secrétaire d'État américain Marco Rubio le lundi 2 mars.

On ne sait si les dirigeants iraniens en ont conclu qu'une offensive militaire éventuelle ne serait déclenchée qu'à son retour d'Israël et qu'ils ont imprudemment organisé cette réunion de hauts dirigeants militaires à la résidence de l'ayatollah Khamenei le samedi 28 février tôt dans la matinée, heure fatidique à laquelle l'Ange de la Mort Azraël, par le biais des bombardiers israéliens, a frappé à leur porte et emporté leurs âmes.

Les Américains ont positionné

dans la région une armada sans précédent depuis la guerre de 2003 contre l'Irak de Saddam Hussein. Elle comprend notamment deux porte-avions avec les frégates qui les accompagnent, des bombardiers d'une gamme allant des F-15 aux F-35 et B-2. Les bases américaines des pays du Golfe ont été dotées d'importants moyens de défense anti-aérienne en prévision des attaques de missiles et de drones iraniens. Une telle armada présage d'une guerre intensive qui pourrait durer plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

Le président américain, dès le début de l'offensive, a réclamé la capitulation de l'Iran et affirmé vouloir détruire une fois pour toutes les capacités nucléaires et balistiques iraniennes. Il espère aussi que le régime iranien, affaibli par la guerre, succombera aux coups de boutoir d'un soulèvement populaire et d'un coup d'État amenant au pouvoir une nouvelle direction compatible avec les intérêts américains dans la région.

Les Israéliens, qui dès le premier jour ont lancé avec plus de 200 avions la plus vaste attaque aérienne de leur histoire, affichent leur ambition de provoquer un changement de régime à Téhéran après avoir détruit l'essentiel des infrastructures militaires, voire civiles, du pays et décapité la République islamique. Ils misent sur le fils en exil du monarque iranien déchu, Reza Pahlavi, qui a, à maintes reprises, manifesté sa sympathie pour l'État hébreu et promis d'établir avec lui des relations étroites de coopération s'il arrivait au pouvoir.

Sa popularité, en dépit de toutes les campagnes de promotion menées dans les médias occidentaux, reste limitée à une partie des élites urbaines et nationalistes persanes. Les peuples non persans, en premier lieu les Kurdes,

lui sont largement hostiles, tout comme une grande partie des couches populaires qui ont gardé un souvenir très négatif de la monarchie.

Le régime iranien, en lutte pour sa survie, met toutes ses ressources et mobilise tous les réseaux de soutien locaux et régionaux pour semer le chaos à l'échelle du Proche-Orient en attaquant les pays abritant des bases militaires, des ambassades et des intérêts américains.

L'objectif affiché est clair : faire payer très cher aux Américains leur nouvelle guerre d'agression afin de les dissuader d'une telle aventure au moins pour une génération.

Cette stratégie avait déjà été mise en œuvre en Irak où, à partir de 2003, l'Iran a organisé des milices chiites pour combattre les troupes américaines et leur infliger un maximum de dégâts. Il a aussi, de concert avec la Syrie, soutenu l'insurrection des Arabes sunnites partisans de Saddam Hussein regroupés d'abord au sein d'Al-Qaïda puis de Daech, obligeant les Américains à retirer leurs troupes d'Irak dès 2011.

Cette stratégie de guerre se double d'une politique de répression implacable contre toute forme d'opposition à l'intérieur du pays, comme on l'a vu encore récemment lors des manifestations populaires de janvier où le régime n'a pas hésité à massacrer des milliers (plus de 30.000 selon certaines estimations), de civils désarmés protestant contre la vie chère et la dictature.

Cette répression a continué de sévir en février.

Ainsi, le 8 février, un tribunal iranien a condamné Narges Mohammadi, lauréate du prix Nobel de la paix 2023, à une peine de six ans de prison « pour rassemblement et collusion en vue

de commettre des crimes », selon son avocat Mostafa Nili. Elle a été condamnée dans une autre affaire à un an et demi de prison pour « activités de propagande » et à deux ans de relégation dans la ville de Khash, au Khorassan (Le Monde, 9 février).

La France a appelé à la libération immédiate de cette « inlassable défenseuse » des droits humains. Le 9 février, plusieurs figures du Front des réformes ont été arrêtées après la publication d'un communiqué dénonçant la répression des manifestations et appelant à la création d'une « assemblée de salut » pour « sauver l'Iran ». Selon ce communiqué, « sur la base » des évaluations disponibles, on peut aujourd'hui affirmer clairement qu'une large partie des citoyens iraniens a perdu confiance en toutes les institutions et capacités qui étaient censées (...) les représenter et défendre leurs revendications ; et le Front des réformes ainsi que le courant réformiste ne font pas exception à cette profonde défiance.

Après les premières arrestations, le parquet de Téhéran, à l'origine de l'opération, a annoncé que les réformateurs visés avaient mené des « activités coordonnées en coulisse et en ligne dans le but de blanchir des actes violents et terroristes et de porter atteinte à la sécurité intérieure du pays ». Le même jour, le chef du pouvoir judiciaire Gholamhossein Mohseni-Ejei a déclaré que ceux qui, à l'intérieur du pays, publiaient des communiqués « contre la République islamique », qui avaient autrefois accompagné la révolution, étaient désormais « alignés » sur Israël et les États-Unis. Voilà que des anciens dignitaires du régime devenus critiques sont ravalés au rang d'ennemis à poursuivre (Le Monde, 11 février).

Le régime multiplie les condamnations à mort. Selon Le Monde

du 25 février, sept jeunes Iraniens ont été condamnés à mort après les manifestations de janvier, tandis que des milliers d'autres ont été arrêtés. Entre procès expéditifs, aveux forcés et conditions de détention inhumaines dans les prisons de Téhéran, la justice est mise au service de la répression, relève le journal.

Quatre ressortissants étrangers, dont la nationalité n'a pas été précisée, ont été arrêtés lors d'un raid à Téhéran pour participation aux émeutes, a annoncé le 2 février la télévision d'État.

Alors que l'opposition iranienne est très divisée à l'intérieur et se déchire en exil (RFL, 10 février), les partis politiques kurdes iraniens ont annoncé avoir formé, le 22 février, une Alliance des forces politiques du Kurdistan iranien.

Cette alliance regroupe le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), le Parti de la liberté du Kurdistan (PAK), le Parti Komala du Kurdistan et l'Organisation de combat du Kurdistan (Khabat). L'accord d'alliance a été signé par le secrétaire général du PDKI, Moustafa Hijri, le président du PAK, Hossein Yazdanpanah, le leader de Khabat, Baba Sheikh Hosseini, le leader de Komala Reza Kaabi et la coprésidente du PJAK Viyan Peyman.

Selon le communiqué commun annonçant cette alliance, « l'objectif est une plus grande unité afin de faire avancer davantage le combat commun du mouvement politique kurde en Iran et renforcer le rôle et la position du Kurdistan et de son mouvement politique dans la lutte contre la République islamique, assurer les droits et libertés du peuple du Kurdistan et déterminer comment reconstruire l'avenir de l'Iran ».

Le texte poursuit : « Nos princi-

paux objectifs communs dans cette alliance sont la lutte pour renverser la République islamique, la réalisation du droit à l'autodétermination kurde et la construction d'institutions nationales et démocratiques basées sur la volonté de la nation kurde dans le Kurdistan oriental (Rojhelat). »

L'Alliance considère comme un devoir d'œuvrer pour « un système démocratique et laïc en Iran qui garantit les droits des diverses communautés nationales et religieuses du pays ».

L'opposition kurde unie se tient prête pour l'éventualité de l'effondrement du régime islamiste

de Téhéran pour libérer le Kurdistan du joug de la dictature des mollahs et contribuer à la formation d'un bloc républicain et laïc afin de favoriser une transition vers un Iran républicain, séculier, en paix avec ses populations et avec ses voisins.

SYRIE : LA « NORMALISATION » DE ROJAVA

L'accord signé le 29 janvier entre le chef des Forces démocratiques syriennes (SDF), le général Mazlum Abdi, et le président syrien par intérim al-Charaa se met progressivement en place.

Ainsi, après Hassaké le 2 février, les forces gouvernementales syriennes sont entrées le 3 février dans le bastion kurde de Qamishli. Il s'agit à ce stade de petits contingents de forces de sécurité intérieure chargées, en coopération avec les Assayish (police locale kurde), d'assurer l'ordre public. L'armée syrienne se tient à l'écart des villes kurdes et à une certaine distance convenue des bases des forces kurdes, ces dernières restant elles aussi en dehors des villes en attendant d'être formellement « intégrées » dans l'armée syrienne.

Le gouvernement de Damas a aussi pris le contrôle de l'aéroport de Qamishli le 21 février après l'évacuation d'un contingent russe qui y était basé conformément à un accord conclu avec le régime de Bashar al-Assad et avec Ankara.

Le retrait des forces kurdes du camp d'al-Hol, où étaient encore détenus plus de 24 000 membres des familles de djihadistes de plusieurs pays, a été suivi d'évasions massives de prisonniers. Les miliciens islamistes qui composent l'armée syrienne sont

entrés dans ce camp où ils ont été accueillis en libérateurs, au milieu de scènes de « fraternisation » diffusées sur les réseaux sociaux. Des filières se sont rapidement organisées pour assurer l'évasion de ces détenus vers les provinces arabes de la Syrie, notamment Idlib gérée depuis des années par l'organisation islamiste Hayat Tahrir al-Chaam (HTC) du président par intérim al-Charaa.

Nombre de familles de djihadistes d'origine étrangère ont, elles, été évacuées vers la Turquie et le Liban. Déjà le 13 février, une source humanitaire contactée par l'AFP indiquait qu'« il ne restait plus qu'une vingtaine de familles ». Ce camp a hébergé jusqu'à 70.000 détenus après la chute de l'État islamique de 42 nationalités, dont un grand nombre de femmes et d'enfants originaires de Russie, du Caucase et des républiques d'Asie centrale (Libération, 13 février).

Les autorités syriennes ont, le 20 février, fermé et démantelé ce camp, transférant les dernières familles vers un « nouveau camp sécurisé » au nord de la région d'Alep (RFI, 20 février). Le 25 février, le ministre syrien de l'Intérieur a confirmé que « des milliers de proches de djihadistes de l'organisation État islamique avaient fui le camp d'al-Hol ». « Plus de 138 ouvertures ont été constatées dans le mur d'enceinte long de 17 km après le retrait, fin

janvier, des troupes kurdes dans le cadre d'un accord global avec Damas » (AFP, France 24, 25 février).

Le précédent d'al-Hol suscite une vague d'espoir chez les prisonnières du camp de Roj, persuadées d'être bientôt libérées, rapporte l'envoyé spécial du journal Le Monde, Madjid Zerrouky. Dans ce camp, toujours sous contrôle kurde, 742 familles étrangères sont détenues, soit 2 207 femmes et enfants de 40 à 50 nationalités, des familles de djihadistes venus de différents pays pour s'enrôler dans les rangs de l'État islamique.

Parmi elles, 40 familles françaises, soit une cinquantaine de femmes et une centaine d'enfants de plus en plus radicalisés. « Pourquoi leurs pays ne les ont jamais repris ? Ils ont préféré dépenser des millions pour les maintenir ici, en nous laissant gérer cette bombe à retardement », s'insurge la directrice du camp citée par Le Monde du 6 février. « Nous serons sans doute les premières victimes de la résurgence de l'État islamique. Mais ne vous trompez pas, les pays occidentaux seront les suivants », prévient-elle.

Les forces américaines ont achevé leurs opérations de transfert des djihadistes les plus dangereux vers l'Irak. Selon un communiqué de CENTCOM du 12 février, depuis le 21 janvier « plus de 5

700 combattants adultes » ont été transférés vers des prisons irakiennes. Cette opération a pour objectif de « garantir que les détenus de l'EI restent en sécurité dans les centres de détention », ajoute le communiqué.

L'amiral Brad Cooper, chef du CENTCOM, a salué l'équipe interarmées qui a mené à bien « cette mission exceptionnellement difficile au sol et dans les airs ». La grande majorité des prisonniers, quelque 3 200, sont Syriens tandis que 900 viennent de pays d'Europe, d'Asie ou d'Australie. Parmi ces derniers : 460 Irakiens, 234 Tunisiens, 187 Marocains, 181 Turcs, 165 Turkmènes, 130 Russes, 116 Égyptiens, 68 Saoudiens, 63 Tadjiks, 55 Azéris, 46 Indonésiens, 42 Kirghizes, 36 Ouzbeks, 27 Allemands, 25 Algériens, 23 Bosniaques, 23 Iraniens, 13 Australiens, 13 Ukrainiens, 10 Britanniques, 8 Suédois, 5 Chinois, 5 Canadiens, 4 Français, 3 Suisses et 1 Israélien (Rudaw, 20 février).

Pour faire de la place pour ces djihadistes dangereux, le gouvernement irakien a décidé de transférer près de 4 000 détenus irakiens de la prison Karkh de Bagdad vers des centres de détention situés dans les provinces de Babil et de Nassiriya (Rudaw, 13 février). Il a aussi annoncé dès le 2 février l'ouverture d'enquêtes sur les prisonniers de l'État islamique afin de les juger dans les meilleurs délais.

Les forces américaines ont évacué leur base d'al-Chaddadi dans la campagne de Hassaké. Cette base, qui abritait auparavant des forces kurdes et une prison pour djihadistes, a été remise à l'armée syrienne le 15 février. Quelques jours plus tôt, le 11 février, elles avaient évacué la base d'al-Tanf, près de la frontière jordanienne, passée elle aussi sous le contrôle syrien (AFP, 11 et 12 février).

Dans son édition du 20 février, Le

Monde fait observer que le prix de ce nouveau positionnement de Trump en Syrie est l'abandon des Kurdes.

Un premier retour sur investissement américain dans le nouveau régime syrien semble être l'accord signé le 4 février entre Damas et le géant pétrolier Chevron et une compagnie du Qatar pour l'exploration offshore de pétrole et de gaz au large de la côte méditerranéenne de la Syrie. Le texte a été signé au palais présidentiel à Damas en présence de l'émissaire spécial américain pour la Syrie, Tom Barrack, lequel avait annoncé cyniquement le 24 janvier que la mission des forces kurdes contre Daech en coopération avec les États-Unis était désormais terminée. Place au business donc (AFP, 4 février).

L'abandon des Kurdes syriens par leurs alliés occidentaux s'est accompagné de quelques gestes diplomatiques de consolation. À la demande de la diplomatie américaine, une délégation de Rojava conduite par le général Mazlum Abdi et Ilham Ahmed a été invitée pour la première fois à la conférence de sécurité de Munich des 12-15 février.

Le secrétaire d'État américain Marco Rubio s'est y entretenu avec Mazlum Abdi et Ilham Ahmed au cours d'une réunion avec le ministre syrien des Affaires étrangères. Il a réaffirmé à cette occasion que les Kurdes syriens devraient jouir de tous leurs droits politiques, culturels et linguistiques au sein d'une Syrie unie. Il a déclaré que le président Trump avait personnellement appelé le président syrien par intérim al-Charaa pour lui demander de mettre un terme aux affrontements avec les forces kurdes et de trouver un accord reconnaissant leurs droits légitimes.

Le général Mazlum Abdi a également eu droit à une accolade cha-

leureuse du président Macron la veille à Munich. Il a été reçu, en compagnie d'Ilham Ahmed, par le ministre allemand des Affaires étrangères, une première car jusqu'ici, pour ménager son allié turc, l'Allemagne s'abstenait de tout contact politique avec les dirigeants kurdes syriens.

Ceux-ci ont pu avoir des échanges avec les diplomates de plusieurs autres pays présents à Munich. De son côté, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot, lors de sa visite à Erbil le 6 février, a longuement et chaleureusement reçu le général Abdi et Ilham Ahmed.

Il leur a affirmé le soutien de la France pour que « nos alliés et nos frères d'armes trouvent toute leur place et obtiennent leurs droits légitimes au sein de la nouvelle Syrie ».

Les dirigeants de Rojava ont aussi été reçus par Massoud Barzani le 6 février, puis à nouveau par le président Nechirvan Barzani, qui ont réitéré la nécessité de l'unité kurde dans cette période difficile et conseillé de veiller à l'application de l'accord signé avec Damas. Les difficultés éventuelles et prévisibles de la mise en œuvre de cet accord doivent être réglées par le dialogue, leur ont-ils répété en partant de leur propre parcours de négociation avec Bagdad.

Les difficultés n'ont pas tardé à surgir. Malgré l'accord signé, la ville symbolique de Kobané est restée assiégée en février. Les milices de l'armée syrienne se livrent en plus à des pillages de biens des Kurdes dans les villages kurdes environnants. Le 9 février, l'ONU a promis de diligenter une enquête sur ce sujet. L'aide humanitaire arrive à compte-gouttes à la population assiégée et en détresse depuis le 17 janvier. La frontière turque reste toujours fermée aux convois humanitaires. Cependant un convoi de 25

camions d'aide organisé par la ville de Diyarbakir a pu emprunter un autre point de passage pour arriver à Kobané. L'errance et la détresse des quelque 176 000 déplacés kurdes de Rojava continuent (Le Monde). Conformément à l'accord signé avec Damas, ils devaient regagner leurs foyers d'origine à Afrin, Serê Kaniyê et Girê Spî qui restent toujours sous l'occupation de l'armée turque et de ses milices supplétives désormais

officiellement enrôlées dans l'armée syrienne.

Le ministre turc de la Défense Yasar Güler a démenti les déclarations des dirigeants syriens annonçant un retrait prochain des contingents turcs de ces territoires kurdes syriens occupés. « Nous évaluons la situation mais aucun calendrier de retrait n'est prévu », a-t-il affirmé.

Aucune avancée non plus sur le

sort et l'éventuelle libération de plus d'un millier de disparus et prisonniers kurdes. La population kurde est amère. Les femmes kurdes qui ont joué un rôle déterminant dans la guerre contre Daech et qui ont commencé à se libérer des chaînes du patriarcat redoutent un retour à la charia islamique.

L'avenir reste des plus incertains pour les Kurdes syriens.

TURQUIE :

A. ÖCALAN ANNONCE « L'OUVERTURE D'UNE NOUVELLE ÈRE POLITIQUE »

Un an après avoir appelé son mouvement à se dissoudre, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a fait une déclaration lue en son nom à Ankara par une responsable du parti pro-kurde DEM où il affirme vouloir « ouvrir un processus fondé sur une société démocratique et l'État de droit ».

« La porte s'ouvre sur une nouvelle ère politique, (...) Nombre de difficultés et de crises sont aujourd'hui causées par l'absence de l'État de droit », poursuit-il, réclamant « un espace favorable à la démocratie et des garanties légales solides ». « Je crois au pouvoir de la politique et de la paix sociale et non des armes. Et je vous appelle à mettre ce principe en pratique », déclare encore le chef du PKK de son île-prison d'Imrali. (AFP, 27 février)

Malgré sa conversion à un combat démocratique non violent et sa décision de mettre un terme à la lutte armée du PKK, aucun progrès significatif concret n'a été enregistré depuis un an. Le gouvernement turc n'a même pas daigné assouplir ses conditions de détention ni évoquer une possible libération. Une commission parlementaire turque transpartisane, après plusieurs mois d'auditions et de débats, a rendu le 18

février son rapport sur « la réintégration dans la société turque » des combattants du PKK, excluant néanmoins toute amnistie en leur faveur. Le rapport ne préconise par ailleurs aucune mesure précise pour la reconnaissance officielle du peuple kurde, de sa langue, de sa culture, de ses droits politiques, culturels et linguistiques collectifs alors que les Kurdes, selon les estimations courantes, sont environ 26 millions en Turquie.

Isolé depuis 1999 dans une île-prison, le chef du PKK semble faire preuve d'un optimisme excessif en parlant d'une « nouvelle ère politique » en Turquie car dans les faits, à part la fin de la guérilla du PKK, rien n'a vraiment changé sur les bords du Bosphore. Les maires de l'opposition, dont celui de la métropole d'Istanbul Ekrem Imamoglu, sont arrêtés comme des malfrats et destitués avant même d'être jugés par un tribunal. Des journalistes, y compris ceux des médias occidentaux comme la Deutsche Welle, sont arrêtés pour « insulte au président Erdogan ».

Une célèbre impresario, Ayşe Barım, 55 ans, agente des stars de la télévision et du cinéma, est condamnée à 12 ans de prison sous l'accusation d'avoir joué un rôle actif dans des manifestations

antigouvernementales en 2013. Les poursuites sont surtout le reflet du conflit autour de la domination culturelle sur les productions audiovisuelles turques, estime le correspondant du Monde en Turquie, Nicolas Bourcier, dans son édition du 27 février, qui ajoute : « La vague d'arrestations a rarement atteint, hors périodes convulsives de coups d'État, un tel niveau d'intensité et de durée en Turquie ».

Le 18 février, le journaliste Alican Uludağ est placé en garde à vue pour « insulte au président » et « dénigrement de la nation turque ». Les policiers qui font irruption dans son domicile à l'heure du laitier lui reprochent un reportage effectué en 2024 sur la libération de six membres de l'organisation État islamique et une dizaine de publications sur le réseau social X en 2025. Il risque jusqu'à quatre ans de prison.

C'est un secret de Polichinelle qu'en Turquie la police arrête de temps en temps des membres des « cellules dormantes » de Daech préparant ou commettant des attentats mais on voit rarement de procès. Ils sont libérés discrètement par les services turcs. Et voilà qu'un journaliste imprudent évoque publiquement une telle libération. Il risque de subir le même sort que le journaliste du

vénérable quotidien kémaliste *Cumhuriyet* (République) qui avait, après une minutieuse enquête, révélé des livraisons secrètes d'armes par les services de renseignement turcs (MIT) aux milices islamistes syriennes, dont celle de l'actuel président al-Charaa qui à l'époque s'appelait encore le Front al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaïda. Menacé de longues années de prison, le journaliste Can Dündar s'est réfugié à Berlin.

Le 19 février, six militants européens des droits humains, venus enquêter sur le système carcéral turc, étaient interpellés après une rencontre avec un cabinet d'avocats à Istanbul. Les autorités reprochent au cabinet d'être en lien avec une organisation d'extrême gauche considérée comme terroriste par Ankara (Le Monde, 27 février). Le même jour, le parti pro-kurde DEM faisait savoir qu'au moins 99 mineurs avaient été placés en détention au Kurdistan après des manifestations de soutien aux Kurdes de Syrie.

Pendant ce temps, les véritables criminels qui, en raison de leur grande corruption et de la mauvaise qualité des constructions, ont causé la mort de milliers de personnes lors du séisme de février 2023 courent toujours car ils étaient affiliés aux réseaux d'affaires du pouvoir : « Trois ans après le séisme qui a tué 54 000 personnes, les procédures judiciaires s'enlisent. Les familles de victimes dénoncent l'extrême lenteur des procédures et l'impunité persistante des responsables. Près de 270 000 personnes vivent encore dans des conteneurs », rapporte *Le Monde* dans son édition du 7 février.

Yılmaz Tunç, le procureur général d'Istanbul qui avait, sur instruction, arrêté et embastillé le maire d'Istanbul et ses collègues, a été promu ministre de la Justice le 11 février. Pour l'opposition, ce

choix constitue une récompense et symbolise une mainmise désormais totale du pouvoir sur la justice et annonce de nouvelles opérations judiciaires. « Le nouveau ministre prend la tête du Conseil des juges et procureurs. C'est lui qui va nommer les magistrats », a déclaré le chef de l'opposition parlementaire Özgür Özel. « Erdogan appellera ça "l'État de droit" en prétendant qu'il s'agit du jeu démocratique. Laissez-moi leur dire une chose : puisse votre tyrannie grandir, pour que votre fin se rapproche » (RFI, 11 février).

Dans le même mini-remaniement, un préfet diplômé de théologie, Mustafa Çiftçi, a été nommé ministre de l'Intérieur. Sa cérémonie de prestation de serment devant le Parlement a donné lieu à de violentes altercations entre parlementaires.

Le même jour, l'Inter-Parliamentary Union publiait à New York son rapport annuel sur la situation des parlementaires dans le monde. Selon les critères de ce rapport, notamment la violation de la liberté d'opinion et d'expression, la Turquie est le troisième pays le plus répressif dans le monde après le Yémen et le Venezuela. En 2025, affirme le rapport, 110 parlementaires ont subi des violences et des violations des droits humains. Il donne une liste de noms des parlementaires concernés appartenant tous aux partis d'opposition, pour la plupart kurdes. Parmi les violations les plus fréquentes documentées : absence d'un processus équitable dans les poursuites contre les parlementaires et violations de la liberté d'opinion et d'expression.

En ce mois de ramadan, une vive polémique a opposé les partisans de la laïcité à l'école à ceux du parti islamo-conservateur AKP au pouvoir qui veulent islamiser toutes les institutions de l'État y compris l'école, et former une

nouvelle génération musulmane pieuse. Le 12 février, une semaine avant le début du mois de jeûne musulman, le ministre de l'Éducation a envoyé une directive aux préfets des 81 départements du pays leur demandant d'organiser dans les écoles des événements sur le thème du ramadan et de proposer des rencontres informelles autour de l'iftar, la rupture du jeûne, au sein des établissements, dans les collèges et les lycées. La directive conseille de mettre en place, dans les écoles, des tables d'iftar communes avec la participation des familles. Elle recommande aussi d'amener à la mosquée les enfants de 4 à 6 ans, accompagnés de deux enseignants. Cette directive, notamment sa dernière recommandation, a suscité de vives réactions.

Une pétition lancée par 168 intellectuels et artistes laïcs, signée par près de 45 000 citoyens, affirme que « le régime politique islamiste entraîne, pas à pas, le pays dans le borborygme réactionnaire du Moyen-Orient » et que « les efforts visant à démanteler progressivement le système éducatif laïc ont pris de nouvelles proportions », que la Turquie sombre « sous le siège réactionnaire de la charia ». La pétition se termine par un : « Nous ne nous soumettrons pas aux ténèbres ! ».

La réaction du président turc à cette pétition intitulée « Défendons ensemble la laïcité » a été virulente. Il a dénoncé, le 25 février, le « fanatisme » des pétitionnaires aux déclarations « infâmes ». Une plainte a été déposée contre eux au nom du gouvernement. Devant le groupe parlementaire de son parti AKP, il a déclaré : « Pourquoi cela vous dérange-t-il que nos enfants apprennent la prière et le jeûne ? Pourquoi cela vous dérange-t-il qu'ils chantent des hymnes religieux ensemble dans les cours de récréation ? Si cela dérange quelqu'un, qu'il aille donc s'in-

terroger sur son appartenance à ce pays, à ce drapeau, à cette terre. » (*Le Monde*, 27 février)

Il est vrai que dès son arrivée au pouvoir, Recep Tayyip Erdogan n'a pas caché son projet de former

une nouvelle génération de musulmans pieux, portant dans une main le Coran, dans l'autre un ordinateur. Sous son long règne, la Turquie a doublé le nombre de ses mosquées et le nombre d'élèves des Imam Hatip,

ces collèges et lycées religieux, est passé de 60 000 à plus de 600 000. Leurs diplômés, censés devenir des prédicateurs et imams, sont désormais dans toutes les universités et forment l'ossature de l'État-parti AKP islamiste.

IRAK : IMPASSE POLITIQUE

L'Irak se trouve dans une impasse politique. Plus de trois mois après les élections parlementaires du 11 novembre 2018, il n'est toujours pas parvenu à élire un président et un premier ministre et à former un nouveau gouvernement de coalition.

Le 1er février, le Parlement irakien s'est réuni pour tenter d'élire un président de la République. Mais, faute de quorum, le vote a été reporté sine die. Le Cadre de coordination qui regroupe les factions chiites pro-iraniennes du pays s'étant, après des semaines de tractations, prononcé le 26 janvier pour la candidature de Nouri al-Maliki au poste de Premier ministre. Mais cet ancien Premier ministre, qui a déjà occupé ce poste de 2006 à 2014, est une personnalité clivante rejetée par les sunnites et les Kurdes ainsi que par une minorité conséquente de chiites, dont le Mouvement Al-Hikma de l'influent chef religieux Ammar al-Hakim et Qais al-Khazali, chef du parti-milice Asaib Ahl al-Haq. Et surtout, le président américain Donald Trump a publiquement déclaré le 28 janvier que si M. Al-Maliki était nommé Premier ministre, « les États-Unis d'Amérique n'aideraient plus l'Irak et que s'ils ne sont pas là pour l'aider, l'Irak n'a aucune chance de succès, de prospérité ou de liberté ».

Beaucoup au sein de l'administration américaine considèrent Maliki trop proche de l'Iran, que sa politique discriminatoire

envers les sunnites a été perçue comme une persécution pour ces derniers, faisant ainsi le lit de l'émergence de l'État islamique dont les principaux cadres militaires étaient issus de l'appareil sécuritaire de Saddam Hussein. Il s'est aussi aliéné les Kurdes en privant, à partir de 2014, le Gouvernement régional du Kurdistan de sa dotation budgétaire prévue par la Constitution du pays. C'est sous son second mandat que l'État islamique a pu s'emparer de larges portions du territoire irakien, dont la deuxième ville du pays, Mossoul.

Les états de service de Maliki le rendent inacceptable pour l'administration américaine. La menace d'un veto américain pourrait inciter Téhéran à favoriser un autre candidat chiite, car l'Iran n'a pas intérêt que l'Irak devienne à son tour un État paria sous embargo américain. L'Irak permet actuellement au régime iranien d'avoir accès au système financier international et aux dollars américains.

La confrontation irano-américaine en cours donne aux dirigeants des factions chiites irakiennes le temps de réfléchir à une autre alternative qui dépendra, bien sûr, largement du nouveau rapport de forces qui va s'établir à l'issue de la guerre.

Cette attitude de « wait and see » plonge le pays dans une période de paralysie politique pour une durée indéterminée.

En attendant, le gouvernement

de coalition actuel va expédier les affaires courantes mais il aura du mal à contrôler certaines milices chiites pro-iraniennes susceptibles de se lancer dans des attaques contre les intérêts américains en Irak.

Les Kurdes sont priés de retarder leur choix d'un candidat pour la présidence du pays, car un président élu devrait, selon la Constitution, désigner dans les quinze jours suivant son élection un Premier ministre proposé par la principale coalition des partis chiites, ce qui n'arrangerait guère les affaires de ces derniers.

C'est dans ce contexte compliqué que le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot s'est rendu d'abord à Bagdad puis à Erbil. Le 6 février, il a été chaleureusement reçu par le leader kurde Massoud Barzani à qui il a remis une copie de la lettre que son père, le général Moustafa Barzani, avait, le 3 février 1967, adressée au général de Gaulle le priant de ne pas vendre des armes au gouvernement irakien de l'époque en guerre contre les Kurdes.

« Un leader historique qui a incarné la résistance et le combat pour la liberté de son peuple ne doit pas vendre des armes à un dictateur qui va les utiliser contre un petit peuple en lutte pour sa survie », écrivait alors Barzani au général de Gaulle. Un sujet qui hélas reste toujours d'actualité.

Le ministre français a souligné le rôle du président Macron et du

président Barzani pour encourager Damas et les Forces démocratiques syriennes à « parvenir à un accord en Syrie ». Il a aussi loué le rôle prééminent du leader kurde pour faire face aux défis en Irak et dans la région.

Massoud Barzani a dit qu'il n'avait pas épargné ses efforts pour « prévenir que des désaccords politiques n'escaladent vers un conflit ethnique entre Kurdes et Arabes et prévenir un nettoyage ethnique du peuple kurde en Syrie ». Il a aussi réitéré son soutien à l'accord signé entre le gouvernement syrien et les

SDF, exprimant « l'espoir qu'il servira de fondement à la stabilité et à la résolution des problèmes à cette étape » (Rudaw, 7 février).

Au cours de cette visite, le ministre français a également rencontré le président du Kurdistan Nechirvan Barzani et le chef des Forces démocratiques syriennes, le général Mazlum Abdi, avec lesquels il a évoqué l'évolution de la situation en Rojava.

Il a, à nouveau, réaffirmé « le soutien de la France à ses alliés kurdes qu'elle n'abandonnera pas » et plaidé pour « l'intégra-

tion des Kurdes à une Syrie unie » et la pleine mise en œuvre de l'accord du 29 janvier. « La reconnaissance de l'identité des Kurdes est une condition du relèvement de la Syrie, comme elle l'a été en Irak », a-t-il souligné. « La France se tient et se tiendra toujours aux côtés du peuple kurde pour qu'il soit respecté dans ses droits », a affirmé M. Barrot. « L'horizon des Kurdes de Syrie ne doit pas se borner à la région : ils ont vocation, comme en Irak, à prendre toute leur part à la vie politique syrienne », a-t-il ajouté (AFP, 6 février).

STRASBOURG : RÉSOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN SUR LA SITUATION DES KURDES EN SYRIE

Le Parlement européen, sur proposition de l'euro députée française Mme. Nathalie Loiseau, a adopté le 12 février, une importante résolution sur la situation des Kurdes en Syrie par 363 voix pour, 71 voix contre et 81 absentions.

Après un long rappel des événements récents, la résolution souligne :

« La contribution décisive des forces kurdes dans la lutte contre Daech, et notamment le rôle des combattantes, et salue leur excellente collaboration avec la coalition internationale dans la lutte de l'Union européenne contre les actions terroristes commises par Daech et la menace qu'elles présentent pour l'Europe, sa population et ses capitales; rappelle et salue le courage et la détermination des innombrables femmes kurdes qui ont courageusement mené la lutte contre Daech et ont subi en représailles des brutalités qui dépassent l'entendement de la part de Daech; invite les autorités syriennes à enquêter sur les crimes atroces perpétrés par Daech, notamment contre la communauté yézidie; souligne

qu'une paix durable en Syrie passe par la reconnaissance des sacrifices consentis par la communauté kurde, de ses préoccupations légitimes en matière de sécurité et de sa représentation politique, et notamment par des garanties concernant les droits des femmes et la participation significative des femmes à la vie publique » (...)« demande un accès libre pour l'aide humanitaire de l'Union européenne et ses États membres à la ville assiégée de Kobané et le soutien au relèvement rapide dans le nord-est de la Syrie, en mettant particulièrement l'accent sur la protection des civils, la résilience des communautés locales ainsi que le soutien à la société civile syrienne, aux organisations indépendantes de défense des droits de l'homme et aux initiatives locales de consolidation de la paix ; souligne l'importance d'un financement humanitaire prévisible et pluriannuel en faveur de la Syrie afin de garantir la continuité de l'assistance vitale et de permettre la mise en œuvre d'activités de relèvement rapide » (...)« demande à tous les acteurs régionaux, y compris la Turquie, de s'abstenir de toute action militaire et de tout soutien à des

groupes armés susceptible de rompre le cessez-le feu, de nuire à la protection des civils et de mettre à mal les perspectives d'un règlement inclusif du conflit; dénonce la poursuite de l'intervention militaire et de l'agression menées par la Turquie dans le nord-est de la Syrie, notamment les attaques meurtrières contre des civils et des infrastructures civiles dans des villes et des provinces à majorité kurde situées le long de la frontière entre les deux pays; presse le gouvernement turc de mettre immédiatement un terme à son intervention militaire dans le nord-est de la Syrie et de permettre la tenue de négociations dans le but de parvenir à une solution pacifique entre le gouvernement de transition syrien et les FDS; demande à la Commission, au SEAE et aux États membres d'aborder le rôle joué par la Turquie en Syrie dans le cadre d'échanges bilatéraux avec le gouvernement turc; souligne que tout accord en matière de sécurité doit respecter le droit international et respecter l'intégrité territoriale de la Syrie, et ne pas entraîner de déplacement forcé ou d'ingénierie démographique » (...)« se dit notamment vivement préoccupé par le risque

que présente le grand nombre de combattants et de personnes se réclamant de Daech qui se sont échappés des centres de détention et des camps dans le nord-est de la Syrie; souligne que le déplacement progressif du problème des prisonniers de Daech vers l'Iraq risque de créer de nouvelles formes d'incertitude et de dépendance vis-à-vis des capacités et de la volonté politique de pays tiers; souligne en outre que le transfert ou la libération de combattants adultes de Daech ou de suspects en Syrie ou dans des pays tiers, notamment en Iraq et en Turquie, doit rester subordonné à des modalités effectives de garde, de surveillance et de partage d'informations, en particulier en cas de transferts transfrontaliers, et ce pour éviter qu'ils ne s'échappent ou qu'ils ne se déplacent sans surveillance, et que l'obligation de rendre compte de leurs actes doit être assurée par la conservation des preuves et par l'engagement de poursuites, conformément aux normes inter-

nationales et à la garantie d'un procès équitable; fait observer que les transferts et les rapatriements dépourvus de garanties effectives et de suivi judiciaire constitueraient un risque pour la sécurité de la Syrie, de l'ensemble de la région et de l'Europe; invite la coalition internationale, y compris les États-Unis, à prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour atténuer ce risque pour la sécurité et demande à l'Union d'apporter le soutien nécessaire à cette fin » (...)« salue l'accord récent conclu entre les FDS et le gouvernement de transition syrien; réaffirme qu'il continuera à soutenir sans relâche le cessez-le-feu et la reconnaissance des droits civils et éducatifs des Kurdes; demande à toutes les parties de s'abstenir de toute action qui pourrait entraîner une nouvelle escalade de la violence, de respecter les accords de cessez-le-feu en vigueur et de soutenir les mécanismes destinés à surveiller et à préserver le cessez-le-feu » (...)

Enfin, et c'est important, le Parlement européen souligne que « toute collaboration avec les autorités syriennes doit rester subordonnée à des progrès tangibles et vérifiables en matière de protection des civils et de respect du cessez-le-feu, des droits de l'homme et des droits des minorités. » (Voir le texte intégral de la résolution en français https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-10-2026-0053_FR.html)

Dans le débat qui a précédé l'adoption de cette résolution, de très nombreux euro-députés, dont Mmes Evin Incir, Abir al-Sahlan, Nathalie Loiseau, Ilaria Salis, Assita Kanko, Ozlem Alev Demirel, M. Daniel Attard, M. Nikolas Farantouris ont pris la parole en défense des Kurdes du Rojava (voir leurs interventions sur les comptes Facebook et Instagram de l'Institut.)

En Syrie, couvre-feu dans des secteurs kurdes en vue de l'application de l'accord avec Damas

Le gouvernement syrien et les responsables kurdes sont parvenus à un accord, qui doit entrer en vigueur lundi. Il prévoit l'intégration progressive des forces et de l'administration de la zone autonome kurde au sein de l'Etat syrien.

Les Forces de sécurité kurdes syennes (FDS) ont annoncé, dimanche 1^{er} février, l'instauration d'un couvre-feu dans deux villes du nord-est du pays lundi, jour du début de la mise en œuvre de l'accord conclu avec le gouvernement.

Après des mois d'impasse et de violents combats, **Damas et les responsables kurdes ont annoncé vendredi être parvenus à un accord** prévoyant l'intégration progressive des forces et de l'administration de la zone autonome kurde au sein de l'Etat syrien.

L'accord porte un coup aux espoirs d'autonomie des Kurdes, forgés lors de la guerre civile qui a ravagé le pays entre 2011 et 2024, le pouvoir islamiste étant déterminé à imposer son autorité sur l'ensemble du territoire syrien. Il prévoit que les forces de sécurité gouvernementales se déploient dans la zone autonome kurde, établie par cette minorité dans le nord et le nord-est du pays.

Le chef des forces kurdes en Syrie, Mazloum Abdi, a assuré que sa mise en œuvre commencerait lundi. Il a déclaré qu'« une force de sécurité intérieure limitée » entrerait dans certains secteurs des deux principales villes de la zone kurde, Haskaké et Kamechliyé, mais



Les Kurdes syriens manifestent pour revendiquer leurs droits dans la Constitution syrienne et soutenir l'unité kurde, à Kamechliyé (Syrie), le 1^{er} février 2026. ORHAN QEREMAN /REUTERS

qu'« aucune force militaire n'entrera dans une ville ou localité kurde ».

Les forces de sécurité kurdes ont annoncé dimanche l'instauration d'un couvre-feu dans ces deux villes entre 6 heures (4 heures à Paris) et 18 heures, respectivement lundi et mardi, précisant que cette mesure visait à « assurer la sécurité des habitants ». Une source au sein des forces de sécurité kurdes a fait savoir qu'une délégation des forces de sécurité gouvernementales s'était rendue dimanche à leur quartier général à Kamechliyé.

« Peur d'être trahis »

Des milliers de Kurdes se sont rassemblés dimanche dans cette ville pour afficher leur attachement à l'unité kurde, a constaté un correspondant de l'Agence France-Presse (AFP). Hommes, femmes et enfants ont brandi des drapeaux kurdes et des bannières en soutien aux forces kurdes. Certains portaient également des portraits de combattants tués.

« Nous sommes venus pour l'unité kurde, a expliqué Barine Hamza, une étudiante de 18 ans. Nous avons peur d'être trahis car nous ne faisons pas confiance à ce gou-

vernement. » Nourshana Mohammed, une mère de famille de 40 ans, souligne l'importance des FDS, dominées par les Kurdes, qui « protègent » cette minorité et ont joué un rôle-clé dans la lutte contre le groupe djihadiste Etat islamique (EI).

Depuis leur arrivée au pouvoir, à la fin de 2024, les autorités islamistes se sont engagées à protéger les minorités, mais le pays a été depuis le théâtre de massacres d'alaouites sur la côte, en mars 2025, et de violences avec les Druzes dans le Sud, en juillet 2025.

Le ministre de l'information sy-

rien, Hamza Mustafa, a déclaré vendredi que l'accord prévoyait la remise au gouvernement, dans un délai de dix jours, de certains champs pétrolifères, de l'aéroport de Kamechliyé et des postes-frontières. Il a ajouté que les combattants des forces kurdes seraient intégrés au sein de brigades en cours

de formation sous le commandement de l'armée syrienne.

Dimanche, le chef de la sécurité intérieure de la province d'Alep, dans le nord du pays, a dit aux journalistes qu'il avait rencontré les forces kurdes à Kobané pour discuter des questions de sécurité « et

commencer le déploiement des forces du ministère de l'intérieur », sans préciser de calendrier. Mohammed Abdel Ghani a ajouté que des détails techniques restaient à régler, mais que la réponse du côté kurde avait été « positive ».

Située dans la province d'Alep,

à plus de 200 kilomètres des autres zones kurdes du nord-est de la Syrie, Kobané, frontalière de la Turquie, est toujours encerclée par les forces gouvernementales, en attendant l'entrée en vigueur de l'accord. Cette ville est le symbole de la première victoire des forces kurdes contre l'EI en 2015.



Feb.01,2026

Iraqi begins 'investigative procedures' for nearly 1,400 ISIS prisoners transferred from Syria

ERBIL, Kurdistan Region - Iraq's Supreme Judicial Council (SJC) announced on Monday that a court has initiated "investigative procedures" regarding nearly 1,400 Islamic State (ISIS) suspects recently transferred from neighboring Syria.

"The First Karkh Investigative Court announced that it has begun investigative procedures with 1,387 members of the ISIS terrorist organization who were recently received from detainees held in Syrian territory," said the SJC in a statement.

"Under the direct supervision of the President of the Supreme Judicial Council, investigations have commenced through a number of judges specialized in counterterrorism. The procedures for dealing with the detainees will be carried out within the approved legal and humanitarian frameworks, in line with national laws and international standards," it added.

As per the agreement between Iraq and the US, at



Iraq's Supreme Judicial Council building. Photo: file/AFP

least 7,000 ISIS prisoners will be transferred from Kurdish-held prisons in northeast Syria (Rojava) after Washington ended the Kurdish-led Syrian Democratic Forces' (SDF) role in the global coalition to defeat ISIS and shifted its support to the interim government in Damascus.

Last week, Iraqi Foreign Minister Fuad Hussein said Baghdad is prepared to receive ISIS prisoners pre-

viously held in facilities controlled by the SDF. He emphasized, however, that the financial and security responsibilities of the process should not fall solely on Iraq.

ISIS declared its so-called caliphate across Iraq and Syria in 2014, seizing large swathes of territory in both countries. It was defeated territorially in Iraq in 2017 and in Syria in 2019.

"These measures come as part of Iraq's efforts to complete investigations and hold accountable those involved in crimes committed by the ISIS terrorist organization in accordance with applicable laws, alongside international coordination aimed at addressing the file of ISIS members and crimes that rise to the level of genocide and crimes against humanity," said the SJC on Monday.

Après la mise en garde d'Ali Khamenei, Donald Trump dit espérer un accord avec l'Iran

Le président américain multiplie les avertissements depuis le début du mouvement de contestation réprimé à huis clos en janvier, tout en répétant négocier avec Téhéran pour éviter une telle issue.

Donald Trump a déclaré, dimanche 1^{er} février, espérer conclure un accord avec l'Iran après une mise en garde du Guide suprême iranien, Ali Khamenei, sur le risque d'une « *guerre régionale* » si les Etats-Unis mettaient à exécution leur menace d'intervention militaire.

Le président américain multiplie les avertissements depuis le début du mouvement de contestation réprimé à huis clos en janvier, dans un pays alors privé d'Internet et largement coupé du monde. Tout en répétant négocier avec Téhéran pour éviter une telle issue. « *J'espère qu'on va trouver un accord* », a déclaré Donald Trump à la presse. « *Si nous n'avons pas d'accord, nous allons voir si [le Guide suprême] avait raison ou non* », a-t-il ajouté.

Prenant la parole pour la première fois en deux semaines, Ali Khamenei avait lancé plus tôt une nouvelle mise en garde. « *Les Américains doivent savoir que, s'ils déclenchent une guerre, cette fois-ci ce sera une guerre régionale* », a-t-il prévenu, alors que [les Etats-Unis avaient brièvement bombardé l'Iran lors d'une guerre de douze jours en juin 2025](#) déclenchée par Israël.

Il a également fustigé de nouveau les protestataires. Ils « *ont attaqué la police, des*



Le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, s'exprime lors d'une réunion avec des Iraniens, à Téhéran, dimanche 1^{er} février 2026, avant le 47^e anniversaire de la révolution islamique. - / AFP

bâtiments gouvernementaux, des casernes des gardiens de la révolution, des banques, des mosquées et ont brûlé le Coran (...) c'était un véritable coup d'Etat », a accusé l'ayatollah Khamenei, assurant que cette tentative avait « *échoué* ».

Une liste de noms de personnes tuées publiée

La République islamique a réagi en réprimant le mouvement dans le sang et en procédant à des arrestations en masse. Parmi ceux interpellés, Erfan Soltani, âgé de 26 ans, l'avait été le 10 janvier, lors du pic des manifestations, lancées initialement contre le coût de la vie, mais

qui se sont transformées en mouvement de défiance envers les autorités.

Erigé par des défenseurs des droits humains comme le visage du mouvement, [il a été libéré samedi sous caution](#), a déclaré dimanche son avocat, Amir Mousakhani. Les Etats-Unis et des ONG avaient signalé un risque d'exécution du jeune homme, accusé de propagande contre le système islamique et d'atteinte à la sécurité nationale, selon la justice. L'Iran avait cependant démenti qu'il encourait la peine de mort pour les faits qui lui étaient reprochés.

Selon l'ONG Human Rights

Activists News Agency (HRANA), établie aux Etats-Unis, plus de 42 000 personnes ont été arrêtées lors du mouvement. Elle a par ailleurs pu confirmer 6 713 morts, dont une majorité de manifestants. Mais le nombre de morts pourrait être bien plus élevé, avec plus de 17 000 décès en cours d'examen, écrit l'organisation. Les autorités iraniennes reconnaissent la mort de milliers de personnes, mais affirment que la grande majorité étaient des membres des forces de sécurité ou des passants tués par des « *terroristes* ». Une opération orchestrée, selon Téhéran, par les Etats-Unis et Israël.

La présidence a publié dimanche les noms de 2 986 personnes tuées pendant les troubles sur une liste de 3 117 morts. Les 131 restants n'ont pas encore été identifiés, selon un communiqué.

« Honte à l'Europe ! »

Comme Washington, les autorités iraniennes alternent ces derniers jours menaces de représailles en cas d'attaque et volonté de négocier avec les Etats-Unis. Dans une interview diffusée dimanche par CNN, le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, a souligné que des pays de la région

serviraient d'intermédiaires pour rétablir la confiance qu'il affirme avoir perdue en Washington.

Il a ainsi dit voir « la possibilité d'une (...) discussion si l'équipe de négociation américaine suit ce qu'a déclaré le président Trump : un accord juste et équitable pour garantir qu'il n'y ait pas d'armes nucléaires » détenues par Téhéran. La République islamique est soupçonnée par les Occidentaux de vouloir se doter de l'arme atomique, ce qu'elle dément.

Le président iranien, **Masoud Pezeshkian, avait déclaré, samedi soir**, qu'une

guerre n'était dans l'intérêt ni de l'Iran ni des Etats-Unis, disant vouloir privilégier la diplomatie. Et un autre haut responsable avait fait état de « progrès » en vue de « négociations » avec Washington. Donald Trump avait, lui, affirmé à la chaîne Fox News, samedi, que l'Iran conversait avec les Etats-Unis, sans toutefois donner de précisions.

La situation s'était tendue ces derniers jours alors que les Etats-Unis ont déployé dans le Golfe une dizaine de navires, dont le porte-avions *Abraham-Lincoln*, les forces armées iraniennes se disant « en état d'alerte maximale ».

La pression sur l'Iran vient aussi de l'Union européenne, **qui a inscrit sur la liste des « organisations terroristes » les gardiens de la révolution**, l'armée idéologique de la République islamique accusée d'avoir orchestré la répression du mouvement de protestation. En représailles, le Parlement iranien a déclaré dimanche comme « *groupes terroristes* » les armées européennes. « *Mort à l'Amérique !* », « *Mort à Israël !* », « *Honte à l'Europe* », ont scandé les élus du Parlement iranien, jour du 47^e anniversaire du retour d'exil en Iran de l'imam Khomeini, père fondateur de la République islamique.



01 février 2026

Couvre-feu instauré dans deux villes syriennes kurdes en vue de l'application de l'accord avec Damas

Damas et les responsables kurdes sont parvenus à un accord qui doit être mis en oeuvre lundi: une «force de sécurité intérieure limitée» doit entrer dans certains secteurs de Hassaké et Qamichli. En conséquence, les forces de sécurité kurdes ont instauré un couvre-feu dans les deux villes de la zone kurde, entre 6 heures et 18 heures, lundi et mardi.

Les forces de sécurité kurdes syriennes ont annoncé, dimanche 1^{er} février, l'instauration d'un couvre-feu dans deux villes du nord-est du pays lundi, jour du début de la mise en oeuvre de l'accord conclu avec le gouvernement.

Après des mois d'impasse et de violents combats, Damas

et les responsables kurdes ont annoncé vendredi être parvenus à un accord prévoyant l'intégration progressive des forces et de l'administration de la zone autonome kurde au sein de l'État syrien.

À lire aussi Syrie : les clans sunnites, clé de la stabilisation du pays pour le nouveau pouvoir

L'accord porte un coup aux espoirs d'autonomie des Kurdes forgés lors de la guerre civile qui a ravagé le pays entre 2011 et 2024, le pouvoir islamiste étant déterminé à imposer son autorité sur l'ensemble du territoire syrien. Il prévoit que les forces de sécurité gouvernementales se déploient dans la zone autonome kurde, établie par cette

minorité dans le nord et le nord-est du pays.

Le chef des forces kurdes en Syrie, Mazloum Abdi, a indiqué que sa mise en oeuvre commencerait lundi. Il a déclaré qu'«une force de sécurité intérieure limitée» entrerait dans certains secteurs des deux principales villes de la zone kurde, Hassaké et Qamichli, mais qu'«aucune force militaire n'entrera dans une ville ou localité kurde».

Les forces de sécurité kurdes ont annoncé dimanche l'instauration d'un couvre-feu à Hassaké et Qamichli entre 6 heures (3 heures GMT) et 18 heures, respectivement lundi et mardi, précisant que cette mesure visait à «assurer la sécurité des habitants». Attachement à l'unité kurde

Une source au sein des forces de sécurité kurdes a précisé qu'une délégation des forces de sécurité gouvernementales s'était rendue dimanche à leur quartier général à Qamichli.

À lire aussi Quel avenir pour les Kurdes de Syrie après l'ultimatum de Charaa ?

Des milliers de Kurdes se sont rassemblés dimanche dans cette ville pour afficher leur attachement à l'unité kurde, a constaté un correspondant de l'Agence France-Presse (AFP).

Hommes, femmes et enfants ont brandi des drapeaux kurdes et des bannières en soutien aux forces kurdes. Certains portaient également des portraits de combattants tués.

«Nous sommes venus pour l'unité kurde», explique Barine Hamza, une étudiante de 18 ans. «Nous avons peur d'être trahis car nous ne faisons pas confiance à ce gouvernement.»

Nourshana Mohammed, une mère de famille de 40 ans, souligne l'importance des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), qui «protègent» cette minorité et ont joué un rôle clé dans la lutte contre le groupe jihadiste État islamique (EI).

Déploiement à Kobané

Depuis leur arrivée au pouvoir fin 2024, les autorités islamistes se sont engagées à protéger les minorités mais le pays a été depuis le théâtre de massacres d'alaouites sur la côte en mars 2025 et des violences avec les druzes dans le sud en juillet 2025.

Le ministre syrien de l'Information, Hamza Mustafa, a déclaré vendredi que l'accord prévoyait la remise au gouvernement, dans un délai de dix jours, de certains champs pétrolifères, de l'aéroport de Qamichli et des postes-frontières. Il a ajouté que les combattants des forces kurdes

seraient intégrés au sein de brigades en cours de formation sous le commandement de l'armée syrienne.

Dimanche, le chef de la sécurité intérieure dans la province d'Alep, dans le nord du pays, a déclaré aux journalistes qu'il avait rencontré les forces kurdes à Kobané pour discuter des questions de sécurité «et commencer le déploiement des forces du ministère de l'Intérieur», sans préciser de calendrier.

À voir aussi Kendal Nezan: «le lâchage des Kurdes est une trahison des Américains»

Mohammed Abdel Ghani a ajouté que des détails techniques restaient à régler, mais que la réponse du côté kurde avait été «positive».

Située dans la province d'Alep, à plus de 200 kilomètres des autres zones kurdes du nord-est de la Syrie, Kobané, frontalière de la Turquie, est toujours encerclée par les forces gouvernementales, en attendant l'entrée en vigueur de l'accord. Cette ville est le symbole de la première victoire des forces kurdes contre l'EI en 2015.

Le Monde

01 février 2026

L'Iran libère Erfan Soltani, devenu le visage des manifestations

Les Etats-Unis et des ONG avaient signalé un risque d'exécution de ce manifestant âgé de 26 ans, accusé de propagande contre le système islamique et d'atteinte à la sécurité nationale, selon la justice. L'Iran avait cependant démenti qu'il encourait la peine de mort.

Le manifestant Erfan Soltani, érigé par Washington et les ONG comme le visage du vaste mouvement de contestation en Iran, a été relâché sous caution, a indiqué dimanche 1^{er} février son avocat à l'Agence France-Presse (AFP). Son sort avait inquiété mi-janvier les défenseurs des droits humains, s'alarmant de la répression à huis clos dans un pays alors privé d'Internet et largement coupé du monde.

Sa libération intervient dans un climat fébrile, entre menaces d'intervention militaire américaine et tractations diplomatiques pour relancer les négociations dans le dossier nucléaire.

Prenant la parole pour la première fois en deux semaines, [le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, a lancé une nouvelle mise en garde](#). « *Les Américains doivent savoir que s'ils déclenchent une guerre, cette fois-ci ce sera une guerre régionale* », a prévenu l'ayatollah Khamenei, alors que les Etats-Unis avaient brièvement bombardé l'Iran lors de la « guerre de douze jours », en juin 2025, déclenchée par Israël.

L'ayatollah Khamenei a encore dénoncé les protestataires. Ils « *ont attaqué la police, des bâtiments gouvernementaux, des casernes des gardiens de la révolution, des banques, des mosquées et ont brûlé le Coran (...)* c'était

un véritable coup d'Etat », a-t-il déclaré, assurant que cette tentative avait « *échoué* ».

Liste des morts publiée

La République islamique a réagi en réprimant le mouvement dans le sang et en multipliant les arrestations. Parmi ceux qui ont été interpellés, Erfan Soltani, âgé de 26 ans, l'a été le 10 janvier, lors du pic des manifestations, lancées à l'origine pour protester contre le coût de la vie mais qui se sont transformées en mouvement de défiance envers les autorités. Il a été libéré samedi, a déclaré son avocat Amir Mousakhani, ajoutant qu'une caution de l'équivalent d'environ 10 600 euros avait été versée.

Les Etats-Unis et des ONG

avaient signalé un risque d'exécution d'Erfan Soltani, accusé de propagande contre le système islamique et d'atteinte à la sécurité nationale, selon la justice. L'Iran avait cependant démenti qu'il encourait la peine de mort pour les faits qui lui étaient reprochés.

Selon l'ONG Human Rights Activists News Agency (HRANA), établie aux Etats-Unis, plus de 42 000 personnes ont été arrêtées lors du mouvement. Elle a par ailleurs pu confirmer 6 713 morts, dont une majorité de manifestants. Mais le nombre de morts pourrait être bien plus élevé, avec plus de 17 000 décès en cours d'examen, écrit l'ONG.

Les autorités iraniennes reconnaissent la mort de milliers de personnes mais affirment que la grande majorité étaient des forces de sécurité ou des passants tués par des « terroristes ». Une opération orchestrée, selon Téhéran, par les Etats-Unis et Israël.

La présidence a publié dimanche les noms de 2 986 personnes tuées pendant les troubles sur une liste de 3 117 morts. Les 131 restants n'ont pas encore été identifiés, selon un communiqué.

« Discussion possible »

Depuis la vague de manifestations, Donald Trump fait planer la menace d'une nouvelle attaque contre la République

islamique même si, ces dernières heures, les deux ennemis ont semblé privilégier la voie diplomatique.

Dans une interview diffusée dimanche par CNN, le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, a souligné que des pays de la région servaient d'intermédiaires pour rétablir la confiance perdue en Washington. Il a ainsi dit voir « la possibilité d'une (...) discussion si l'équipe de négociation américaine suit ce qu'a déclaré le président Trump : un accord juste et équitable pour garantir qu'il n'y ait pas d'armes nucléaires » détenues par Téhéran.

De son côté, Donald Trump

avait, lui, affirmé, samedi, que Téhéran conversait avec Washington, sans toutefois donner plus de précisions. La situation s'était tendue ces derniers jours alors que les Etats-Unis ont déployé dans le Golfe une dizaine de navires, dont le porte-avions *Abraham-Lincoln*, et que les forces armées iraniennes se disent « en état d'alerte maximale ».

La pression sur l'Iran vient aussi de l'Union européenne, qui a inscrit sur la liste des « organisations terroristes » les gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique accusée d'avoir orchestré la répression du mouvement de protesta-

tion. En représailles, le Parlement iranien a déclaré dimanche comme « groupes terroristes » les armées européennes.

« Mort à l'Amérique ! », « Mort à Israël ! », « Honte à l'Europe ! », ont scandé dimanche les élus du Parlement iranien, jour du 47^e anniversaire du retour d'exil en Iran de l'imam Khomeini, père fondateur de la République islamique. Les pasdarans (« gardiens », en persan), créés en 1979 par le Guide suprême peu après la révolution, sont considérés comme l'armée idéologique du pouvoir. Extrêmement organisée, cette force contrôle des pans entiers de l'économie iranienne.

Le Monde

Nicolas Bourcier
01 février 2026

Tülay Hatimogullari : « La politique menée par Ankara en faveur de Damas a porté atteinte aux négociations avec les Kurdes en Turquie »

Si elle se félicite de l'accord conclu, vendredi 30 janvier, entre le gouvernement syrien et les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, la députée turque du parti prokurde DEM s'inquiète de son impact sur l'avancée du processus engagé entre les autorités turques et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Députée, Tülay Hatimogullari est coprésidente du parti prokurde DEM, troisième force au Parlement turc et médiateur dans le processus de « paix » engagé depuis un peu plus d'un an par Ankara avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a annoncé sa dissolution en mai 2025. Impliquée dans les négociations, elle a critiqué à plusieurs re-

prises l'absence d'action concrète du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan et le manque de réformes démocratiques réelles.

Après plusieurs journées de combats et de fortes tensions, le gouvernement syrien et les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, sont convenus, vendredi 30 jan-

vier, d'un accord prévoyant l'intégration des forces militaires et de l'administration de la zone autonome kurde du Rojava au sein de l'Etat. Qu'en pensez-vous ?

Nous saluons cet accord et remercions les pays, les institutions et les personnes qui ont œuvré à sa réalisation. Nous saluons la résistance des peuples qui, dès le pre-

mier jour, ont fait preuve de solidarité et sont descendus dans la rue partout dans le monde. Nous, le parti DEM, réaffirmons notre engagement indéfectible à maintenir la solidarité pour assurer le succès de ce processus. La volonté du Rojava [région sous administration autonome du nord et de l'est de la Syrie] est essentielle pour nous. Notre devoir est de soutenir ses déci-

sions. Nous avons toujours insisté sur le fait que les problèmes doivent être résolus par la négociation et le dialogue, et nous réaffirmons cette position aujourd'hui.

En Turquie, le processus de négociations sur la question kurde marque le pas. Le fait d'avoir lié les travaux de la commission parlementaire qui en est chargée aux négociations sur la Syrie, comme l'a fait le gouvernement turc, a-t-il obéré ses chances de réussite ?

Oui, la politique menée par le gouvernement en faveur de Damas a porté atteinte au processus en Turquie. Dès le départ, il a placé le dossier syrien avant le processus de paix. Nous avons dit à chaque occasion que c'était une erreur.

Le Rojava est une question extrêmement sensible pour l'ensemble des Kurdes. Le soutien apporté par la Turquie à des groupes islamistes radicaux [milices armées pro-Ankara, y compris des groupes turkmènes ou syriens] lors de l'attaque d'Alep le 10 janvier a provoqué une profonde crise de confiance chez les Kurdes. Le ministre turc des affaires étrangères [Hakan Fidan] parle comme s'il était le ministre des affaires étrangères de l'administration intérimaire de Damas et ne cesse de pointer du doigt les forces représentant les Kurdes.

Il y a eu une rupture sérieuse dans le processus de paix en Turquie. Mais le processus se poursuit. Le gouvernement turc doit revoir sa politique syrienne, qui a provoqué une fracture profonde chez les Kurdes. Il doit jouer un rôle constructif et positif en Syrie. En Turquie également, il doit



Tulay Hatimogullari, coprésidente du parti prokurde DEM, à Mardin, en Turquie, le 20 janvier 2026. BILAL SECKIN/MIDDLE EAST IMAGES/SIPA

mettre en œuvre une réforme démocratique globale et prendre des mesures répondant aux revendications d'égalité citoyenne des Kurdes.

Qu'attendez-vous aujourd'hui du gouvernement d'Ankara et des pays occidentaux ?

Nous attendons du gouvernement turc qu'il mette fin aux attaques et garantisse constitutionnellement les droits des Kurdes, cela contribuera à la fois à la stabilité en Syrie et à l'avancée du processus de paix en Turquie.

Les pays occidentaux doivent cesser de considérer les Kurdes comme une simple carte géopolitique, utile hier dans la lutte contre Daech [l'organisation Etat islamique] et aujourd'hui devenue obsolète. Là où les Kurdes s'affaiblissent, Daech se renforce à nouveau. Cela représente un risque grave non seulement pour la Syrie et le Moyen-Orient, mais aussi pour l'Europe et le monde entier. La

stabilité de la région est d'une importance capitale pour tous.

Les Kurdes portent au Moyen-Orient un potentiel immense par leur caractère séculier et démocratique, fondé sur la liberté des femmes. Ce potentiel doit être pris en compte.

Quelles sont vos revendications concrètes dans le cadre des négociations en cours en Turquie ?

Depuis près de cent ans, les Kurdes vivent en Turquie privés de droits démocratiques fondamentaux. L'identité, la langue et la culture kurdes doivent être garanties par la Constitution sur la base de l'égalité citoyenne. Le droit à l'éducation en langue kurde doit être garanti. Les collectivités locales doivent être renforcées. Et la Turquie doit mener des réformes conformes à la Charte européenne de l'autonomie locale. Or aujourd'hui, c'est l'inverse qui se produit : des maires élus sont arrêtés et remplacés par des administrateurs nommés

par l'Etat. Les maires emprisonnés doivent être libérés et les municipalités restituées au peuple. La loi antiterroriste doit être abrogée. Les libertés d'expression et d'organisation doivent être garanties. Des milliers de personnes sont en prison pour leurs opinions politiques. Les détenus malades, les journalistes, les universitaires et les responsables politiques élus doivent être libérés immédiatement.

Le droit à un procès équitable et la présomption d'innocence doivent être assurés. Une commission vérité et réconciliation doit être créée pour faire la lumière sur les assassinats non élucidés, les disparitions et les évacuations de villages du passé. Les archives de l'Etat doivent être ouvertes.

M. Abdullah Öcalan [le leader du PKK] est en prison depuis vingt-sept ans. Son isolement doit prendre fin ; il doit pouvoir communiquer librement et disposer de conditions de travail libres.



Feb.02,2026

Damascus security forces enter Rojava under SDF agreement

ERBIL, Kurdistan Region - Security forces of the Syrian interim government entered the Kurdish cities of Hasaka, Qamishli and Kobane in northeast Syria (Rojava) starting on Monday, marking the start of the operational phase of a recently signed agreement between the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and the interim government.

According to state-run al-Ikhbariya TV, Damascus security forces in Aleppo were completing preparations to enter and deploy in the Kobane region "as part of the implementation of the terms of the agreement between the government and the SDF." The channel also reported that the Damascus security forces stationed along the road linking al-Shaddadi and al-Hol camps in Hasaka province are preparing to enter the city.

The agreement between the SDF and the Syrian interim government officially entered its implementation phase on Monday. Under the deal, security forces from the ministry of interior are scheduled to deploy at specific locations inside Hasaka, Qamishli and Kobane.

A Rudaw reporter in Hasaka said state security forces have entered Hasaka, which are believed to be 15 vehicles carrying between 200-250 personnel.

After weeks of intense clashes, an agreement was reached on Friday between Damascus and the SDF, which



Security forces of the Syrian interim government preparing to enter the Kurdish cities in northeast Hasaka province on February 2, 2026. Photo: Al-Ikhbariya TV

includes a comprehensive ceasefire, alongside a sequential process for integrating military and administrative forces.

The deal stipulates the formation of a military division composed of three SDF brigades, as well as a special brigade for Kobane forces within a division affiliated with Aleppo province. In addition, the deal outlines the integration of Kurdish-run Autonomous Administration institutions into Syrian state institutions while preserving the status of civilian employees, settling the civil and educational rights of the Kurdish people, and ensuring the return of displaced people to their home areas.

The agreement follows a large-scale offensive by the Syrian Arab Army and its affiliated factions aimed at capturing territory and key infra-

structure held by the Kurdish-led SDF in Rojava. The fighting forced SDF withdrawals from Kurdish-majority neighborhoods in Aleppo, the predominantly Kurdish province of Hasaka and former Islamic State (ISIS) strongholds in Deir ez-Zor and Raqqa.

According to United Nations estimates, around 100,000 people were displaced.

On Sunday, delegations from the internal security forces in Aleppo visited both Kobane and Hasaka to coordinate implementation.

According to Ronahi TV, meetings were held with SDF-affiliated Asayish (security) leadership to discuss the security situation, the withdrawal of military forces, and preparations to integrate Kobane's Asayish forces under Aleppo's authority.

On the ground in Qamishli, Asayish members continue to set up makeshift checkpoints as coordination unfolds. Speaking to Rudaw, Bilal Ali, an Asayish member, said their goal is "to protect our area. We are working for Western Kurdistan [Rojava]."

Another fighter, Mohammed Esin, said, "We have not gone home yet. [The government forces] will only pass through Hasaka and Qamishli. They will be positioned only in the Security Square."

Confirming the scope of the deployment, Sihanok Dibo, the Representative of Rojava to the Gulf states, said that "a limited number - maximum 200-250 personnel [from Damascus-affiliated] internal security forces - will be deployed to Security Squares in both cities."

L'Irak annonce l'ouverture d'enquêtes sur les prisonniers de l'Etat islamique transférés de Syrie

Après avoir défait l'Etat islamique, en 2019, les Forces démocratiques syriennes ont incarcéré des milliers de djihadistes présumés.

Le bureau responsable des médias du pouvoir judiciaire a annoncé, lundi 2 février, que « les procédures d'enquête ont commencé concernant 1 387 membres de l'organisation terroriste Daech récemment transférés du territoire syrien ». Elles sont conduites par plusieurs juges spécialisés, sous la supervision du président du Conseil supérieur de la magistrature d'Irak.

Ces détenus font partie des **7 000 membres de l'Etat islamique (EI)** auparavant détenus par des combattants kurdes syriens et que l'armée américaine a déclaré vouloir transférer en Irak, après la reprise par les forces gouvernementales syriennes de territoires tenus par les Kurdes. Ils comprennent des Syriens, des Irakiens et des Européens, ainsi que d'autres nationalités, selon plusieurs sources de sécurité irakiennes.

En 2014, l'EI s'était emparé de vastes territoires en Syrie et en Irak, commettant des massacres et réduisant des femmes et des filles en esclavage sexuel. Appuyé par une coalition menée par les



Un djihadiste présumé appartenant au groupe Etat islamique entre deux véhicules après avoir été capturé par les forces irakiennes près de l'ancienne ville de Nimroud, située à 30 kilomètres au sud de Mossoul, dans la province de Ninive, en Irak, le 15 novembre 2016. SAFIN HAMID / AFP

Etats-Unis, l'Irak a proclamé la défaite du groupe en 2017. En Syrie, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, **ont défait l'EI deux ans plus tard**. Les FDS ont ensuite incarcéré des milliers de djihadistes présumés et placé des dizaines de milliers de leurs proches dans des camps. En janvier, les Etats-Unis ont déclaré que la mission initiale

des FDS de lutte contre les djihadistes n'avait plus de raison d'être, avec l'émergence d'un Etat central fort et soutenu par les Etats-Unis à Damas.

Par le passé, les tribunaux irakiens ont condamné à la peine de mort et à la prison à vie des centaines de membres de l'EI, dont de nombreux combattants étrangers,

dont certains avaient été transférés de Syrie. L'Irak a déjà été épinglé par des ONG pour des centaines de procès qualifiés d'expéditifs, des aveux obtenus sous la torture ou une représentation juridique inefficace. La justice irakienne a affirmé que ses procédures d'enquête « *respecteraient les lois nationales et les normes internationales* ».

L'Iran convoque les ambassadeurs européens, après la désignation des gardiens de la révolution comme « groupe terroriste »

La diplomatie iranienne a également affirmé qu'un cadre pour les négociations avec les Etats-Unis devrait être finalisé dans les prochains jours, alors que Donald Trump menace d'intervenir militairement contre Téhéran.

L'Iran a annoncé, lundi 2 février, avoir convoqué les ambassadeurs européens en poste à Téhéran après la décision de l'Union européenne (UE) de désigner les gardiens de la révolution comme « organisation terroriste ».

« Hier [dimanche] et aujourd'hui [lundi], les représentants de tous les Etats membres de l'UE ayant une ambassade à Téhéran ont été convoqués au ministère des affaires étrangères », a déclaré le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaei. « Il s'agit là d'une mesure minimale » avant l'annonce prochaine d'autres représailles, a ajouté M. Baghaei, lors d'une conférence

de presse à laquelle a assisté l'Agence France-Presse (AFP). En déplacement à Toulouse, le ministre des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, a confirmé cette convocation, disant « assumer » la décision prise par les Vingt-Sept.

Ce dernier a également déclaré s'attendre à ce qu'un « cadre » pour des négociations avec les Etats-Unis soit finalisé « dans les prochains jours », au moment où le président américain, Donald Trump, menace d'intervenir militairement contre Téhéran.

Demande de pourparlers sur le nucléaire

« Les pays de la région servent de médiateurs pour

l'échange de messages », a déclaré Esmail Baghaei, alors que l'Iran et les Etats-Unis n'ont plus de relations diplomatiques depuis quatre décennies. « Divers points ont été abordés, et nous examinons et finalisons les détails de chaque étape du processus diplomatique, que nous espérons conclure dans les prochains jours. Cela concerne la méthode et le cadre de travail », a ajouté le porte-parole, sans préciser les sujets qui seraient abordés.

L'Iran « agit toujours avec honnêteté et sérieux dans les processus diplomatiques, mais [notre pays] n'accepte jamais d'ultimatum. Par conséquent, une telle affirmation ne peut

être confirmée », a déclaré la diplomatie iranienne. Donald Trump a assuré vendredi qu'il avait fixé à Téhéran une échéance, sans la préciser, et que l'Iran voulait « conclure un accord ».

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a demandé de son côté l'ouverture de pourparlers sur le nucléaire avec les Etats-Unis, a rapporté lundi l'agence de presse Fars. « Le président Massoud Pezeshkian a ordonné l'ouverture de pourparlers avec les Etats-Unis », a écrit Fars, citant une source au gouvernement. « L'Iran et les Etats-Unis tiendront des discussions sur la question du nucléaire », a ajouté l'agence, sans préciser de date.

En Iran, quatre étrangers arrêtés pour « participation aux émeutes », annonce la télévision d'Etat

Téhéran accuse Israël et les Etats-Unis d'avoir été impliqués dans ces émeutes qui ont fait des milliers de morts.

Quatre ressortissants étrangers, dont la nationalité n'a pas été précisée, ont été arrêtés en Iran « lors d'un raid » dans la

province de Téhéran pour « participation aux émeutes », a fait savoir la télévision d'Etat, lundi 2 février, alors que le pays a été secoué en janvier

par un mouvement de contestation. La date de ces arrestations n'est pas précisée. Le 24 janvier, l'agence de presse officielle IRNA avait rapporté

l'arrestation de deux ressortissants étrangers, cette fois dans l'ouest du pays.

« Lors de la fouille du sac de

l'un des suspects, quatre grenades assourdissantes artisanales, utilisées lors des émeutes et des troubles dans la zone, ont été découvertes », selon la même source.

Les autorités iraniennes accusent Israël et les États-Unis d'avoir été impliqués dans ces

émeutes qui ont fait des milliers de morts. Selon l'ONG Human Rights Activists News Agency, établie aux États-Unis, plus de 42 000 personnes ont été arrêtées lors du mouvement. Elle a par ailleurs pu confirmer 6 842 morts, dont une majorité de manifestants. Mais le nombre

de morts pourrait être bien plus élevé, avec plus de 17 000 corps en cours d'examen, écrit l'organisation.

Les autorités iraniennes reconnaissent la mort de milliers de personnes mais affirment que la grande majorité d'entre elles étaient des membres des forces de sécurité ou des

passants tués par des « terroristes ».

La présidence a publié dimanche les noms de 2 986 personnes tuées pendant les manifestations sur une liste de 3 117 morts. Cent trente et une victimes n'ont pas encore été identifiées, selon un communiqué.



03 février 2026

Nucléaire: pourquoi Donald Trump plaide-t-il aujourd'hui pour un accord avec l'Iran?

Après les menaces vient le temps du dialogue. L'Iran et les États-Unis vont entamer des discussions sur le nucléaire, peut-être dès la fin de cette semaine. L'émissaire américain Steve Witkoff et le chef de la diplomatie iranienne Abbas Araghchi devraient se rencontrer ce vendredi 6 février, à Istanbul, en Turquie. Ce week-end, Donald Trump s'était dit confiant sur la possibilité de trouver un accord avec Téhéran.

L'accord que **Donald Trump** semble appeler de ses vœux n'aurait sans doute pas grand-chose à voir avec celui signé en 2015, par **Barack Obama**. Après avoir fait planer la menace d'une intervention militaire et envoyé une dizaine de navires dans le Golfe, le président américain est en position de force face à des autorités iraniennes affaiblies, no-

tamment par une contestation interne.

Donald Trump compte donc arracher d'importantes concessions dans plusieurs domaines : fin du soutien de l'Iran à ses bras armés dans la région, comme le **Hezbollah** ou les Houthis, arrêt total de l'enrichissement de l'uranium et limitation de son programme balistique.

Hors de question, répond Téhéran, qui n'entend sans doute pas aller plus loin qu'en 2015. Le pays avait alors accepté un programme de surveillance de la part de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) assez poussé.

À lire aussi : Nucléaire: le président iranien «ordonne» d'entamer des pourparlers avec les États-Unis

Un accord « est possible »

selon la diplomatie iranienne

« Le président Trump dit « pas d'armes nucléaires » et nous sommes tout à fait d'accord avec ce point. (...) Bien sûr, en contrepartie, nous attendons une levée des sanctions. Cet accord est donc possible. Ne parlons pas de choses impossibles », a insisté, dimanche 1er février, sur CNN, le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, dont le pays **a aussi exclu de discuter de ses capacités de défense et balistiques.**

Ce mardi 3 février, le président iranien Masoud Pzeshkian a annoncé avoir mandaté son ministre des Affaires étrangères, pour des négociations directes avec les États-Unis, « à condition qu'existe un environnement approprié ». « J'ai demandé à mon ministre des Affaires étran-

gères, à condition qu'existe un environnement approprié, sans menaces ni demandes déraisonnables, de mener des négociations équitables (...) dans le cadre de nos intérêts nationaux », a-t-il indiqué sur X.

En 2018, Donald Trump avait qualifié l'accord signé avec l'Iran en 2015 d'« épouvantable », « le pire qu'aient jamais signé les États-Unis ». Le président américain avait également accusé Téhéran de ne pas respecter ses engagements, sans fournir de preuves. Poussé par Israël, il avait fini par annoncer la sortie des **États-Unis** de cet accord.

À lire aussi : L'Iran et les États-Unis multiplient les signaux d'ouverture à des négociations pour éviter l'escalade.



Feb.03, 2026

Iraq welcomes Damascus-SDF deal as it braces to receive additional ISIS detainees

ERBIL, Kurdistan Region - Baghdad on Tuesday welcomed the internationally brokered ceasefire agreement between the Syrian government and the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), Iraq's foreign ministry said, amid the deployment of dozens of Damascus-affiliated security personnel to Kurdish cities in northeast Syria (Rojava). The remarks come as Iraq prepares to transfer more Islamic State (ISIS) detainees from Syria into its custody.

In a statement the ministry said, "Iraq welcomes the reaching of a comprehensive ceasefire agreement between the Syrian government and the Syrian Democratic Forces (SDF), and the understandings it includes that stipulate the integration of the institutions of the Autonomous Administration into the institutions of the Syrian state, in a way that contributes to strengthening stability and supporting the political solution process in Syria."

The agreement "represents a positive step that reflects the importance of prioritizing the language of dialogue and understanding among all Syrian parties, in a manner that ensures the protection of the rights of all Syrian components and guarantees their fair participation in state institutions, on the basis of citizenship and peaceful coexistence," the ministry added.

The Iraqi foreign ministry further reaffirmed "Iraq's role in supporting the security and stability of the region and its constant keenness to support political solutions that spare

peoples the calamities of conflict."

The Damascus-SDF agreement, announced on Friday, includes a comprehensive ceasefire and a phased plan for the integration of military and administrative forces. It calls for the formation of a military division composed of three SDF brigades, along with a special brigade for forces in the Kurdish city of Kobane in northern Syria, to operate under a division affiliated with Aleppo province.

The accord also provides for the integration of the institutions of the Kurdish-led Autonomous Administration, which governs Rojava, into Syrian state institutions. It guarantees the preservation of civilian employees' status, safeguards the civil and educational rights of the Kurdish people, and facilitates the re-

turn of displaced residents to their homes.

As part of the first phase of implementation, a convoy of 15 vehicles carrying around 100 state-affiliated internal security personnel arrived in the Kurdish city of Hasaka on Monday. Another convoy also reached the outskirts of Kobane in northern Syria.

Syrian security forces also deployed to the Kurdish city of Qamishli on Tuesday, with Damascus security officials saying a day earlier that the deployment would be similar in size to that in Hasaka.

Of note, a Rudaw reporter on-the-ground [relayed](#) on Monday that as the deployment of Syrian security personnel was underway in the Kurdish cities, several US armored vehicles escorted five coaches from Qamishli toward

the Iraqi border. The buses, Rudaw understands, carried dozens of ISIS detainees previously held in facilities secured by the SDF.

The US Central Command (CENTCOM) announced on January 21 that "U.S. forces successfully transported 150 ISIS fighters held at a detention facility in Hasaka, Syria, to a secure location in Iraq," adding that "ultimately, up to 7,000 ISIS detainees" from multiple detention facilities in Rojava "could be transferred to Iraqi-controlled facilities."

As of late January, two well-placed Iraqi security sources speaking anonymously due to the sensitivity of the matter told Rudaw that four convoys carrying 475 ISIS detainees have been transferred from prisons previously held by the SDF in Rojava, noting that the suspects were primarily held in facilities in Hasaka.



Logo of the Iraqi foreign ministry. Graphic: Rudaw

Syrie : à Hassaké, l'arrivée des forces gouvernementales suscite l'amertume des Kurdes

ReportageL'installation des premières forces gouvernementales dans les territoires kurdes, où vit une forte population arabe, intervient dans un climat tendu, en dépit d'un accord conclu entre les responsables kurdes et Damas.

Aux quelques membres du ministère de l'intérieur de Damas qui ont levé leur index en direction du ciel – un geste devenu un signe de ralliement salafiste – ont répondu les « *Longue vie au Rojava* [Kurdistan occidental] ! » scandés par les combattants kurdes massés autour d'eux. Un bref moment de tension a opposé, lundi 2 février, l'avant-garde des forces envoyées par le gouvernement aux unités déployées par les Forces démocratiques syriennes (FDS) à l'entrée de la ville de Hassaké, la capitale du gouvernorat qui porte le même nom. Hassaké, à majorité arabe mais habitée par une forte minorité kurde, est toujours sous le contrôle de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (Aanes), mise en place par les FDS.

Sous un ciel pluvieux, survolé par les avions de la coalition internationale de lutte contre l'organisation Etat islamique (EI), les quelque 150 membres de la sûreté générale du ministère de l'intérieur, qui avaient pris place à bord de huit véhicules blindés légers et de pick-up, ont franchi vers 15 heures un point de contrôle où s'étaient alignés des femmes et des hommes des HAT, les unités spéciales antiterroristes kurdes, avant de se diriger vers une caserne où ils ont pris leurs quartiers.



Laurent Van der Stockt POUR « LE MONDE »

Il s'agit d'un premier pas symbolique pour le gouvernement syrien, qui revendique là le début de la restauration de son autorité sur les territoires administrés par les FDS, et enterre par là même le rêve d'une autonomie kurde au Rojava.

Après trois semaines de bataille, qui ont vu Damas reprendre le contrôle de près de 80 % des territoires aux mains des Kurdes dans le Nord-Est syrien depuis la guerre civile (2011-2024), un accord global pour l'intégration progressive des forces et de l'administration de la zone autonome kurde au sein de l'Etat syrien a été signé par les deux camps, le 30 janvier. Selon ce texte, ces membres du ministère de l'intérieur doivent stationner en ville le temps de superviser l'intégration au sein du ministère de l'intérieur des Asayiches – les forces de sécurité intérieure de l'Aanes –, qui devraient être chargées de la sécurité locale.

« C'est un jour triste »

A Hassaké, le chef des forces de sécurité intérieure kurdes locales, le commandant Ayman Ghayda, se veut rassurant : « *L'accord passé avec Damas est un bon accord. Nous évitons un bain de sang. Il faut désormais apprendre à vivre ensemble.* » Les mots sont conciliants, mais chez beaucoup l'amertume domine : « *C'est un jour triste* », observe une officière des Unités de protection de la femme (YPJ). « *Tous ces sacrifices contre l'EI à Rakka et ailleurs pour ça ?* »

Une opération similaire devait concerner, mardi 3 février, Kamchliyé – l'autre agglomération de la province, située à une heure de route de Hassaké –, ainsi que, dans les prochains jours, celle de Kobané : une enclave kurde assiégée par les forces du nouveau pouvoir syrien. Sont également concernés les champs pétroliers de Rmeilane et d'Al-Suweidiya, l'aéroport de Kamchliyé et le point de passage frontalier avec l'Irak de

Semalka. Tous devraient passer sous le contrôle de l'Etat dans les jours et les semaines à venir. L'accord signé entre les deux parties prévoit que l'armée syrienne régulière n'entrera pas dans les villes et villages à population majoritairement kurde. Quelque 22 000 hommes et femmes issus des FDS devraient être rattachés au ministère de la défense dans la province de Hassaké (16 000) et dans le canton de Kobané (6 000), sous la forme de brigades et d'unités militaires stationnées dans leurs propres régions.

Nommé par Damas chef de la sécurité intérieure de la province de Hassaké, le général Marwan Al-Ali, lui-même originaire de la région et qui s'était illustré dans la lutte contre l'EI et Al-Qaida dans la province d'Idlib au sein de Hayat Tahrir Al-Cham, formation islamiste, a porté un message d'apaisement. « *Nous sommes arrivés conformément à un accord. Et, ensemble, nous protégerons la stabilité de la région* », a-t-il promis au cours d'une brève

déclaration depuis la cour son QG temporaire de Hassaké, où le drapeau national a été déployé à une fenêtre. Insistant sur le caractère collaboratif de la nouvelle architecture sécuritaire qu'il souhaite mettre en place, Marwan Al-Ali a précisé que ses forces n'opéreraient pas de manière isolée, mais travailleraient en coordination avec les forces locales existantes (Asayiches). Puis il a affirmé sa confiance dans une normalisation rapide de la situation sécuritaire sous ce commandement conjoint, promettant « *que dans les prochains jours tout reviendra à la normale* ».

Une demi-heure auparavant, le passage – à vive allure – du convoi formé par les véhicules de la sûreté générale, des unités kurdes et de voitures de presse avait donné lieu à des tirs nourris de kalachnikovs dans le quartier à population arabe de Khashman. Les incidents auraient fait quelques blessés, selon des images diffusées les réseaux sociaux : un bilan impossible à confirmer, les habitants accusant les forces kurdes d'avoir fait usage de leurs armes pour les empêcher d'accueillir la délégation de Damas quand les Asayiches ont, elles, affirmé dans un communiqué que « *des cellules dormantes avaient tiré sur des civils et des journalistes* ».

« Nous riposterons en cas d'attaque »

En prévision d'une journée tendue, la ville de Hassaké avait été placée sous le régime d'un couvre-feu total dès 6 heures du matin. Plongées dans le silence et par un froid glacial, les rues des quartiers arabes et kurdes étaient quadrillées par les forces de sé-



Des membres des forces kurdes regardent le convoi des forces du ministère de l'intérieur syrien entrer dans un poste de police à Hassaké, en Syrie, le 2 février 2026. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

curité. Leurs membres se réchauffaient tant bien que mal autour de braseros improvisés allumés aux intersections des rues du centre-ville, ainsi qu'aux abords de cette cité de 400 000 habitants, reléguée en cette journée grisâtre au statut d'une ville fantôme. Soucieuses d'éviter tout dérapage, les autorités kurdes ont décidé de soumettre mardi 3 février la ville de Kamechliyé aux mêmes conditions draconiennes, par crainte, cette fois, de réactions hostiles venant de leur propre camp.

Bastion kurde, il y règne dès la nuit tombée une atmosphère de veillée d'armes. A chaque carrefour, forces de sécurité et civils armés organisés en « comités d'autodéfense de quartiers » contrôlent, fusils d'assaut en main, des véhicules qui s'avancent au pas vers ces checkpoints improvisés éclairés à la lueur de pneus brûlés et dans des effluves de mazout. Près de

la prison de la ville, où sont toujours détenus des djihadistes de l'Ei, Salah Nabi, 22 ans, étudiant ingénieur mécanicien, Manzoum Walat, 29 ans, un combattant des Unités de protection du peuple (YPG) – la colonne vertébrale des FDS –, et une dizaine de jeunes hommes dévisagent à la lampe torche les conducteurs de passage. Eux assurent n'avoir aucune confiance envers les forces gouvernementales, qu'ils qualifient de « *combattants de Daech* ».

« *Nous avons vu ce qui est arrivé aux alaouites et aux druzes qui ont été massacrés par les forces du gouvernement* [en février et juin 2025 lors des violences communautaires qui ont secoué ces régions]. *Ici, il n'est pas question de rendre nos armes* », jurent-ils. Avant de se radoucir : « *Nous obéirons aux ordres. Nous riposterons en cas d'attaque, mais nous ne ferons de mal à personne*

si on ne fait pas de mal à nos proches. »

Dépités, certains osent exprimer des critiques inédites à l'égard du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, la principale guérilla kurde en Turquie), dont les cadres forment une partie de l'encadrement des FDS. « *Si nous avons passé moins de temps à combattre l'Ei à Deir ez-Zor et à creuser des tunnels à Rakka [des zones de peuplement arabe] et plus à nous concentrer sur la défense des Kurdes et de nos régions, nous n'en serions pas là* », lâche un officier des Asayiches, qui souhaite rester anonyme. Lui n'a pas digéré le ralliement à Damas des chefs de tribus arabes précédemment alliés aux FDS, ce qui a précipité l'avancée des troupes gouvernementales. « *Notre haute hiérarchie a parié sur un projet douteux : l'occupation de régions arabes au service du projet d'une Syrie confédérale : nous en payons aujourd'hui le prix.* »



Feb.03, 2026

Syrian state forces to enter Qamishli Tuesday

ERBIL, Kurdistan Region - Security forces affiliated with the Damascus government are expected to arrive in the Kurdish city of Qamishli in northeast Syria (Rojava) on Tuesday as part of an integration agreement between the government and the Kurdish administration.

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and the interim government in Damascus reached a comprehensive agreement last week following weeks of clashes. The deal, brokered by international powers including France and the United States, stipulates that the Kurdish internal security forces (Asayish) will be integrated into the interior ministry.

A convoy of 15 vehicles carrying around 100 members of state-affiliated internal security forces arrived in the Kurdish city of Hasaka on Monday. Another convoy reached the besieged town of Kobane same day, while a similar number of armed personnel are expected to be deployed in Qamishli on Tuesday.

A 12-hour curfew, starting at 6 am local time, has



Members of state-affiliated Internal Security Command. Photo: File / interior ministry

been imposed in Qamishli to ensure the deployment proceeds without incident. Despite a similar curfew in Hasaka, some Arab residents took to the streets on Monday to welcome the state forces.

Kurdish forces say the deployment of the limited number of state forces is temporary, adding that they are tasked with integrating Asayish forces into the interior ministry. The government has not commented on how long these forces will remain in Rojava.

A Rudaw reporter in Qamishli said as of Tuesday

morning the curfew appeared to be working as only security forces and journalists could be seen in the streets of the city.

Beyond security deployments, the agreement provides for the formation of a new military division comprising three brigades drawn from SDF forces, as well as a separate brigade for fighters from the Kurdish city of Kobane, which will fall under a division affiliated with Syria's Aleppo province.

The deal also stipulates that the Autonomous Administration in northeast Syria will be integrated into Syrian state institutions,

though SDF leaders have said local administrations and internal security will continue to be run by residents of the region.

The agreement follows a major offensive launched earlier this month by the Syrian Arab Army and Damascus-affiliated forces, which led to the SDF withdrawing from several areas, including parts of Aleppo, Deir ez-Zor, Raqqa, and areas near the predominantly Kurdish province of Hasaka. The fighting displaced tens of thousands of civilians, most of them Kurds, according to United Nations estimates.



Paul Khalifeh, correspondant à Beyrouth,
03 février 2026

Liban-Syrie : des relations au point mort malgré la chute du régime de Bachar el-Assad

Quatorze mois après la chute du régime de Bachar el-Assad, survenue en décembre 2024, les relations entre le Liban et la Syrie n'ont pas connu une amélioration significative. Des points de tension subsistent entre les deux pays, comme la demande de libération de détenus syriens au Liban par Damas, et la présence, au Liban, de partisans de l'ancien régime syrien.

La chute du régime de Bachar el-Assad, à qui une grande partie des Libanais prêtait des ambitions hégémoniques et des tentatives annexionnistes, ne s'est pas traduite par une amélioration des relations bilatérales.

Certes, des rapports marqués par des décennies de malentendus et de méfiance réciproques ne peuvent pas s'améliorer du jour au lendemain et nécessitent une période de convalescence plus ou moins longue. Cependant, plusieurs responsables libanais reprochent au nouveau pouvoir syrien les mêmes griefs que ceux de l'époque Assad : une condescendance et une vision des relations bilatérales dictée, en premier lieu, par des « considérations sécuritaires ».

Pour le **Liban**, l'approche économique et le règlement des vieux contentieux - comme le tracé des frontières - doivent primer sur tout autre dossier.

En plus d'être un marché important pour les produits agricoles libanais, la **Syrie** est la porte d'entrée du Liban vers les pays arabes. C'est par ce pays que transitent les produits libanais vers l'Irak, la Jordanie, les pays du Golfe

et même l'Iran. C'est aussi par la Syrie que passent les marchandises débarquées dans les ports de Beyrouth et de Tripoli à destination de ces mêmes pays.

Les milieux d'affaires et les entrepreneurs libanais espèrent aussi participer activement au processus de reconstruction de la Syrie à travers des investissements directs ou par le transfert et le partage de leur savoir-faire.

Hausse des taxes et des droits de transit

Au lieu d'offrir des facilités, les nouvelles autorités syriennes ont pris une série de mesures qui ont porté préjudice aux intérêts du Liban. Elles ont ainsi imposé un forfait de 1 500 dollars sur tout conteneur à destination des pays arabes et transitant par le territoire syrien ; elles ont appliqué des taxes sur certains produits agricoles, empêchant l'écoulement de la récolte libanaise sur le marché syrien (par exemple, une taxe de 55 dollars par tonne de bananes) ; elles ont compliqué les formalités des camions désirant traverser la Syrie.

Le Liban a pourtant multiplié

les déclarations et les gestes de bonne volonté depuis l'arrivée au pouvoir des islamistes en Syrie. Le président Joseph Aoun a rencontré à deux reprises le président syrien de la transition, Ahmed al-Charaa, et le Premier ministre libanais, Nawaf Salam, s'est rendu en Syrie, en avril 2025, à la tête d'une importante délégation ministérielle.

Le Liban a aussi nommé un nouvel ambassadeur à Damas, Henri Qastoun, qui a dû attendre trois mois avant de pouvoir remettre ses lettres d'accréditation au ministre syrien des Affaires étrangères, Assaad al-Chibani.

Damas, pour sa part, s'est contenté de nommer fin décembre un chargé d'affaires, Iyad el-Hazaa, qui était responsable des « relations politiques » dans la turbulente province de Lattaquié.

Lors de toutes leurs rencontres avec des responsables libanais, y compris le vice-président du Conseil des ministres, Tarek Mitri, chargé du dossier des relations bilatérales, les dirigeants syriens tenaient le même discours : la normalisation et l'amélioration des rapports entre les deux pays passent par le règlement de deux

dossiers, les détenus syriens dans les prisons libanaises et la présence au Liban de partisans de l'ancien régime.

Damas exige la libération de près de 2 500 Syriens, dont des centaines d'islamistes accusés de terrorisme ou d'atteinte à la sécurité de l'État. Un grand nombre de ces prisonniers sont parfois incarcérés depuis des années sans jugement, aux côtés d'autres ressortissants accusés de viols ou de meurtres. Beyrouth juge rédhitoires les demandes de Damas

Les dirigeants libanais ont jugé rédhitoires les exigences de Damas, d'autant que le transfert des détenus syriens en attente de leur jugement nécessite une loi votée au Parlement, un texte qui n'a aucune chance de passer.

Malgré les explications du Liban, Damas a campé sur ses positions. La composition des délégations officielles syriennes en visite à Beyrouth reflétait les priorités syriennes : les ministres de la Justice, de l'Intérieur et des responsables sécuritaires.

À la mi-décembre une délégation des services de renseignement syriens, en visite

à Beyrouth, s'est livrée à une mise en scène éloquent en se rendant dans deux restaurants en bord de mer de la capitale, fréquentés par des hommes d'affaires autrefois proches de l'ancien régime syrien. Cette même délégation a transmis aux Libanais une liste de noms de deux-cent officiers, responsables politiques et hommes d'affaires syriens, proches de l'ancien régime et censés avoir trouvé refuge au Liban.

Quelques jours plus tard, plusieurs médias libanais et arabes, dont la chaîne qatarie al-Jazeera, diffusaient des informations sur de présumés « complots » préparés par des partisans de Bachar el-Assad à partir du Liban pour déstabiliser le pouvoir d'Ahmed al-Charaa.

Les dirigeants libanais ont sollicité la médiation des États-Unis pour tenter de « raisonner » les autorités syriennes. « Nous avons été surpris du fait que les Américains se sont montrés compréhensifs à l'égard des demandes de Damas », s'est

étonné un proche du président **Aoun** qui a requis l'anonymat. Face aux pressions syriennes et à la désinvolture de Washington, les dirigeants libanais ont réalisé que leurs marges de manœuvres étaient désormais réduites. Ils ont donc essayé de trouver des compromis.

Début janvier, l'armée libanaise a procédé à de vastes perquisitions dans le quartier à majorité alaouite de Jabal Mohsen, à Tripoli (nord du Liban) et dans cinq autres localités frontalières de la Syrie, habitées par des membres de cette communauté. À lire aussi Au Liban, des secteurs de l'économie sont affectés par le départ des réfugiés syriens

Des dizaines de milliers d'alaouites syriens au Liban

Après les massacres de mars 2025 dans les provinces côtières syriennes, au moins soixante-mille alaouites ont trouvé refuge au Liban. Ils se sont installés dans des localités habitées par leurs

coreligionnaires libanais, dans des villages à majorité chrétienne du Mont-Liban ou dans des régions chiïtes.

Les conseils municipaux des cinq localités ont publié un communiqué conjoint indiquant que « l'armée libanaise a mené des campagnes de perquisitions et de fouilles dans tous les camps de déplacés syriens ». « Aucune personne appartenant à une organisation militaire ou préparant des opérations armées n'a été appréhendée à la suite de ces fouilles, ce qui contredit formellement le rapport diffusé à ce sujet par la chaîne Al-Jazeera », poursuit le communiqué.

Le Liban s'est également attaqué au dossier des détenus syriens. Le 30 janvier, le gouvernement a approuvé un accord judiciaire de 18 points entre le Liban et la Syrie, portant sur « le transfert des condamnés au Liban dont la peine a été prononcée vers le pays de leur nationalité ». L'accord exclut les prisonniers en attente de jugement et li-

mite le transfert aux personnes déjà condamnées à condition que les auteurs de viols et de crimes aient purgé dix ans de leur peine.

Quelque 300 détenus syriens pourraient être concernés par cette convention qui prévoit la réciprocité pour les Libanais condamnés en Syrie. Cette convention constitue une sorte de solution médiane entre les exigences syriennes et les considérations libanaises : elle ne répond pas à la demande initiale de Damas de transférer tous les détenus, mais limite le champ aux condamnés. Elle ne répond pas non plus au refus initial du Liban d'inclure les auteurs de viols et les meurtres, mais soumet toutefois leur transfert à la condition d'avoir purgé dix ans de prison au Liban.

Reste à savoir si Damas jugera ces mesures suffisantes pour accepter de discuter des relations économiques et commerciales bilatérales ou s'il exigera davantage de concessions.



Feb.3,2026

Syrian leader receives Trump envoy in Damascus

ERBIL, Kurdistan Region - Syrian interim President Ahmed al-Sharaa on Wednesday received US Special Envoy for Syria Tom Barrack in Damascus, according to a statement from the Syrian presidency.

«The meeting discussed recent developments in the region and issues of mutual interest,» said the Syrian

presidency in a statement.

The visit comes amid ongoing talks between Kurdish officials and Damascus over integrating the Kurdish-led administration and its armed forces in northeast Syria (Rojava) into state institutions.

After weeks of deadly clashes last month between the Syrian Arab Army and the Kurdish-led Syrian Democratic

Forces (SDF), the two sides reached a comprehensive agreement to end hostilities and move forward with an integration process.

As part of the agreement, Damascus earlier this week deployed state security forces to SDF-held areas. These forces are tasked with overseeing the integration of SDF-affiliated local security units

into the interior ministry.

The United States and France were among the international powers that mediated the agreement. Kurdish officials have criticized Washington for what they describe as a betrayal of its longtime ally, the SDF. Kurdistan Region's officials also played a key role in facilitating the talks, with several meetings held in Erbil.

L'Iran sermonne les diplomates européens espérant des négociations avec les Etats-Unis

Après le placement des gardiens de la révolution sur la liste des organisations terroristes par l'Union européenne, les ambassadeurs des pays membres ont tous été convoqués par les autorités iraniennes, qui veulent montrer que la résistance face à l'Occident se poursuit.

Les ambassadeurs européens, encore présents à Téhéran – une vingtaine –, se sont rendus un à un à leur convocation. Entre le 1^{er} et le 2 février, une vingtaine de minutes, tout au plus, ont suffi aux représentants des autorités iraniennes pour les sermonner. Le contenu des griefs n'avait rien d'une surprise. Le régime est outré [par la décision de l'Union européenne, actée le 29 janvier, de désigner les gardiens de la révolution](#), l'armée idéologique du régime, nantie d'un pouvoir économique et politique considérable, comme une organisation « terroriste ».

Les pasdaran sont les principaux acteurs de la répression sanglante des manifestations massives qui ont déstabilisé le régime en ce début d'année. Les massacres sont péniblement documentés du fait du blocage d'Internet par les autorités iraniennes. Mais selon le dernier décompte de l'organisation Human Rights Activists in Iran, au moins 6 305 manifestants ont été tués tandis que 17 091 cas sont en cours d'examen. Selon les témoins sur place, le bilan pourrait être plus lourd encore. « *Le peuple iranien vient de traverser son propre massacre de Babi Yar* », commentait le 28 janvier, le chercheur irano-israélien Meir Javedanfar, cité par le quotidien israélien *Haaretz*, en référence à la Shoah par

balles, en Ukraine, en 1941.

Pour le pouvoir iranien, qualifier les gardiens de la révolution de « terroristes » est une décision illégale, s'est plaint le vice-ministre des affaires étrangères, Majid Takht-Ravanchi, devant certains des diplomates européens convoqués. Cette mesure, leur a-t-il signifié, ne fera qu'attiser un climat de confrontation, éloignant toute perspective de solution diplomatique. La France, qui attend la libération de ses deux otages, Cécile Kohler et Jacques Paris, encore interdits de sortie du territoire iranien, a longtemps refusé d'inscrire les gardiens de la révolution sur la liste des organisations terroristes. Mais comment ne pas suivre l'élan européen pour dénoncer l'horreur des « crimes de masse » dont s'est rendu coupable le régime, selon les mots du ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, interrogé par *Libération* le 2 février ?

Rhétorique offensive

En jetant le blâme sur les gardiens de la révolution, puissante armée au service du Guide suprême, les pays européens ont frappé la colonne vertébrale du régime, assimilant, de facto, l'Iran à un Etat terroriste en renforçant son statut de paria du monde occidental. « *L'Iran est nerveux car l'UE s'attaque au cœur*

du pouvoir et non à un acteur périphérique. L'inscription sur une liste terroriste accroît fortement les risques juridiques et financiers dans toute l'Europe en criminalisant tout soutien, en durcissant l'application de la loi et en dissuadant toute transaction ou tout intermédiaire soupçonné de liens avec les gardiens de la révolution », observe Andreas Krieg, maître de conférences au King's College à Londres.

Vendredi, le ministre de l'intérieur iranien, Eskandar Momeni, a prévenu que l'Union européenne subirait « *les conséquences de cette décision insensée* ». Le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, assure qu'en représailles, l'Iran pourrait considérer les armées européennes comme organisation terroriste. Mais à ce jour, aucune mesure de rétorsion concrète n'a été notifiée par le régime aux diplomates occidentaux.

Si la boucherie perpétrée par les gardiens de la révolution marquera, de l'avis des experts, une rupture entre le régime et une partie du peuple iranien, s'en prendre à l'Europe est une façon, pour les autorités, d'affirmer que la résistance face à l'Occident se poursuit. Quatre ressortissants étrangers, dont la nationalité restait inconnue au soir du 2 février, ont été arrêtés pour « *participation aux*

émeutes », selon la télévision d'Etat. Le Guide suprême, Ali Khamenei, décrit les protestations comme un « *coup d'Etat* », visant à compromettre la révolution islamique.

Cette rhétorique offensive peine à masquer l'affaiblissement du régime. L'Iran vit, depuis trois semaines, dans la frayeur de frappes américaines. Donald Trump assure avoir déployé une « *armada* » à proximité du territoire pouvant attaquer le pays à tout moment si le régime refuse un « deal » sur son programme nucléaire. Et le président américain ne semble guère s'émouvoir d'une possible « guerre régionale » si cette intervention militaire se matérialisait, comme l'affirme le Guide suprême. « *Nous avons là-bas les navires les plus grands et les plus puissants du monde. Tout près. Dans quelques jours, j'espère que nous conclurons un accord. Si nous n'y parvenons pas, nous saurons s'il avait raison ou non [de menacer d'une guerre régionale]* », a signalé, dimanche, le chef de la Maison Blanche. Le lendemain, le président Massoud Pezeshkian ordonnait l'ouverture de pourparlers avec les Etats-Unis, rapportait l'agence de presse Fars, citant une source gouvernementale.

Selon le site américain Axios, l'envoyé spécial de la Maison

Blanche, Steve Witkoff, et le ministre iranien des affaires étrangères, Abbas Araghchi, pourraient se rencontrer vendredi à Istanbul (Turquie). Mais un terrain d'entente est-il vraiment possible ? Les Etats-Unis exigent de longue

date que les négociations portent sur le programme nucléaire, mais aussi sur le programme balistique de l'Iran, tout en réclamant que le régime cesse de financer ses proxys, le Hezbollah, le Hamas, les houthis au

Yémen... L'Iran, lui, veut cantonner les discussions au seul domaine nucléaire, réclamant de pouvoir continuer à se défendre. Une question de souveraineté. « *Le président Trump a dit, pas d'armes nucléaires. Nous sommes*

entièrement d'accord avec ça », a signalé le 1^{er} février M. Araghchi, lors d'un entretien à CNN. « *Mais ne parlons pas de choses impossibles* », a-t-il ajouté.

l'Opinion

Rémy Pigaglio
04 février 2026

Pourquoi l'accord entre FDS kurdes et armée syrienne pourrait, cette fois, changer la donne

Le rapide et fragile apaisement entre les forces kurdes et l'armée de Damas pourrait paver la voie à la réunification inespérée de la Syrie

L'offensive éclair de janvier a permis à l'armée syrienne, issue de la rébellion contre Bachar al-Assad, de reconquérir le Nord-Est syrien tenu par les FDS kurdes. La crainte d'un potentiel massacre de la minorité était alors son paroxysme d'un accord, le 30 janvier, dont l'application reste fragile, laisse entrevoir une forme de reconnaissance pour les Kurdes syriens.

LA SCÈNE ÉTAIT INIMAGINABLE il y a quelques jours à peine. Les forces gouvernementales syriennes sont entrées mardi 3 février dans la grande ville kurde de Qamichli, aux confins du Nord-Est syrien, près de la frontière turque. Aucun coup de feu n'a été tiré, puisque l'opération est prévue par l'accord du 30 janvier avec les Kurdes des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui prévoit la prise de contrôle de la ville par le gouvernement de Damas.

Juchés sur leurs blindés et pick-up, les membres des forces de sécurité syriennes avançaient dans Qamichli en colonnes, drapeau de la nouvelle Syrie flottant au vent. La veille, ils étaient entrés de la même manière dans la ville de Hassaké, qui abrite une population mixte d'Arabes et de Kurdes, où les premiers sont majoritaires. « 15 véhicules sont entrés dans chaque ville, ce qui représente à chaque fois une centaine de personnes », précise Arthur Quesnay, chercheur affilié à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Retournement. Le contraste est saisissant avec la situation en janvier, quand l'armée syrienne se lançait à l'assaut du vaste territoire tenu par les FDS au Nord-Est de la Syrie. D'abord, les quartiers d'Alep encore tenus par ces dernières tombaient, puis c'était au tour des gouvernorats de Raqqa et Deir Ezzor. Malgré deux cessez-le-feu successifs, la tension était maximale, les Kurdes ayant à l'esprit les massacres perpétrés contre les alaouites et les Druzes l'an dernier.

Le président de transition Ahmed al-Charaa a pourtant retenu ses troupes. Jusqu'à ce retournement spectaculaire : la signature le 30 janvier d'un accord qui doit paver la voie à un règlement du conflit et la réunification du pays. Il prévoit notamment un cessez-le-feu global, la prise de contrôle de tout le Nord-Est syrien par le gouvernement de Damas et l'intégration des FDS dans l'armée syrienne, qui constitueront trois bataillons de celle-ci.

Un document avait pourtant déjà été signé en mars dernier, dans la foulée de la spectaculaire offensive de la rébellion syrienne qui avait fait chuter le dictateur Bachar al-Assad en décembre 2024, puis un autre en janvier 2026. Tous deux prévoyaient déjà la réunification du pays et une intégration des FDS dans l'armée de Damas. « Présentés par beaucoup comme des accords, ils n'étaient que des feuilles de route mises en place par le gouvernement de Damas et les FDS. Cette fois-ci, le texte du 30 janvier est un véritable accord, très détaillé », détaille Cédric La-

brousse, spécialiste du Nord-Est de la Syrie.

Pragmatisme. Si les négociations sur le texte de mars 2025 avaient traîné pendant des mois et le texte de janvier n'avait eu aucun effet, l'accord du 30 janvier a été suivi d'une application presque immédiate. « Ce dernier a été permis notamment par la pression de la population kurde syrienne, qui tenait à éviter tout bain de sang et par le pragmatisme du leader des FDS, Mazloum Abdi », décrit Arthur Quesnay. Le leader kurde syrien s'est ainsi émancipé du PKK kurde de Turquie, dont les FDS sont issus, et qui avait une position plus radicale.

« Il faut bien sûr rester prudent et l'accord peut toujours dérailler en raison de comportements individuels. Mais les dirigeants se sont globalement déjà engagés sur la voie d'une application du texte », explique Cédric Labrousse. Après les extrêmes tensions des dernières semaines, les Kurdes de Syrie pourraient alors entrevoir une paix durable.



Feb.4, 2026

Humanitarian crisis persists in Kobane despite Damascus-SDF agreement

ERBIL, Kurdistan Region - A humanitarian crisis is ongoing in the Kurdish city of Kobane in northeast Syria (Rojava), locals told Rudaw, citing an ongoing siege by Syrian government forces and the cutoff of basic services. This as the United Nations has acknowledged the shortages and says it is working to deliver as much assistance as possible.

In mid-January, the Syrian Arab Army and allied armed groups launched a large-scale offensive to push back Rojava's de facto military force, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), from areas in northern and northeastern Syria.

These territories - including parts of Aleppo, Deir ez-Zor, Raqqqa, and Hasaka provinces - had initially been liberated from the Islamic State (ISIS) by the SDF, which then maintained control to prevent the extremist group's resurgence. The SDF is a key on-the-ground partner of the US-led Global Coalition Against ISIS.

On Friday, the SDF and Damascus announced they had reached an internationally brokered agreement to end hostilities and integrate Rojava's civil and military institutions under state control.



Members of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) arrive in Kobane on January 23, 2026, amid Syrian army offensive. Photo: AFP

Despite the agreement, the Kurdish city of Kobane in Rojava "remains under a strict blockade that has been ongoing for three weeks," Sheikh Nabi Heme, a local dignitary, told Rudaw on Tuesday.

He added that "electricity, water, and basic food supplies are not allowed in the city" and warned that "a major humanitarian disaster is unfolding in Kobane," urging immediate efforts to deliver aid.

Rudaw learned on Sunday that at least six children passed away last month, with the Kurdish Red Crescent in Rojava attributing their deaths due to limited

medical services.

Heme also reported on Tuesday that "due to lack of food and the absence of heating, many children in Kobane have fallen ill with various diseases," but doctors are unable to provide treatment as the city's Damascus-controlled checkpoint remains closed. Asked by Rudaw about the situation in Kobane, Stephane Dujarric, spokesperson for the UN secretary-general, said Wednesday, "We understand the shortages are still going on. I think people are trying to work through all of their needs."

He added, "We're trying to deliver as much as we can,

and we hope that, obviously, people will benefit from all basic services as quickly as possible."

Of note, the agreement brokered by international powers, including France and the United States, led to Damascus-affiliated internal security forces entering Hasaka and Qamishli on Monday and Tuesday, respectively, with another convoy reaching the outskirts of Kobane.

Shahyan Tahseen contributed to this report from Erbil, Kurdistan Region and Namo Abdulla contributed from New York.



05 février 2026

En Syrie, l'accord entre l'Etat et les Kurdes suscite un peu d'espoir et beaucoup de méfiance

Le compromis entre le gouvernement et les forces autonomes du nord-est du pays masque mal les rancœurs accumulées et les incertitudes sur la donne politique et militaire à venir.

«*Inch'allah, que ça marche cette fois !*» C'est l'expression que l'on entend le plus à Damas depuis l'annonce vendredi 30 janvier de l'accord entre le gouvernement de Damas et les Forces démocratiques syriennes (FDS), portant sur l'intégration de la zone autonome kurde du nord-est de la Syrie à l'Etat central. Le vœu, sincère la plupart du temps, est cependant parfois teinté de doute ou même de scepticisme : «*C'est l'énième accord depuis un an et chaque fois ça dérape*», rappelle Simav, habitante kurde de Damas, originaire de Kameshli. «*Mais il faut quand même espérer*», ajoute celle qui travaille pour la justice transitionnelle en Syrie.

Alors que, depuis lundi, l'entrée des forces gouvernementales syriennes dans les villes mixtes (arabes et kurdes) de Hassaké et Kameshli – qui étaient contrôlées par les FDS depuis 2014 –, se fait sans heurts notables, la méfiance reste de rigueur. Et pendant que les médias officiels syriens mettaient en avant les acclamations de la population locale aux forces de sécurité, les chaînes kurdes insistaient sur les positions contrastées des habitants interrogés lors de

micros-trottoirs. L'accord est en effet intervenu après des semaines de tensions, de confrontations armées, de pressions diplomatiques et surtout de polarisation extrême parmi les Syriens des deux camps.

«*Nous n'avons rien contre les Kurdes, mais contre leur assujettissement à Qassad* [l'acronyme arabe des FDS, devenu une véritable insulte dans la bouche des Syriens arabes, ndlr]», affirme Moïffak – le prénom a été modifié –, un homme d'affaires damascène. Ceux-là dénoncent péle-mêle la domination des plus extrémistes du PKK sur les FDS, la présence d'anciens officiers du régime Assad dans leurs rangs, le soutien apporté aux séparatistes druzes pour instaurer une autonomie et former une coalition des minorités et leur mainmise sur les régions les plus riches en hydrocarbures, en ressources hydrauliques et agricoles de l'est syrien. «*Récupérer les sources de pétrole et de gaz est indispensable pour la reprise économique dans le pays*», estime Moïffak.

20 000 Kurdes sans papiers naturalisés

Désignée localement par l'appellation Jezireh (l'île, en français), la conquête par les troupes gouvernementales mi-janvier de la région de l'Euphrate, incluant les villes de Raqqa et Deir el-Zor à grande majorité arabe, libérées de

l'Etat islamique par les forces kurdes en 2017, a été célébrée par les Syriens comme une grande victoire. «*Avec quelques amis, nous sommes descendus sur la Place des Omeyyades pour fêter cette nouvelle libération*», raconte Souad, une ancienne opposante à la dictature de la famille Assad. «*Il faisait un froid glacial et on a commencé à chanter les airs de décembre 2024 [lors de la chute de l'ancien régime]. Mais les forces de sécurité nous ont demandé d'arrêter. Je suis allée discuter avec un des chefs pour lui demander pourquoi il nous interdisait de célébrer. Il m'a répondu qu'il y avait eu des combats meurtriers et que par respect pour les morts des deux côtés, on ne pouvait pas se réjouir*», rapporte la militante.

Le sentiment de revanche contre les FDS qui viennent de perdre le pouvoir est masqué par un discours prétendument rassembleur des autorités de Damas. Outre la célébration d'une réunification de tout le territoire syrien sous son égide, le Président Ahmed al-Charaa a annoncé dans la foulée des négociations avec les FDS ainsi que plusieurs décisions en faveur des «*citoyens kurdes, égaux avec tous les autres Syriens*». Reconnaisant les droits des Kurdes à la pratique de leur culture, l'enseignement de leur langue devenue officielle et l'instauration d'un jour férié pour la célébration de la fête

de Norouz, le Nouvel an kurde. La citoyenneté syrienne a été par ailleurs accordée à près de 20 000 Kurdes sans papiers.

«*Un grand nombre de combattants des FDS ont accepté la régularisation de leur situation de façon volontaire, a fait valoir le porte-parole du ministère de l'Information. Certains ont accepté de rejoindre les forces armées régulières tandis que d'autres ont préféré le retour à la vie civile.*» Stipulée dans l'accord, l'intégration de trois brigades des FDS au sein de l'armée régulière reste, dans le gouvernorat de Hassaké à forte population kurde, sujette à des interprétations divergentes : individuelle selon le gouvernement syrien ou brigade par brigade pour les FDS.

D'autres ambiguïtés sur la manière d'appliquer cet accord demeurent, certains articles pouvant même être interprétés de façon contradictoire. Le calendrier même de la mise en œuvre qui s'est pas tout à fait fixé. Mais, même si des dérapages peuvent arriver, une page essentielle vient d'être tournée quant à l'autonomie kurde en Syrie. Et cela, en raison du tournant radical pris par l'administration Trump, déterminée à renforcer le pouvoir central d'Al-Charaa sur toute la Syrie.

« Les Kurdes en Syrie avaient le soutien des Occidentaux, et surtout des Etats-Unis. Ceux-ci viennent de le leur retirer »

L'accord signé par le président syrien, Ahmed Al-Charaa, met fin à l'expérience du Rojava, une région autonome du nord-est du pays. Les Etats-Unis ont donné leur feu vert à la dissolution de ce fief et de sa branche militaire, qu'ils avaient jusqu'ici protégé, explique dans sa chronique Alain Frachon, éditorialiste au « Monde ».

Ainsi, nous n'honorons pas notre dette morale – ou si peu. Nous laissons tomber ceux sans qui l'organisation Etat islamique (EI) n'aurait pas été vaincue en 2017. Souvenons-nous : l'EI était la forme la plus toxique du djihadisme islamiste. Le groupe faisait trembler Américains et Européens, et était en passe de changer le profil du Moyen-Orient. Sans les Kurdes, et plus spécifiquement les Kurdes de Syrie, l'EI eût été plus mortifère, et sans doute plus longtemps encore.

Les Kurdes avaient le soutien des Occidentaux, et surtout celui des Etats-Unis. Ceux-ci viennent de le leur retirer : Washington abandonne ses alliés d'hier. Les aléas de l'atroce guerre civile qui ravagea la Syrie de 2011 à 2024 avaient permis à la minorité kurde (3 millions sur 23 millions) de se tailler un fief, une région autonome, dans le nord-est du pays. Les Kurdes l'appelaient le « Rojava ». « L'accord » que le nouveau maître de Damas, Ahmed Al-Charaa, a imposé vendredi 30 janvier aux chefs du parti kurde syrien met fin à l'expérience du Rojava. Elle aura



Des forces kurdes dans la ville de Hassaké (Syrie), le 2 février 2026. DELIL SOULEIMAN/AFP

duré douze ans – sans menacer personne. On entend l'argumentaire de l'école réaliste, la petite musique de la raison d'Etat. Il faut aider celui qui donna le coup de grâce à la tyrannie kleptomane de la famille Al-Assad à la tête de la Syrie. Il faut réunifier un pays traumatisé par ses guerres intérieures, lesquelles étaient largement inspirées de l'extérieur. Il faut reconstruire l'Etat syrien. Il y va de la stabilité de la région. C'est une affaire syro-syrienne. Il faut respecter la souveraineté de Damas : le soutien à telle ou telle minorité relèverait d'un néocolonialisme que condamneraient tous les Etats arabes. Mais s'agit-il de n'importe quelle minorité ?

Kobané, automne 2014. Majoritairement kurde, cette petite ville syrienne, frontalière de

la Turquie, est assiégée par les hordes en 4 x 4 de l'EI. Rien ne résiste alors aux hommes d'Abou Bakr Al-Baghdadi. Ils ont formé un début de « califat » entre l'Irak et la Syrie. Ils volent de succès en succès, drapeau noir en bandoulière, attirant dans leurs rangs des milliers de musulmans européens.

Ils ne prendront pas Kobané. Les jeunes femmes et les jeunes hommes de la branche armée du parti kurde de Syrie vont les arrêter. Soutenus par l'aviation alliée – Etats-Unis, France, Royaume-Uni –, les Kurdes chassent l'EI de la région en janvier 2015. C'est la première défaite infligée à la soldatesque d'Al-Baghdadi. Message politico-militaire important, essentiel : les djihadistes ne sont pas invincibles. Kobané marque le début du reflux de l'EI, qui perd en 2017

ses deux grands points d'appui, Mossoul en Irak puis Rakka en Syrie. Dans la décisive bataille de Rakka, les combattants kurdes de Syrie (les YPG) sont au sol les indispensables alliés des Occidentaux.

La campagne contre l'EI se solde par un prix très lourd pour les Kurdes syriens. Les estimations vont de 11 000 à 14 000 morts dans leurs rangs, sans compter des dizaines de milliers de blessés. « Notre dette morale, elle est là », dit Kendal Nezan, le président de l'Institut kurde de Paris.

Maigres contreparties

Kobané, février 2026. La ville est de nouveau assiégée. Elle abrite des dizaines de milliers de réfugiés kurdes – familles entassées dans des camps

de fortune, dans la neige, la boue, le froid. Depuis le 5 janvier, les Kurdes fuient l'avancée des forces de Damas, parties à la reconquête du nord-est du pays. L'armée d'Al-Charaa est un composé de milices arabes dont bon nombre de sensibilité islamiste. Impossible de ne pas penser que ce deuxième siège de Kobané relève de la vengeance de la part de miliciens trop heureux d'aller « casser du Kurde ». Après tout, l'EI représentait la quintessence d'un suprémacisme arabe sunnite pas nécessairement étranger à l'univers politique de certaines des milices aujourd'hui à l'œuvre contre les Kurdes – et d'ores et déjà accusées, ici et là, d'exactions sanglantes. En principe, l'accord du 30 jan-

vier instaure un cessez-le-feu de part et d'autre. Les Etats-Unis de Trump ont décidé de soutenir le président de transition Al-Charaa. Ils ont donné leur feu vert à la dissolution du Rojava et de sa branche militaire, qu'ils avaient jusqu'ici protégée. En substance, « Désolés, mais nous n'avons plus besoin des Kurdes », dit Tom Barrack, homme d'affaires ami de Trump, nommé par lui ambassadeur en Turquie et, en tant que tel, chargé du dossier syrien.

L'offensive des forces de Damas commence le lendemain d'un coup de téléphone entre le président américain, Donald Trump, et son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan. Celui-ci est en guerre contre les autonomistes kurdes turcs du

PKK. Il ne veut pas d'une zone kurde autogérée de l'autre côté de sa longue frontière avec la Syrie, et qui pourrait servir de base arrière au PKK – même si aucune action contre la Turquie n'est, depuis douze ans, jamais partie du Rojava.

Abandonnés par Washington, face à un pouvoir syrien parrainé par la Turquie et financé par le Qatar, les Kurdes n'avaient guère le choix. En échange de quelques maigres contreparties, ils ont signé un accord prévoyant l'intégration des institutions du Rojava, civiles et militaires, au sein de la nouvelle administration. Quelles sont les chances d'une entente durable entre un pouvoir, celui d'Al-Charaa, profondément marqué par l'is-

lam politique le plus conservateur et un mouvement kurde syrien venu du marxisme-léninisme, laïque, et pratiquant notamment l'égalité hommes-femmes ?

La question doit être posée plus largement. La Syrie de demain, pays majoritairement arabe sunnite, sera-t-elle capable d'organiser une coexistence égalitaire avec ses minorités ? L'affaire paraît mal engagée.

Post-Scriptum : Dans *Mourir pour Kobané* (Equateurs, puis Tempus en 2017), Patrice Franceschi, familier du Rojava, rend un bel hommage aux Kurdes de Syrie.



05 février 2026

Droits des Kurdes, lutte contre Daesh, désarmement du Hezbollah : les enjeux clés de la tournée de Jean-Noël Barrot au Moyen-Orient

Le ministre des Affaires étrangères, [Jean-Noël Barrot](#) se rendra successivement en Syrie, en Irak et au Liban à partir de jeudi 5 février. Cette visite s'inscrit dans la volonté de la France de jouer un rôle clé dans la résolution des tensions régionales, notamment en matière de lutte antijihadiste et de désarmement.

En Syrie, le ministre doit rencontrer Assaad al-Chibani, son homologue, pour discuter de l'intégration des minorités, notamment kurdes, dans le paysage politique post-Bachar el-Assad. Depuis la chute de

l'ex-dirigeant en 2024, la France s'est engagée à garantir [les droits des Kurdes](#), partenaires historiques contre l'État islamique.

Paris souhaite s'assurer du respect de l'accord signé la semaine dernière, visant à intégrer les institutions et les forces kurdes au sein de l'État syrien, qui a pourtant anéanti les espoirs des Kurdes de conserver la zone autonome qu'ils avaient instaurée dans le nord et le nord-est de la Syrie au cours de la guerre civile qui a ravagé le pays entre 2011 et 2024.

Coopération contre Daesh et désarmement du Hezbollah

En Irak, Jean-Noël Barrot s'entretiendra avec les dirigeants à Bagdad et à Erbil pour renforcer la coopération contre Daesh. La question des jihadistes français détenus dans le pays sera également abordée, dans un contexte de crainte d'une [résurgence de l'État islamique](#).

Au Liban, le ministre discutera du [désarmement du Hezbollah](#), conformément à l'accord de cessez-le-feu. Il préparera également la conférence de

soutien à l'armée libanaise prévue à Paris, visant à renforcer les forces de sécurité dans leur mission de désarmement. Cette tournée souligne l'engagement de la France à stabiliser une région en proie à de multiples tensions, de la Syrie à l'Irak, en passant par le Liban.

L'actualité par la rédaction de RTL dans votre boîte mail.

Grâce à votre compte RTL abonnez-vous à la newsletter RTL info pour suivre toute l'actualité au quotidien.



Feb. 05, 2026

Up to 170,000 displaced seek shelter across Rojava: Kurdish Red Crescent

ERBIL, Kurdistan Region - An estimated 150,000 to 175,000 internally displaced people (IDPs) have sought refuge in Kurdish cities across northeast Syria (Rojava) following weeks of insecurity and displacement, according to the Kurdish Red Crescent in Rojava.

Dilgash Issa, co-chair of the Crescent, told Rudaw in Qamishli on Thursday that the final figures are still being compiled. "There has been much discussion regarding the exact numbers, but it is estimated to be between 150,000 and 175,000 people," he said, adding that "the final results will be released this coming Sunday."

The wave of displacement was triggered by a mid-January offensive led by the Syrian Arab Army and allied armed groups against the Syrian Democratic Forces (SDF) in areas controlled by the Kurdish-led forces across eastern Aleppo, Deir ez-Zor, Raqqa, and Hasaka provinces.

The SDF, which serves as the de facto military force in Rojava and key ally of the US-led Global Coalition to Defeat ISIS, had previously liberated these areas and maintained control to prevent an ISIS resurgence.



Northeast Syria's (Rojava) displaced people in Qamishli on February 5, 2026. Photo: Screengrab/Rudaw

On Friday, the SDF and Damascus announced that they had reached an internationally brokered agreement to end hostilities and integrate Rojava's civil and military institutions, including the Kurdish-led forces, under Syrian state control. Despite this, many families have yet to return home.

Issa noted that cold weather and emergency movements make tracking displaced people difficult. "Their locations shift frequently. Therefore, we don't have an exact figure in hand yet," he said.

"They are from cities across Rojava, from [al-Malikiyah] Derik to al-Darbasiyah and Hasaka. There are also people from

Afrin who were displaced to Shahba in 2018," he detailed.

The Kurdish Red Crescent co-chair further explained that displacement had intensified following the fall of longtime dictator Bashar al-Assad's regime. "When the Assad regime fell a year and a half ago - on December 8, [2024] - people were displaced from Tabqa, Raqqa, and cities throughout northeast Syria."

Issa said renewed tensions in recent weeks have forced further displacements. "Following the recent events in [Ashrafiyeh and] Sheikh Maqsoud since [January] 6 and continuing to today, people from Raqqa, Tabqa, and

Sheikh Maqsoud have moved here. There was also a threat to Hasaka, which led residents to seek refuge in Qamishli and other cities," he said.

According to Issa, while the security situation in Hasaka has improved, the displacement crisis remains acute.

"Currently, these displaced persons are sheltered in 115 schools in Qamishli, nearly 20 mosques, and many public halls. Many others have moved in with their relatives," Issa said. On Monday, the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) said it and its partners continue to provide vital assistance to thousands of

people in Rojava.

OCHA reported that a convoy of more than 20 trucks and a mobile clinic arrived in the Kurdish city of Kobane, carrying ready-to-eat food, health supplies, and fuel, marking the second such delivery within a week as the city faces shortages of water, communications, medical supplies, and food due to the weeks-long siege imposed by the Damascus forces.

As of January 25, the agency said more than 170,000 people had been forced to flee their homes across 178 communities in northeast Syria, mostly in Hasaka, with women and children comprising the vast majority.

Last week, around 130 trucks carrying 10 tons of aid from the Kurdistan Region were dispatched to Rojava. The humanitarian assistance, valued at more than 1.3 billion Iraqi dinars

(approximately \$932,000), was sent to the Kurdish-led Rojava as part of Rudaw's Ranj campaign, led by lead anchor Ranj Sangawi.

The United Nations and humanitarian agencies say the Syrian crisis remains among the world's worst displacement emergencies. Humanitarian agencies warn that civilians are especially vulnerable amid stretched support services, harsh winter

conditions and lingering security risks.

Over 6.7 million people remain internally displaced inside Syria, with 3.7 million Syrian refugees living outside the country, the UN reports. More than 1.4 million Syrian refugees have returned home from neighboring countries, while nearly 2 million displaced Syrians have returned home since Bashar al-Assad's regime was toppled in late 2024.



05 février 2026

Syrie: à Kobané, la mise en place de l'accord entre les forces kurdes et Damas se fait attendre

Coincés entre la Turquie et des zones contrôlées par le gouvernement syrien, Kobané et les villages avoisinants sont totalement isolés depuis plus de deux semaines. Les habitants sont notamment privés d'eau et d'électricité. La Turquie a refusé le passage d'un convoi d'aide humanitaire. Contrairement à Hassaké et Qamishli - les autres grandes villes qui échappaient au contrôle du gouvernement et où l'accord a bien été mis en place - les habitants de Kobané qualifient cet isolement de véritable siège.

En **Syrie**, troupes gouvernementales et forces à majorité kurdes ont tenu une première réunion dimanche 1er février pour préparer le déploiement à **Kobané** d'unités placées sous contrôle de Damas. Depuis, le transfert d'autorité se fait attendre.

Moustapha, un homme kurde déplacé par les combats et qui a trouvé refuge à Kobané, n'en voit que les prémices. « *Il existe une commune appelée Chiukh, dont les habitants sont arabes, où les forces gouvernementales se sont déjà installées.*

C'est un pas positif ; ensuite, elles devraient venir à Kobané. Mais jusqu'à présent, il n'y a toujours ni électricité ni eau à Kobané »

Kobané reste coupée du monde

En attendant **la mise en œuvre de l'accord**, Kobané, localité kurde située dans l'extrême-nord de la Syrie, reste coupée du monde, confirme également Ageed Koban, un habitant de la ville témoignant sous nom d'emprunt et dont la voix a été modifiée. « *Certains*

de mes amis étaient à Alep et voulaient venir à Kobané car leurs familles sont ici. Mais ils n'ont pas été autorisés à passer. Et les pénuries d'essence, l'absence de chauffage, demeurent ».

Seule évolution pour le moment, témoigne Ageed Koban, à la faveur de l'accord et de la fin des combats, certaines personnes déplacées originaires de villages proches de la ville de front ont commencé à rentrer chez elles.



Feb.05, 2026

Withdrawal of Kurdish-led forces from al-Hol camp creates new challenges: UN

ERBIL, Kurdistan Region - The Islamic State (ISIS) continues to pose a threat in Iraq and Syria, the United Nations' top counter-terrorism official warned, noting that the prompted withdrawal of Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) from a camp holding suspected ISIS affiliates in northeast Syria has created new security and humanitarian challenges.

In his Wednesday report to the UN Security Council's member-states on the threats to international peace and security, Alexandre Zouev, acting under-secretary-general of the UN counter-terrorism office, said that in the Middle East, "Daesh [ISIS] remains active in Iraq and the Syrian Arab Republic, with continued attacks and renewed efforts to destabilize local authorities."

He added that in Syria, "the security situation remains very fragile, with Daesh [ISIS] continuing to exploit governance vacuums and incite sectarian tensions." Zouev also noted that "the withdrawal of the Syrian Democratic Forces (SDF) from al-Hol camp on January 21 has introduced new operational and humanitarian challenges."

Al-Hol camp, located southeast of Hasaka in Rojava, was secured by the SDF and Kurdish Internal Security Forces (Asayish) until late January. The camp housed suspected ISIS affiliates, including women and children of militants, and has long been notorious for dire conditions and the presence of radicalized individuals.



Alexandre Zouev, acting under-secretary-general of the UN counter-terrorism office, addresses the United Nations Security Council members on February 4, 2026. Photo: UNSC

In mid-January, the Syrian Arab Army and allied armed groups advanced into SDF-held areas across eastern Aleppo, Deir ez-Zor, Raqqqa, and Hasaka province. The SDF, a key ally of the US-led Global Coalition to Defeat ISIS, had previously liberated these areas and maintained control to prevent an ISIS resurgence.

Amid the Syrian offensive, the SDF stated, "Due to the international indifference toward the issue of the ISIS terrorist organization and the failure of the international community to assume its responsibilities... our forces were compelled to withdraw from Al-Hol Camp."

Sheikhmous Ahmed, an official from the Kurdish-led administration in Rojava, overseeing internally displaced persons (IDP) camps, told Rudaw English that "a total of 7,130 families - 25,183 individuals - were held

at al-Hol camp prior to the SDF's withdrawal." He added, "It remains unclear how many detainees have fled and who currently controls the camp." Around the same period, the SDF also said it lost control of al-Shaddadi prison in southern Hasaka to Damascus-affiliated armed groups. An SDF spokesperson, Farhad Shami, then told Rudaw that around "1,500 ISIS militants - including both foreign and Syrian nationals - had been released" by Damascus-affiliated armed groups from the facility.

The SDF continues to control several prisons in Rojava, including the high-security Ghwayran facility in southern Hasaka.

Ghwayran drew international attention in January 2022 when ISIS launched a massive operation to free thousands of fighters, including hundreds of

minors raised under the extremist group's "Cubs of the Caliphate." After a brutal 10-day battle, the US-backed SDF regained control, though the facility is still considered a "tickling time bomb."

The Syrian offensive also triggered a wave of displacement, with UN officials estimating that 100,000 people, mostly Kurds, were forced to flee affected areas.

Zouev emphasized on Wednesday that "the humanitarian situation in the camps in northeast Syria remains dire, with thousands of individuals, predominantly women and children, subjected to persistent human rights violations and restricted access to water, food, healthcare, and education."

L'Irak sous pression pour accueillir des milliers de détenus djihadistes transférés de Syrie

Des centaines de combattants présumés de l'organisation Etat islamique, qui étaient incarcérés dans le Nord-Est syrien, ont été conduits dans des prisons irakiennes, sous escorte américaine. L'objectif officiel est d'en transférer un total de 7 000. Accéléré par l'effondrement des forces kurdes, ce processus fait peser une lourde charge sur le système judiciaire et pénitentiaire irakien.

Annoncé par l'armée américaine à la fin janvier, le processus de transfert vers l'Irak des membres présumés de l'organisation Etat islamique (EI) incarcérés dans le nord-est de la Syrie est enclenché. Des centaines de ces détenus, jusque-là sous la garde des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes syriens), ont déjà été conduits, sous escorte de troupes américaines, vers trois prisons irakiennes. C'est ce qu'a indiqué au *Monde* Hussein Allawi, conseiller du premier ministre, chargé de la planification politique, jeudi 5 février.

La décision du commandement central de l'armée américaine (Centcom) a été prise le 21 janvier, dans l'urgence, après l'effondrement des FDS, le principal partenaire de la coalition internationale de lutte anti-EI en Syrie depuis 2014, face à l'avancée des forces gouvernementales. « *Le Centcom et la communauté du renseignement ont estimé que l'armée et le ministère de l'intérieur syriens ne pourraient pas assurer la détention, en sécurité, des combattants de l'EI*, analyse Myles Caggins, ancien porte-parole de la coalition internationale contre l'EI. *Les Etats-Unis se coordonnent étroitement avec les FDS depuis 2014. La coordination est davantage un défi avec les nouvelles autorités car la relation est nouvelle.* »



Le quartier des étrangers du camp d'Al-Hol, en Syrie, le 21 janvier 2026, après que les forces de sécurité intérieures syriennes ont pris le contrôle du camp après le retrait des Forces démocratiques syriennes (FDS). PHILÉMON BARBIER/HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

L'objectif américain est de transférer jusqu'à 7 000 prisonniers djihadistes en Irak. « *L'Irak a reçu un premier lot de 150 prisonniers, puis un deuxième lot de 150, et ainsi de suite, de façon à atteindre l'objectif des 7 000 transferts*, précise M. Allawi. Les autorités de Damas, qui ont rejoint la coalition internationale anti-EI en novembre 2025, ont accueilli la décision avec soulagement. « *Cela nous retire un fardeau* », a commenté au *Monde* Ahmad Zeidan, le conseiller presse du président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa.

Evasion

Pour l'Irak, en revanche, cet afflux soudain de détenus constitue un défi. Cet Etat, qui a déjà jugé et condamné des dizaines de combattants étrangers, dont des Français, n'a actuellement pas les capacités pour accueillir et juger tous ces nouveaux prisonniers. « *Il n'y a pas assez de place dans nos prisons. La justice va travailler avec la communauté du renseignement pour augmenter les capacités de détention* », reconnaît M. Allawi.

Les forces gouvernementales syriennes ont pris le contrôle des prisons d'Al-Aqtan et d'Al-Chaddadeh, ainsi que du camp d'Al-Hol, qui abrite 24 000 membres des familles proches de l'EI, dont des étrangers. Les FDS contrôlent encore la prison de Cherkin à Kamechliyé, qui détient 1 500 combattants de l'EI, la prison de Gweiran à Hassaké, qui en abrite entre 4 000 et 5 000, ainsi que le camp de Roj, qui détient environ 2 500 femmes et enfants de l'EI, dont des étrangers.

La sécurité des prisons et des

camps de détention anciennement gardés par les FDS est devenue un sujet de préoccupation pour Washington après l'évasion, le 18 janvier, de 120 membres présumés de l'EI de la prison Al-Kam Al-Sini, près d'Al-Chaddadeh. Les FDS s'en étaient retirées devant l'avancée des forces gouvernementales. Le ministère de l'intérieur syrien a annoncé avoir retrouvé 81 détenus.

Soutien financier

Washington a fait pression sur les autorités de Damas et les FDS pour instaurer un cessez-le-feu, afin de permettre l'évacuation des détenus.

L'Irak a accepté de les accueillir, craignant que l'EI ne profite d'évasions massives en Syrie pour reconstituer ses rangs. L'accord trouvé, le 30 janvier, entre les deux parties pour l'intégration de l'administration et des forces kurdes au sein de l'Etat syrien, offre un répit pour procéder à ces transferts. Selon une source bien informée, l'objectif initial a été revu à la baisse : il serait désormais question de transférer 4 500 prisonniers en tout.

« La majorité de ceux qui ont été transférés jusqu'à présent sont des combattants étrangers, car ce sont eux qui composent la direction d'Al-

Qaida et de l'EI », précise Hussein Allawi. La justice irakienne a commencé les procédures destinées à juger ces prisonniers, détenus pendant des années sans procès. « C'est très lourd pour le système judiciaire irakien de devoir accueillir et juger 7 000 autres prisonniers de l'EI, mais la justice irakienne s'est dite prête à se charger de ce problème, poursuit le responsable irakien. Il faut soutenir le gouvernement irakien en rapatriant les combattants étrangers, afin de réduire le danger qu'ils posent à l'Irak. »

L'Irak et les Etats-Unis réité-

rent ainsi leur appel aux Etats étrangers à rapatrier leurs ressortissants détenus dans les prisons irakiennes. « Les Etats-Unis ont très probablement transféré une grosse somme d'argent à l'Irak pour préparer les centres de détention, estime Myles Caggins. Je n'anticipe pas en revanche un effort significatif de rapatriement de la part des pays qui ont des ressortissants détenus en Irak. Il est très probable qu'ils offrent plutôt à l'Irak un soutien financier pour l'aider dans la prise en charge des détenus. »

Le Monde

Madjid Zerrouky,
Laurent Van der Stockt
06 février 2026

En Syrie, dans le camp de Roj, les prisonnières djihadistes persuadées d'être bientôt « libérées »

ReportageLes détenues, pour beaucoup étrangères, qui avaient rejoint l'organisation Etat islamique en 2010, se réjouissent de l'avancée des forces gouvernementales syriennes qui doivent reprendre, selon l'accord du 30 janvier, le contrôle des camps et des prisons de la région autonome kurde.

« Nous verrons bien ce qu'il va se passer avec le nouveau gouvernement. Dans tous les cas, ce sera toujours mieux qu'eux [les Kurdes] », assène la jeune Française, âgée d'une vingtaine d'années, sortie d'une tente à la suite de sa mère, toutes deux vêtues d'un niqab. Elle reste sur ses gardes : on discerne un regard furtif lancé en direction de la

membre des services de renseignement des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui surveille la scène à petite distance. Les deux Françaises, après avoir hésité, se prêtent à un début de conversation, par curiosité ou pour tuer l'ennui. Toutes deux refusent de mentionner leur nom.

Depuis le 13 janvier, les échos de l'avancée des forces gouvernementales syriennes sur le territoire de la région autonome kurde se sont propagés dans les allées du camp de Roj : une mer de tentes, perdue dans la campagne désertique du Nord-Est syrien, entourée de murs surmontés de barbelés. Ici vivent certaines des femmes, étrangères, qui ont rejoint l'organisation Etat

islamique (EI). Selon l'accord du 30 janvier, qui prévoit l'intégration progressive des institutions de la région autonome à l'Etat syrien, le nouveau pouvoir doit reprendre le contrôle des camps et des prisons de la région. A Roj, cette éventualité en réjouit plus d'une. Et, selon les forces de sécurité des FDS, la tension croît de jour en jour.

Dans ce camp, 742 familles étrangères sont détenues, soit 2 201 femmes et enfants de 40 à 50 nationalités (les autorités ne sont toujours pas parvenues à confirmer toutes les identités) : des familles de djihadistes venus de différents pays pour s'enrôler dans les rangs de l'EI dans les années 2010, avant d'être capturés au fur et à

mesure de l'effondrement du proto-Etat djihadiste. Parmi elles, 40 familles françaises, soit une cinquantaine de femmes et une centaine d'enfants.

Sécurité renforcée

« Nous sommes plus ou moins au courant de ce qu'il se passe dehors », expliquent les deux Françaises. « Nous avons une télévision dans la tente. Mais nous ne pouvons malheureusement plus l'allumer, l'électricité est coupée depuis trois semaines [après un différend entre un fournisseur et l'administration de Roj] », ajoutent-elles. Mère et fille sont détenues depuis 2019, l'année qui a vu s'effondrer le « califat » dans les confins de la steppe syrienne. Comme la plupart des ado-

lescents qui arrivent à l'âge adulte dans ces camps, le petit frère, dont elles disent être sans nouvelles, a été transféré, il y a deux ans, dans un des centres de déradicalisation ouverts par la région autonome. « Il est hors de question de rentrer en France pour aller en prison et être séparés, nous voulons rester vivre ici en Syrie », ajoutent les deux Françaises, coupant court à tout échange sur le sujet.



Laurent Van der Stockt pour « Le Monde »

Depuis que des dizaines de prisonniers sont parvenus à s'échapper de la prison d'Al-Chaddadeh et du camp d'Al-Hol, plus au sud, après que les forces kurdes ont abandonné ces deux installations en se retirant face à l'avancée des troupes de Damas, la sécurité de Roj a été renforcée. A l'entrée, tout visiteur est prié de se délester de son argent en devises. De nouveaux gardes des Asayiches (les forces de sécurité intérieures kurdes), en poste depuis peu, refusent de prendre le risque qu'un transfert d'argent de la main à la main puisse s'opérer en faveur des détenues.

L'administration craint par-dessus tout l'achat de téléphones portables introduits illégalement dans le camp. Ces appareils permettraient à certaines prisonnières de communiquer avec des cellules de l'EI, les forces de sécurité ayant déjoué plusieurs tentatives d'évasion. « Sur un téléphone saisi, nous avons découvert des discussions entre femmes détenues dans différents camps », explique une gardienne. Mercredi 4 février, une sorte de fusil harpon improvisé et des cours de charia en anglais sont disposés dans le bureau du

service de renseignement : les fruits de la dernière fouille.

« Nous contrôlons Roj. Le camp est plus petit que celui d'Al-Hol, et nous ne sommes pas, contrairement à ce dernier, situés dans une région sympathisante de l'EI », assure Hokmiya Ibrahim, coprésidente de l'administration. « Mais, ce qui a changé, c'est l'état d'esprit des femmes détenues ici. Elles sont convaincues que l'EI va revenir. Vous constaterez que, dans de nombreuses tentes, elles ont fait leurs bagages, persuadées d'être bientôt "libérées". L'ambiance dans le camp avait déjà commencé à se tendre avec la chute de Bachar Al-Assad [en décembre 2024] et l'arrivée du nouveau gouvernement, mais les récents événements ont encore boosté leur moral », ajoute M^{me} Ibrahim.

« Bombe à retardement »

« Certaines nous disent que l'on va bientôt échanger nos rôles : "Vous serez bientôt à notre place à l'intérieur et nous à la vôtre pour vous surveiller". Quand d'autres ne menacent pas de mort des gardiennes », poursuit-

elle. Photos à l'appui, M^{me} Ibrahim explique que des femmes qui, jusqu'à récemment, n'osaient pas exposer directement leurs liens avec l'EI, se sont mises à peindre des drapeaux et des symboles du groupe dans les parties communes du camp. « Nous arrivons, kouf-far ["mécraants"] ! », peut-on ainsi lire sur le mur de l'une des boulangeries de Roj. L'inscription a depuis été recouverte de peinture blanche par les Asayiches. « Elles n'avaient jamais osé faire cela depuis la création du camp », dit encore M^{me} Ibrahim.

L'offensive gouvernementale, puis l'abandon, par les FDS, du camp d'Al-Hol ont été salués lors de rassemblements nocturnes de prisonnières ; celles-ci ne cessent de se regrouper dans les allées. Selon les gardiennes, une veillée mortuaire a même été organisée il y a quelques jours par des détenues tunisiennes, en hommage au frère de l'une d'entre elles, soldat de l'armée gouvernementale actuelle, tué lors de combats contre les FDS, près d'Hasaké.

« Oui, il y a des regroupe-

ments de femmes, le soir. Je vois des matelas passer de main en main au-dessus des tentes. Mais elles font cela pour se sentir en sécurité », assure la plus jeune des deux Françaises, qui décrit la nervosité qui aurait gagné les gardes : « Depuis trois semaines, ils organisent chaque soir des descentes dans les tentes à la recherche de devises et de téléphones. »

Ecartant toute fébrilité, l'administration de Roj, qui, depuis des années, dit assister impuissante à la radicalisation des plus petits par leurs mères, observe aussi avec inquiétude des groupes de jeunes garçons, parfois âgés de 13 ans, s'organiser et désigner parmi eux des « émirs ». « Pourquoi leurs pays ne les ont jamais repris ? Ils ont préféré dépenser des millions pour les maintenir ici, en nous laissant gérer cette bombe à retardement, s'insurge M^{me} Ibrahim, amère. Nous serons sans doute les premières victimes de la résurgence de l'EI. Mais ne vous détrompez pas, les pays occidentaux seront encore les suivants. »



Feb.7,2026

President Masoud Barzani hosts SDF Commander Abdi for talks on Rojava, integration deal

ERBIL, Kurdistan Region - President Masoud Barzani on Friday hosted Mazloum Abdi, commander of the Syrian Democratic Forces (SDF), in Erbil to discuss the situation in northeast Syria (Rojava) and to review the implementation of the ceasefire and integration agreement between Damascus and the Kurdish-led forces, read a statement from the preeminent Kurdish leader's office.

During the meeting - which was attended by Rohilat Afrin, commander of the Women's Protection Units (YPJ), an affiliate of the SDF, and Elham Ahmad, a senior figure in the Kurdish-led Rojava administration - President Barzani urged Damascus and the SDF to adhere to the provisions of the January 29 ceasefire and integration agreement.

The leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) further underscored "the necessity of coordination among all parties to ensure the protection and consolidation of the Kurdish people's rights in Syria in the coming phases, within the framework of the constitution," his office said.



President Masoud Barzani receives Mazloum Abdi, commander of the Syrian Democratic Forces (SDF), in Erbil on February 6, 2026. Photo: Barzani headquarters

In mid-January, the Syrian Arab Army and allied armed groups launched a large-scale offensive aimed at pushing back the SDF, which serves as Rojava's de facto military force, from areas in northern and northeastern Syria, including parts of Aleppo, Deir ez-Zor, Raqqa, and Hasaka provinces.

These territories were initially liberated from the grip of the Islamic State (ISIS) by the Kurdish-led forces, who also serve as a key on-the-ground partner of the US-led Global Coalition to Defeat ISIS. The SDF sub-

sequently maintained control to prevent the extremist group's resurgence.

The SDF and Damascus last week said they reached an internationally brokered agreement, facilitated primarily by France and the United States, to end hostilities and integrate Rojava's civil and military institutions under state control.

Importantly, President Barzani's meeting with the Rojava delegation came shortly after he received French Foreign Minister Jean-Noel Barrot, with whom he discussed "the

political situation in the region," including developments in Rojava and concerns over the "risk of ISIS regaining capabilities."

In a previous statement, his office quoted the Kurdish leader as saying that he had spared no effort "to prevent political disagreements from turning into an ethnic conflict between Kurds and Arabs, and to prevent ethnic cleansing against the Kurdish people in Syria." He also emphasized his support for the SDF-Damascus agreement, expressing hope that it would pave the way for lasting stability.

Iran : les négociations entre Téhéran et Washington débutent, mais chaque camp diverge sur les questions qui seront abordées

Washington veut élargir le propos au programme balistique, à l'influence de Téhéran et au sort de la population iranienne, mais la République islamique, elle, compte bien cantonner les discussions au nucléaire.

Le lieu même de la réunion est demeuré longtemps incertain : les négociateurs américains et iraniens se sont retrouvés, vendredi 6 février, à Mascate, dans le sultanat d'Oman, plutôt qu'à Istanbul, comme envisagé dans un premier temps, afin d'amorcer d'ultimes discussions sur le programme nucléaire de la République islamique. L'envoyé spécial du président américain, Steve Witkoff, et son gendre, Jared Kushner, devaient faire face au chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi.

Aux yeux de l'administration Trump, **il s'agit de donner une ultime chance à la négociation**, sous la menace d'éventuelles frappes américaines contre l'Iran. Mais le climat est des plus tendus, un peu moins d'un mois après la répression sanglante du vaste mouvement de contestation du régime, qui aurait fait jusqu'à plus de 30 000 morts, selon les estimations les plus sombres.

Après avoir d'abord suggéré d'intervenir en soutien des manifestants, le président américain s'est ravisé sous la pression de l'Arabie saoudite, de l'Égypte et du Qatar en tête, qui lui ont déconseillé de chercher à faire tomber le régime, au risque de provoquer une conflagration régionale. Donald Trump a néanmoins dépêché sur place d'importantes forces militaires, autour du porte-avions USS *Abraham-Lincoln*, afin de



Un bâtiment précédemment détruit, avec maintenant un nouveau toit, sur le site nucléaire d'Ispahan (Iran), sur une image satellite prise le 1^{er} février 2026. PLANET LABS PBC VIA REUTERS

mettre le régime des mollahs sous pression, en vue d'une relance des tractations nucléaires. Les Iraniens « *négo-cient* », s'est targué Donald Trump, à la veille des discussions, jeudi. « *Ils ne veulent pas que nous les frappions* », a-t-il assuré.

De tels pourparlers, même indirects entre Washington et Téhéran, sont une première depuis la « guerre des douze jours », et les frappes israéliennes et américaines contre le programme nucléaire iranien, en juin. Ces opérations avaient brutalement mis un terme aux précédentes discussions enga-

gées sans grand succès au printemps 2025, après le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. Depuis, l'Iran refusait de reprendre langue avec l'administration républicaine. Quant à Donald Trump, il a martelé que le programme nucléaire avait été « *anéanti* », ce dont doutent les experts.

En réalité, de l'avis général, le programme ne peut être endigué, vu son avancée, par la seule force militaire. Dans l'idéal, il doit faire l'objet d'un nouveau compromis négocié, sept ans après que Donald Trump a dénoncé de façon unilatérale le précédent accord,

signé en 2015 avec l'Iran par son prédécesseur Barack Obama, la Chine, la Russie, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Issue incertaine

Avant même le début des pourparlers de Mascate, les négociateurs iraniens et américains divergent sur l'étendue des discussions, dont l'issue est plus incertaine que jamais. Pour Washington, il s'agit de parler non seulement du programme nucléaire, mais aussi du programme balistique, du soutien de l'Iran à ses supplétifs dans la région (Hamas, Hezbollah,

Houtis), et du sort de la population confrontée à la violence d'un régime prêt à tout pour rester en place.

En dépit de son affaiblissement, Téhéran entend circonscrire les pourparlers aux seules questions nucléaires, tout en refusant jusqu'ici la demande américaine de renoncer à toute activité d'enrichissement d'uranium, et au démantèlement de son parc de centrifugeuses. A ce jour, l'Iran dispose de quelque 440 kilos de matière fissile enrichie à 60 %, assez pour fabriquer, à terme, dix bombes nucléaires. [Ce stock n'aurait pas été éliminé en juin](#), mais serait enfoui, sous forme gazeuse, dans des sites largement détruits par les frappes. L'idée serait, comme dans l'accord de 2015 en direction de la Russie, de le transférer dans un pays tiers. Pas question surtout pour l'Iran de négocier sur son programme balistique, considéré comme

une « ligne rouge », mettant en cause la sécurité du pays. Or, cette question est cruciale pour les Israéliens, voire les Européens, qui redoutent l'arsenal iranien, surtout si ses missiles dépassent une portée de 1 000 kilomètres.

« Le système iranien est uni sur un point : nucléaire uniquement, sans débordement. Dès que les missiles, les dossiers régionaux ou les dynamiques internes entrent dans la pièce, les négociations ne sont plus techniques, elles deviennent un instrument de pression. Téhéran a déjà vécu cela et n'a aucune intention de le répéter », analyse Babak Vahdadi, chercheur indépendant sur l'Iran et le chiisme. « Les négociations sont vues en Iran comme un épisode tactique dans une confrontation plus longue, qui n'est pas terminée et qui a peu de chances de se résoudre à la table des discus-

sions », poursuit-il.

« Plusieurs options », y compris militaires

Qu'advient-il en cas d'échec des pourparlers, dès vendredi ou dans les semaines qui viennent ? La Maison Blanche a répété jeudi que Donald Trump disposait de « plusieurs options », y compris militaires. « Pour la première fois, les Iraniens prennent les menaces au sérieux. Mais l'expérience montre qu'ils prennent toujours les mauvaises décisions. En août 2022, Joe Biden leur avait proposé un accord qui leur laissait de fortes capacités nucléaires et ne touchait pas le balistique. Ils l'ont refusé », constate Joshua Zarka ambassadeur d'Israël en France, sans trop d'illusion sur la volonté du régime de transiger, même dans l'espoir d'une levée des sanctions américaines et internationales qui asphyxient le pays.

« Après avoir temporisé, les

Américains se sont donné les moyens de frappes significatives. Ils sont prêts à une action militaire majeure », observent plusieurs diplomates. Dans cette hypothèse, « Nous sommes prêts à nous défendre, et c'est au président américain de choisir entre le compromis ou la guerre », estimait le porte-parole de l'armée, le général Mohammad Akraminia, cité par la télévision d'Etat, à la veille des discussions.

D'après Babak Vahdadi, « l'idée en cours à Téhéran n'est pas que Washington manque de capacités militaires, mais que sa marge d'erreur est étroite. » « Tout conflit risquerait un débordement régional, des chocs sur les marchés et des coûts politiques que Trump n'est pas bien placé pour absorber. Cette hypothèse réduit l'urgence de faire des compromis », juge le chercheur.



Feb.07, 2026

French, Kurdish forces 'brothers in arms,' President Barzani 'stakeholder' in SDF-Damascus deal

ERBIL, Kurdistan Region - French Foreign Minister Jean-Noel Barrot's visit to the region aims to follow up on the implementation of the integration agreement between Damascus and "our brothers in arms" - the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) - a senior foreign ministry official told Rudaw in an interview aired Friday.

Pascal Confavreux, the ministry's deputy spokesperson,

also praised Kurdistan Region President Nechirvan Barzani's role as a "key stakeholder" in advancing the agreement.

Barrot's trip aims to convey "a message of friendship to Iraq and Kurdistan" and to ensure the implementation of the January 29 agreement between Damascus and the SDF, he said, stressing that "it is extremely important for us" that the agreement is upheld, that "the Kurds' identity is recogni-

zed," and that they "have a place in Syria's future."

In mid-January, the Syrian Arab Army and allied armed groups launched a large-scale offensive aimed at pushing back the SDF, which serves as Rojava's de facto military force, from areas in northern and northeastern Syria.

These territories had initially been liberated from the Islamic State (ISIS) by the Kurdish-

led forces, who also serve as a key on-the-ground ally of the US-led Global Coalition to Defeat ISIS, of which France is a prominent member. The SDF then maintained control to prevent the group's resurgence.

The Kurdish-led forces and Damascus on January 29 reached an internationally brokered agreement - facilitated primarily by France and the United States - to end hostilities and integrate Ro-

java's civil and military institutions under state control. French Foreign Minister Barrot on Thursday began a regional tour, visiting Syria, Iraq, and the Kurdistan Region to "follow up on the implementation" of the deal.

Describing the SDF as "brothers in arms," Confavreux said, "We know what we owe them and that we have a debt of blood... We fought together against the Daesh [ISIS] terrorists, so, of course, this is not the end... we will be here."

The foreign ministry official stressed that France is "extremely interested in how these rights will be implemented - cultural, political, and historical," underlining that "it is a condition for a future Syria that is unified and peaceful in its plurality." He added that the January 29 agreement should serve as an "instrument to achieve this."

During his visit to the Kurdistan Region, the French Foreign Minister met with Kurdistan Region President Nechirvan Barzani, expressing gratitude for the Kurdish leader's "decisive" role in ending the mid-January hostilities.

Confavreux, in turn, praised the "fantastic historical bond between France and the Kurdistan Region," highlighting their joint efforts in recent weeks to facilitate the January 29 agreement.

"President Barzani was a key stakeholder" in "advancing the deal," the French foreign ministry official affirmed.

Following is the full transcript of the interview with Pascal Confavreux, French Foreign Ministry Deputy Spokesperson.

Rudaw: Thank you for being here, Mr. Pascal. The minister's tour began in Damascus, Baghdad, in Erbil. What's France's message to the Iraqi authorities, federal authorities

and to the Kurdistan Region? And how does it connect to the situation and discussions in Syria?

Pascal Confavreux: It was a trip that the minister really wanted to do and really wanted to do at this very moment. Why? For two things. First, because it was a trip for an anti-Daesh [Islamic State (ISIS)] trip, with this moment, to assess the situation and to make very clear and to see how we could keep on the security of the region, but you know, behind it, it's also our own security, because you know that in 2015-2016, we were completely hit in our territory by terrorist attack from Daesh. That was the first thing. And the second one was to address a message of friendship to Iraq and Kurdistan, and to have implemented this agreement in Syria between the SDF and Damascus, that was dealt on the 29th of January ceasefire and agreement, which we see is very important because with the fact that the identity of the Kurds is recognized and has a place in the future of Syria. [It] is extremely important to us. And we have fought for this mediation in the days to come. So these were the two pillars, I'd say, of this trip.

France always called the fight against ISIS an absolute priority. What's your current assessment to the threat coming from ISIS, especially in the Iraqi and Syrian space?

Our current assessment is that the fight against terrorism is never over. It's a never-ending fight. And so we are very serious. We know how engaged the Iraqi government, the Kurdish government, are on this. And you've seen that we keep on fighting on that. We have hit on January 3rd some targets in Syria where you had some Daesh components. So that's our position. We are following, and we have noted that Iraq was hosting some former fighters from

ISIS, you know, these last days, and Iraq can count on us in this context.

The foreign minister met with General Mazloun Abdi, the commander of SDF. What was the discussion about?

The discussion was the follow-up of the 29th of January agreement. You know how involved we were in this agreement, you know how President Barzani and the Kurds from Erbil were helping deal with this file. And so there are many steps of implementation, and so we wanted to see how to have this implementation really put in reality. These days are extremely important for that.

The same topic we were discussing in Damascus too?

Of course, in Damascus, we discussed that. Minister Barrot met with his counterpart, Minister [Asaad] al-Shibani, who was also dealing with this agreement on the 29th of January.

What is France expecting from this agreement between the SDF and the Syrian government, especially in terms of the Kurdish rights in Syria?

Exactly, we are extremely interested in how these rights will be implemented, both cultural, political, and historical rights. It is a condition for a future unified, pacified in its plurality of Syria. And so the Kurds have all their place in this new and future Syria. And this agreement, should it be put in place, will be the instrument for this.

France had a big role, a major role in this agreement, and President Macron personally was calling by phone on all sides, as we knew.

Totally, totally.

How closely will France watch the implementations of this agreement?

You know, with the SDF, we were brother in arms in these last 10 years. We know what we owe them. We know that we have a debt of blood with all what happened, because we fought together the Daesh terrorists. So, of course, this is not the end. This is also the beginning of a future way to keep on watching how this deal is implemented. So, of course, we will be here.

The regional context includes tensions with Iran and also Lebanon, wider Middle East, in general. How were these topics featured in your discussion, Syria, Baghdad and Erbil?

These topics were also featured, definitely. You know that there are important talks that should take place today between the United States and Iran. What we say is that a destabilization, a regional destabilization in Iran would have impacts in Iraq and also in Kurdistan. So, it's really what we want to avoid, what we want to prevent. What we tell the Iranians is that there is a negotiation at present, they should seize it. After the totally unacceptable state violence that happened a few weeks ago now of the Iranian regime against its own population. This negotiation should imply nuclear talks, ballistic missiles, and regional stability. And so, of course, we will follow them. It's exactly what we tell the Iranian regime.

In the meeting with President Nechirvan Barzani, what was the main message and talks about relations between France and the Kurdistan region?

There is a fantastic historical bond between France and the Kurdistan Region. They talked about that, of course. You remember that France was a leader in the adoption of the 688 resolution that created the no-fly zone under Saddam Hussein's regime. You also remember that we were

brothers in arms in the north-east of Syria. We remember also it was a touching moment when Minister Barraud came back with a letter of 1967 from the father of Barzani, who was writing to us and to Président de Gaulle about what France was meaning to them.

So this link is rooted in history, rooted in also the trust and the work that we did during these last days, during these last weeks. And it was very concretely what was done, you know, to help this agreement of January 29th to happen, because President

Barzani was a key stakeholder in discussing that, including with the SDF forces. As you mentioned, President Macron was personally involved, talking with President Shara in Syria, talking with General Mazloum, talking with President Barzani, to help advance

this agreement, which in our view is the ground of the future integration of the Kurds' identity in the new Syria. And in this way is the agreement that we should follow for the future.



07 février 2026

Les États-Unis et l'Iran entament des négociations à Oman dans un contexte géopolitique tendu

L'Iran et les États-Unis entament ce 6 février à Oman des négociations que Téhéran veut limiter strictement à son programme nucléaire, Washington laissant pour sa part planer la menace militaire en cas d'échec.

Pilotées par l'émissaire du président américain pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, et le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, **ces discussions** sont les premières depuis les frappes sur des sites nucléaires iraniens menées en juin par les États-Unis, lors de la « guerre des 12 jours » déclenchée par une attaque israélienne contre l'Iran. Les pourparlers interviennent après la sanglante répression par le pouvoir iranien du vaste mouvement de contestation de début janvier qui a fait des milliers de morts, et des échanges de propos bellicistes entre Washington et Téhéran.

D'un côté, il y a une République islamique affaiblie par une série de revers : les bombardements israéliens et américains sur les

installations nucléaires iraniennes en juin dernier, **la chute du régime allié de Bachar el-Assad en Syrie, l'effondrement militaire du Hezbollah libanais.** Fragilisé dans la région, l'Iran est défié par la contestation intérieure à laquelle il a répondu par une répression d'une ampleur inédite.

En face, il y a les **États-Unis** de **Donald Trump** qui ont massé de spectaculaires moyens militaires dans la région. Le pays exerce une pression maximale pour des exigences radicales. Les États-Unis exigent que l'Iran cesse d'enrichir de l'uranium sur son sol et que son stock de métal déjà traité soit transféré hors des frontières iraniennes - ce dont Téhéran ne veut pas entendre parler. Washington veut également faire le tour

du programme balistique de l'Iran. Autrement dit, réduire la production et la portée de ses missiles. Des sources iraniennes haut placées affirment à l'agence Reuters que c'est sans doute à ce jour le sujet le plus sensible pour les cadres du régime.

Mais l'administration américaine veut également parler des groupes affiliés à l'Iran - Hezbollah, Houthis ou milices irakiennes - et du soutien que Téhéran continue de leur apporter. Enfin, le sujet des droits de l'Homme, ou comme le dit Marco Rubio, le chef de la diplomatie américaine, « la manière dont les Iraniens traitent leur propre peuple ». Elle devrait aussi figurer au menu des discussions car pour que ces négociations débouchent sur des résultats probants, martèle Marco Rubio, elles doivent englo-

ber la totalité de ces thématiques, rapporte notre correspondant aux États-Unis, **Vincent Souriau.**

La crainte régionale d'une attaque américaine et d'une riposte iranienne

De son côté, Téhéran ne veut parler que de son programme nucléaire, ce qui, dans la région, alimente la crainte d'une attaque américaine, tout comme les scénarios d'une riposte iranienne sur les bases militaires américaines ou en direction d'**Israël.**

« La situation de la République islamique est inédite. C'est un régime qui a perpétré des crimes contre l'humanité au début du mois de janvier. On est dans une forme de suicide politique et donc ils seraient capables de prendre des mesures exceptionnelles si les dirigeants militaires

de la République islamique, les dirigeants politiques, estiment que la survie est en cause et que le régime est menacé à court terme », explique le chercheur Clément Therme, spécialiste de l'Iran.

« Donc, l'usage disproportionné de la force face à des manifestations pacifiques fait penser qu'il est possible que la menace d'escalade militaire régionale soit mise à exécution. D'où l'inquiétude des pays de la région et d'où la mobilisation générale pour organiser un format de négociation et éviter cette

perspective à court terme », souligne-t-il.

Ce que pensent des Iraniens de Téhéran et issus de la diaspora des négociations

Comment les Iraniens à Téhéran envisagent-ils ces pourparlers ? Pour Majid, un jeune Iranien croisé dans les rues de la capitale, « après ce qui s'est passé et tous ces gens qui ont perdu la vie, c'est comme si on donnait une légitimité au pouvoir et qu'on tournait le dos à tout ce monde qui ont protesté pour défendre leur droit », dit-il à RFI. «

Dans la situation actuelle, il n'y a rien d'autre que la tristesse et la douleur. Même si les négociations donnaient des résultats positifs, ce n'est pas ok pour moi. »

Parmi la diaspora iranienne, certains n'espèrent pas grand-chose des négociations entre Washington et Téhéran. Et certainement pas la fin du régime islamique. Roozbeh Farahani pour appartient à l'opposition nationaliste et laïque de Los Angeles, aux États-Unis. Pour lui, le président américain Donald Trump n'a jamais été le «

sauveur » du peuple iranien.

« Depuis le début, je disais aux gens de ne pas attendre Superman. Il n'existe qu'à Hollywood, pas dans la réalité. Personne ne viendra vous sauver, il faut croire en votre propre force. C'est elle qui peut changer votre destin. Avec la répression, tout le monde pensait que Trump et les États-Unis avaient un plan pour aider notre peuple. Mais les gens ont réalisé que le président Trump recherchait un accord sur le nucléaire. »



Feb. 07, 2026

France, SDF discuss Rojava-Damascus ceasefire, integration plan

ERBIL, Kurdistan Region - Mazloum Abdi, commander of the Syrian Democratic Forces (SDF), met on Thursday with French Foreign Minister Jean-Noel Barrot in Erbil, where the two sides discussed ways to implement the January 29 ceasefire and integration agreement between the Kurdish-led forces and Damascus, while reaffirming their commitment to the joint fight against the Islamic State (ISIS).

In a statement on X, the SDF commander said that the meeting with the French foreign minister discussed "the details of implementing the January 29 agreement," including "the integration of [Rojava's] military and secur-

ity forces in all its aspects, including the Women's Protection Units [YPJ]."

Abdi quoted Barrot as emphasizing "the importance of full implementation of the agreement" and expressing France's support for this phase.

A separate SDF statement on X added that Barrot "stressed the importance of this phase in strengthening stability and continuing the fight against terrorism."

The SDF also noted that the Abdi-Barrot meeting - attended by YPJ Commander Rohilat Afrin and Elham Ahmad, a senior figure from the Kurdish-led Rojava administration - discussed

"ways and mechanisms to implement the January 29 agreement," emphasizing "the necessity of its full implementation."

In mid-January, the Syrian Arab Army and allied armed groups launched a large-scale offensive aimed at pushing back the SDF, which serves as Rojava's de facto military force, from areas in northern and northeast Syria (Rojava), including parts of Aleppo, Deir ez-Zor, Raqqqa, and Hasaka provinces.

These territories had initially been liberated from ISIS by the Kurdish-led forces, who also act as a key on-the-ground ally of the US-led Global Coalition to Defeat ISIS, of which France is a key

member. The SDF then maintained control to prevent the group's resurgence.

The Kurdish-led forces and Damascus last week announced the internationally brokered January 29 agreement, facilitated primarily by France and the United States, to end hostilities and integrate Rojava's civil and military institutions under state control.

The SDF statement quoted Abdi as affirming the Kurdish-led forces commitment to the agreement and praising Paris for its "positive role during this phase, noting its impact in supporting efforts toward peace and stability."

Amid the mid-January Syrian

offensive, the SDF reported that they were forced to withdraw from facilities and camps holding ISIS detainees and their affiliates, including women and children. These included al-Hol Camp in eastern Hasaka province in Rojava, al-Shaddadi prison in southern Hasaka, and al-Aqtan prison in northern Raqqa.

The SDF continues to control several prisons in Rojava, including the high-security Ghwayran facility in south-

ern Hasaka, which drew international attention in January 2022 when ISIS launched a massive operation to free thousands of fighters. After a brutal 10-day battle, the US-backed SDF regained control, though the facility is often described as a ticking time bomb.

The SDF statement quoted Abdi and Barrot as emphasizing the need to “continue efforts to combat ISIS, and ensure the security of detention facilities holding ISIS

fighters and their families.”

The meeting also addressed “the protection of the particular character” of Rojava and “the safeguarding of the rights of the Kurdish people in Syria,” highlighting the importance of the Kurdish community’s “active participation at the national level in order to reach a comprehensive political solution that guarantees the rights of all components of the Syrian people.”

The SDF further stressed the necessity of the return of dis-

placed persons - particularly from Kurdish-majority areas affected by the latest Syrian offensive, as well as those displaced in previous years - to their homes.

The key meeting between Abdi and Barrot took place during a regional tour by the French foreign minister, who met with the Kurdistan Region’s top leadership on Thursday and previously held meetings with Iraqi officials in Baghdad and Syrian officials in Damascus.

Le Monde

Nicolas Bourcier
07 février 2026

En Turquie, trois ans après le séisme qui a tué 54 000 personnes, les procédures judiciaires s’enlisent

Les familles de victimes dénoncent l’extrême lenteur des procédures et l’impunité persistante des responsables. Près de 270 000 personnes vivent encore dans des conteneurs.

Des bouquets de fleurs rouges, un tapis de bougies et des larmes glissant sur les joues. Trois ans après le drame, la douleur est encore vive. En cette veillée d’hommage aux victimes du séisme du 6 février 2023, Kahramanmaras est en deuil. Ils sont plusieurs centaines à venir se presser, debout, dans le froid de la nuit, autour de l’autel dressé par la poignée de survivants de l’immeuble Said-Bey, un des 7 500 bâtiments anéantis, ce jour-là, dans cette ville travailleuse et conservatrice du sud de la Turquie.

C’est ici, à une vingtaine de kilomètres, que l’épicentre du tremblement de terre a été localisé. Selon les données, Kahramanmaras et ses alentours ont enregistré près de 13 000 morts sur les 54 000 recensés officielle-

ment dans les 11 provinces touchées par le séisme. En ville, des fosses communes ont été créées pour enterrer plus de 5 000 corps. Un responsable municipal a mentionné que ce chiffre avait peut-être atteint le double. Les trois quarts du bâti de la cité ont été endommagés ou détruit. Depuis, près de 58 000 unités d’habitations ont été construites, d’après le décompte des services de la présidence, à Ankara. Plus de 430 000 pour l’ensemble de la région sinistrée.

Tuba Erdemoglu est l’organisatrice de cette veillée nocturne. L’effondrement de l’immeuble Said-Bey, deux bâtiments de huit étages, situé sur les hauteurs de Kahramanmaras, a emporté sa sœur, sa mère, son père et son grand-père. A peine huit secondes ont suffi pour

que l’édifice s’écroule sur lui-même, entraînant la mort de 45 personnes. Seuls 25 résidents ont survécu. La plupart sont là, ce soir, autour des photos des défunts, posées à même le sol.

Course effrénée de la rente immobilière

Ensemble, ils ont été parmi les tout premiers à constituer un dossier et à tenter collectivement une action en justice, avec Tuba Erdemoglu comme porte-voix. [Le Monde avait rencontré cette quadragénaire peu avant le premier anniversaire de la catastrophe, lors d’une audience au tribunal de la ville.](#) Avec éloquence et entrain, elle avait raconté comment elle avait récupéré les preuves de malversations sur les ruines de l’immeuble, pris contact avec les experts – sept au total. Mais aussi comment

leur rapport avait jeté une lumière crue sur de nombreux dysfonctionnements, passe-droits et contournements des règles de sécurité lors de la construction du bâtiment. Toutes ces pratiques courantes et pointées depuis des années par les spécialistes, qui dénoncent sans écho ni effet la course effrénée de la rente immobilière.

Deux ans et 10 audiences plus tard, M^{me} Erdemoglu se dit épuisée. « *Nous sommes tous usés jusqu’à la corde. Au lieu de faire notre deuil, on se bat contre l’impunité et la condamnation des responsables. La justice est d’une lenteur désespérante, et la pression qu’elle provoque écrasante.* » Le tribunal a exigé quatre rapports d’expert. Deux juges se sont succédé sur l’affaire du Said-Bey. « *C’est à croire qu’ils ne s’in-*

téressent pas aux preuves accumulées, dit-elle. Chaque audience est comme une première fois, avec cette impression qu'ils font tout pour éviter de s'attaquer aux vraies causes du problème. » Parfois, dans la salle d'audience, elle a l'impression d'être traitée comme une accusée.

Sur les cinq professionnels et techniciens locaux incarcérés et mis en examen les premiers jours, quatre ont été libérés, à l'exception du constructeur et vendeur de l'immeuble, Hasan Çam. L'homme, âgé de 53 ans, est une figure de Kahramanmaraş. Propriétaire d'une chaîne de magasins d'alimentation, il est connu pour sa proximité avec les dirigeants de la ville, bastion du Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir à Ankara. « Pour sa défense, il a répété n'être qu'un simple commerçant, sans savoir ni diplôme, devenu constructeur parce qu'il avait de l'argent. C'est un meurtrier, affirme M^{me} Erdemoglu. Mais il n'est pas le seul. »

« Négligence consciente »

Avec d'autres survivants, cette dernière a contribué à la création de la Plateforme des familles en quête de justice, une association qui regroupe 145 membres. Répartis dans 11 villes touchées par le séisme, ils suivent plus de 250 procès. L'occasion, chaque fois, de pointer le fait qu'aucun haut fonctionnaire chargé de la supervision des projets de construction n'a été poursuivi, ni à Kahramanmaraş ni ailleurs. Selon les sources, plus de 1 300 affaires sont en cours, et près de 1 850 personnes sont poursuivies. Au moins 118 condamnations ont été finalisées à ce stade, mais sous réserve d'appel. N'y figure aucun responsable de l'Etat ayant accordé des permis de construire ou validé des inspections de sécurité.



Des familles de victimes du séisme du 6 février 2023, dans le sud de la Turquie, réclament justice, à Istanbul,, à Istambul, le 1er février 2026. ABDULLAH TEPELI/ZUMA/SIPA

Une des principales causes de cette situation est la loi n° 4483 relative au jugement des fonctionnaires et autres agents publics. Celle-ci oblige les procureurs à solliciter l'autorisation des autorités compétentes avant d'ouvrir des enquêtes sur des fonctionnaires susceptibles d'être pénalement responsables. Ce qui, de fait, limite les procédures. Le ministère de l'intérieur a d'ailleurs refusé de divulguer le nombre de fonctionnaires à propos desquels une autorisation d'enquête avait été accordée, invoquant des raisons de confidentialité.

Dans un procès très suivi à Adıyaman, trois responsables municipaux (adjoint au maire, directeur de l'urbanisme et chef du bureau des permis) ont été condamnés, le 20 janvier, à dix ans de prison chacun pour « négligence consciente » ayant causé la mort de plusieurs personnes. Mais le tribunal ne les a pas placés en détention, ce qui a suscité un fort émoi.

« Chacun doit prendre ses responsabilités »

Début février, la Plateforme des familles en quête de jus-

tice a tenu un rassemblement à Kadıköy, sur la rive asiatique d'Istanbul, pour mettre l'accent sur les problèmes juridiques et les retards dans les procédures en cours. La porte-parole de l'association, Döne Kaya, a déclaré que la justice n'a toujours pas été rendue : « Ce séisme était prévisible, il n'est pas une fatalité. Il est la conséquence de la négligence délibérée des institutions qui n'ont pas pris les précautions nécessaires. Pourquoi je dis cela ? Parce que l'AFAD [agence gouvernementale de gestion des catastrophes et des situations d'urgence], les préfectures de la région et les ministères ont mentionné dans des rapports préparés avec des experts, entre 2020 et 2021, que ce séisme se produirait. »

Seher Eris, l'une des avocates représentant l'association, a précisé que les véritables responsables ne se limitaient pas aux seuls entrepreneurs, mais concernaient toute une chaîne allant « des concepteurs des structures jusqu'aux inspecteurs, en passant par les fonctionnaires ayant délivré les permis et les responsables de l'urbanisme ».

En visite à Kahramanmaraş et dans plusieurs villes de la région, quelques jours avant la venue sur place du président turc, Recep Tayyip Erdoğan, le chef de l'opposition, Özgür Özel (Parti républicain du peuple), n'a cessé de critiquer l'impréparation d'un pouvoir « pourtant alors en place, sans interruption, depuis vingt ans ». Martelant que « chacun doit prendre ses responsabilités », il a aussi longuement écorné le bilan des constructions mis en avant par les autorités. « Si 70 % des promesses de logements ont été tenues, près de 270 000 personnes vivent toujours dans des conteneurs », a-t-il déclaré.

Vendredi matin, à 4 h 17, l'heure précise où a frappé le séisme, Tuba Erdemoglu et les survivants du Said-Bey avaient prévu de clore la cérémonie par le dépôt d'un tapis de fleurs sur les photos des défunts. Sur l'affiche érigée pour l'occasion, on peut lire : « Ce n'est ni un accident ni le destin, c'est un meurtre ! » Prochaine audience au palais de justice de Kahramanmaraş, le 10 avril.



Feb. 07, 2026

President Masoud Barzani, French FM discuss Rojava, regional stability

ERBIL, Kurdistan Region - President Masoud Barzani on Friday received French Foreign Minister Jean-Noel Barrot in Erbil, with developments in northeast Syria (Rojava) and efforts to prevent ethnic conflict topping the agenda, alongside broader discussions on regional security and political stability.

According to a statement from the Barzani Headquarters, Barrot highlighted the roles of President Barzani and French President Emmanuel Macron in encouraging Damascus and the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) to "reach an agreement in Syria." He also praised the preeminent Kurdish leader's "role in addressing challenges in Iraq and the wider region."

For his part, President Masoud Barzani said he spared no effort "to prevent political disagreements from escalating into an ethnic conflict between Kurds and Arabs, and to prevent ethnic cleansing of the Kurdish people in Syria." He



President Masoud Barzani (right) meets with French Foreign Minister Jean-Noel Barrot in Erbil on February 6, 2026. Photo: Barzani Headquarters

also reiterated his support for the agreement between the Syrian government and the SDF, expressing hope that it would provide a foundation for "stability and the resolution of issues at this stage."

The SDF and Damascus on January 29 reached an internationally brokered agreement, following weeks of clashes. Facilitated primarily by France and the United States, the deal aims to end hostilities

and integrate Rojava's civil and military institutions under state authority.

The agreement came after the Syrian Arab Army and affiliated armed groups launched a large-scale offensive in mid-January, seeking to push back the SDF - the de facto military force in Rojava - from areas in northern and northeastern Syria.

Following his meeting with Barrot, President Barzani hosted SDF Commander

Mazloun Abdi, urging both Damascus and the Kurdish-led forces to adhere to the ceasefire and integration agreement.

The leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) further emphasized "the necessity of coordination among all parties to ensure the protection and consolidation of the Kurdish people's rights in Syria in the coming phases, within the framework of the constitution."

Kurdistan au féminin

Le Kurdistan à travers le regard féminin

Sabahattin Kayhan
08 février 2026

L'historique du drapeau kurde : ala rengîn – Kurdistan au féminin

La guerre antikurde en Syrie a fait mobilisé les Kurdes du monde entier, au-delà des frontières du Kurdistan, portant souvent le drapeau du Kurdistan devenu un symbole d'unité kurde par excellence. Mais revenons sur l'histoire de ce drapeau né au XX^e siècle et qui a évolué ensuite, avant de trouver sa forme et couleurs définitives et adopté comme drapeau national par le Kurdistan du Sud sous l'occupation de l'Irak.

L'historique de drapeau kurde : l'*ala rengîn*

L'*ala rengîn* (drapeau multicolore), composé du vert, du rouge et du jaune, est le symbole national le plus largement reconnu du peuple kurde. Son histoire moderne commence au début du XX^e siècle, dans le contexte de l'éveil politique et culturel kurde après la chute de l'Empire ottoman.

Aujourd'hui, le drapeau kurde est particulièrement visible dans les manifestations à travers le monde, notamment lors des rassemblements de soutien aux Kurdes du Rojava. Dans cette région, les Kurdes se sont courageusement battus contre les terroristes de Daech, défendant non seulement leur territoire mais aussi les valeurs de liberté et de coexistence. Cette visibilité internationale du drapeau kurde est en grande partie due à l'utilisation des réseaux sociaux et à la mobilisation active des communautés kurdes, qui ont su créer une véritable conscience et sensibilité autour de leur identité nationale. Le Rojava, symbole de résistance et d'autonomie kurde, est ainsi devenu un point central de ce patriotisme moderne, et le drapeau kurde



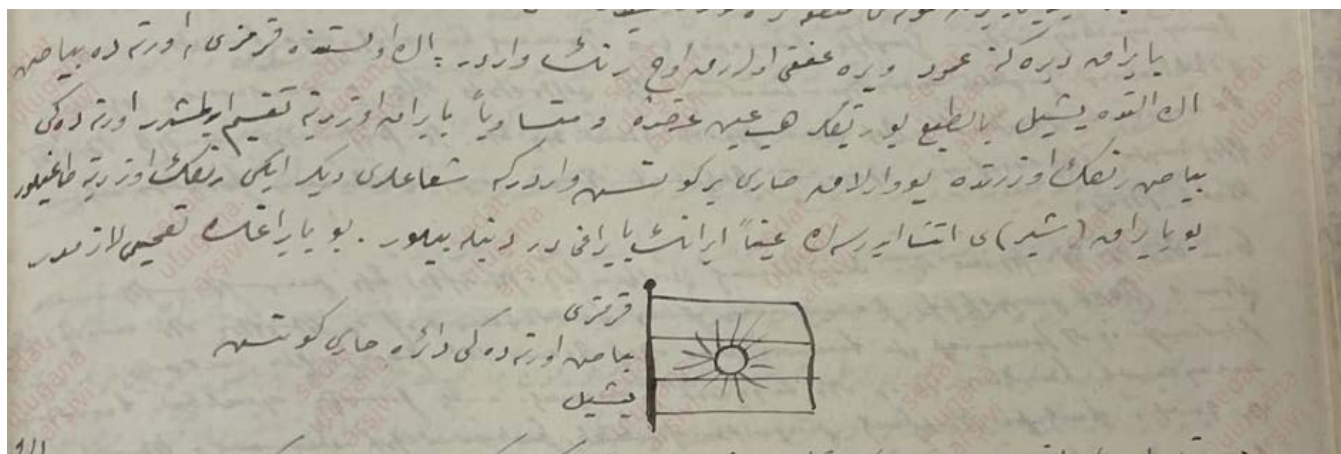
Guerrier sans bras montant la garde devant le drapeau sur le mont Ararat... Malgré la description de Memduh Selim Bey, on peut voir que les couleurs du drapeau sont conçues verticalement et non horizontalement

en est le signe le plus emblématique. Utilisé également par les Kurdes du Sud du Kurdistan, en Irak, ce drapeau est devenu aujourd'hui le symbole de l'unité et de l'identité de l'ensemble du peuple kurde, au-delà des frontières.

Dans cet article, nous nous appuyons sur l'étude de Sedat Ulugana, qui met en lumière l'origine du drapeau Kurde. L'historien Ulugana s'appuie notamment sur une lettre envoyée par Memduh Selim Bey au général Ihsan

Nuri Pacha, chef de la révolte d'Ararat au Kurdistan.

Nous savons avec certitude que le drapeau kurde, que les Kurdes appellent « *ala rengîn* » ou « *kesk û sor û zer* » (drapeau multicolore /



Une copie du drapeau dessiné au stylo noir dans la lettre envoyée par Memduh Selim Bey à İhsan Nuri Pacha

vert, rouge et jaune), possède un passé historique de 105 ans. Au cours de ce processus, ce drapeau a acquis, dans des centaines de chansons, de poèmes, de romans, de pièces de théâtre et de films, des significations symboliques et imagées qui se sont inscrites dans l'âme du peuple kurde.

Dans cette lettre apparaît une définition précise et détaillée du drapeau kurde.

Jusqu'à aujourd'hui, la seule source connue concernant l'histoire de la conception du drapeau en question était une phrase rapportée par Kadri Cemil Pacha. Or, une lettre issue des archives du Taşnaksütyun prouve de manière définitive que le drapeau a été conçu en 1920. Cette lettre a été envoyée par Memduh Selim Bey depuis Beyrouth à İhsan Nuri Pacha, représentant militaire de Hoybûn au mont Ararat, connu sous le nom de code « Cemşid ».

Dans cette lettre datée du 21 janvier 1928, nous voyons à la fois le récit du processus de conception du drapeau ainsi qu'un croquis rapide de celui-ci, dessiné à la hâte au crayon noir. Memduh Selim Bey y déclare que le drapeau kurde a été conçu pour la première fois en 1920, à Istanbul ; il demande que les débats autour du drapeau kurde prennent fin et exige que ce drapeau soit accepté sans condition par le comité

de résistance du mont Ararat « Dans la décision qu'il a prise concernant le drapeau national kurde, le Premier Congrès kurde a accepté le drapeau qui avait été conçu en 1920 au sein de l'organisation kurde d'Istanbul. La raison en est la suivante : ledit drapeau avait alors été accepté à Istanbul par l'ensemble des Kurdes et avait été officiellement présenté aux consulats et aux représentants spéciaux des grandes puissances présents à Istanbul, par lesquelles il a été reconnu comme drapeau kurde.

Par ailleurs, ce drapeau a été envoyé par lettre dans divers lieux d'Europe et d'Amérique, où il a été reconnu de la même manière sur le plan officiel. D'un autre côté, il a été imprimé, diffusé et distribué auprès de nombreux Kurdes. Ainsi, le drapeau kurde qui s'est répandu et a été accepté à cette époque possède une histoire de huit années.

Bien que cette question soit d'une très grande valeur, elle ne saurait en aucun cas être négligée ; c'est sur cette base que le congrès a accepté ledit drapeau tel quel, sans discussion. Les décisions du congrès étant celles de l'ensemble de la nation, il n'est désormais plus possible de débattre de la question du drapeau, et ledit drapeau a été accepté comme le drapeau national des Kurdes.

La forme du drapeau est la suivante : successivement, rouge, blanc et vert. Ces trois couleurs sont disposées le long de la hampe du drapeau. Au centre de la bande blanche se trouve un soleil jaune, d'une forme parfaitement circulaire et d'un dessin exceptionnel. Sur le drapeau, les rayons du soleil s'étendent vers le haut dans le rouge et vers le bas dans le vert. Pour l'instant, un modèle réalisé à la hâte vous a été envoyé. »

Cependant, le drapeau en question ressemblait beaucoup au drapeau iranien de l'époque. On peut dire que le mouvement kurde de cette période, qui n'hésitait pas à exprimer une forte sympathie envers l'Iran dans le cadre du thème « aryen », a également cherché à établir une similarité à travers le symbole national. À cette fin, il ne faut pas écarter la possibilité que l'on ait voulu concevoir un drapeau proche de celui de l'Iran de l'époque. En effet, Memduh Selim Bey, en décrivant le drapeau, déclarait : « Si nous y ajoutons le *shîr* (le lion), on pourrait dire qu'il s'agit exactement du drapeau de l'Iran. »

Une différence qui distinguait le drapeau kurde conçu de celui de l'Iran, portant un lion avec le soleil dans son dos, résidait dans l'inversion des couleurs rouge et vert. Néanmoins, ces deux drapeaux, malgré leur ressemblance, reposaient — quant aux signifi-

cations attribuées aux couleurs et au symbole solaire — sur une doctrine mythologique commune issue de l'ancienne croyance zoroastrienne et d'un arrière-plan historique remontant aux empires mède et perse.

En effet, entre 1925 et 1979, l'Iran utilisait un drapeau tricolore composé de rouge, de blanc et de vert, au centre duquel figuraient un lion tenant une épée et un soleil. Sur ce drapeau, le lion symbolisait Rostam-e Zâl, l'un des héros légendaires de la mythologie iranienne. Quant au soleil, il était considéré comme représentant l'« Iranzemin » (une région-noyau existant depuis l'Empire perse historique jusqu'à aujourd'hui) ainsi que le légendaire roi iranien Jamshid.

Les Kurdes, pour leur part, ont attribué à ces couleurs et au soleil des significations différentes : le « rouge » représente pour eux le sang des martyrs et la couleur de la révolution ; le « vert », la fertilité des terres kurdes ; le « blanc », la paix ; et le « soleil », le bien-être ainsi que la religion ancestrale qu'est le zoroastrisme.

Le drapeau envisagé par İhsan Nuri pour l'administration qu'il avait mise en place à Ağrı portait une forte thématique islamique. Dans une lettre datée du 1^{er} août 1928 qu'Ardeşir Muradyan, représentant du Taşnaksütyun pour

la résistance du mont Ararat, adressa au représentant du parti à Hoy, ledit drapeau est décrit comme suit :

« Il faut préparer un drapeau en bon tissu. Le fond du drapeau sera noir. Le soleil placé dans le coin, ses rayons et l'inscription au-dessus seront blancs. Le soleil et l'inscription seront réalisés sous forme de broderie à la main. La couleur et la forme du drapeau ont été spécialement choisies afin d'avoir un impact sur les foules. Le noir symbolise avant tout l'étendard du prophète, ainsi que la situation politique profondément sombre du peuple kurde ; quant au rayon du soleil, il représente l'avenir et la victoire de la cause kurde. »

Tandis que les témoins de l'époque évoquent un drapeau de couleur « blanche », selon

la presse turque de l'époque, à partir de l'année 1930, le drapeau qui était arboré par les insurgés dans ladite région et dans les environs de Zilan avait un fond vert. Sur ce drapeau étaient inscrits le premier verset de la sourate Al-Fath (إِنَّا فَتَحْنَا لَكَ فَتْحًا مُبِينًا) – Innâ fatahnâ laka fathan mubînâ(n) / « En vérité, Nous t'avons accordé une victoire éclatante » ainsi que le hadith (إِنَّ الْجَنَّةَ تَحْتَ بَارِقَةِ السُّيُوفِ) / Al-jannatu tahta zîlâli al-suyûf / « Le paradis se trouve sous l'ombre des épées »).

Toujours selon cette presse, ces drapeaux auraient été retrouvés sur des insurgés blessés faits prisonniers, puis envoyés au corps d'armée afin d'être examinés. Or, en réalité, l'étendard évoqué comme le drapeau de la République du mont Ararat était un fanion

correspondant à un emblème que les forces kurdes ayant pris part à l'insurrection portaient sur leurs coiffes.

Cet emblème constituait la face avant d'une médaille en or ou en argent qu'Ihsan Nuri avait remise à certains combattants en raison de leurs succès militaires. Ihsan Nuri précise d'ailleurs explicitement cet élément dans ses listes de commandes.

Après que la description et le croquis du drapeau kurde aient été envoyés au mont Ararat, le comité de résistance a commandé via le bureau du Taşnaksûtyun à Hoy de grandes quantités de tissus verts, rouges, blancs et jaunes. En examinant les listes de commandes de l'administration de l'insurrection d'Ağrı pour l'année 1928, on constate

que presque chaque liste comportait des tissus de ces couleurs. D'après les documents, l'été 1928 a vu le drapeau kurde fabriqué conformément aux conditions fixées par Hoybun et arboré.

Cependant, si l'on examine la seule photographie connue prise à Ağrı sur laquelle le drapeau apparaît, on constate que, malgré la description de Memduh Selim Bey, les couleurs y sont disposées verticalement et non horizontalement. En effet, quelque temps plus tard, un exemplaire du drapeau envoyé depuis Beyrouth est arrivé à Ağrı et l'erreur a été corrigée.

Ainsi se dessine l'histoire du drapeau kurde, conçu à Istanbul en 1920 et dont l'ombre, tangible ou imaginaire, s'est projetée sur le peuple kurde.



Feb.09,2026

Over 1,500 children held in Rojava camp housing ISIS families

ERBIL, Kurdistan Region – The fate of more than 1,500 children from families affiliated with the Islamic State (ISIS) remains uncertain as they are held by Kurdish authorities in Roj camp in northeast Syria (Rojava). Many of the children have been radicalized.

A Rudaw team was granted rare access to the camp on

Sunday. The radicalized children approached the team with suspicion, and some attempted to attack them.

Many of the children know little or nothing about their fathers or their roots, and some refused to reveal their names.

An 11-year-old said he is from Azerbaijan but added that he

has never seen his father.

"Neither I nor you know," another child said when asked about his father's name.

Mohammed was the only child who shared his name with the team. He, too, said he does not know his father. According to data from the administration of al-Roj camp

in eastern al-Hasaka province, out of a total of 2,201 camp residents, more than 1,500 are children whose parents come from 53 countries around the world.

Ranja Jamal contributed to this article from Hasaka, Syria.

La dialectique de l'oppression entre l'Iran et l'Irak

Depuis l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, le régime des ayatollahs dispose dans le pays voisin d'une profondeur stratégique qui facilite la répression de la contestation en Iran même, analyse l'historien Jean-Pierre Filiu dans sa chronique.

En septembre 1980, la République islamique d'Iran semble à bout de souffle. L'ayatollah Khomeyni, qui l'a établie un an et demi plus tôt par le renversement du Shah, est contesté de toutes parts et affaibli par les luttes de faction.

Saddam Hussein, maître absolu de l'Irak voisin, croit le moment propice pour porter le coup de grâce à l'éternel rival de Bagdad. Mais l'invasion irakienne de l'Iran, loin d'affaiblir le régime des ayatollahs, suscite une mobilisation patriotique, y compris au sein de la minorité arabe d'Iran. Une telle agression extérieure aura ainsi paradoxalement sauvé la République islamique, dont les [gardiens de la révolution](#) deviennent le bras armé. Israël apporte [un soutien aussi discret que déterminant](#) au régime des ayatollahs, au nom d'une hostilité partagée à la plus puissante armée arabe qu'est celle de l'Irak.

En juillet 1982, les troupes iraniennes renversent le cours de la guerre en envahissant à leur tour l'Irak, provoquant cette fois un sursaut de solidarité nationale au sein de la population irakienne, pourtant majoritairement chiite. La guerre s'achève, en août 1988, sur le rétablissement du statu quo, malgré un effroyable bilan d'un demi-million de morts en Iran et d'un quart de million en Irak. La frontière d'empires qu'Ottomans et Perses ont tracée en 1639 est ainsi restaurée entre l'Iran et l'Irak.



Des soldats irakiens, devant un portrait de l'ayatollah Khomeyni criblé de balles, dans la péninsule d'Al-Faw, au sud-est de l'Irak, le 20 avril 1988. MIKE NELSON/AFP

Le basculement de 2003

L'invasion, puis l'annexion du Koweït par l'Irak, en août 1990, entraîne la constitution, sous l'égide des Etats-Unis, d'une coalition qui, six mois plus tard, libère l'émirat après une offensive éclair. Mais l'armée américaine, qui a encouragé la population ira-

kienne à se soulever contre Saddam Hussein, préfère maintenir celui-ci en place au nom de la restauration du statu quo.

Des dizaines de milliers d'insurgés, majoritairement chiites, sont ainsi massacrés par la dictature irakienne en toute impunité. Ce bain de

sang affaiblit durablement l'opposition intérieure, laissant le champ libre aux partis pro-iraniens. Ils développent leurs réseaux en Irak à la faveur de l'invasion américaine de mars 2003 et du renversement de Saddam Hussein.

A bien des égards, Washington a brisé par son occupation la frontière historique qui prévalait depuis près de quatre siècles entre l'Iran et l'Irak, livrant celui-ci à l'emprise multiforme de celui-là. Les gardiens de la révolution, fer de lance de la guerre contre l'Irak de 1980 à 1988, deviennent celui de la pénétration de l'Iran en Irak.

La répartition du pouvoir que les Etats-Unis instituent en Irak entre chiites, sunnites et Kurdes fait le jeu des partis disposant à la fois d'une milice agressive et d'une clientèle communautarisée. Les formations soutenues par l'Iran tirent le plus grand bénéfice de cette dynamique confessionnelle. [Nouri Al-Maliki](#), le candidat des gardiens de la révolution, devient ainsi l'homme le plus puissant d'Irak en tant que [premier ministre en mai 2006](#).

Peu importe à Téhéran que le sectarisme de Nouri Al-Maliki fasse le lit des djihadistes de l'Etat islamique en Irak, devenu en avril 2013 l'Etat islamique en Irak et en Syrie (désigné dès lors sous son acronyme arabe de Daech). Certes l'offensive de Daech dans le nord de l'Irak, à l'été 2014, contraint enfin Nouri Al-

Maliki à la démission. Mais les milices mobilisées pour contrer l'avancée djihadiste sont largement contrôlées par les gardiens de la révolution.

C'est ainsi que les Etats-Unis, après avoir offert en 2003 leur couverture institutionnelle à la mainmise iranienne sur l'Irak, accordent, une décennie plus tard, leur couverture aérienne à l'infiltration des gardiens de la révolution dans tout le pays.

L'échec du soulèvement anti-iranien de 2019

Les milices pro-iraniennes, loin de désarmer après la défaite de Daech en Irak, en juillet 2017, étendent leurs réseaux d'intimidation et de corruption, sur fond de contournement en Irak des sanctions internationales contre l'Iran. Leur pouvoir va bien au-delà

des 48 députés (sur 329) élus sous leur bannière aux législatives de mai 2018.

Et c'est dans les zones majoritairement chiites de Bagdad et du sud du pays que leur arbitraire est le plus durement ressenti, d'où, en octobre 2019, [le soulèvement d'une partie de la population chiite contre la tutelle iranienne](#).

Une des places les plus importantes de la capitale est occupée par les contestataires, tandis que des représentations iraniennes sont attaquées dans le sud du pays. Mais une forme locale d'« escadrons de la mort » liés aux gardiens de la révolution assassine des centaines de manifestants irakiens, assénant un coup terrible à la mobilisation de la société civile.

Frappe américaine

Les Etats-Unis de Donald Trump laissent sévir la répression, avant de décider de tuer, dans un bombardement à Bagdad, en janvier 2020, le commandant des gardiens de la révolution et un de ses alliés irakiens. Cette frappe américaine permet aux partis pro-iraniens de se poser en défenseurs de la patrie irakienne, en dépit de leur allégeance structurelle envers Téhéran.

C'est cette même dialectique de l'oppression qui continue d'écraser les peuples entre l'Iran et l'Irak. Le régime des ayatollahs vient d'infliger un épouvantable carnage à la population iranienne, avec des milliers, voire des dizaines de milliers de morts dans l'écrasement d'une contestation pourtant pacifique. Les gar-

diens de la révolution sont en effet prêts à tout pour conserver leur pouvoir sans partage en Iran, ordonnant à leurs supplétifs en Irak de s'abstenir de provoquer Israël, ne serait-ce que pour préserver leurs réseaux d'influence et de trafic.

C'est ainsi que [Nouri Al-Maliki est aujourd'hui le candidat](#) le plus sérieux à la présidence du gouvernement en Irak. L'homme de Téhéran à Bagdad peut même dénoncer les « *ingérences* » de la Maison Blanche, qui s'oppose publiquement à sa nomination. Une fois de plus, l'aveuglement de Washington, qui a littéralement livré l'Irak à l'Iran depuis deux décennies, demeure le principal atout du régime des ayatollahs dans la vassalisation de ce pays qui lui avait tant résisté.



Feb,09.2026

Syrian state delegation visits Qamishli airport

ERBIL, Kurdistan Region - A delegation from the Syrian interim government on Sunday visited the Qamishli airport to discuss the future of the facility with Kurdish forces who currently control it.

The two sides held a meet-

ing, which lasted for an hour, but did not reveal its outcome to the media.

However, sources who attended the meeting speaking to Rudaw on the condition of anonymity, said the state and Kurdish officials agreed that Kurdish Asayish forces will be

tasked with the protection of the airport and state-affiliated security forces will be based in a room in the airport for coordination purposes.

All former employees will return to their jobs, according to the deal.

Rudaw spoke to two members of Asayish but they refused to comment on the meeting.

Next week, a delegation from the Syrian Civil Aviation Authority is set to visit the site to carry out renovations. Later, flights will be resumed at the airport.

En Syrie, la laborieuse mise en œuvre de l'accord entre les forces kurdes et les autorités gouvernementales

Les mesures de désescalade, qui devaient conduire au retrait de l'armée syrienne et des Forces démocratiques syriennes de leurs positions respectives, peinent toujours à se concrétiser.

D'abord lointain, le son du bourdonnement caractéristique d'un drone a soudainement couvert le sifflement du vent, jeudi 6 février, sur le Tell Kawkab, une colline stratégique qui domine, à 526 mètres d'altitude, l'agglomération de Hassaké et sa plaine du nord-est de la Syrie. « C'est l'un des nôtres », assure une combattante des Unités de protection de la femme (YPJ) qui, quelques minutes plus tard, n'en est plus tout à fait certaine.

Depuis cette ex-base de l'ancien régime, reprise par les Forces démocratiques syriennes (FDS) à la chute de Bachar al-Assad, en décembre 2024, les forces kurdes dominent les positions de la nouvelle armée syrienne et la ligne de front qui enserrait Hassaké. De cette éminence, la seule de la région, aucun mouvement n'échappe aux combattants qui surveillent la plaine en contrebas. La veille au soir, une tentative d'infiltration d'une petite colonne de militaires envoyées par Damas a été stoppée à un jet de pierre de Tell Kawkab, selon l'officier qui commande la position. Après un échange de tirs « à l'arme légère », précise-t-il.

Huit jours après avoir signé un accord de cessez-le-feu, le 30 janvier, au terme de trois semaines de combats qui ont vu l'armée gouvernementale s'approcher du cœur des territoires à peuplement



Une combattante des YPJ (brigade féminine des forces kurdes du Rojava) près d'Hassaké, sur une position face aux forces armées du gouvernement syrien de Hamed Al-Charaa, le 5 février 2025. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

kurde de la région de la Djézireh (nord-est), les combattants kurdes du Rojava, comme ceux de Damas, restent en état d'alerte. Les premières mesures de désescalade, qui prévoyaient que l'armée syrienne et les FDS se retirent des positions qu'elles occupent l'une en face de l'autre, peinent à se matérialiser.

Première rencontre

Vendredi 6 février, une première délégation du ministère syrien de la défense s'est rendue à Hassaké, la plus grande ville du Nord-Est syrien encore contrôlée par l'administration autonome dominée par les

kurdes. C'est la première rencontre entre responsables militaires de Damas et des FDS, amenées à se fondre dans la nouvelle armée. Au menu : la délimitation des zones de positionnement des forces du ministère de la défense et la définition des distances séparant les deux parties. Et ce, « afin de garantir une coordination militaire fluide entre les deux parties », selon des sources militaires citées par le correspondant local du média syrien *Enab Baladi*.

Il s'agirait d'éviter tout nouvel accrochage sur le terrain durant une phase de transition qui devrait déboucher, à terme, sur l'intégration dans

l'armée syrienne des FDS, au sein d'une nouvelle division comprenant trois brigades dans la province de Hassaké. Une quatrième brigade devrait être créée dans la région de Kobané, une enclave aujourd'hui assiégée par les forces de Damas. Selon les forces kurdes, les discussions « se poursuivaient toujours » dans la soirée de vendredi.

« Un canal de communication directe est enfin mis en place, c'est un pas en avant », estime Nawroz Ahmad, une des fondatrices des YPJ et membre du commandement général des FDS, rencontrée sur l'une des bases de la formation. « Le cessez-le-feu reste pré-

caire. Ils essaient d'avancer un peu partout dans les villages et les zones tampons qui séparent nos lignes. Nous nous sommes positionnés pour leur faire face », explique-t-elle, en soulignant que le retrait des forces de Damas de la ligne de front afin d'y faire baisser la tension est un préalable à l'ouverture de négociations concrètes sur l'intégration des FDS au sein de la nouvelle armée. Celles-ci s'annoncent ardues.

« Nous sommes pour l'instant tombés d'accord sur les grandes lignes. Mais tout va être matière à interprétation. A commencer par la taille des futures brigades : nous n'avons pas la même organisation militaire, nos structures sont différentes. Nos brigades n'ont pas les mêmes effectifs que les leurs, qui sont plus

petites », explique-t-elle. Autre pierre d'achoppement, la présence des femmes dans l'armée : un marqueur identitaire et idéologique pour la formation kurde. « Des premières discussions sont en cours, mais les gens de Damas rechignent pour l'instant à adopter une position claire, ajoute Nawroz Ahmad. J'espère qu'ils seront flexibles pour ne pas risquer de bloquer les négociations. Pour nous, c'est une ligne rouge. »

Au conseil militaire de la ville de Cil Axa, située à 55 kilomètres à l'est de Kamechliyé, Bahrooz Tolhidan (« Revanche »), l'un des fondateurs des Unités de protection du peuple (YPG) – qui donnèrent naissance, en 2015, aux FDS – semblait loin, le 4 février, des négociations entre l'état-major kurde et le comman-

dement de l'armée syrienne. L'explosion d'une mine dans les environs venait de blesser grièvement un paysan et de tuer sa vache. Et une petite bourgade, Safa, située dans la zone tampon qui sépare les positions des deux parties, monopolisait son attention. Affairé à la radio, Bahrooz Tolhidan tentait de négocier avec l'armée un aller-retour express à Safa, afin d'y récupérer les dépouilles de deux de ses combattants, tués quelques heures avant le cessez-le-feu, le 30 janvier. La question de la restitution des corps et le décompte des tués, disparus ou faits prisonniers dans les deux camps, irrite : « Nous avons 150 martyrs confirmés, mais nous ne savons pas combien des nôtres sont morts exactement. C'est douloureux pour nous, car ce sont nos compagnons

d'armes, et c'est douloureux pour leurs familles », précise Nawroz Ahmad, qui cite le cas d'une combattante des YPJ un temps présumée morte, mais qui s'avère être détenue par l'armée syrienne. « Nous avons commencé à leur rendre les corps de leurs soldats. La prochaine étape des discussions doit porter sur des échanges de détenus », ajoute-t-elle.

A Cil Axa, Bahrooz Tolhidan, revoyait, lui, les années défilier en sens inverse : « J'ai l'impression de faire un bond en arrière en 2013. » Après s'être retirées de près de 80 % des territoires qu'elles contrôlaient avant janvier 2026, les FDS sont aujourd'hui confinées dans un réduit à la taille similaire de celui que les YPG défendaient treize années plus tôt.



Feb 9, 2026

ISIS members transferred to Iraq include those accused of crimes against Yazidis

ERBIL, Kurdistan Region - Thousands of Islamic State (ISIS) militants who are being transferred from Syria to Iraqi prisons include individuals accused of committing atrocities against the Yazidi community, an Iraqi official said on Sunday.

Ali Dhia, assistant head of Iraq's National Center for International Judicial Cooperation (NCIJC), an affiliate of the Iraqi Supreme Judicial Council, told state-run Iraqi News Agency (INA) that among the 7,000 to 8,000 ISIS prisoners being transferred to Iraq are "individuals who committed crimes against

our Yazidi people, as well as those involved in crimes involving the use of chemical weapons in Iraq during the period of ISIS control."

Iraq has launched preliminary investigations on those prisoners who have arrived in the country.

«Preliminary investigations have revealed that a number of them are considered highly dangerous, are leaders within ISIS terrorist gangs, and are perpetrators of genocide and crimes against humanity against Iraqi components,» Dhia said.

According to the official, the

investigation and trial process began late January, following the transfer of ISIS detainees from the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF)-controlled areas in northeast Syria (Rojava).

In mid-January, the Syrian Arab Army and allied armed groups advanced into areas held by the SDF across several northeastern cities.

The SDF, which serves as the de facto military force in Rojava and key ally of the US-led Global Coalition to Defeat ISIS, had previously liberated these areas, maintaining control to prevent an ISIS resurgence.

After weeks of intense clashes, the SDF and Damascus announced on January 29 that they had reached an internationally brokered agreement to end hostilities and integrate Rojava's civil and military institutions, including the Kurdish-led forces, into state institutions.

As of Friday, Iraq has transferred 2,250 jailed ISIS militants into the country by air and land as part of an ongoing operation coordinated with the US-led international coalition, Iraqi Security Media Cell spokesperson Saad Maan told Rudaw on Saturday.

According to Dhia, the suspects hail from 42 different countries, and "their extradition to their home countries cannot be discussed until the investigations are completed, which is expected to take four to six months."

Dhia also said that «the task of investigating the suspects transferred from Syria to Iraq was assigned to the First Karkh Investigative Court, which is the court specialized in terrorism cases.»

ISIS in June 2014 seized large parts of northern and western Iraq. By August, the group launched a brutal campaign against the Yazidi community in northern Iraq's Shingal (Sin-

jar), killing an estimated 5,000 to 10,000 Yazidi men and older women, and abducting 6,000 to 7,000 women and girls for sexual slavery and human trafficking.

A total of 3,593 survivors have since been rescued, according to the Office of Rescuing Abducted Yazidis - an affiliate of the Kurdistan Region's presidency - as efforts continue to locate those still missing.

Yazidi representatives in the Kurdistan Region have confirmed they are preparing legal complaints against ISIS members accused of targeting their community.

Saud Misto, head of Yazidi Affairs at the Region's Ministry of Endowment and Religious Affairs, told Rudaw on Monday that while authorities are aware the militants transferred to Iraq "are perpetrators of the genocide against the Yazidis," their identities "have not been disclosed as of today."

«We will certainly follow up on those ISIS militants accused of crimes in Shingal and against the Yazidi people, and we will file legal lawsuits against them," Misto added.

For his part, Hussein Qaidi, head of the Office of Rescuing Abducted Yazidis told Rudaw on Monday that the UN In-

vestigative Team to Promote Accountability for Crimes Committed by ISIS (UNITAD) and the Ministry of Interior have gathered thousands of documents.

«Whether in Iraq or any other country, if necessary for the trial of ISIS militants, all evidence will be made available," he said.

The Iraqi judiciary has emphasized that all trials will be conducted exclusively under Iraqi law, and the detainees had not faced prior trials in Syria, according to Dhia.

Le Monde

09 février 2026

Javad Emam, porte-parole du camp réformateur en Iran, a été arrêté par les gardiens de la révolution

Plusieurs personnalités ont par ailleurs été interpellées ces derniers jours pour leur contribution à un message critique du pouvoir, écrit dans la foulée des manifestations réprimées en janvier.

Les gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique d'Iran, ont arrêté Javad Emam, le porte-parole du front des réformateurs, la principale coalition du camp réformiste, ont rapporté lundi 9 février des médias iraniens.

« Des agents des gardiens de la révolution se sont rendus au domicile de Javad Emam (...) aux premières heures de la matinée » dimanche puis « l'ont arrêté », écrit le quotidien réformateur *Shargh* ainsi que l'agence de presse Fars.

Javad Emam a été en 2009

l'un des responsables de campagne de Mir Hossein Moussavi, figure de l'opposition iranienne et ancien premier ministre, assigné à résidence depuis 2011. Son arrestation s'ajoute à celles, dimanche, de trois autres personnalités du camp réformateur.

Il s'agit d'Azar Mansouri, âgée de 60 ans, cheffe depuis 2023 du front des réformateurs et ex-conseillère de l'ancien président réformateur Mohammad Khatami (1997-2005). Après le début des manifestations en décembre en Iran, initialement déclenchées par le marasme économique, elle avait sou-

tenu les protestataires.

Plusieurs arrestations

Ebrahim Asgharzadeh, un ancien membre du Parlement, et Mohsen Aminzadeh, un ancien responsable aux affaires étrangères, ont également été arrêtés.

Mizan, l'agence du pouvoir judiciaire, avait fait état dimanche de plusieurs arrestations, mais sans donner de noms. Elles sont intervenues après une « enquête sur les (...) activités de certains éléments politiques importants soutenant le régime sioniste [Israël] et les Etats-Unis », avait souligné Mizan.

Le camp réformateur a largement soutenu le président [Massoud Pezeshkian lors de la campagne présidentielle de 2024](#).

Plusieurs personnalités ont par ailleurs été arrêtées ces derniers jours pour leur contribution à un message critique du pouvoir, écrit dans la foulée des manifestations réprimées en janvier. Le cinéaste Mehdi Mahmoudian, scénariste du film *Un simple accident*, Palme d'or à Cannes en 2025, en fait partie. Les cinéastes iraniens Jafar Panahi et Mohammad Rasoulof ainsi que

Narges Mohammadi condamnée en Iran : la France exige la libération de la lauréate du prix Nobel de la paix 2023

Paris appelle à la libération de cette « inlassable défenseuse » des droits humains, arrêtée le 12 décembre à Machhad avec d'autres militants après avoir pris la parole lors d'une cérémonie en hommage à un avocat retrouvé mort.

L'Iran a « fait de nouveau le choix de la répression et de l'intimidation », a déploré, lundi 9 février, le ministère des affaires étrangères français, après l'annonce des deux condamnations visant la lauréate du prix Nobel de la paix 2023, Narges Mohammadi, pour un total de sept ans et demi de prison.

Un tribunal iranien a condamné Narges Mohammadi à une peine de six ans de prison, a déclaré dimanche son avocat à l'Agence France-Presse (AFP), « pour rassemblement et collusion en vue de commettre des crimes », a dit Mostafa Nili. Narges Mohammadi a été condamnée dans une autre affaire à un an et demi de prison pour « activités de propagande » et à deux ans d'exil dans la ville de Khosf, dans la province orientale du Khorasan du Sud, a précisé l'avocat.

Paris appelle à la libération de cette « inlassable défenseuse » des droits humains, âgée de 53 ans, arrêtée le 12 décembre dans la ville de Machhad (Nord-



Photo sans date ni lieu de la militante iranienne des droits humains Narges Mohammadi fournie par sa fondation le 2 octobre 2023. - / AFP

Est) avec d'autres militants après avoir pris la parole lors d'une cérémonie en hommage à un avocat retrouvé mort.

Sa fondation a alerté sur l'état de santé de la militante, qui avait entamé une grève de la faim le 2 février pour protester contre ses conditions de détention et l'interdiction de téléphoner à ses avocats et sa famille. Elle « a mis fin à sa grève de la faim aujourd'hui [dimanche 8 février] à son

sixième jour, alors que des informations indiquent que son état physique est profondément inquiétant », a fait savoir la fondation.

Elle avait été arrêtée quelques semaines avant le déclenchement du mouvement de contestation populaire, réprimé dans le sang par les autorités. Ces vingt-cinq dernières années, M^{me} Mohammadi a été à plusieurs reprises jugée et emprisonnée pour son engagement contre la peine de mort et le code

vestimentaire strict pour les femmes en Iran.

Elle a passé une grande partie de la dernière décennie derrière les barreaux et n'a pas vu ses deux enfants, qui vivent à Paris, depuis 2015. En décembre 2024, elle avait été libérée pendant trois semaines pour raisons médicales, liées à « son état physique après l'ablation d'une tumeur et une greffe osseuse », selon son avocat



Recueilli par Hamdam Mostafavi
10 février 2026

Kheiron «Ce qui me lie à l'Iran, c'est un attachement profond à la liberté»

Né en Iran, l'humoriste exprime pour «Libération» son émotion face à l'ampleur des massacres qui ont touché les manifestants iraniens. Et analyse les divisions au sein de la diaspora.

L'humoriste Kheiron avait abordé son histoire personnelle avec l'Iran dans le film *Nous trois ou rien*, sorti en 2015, avec Leïla Bekhti dans le rôle de sa mère et lui-même dans le rôle de son père. Militants contre le chah, les parents de Kheiron ont participé à la révolution de 1979, mais ont dû fuir le pays en 1984 lorsque les mollahs ont commencé à persécuter les activistes de gauche. En dehors de ce film, qui relate l'histoire de sa famille, celui qui est aussi réalisateur et metteur en scène reste en général plutôt discret sur son lien avec le pays où il est né en 1982. Mais l'ampleur des massacres en Iran ainsi que les coupures d'Internet les 8 et 9 janvier l'ont poussé à s'exprimer davantage. Sa prise de parole en début de mois sur LCI et le 29 janvier sur France Inter a fait réagir, notamment au sein de la communauté iranienne en exil. Pour Libé, il revient sur son rapport avec l'Iran et sur son sentiment face aux événements.

On vous a vu récemment dans les médias aborder la situation en Iran, où plusieurs milliers de personnes ont été massacrées lors des manifestations récentes, alors que jusque-là, vous étiez plutôt discret sur la question iranienne ?

J'avais le sentiment qu'en réalisant *Nous trois ou rien*,

c'était le plus grand engagement possible sur ce sujet. Cela fait des années que je reçois des vagues de harcèlement à chaque fois qu'il se passe quelque chose de médiatique en Iran, en tout cas quelque chose qui arrive jusqu'en France, et je ne m'exprime pas forcément à chaque fois. Il faut se rappeler que le régime auquel les Iraniens font face, c'est tous les jours, pas seulement lorsqu'on en entend parler. Je pense qu'il devenait nécessaire de partager, car là, il y avait une urgence, pas d'Internet, et dans ce sens ma voix compte, même si je sais que je ne vais pas avoir un gros impact. Si je peux, par mes interventions médiatiques, faire parler de cette situation-là, voilà pourquoi cette fois-ci je prends la parole. Parce qu'il y a une urgence, des gens sont morts et par milliers.

Quel est votre ressenti personnel face aux massacres en Iran, dont l'ampleur est chaque jour révélée un peu plus ?

On peut difficilement faire plus grosse injustice : il y a d'un côté des gens qui manifestent pacifiquement et de l'autre un gouvernement armé jusqu'aux dents, à la pointe de la technologie militaire, qui leur tire dessus. C'est pire que dans d'autres pays, car ils avaient coupé Internet. C'est une folie. Ils ont montré franchement qu'ils ne voulaient pas de témoins et s'emparer du narratif. Je n'ai pas le souvenir d'avoir vu ça ailleurs. Couper Internet, ce huis-clos, c'est un vrai choc, la plus grosse preuve de préméditation de la part des autorités.

Tellement cynique, tellement cruel, tellement à l'image de ce que ce gouvernement fait subir à cette population depuis quarante-sept ans maintenant. Cela montre qu'ils peuvent aller encore plus loin dans la cruauté, et qu'il n'y a pas de limites. Le peuple n'est pas un sujet pour les gouvernants de ce pays.

Comment décririez-vous votre rapport personnel à l'Iran ?

Déjà je parle farsi couramment. Le problème, c'est que je ne le parle qu'avec mes parents, donc je ne connais aucune insulte ! Donc tous les messages d'insultes que je reçois en persan, je ne les comprends pas. La gastronomie iranienne bien sûr, avec ma mère qui cuisine mieux que dans les restaurants iraniens. J'ai aussi un tapis de l'époque où mon père était bébé, c'est le seul vestige matériel que j'ai de l'Iran.

Mais ce qui me rattache à l'Iran, ce n'est pas perceptible : c'est cet attachement profond que j'ai à la liberté, dans mon ADN, à tous les niveaux dans ma vie. Cela vient de mes parents et de ce qu'ils ont vécu en Iran. Ils m'ont transmis le fait que tout est politique, même ce qu'on n'attend pas, y compris dans l'art. Toute ma lecture du monde est politique. J'ai l'habitude de toujours prendre un énorme recul pour visualiser les choses.

J'ai compris dès petit que je n'aurai pas un seul métier, une seule vie, parce que j'ai été éduqué par des personnes qui ont recommencé trois fois leur vie. J'ai appris aussi à mettre mes principes

avant mes intérêts. Mon père à l'époque aurait pu collaborer avec les gouvernements en place, avoir un poste de ministre et être riche, mais mes parents ont choisi leurs principes et pas leurs intérêts, de repartir à zéro dans deux pays différents, d'être fidèles à ce qu'ils sont, et c'est profondément ancré en moi. Mon rapport à l'Iran est là.

Y a-t-il des figures iraniennes qui vous inspirent ?

J'aime beaucoup l'actrice Golshifteh Farahani, une femme très courageuse, aussi pour son talent, pas seulement pour son combat, mais aussi pour sa capacité à exceller dans son art. J'ai bien sûr adoré Persepolis, de Marjane Satrapi, j'avais le sentiment qu'elle racontait mon histoire. Le compositeur de la musique de *Game of Thrones* Ramin Djawadi est tellement talentueux tout comme l'humoriste irano-américain Maz Jobrani.

Est-ce qu'il y a assez de mobilisation politique en France face aux massacres en Iran ?

La politique peut être utile au niveau local, mais je n'y crois pas à plus grande échelle. Je prends la parole pour ma propre conscience, pour ne pas me dire dans quelques mois que j'aurais pu faire quelque chose et que je n'ai rien fait. Mais je n'ai aucune confiance en ce qui va arriver, je ne crois pas les hommes politiques. Si Donald Trump parle d'intervention, ce n'est que parce que cela sert ses intérêts. C'est ce qui s'est passé déjà, il a dit aux Iraniens «on vous soutient», puis s'est rétracté, car cela ne servait plus ses intérêts. Les

gouvernants ne suivent pas leurs principes, mais leurs intérêts, je suis très pessimiste.

Quel est le rôle d'un artiste face à une telle situation ?

Je veux parler de l'Iran, mais c'est délicat, parce que je n'ai pas envie de devenir «l'humoriste iranien» ou le «réalisateur iranien» : ce serait injuste alors que des gens comme Jafar Panahi subissent eux les vraies contraintes d'être iranien. Pour moi, c'est trop facile, je suis en France, je dis ce que je veux, j'ai une liberté d'expression totale sur scène. Je ne peux pas me revendiquer iranien parce que je n'en ai pas les mauvais côtés. Je suis un réalisateur français d'origine iranienne qui fait ce qu'il peut dans son art pour parler de ce qui le touche. Et, dans ce qui me touche, il y a effectivement ces sujets-là mais ce ne sont pas les seuls. Par exemple, pour la pièce de théâtre que je monte actuellement, Alba et Sadaf (1), j'aurais pu ne parler que de l'Iran, mais je l'avais déjà fait dans mon film. Je ne veux pas être redondant, je veux aborder d'autres thématiques aussi. En plaçant la pièce en

Iran et au Salvador, je voulais parler des interdits qui touchent les femmes et qui ne concernent pas une couleur de peau, une origine, une religion. Ce sont des histoires universelles, je n'ai pas cherché spécifiquement un moyen de parler de l'Iran.

Après vos prises de paroles, vous vous retrouvez dans des passes d'armes avec des Iraniens royalistes soutenant le fils du chah Reza Pahlavi, comprenez-vous les tensions que cela suscite ?

L'immense majorité des gens qui m'écrivent, via les réseaux sociaux, m'envoient des messages de soutien, en me disant «merci d'avoir mis des mots sur ce qu'on ressent». Ils me disent aussi : «Les mollahs sont affreux, on est tous d'accord, mais le chah était un despote, et on ne croit pas à cette histoire que les Etats-Unis vont venir nous aider.» Les Iraniens veulent pour l'Iran une démocratie. Comment faire confiance au fils d'un despote qui n'a jamais fait son mea culpa, qui n'a jamais condamné ce qu'a fait son père, qui dit «je viens juste en tant que symbole et après je

disparais», sachant que Khomeyni avait fait pareil en 1979 ? Cette nuance-là, il y a beaucoup d'Iraniens qui la comprennent. Mais il y a un groupe de monarchistes, pro-Pahlavi, qui pour beaucoup m'écrivent de l'étranger. Il y a deux diasporas iraniennes, ceux qui sont partis quand le chah est tombé et ceux qui sont partis un peu plus tard quand les mollahs sont arrivés, je me sens plus proche des seconds. Les partisans du chah le regrettent parce qu'ils ne voyaient pas son côté despote ou parce qu'ils y trouvaient un intérêt. Certains me jettent en pâture sur les réseaux, mais en France, ils ne sont pas si nombreux.

Comment voyez-vous la situation évoluer pour les Iraniens ?

J'ai l'exemple de deux personnes qui ont voué leur vie à militer pour l'Iran, mes parents, et cela n'a rien changé. Dans les messages que je reçois, on accuse mes parents communistes d'avoir fait tomber le chah. Mais les gens n'ont pas compris qu'en réalité mes parents et tous les gens à l'intérieur de l'Iran ont été abusés par les mol-

lahs. Mes parents n'ont jamais récolté le moindre fruit de leur investissement dans cette cause. Ce qui se passe en Iran, c'est une situation tellement difficile - le régime a les armes, le pouvoir depuis tellement de temps. Je ne vois pas, nous, à notre niveau, ce qu'on peut faire, à part s'égosiller dans le vent, cela fait 47 ans, rien n'est venu, et je ne vois pas pourquoi ça viendrait. Sauf à ce qu'un autre pays y voie son intérêt. Est-ce que cela peut vraiment se faire sans un bain de sang ? Mais je garde une moitié de mon cœur optimiste.

Est-ce que vous rêvez de retourner un jour en Iran ?

Je me suis toujours dit que le jour où j'aurais un enfant j'irai, j'espère avec mes parents. Tant que ce sera les mollahs ou la royauté au pouvoir, je ne pourrais pas. Je ne peux pas faire confiance à ce gouvernement qui un jour a appelé mon père au téléphone, à Pierrefitte, pour lui dire : «On sait qui vous êtes et si on avait voulu vous tuer, on aurait pu.» Aller chez des gens qui ont ces moyens-là, c'est trop risqué.



Feb.10,2026

UN says it will look into reports of looting near Kobane

ERBIL, Kurdistan Region - The United Nations said Monday it has not yet verified reports of widespread looting in and around the Kurdish city of Kobane in northern Syria, despite mounting concerns over a deepening humanitarian crisis under an ongoing siege.

Responding to a question from Rudaw about local media reports that up to 70 villages near Kobane had suffered looting and destruction, UN Secretary-General spokesperson Stephane Dujarric said they "will look into these claims," adding that he has not received any information regarding the claims. «It

doesn't mean it hasn't happened, it doesn't mean it has happened. I just haven't received it," he elaborated.

Dujarric noted that fighting has subsided in several parts of Syria, including Aleppo, Hasaka, and Raqqqa, following the recent internationally brokered agreement between

the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and the interim government in Damascus.

However, he said «160,000 people are still displaced» as of February 3, with electricity outages disrupting water systems, intermittent communications, constrained food

supply chains, and schools still suspended in many areas.

In mid-January, the Syrian Arab Army and allied armed groups launched a large-scale offensive against the SDF, northeast Syria's (Rojava) de facto military force, advancing across swathes of northern and northeastern Syria, including parts of

Aleppo, Deir ez-Zor, Raqqa, and Hasaka provinces.

Later in the month, the SDF and Damascus announced an internationally brokered agreement aimed at ending hostilities and integrating Rojava's civil and military institutions under state authority. Despite the deal, the Kurdish city of Kobane has remained under a strict siege for more than three weeks, raising

alarm over worsening humanitarian conditions.

Dujarric said between January 25 and February 5, UN partners facilitated ten inter-agency convoys to Qamishli and Kobane, delivering 154 trucks of aid. "In total, our partners have reached more than 190,000 people across 83 communities with food, medicine, winter supplies,

and other essential items," he said.

However, the situation in Kobane remains particularly dire. At least six children died last month due to limited medical services, according to the Kurdish Red Crescent in Rojava.

Namo Abdulla contributed to this article from New York.

Le Monde

Madjid Zerrouky, Laurent Van der Stockt
10 février 2026

A Kamechliyé, dernière étape de l'errance sans fin des Kurdes syriens

ReportageLa reprise des territoires kurdes par les forces gouvernementales syriennes provoque un nouvel exode de milliers de personnes dans des conditions déplorables. Déplacées parfois à plusieurs reprises, ces familles kurdes espèrent rentrer chez elles dans le cadre de l'accord entre Damas et les FDS.

De son village natal de la région d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie, Ceila Mohamed Abdallo, 20 ans, garde des souvenirs tendres de son école, de ses voisins et des champs d'oliviers qui bordaient sa maison. Sa scolarité se conjugue aujourd'hui au passé, ses voisins se sont dispersés, sa maison est occupée par des miliciens pro-turcs et les oliviers ont été incendiés. Le 19 janvier, la jeune femme a franchi le portail d'une autre école, ouverte cette fois non aux écoliers, mais aux réfugiés, dans la ville de Kamechliyé, à 500 kilomètres de chez elle.

Depuis le début de l'attaque déclenchée par les forces gouvernementales contre les quartiers kurdes de la ville d'Alep, début janvier, puis son

extension aux autres territoires contrôlés par les Forces démocratiques syriennes (FDS) à dominante kurde, 150 000 personnes ont trouvé refuge dans la région de Kamechliyé, qui s'ajoutent aux 300 000 Kurdes syriens qui l'ont ralliée en 2019 en fuyant une offensive de l'armée turque. Deux frontières hermétiquement fermées se dressent face à eux : celles de la Turquie et de l'Irak.

Ce 19 janvier, l'arrivée de Ceila Mohamed Abdallo se fait par une nuit noire et pluvieuse : c'est pour elle l'épilogue d'une errance de huit ans commencée en janvier 2018, quand l'armée turque et ses supplétifs syriens ont envahi l'enclave kurde d'Afrin. A l'instar de 320 000 habitants de cette région, chassés par l'avancée et les exactions des milices, les dix membres de la famille Abdallo ont fui à cette époque en direction de Tall Rifaat, à 40 kilomètres d'Afrin. Les Abdallo subsisteront pendant sept ans dans un camp de réfugiés de cette cité, alors contrôlée par les FDS.

« On a cru qu'on allait mourir »

Le 1^{er} décembre 2024, tandis que les troupes du futur président Ahmed Al-Chaara lancent une offensive contre l'ancien régime de Bachar Al-Assad, les milices proturques attaquent, elles, les positions kurdes. Leur cible : Tall Rifaat. Les Abdallo et des dizaines de milliers de réfugiés prennent la route d'Al-Tabqa, à près de 200 km, dont le stade est ouvert à une partie des déplacés. Le répit qu'ils y trouvent, provisoire et aux conditions de vie précaires, ne dure qu'un temps. Ceila, orpheline de père depuis son enfance, perd sa mère, qui s'est éteinte à 56 ans « de maladie et de tristesse », le 10 janvier 2026 : une semaine avant le début de l'offensive de la nouvelle armée syrienne d'Achmed Al-Charaa et de milices tribales arabes contre la ville.

Le 17 janvier, le stade est attaqué. « C'était le chaos, tout le monde criait et courait. Il y avait des tirs, ils abattaient les tentes et les abris à coups de haches », se rappelle Ceila Mohamed Abdallo. La famille parvient à quitter la ville en direction de la région de la Djézireh, le cœur des territoires kurdes, 200 km plus loin, à bord d'une camionnette

conduite par Rifaat, le grand frère, chauffeur routier. Mais le convoi à bord duquel ils ont pris place est stoppé dans la ville d'Al-Mansourah par des militaires et des civils en armes qui violentent et dépouillent les réfugiés. Les Abdallo se font voler toutes leurs économies. Soit 20 000 dollars (16 798 euros). « Il y avait des hommes en uniforme et en civil. Ils hurlaient, nous frappaient et tiraient en l'air. On a cru qu'on allait mourir », se rappelle-t-il. « Ils disaient qu'ils allaient tous nous tuer. Ils nous traitaient de mécréants et de sales porcs. L'un d'entre eux a mis une claque à un nourrisson ; ils ont humilié un vieillard de 80 ans, obligé d'implorer leur pitié », poursuit Rifaat. « Ils nous ont finalement laissés passer, mais en promettant qu'on allait se revoir : "fuyez, mais on vous suit. On arrive"... »

A Kamechliyé, dans l'école primaire Abdelaziz-Hassan où elle a trouvé refuge, Ceila Mohamed Abdallo seconde désormais Nasserine Al-Hachemi, une enseignante qui s'occupe de ce nouveau camp de réfugiés improvisés : 37 familles et 110 hommes, femmes, en-

fants vivent désormais dans ce bâtiment de deux étages. Ses 600 élèves sont privés de cours. « Certains viennent aux nouvelles, demander quand l'école rouvrira. Je n'ai pas de réponse et aucune instruction. Toutes les écoles de la ville sont occupées par des réfugiés », indique l'enseignante. Selon les autorités locales, l'ouverture des établissements scolaires aux réfugiés prive depuis la mi-janvier 242 000 élèves de scolarité dans cette région toujours contrôlée par l'administration autonome kurde.



Laurent Van der Stockt pour « Le Monde »

Dans la ville même de Kamechliyé, 69 écoles et des dizaines de mosquées et bâtiments publics ont été investis par les déplacés. « Nous n'avons pas les moyens de faire face. Historiquement délaissée par l'ancien régime, notre région est l'une des plus pauvres du pays. Il n'y a pas d'infrastructures. Tout manque ici : eau, électricité, abri... Les gens s'entassent dans les bâtiments publics et jusqu'à cinq familles par appartement », explique Mahmoud Mohamed, qui dirige le bureau des affaires sociales de l'administration autonome kurde. Il dit voir depuis six années déferler les réfugiés « une vague après l'autre. C'est un domino de déplacements ».

« Dix ans que je suis parti de chez moi »

L'arrivée mi-janvier de l'armée syrienne aux portes de la ville de Hassaké, la capitale régionale située à une heure de route, dont les camps de réfugiés abritaient le plus grand nombre de déplacés de la région, a ainsi provoqué un nouvel exode de dizaines de milliers de personnes qui ont déferlé sur Kamechliyé. « Les Nations unies ne sont pas présentes, et les grandes ONG internationales ont déserté la région pour des ques-

tions de sécurité. Tout repose sur le tissu associatif local et la solidarité des habitants de nos villes et villages », ajoute Mahmoud Mohamed. « Ce sont essentiellement les parents d'élèves et des voisins qui nous aident. Ainsi que les associations locales », abonde l'enseignante Nasserine Al-Hachemi. Seule ONG étrangère présente en force, la Fondation Barzani, liée au clan familial qui dirige le gouvernement régional du Kurdistan irakien voisin, dit venir en aide à plus de 60 000 personnes quotidiennement.

A quelques kilomètres du centre-ville, le 6 février, l'une de ses équipes a dû rebrousser chemin à Tartab, une immense base de l'ex-armée syrienne investie par 200 familles et un millier de personnes ; ses volontaires ont dû battre en retraite face à des réfugiés assoiffés et affamés qui tentaient de prendre d'assaut l'une de leur fourgonnette. Dans ces anciens baraques militaires ouverts aux quatre vents – les fenêtres et portes ont été volées après la chute du régime –, on s'entasse à dix dans quelques mètres carrés. C'est le cas de la famille d'Ali Mahmoud, un fermier originaire d'Afrin, dont les 110 hectares de terres lui ont été confisqués, acca-

parées par les miliciens pro-turcs. « Cela fait sept ans que nous sommes sur les routes et nous en sommes rendus aujourd'hui à nous battre entre nous pour boire de l'eau... », confie-t-il. Dimanche 8 février, au matin, les réfugiés de ce camp improvisé se sont battus lors d'une distribution d'eau potable. Regroupés autour d'un brasero, en ce jour pluvieux où la température dépasse à peine les 5 degrés, certains sont même privés de chaussettes et de chaussures, abandonnées dans leur fuite précipitée, et de nuit, du camp de réfugiés de la ville voisine de Hassaké.

« En Syrie, tous les gens sont rentrés chez eux depuis la fin de la guerre, sauf nous. Cela fait dix ans que je suis parti de chez moi. Nous aussi voulons juste rentrer chez nous », se désespère Mustapha Abdelhamid, un enseignant qui, lui aussi, a été déplacé à quatre reprises depuis 2018. Il n'a plus de nouvelles de sa maison. Tout juste sait-il que certains réfugiés doivent payer les miliciens qui occupent la région pour espérer rentrer chez eux. Ali Mahmoud s'est vu proposer 1 500 dollars par l'intermédiaire d'un voisin pour « récupérer[s] clés ». Rifaat Mohamed Abdallo a,

lui, été contacté par un voisin arabe, lui-même approché par des miliciens arabes originaires de Deir ez-Zor qui occupent la maison familiale. Ces derniers lui réclament 2 000 dollars contre la restitution de sa demeure.

« Le rapatriement des populations déplacées d'Afrin et de Serê Kaniyé [Ras Al-Aïn] est l'un des points de l'accord signé par les FDS et le gouvernement de transition le 30 janvier », rappelle Ilhem Ahmad, la coprésidente de l'exécutif du Conseil démocratique syrien, la branche politique des FDS et elle-même originaire d'Afrin. « Nous discutons avec Damas sur la manière de sécuriser leur retour, car il y a des factions armées originaires de Deir ez-Zor [à 400 kilomètres], par exemple, qui occupent ces régions et cherchent à rançonner les populations qui désirent rentrer chez elles. C'est pour cela que nous suggérons que les Nations unies surveillent et soient garantes de ces retours », ajoute-t-elle. Pour Tewran, 23 ans, originaire d'Afrin, un proche d'Ali Mahmoud, le fermier, il est trop tard. Désespéré, le jeune homme, réfugié sur l'ancienne base militaire de Tartab, s'est suicidé par balle une semaine auparavant.



Oriane Verdier
10 février 2026

Syrie: malgré le cessez-le-feu, la ville de Kobané est toujours assiégée

Un cessez-le-feu fragile entre les forces gouvernementales et les forces kurdes. La ville de Kobané est notamment toujours assiégée. De nombreux combattants kurdes des forces démocratiques syriennes (FDS) s'y sont repliés. Les civils kurdes qui s'y sont réfugiés, eux, continuent de craindre des violences communautaires de la part des hommes de Damas.

Voilà plus de trois semaines que Kobané est encerclée. Dans cette ville adossée à la frontière turque, de nombreuses familles se sont réfugiées ces dernières semaines, fuyant l'avancée des forces de Damas. De nombreux combattants des FDS se sont également repliés dans cette ville symbole de la lutte kurde contre l'organisation État islamique. Malgré le cessez-le-feu et l'intégration prévue de la région du Nord-Est syrien sous l'administration de Damas, les habitants continuent de décrire un siège. « Les forces syriennes continuent d'encercler Kobané, affirme Mustafa Bakir, un habitant de la banlieue. Il n'y a pas d'électricité, les routes sont fermées, il n'y a pas de combustible, rien. Les gens ont été obligés d'ouvrir un passage clandestin pour pouvoir relier Alep ».

À lire aussi Syrie: à Kobané, la mise en place de l'accord entre les forces kurdes et Damas se fait attendre



Credit: Omar HAJ KADOUR / AFP

Suite à l'annonce de l'accord entre les forces gouvernementales et les FDS, certaines familles sont tout de même rentrées dans leurs villages. « Certains d'entre eux habitent dans des zones prises par les forces gouvernementales, explique la journaliste locale Nichtiman Haji Morad. Ils se sentent en danger. Certains ont été maltraités, ils se sont fait voler leur or, leurs armes. Certaines familles ont décidé de retourner à Kobané, d'autres restent car ils ont peur que leur maison soit pillée en leur absence ». « Il est urgent de faire respecter le cessez-le-feu »

Le village de Nichtiman Haji Morad, lui, est resté sous le contrôle des forces kurdes. De chez elle, elle entend des explosions quotidiennes. « J'ai demandé à un combattant revenu de la ligne de front d'où venaient ces ex-

plosions. Il m'a dit que c'était les forces d'Amshat qui visent les forces kurdes et refusent de respecter la ligne mise en place par l'accord de cessez-le-feu. Ils l'ont dépassé et ne veulent pas reculer ».

Amshat est le nom d'une milice pro-turque accusée de graves crimes contre la population kurde durant la guerre civile syrienne. Les membres de ce groupe armé, comme d'autres, ont été intégrés à la nouvelle armée syrienne. Difficile aujourd'hui de confirmer l'identité des forces de Damas qui encerclent Kobané ainsi que la responsabilité de chaque force dans la violation du cessez-le-feu. « Quoi qu'il en soit, il est urgent de faire respecter le cessez-le-feu », tranche Ednan Bozan, responsable local du CNK, la principale force d'opposition sur la scène politique

kurde syrienne.

À lire aussi Syrie: «Kobané meurt et personne n'en a rien à faire»

« À cause du siège, des dizaines de milliers de déplacés sont venus dans la ville. L'accord signé entre Damas et les FDS prévoyait notamment la levée du blocus sur Kobané et que chacun puisse rentrer chez soi. Mais tout reste comme avant. Il faut que les puissances qui ont de l'influence sur la Syrie fassent pression sur le gouvernement de Damas mais aussi sur les FDS pour lever le siège imposé à la population », ajoute-t-il.

Au-delà de Kobané et des volontés politiques, il faudra arriver à convaincre les hommes en armes sur le terrain d'accepter le compromis.

Iran : ils s'appelaient Sina, Behrouz, Mansoureh, Keyvan et Roubina... Portraits de manifestants tombés sous les balles du régime, le 8 janvier

Ils étaient lycéen, instituteur, infirmière, travailleur du bâtiment et étudiante en stylisme. Tous ont été tués au premier jour de la mobilisation contre les autorités iraniennes à Téhéran et à Bouchehr, dans le sud du pays. Leurs histoires témoignent de la diversité de la contestation et de la violence de la répression.

Avant de tomber sous les balles, à Téhéran, Sina Ashkbousi, 17 ans, regarde sa mère et lui dit à plusieurs reprises : « Maman, nous avons gagné. Ils ne vont pas nous tirer dessus. » La nuit du 8 janvier, au premier jour de la grande mobilisation des Iraniens contre la République islamique, ce lycéen timide et discret, grand fan de Harry Potter, était descendu dans la rue avec ses parents. Avec une vingtaine de jeunes, Sina Ashkbousi se place au premier rang. « Tous scandaient des slogans, explique sa tante Samira, qui préfère taire son nom de famille et qui vit à l'étranger. Ils étaient tous contents. A 22 heures, Sina dit à sa mère : "Maman, prends soin de papa." »

Puis les tirs fusent. La mère de Sina perd son fils unique de vue dans la foule agitée. Au sol, une traînée de sang s'étend sur une centaine de mètres. Elle l'appelle sur son téléphone. Pas de réponse. Finalement, quelqu'un d'autre décroche : « Venez à l'hôpital en face du lieu de la manifestation. Votre fils a été touché par balle. » Les parents de Sina s'y précipitent et trouvent le corps sans vie de leur fils. Dans l'établissement, ils

voient une centaine de corps. Sina ne sera rendu à sa famille que cinq jours plus tard, dans la morgue du centre médico-légal de Kahrizak, située dans le sud de la capitale iranienne.

« Dans les trois hangars de Kahrizak, il y avait des corps entassés les uns sur les autres. Les balles avaient traversé le cœur et l'abdomen de Sina. Les hommes de notre famille ont été obligés de signer un document promettant de rester discrets lors de l'enterrement. Je me souviens surtout de son sourire innocent, raconte Samira, peinant à parler de lui au passé. Il a été enterré dans un endroit que je ne connais pas, en dehors de Téhéran. »

« Aucun d'eux n'aimait le pouvoir iranien »

Sina Ashkbousi est loin d'être un cas isolé parmi les mineurs tués. Selon l'ONG Human Rights Activists News Agency, au moins 207 jeunes de moins de 18 ans figurent parmi les victimes. Le nombre total de manifestants tués confirmés s'élève à au moins 6 476, tandis que 11 730 décès sont encore en cours d'investigation.

Le même 8 janvier, à Bouchehr, dans le sud du pays, Behrouz Mansouri, un instituteur de 41 ans, et Mansoureh Heydari, une infirmière de 37 ans, tombent, eux aussi, sous les balles des forces de l'ordre iraniennes. Ce soir-là, le couple avait confié ses deux enfants à leur grand-mère avant de partir manifester, pensant que la

mobilisation ressemblerait aux nuits précédentes : des tirs en l'air et des gaz lacrymogènes.

La nuit tombe. Sans nouvelle, la mère de Mansoureh appelle ses proches. Finalement, le lendemain, un médecin de leur entourage prévient la famille que des corps ont été amenés à son hôpital. C'étaient eux. Behrouz avait reçu une balle dans le front, qu'ils pensent provenir d'un tireur d'élite, et une autre dans la tempe.

La famille continue de recueillir des témoignages. « D'après des témoins, ce soir-là, une foule était rassemblée devant une mosquée de Bouchehr qui abrite aussi le quartier général des *bassidji* [la milice religieuse], explique Morteza Dehghani, cousin de Mansoureh vivant au Canada. Les tirs ont retenti sans avertissement. Behrouz a été touché très rapidement. Mansoureh s'est précipitée vers lui. Elle a été touchée à son tour, vers 22 heures. La balle a traversé sa cage thoracique. »

Selon le médecin qui a identifié les corps, Mansoureh serait restée en vie pendant deux heures. « Les témoins nous ont dit que les forces de l'ordre l'avaient encerclée et n'avaient laissé personne s'approcher d'elle. Mansoureh est morte vers minuit », explique Morteza Dehghani.

Pendant plusieurs jours, les autorités refusent de rendre les corps. Elles proposent à la famille de dire que Mansoureh et Behrouz ont été

tués dans un accident de voiture. La famille refuse. Les dépouilles mortelles sont finalement rendues le 12 janvier, à condition qu'aucune cérémonie ne soit organisée. Les banderoles portant leurs noms, placées par des proches devant la maison familiale, sont brûlées. Mansoureh et Behrouz sont enterrés dans un village à 50 kilomètres de Bouchehr. « Ils étaient mariés depuis douze ans. Ils travaillaient tous les deux, mais n'avaient jamais réussi à acheter un appartement. Mansoureh détestait que sa fille soit obligée de porter le foulard à l'école. Aucun d'eux n'aimait le pouvoir iranien », se souvient Morteza Dehghani.

Tué par des « terroristes », le récit officiel

Keyvan Moradi Mirani, tué le 8 janvier lors de la répression des manifestations à Téhéran, « voulait la chute de la République islamique », explique sa cousine Irandokht Mirani, vivant au Canada et contactée par Le Monde, ajoutant que cet homme de 42 ans « admirait la dynastie Pahlavi » renversée par la révolution islamique, en 1979. Le corps de Keyvan Moradi Mirani, criblé de balles, a été retrouvé six jours plus tard à Kahrizak. Comme beaucoup d'autres familles, les proches ont été pressés de signer un document affirmant qu'il avait été tué par des « terroristes », le récit officiel destiné à justifier les morts. La famille a refusé. Keyvan Moradi Mirani a été enterré dans son village natal, au Kurdistan iranien.

Studieux et intelligent, il avait été l'enfant modèle de sa fratrie. Alors que, dans son village, les écoles étaient rares et les perspectives limitées, il avait intégré un internat dans une grande ville de la région pour obtenir son diplôme, puis poursuivi des études de comptabilité à Téhéran. Comme beaucoup de jeunes Iraniens, il n'a pas pu exercer le métier pour lequel il s'était préparé, faute de débouchés. Il s'est réinventé, se spécialisant dans la construction. Père d'une fillette de 7 ans, « il était animé par le sens des responsabilités et l'amour de sa famille, témoigne sa cousine. Ceux qui l'ont connu se souviennent surtout de son silence, de sa douceur et de ce sourire timide qui se transformait souvent en gêne, comme s'il n'aimait pas attirer l'attention. Il parlait si peu que je ne me souviens même plus de sa voix ».

De Roubina Aminian, 23 ans, tuée elle aussi le 8 janvier, on

se rappelle en revanche les éclats de rire. En dernière année de licence de stylisme et de design textile à Téhéran, elle rêvait de devenir designer. Sa tante Hali Noori, qui vit en Norvège, est restée sans nouvelles de la famille jusqu'au 11 janvier, à cause de la coupure d'Internet. Un proche a pu la contacter des montagnes iraniennes près de la frontière irakienne, en utilisant une carte SIM locale. « Ce proche m'a dit : "Roubina a été tuée, balle dans la tête. Ne pose pas plus de questions. Nous avons failli mourir de froid par - 15 °C pour trouver un peu de réseau. Fais quelque chose. Sois notre voix." »

Roubina était descendue protester le 8 janvier avec ses amies. Les parents apprennent alors que leur fille a été blessée et qu'une autorisation est nécessaire pour qu'elle soit opérée. Pendant six heures, la famille originaire de Kermanshah, dans l'ouest du pays, roule avec

angoisse à travers Téhéran. En retrouvant les amies de Roubina, ses parents apprennent qu'elle a été tuée. Selon Hali Noori, le bâtiment où son corps a été trouvé était rempli de jeunes de 18 ans à 25 ans, tous tués par balle, « dans la tête et le cou ».

Lorsque la mère de Roubina retrouve son corps frêle de 40 kilos, couvert de sang, elle le soulève et l'emporte, malgré la résistance des responsables sur place. Pendant le trajet du retour, Roubina reste dans les bras de sa mère. « Ma sœur m'a plus tard dit : "Toute la nuit, j'embrassais chacun de ses doigts. Elle était si belle, si douce." »

A Kermanshah, les autorités interdisent à la famille de procéder à l'inhumation selon la tradition, ou d'organiser une cérémonie d'hommage dans la mosquée proche de leur maison. La famille obtient finalement l'autorisation d'enterrer Roubina le 10 janvier, dans un cimetière situé loin de Kermanshah. « Je ne sais

pas où elle a été enterrée, mais je sais qu'elle est loin de sa famille », précise sa tante.

Hali Noori se souvient de sa dernière rencontre avec Roubina, début janvier, dans un pays voisin de l'Iran. « Elle voulait savoir comment c'était au Politecnico de Milan, en Italie, où mon beau-frère avait étudié l'architecture », raconte-t-elle. Joyeuse, pleine d'idées et optimiste, Roubina concevait elle-même ses vêtements. Pour sa mère, qui possédait un atelier de

couture à Kermanshah, elle avait créé une étiquette et adapté des habits kurdes traditionnels pour les rendre plus pratiques. La tante de Roubina s'interroge sur le sort des autres familles touchées : « Les jeunes tués avaient tant d'espoir, tant de projets pour l'avenir. On parle de dizaines de milliers de morts. Comptez-les un par un, et vous verrez combien de temps cela prendra. »



Feb. 10, 2026

President Masoud Barzani, ENKS stress Kurdish unity in Syria

ERBIL, Kurdistan Region - President Masoud Barzani on Monday met with a senior delegation from Syria's Kurdish opposition umbrella group, the Kurdish National Council (ENKS/KNC), in Erbil to discuss political developments in Syria and the need for greater Kurdish unity as negotiations with Damascus move forward.

"In that meeting, the political situation and latest devel-

opments in Syria were discussed, and light was shed on the necessity of unity among Kurdish parties in the coming stages," read a statement from President Barzani's office, adding that "emphasis was also placed on negotiation and dialogue to resolve issues."

ENKS President Mohammed Ismail headed the delegation. The meeting comes amid renewed Kurdish political en-

gagement with Syria's interim authorities.

On Saturday, Sulaiman Oso, a senior ENKS official, told Rudaw that a joint delegation from the ENKS and a Democratic Union Party (PYD)-led alliance - formed last year after a pan-Kurdish congress in northeast Syria's (Rojava) Qamishli - will visit Damascus later this month to meet Syrian interim Foreign Minister Asaad al-Shaibani and "his aides."

An ENKS delegation held meetings with Shaibani and interim President Ahmed al-Sharaa in Damascus last week, marking the first such talks between the council and senior Syrian state officials since the collapse of Bashar al-Assad's regime.

Regarding the meeting with Sharaa, Oso told Rudaw that discussions focused on the interim president's recent decree seeking recognition of

Kurdish cultural and linguistic rights, but stressed that such measures must be guaranteed in both the temporary constitution - approved last year - and the permanent constitution, which has yet to be drafted.

Oso said the delegation is expected to brief Mazloum Abdi - commander of Rojava's de facto army, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) - on the outcome of the Damascus talks.

The SDF and the Syrian government reached an internationally brokered agreement on January 29 following weeks of clashes across northern and northeastern Syria.

On Friday, Barzani - leader of Kurdistan Region's ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) - hosted Abdi and other senior Rojava officials in Erbil to dis-



President Masoud Barzani (right) and ENKS President Mohammed Ismail (left) in a meeting in Pirmam, Erbil, on February 9, 2026. Photo: Barzani Headquarters

cuss the implementation of a ceasefire and an integration agreement between the SDF and Damascus. The deal, facilitated mainly by

the US and France, aims to end hostilities and integrate the civil and military institutions of Rojava under Syrian state authority.

It followed a mid-January offensive by the Syrian Arab Army and allied armed groups targeting SDF-held areas.



Abla Jounaïdi
10 février 2026

Iran: en pleine répression, l'opposition iranienne en exil se déchire

Ils observent de loin la répression qui se poursuit dans leur pays d'origine, l'Iran. Mais loin de s'unir pour tenter de changer la réalité sur le terrain, les membres de l'opposition au régime islamique d'Iran qui vivent à l'étranger se divisent et se déchirent. Une minorité parmi cette opposition instaure même un climat de terreur, en particulier sur les réseaux sociaux, contre toute voix dissidente.

« C'est dur en ce moment ». L'anthropologue britanno-iranien Pardis Shafafi mène ses recherches sur la violence de l'État et la représen-

sion politique en Iran. Elle n'imaginait pas que ses propos à la presse norvégienne lui vaudraient d'être prise à partie par un groupe pro-royaliste, ici, en Europe. La membre du Laboratoire d'Anthropologie Politique de l'EHESS à Paris décrit un activisme décuplé de la part de franges radicales de l'opposition en exil.

« Quand vous postez des choses en ligne, c'est très courant qu'un inconnu vous demande des comptes sur vous et les personnes que vous suivez. Et ça dérape très souvent en accusation d'espionnage », raconte la

jeune femme très présente dans les médias. Elle n'est pas la seule à se plaindre de cette dérive : listes noires, menaces de mort proférées contre des journalistes ou chercheurs taxés de « propagandistes ».

Qu'ils soient monarchistes, de gauche, nationalistes ou islamistes, les membres de l'opposition à l'étranger n'ont pas fini de se déchirer. En France, plusieurs personnalités d'origine iranienne décrivent publiquement ou anonymement des menaces reçues à la suite de prises de parole jugées trop complaisantes envers la République

islamique. L'un d'eux, qui ne souhaite pas donner d'interview, a déposé plainte contre X pour menaces de mort.

Majorité silencieuse

Si la figure la plus connue de l'opposition à l'étranger, le fils de l'ancien roi d'Iran Reza Pahlavi, essaie de se distancer des voix les plus radicales du camp monarchiste, ces dernières ont réussi à instaurer un climat délétère. Conséquence : l'autocensure gagne du terrain dans les cercles des opposants. « La majorité se terre dans le silence, par peur », reconnaît la franco-iranienne Aïda Tavakoli, fon-

datrice de l'association « We are Iranian Students », organisation non-partisane et laïque en lien avec les opposants étudiants en Iran même.

La militante croit déceler dans les positions extrémistes de certains, « une minorité », précise-t-elle, la douleur immense de vivre un deuil à distance ; des ressorts très intimes où se mêlent la culpabilité du survivant et l'absence de lieu où porter sa colère.

Traumatismes politiques

« Beaucoup d'activistes aujourd'hui en exil ont été emprisonnés par la République islamique », rappelle l'anthropologue Pardis Shafafi. «

Pour ces gens-là, [la contradiction] n'est pas seulement un désaccord narratif, c'est la négation de l'événement le plus traumatisant qui leur soit arrivé », résume l'autrice de *The Long Iranian Revolution – State Violence and Silenced Histories* (sortie prévue en juin 2026) .

La polarisation extrême dans les rangs de l'opposition se nourrit également de son incapacité à s'entendre sur le legs de la Révolution islamique de 1979 [qui fête son 47ème anniversaire le 11 février]. Mais après la pire répression jamais vécue par l'Iran moderne, certains veulent croire à un sursaut. « J'ai beaucoup plus de personnes de tous bords politiques : monarchistes, républicains, de

gauche, de droite, féministes, non-féministes qui me contactent pour me demander si on pouvait avoir une unité parce qu'on ne se reconnaît ni dans les extrêmes de ce côté-ci, ni dans les extrêmes de l'autre côté », raconte la présidente de l'association « We are Iranian Students ». Le 5 février dernier, lors d'une conférence à Paris, la militante a reconnu certains auteurs de commentaires violents sur les réseaux sociaux. « Ils sont venus me remercier pour dire que ça leur faisait du bien de comprendre que notre désaccord n'est pas une violence personnelle », raconte la jeune femme.

Il est d'autant plus important de travailler à surmonter les désaccords, selon Pardis

Shafafi, que le régime ne se prive pas d'exploiter ces failles. « Une grosse part de ces conflits sont un rideau de fumée attribuable à des trolls au service du régime. Il équipe et finance cette cyberarmée afin de s'assurer que l'opposition soit fragmentée, et de discréditer quiconque parvient à rassembler des soutiens. On a vu ce schéma en 2022 et c'est important de le rappeler. Ce que le régime craint le plus, c'est bien sûr un mouvement populaire et solidaire qui a sa cohérence et qui serait capable de s'opposer à lui », rappelle la chercheuse.

À lire aussi Répression en Iran: les Gardiens de la Révolution ont arrêté le porte-parole du camp réformateur



Feb. 10, 2026

Rojava officials to remain in place under Damascus deal: SDF chief

ERBIL, Kurdistan Region - Mazloun Abdi, commander-in-chief of the Syrian Democratic Forces (SDF) Monday said that officials of the Kurdish-led Autonomous Administration in northeast Syria (Rojava) will keep their posts under a recently signed agreement with Damascus, as talks continue over the integration of Rojava's civil and military institutions.

«In the agreement [with Damascus], we wrote that the administrators and officials of the Autonomous Administration will remain in their positions,» Abdi said, regarding the Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES).

An internationally brokered ceasefire that halted January's

hostilities between the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and Damascus-affiliated armed groups outlines the gradual integration of DAANES institutions - which governs the Kurdish enclave - into Syrian state structures.

Under the deal, DAANES institutions will become directorates under Damascus, according to Abdi. He added that a joint committee has been formed to manage the transition process.

«We have formed a committee in which there is the co-chair of the Jazira region of the Autonomous Administration and the governor. Those who come from the state in Damascus will hold discussions with them regarding the existing institu-

tions, so that the institutions become directorates,» Abdi said.

Semalka border crossing

Addressing Semalka border crossing - the only crossing between the Kurdistan Region and Rojava - Abdi said it would continue operating under its current local administration.

«Semalka will remain as it is. Its administrators, officials, and security will remain as they are, but a Damascus delegation will supervise some affairs that are related to the state, such as passport inspection,» he said.

His remarks came after Syria's newly appointed internal security chief in Hasaka, Marwan al-Ali, told reporters on Sat-

urday that the crossing would return to full central government control. «It will return to state authority and will have the same status as other crossings,» Ali said.

Semalka has been a critical lifeline for Rojava since the collapse of Bashar al-Assad's regime in December 2024. During the most recent tensions, hundreds of aid trucks entered Rojava from Kurdistan Region through the crossing while SDF-held areas were under siege.

Military integration

Abdi also outlined the military component of the agreement, confirming plans to restructure SDF forces under a unified command.

«A division consisting of three brigades will be formed from the SDF forces. One brigade in Hasaka, one brigade in Qamishli, and one brigade in Derek [al-Malikiyah],» he said.

The Damascus-SDF agreement, announced late January, includes a comprehensive ceasefire and a phased plan for integrating military and administrative structures. It calls for the formation of a military division composed of three SDF brigades, as well as a special brigade for forces in the Kurdish city of Kobane, operating under a division affiliated with Aleppo province.

Nearly two weeks after the agreement, Kobane remains under a crippling humanitarian siege. Local residents and politicians have warned that the situation is heading toward “a catastrophe” as residents face severe shortages of food, water, electricity, fuel, and medical supplies. The agreement followed a mid-



Mazloum Abdi, chief of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), speaking to local media during an interview aired on December 12, 2024.

January offensive by the Syrian Arab Army and allied armed groups aimed at pushing the SDF from parts of northern and northeast Syria, including areas in Aleppo, Deir ez-Zor,

Raqqa, and Hasaka provinces.

The Kurdish-led forces and Damascus last week announced the internationally brokered January 29 deal, facili-

tated primarily by France and the United States, to end hostilities and integrate Rojava's civil and military institutions under Syrian state authority.



Feb.10, 2026

UN says it will look into reports of looting near Kobane

ERBIL, Kurdistan Region - The United Nations said Monday it has not yet verified reports of widespread looting in and around the Kurdish city of Kobane in northern Syria, despite mounting concerns over a deepening humanitarian crisis under an ongoing siege.

Responding to a question from Rudaw about local media reports that up to 70 villages near Kobane had suffered looting and destruction, UN

Secretary-General spokesperson Stephane Dujarric said they “will look into these claims,” adding that he has not received any information regarding the claims. “It doesn’t mean it hasn’t happened, it doesn’t mean it has happened. I just haven’t received it,” he elaborated.

Dujarric noted that fighting has subsided in several parts of Syria, including Aleppo, Hasaka, and Raqqa, following the recent internationally

brokered agreement between the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and the interim government in Damascus.

However, he said “160,000 people are still displaced” as of February 3, with electricity outages disrupting water systems, intermittent communications, constrained food supply chains, and schools still suspended in many areas.

In mid-January, the Syrian

Arab Army and allied armed groups launched a large-scale offensive against the SDF, northeast Syria’s (Rojava) de facto military force, advancing across swathes of northern and northeastern Syria, including parts of Aleppo, Deir ez-Zor, Raqqa, and Hasaka provinces.

Later in the month, the SDF and Damascus announced an internationally brokered agreement aimed at ending hostilities and integrating Rojava’s

civil and military institutions under state authority. Despite the deal, the Kurdish city of Kobane has remained under a strict siege for more than three weeks, raising alarm over worsening humanitarian

conditions. Dujarric said between January 25 and February 5, UN partners facilitated ten inter-agency convoys to Qamishli and Kobane, delivering 154 trucks of aid. "In total, our

partners have reached more than 190,000 people across 83 communities with food, medicine, winter supplies, and other essential items," he said. However, the situation in Ko-

bane remains particularly dire. At least six children died last month due to limited medical services, according to the Kurdish Red Crescent in Rojava. *Namo Abdulla contributed to this article from New York.*



11 février 2026

En Turquie, un remaniement à la Justice et à l'Intérieur suscite la polémique

La désignation, mardi 10 février, d'un nouveau ministre de la Justice et d'un nouveau ministre de l'Intérieur par le président turc Recep Tayyip Erdogan suscite de vives réactions dans l'opposition, qui y voit un signal politique fort.

Avec notre correspondante à Ankara, **Anne Andlauer**

En Turquie, ces nominations sont jugées très symboliques. Le président Recep Tayyip Erdogan a choisi comme nouveau ministre de la Justice le procureur général d'Istanbul, Akin Gürlek, une figure centrale des procès menés ces dernières années contre les opposants au pouvoir, notamment le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu. La nomination d'un nouveau ministre de l'Intérieur provoque, elle aussi, la polémique dans les rangs de l'opposition.

Même si, dans le système politique turc, les ministres disposent de peu de marge de manœuvre face au président, ces choix sont perçus comme révélateurs des intentions de **Recep Tayyip Erdogan** et de la nature de son régime.

À lire aussi Turquie: le maire déchue d'Istanbul Ekrem Imamoglu poursuivi pour 142 infractions

Akin Gürlek, au cœur des poursuites contre l'opposition

Jusqu'à sa nomination, Akin Gürlek occupait le poste de procureur général d'Istanbul. Il a joué un rôle clé dans les principaux dossiers judiciaires visant l'opposition, en particulier dans l'enquête pour « corruption » ayant conduit à l'arrestation d'Ekrem Imamoglu.

Élu du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), et rival déclaré de Recep Tayyip Erdogan à la prochaine élection présidentielle, le maire d'Istanbul est incarcéré depuis près d'un an, comme une quinzaine d'autres maires issus du CHP. Son arrestation était intervenue quelques jours avant sa désignation comme candidat potentiel du parti, déclenchant les plus importantes manifestations qu'ait connues la **Turquie** depuis plus de dix ans.

Le dirigeant du CHP, Ozgur Ozel, a été le premier à réagir, accusant le chef de l'État d'avoir voulu « récompenser » le procureur Akin Gürlek en le nommant ministre.

Pour l'opposition, ce choix symbolise une mainmise désormais totale du pouvoir sur la **justice** et annonce de nouvelles opérations judiciaires. « Le nouveau ministre prend la tête du Conseil



Le président turc Recep Tayyip Erdogan lors de la réunion du groupe parlementaire de son parti à la Grande Assemblée nationale de Turquie, à Ankara, le 11 février 2025. AFP - ADEM ALTAN

des juges et procureurs. C'est lui qui va nommer les magistrats », a déclaré Ozgur Ozel. « Erdogan appellera ça "l'État de droit", prétendant qu'il s'agit du jeu démocratique. Laissez-moi leur dire une chose: puisse votre tyrannie grandir, pour que votre fin se rapproche! Aucune attaque ne pourra intimider le CHP », a-t-il ajouté.

Un ministre de l'Intérieur également contesté

Dans le même temps, le portefeuille de l'Intérieur a été confié à Mustafa Ciftci, ancien préfet et diplômé en théologie. Cette no-

mination suscite elle aussi des critiques, l'opposition rappelant plusieurs gestes polémiques qu'il a effectués ces dernières années contre la mémoire de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la **République laïque de Turquie**.

Ces deux choix, simultanés, renforcent les inquiétudes de l'opposition, alors que les poursuites visant des élus et cadres du CHP se sont multipliées ces derniers mois.

À lire aussi : Turquie: le journaliste Fatih Altayli condamné à quatre ans de prison pour « menace » envers Erdogan.



11 février 2026

Sous pression américaine, l'Iran commémore l'anniversaire de la Révolution islamique

A lors que le pouvoir iranien est fragilisé par une récente vague de contestation, le président iranien Massoud Pezeshkian a averti, mercredi 11 février, que l'Iran ne céderait pas aux «demandes excessives» des États-Unis sur son programme nucléaire, lors des commémorations de l'anniversaire de la Révolution islamique de 1979.

Dans un discours sur la place Azadi («liberté») de Téhéran, devant une foule agitant des drapeaux de la République islamique, Massoud Pezeshkian a affirmé que son pays ne plierait pas face aux revendications américaines ou à une «agression» des États-Unis.

À la veille de cette commémoration, des Iraniens ont crié dans la soirée de leurs fenêtres, dans des quartiers de la capitale, «Mort au dictateur» et «Mort à la République islamique», selon des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux. L'AFP a vérifié l'authenticité de trois d'entre elles.

Téhéran reste aussi sous la menace d'une intervention militaire américaine. Après le déclenchement fin décembre de manifestations qui ont évolué en un mouvement de contestation d'une ampleur inédite contre le pouvoir, réprimé dans le sang début janvier, Donald Trump a multiplié les avertissements à son encontre.

Le président américain reçoit mercredi à Washington le

Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Selon ce dernier, toute négociation irano-américaine doit inclure «la limitation des missiles balistiques et le gel du soutien» de Téhéran aux groupes armés régionaux hostiles à Israël, une exigence répétée aussi par les États-Unis.

«Vous pensez vraiment nous faire peur ?»

Dans la capitale, des soutiens du pouvoir ont défilé mercredi, encadrés par un important dispositif de sécurité, plus large que les années précédentes, a constaté un journaliste de l'AFP. Des rassemblements similaires se tenaient à travers le pays.

«Cela fait 40 ans que nous dormons et nous réveillons avec la possibilité d'une guerre et d'une attaque. Vous pensez vraiment nous faire peur ?», lance à l'AFP, très vindicatif, Yaghoob Ghorbanpour, un médecin. Si «l'ennemi» négocie, estime-t-il, «c'est qu'il a compris qu'il ne pouvait pas nous vaincre par la guerre».

Les États-Unis et Israël «ont tenté d'exploiter les difficultés économiques qu'ils ont eux-mêmes provoquées, pour plonger l'Iran dans le chaos», fustige Mina, une enseignante de 43 ans, qui n'a pas souhaité donner son nom, reprenant la rhétorique du pouvoir contre le mouvement de contestation.

Dans la foule, des slogans proclament la résistance de «la nation iranienne». Des

pancartes moquent Donald Trump et Reza Pahlavi, fils du chah déchu et figure en exil de l'opposition. Des répliques de missiles sont aussi installées sur la place.

«Personne ne peut toucher à nos missiles»

«Personne ne peut toucher à nos missiles», a lancé le chef de la diplomatie, Abbas Araghchi, en participant au défilé, selon une vidéo publiée sur son compte Telegram.

La veille au soir, des feux d'artifice avaient déjà commémoré la prise de pouvoir officielle de l'ayatollah Rouhollah Khomeini en 1979.

Selon le compte Sharak Ekbatan, qui suit sur X l'actualité d'un quartier résidentiel de Téhéran, les autorités ont envoyé des forces de sécurité criant «Dieu est le plus grand» après que des habitants ont commencé à scander des slogans contre le gouvernement.

Après une première session de pourparlers à Oman le 6 février, l'Iran a réaffirmé ne vouloir discuter que de son programme nucléaire, et martelé son droit à enrichir l'uranium à des fins civiles, alors que les pays occidentaux et Israël l'accusent de chercher à se doter de l'arme nucléaire.

Répétant que l'Iran ne «cherchait pas» l'arme nucléaire, Massoud Pezeshkian a affirmé qu'il était prêt à «toute vérification» du caractère pa-

cifique de son programme nucléaire.

«Résoudre les crises par le dialogue»

Les diplomates du Golfe s'activent pour réduire les tensions. L'émir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad al-Thani, s'est entretenu avec le président américain de la nécessité de «résoudre les crises par le dialogue», ont indiqué mercredi ses services.

Le chef du Conseil suprême de sécurité nationale iranien, Ali Larijani, est lui attendu au Qatar, au lendemain d'une visite à Oman.

Parallèlement à cette reprise des pourparlers avec Washington – pour la première fois depuis des frappes américaines sur ses installations nucléaires durant la guerre de 12 jours déclenchée par Israël en juin –, l'Iran poursuit sa répression des contestataires.

Selon le groupe basé aux États-Unis Human Rights Activists News Agency (Hrana), au moins 6 984 personnes, dont 6 490 manifestants, ont été tuées au cours du pic des protestations, début janvier, et au moins 52 623 personnes ont été arrêtées depuis.

Parmi elles figurent des membres du courant réformateur en Iran qui avaient soutenu la campagne électorale de Massoud Pezeshkian en 2024 avant de prendre leurs distances.

Le Monde

Ghazal Golshiri
11 février 2026

En Iran, une vague d'arrestations dans le camp réformateur

Plusieurs figures du Front des réformes ont été interpellées début février, après la publication d'un communiqué dénonçant la répression des manifestations. Cette offensive contre un camp désormais marginalisé est la plus importante depuis 2009.

Les réformateurs sont les nouvelles cibles du régime iranien. Lundi 9 février, l'ancien député Ali Shakhouri-Rad et le porte-parole du Front des réformes, Javad Emam, ont été arrêtés par le service de renseignement des gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime. La veille, deux autres membres de ce même front, la secrétaire générale, Azar Mansouri, et le président du comité politique, Ebrahim Asgharzadeh, avaient été interpellés, tandis qu'étaient perquisitionnés les domiciles du vice-président, Mohsen Armin, et de la secrétaire, Badrolsadat Moftidi. Le Front des réformes chapeaute les partis et organisations réformistes.



Gholamhossein Mohseni Ejei (à droite), chef du pouvoir judiciaire iranien, à Téhéran, le 1^{er} janvier 2026. SOBHAN FARAJVAN/PACIFIC P/SIPA

Ces opérations sont intervenues après la publication d'un communiqué du front dénonçant la répression des manifestations de décembre 2025 et de janvier. Publié le 1^{er} février, le texte proposait la création d'une « assemblée de salut » pour « sauver l'Iran ».

« Sur la base (...) des évaluations disponibles, on peut aujourd'hui affirmer clairement qu'une large partie des citoyens iraniens a perdu confiance en toutes les institutions et capacités qui étaient censées (...) les représenter et défendre leurs revendications ; et le Front des réformes ainsi que le courant réformiste ne font pas exception à cette profonde défiance », peut-on lire dans ce communiqué.

Une réunion dimanche

Dans l'enregistrement d'un discours dont la date est inconnue, diffusé sur des chaînes Telegram, on entend M. Shakhouri-Rad rejeter le récit officiel selon lequel les manifestants tués l'auraient été par des « terroristes » liés à Israël et aux Etats-Unis. « En Iran, dans chaque manifestation, les services sécuritaires ont injecté de la violence pour ensuite l'utiliser comme prétexte à la répression. Cela a toujours été ainsi, et cela se poursuit, de pire en pire. Autrement dit, il faut qu'un milicien ou un policier soit tué ; il faut qu'une mosquée soit incendiée ; un mausolée attaqué ; un [exemplaire du] Coran brûlé ; tout cela doit arriver pour pouvoir réprimer la

contestation. C'est pourquoi je ne crois pas que [les dirigeants] disent la vérité en accusant le Mossad ou d'autres. Je crois que ces actes ont été commis par ceux qui voulaient (...) réprimer les manifestations. » Selon toute vraisemblance, ces propos lui ont valu d'être arrêté.

Selon la BBC Persian, citant des sources proches du courant réformateur, une réunion s'était tenue dimanche, en vue de la formation de l'« assemblée de salut » et de la rédaction d'une « charte d'activité ». Après les premières arrestations, le parquet de Téhéran, à l'origine de l'opération, a annoncé que les réformateurs visés avaient mené des « activités coordonnées en coulisse et en ligne »,

« dans le but de blanchir des actes violents et terroristes, et de porter atteinte à la sécurité intérieure du pays ».

Le même jour, Gholamhossein Mohseni Ejei a déclaré que ceux qui, à l'intérieur du pays, publiaient des communiqués « contre la République islamique » avaient autrefois « accompagné la révolution », mais qu'ils étaient désormais « alignés » sur Israël et les Etats-Unis.

Après les arrestations massives de réformistes, lors des manifestations de 2009, consécutives à la réélection controversée de l'ancien président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013), la vague d'interpellations de ces derniers jours

est le coup de filet le plus sévère contre ce camp.

Les réformateurs ont remporté à plusieurs reprises des élections législatives et présidentielles, notamment lors des deux mandats de Mohammad Khatami, président entre 1997 et 2005, et ont permis les deux victoires d'Hassan Rohani, en 2013 et 2017. Ils avaient aussi soutenu la candidature du président actuel, Massoud Pezeshkian, en 2024, élu dans un contexte d'abstention record.

« Intimider la population »

Malgré ces succès électoraux, obtenus faute d'alternative et de manière de moins en moins

éclatante, les réformateurs sont aujourd'hui perçus par une large partie de la population comme complices du régime. Même leurs critiques contre le pouvoir ne sont plus perçues comme authentiques. Certains voient en eux les membres d'un courant qui aurait permis à une République islamique jugée irréformable de perdurer.

Pourquoi ces arrestations, si la société iranienne ne leur accorde plus guère sa confiance ? La réponse se trouve peut-être dans la situation géopolitique du pays, alors qu'un conflit ouvert avec les Etats-Unis n'est pas à exclure, malgré un nouveau cycle de négociations entre

Téhéran et Washington, vendredi 6 février, à Oman.

« Quelques hypothèses peuvent expliquer ces arrestations : premièrement, le pouvoir, certain d'un conflit imminent, procède à des arrestations massives pour intimider la population, explique Modjtaba Najafi, chercheur sur les mouvements politiques et sociaux en Iran. Deuxièmement, Téhéran chercherait à éviter que certains réformateurs rejoignent l'idée d'un référendum constitutionnel ou le courant des partisans de la transition, en limitant les voix radicales tout en préservant les voix modérées. Troisièmement, ces arrestations peuvent préparer la succes-

sion du Guide suprême [Ali Khamenei, âgé de 86 ans] en éliminant les voix critiques, afin de faciliter la nomination d'une figure dure. »

Pour le chercheur, il est également possible que le noyau sécuritaire du régime redoute un scénario « à la vénézuélienne », en référence à l'enlèvement, le 3 janvier, du président vénézuélien, Nicolas Maduro, par les forces spéciales américaines. Dans cette lecture, soutient M. Najafi, « les arrestations des réformateurs serviraient aussi à envoyer le message suivant à Washington : "Ne vous faites pas d'illusions, il n'existe pas d'alternative interne ; notre voix est la seule qui compte" ».

The New York Times Feb. 11, 2026

Iran's Missile Program Tops Israel's Concerns as Netanyahu Meets Trump

President Trump is focused on Iran's nuclear program, but Prime Minister Benjamin Netanyahu sees a more immediate threat from Tehran's rapid rebuilding of its ability to launch missiles at Israel.

When President Trump warns that he may once again launch a military attack against Iran, he usually focuses on the threat of the country one day being able to build a nuclear bomb.

But for Israel, Iran's bitter enemy, there is a far more urgent concern: an arsenal of ballistic missiles capable of striking anywhere inside of Israel.

These contrasting views about the threat posed by Iran will be near the top of

the agenda when Mr. Trump meets with Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel at the White House on Wednesday.

Mr. Netanyahu arrives in Washington as U.S. officials conduct talks with Iran over the future of its weapons program. Iran has insisted that the talks be confined to the nuclear program, and that its ballistic missile arsenal cannot be negotiated away.

The Israeli prime minister is trying to pressure Mr. Trump to get Iran to change

its position by agreeing to limit its missile program. And if that does not work, he wants to convince Mr. Trump to approve another military campaign aimed at the missile sites, according to Israeli and U.S. officials.

For months, Mr. Netanyahu and other Israeli officials have told members of the Trump administration that the military conflict last June — when Israeli and U.S. airstrikes hit nuclear enrichment and ballistic missile facilities in Iran — left Iran damaged but still dangerous.

In particular, they have argued, Iran quickly rebuilt the missile sites damaged during the conflict.

During the 12-day conflict, Iran launched hundreds of missiles at Israel. Israeli military officials have said that Israel succeeded in intercepting and destroying more than 80 percent of the projectiles, and yet the Iranian barrage still inflicted significant damage to Israeli military and civilian targets.

During the conflict, the Israeli military had to con-

serve its interceptors, giving greater priority to the defense of densely populated areas and particularly important strategic installations.

Israeli intelligence assessments have concluded that if another conflict breaks out, Iran may decide that Israel is more vulnerable, without sufficient interceptors to defend its cities.

In addition to medium-range missiles capable of hitting Israel, Iran also has a large stockpile of shorter-range missiles that could hit U.S. military bases in Qatar, Iraq and elsewhere in the Middle East.



Israeli air defenses intercepting Iranian missiles over Tel Aviv during the military conflict last June. Menahem Kahana/Agence France-Presse — Getty Images

For years, international attention has focused on Iran's nuclear program, which the country insists is for peaceful, civilian purposes, and on the prospect that a nuclear bomb could give Iran the ultimate deterrent against efforts to overthrow the theocratic government in Tehran.

But analysts who study Iran's government say that, at least in the near term, Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, sees Iran's ballistic missile arsenal as the only thing ensuring the survival of his government. Iran is even more reliant on its missiles as a deterrent, they argue, now that the militia groups it has long used as proxy forces, especially Hezbollah in Lebanon, are significantly diminished.

As a result, they say, the

supreme leader would never agree to limit Iran's ability to use the missiles to strike Israel or U.S. military bases in the region.

"From Iran's perspective, the risk of military strike by the United States is less than the risk of giving up the only defense Iran has against it," said Raz Zimmt, an Iran expert at the Institute for National Security Studies at Tel Aviv University.

"They believe that giving up the missiles would pave the way to regime change," he said.

An [analysis](#) of satellite images by The New York Times this month appears to confirm that the missile program is Iran's top strategic priority. The images show that Iran has moved quickly to repair several

ballistic facilities damaged by Israeli strikes last year, but has done only minimal rebuilding of the major nuclear sites damaged or destroyed by the air campaign.

The satellite images analyzed by The Times show that Iran has carried out repair work in recent months in at least a dozen facilities involved in the production and launching of ballistic missiles. Iran appears to have prioritized rebuilding one of the sites, an Islamic Revolutionary Guard Corps missile testing and launch facility in Shahroud, in northern Iran, activity that could make the site operational again.

On Saturday, one day after U.S. and Iranian officials held indirect talks in Oman, Abbas Araghchi, Iran's foreign minister, reiterated his

country's position on its arsenal, saying the "missile issue" was "in no way negotiable, neither now nor at any time in the future."

At the beginning of the conflict last June, some Israeli officials estimated that Iran had more than 2,000 ballistic missiles. By the war's end, there were estimates that the arsenal had dwindled by one-third to one-half, either because Iran had fired projectiles at Israel, or because Israel had struck the missile caches where they were being stored.

Now, after months of steady work, some experts believe Iran's missile stocks are largely replenished.

"They are getting close to where they were before the 12-day war," said Mr. Zimmt.



Feb.11,2026

Civilians in Kobane decry widespread looting amid ongoing siege

ERBIL, Kurdistan Region - Several residents of Kobane in northeast Syria (Rojava) told Rudaw on Tuesday that their homes were looted and personal belongings taken after government forces entered the city's outskirts following a ceasefire agreement reached late last month. The allegations come amid mounting concerns over a worsening humanitarian crisis in the area.

"They left none of our belongings. They took everything and left," said Aliye Qawas, a resident of Girik village on the outskirts of Kobane.

According to information obtained by Rudaw, as many as 70 villages near Kobane have reportedly experienced looting and destruction allegedly carried out by armed factions backed by Damascus.

"They did not spare our homes; nothing of ours remains," said Sosan Diban, another resident from a village outside the city.

In mid-January, the Syrian Arab Army and allied armed groups launched a large-scale offensive against the Syrian Democratic Forces (SDF), the de facto military authority in

northeast Syria. The campaign resulted in advances across parts of Aleppo, Deir ez-Zor, Raqqa, and Hasaka provinces.

Later that month, the SDF and the Syrian government announced an internationally brokered agreement aimed at ending hostilities and integrating Rojava's civil and military institutions under state authority.

Despite the deal, Kobane has remained under a strict siege for more than three weeks, raising alarm over deteriorating humanitarian conditions.

Residents say the impact has

been devastating.

"They did not spare our homes; nothing of ours remains. They buried our youth," Diban said. "They left us with nothing, our boys, our girls, our homes. Where can we turn? We are leaning against a ruined wall."

The humanitarian situation in Kobane remains particularly dire.

According to the Kurdish Red Crescent in Rojava, at least six children died last month due to limited access to medical services.



Feb.11,2026

Nearly 5,000 ISIS prisoners transferred from Syria to Iraqi: Official

ERBIL, Kurdistan Region - Nearly 5,000 imprisoned ISIS militants have been transferred from Syria to Iraqi prisons as part of an ongoing process carried out by the US-led global coalition, an Iraqi official said Wednesday, with courts having begun legal proceedings against them.

"The transfer of terrorist prisoners from Syria to Iraq is ongoing in coordination with the global coalition, and they are being held in Iraqi prisons,"

Sabah al-Numan, spokesperson for Iraq's commander-in-chief of the armed forces, told Rudaw on Wednesday.

He added that Iraqi courts have begun taking legal and judicial measures «against those individuals who committed crimes against the Iraqi people."

Data obtained by Rudaw from the Iraqi Joint Operations Command shows that, as of Wednesday, nearly 5,000 former ISIS members have been brought into Iraq. Numan

said investigations and trials will continue "to ensure they receive their just punishment for what they have committed against Iraqis."

Numan emphasized that victims have the right to seek justice, confirming that the door is open for Yazidis and all Iraqis to file complaints against these ISIS militants.

"All criminal and terrorist acts that were committed will be investigated," he said, pointing to a coordinated intelligence,

judicial, and security effort by all security agencies «to ensure these individuals receive their just punishment.»

The detainees are part of a larger group of roughly 7,000 ISIS suspects that the US military began transferring from Kurdish-held areas of Syria last month, following advances by Syrian government forces into areas previously controlled by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF).

In mid-January, the Syrian Arab Army and allied armed groups moved into several northeastern cities formerly under SDF control.

After weeks of clashes, the SDF and Damascus announced on January 29 that they had reached an internationally brokered agreement to end hostilities and integrate

Rojava's civil and military institutions, including the Kurdish-led forces, into state institutions.

Ali Dhia, assistant head of Iraq's National Center for International Judicial Cooperation (NCIJC), an affiliate of the Iraqi Supreme Judicial Council, said on Monday that among the 7,000 to 8,000

ISIS prisoners being transferred to Iraq are "individuals who committed crimes against our Yazidi people, as well as those involved in crimes involving the use of chemical weapons in Iraq during the period of ISIS control."

He said Iraq has launched preliminary investigations into those already transferred, not-

ing that "preliminary investigations have revealed that a number of them are considered highly dangerous, are leaders within ISIS terrorist gangs, and are perpetrators of genocide and crimes against humanity and Iraqi components."



12 février 2026

Iran : un directeur de télévision limogé après un «lapsus» contre Khamenei

Après qu'un journaliste a prononcé en direct sur une télévision régionale «Mort à Khamenei» lors des célébrations du 47e anniversaire de la Révolution islamique mercredi 11 février, son directeur a été démis de ses fonctions.

Une «bourde» qui coûte cher. La télévision d'Etat iranienne a annoncé le limogeage du directeur d'une chaîne régionale, après qu'un journaliste a prononcé sur l'antenne un slogan hostile au guide suprême Ali Khamenei, ce qu'il a ensuite imputé à un «lapsus». L'incident s'est produit lors de la couverture, mercredi 11 février, des célébrations du 47e anniversaire de la Révolution islamique dans la province du Sistan-Balouchistan, dans le sud-est du pays.

Le journaliste Musab Rasoulizad décrivait, en direct, l'affluence de partisans du pouvoir et reprenait les slogans lancés par la foule, notamment «Allah Akbar» (Dieu est grand). Il a enchaîné avec un «Mort à Khamenei», plutôt que de proférer «Mort à l'Amérique» ou «Mort à Israël», formules habituelles



Office of the Iranian Supreme Leader/WANA

lors de tels rassemblements. Il a ensuite présenté ses excuses dans une séquence vidéo pour ce qu'il a qualifié de «lapsus» et de «bourde», et dénoncé une exploitation de l'incident par les «contre-révolutionnaires». Le directeur des programmes a été licencié dans la foulée, a affirmé la télévision d'Etat, parlant «d'une erreur survenue sur le réseau».

«L'opérateur de transmission

et le responsable de diffusion» ont eux été suspendus, tandis que «d'autres membres du personnel jugés fautifs ont été renvoyés en commission disciplinaire», a-t-elle précisé. Cette décision vise, selon la télévision, à «maintenir la discipline professionnelle et préserver la réputation des médias».

Le pouvoir iranien a été confronté à une vague de contestation inédite déclen-

chée fin décembre, qu'il a réprimée début janvier, faisant des milliers de morts selon les ONG de défense des droits humains. Les autorités iraniennes reconnaissent la mort de plus de 3 000 personnes dans les manifestations, mais affirment que la plupart des victimes sont des membres des forces de sécurité ou des passants tués par des «terroristes» agissant pour le compte des Etats-Unis et d'Israël.

Donald Trump menace l'Iran de conséquences « très traumatisantes » s'il n'accepte pas un accord nucléaire

Donald Trump a menacé l'Iran de conséquences « très traumatisantes » s'il n'acceptait pas un accord sur son programme nucléaire, tandis que Benjamin Nétanyahou a exprimé un « certain scepticisme » sur les chances de conclure l'accord en question.

I faut passer un accord, sinon ce sera très traumatisant, très traumatisant », a affirmé jeudi 12 février le président américain pendant un échange avec la presse à la Maison Blanche, au sujet de l'accord sur son programme nucléaire. Donald Trump a ajouté qu'il espérait que les négociations avec la République islamique aboutissent d'ici un mois.

« Je leur parlerai aussi longtemps qu'ils le souhaitent » a-t-il encore déclaré, en précisant que faute d'accord, il passerait à la « phase deux », qui serait « très dure » pour les Iraniens. Le président américain a une nouvelle fois donné en exemple le bombardement par les Etats-Unis de sites nucléaires iraniens, lors d'une guerre de douze jours déclenchée par Israël en juin.

Washington et Téhéran disent vouloir continuer à discuter après une première séance de pourparlers le 6 février à Oman. « J'ai exprimé [à Donald Trump] un certain scepticisme quant à la qualité de tout accord avec l'Iran » a pour sa part déclaré le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, au lendemain d'une rencontre à la Maison Blanche avec le dirigeant républicain.

« J'ai dit que si un accord devait effectivement être obtenu, il devrait inclure des éléments qui sont très importants (...) pour Israël », a-t-il ajouté. « Il ne s'agit pas simplement de la question nucléaire [mais] aussi des missiles balistiques et des [groupes armés] mandataires de l'Iran » comme le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien ou les houthistes du Yémen, a plaidé le premier ministre israélien.

Un enjeu central : la question des missiles

La question des missiles est une ligne rouge pour Israël, distant d'environ 2 000 kilomètres de l'Iran. M. Nétanyahou a confirmé la préférence de Donald Trump, pour l'instant, pour la voie diplomatique, même si le milliardaire de 79 ans a déployé à proximité de l'Iran de considérables moyens militaires.

Le président américain pense créer les « conditions » qui pourraient permettre de mener à un « bon accord » avec l'Iran, a constaté le premier ministre israélien en quittant la capitale américaine. Après le déclenchement d'un mouvement de contestation réprimé dans le sang début janvier par les autorités iraniennes, Donald Trump a multiplié les avertissements à l'encontre de Téhéran.

En recevant mercredi Be-

nyamin Nétanyahou, le président américain a cependant « insisté » sur sa volonté de poursuivre les discussions avec Téhéran, en dépit de positions très éloignées. Cette divergence de vues sur l'Iran n'a pas empêché M. Trump de déclarer à nouveau jeudi son soutien au premier ministre israélien, face aux accusations de corruption qui le visent en Israël. Donald Trump a lancé que le président israélien Isaac Herzog « devrait avoir honte » de ne pas gracier le premier ministre, comme ce dernier l'a demandé.

Les Etats-Unis insistent pour inclure la question des missiles et des groupes soutenus par l'Iran dans les négociations. Téhéran pour sa part ne veut parler que du programme nucléaire, et insiste pour gagner des capacités d'enrichissement d'uranium.



Feb.12, 2026

Turkey among worst countries for lawmakers

ERBIL, Kurdistan Region - A report by the Inter-Parliamentary Union (IPU) has ranked Turkey as the third worst country in the world for parliamentarians, citing several factors, including the "violation of freedom of opinion and expression."

The report, entitled «When the public turns hostile: Political violence against parliamentarians» was revealed to reporters in New York on Wednesday, just hours after a scuffle broke out between lawmakers from the ruling and opposition parties over the appointment of a new minister. The report shows that in 2025,

110 parliamentarians were subjected to violence or human rights violations. This makes Turkey the third worst country, after Yemen and Venezuela. The report lists the names of the affected lawmakers, all of whom are members of opposition parties, many of them Kurdish.

«There are a number of cases in Türkiye. We have been engaging with the parliamentary authorities for a long time on these issues. There is good cooperation in the sense that they are responding to the Committee on the Human Rights of Parliamentarians.» IPU Human Rights Manager Rogier

Huizenga told reporters.

Among the most frequent violations recorded are "lack of due process in proceedings against parliamentarians [and] violation of freedom of opinion and expression."

Notably, the IPU does not directly accuse the Turkish government for the «violations.»

Despite this, the IPU is set to hold its next meeting in Istanbul in April. Rudaw asked IPU Secretary General Martin Chungong why the organization still plans to convene in Turkey despite the report's findings.

«Turkey is a member state of the Inter-Parliamentary Union, and they are entitled to host meetings of the Inter-Parliamentary Union. And the goal, the policy of the IPU, is not to identify pariah states or non-go states. Our policy is to provide a forum wherein there is free discussion of all issues; no issue is taboo. I can assure you that the fact that we're going to Turkey does not mean that parliamentarians will not be at liberty to address the situation of human rights in Türkiye,» he replied.



Feb.12, 2026

DEM Party delegation says meeting with Erdogan was 'important'

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's main pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party's (DEM Party) delegation that visited the Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Wednesday says the meeting was "important."

The DEM Party delegation, which consisted of Pervin Buldan and Mithat Sancar, were received by Erdogan on Wednesday. This came nearly a month after the same delegation, which acts as main mediators of a new peace process between Ankara and the now-dissolved Kurdistan Workers' Party (PKK), also visited the jailed PKK leader Abdullah Ocalan in prison.

The delegation said in a statement on Thursday that the meeting was "important," adding that they "consulted" with Erdogan on the developments in the region and their impact on the peace process.

"During the meeting, the shared will to continue the process with determination was reaffirmed. It was stated that the Turkish parliament, the relevant ministries, and public institutions need to intensify their efforts to take concrete and reassuring steps regarding the ongoing process," read the statement.

They also emphasized on "the necessity of preparing the re-

port of the National Solidarity, Brotherhood, and Democracy Committee with an inclusive approach, providing a solid foundation for democratization and freedoms," it added, referring to a parliamentary committee tasked with drafting a legal framework for the peace process.

The committee has held numerous meetings with relevant parties, including Ocalan, but has yet to submit their final report.

"It was stressed that it is important for the legal framework, encompassing all segments of society and forming the basis for Turkey's democratic future, to be established without delay

and with the broadest possible consensus," the mediators said.

Ocalan made a historic call in February for the PKK to disarm, followed by a unilateral ceasefire by the group. In mid-July, 30 PKK fighters held a symbolic disarmament ceremony in the Kurdistan Region as a gesture of goodwill and commitment to peace. PKK has also taken other steps to serve the process but it has blamed Ankara for failing to take any concrete steps.

The DEM Party and PKK call the process "Peace and Democratic Society" while Ankara calls it "Terror Free Turkey."

En Iran, deux figures du camp réformateur libérées après les immenses manifestations de janvier

Javad Emam, porte-parole du Front des réformes et arrêté dimanche, était accusé d'« atteinte à l'unité nationale » et « coordination avec la propagande ennemie », selon l'agence Fars. Azar Mansouri, cheffe du Front des réformes, reste pour l'heure en détention.

Deux figures du camp réformateur, arrêtées ces derniers jours en Iran dans la foulée des vastes manifestations contre le pouvoir en janvier, ont été libérées jeudi 12 février, ont rapporté plusieurs médias iraniens.

Le camp réformateur a largement soutenu le président, Massoud Pezeshkian, lors de la campagne présidentielle de 2024, mais plusieurs personnalités ont pris leurs distances avec le gouvernement et soutenu les manifestants lors du mouvement de contestation contre le pouvoir en janvier.

Le porte-parole du Front des réformes, la principale coalition du camp réformateur, **Javad Emam, avait ainsi été arrêté dimanche**. Il avait été, en 2009, l'un des responsables de campagne de Mir Hossein Moussavi, figure de l'opposition iranienne et ancien premier ministre, assigné à résidence depuis 2011.

Caution

L'arrestation de M. Emam avait suivi celles de trois autres personnalités du camp réformateur, dont Ebrahim Asghar-

zadeh, un ancien membre du Parlement.

MM. Emam et Asgharzadeh « ont été libérés il y a quelques minutes après avoir versé une caution », a affirmé jeudi soir leur avocat M^e Hojjat Kermani à l'agence ISNA, une information reprise par le quotidien *Etemad*. Le montant de la caution n'a pas été précisé.

Azar Mansouri, cheffe depuis 2023 du Front des réformes et ex-conseillère de l'ancien président réformateur Mohammad Khatami (1997-2005),

reste pour l'heure en détention. Mais son avocat a précisé que la libération de M^{me} Mansouri pourrait intervenir à son tour « dans les prochains jours une fois [son] mandat d'arrêt annulé ».

Après le début des manifestations en décembre en Iran, initialement déclenchées par le marasme économique, elle avait soutenu les protestataires. Ces figures du camp réformateur avaient été accusées d'« atteinte à l'unité nationale » et « coordination avec la propagande ennemie », selon l'agence Fars.



Emilia Spada
13 février 2026

La plupart des familles de jihadistes étrangers ont disparu du camp d'Al-Hol, au nord-est de la Syrie

Des milliers de femmes et d'enfants de jihadistes qui étaient retenus dans le camp de détention l'ont quitté après le retrait des forces kurdes, posant la question de leur sécurisation par les autorités syriennes.

Depuis le retrait des

troupes kurdes qui administraient le camp, un nombre très important des 6 300 femmes et enfants étrangers retenus à Al-Hol, principal camp de familles de jihadistes, en sont partis, évadés ou transférés clandestinement. La gestion du camp a été transférée à l'armée syrienne, qui a entamé le re-

censement des personnes restantes. Une source humanitaire contactée par l'AFP indiquait jeudi 12 février : « Il ne reste pas plus d'une vingtaine de familles. »

« Nous ne savons pas combien de personnes se trouvent encore ici », admet Fadi al-Qassem,

représentant du ministère des Affaires étrangères chargé de la gestion du camp d'Al-Hol, rencontré sur place par le journal suisse le Temps. Au sujet des possibles évasions survenues durant la prise du camp par l'armée syrienne – estimée à 10 000 personnes selon les ONG présentes sur place – une

source administrative indique à l'AFP que *«si c'est avéré, la responsabilité de tout cela, incombe aux FDS [les troupes kurdes, ndlr] qui se sont retirées du site sans processus de remise»* du camp aux autorités syriennes.

«Il n'y a pas de familles françaises connues dans le camp : s'il y en a encore, c'est qu'elles se sont cachées ou ne se sont pas signalées. D'autres se sont enfuies», affirme Marie Dosé, avocate des familles françaises des détenus en Syrie, contactée par *Libération*. Les autorités du camp, qui a hébergé jusqu'à 70 000 détenus après la chute de l'Etat islamique en 2019, avaient certes effectué un recensement, *«mais dans une désorganisation totale»*. Al-Hol retenait des familles de 42 nationalités, dont un grand nombre de femmes et d'enfants originaires de Russie, du Caucase et des républiques d'Asie centrale, que leurs pays respectifs se refusaient à rapatrier. Plusieurs Françaises y ont notamment séjourné, avant d'être transférées dans le camp voisin de Roj, réputé *«plus strict»*, et toujours administré par les autorités kurdes.

Un camp devenu «un mini-califat»

Selon plusieurs observateurs, le camp d'Al-Hol est devenu au fil des années «un mini-califat». Rapatriée par la France en 2022, Maya (nom d'em-

prunt) y a été retenue deux mois, après la chute de l'Etat islamique, avant d'être transférée à Roj. Partie en Irak pour rejoindre Daech en 2015, elle est aujourd'hui en attente d'un procès, et vit en France avec son fils. *«A Al-Hol, je pouvais garder le voile, par exemple. Mais quand on arrive à Roj, on n'a plus le droit au voile intégral. On n'a pas non plus le droit de porter de noir, peu important les habits, car c'est considéré comme la couleur de Daech»*, indique-t-elle à *Libération*.

Elle témoigne également la réputation plus souple du camp d'Al-Hol, rapportant que des codétenues lui avaient conseillé de refuser les propositions de transfert à Roj formulées par les autorités kurdes en visite dans la prison. *«Beaucoup disaient qu'il ne fallait surtout pas aller là-bas parce que c'était vraiment une vraie prison, qu'on pouvait pas s'enfuir, rien»*, se souvient Maya.

Transferts clandestins

Selon les sources contactées par l'AFP, *«un grand nombre d'étrangers ont été clandestinement transférés vers Idlib et d'autres provinces, et une petite partie est entrée»* dans la partie du camp réservée aux prisonniers syriens et aux Irakiens, moins gardée. Idlib, un autre camp de détention, abritait de nombreux jihadistes étrangers : c'est d'ailleurs une

coalition islamiste partie de ce bastion rebelle qui avait lancé fin 2024 une offensive fulgurante, permettant le coup d'Etat en Syrie.

Depuis la prise de contrôle des forces gouvernementales syriennes, des proches des combattants de l'Etat islamique détenus dans le pays pourraient même avoir traversé la frontière. Au Liban, un homme a par exemple indiqué à l'AFP que quatre membres de sa famille étaient revenus dans le pays : *«Ils ont pu quitter le camp, les forces gouvernementales ayant fermé les yeux.»* Un autre rapporte avoir vu des hommes armés évacuer du camp des femmes voilées à bord de voitures, quelques jours après l'arrivée de l'armée syrienne à la tête du camp.

Un véritable «enjeu de pouvoir»

«Ça montre que la zone est déstabilisée, et que ces camps sont un véritable enjeu de pouvoir pour le gouvernement d'Ahmed al-Charaa», analyse pour *Libération* Anne-Clémentine Larroque, historienne et spécialiste de l'idéologie islamiste, autrice du *Trou identitaire* et de *Géopolitique des islamismes* (Presses universitaires de France). Les troupes qui gardaient le camp ont été forcées de quitter quasiment toute la région kurde du Rojava au nord-est de la Syrie, auto-

nome depuis 2012, car l'armée syrienne gagnait du terrain : face à cette progression, un accord de cessez-le-feu a été décidé entre les deux parties fin janvier, *«pour que cette guerre ne devienne pas une guerre civile»*.

Enjeu majeur de cette trêve, *«la pression mise par les Etats-Unis sur Damas»*, qui a transféré en janvier plus de 4 500 prisonniers jihadistes des geôles kurdes en Syrie vers l'Irak, pour éviter le risque que des jihadistes puissent venir grossir les rangs de l'Etat islamique, toujours actif en Syrie. *«La sécurisation de ces camps est beaucoup moins évidente, et pose des questions au niveau géopolitique. Il faut voir comment se positionnent les Irakiens sur la durée, comment ils vont faire face à l'afflux de prisonniers ?»* détaille Anne-Clémentine Larroque.

«Cette déstabilisation de la zone» pose une nouvelle fois la question du rapatriement des familles des jihadistes français, quasiment toutes retenues au camp de Roj. Alors que les 60 femmes et les 179 enfants rapatriés depuis 2019 vers la France étaient tous volontaires, l'arrivée des forces syriennes dans les camps pourrait inciter à rapatrier d'office la centaine de mineurs encore retenue au Rojava, notamment à Roj.



Feb. 13, 2026

Iraq transfers 4,000 prisoners to make room for incoming ISIS detainees

ERBIL, Kurdistan Region - More than 4,000 inmates have been transferred out of Baghdad's Karkh prison to facilities in Babil and Nasiriyah in Dhi Qar province to make room for thousands of Islamic State (ISIS) detainees being moved from north-eastern Syria (Rojava) to Iraq, Iraqi officials and lawmakers said.

Convoys of ISIS detainees have been arriving in Iraq in stages from Rojava. According to Iraqi security data obtained by Rudaw, about 6,000 detainees were transferred in 34 convoys.

Shakir Tamimi, a member of the Iraqi Parliament, warned of the risks posed by holding such a large group inside Iraq's prison system. "It would have been better if the international coalition had transferred them to another country, especially since the number of Iraqis among them is not that high," Tamimi told Rudaw on Thursday, adding that the Iraqi government «has no information about them. Those entering the prisons may also influence other inmates; this is a major problem."

Lawmaker Safa Jabri told Rudaw on Thursday those accused of crimes in Iraq would face prosecution. "As far as the transfer, protection, and investigation of the detainees are concerned, if they have committed crimes against Iraqis or were involved in such acts, they will be referred to



A bus in a US military convoy transporting ISIS detainees from Syria to Iraq travels through Syria's northeastern Hasaka province on February 7, 2026. Photo: AFP

Iraqi courts for full legal proceedings," Jabri said, adding that he would support the measures.

The detainees transferred to Iraq include nationals from more than 50 countries, a fact that has fueled political concern in Baghdad.

They include 3,245 Syrians, 271 Iraqis, and 610 nationals from other Arab countries such as Egypt, Tunisia, Morocco, and Saudi Arabia, in addition to more than 900 foreigners from Europe, Asia, and Australia.

Among them are 27 Germans - the largest European group - along with 10 from the Netherlands, nine from the United Kingdom, 13 Australians, four Swedes, three French nationals, more than 130 Russians, and 160 Turkish suspects.

Responsibility for the detainees has been handed to the Supreme Judicial Council of Iraq, which will oversee investigations and trials.

Officials say foreign ISIS members who committed crimes on Iraqi soil will be tried under Iraqi law, while those whose home countries request repatriation may be handed over provided they did not commit offenses in Iraq.

Justice Minister Khaled Shwani said Wednesday Iraq will take in all ISIS prisoners from Syria and hold them in high-security facilities as they await charges or repatriation. He described the detainees as "extremely dangerous" senior ISIS leaders.

Ali Dhia, assistant head of Iraq's National Center for International Judicial Cooperation - an affiliate of the Supreme Judicial Council - said

earlier this week that the group includes perpetrators of some of ISIS's worst crimes.

Among the 7,000 to 8,000 prisoners being transferred are "individuals who committed crimes against our Yazidi people, as well as those involved in crimes involving the use of chemical weapons in Iraq during the period of ISIS control," he said.

Dhia added that preliminary investigations show "a number of them are considered highly dangerous, are leaders within ISIS terrorist gangs, and are perpetrators of genocide and crimes against humanity and Iraqi components."

The transfers follow a security shake-up in northeastern Syria. The US military said it began moving roughly 7,000 ISIS suspects from prisons run by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) last month after prison breaks and fighting raised fears of a wider security crisis.

In mid-January, the Syrian Arab Army and allied groups advanced into several cities formerly under SDF control.

After weeks of clashes, the SDF and Damascus announced on January 29 an internationally brokered agreement to end hostilities and integrate Rojava's civil and military institutions, including Kurdish-led forces, into state structures.



Feb.13,2026

Hundreds of medical supply packages reach Kobane from southeastern Turkey

ERBIL, Kurdistan Region - Hundreds of packages of medical supplies sent from Turkey's predominantly Kurdish southeast have arrived in Kobane, in northeastern Syria (Rojava), offering limited relief to a town grappling with a chronic shortage of essential medicines amid an ongoing siege by armed factions affiliated with Damascus, despite a declared ceasefire.

More than 700 packages of essential medical supplies reached Kobane on Friday, Ahmed Mahmood, co-chair of the town's health department, told Rudaw.

The medical aid was provided by the Diyarbakır City Protection and Solidarity Platform.

Founded in 2022, the coalition brings together over 100 civil society organizations, professional chambers, and trade unions in Diyarbakır to protect the city's social, cultural, and architectural fabric and coordinate crisis relief efforts.

Mahmood described the health situation in the besieged town as "extremely dire," noting that hospitals are overwhelmed and no additional beds are available for incoming patients.



The town of Kobane. AFP file photo

He said nearly 2,000 patients in Kobane are currently receiving medication but cautioned that, despite the latest delivery, severe shortages persist.

The humanitarian and health crisis in Kobane has reached alarming levels, notwithstanding a ceasefire agreement between the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and Damascus.

The Syrian Arab Army and affiliated armed groups have yet to lift the 25-day siege, having cut off essential services including water, electricity, and fuel.

"The city is experiencing a 70 percent decline in medical supplies," Bakhtyar Mudris, a phys-

ician based in Kobane, told Rudaw. He added that medicines smuggled into the city are being sold at prices approximately 40 percent higher than their original cost.

Previously, medicines were supplied from the Kurdistan Region, Damascus, and Aleppo. However, all access routes are now closed.

Late last month, the SDF and the Syrian government announced an internationally brokered agreement aimed at ending hostilities and integrating Rojava's civil and military institutions under state authority.

Despite the agreement, Kobane has remained under a strict siege for

more than three weeks, prompting growing concern over deteriorating humanitarian conditions. On Wednesday, the United States called for the restoration of basic services to Kobane.

"The United States continues to reiterate the obligation of all parties to protect civilians and civilian infrastructure. We welcome the establishment of humanitarian corridors to ensure the safe and unimpeded delivery of humanitarian assistance," a spokesperson told Rudaw. "We emphasize that these corridors must be maintained and that basic services must be resumed in the city of Kobane."

The New York Times

Feb. 13, 2026

As Diplomats Talk, Pentagon Prepares for Possible War With Iran

President Trump threatened to strike Iran, but the military has needed time to build up its forces in the region.

When President Trump threatened last month to strike Iran if its government did not agree to a deal to curb its nuclear program, the Pentagon was in a poor position to back him up.

The 30,000 to 40,000 American troops scattered around the Middle East, including at eight permanent bases, were low on air defenses to protect them from expected retaliation.

The additional fighter jets necessary to conduct the kind of sweeping operation Mr. Trump spoke of were idling at American bases in Europe, and as far away as the United States. Much of the military hardware in the Middle East accumulated over 20 years of war, and even during the U.S. campaign against Yemeni Houthis last year, had since departed the region.

So senior national security officials made a case to the president to hold off while the Pentagon rebuilt its ability to attack and, even more important, to defend in the 11 countries that could be vulnerable to Iranian retaliation, according to three U.S. officials, who spoke on condition of anonymity to discuss operational matters.

“President Trump has all

options on the table with regard to Iran,” said Anna Kelly, a White House spokeswoman. “He listens to a variety of perspectives on any given issue, but makes the final decision based on what is best for our country and national security.”

Now, as Mr. Trump weighs his military options if diplomacy fails to resolve disputes with Iran over its nuclear and ballistic missile programs, the Pentagon is using the time to finish building up the “armada” the president said was heading toward the country.

So far, that armada includes eight guided missile destroyers that can shoot down Iranian ballistic missiles, land-based ballistic missile defense systems and submarines that can launch Tomahawk cruise missiles at targets in Iran. Over the past three weeks, as diplomats and leaders in Israel, Arab countries, Iran and the United States have begun talks, the Pentagon has been preparing for war. The platforms it is putting in place not only have offensive capability, military officials said, but also defensive capability, because Iran is likely to strike back.

A senior military official described the process as put-

ting one’s house in order.

Mr. Trump initially said he was trying to defend Iranian demonstrators who began challenging the authoritarian government late last year. But he has backed away from “when he said the U.S. was ‘locked and loaded’ to protect the protesters,” said Vali Nasr, an Iran expert and a professor of international affairs at Johns Hopkins University.

But more recently, his reasons for targeting Iran have shifted back to its nuclear program, which Iranian officials insist is for civilian purposes, and not to produce weapons.

“He threatened war before the U.S. military was ready,” Mr. Nasr said. “But having put war on the table and then having to back off to give buildup time, he also alerted Iran that war was coming, and gave it time to make its own retaliatory threats more credible.”

A U.S. military destroyer at the port near the Israeli city of Eilat. Doron Berti/Reuters

Senior administration officials said Mr. Trump had not decided whether he would strike Iran.

After meeting with Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel at the White

House on Wednesday, [Mr. Trump wrote on social media](#) after that “there was nothing definitive reached other than I insisted that negotiations with Iran continue.”

On Friday the president told reporters that regime change in Iran “would be the best thing that could happen.”

The options Mr. Trump has been weighing include military action targeting Iran’s nuclear program and ability to launch ballistic missiles, according to three U.S. officials. He is also considering options that would include sending American commandos to go after certain Iranian military targets, the officials said.

But before the Pentagon can do any of this, it must be better prepared, the officials said.

That means moving air defense systems to bases in the region that house American troops — not just at Al Udeid Air Base in Qatar, which Iran struck last year in retaliation for American strikes on its nuclear facilities — but also at bases in Iraq, Bahrain, Kuwait and Jordan.

“Defensively, we’ve got to make sure, before we do anything” that American de-

fenses are in order, said Gen. Joseph Votel, the former commander of United States Central Command. "So we are prepared for the inevitable response that comes back against U.S. interests or against our partners."

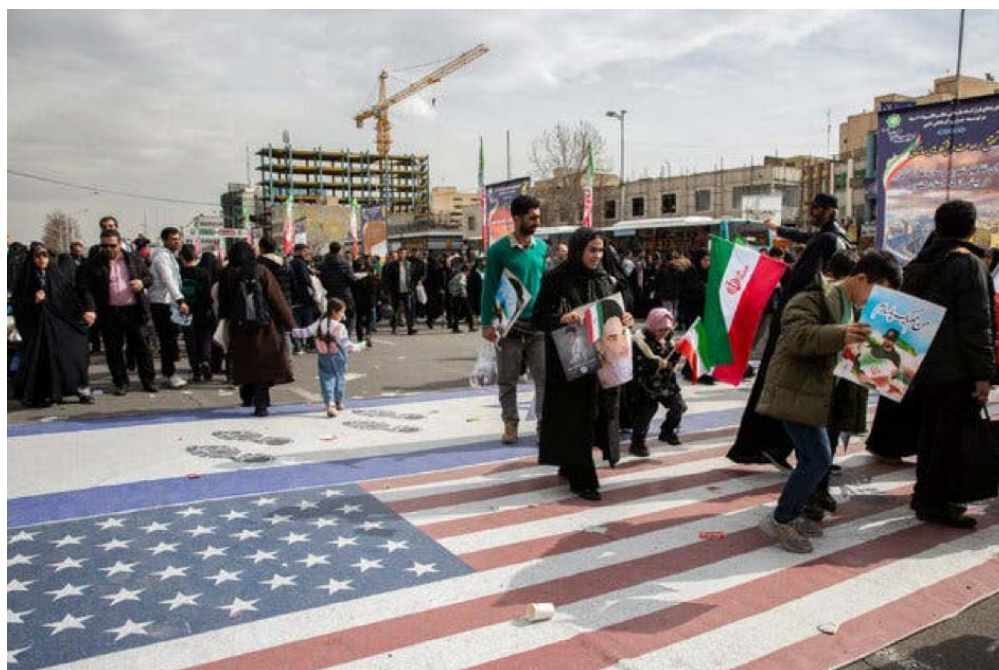
In his threat last month, Mr. Trump characterized the buildup in the Middle East as bigger than the one in Venezuela last year, which led to an Army Delta Force raid to seize President Nicolás Maduro in early January. Certainly, there are similarities, with each marshaling thousands of troops at sea and bases on land, and each building its strike force around an aircraft carrier.

In the case of Iran, the aircraft carrier Abraham Lincoln, accompanied by three warships equipped with Tomahawk missiles, is at the center of a dozen warships in the region, including in the Arabian Sea, the Persian Gulf, the Red Sea and the eastern Mediterranean Sea.

Iranian drones have been tracking the carrier, and a Navy fighter jet [shot one down on Feb. 3](#) after U.S. officials said it had approached the Lincoln.

The carrier's stealthy F-35 fighters and F/A-18 attack planes are well within striking distance of targets in Iran. The United States has also sent more than a dozen additional F-15E attack planes to the region, according to U.S. officials.

On Thursday, the crew of a second aircraft carrier, [the U.S.S. Gerald R. Ford](#), was told they would leave the Caribbean, where the ship joined the U.S. operation



People in Tehran walk on U.S. and Israeli flags during a march to commemorate the 47th anniversary of Iran's Islamic revolution. Senior officials said Mr. Trump had not decided whether he would strike Iran. Arash Khamooshi for The New York Times

last month to seize Mr. Maduro, and [deploy to the Middle East](#) as part of Mr. Trump's pressure campaign against Iran.

B-2s and other long-range bombers based in the United States that could strike targets in Iran remain on a higher-than-usual alert status, according to a senior U.S. official, who spoke on the condition of anonymity to discuss operational matters. The Pentagon heightened the alert status nearly a month ago, when Mr. Trump requested options to respond to the Iranian government's bloody crackdown on protests.

Military analysts say other tipoffs for potential major operations usually include the number of aerial refueling tankers in the Mideast or nearby, and the number of EA-18 Growlers, radar-jamming planes that can escort bombers. There are Growlers on the Lincoln, and Central Command re-

cently flew some to a base in Jordan.

[Flight tracking data suggests](#) that the United States is also moving additional aircraft, including refueling planes and reconnaissance aircraft, closer to or into the region.

Analysts say another tipoff to the seriousness of any offensive planning would be if the Navy were to move a ballistic-missile submarine that typically operates in the Mediterranean into the Red Sea or, more likely, to Arabian Sea, where it would be best positioned to strike targets in Iran.

The Navy subs [can carry up to 154 Tomahawk cruise missiles](#), adding substantial firepower to the region. Unlike its ships, the Navy typically does not disclose the locations of its submarines. But a submarine moving from the Mediterranean to waterways to the east would have to surface going through the Suez Canal and

would be visible to ship trackers. That has not happened yet.

In addition to its offensive arsenal, the Pentagon is dispatching more Patriot and THAAD air defenses to the region to help protect troops there from retaliatory strikes by Iranian short- and medium-range missiles.

Kenneth F. McKenzie Jr., a retired four-star Marine general and former head of U.S. Central Command, said Iran's military and political leaders would take any American buildup seriously because of Mr. Trump's track record: bombing three Iranian nuclear sites last June and killing a top Iranian general, Qassim Suleimani, in January 2020.

"The Iranians fear Trump because he killed Suleimani and he hit their nuclear sites," General McKenzie said in an interview. "They're scared of him because he takes direct action."

The New York Times

By Adam SatarianoPaul
Mozur and Farnaz Fassihi
Feb. 13, 2026

Iran Turns to Digital Surveillance Tools to Track Down Protesters

As Iranian authorities restore some online services after crushing antigovernment demonstrations, they are using a technological dragnet to target attendees of the protests.

When Iranians began protesting their government in late December, an ominous text message landed in some of their phones.

Their “presence at illegal gatherings” had been noted and they were under “intelligence monitoring,” the Iranian authorities texted them. “It is advised that you refrain from attending such illegal gatherings, which are desired by the enemy.”

Iran’s government most likely tracked the protesters through location data emitting from their phones, researchers later concluded. The move was part of a new phase by the authorities to combat opposition by tapping a vast digital surveillance infrastructure to track down dissenters who participated in the recent antigovernment demonstrations, according to human rights groups, researchers and documents.

Iran, like [China](#), has some of the world’s most expansive known surveillance abilities. Technology to monitor mobile devices, apps and web traffic has been integrated throughout communications and internet networks, along with facial recognition and other tracking methods, according to groups that have studied Iran’s capabilities.

These digital surveillance abilities have received less attention than the internet blackouts that the [government imposed](#) during the violent



Antigovernment protesters blocked a road last month in Tehran. Iran is using facial recognition and phone data to track and detain people involved in political opposition activities. Getty Images

crackdown to end the protests last month. But as authorities slowly restore some online access, they have detained people who were believed to have attended protests and subjected them to hours of interrogation based on facial recognition and phone data, according to accounts from Iranians and a government security official in the country.

Some people who posted on social media about the protests and other political topics have had their phone SIM cards suspended — effectively shutting off access to mobile networks — while others received warning phone calls and faced bank-

ing service interruptions, [according to a report](#) that was released this week by Holistic Resilience, a digital rights group focused on Iran.

The authorities’ hope was to hunt down the “leaders of the riots” and arrest them, according to the government security official, who declined to be identified.

“They can follow you to the streets,” said Mahdi Saremfar, a researcher with Holistic Resilience. “The government ends up with a long list of names of people. They can visit every single one of those people, maybe a month later or two months later.”

Iran began constructing its digital censorship and surveillance system around 2013. That was when the country’s internet and telecommunications infrastructure, known as the National Information Network, began being developed so that the government could more easily filter the internet and surveil people.

In the years since, censorship tools were used to block information and various online services, while surveillance systems let authorities identify and track opponents, according to researchers at Project Ainita, a group focused on Iran’s digital networks.

For the country's 90 million people, access to the internet was managed like a draw-bridge. While blocks were lifted for some services like Google search, global platforms including Instagram, Telegram, WhatsApp and YouTube were banned. In moments of political crisis, the government could also [shut down the internet](#) altogether, creating a digital blackout so people could not communicate and spread news of unrest.

Some Iranians have gone to great lengths to sidestep these controls, using services like Elon Musk's [Starlink satellite internet](#). But the government moved swiftly to plug holes. Iranians using Starlink now risk imprisonment or even the death penalty, according to rights groups.

Since about 2018, the Iranian government has also added a long menu of surveillance abilities such as "targeted spying, tracking and communication interception," according to Holistic Resilience. Spyware can be inserted on phones to record private messages and copy files. Security cameras that were installed across the country, including those owned by private property owners, share a live feed with the government. Other systems to evaluate people's "lifestyle patterns" were also built.

Around 2019, the government created a centralized digital identity that links a citizen's personal identity and his or her digital behavior, according to researchers. For access to national mobile networks, people must register their phone and SIM card identification numbers, making it easier to track their movements, connections and apps usage.

Another program, called



A security camera on a street in Tehran in 2023. Russian and Chinese companies have lent support to Iran's surveillance efforts. Credit...Atta Kenare / Agence France-Presse — Getty Images

SIAM, reported earlier by [The Intercept](#), lets authorities log user behavior, track movements and slow down a target's mobile data connection.

By blocking global services, Iran has funneled people toward domestic services that are more easily monitored. Activity on certain online services, including those for banking and commerce, is tied to a state registry.

"People in Iran know these platforms are used for interception and surveillance, but for some things you don't have any other choice," said Mr. Saremifar of Holistic Resilience.

Civil society groups and security researchers have raised alarms about the government's secretly subverting digital tools that Iranians use to avoid censorship and surveillance.

In January, a protester in Berlin showed his support for nationwide demonstrations in Iran. Annegret Hilse/Reuters

In 2023, cybersecurity researchers identified fake vir-

tual private networking apps, which disguise a person's location. These apps contained spyware that could be used to log a person's keystrokes and gain access to files stored on a device. More recently, apps posing as providers of Starlink internet service were also found to include spyware, according to cybersecurity researchers.

Iranian authorities have collaborated with other authoritarian governments, researchers found.

In 2023, Citizen Lab, a watchdog organization affiliated with the University of Toronto, reported that an Iranian telecom company, Ariantel, had consulted with a Russian tech provider, Protei, about tools for monitoring internet traffic and blocking access to certain websites. Chinese companies including Huawei and ZTE have given material and technical support to Iran since at least 2010 to enhance its surveillance and censorship capabilities, said Article 19, a digital rights group.

Iran's surveillance techniques

are far from perfect. During the recent protests, people in the country described being wrongly identified by facial recognition software and location data.

Iranian authorities have also deployed digital surveillance tools in other instances.

In the city of Isfahan last year, the police used devices known as ISMI catchers that trick phones into transmitting device identification numbers, according to researchers at Miaan, a digital security group focused on Iran. The information, which could be matched against telecom records and state registries, was used to identify and intimidate women who refused to wear a hijab.

Officers stationed around the city also used contactless card readers that could grab identifying data from people's national ID cards as they walked by. Many women in Isfahan then received threatening text messages from the government about not wearing appropriate clothing, according to Miaan.

Avec le désengagement militaire de Syrie, les Etats-Unis recalibrent la mission de la coalition internationale anti-EI

La fermeture de la base stratégique d'Al-Tanf marque l'aboutissement d'un désengagement amorcé de longue date. Les Etats-Unis affirment rester prêts à frapper l'organisation Etat islamique, tout en laissant aux autorités syriennes la responsabilité du terrain.

Le désengagement américain de Syrie est acté. L'évacuation, mercredi 11 février, de la base signal. Avec le retrait quasiment achevé en Irak, et celui précipité en Syrie par la reconquête du Nord-Est syrien par Damas, l'administration Trump recalibre le rôle de la coalition dans l'architecture de sécurité régionale selon ses priorités, dictées par la confrontation avec l'Iran. Washington entend mutualiser les risques avec les acteurs régionaux et élargir la mission de la coalition à la menace posée par Téhéran et ses affidés.



Un avion-cargo américain effectue des opérations de chargement à la base aérienne d'Al-Chaddadeh, près d'Hassaké (Syrie), le 26 janvier 2026. BAKR AL KASEM/ANADOLU VIA AFP

Le retrait des troupes américaines de la base d'Al-Tanf vers la Jordanie marque un tournant pour la coalition internationale, mise sur pied en 2014 pour défaire le califat autoproclamé par l'EI, à cheval sur la Syrie et l'Irak. Avant-poste établi par les forces spéciales américaines pour perturber les lignes de transit de l'EI entre la Syrie et l'Irak, et base d'opérations pour l'entraînement clandestin de rebelles syriens, elle avait vu sa mission évoluer après la défaite de l'EI en Syrie, en 2019, deux ans après celle en Irak.

La base d'Al-Tanf avait été réaffectée à l'entrave des activités iraniennes en Syrie, en coordination avec Israël et la Jordanie, [l'exposant ainsi aux attaques des milices chiites soutenues par l'Iran](#). Elle a perdu sa raison d'être avec [la chute de l'ancien dictateur syrien, Bachar Al-Assad, en décembre 2024](#), et l'arrivée au pouvoir du chef islamiste, Ahmed Al-Charaa, adversaire de l'EI et de l'Iran. En avril 2025, le Pentagone avait annoncé que l'armée américaine al-

lait commencer à consolider ses positions en Syrie. Les effectifs ont été ramenés à 900 soldats, contre plus de 2 000 après le 7 octobre 2023, selon Associated Press.

En parallèle, les Etats-Unis ont quasiment achevé leur désengagement d'Irak, à la demande des autorités de Bagdad, capables d'assumer la lutte anti-EI, et sous la pression des milices chiites pro-iraniennes qui menacent les intérêts américains, sur fond de

tensions entre les Etats-Unis et l'Iran. Alors que les Américains ne disposaient plus que d'environ 2 500 troupes pour des missions de conseil et d'assistance, le plan prévoit un retrait total en septembre. Le 19 janvier, ils ont quitté [la base aérienne d'Aïn Al-Assad](#), dans l'ouest de l'Irak, et l'aéroport international de Bagdad, pour se repositionner sur la base aérienne d'Harir, à Erbil, au Kurdistan irakien.

Passage de relais

Coordonné en Irak, le plan de retrait américain a été précipité en Syrie par la signature d'un accord d'intégration à l'Etat syrien des forces kurdes, armées et entraînées par le Pentagone depuis 2014. « *L'accord est vu comme une fenêtre pour partir. La vraie raison pour laquelle l'administration Trump se retire n'est pas la confiance dans la capacité des autorités syriennes à prendre la relève, mais une volonté de ne plus jouer le rôle de garant de sécurité* », analyse Caroline Rose, spécialiste de la Syrie au New Lines Institute, à New York.

« *L'idée est qu'il n'y ait plus personne au sol en opérationnel, plus de mort américain. S'il y a des frappes en Iran et des représailles, les forces américaines dans le Nord-Est syrien et en Irak étaient très exposées* », abonde une source bien informée. Le projet même d'établir une base conjointe avec les nouvelles forces de sécurité syriennes près de Damas est remis en cause depuis [une attaque, en décembre 2025, imputée à l'EI par les Etats-Unis](#), qui a coûté la vie à deux soldats et à un interprète américains à Palmyre, au centre de la Syrie.

Le président Donald Trump envisageait un retrait de Syrie depuis son premier mandat (2017-2021). Il estime aujourd'hui que les autorités de Damas, désormais intégrées à la coalition internationale de lutte anti-EI, peuvent prendre le relais. La confiance dans leurs capacités opérationnelles n'est cependant pas

entière. La crainte d'évacuations massives des camps et prisons de l'EI dans le Nord-Est syrien, après leur prise de contrôle chaotique par les forces gouvernementales des mains des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), a décidé le Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom) à [transférer 5 700 détenus de 61 nationalités, soupçonnés d'appartenir à l'EI, de la Syrie vers l'Irak](#).

Le Centcom a expliqué que le retrait américain s'inscrit dans une « *transition délibérée et basée sur des conditions* ». Les Américains restent positionnés sur deux bases dans le Nord-Est syrien pour superviser le processus d'intégration des Kurdes. L'amiral Brad Cooper, chef du Centcom, a souligné que les forces américaines restaient prêtes à répondre à la menace de l'EI. Les forces américaines ont frappé plus de 100 cibles avec plus de 350 munitions de précision, tout en capturant ou en tuant plus de 50 membres de l'EI, au cours des derniers mois. Mais « *la capacité américaine de contenir la menace djihadiste est limitée après le retrait d'Al-Qaïm et d'Aïn Al-Assad en Irak, qui étaient des structures importantes pour le soutien aérien, le renseignement, la surveillance et le soutien logistique* », estime M^{me} Rose.

Damas voit dans la décision américaine de retrait un signe de confiance. « *Les Syriens disent ne plus avoir besoin de la coalition pour mener la lutte anti-EI. Pour eux, les*

frappes aériennes ne servent à rien ; il faut s'attaquer aux racines de la radicalisation : l'éducation, l'insertion sociale, la haine des Kurdes... », dit une source bien informée. « *Le président Al-Charaa a une grande responsabilité antiterroriste maintenant. A-t-il les moyens de le faire ? C'est un sacré pari. Mais c'est indispensable pour asseoir son autorité* », interroge une source française.

Mutualiser les risques

L'Etat islamique profite des écueils sécuritaires pour [reconstituer ses cellules dormantes dans le désert de la Badiya](#) (est) et les grandes villes. Il a mené, en 2025, des attaques contre les forces gouvernementales et les minorités religieuses. Il serait derrière cinq tentatives d'assassinat contre le président Al-Charaa, selon un rapport des Nations unies. Et il pourrait profiter du vide sécuritaire dans le Nord-Est syrien pour recruter parmi les tribus arabes et se réarmer avec les stocks d'armes abandonnés par les forces kurdes.

L'Irak et la Jordanie, voisins de la Syrie, voient d'un œil inquiet le départ des troupes américaines. « *Il y a un scepticisme en Jordanie vis-à-vis de la capacité du président Al-Charaa, même si la coopération est bonne. On surveille la frontière. Et il y a une crainte que les milices irakiennes visent les forces américaines sur le sol jordanien, en cas de conflit ouvert avec l'Iran* », dit Amer Al-Sabaileh, un expert géopolitique jordanien.

Le redéploiement des

troupes américaines d'Al-Tanf vers la Jordanie est néanmoins une occasion pour Amman. « *La Jordanie préfère avoir les forces américaines sur son sol pour consolider la relation et bénéficier de ses technologies* », poursuit M. Al-Sabaileh. Le royaume hachémite devrait d'ailleurs jouer un rôle accru au sein de la coalition. Deux sources ont confirmé au *Monde* que les Etats-Unis ont décidé d'avancer à fin février le transfert du siège de [la mission « Inherent Resolve »](#) d'Erbil à Amman.

Selon ces sources, Washington voudrait faire évoluer la mission pour mutualiser les risques avec les partenaires régionaux et l'élargir à la lutte contre l'Iran et ses affidés. Le principe de mutualisation des risques a été présenté comme une priorité à la réunion de la coalition internationale anti-EI à Riyad, le 9 février. Les acteurs régionaux sont priés de s'organiser pour gérer la menace. Les partenaires occidentaux doivent repenser leur dispositif. « *Les Américains accélèrent le tempo et forcent les autres à s'adapter très vite. Le problème est que, sans les Américains, on ne sait pas faire. On s'inscrit donc maintenant tout dans la logique de mutualisation* », conclut la source française.

stratégique d'Al-Tanf, dans le triangle frontalier entre la Syrie, l'Irak et la Jordanie, par les forces de la coalition internationale de lutte contre l'organisation Etat islamique (EI), en est le

En Syrie, le camp d'Al-Hol vidé par l'évasion massive de familles de djihadistes syriens et étrangers

Après le retrait des forces kurdes, le 20 janvier, sous la pression de l'armée syrienne, qui en a pris le contrôle, le camp s'est vidé de la majeure partie de ses 24 000 résidents, notamment les 6 300 femmes et enfants de djihadistes étrangers

Le scénario tant redouté d'une évasion massive du camp d'Al-Hol, qui abrite les familles des membres présumés de l'organisation Etat islamique (EI) dans le Nord-Est syrien, s'est concrétisé. Après le retrait des Forces démocratiques syriennes (FDS), à dominante kurde, le 20 janvier, sous la pression des forces gouvernementales syriennes, qui en ont pris le contrôle le lendemain, le camp s'est vidé de la majeure partie de ses 24 000 résidents, notamment les 6 300 femmes et enfants de djihadistes étrangers qui résidaient dans la section de haute sécurité appelée « l'Annexe », expliquent deux sources humanitaires au *Monde*, confirmant une information de l'Agence France-Presse (AFP).

Selon Arthur Quesnay, un expert de la Syrie, « 80 % des occupants d'Al-Hol se seraient évadés ». « Ce n'est pas forcément le fruit de la volonté de Damas, mais cela traduit un réel manque de contrôle sur ses forces, notamment sur les groupes de combattants étrangers qui ont joué un rôle prépondérant dans l'élan de solidarité qui s'est manifesté depuis la province d'Idlib [nord-ouest] pour ramener les familles d'Al-Hol », analyse le chercheur en sciences politiques. « Le gouvernement est sous la pression de sa base – en particulier, les milliers de combattants étrangers intégrés à l'appareil



Des femmes et enfants dans le quartier des étrangers du camp d'Al-Hol, en Syrie, le 21 janvier 2026. PHILÉMON BARBIER/HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

sécuritaire –, qui considère ces évacuations comme une opération humanitaire », poursuit-il.

L'expert décrit un mouvement général qui a permis l'évasion de ces familles : des combattants étrangers et des Syriens se rendant à Al-Hol pour en faire sortir des habitants, des familles du camp recourant à des passeurs et une passivité des gardes. « Seule la coalition internationale de lutte anti-EI aurait pu empêcher cela, mais elle se retire. L'effondrement du camp est une conséquence logique du retrait de la coalition et du changement de stratégie face à l'EI », ajoute M. Quesnay.

Un nid de radicalisation

Les premières évasions ont eu lieu à la faveur du vide sécuritaire créé par le retrait des forces kurdes. « Beaucoup de résidents du camp sont partis à ce moment-là. Lorsque l'on a repris nos activités, quand les forces gouvernementales se sont déployées dans le camp, la plupart de la population de l'Annexe n'était plus là mais il restait des milliers de résidents dans le camp », explique au *Monde* une source humanitaire, qui a également constaté d'importants dégâts et pillages. L'Annexe, où se trouvaient des familles de 42 nationalités, dont un grand nombre de femmes et d'enfants origi-

naires de Russie, du Caucase et des républiques d'Asie centrale, était devenue un nid de radicalisation.

« Ceux qui étaient restés sont partis au cours des dix à quinze derniers jours. Certains se sont installés dans le camp principal [où vivaient 15 000 Syriens et 2 200 Irakiens]. Des personnes ont été sorties en contrebande. Ce ne sont pas des évasions à la vue de tous, mais plutôt la nuit, depuis des zones qui ne sont pas entièrement sécurisées. On entendait des tirs », poursuit cette source. Ces évacuations se sont déroulées alors que le camp était sous le contrôle de l'armée syrienne, des forces du ministère

de l'intérieur et des renseignements syriens.

« Tôt, vendredi matin, il y a eu à nouveau du chaos dans le camp à cause de rumeurs que les FDS allaient revenir l'administrer. Il y a eu des attaques contre les forces de sécurité et de nouvelles évactions », poursuit la source humanitaire. Interrogée par l'AFP, une source au sein de l'administration du camp, qui relève désormais du ministère des affaires étrangères, a estimé « que la responsabilité de tout cela, si c'est avéré, incombait aux FDS, qui se sont retirées sans processus de remise » du camp aux forces syriennes. Les autorités syriennes devraient transférer

les 1 500 familles restantes vers la campagne d'Alep, dans le nord-ouest de la Syrie, explique M. Quesnay.

Dissensions au sein de l'administration américaine

La dégradation sécuritaire dans le camp d'Al-Hol entrave le travail des ONG. « Nous n'avons pas pu reprendre nos activités de manière significative en raison des départs des personnes du camp, des dégâts et des pillages subis par nos centres, et de l'instabilité persistante de la situation sécuritaire », explique une autre source humanitaire. Bien que la distribution de nourriture et d'eau ait repris dans le camp, les services essentiels tels que l'éducation et la protection

de l'enfance restent suspendus. »

Après l'évasion de près de 120 membres présumés de l'EI de la prison d'Al-Chaddadeh, le 18 janvier, celles du camp d'Al-Hol attisent les dissensions au sein de l'administration américaine. Le Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom) a annoncé, vendredi 13 février, avoir achevé le transfert de plus de 5 700 détenus de 61 nationalités différentes, soupçonnés d'appartenir à l'EI, de la Syrie vers l'Irak. « C'est une façon de se dégager de toute responsabilité. Le Centcom a toujours critiqué Tom Barrack [l'envoyé spécial américain pour la Syrie] pour sa

confiance démesurée dans le président Ahmed Al-Charaa, qui a conduit à l'offensive sur le Nord-Est syrien », analyse Arthur Quesnay.

« Tom Barrack va devoir expliquer devant le Congrès américain pourquoi le camp a été évacué. Cela mine le climat de confiance pour l'application de l'accord d'intégration avec les Kurdes », poursuit l'expert. Ce dernier alerte sur le risque qui pèse désormais sur le camp de Roj, toujours sécurisé par des membres des FDS, et où se trouvent notamment des Français : « Des ressortissants étrangers présents à Idlib planifieraient une opération d'évacuation similaire. »

The New York Times

Feb. 14, 2026

Thousands Rally for Iran Regime Change in Cities Around the World

People protesting the Iranian government gathered near the security conference in Munich, as well as in other cities. More U.S.-Iran talks are expected Tuesday

Thousands Gather Around the World to Protest Iran's Government

Protesters demanding regime change in Iran converged on the sidelines of the Munich Security Conference on Saturday, a day after President Trump said a change in government would be the best outcome for a country reeling from deadly unrest.

Earlier this month, Reza Pahlavi, the son of the country's deposed shah and an opposition figure in exile, had encouraged protesters to take to the streets

on Feb. 14 to put pressure on the Iranian government. Speaking at the Munich conference on Friday, Mr. Pahlavi renewed an appeal for American intervention in Iran.

Large demonstrations also took place in other cities across the globe, including Melbourne, Athens, Tokyo and London.

Nuclear talks between the United States and Iran were expected to resume on Tuesday in Geneva, according to two American officials, who spoke on condition of anonymity to discuss sensitive diplomacy.

Mr. Trump has ordered warships to the Persian Gulf, signaling readiness for a potential strike should the negotiations collapse.

Around 200,000 people attended the protest in Munich, according to Tamara Djukaric, a spokeswoman for the city's police, where Mr. Pahlavi, along with Senator Lindsey Graham, Republican of South Carolina, addressed the crowds.

Many demonstrators waved a version of the Iranian flag that bears a lion and sun motif, which was

in use before the 1979 revolution that ousted the shah. Some carried images of Mr. Pahlavi and chanted phrases like "Regime change in Iran!" while others wore red baseball caps emblazoned with the phrase "Make Iran Great Again," a reference to the hats worn by supporters of Mr. Trump.

During a visit to troops in Fort Bragg, N. C., on Friday, President Trump said that replacing Iran's current leadership would be "the best thing that could happen," adding, "For 47 years, they've been talking

and talking and talking.”

The demonstrations across the globe came after weeks of protests in Iran itself, which began late December over economic issues and broadened into a nationwide movement challenging the country’s authoritarian clerical rulers. Security forces **crushed those demonstrations** with deadly force, **killing thousands**.

In London, a number of protesters took to the streets carrying photographs of family members or friends who they said were killed or detained during the recent unrest. Some staged mock killings, while others chanted slogans denouncing the government, including “Death to Khomeini,” a reference to Ayatollah Ali Khamenei, Iran’s supreme leader.

“I am here to ask for human rights and equality and to tell the world that the value of the people who have been lost in Iran are not less than anyone else,” said one of the London protesters, Kimia, 28, who asked that only her first name be used for fear of retaliation. “I am here to be their voice because they have been silenced.”

Demonstrators also held posters of Mr. Trump or images of his posts on social media, in which he urged Iranians to continue protesting and suggested help was on the way.

Mania Shojaei, 54, said she joined the protest in London to show solidarity with the people in Iran, and knew several people who



Protesters in Athens chanting slogans and holding a banner showing the deposed shah of Iran and his family during a rally on Saturday. Louisa Gouliamaki / Reuters

were injured in the protests.

“I am upset that the U.S. has done nothing yet,” she said. “Trump said he was ‘locked and loaded.’ We are waiting for him to do something.”

On Saturday, as protests swelled in cities across the globe, Mr. Pahlavi told reporters in Munich that negotiations would not work and that Iran’s government was “simply buying time.” He called on governments to sever the Iranian government’s financial lifelines, expel its diplomats and close its embassies. And he asked Mr. Trump to step in.

“The Iranian people heard you say help is on the way, and they have faith in you,” he said during a news conference. “Help them.”

Mr. Pahlavi, the heir of the monarchs who ruled Iran

before their ouster nearly five decades ago, has recently tried to position himself as a potential transitional leader.

“It is time to end the Islamic Republic,” he said on Saturday, adding that more was needed beyond “diplomatic scolding.”

Though Mr. Pahlavi has support among some of the Iranian government’s opponents, analysts caution that it is hard to gauge how many Iranians genuinely hope he might one day return as a national leader, given his family’s history.

During the Pahlavi era of Iran, when the shah maintained close ties with the United States, Iranian security forces routinely arrested and tortured dissenters — a record that Mr. Pahlavi has largely avoided addressing directly.

Critics argue that he overstates his backing inside Iran, and some critics say they have faced harassment and threats from his supporters.

In the recent protests inside Iran, some demonstrators appeared to be rallying around Mr. Pahlavi, even shouting “Long live the shah,” using the Farsi word for “king.” Others, however, have rejected all forms of authoritarian rule, chanting instead, “Death to the oppressor, be it king or supreme leader.”

Aaron Boxerman and Luke Broadwater contributed reporting.

Jonathan Wolfe is a Times reporter based in London, covering breaking news.

Abdi Latif Dahir is a Middle East correspondent for The Times, covering Lebanon and Syria. He is based in Beirut.

L'Iran se dit prêt à des compromis sur le nucléaire si les Etats-Unis lèvent leurs sanctions

Egalement interrogé sur la possibilité que l'Iran accepte d'expédier son stock de plus de 400 kilos d'uranium hautement enrichi hors du pays, le vice-ministre ne ferme pas la porte à un compromis.

L'Iran est prêt à un compromis concernant son stock d'uranium hautement enrichi en échange d'une levée des sanctions américaines qui pénalisent l'économie iranienne, a déclaré le vice-ministre des affaires étrangères iranien, Majid Takht-Ravanchi, dans une interview à la BBC, publiée dimanche 15 février. Il s'exprimait après la reprise, le 6 février, à Oman, de pourparlers sur le nucléaire entre l'Iran et les Etats-Unis.

M. Takht-Ravanchi, a rappelé, selon la BBC, l'offre iranienne de diluer son uranium hautement enrichi, pour en abaisser le taux d'enrichissement. Si les Etats-Unis « sont sincères, je suis sûr que nous serons sur la voie d'un accord », a-t-il déclaré.

Egalement interrogé sur la possibilité que l'Iran accepte d'expédier son stock de plus de 400 kilos d'uranium hautement enrichi hors du pays, le vice-ministre ne ferme pas la porte à un compromis, affirmant qu'il « est trop tôt pour dire ce qui se passera au cours des négociations ». Plusieurs pays, dont la Russie, ont proposé à l'Iran de prendre en charge ce stock, ce à quoi Téhéran s'est, jusque-là, opposé.

Une grande incertitude entoure le sort de cet uranium hautement enrichi, vu pour la dernière fois par les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) le 10 juin, avant les frappes israélo-américaines contre des sites nucléaires iraniens. L'Iran enrichissait alors de l'uranium à 60 % selon l'AIEA, bien au-delà de la limite de 3,67 % autorisée par l'accord



Le vice-ministre des affaires étrangères iranien, Majid Takht-Ravanchi, à New York, le 24 juin 2019. SHANNON STAPLETON / REUTERS

de 2015, désormais caduc.

« La question du zéro enrichissement n'est plus d'actualité »

Le président américain, Donald Trump, a plusieurs fois exigé que Téhéran renonce totalement à l'enrichissement. Mais « la question du zéro enrichissement n'est plus d'actualité et, pour l'Iran, elle n'est plus à l'ordre du jour », a affirmé Majid Takht-Ravanchi.

L'agence Fars, citant un responsable du ministère des affaires étrangères iranien, affirme par ailleurs, dimanche, que les pourparlers portent également sur de potentiels investissements américains dans le secteur énergétique iranien.

Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi,

est parti dimanche pour Genève, où doit se tenir une nouvelle session de pourparlers nucléaires avec les Etats-Unis, a annoncé son ministère dans un communiqué. M. Araghchi « a quitté Téhéran pour Genève (...) à la tête d'une délégation diplomatique et technique afin de mener le deuxième cycle de négociations nucléaires et de tenir une série de consultations diplomatiques », a-t-il fait savoir, précisant que ces pourparlers « indirects » se tiendraient mardi sous la médiation du sultanat d'Oman. La Suisse avait annoncé, samedi, la tenue d'un nouveau cycle de discussions à Genève la semaine prochaine, sans préciser le jour.

Les pays occidentaux et Israël soupçonnent l'Iran de vouloir se doter de l'arme nucléaire. Téhéran dément nourrir de telles ambi-

tions, mais insiste sur son droit à une filière nucléaire civile. Sur l'aspect nucléaire, le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a fait savoir que « la première condition » pour qu'un accord soit conclu entre les Etats-Unis et l'Iran « est que tout le matériel enrichi doit quitter l'Iran ». Plusieurs pays, dont la Russie, ont proposé à Téhéran de prendre en charge ce stock. « La seconde condition est qu'il ne doit y avoir aucune capacité d'enrichissement, il ne s'agit pas simplement d'arrêter le processus d'enrichissement, mais de démanteler les équipements et les infrastructures qui permettent d'enrichir l'uranium », a ajouté Benjamin Netanyahu.

L'uranium enrichi à un taux très élevé (90 %) peut servir à fabriquer la bombe A, communément appelée bombe atomique.



Feb.15,2026

Trump ‘personally’ engaged with Syria’s Sharaa to halt Rojava clashes: Rubio

WASHINGTON, D.C. - US Secretary of State Marco Rubio said Sunday that US President Donald Trump “personally” engaged with Syria’s interim president to halt fighting between Damascus-affiliated and Kurdish-led forces to facilitate the transfer of Islamic State (ISIS) detainees and allow negotiations on integration to continue.

Speaking at a joint press conference with Slovak Prime Minister Robert Fico in Bratislava, Rubio said Trump engaged with Ahmed al-Sharaa on two occasions to enforce the ceasefire.

“When the fighting broke out, President Trump engaged personally, not once but twice, with al-Sharaa,” Rubio said. “He [Trump] said, ‘Stop the fighting so that we can move the [Islamic State] ISIS prisoners that are there... so that we have more time to work on this reintegration.’”

An internationally brokered ceasefire reached in late January halted hostilities between the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and Damascus-affiliated armed groups, outlining the gradual integration of northeast Syria’s (Rojava) civil and military institutions into Syrian state structures.

Meanwhile, the US military said Thursday it had completed the transfer of 5,700 ISIS male prisoners from Kurdish-held areas of Syria to Iraq during a 23-day mission.

Rubio also said the United



US Secretary of State Marco Rubio speaks during a joint press conference in Bratislava, Slovakia, on February 15, 2026. Photo: Alex Brandon / AFP

States skipped “a Ukraine meeting” with four European countries during the Munich Security Conference on Friday because “we were meeting with Syria and the Kurds.”

His remarks followed a meeting on the sidelines of the conference that brought together Rubio, Syrian interim Foreign Minister Asaad al-Shaibani, SDF chief Mazloun Abdi, and Ilham Ahmed, co-chair of foreign relations for the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES).

“They came together, the Kurdish leader was there,” Rubio said, calling it “a historic meeting.”

Secretary Rubio said “the challenge of Syria was going to be a very significant one,” acknowledging that “we are deal-

ing with elements that, as we’ve said in the past, you know, we have concerns about things that they have done in the past.”

Sharaa, under his nom de guerre Abu Mohammed al-Jolani, led the now-dissolved Hay’at Tahrir al-Sham (HTS), which overthrew the Bashar al-Assad regime. HTS was a former al-Qaeda affiliate.

Rubio said the United States was faced with a choice: “to let the place fall apart into eighteen different pieces, long-term civil war, instability, mass migration, a playground for terrorists, ISIS running all over the place, Iran getting back in,” or “see if it was possible to work with these interim authorities and president al-Sharaa and with his team.”

Rubio said they chose to co-

operate with Sharaa “because it made sense”, adding that the interim president has “kept his word up to this point; obviously, he has to keep doing that.”

“We like the trajectory,” Rubio said. “We have to keep it on that trajectory. We’ve got good agreements in place. The key now is implementation, and we’ll be very involved in that regard.”

Rubio said further agreements were still needed with Syria’s Druze, Bedouin, and Alawite communities. Clashes last year in Druze-majority Suwayda province killed hundreds, while violence in Alawite-majority coastal regions resulted in even higher civilian death tolls, with Damascus-affiliated forces blamed for many casualties.



Feb.15,2026

President Barzani, SDF's Mazloun Abdi meet in Munich

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani and Syrian Democratic Forces (SDF) leader Mazloun Abdi met in Munich on Sunday, discussing the latest developments in Syria.

The northeast Syria (Rojava) delegation, which included Ilham Ahmed, head of Rojava's foreign affairs office, met with Barzani on the sidelines of Munich Security Conference.

This is the first time Abdi attends an international event. «President Nechirvan Barzani stressed the importance of continuing dialogue and mutual understanding to reach political solutions to Syria's issues, in a way that protects the rights of the Kurds and all components within a unified Syria and in the country's future constitution,» read a statement from Kurdistan Region Presidency.

Abdi thanked Kurdistan Region's leadership «for their

continued efforts and influential role in helping stabilize the situation and facilitating the ceasefire agreement between Damascus and the SDF,» added the statement.

They also talked about the «risks» of Islamic State (ISIS) «resurgence.»

Following the meeting, Abdi told reporters the meeting was good.

Regarding the establishment of a self-rule for Kurds in

Syria, Abdi told Rudaw that they want a Kurdish entity.

«The Syrian government has an issue with titles and terms. We want a local Kurdish government, disregarding the name, as long as Kurds govern their areas,» he said.

He said during his meetings with foreign leaders in Munich, they emphasised that Kurds should gain their rights in Syria and «Kurds must be allowed to govern their areas.»

Le Monde

Jean-Pierre Filiu
15 février 2026

En Iran, l'ayatollah Ali Khamene ou le crépuscule d'un tyran

Le Guide suprême de la République islamique depuis 1989 est d'autant plus répressif qu'il semble incapable d'organiser sa propre succession, observe l'historien Jean-Pierre Filiu dans sa chronique.

Rien ne prédisposait Ali Khamenei à devenir, durant près de quatre décennies, le maître de l'Iran. Né en 1939 à Machhad, dans l'est du pays, il se consacre aux études religieuses, à l'instar de son père et de deux de ses frères. C'est dans le cadre des séminaires chiites de Qom, non loin de Téhéran, qu'il suit les enseignements de l'ayatollah Khomeyni.

Alors que Khamenei sort à peine de l'adolescence, Khomeyni est déjà un sexagénaire respecté, au point d'être

reconnu comme « grand ayatollah », le grade suprême de la hiérarchie chiite. En outre, des disciples de plus en plus nombreux se réclament de Khomeyni comme « référence » (*marja*) dont les avis l'emportent sur toute autre considération.

Khomeyni s'oppose résolument à la politique pro-américaine et pro-israélienne du chah d'Iran, au point d'être exilé, en 1964. Khamenei est l'un des relais en Iran de la propagande de plus en plus révolutionnaire de Khomeyni, ce qui le conduit à être plu-

sieurs fois emprisonné, et même banni loin de Téhéran.

Un successeur plus politique que religieux

Lorsque la révolution islamique renverse le chah, en février 1979, Khamenei est intégré à la direction collégiale qui gère désormais l'Iran. Dix mois plus tard, Khomeyni fait approuver par référendum une constitution qui instaure un régime sans précédent : la « République islamique d'Iran » est une théocratie fondée sur une dualité inédite des pouvoirs,

le président élu au suffrage universel étant soumis au « guide » Khomeyni, responsable seulement devant Dieu.

C'est au moment de l'invasion de l'Iran par l'Irak, en septembre 1980, que l'ascension de Khamenei devient irrésistible. Vice-ministre de la défense, il noue des liens aussi solides que durables avec les [gardiens de la révolution](#), le bras armé d'un régime qui justifie la répression intérieure par l'agression extérieure. Chargé de diriger la prière à Téhéran, il échappe à un attentat à l'explosif, en

juin 1981, qui paralyse son bras droit. Sa fidélité sans faille à Khomeyni en fait le candidat idéal à la présidence de la République islamique, à laquelle il est élu en octobre 1981, puis réélu en août 1985.

En choisissant Khamenei pour successeur, Khomeyni préfère le loyalisme politique à la légitimité religieuse. En effet, Khamenei est loin d'être un « grand ayatollah », et encore moins un *marja*, mais son allégeance garantit aux yeux de Khomeyni l'inscription de la République islamique dans la durée. A la mort de Khomeyni, en juin 1989, Khamenei devient le nouveau Guide. Ce n'est que cinq ans plus tard que les ayatollahs de Qom lui accordent le titre de *marja*. Il s'agit, pour la ville sainte iranienne, de s'imposer avec Khamenei aux séminaires plus prestigieux de la sainte cité de Nadjaf, en Irak.

En outre, Khamenei, qui a très peu de disciples en Iran même, bénéficie de l'allégeance collective des militants pro-iraniens du Hezbollah, le « parti de Dieu », au Liban. La légitimité théocratique de Khamenei, bien plus discutable que celle de Khomeyni, se consolide dès lors dans une alliance de combat avec les gardiens de la révolution et les milices qui leur sont affiliées hors d'Iran. Ce pouvoir de fait s'impose de plus en plus aux présidents pourtant élus au suffrage universel et aux gouvernements qu'ils forment et dirigent.

Des présidents de façade

Ces tensions au sommet de l'Etat, contenues sous la présidence de Hachemi Rafsandjani, de 1989 à 1997,



L'ayatollah Ali Khamenei, à Téhéran, le 19 juillet 2025. BUREAU DU GUIDE SUPRÊME IRANIEN VIA REUTERS

éclatent sous celle de Mohammad Khatami, un religieux, tout comme Rafsandjani, de rang moindre que Khamenei. Le mouvement étudiant de juillet 1999, encouragé par le réformisme de Khatami, est réprimé sur ordre du Guide, qui affaiblit ainsi le président, et ce, jusqu'à la fin de son mandat, en 2005.

Le président alors élu, Mahmoud Ahmadinejad, est pour la première fois un civil, soutenu aussi bien par Khamenei que par les gardiens de la révolution. [La théocratie iranienne profite de l'invasion américaine de l'Irak](#) pour développer ses réseaux dans le pays voisin, ainsi qu'en Syrie et au Liban. Cette projection de puissance s'accompagne du développement volontariste d'un programme nucléaire qui focalise bientôt l'attention internationale, au détriment du règlement de la question palestinienne. Quant à la réélection contestée d'Ahmadinejad, en

juin 2009, elle suscite une vague de contestation réprimée encore plus violemment que la protestation étudiante, dix ans plus tôt.

Khamenei s'enferme dorénavant dans un cycle où chaque vague de répression est plus meurtrière que la précédente, face à l'impossibilité structurelle de réformer la théocratie iranienne. Peu importe que le président soit un « radical » comme Ahmadinejad, de 2005 à 2013, un « modéré » comme Hassan Rohani, de 2013 à 2021, un « idéologue » comme Ebrahim Raïssi, de 2021 à 2024, ou un « pragmatique » comme l'actuel, Massoud Pezeshkian. Le dernier mot revient toujours au Guide suprême, fossilisé, à 86 ans, dans des convictions d'un autre âge.

Aux milliers de victimes de l'écrasement du mouvement Femme, vie, liberté, à l'automne 2022, succèdent les dizaines de milliers de tués et de blessés du carnage de

janvier 2026. Cette course à l'abîme découle directement du vertige de Khamenei face à sa propre succession. Tenté par [la désignation de son fils Mojtaba](#), il est conscient que ce scénario dynastique diviserait gravement la hiérarchie religieuse. Mais aucun ayatollah n'a l'envergure pour lui succéder, d'autant plus que le clergé chiite souhaite se distancier de la République islamique pour ne plus payer le prix d'une telle impopularité.

Khamenei, plus isolé que jamais, voit dès lors les différentes factions des gardiens de la révolution préparer dès maintenant sa disparition. Une dictature plus militaire que théocratique serait prête à donner des gages aux Etats-Unis comme à la population pour préserver l'essentiel de son pouvoir. C'est aussi cette perspective-là que Khamenei entend enterrer en creusant un fossé de sang au sein même de sa société.



Feb.15,2026

President Nechirvan Barzani backs Syria talks, Turkey peace process

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani said on Sunday that the Kurdistan Region is widely viewed as a pillar of stability within Iraq, reaffirmed support for dialogue between Kurdish-led forces and Damascus, and said Turkey is serious about advancing its renewed peace process.

President Barzani made the remarks on the final day of the Munich Security Conference, during a press conference in which he addressed political developments in Iraq and the Kurdistan Region, the SDF-Damascus agreement, and the peace process in Turkey.

Regarding the Kurdistan Region's position in the region, President Barzani said that "all countries want a strong Kurdistan Region within the framework of a federal Iraq," adding that "we will be a primary factor of stability in the region."

Kurdistan Region politics and government formation

On efforts to form a new Kurdistan Regional Government (KRG) cabinet following the October 2024 elections, and discussions over the Iraqi presidency - a post traditionally held by a Kurd - President Barzani said, "a very good meeting was held between President [Masoud] Barzani and Mr. Bafel [Talabani]. The meeting was very positive. It was a successful meeting."

President Masoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), and Pa-



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani speaking during a press conference in Munich on February 15, 2026. Photo: Kurdistan Region Presidency

triotic Union of Kurdistan (PUK) leader Bafel Talabani met in Erbil on Wednesday amid ongoing negotiations to form the new KRG cabinet and agree on the Kurdish nominee for Iraq's presidency.

PUK spokesperson Karwan Gaznayi on Sunday also described the meeting as "very positive."

"I believe it is true that up to now we have not agreed on any specific point, but what I can say is that we are on the right track to reach an outcome that serves the interests of the Kurdistan Region and Iraq," President Nechirvan Barzani said.

Iraq held parliamentary elections in early November. Under the country's informal power-sharing system, the speakership goes to Sunni Arabs, the premiership to Shiite parties,

and the presidency to the Kurds.

Kurdistan Region parliamentary elections were held in October 2024, but parties have yet to reach a final agreement to fully reactivate parliament and form a new cabinet.

Syria and SDF-Damascus talks

President Nechirvan Barzani also addressed developments in Syria, highlighting the late-January internationally brokered agreement between Syria's interim government and the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), which established a ceasefire and outlined the integration of northeast Syria's (Rojava) civil and military institutions under Damascus.

"Our position in the Kurdistan Region is that we support this process. Regarding this politi-

cal process now between the SDF and the Syrian government, we want the other Kurdish parties, such as [Kurdish National Council] ENKS, to also participate in the political talks currently being held with Damascus," President Barzani said.

The ENKS is Syria's Kurdish opposition umbrella group.

President Barzani and SDF commander Mazloum Abdi met in Munich on Sunday, discussing the latest developments in Syria.

"What we strongly emphasize is that the rights of the Kurds and all other communities must be fully enshrined in Syria's future constitution, and that is the guarantee for everyone to feel secure. What we intend, and what we encourage all parties to do, is to reach an agreement within

the framework of a unified Syria. That is our policy in the Kurdistan Region," he said.

In January, Damascus-affiliated forces advanced on Kurdish-held areas in Rojava, which displaced about 170,000 people, according to UN figures.

Regarding Rojava's future in Syria, President Nechirvan Barzani said there is "an opportunity for a resolution," but stressed that the process and

form of any agreement should be decided by Kurdish actors themselves in talks with Damascus.

"That is, to the Kurdish parties, with Damascus. When I say Kurdish parties, I mean the SDF, ENKS, and all of them," he said.

Barzani added that replicating the Kurdistan Region's governance model in Syria would be difficult, but pointed to opportunities in Hasaka province,

where a Kurd holds the governorship.

"If they can serve the Kurds, the Arabs, and all the other communities, the entire population will stand behind them," he said, adding that this could demonstrate a model that represents all components of the province.

Turkey peace process

Turning to Turkey, President Barzani said that "Turkey

genuinely wants to resolve this issue. The process may be moving somewhat slowly, but what matters is that all parties are committed to the success of this process." His remarks come amid a renewed peace process in Turkey, launched after imprisoned Abdullah Ocalan, leader of the Kurdistan Workers' Party, called in February last year for the group to disarm, followed by a unilateral PKK ceasefire.

LE FIGARO

15 février 2026

Syrie : l'armée reprend le contrôle de la base d'al-Chaddadi avec l'accord des forces américaines

La base abritait auparavant des forces kurdes et une prison pour djihadistes. Cette reprise intervient alors que les États-Unis poursuivent leurs frappes contre l'organisation État islamique dans la région.

Le ministère [syrien](#) de la Défense a annoncé ce dimanche avoir pris le contrôle de la base d'al-Chaddadi, dans le nord-est du pays, en coordination avec les forces américaines, quelques jours après la reprise par [Damas](#) d'une autre installation près des frontières jordanienne et irakienne. «Les forces de

l'armée arabe syrienne ont pris le contrôle de la base militaire d'al-Chaddadi dans la campagne de Hasaké après coordination avec la partie américaine», indique un communiqué du ministère.

Des forces américaines déployées dans le cadre de la coalition internationale contre le groupe État islamique (EI) étaient stationnées sur cette base, située à la périphérie de la ville du même nom. Elle abrite une prison où les forces kurdes détenaient des membres de l'organisation djihadiste, avant l'avancée des forces gouvernementales dans la ré-

gion le mois dernier. Cette annonce intervient après la confirmation par Washington, jeudi, du retrait de ses forces de la base d'al-Tanf, près des frontières syriennes avec la Jordanie et l'Irak, qui constituait un point d'appui stratégique pour les États-Unis.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, ont été un partenaire majeur de la coalition internationale dirigée par les États-Unis contre l'EI et ont joué un rôle central dans la défaite du groupe en Syrie en 2019. Mais après la chute fin 2024 du président Bachar al-Assad, les États-

Unis se sont rapprochés du nouveau pouvoir de Damas, estimant récemment que la nécessité de leur alliance avec les forces kurdes s'était largement estompée. Malgré sa défaite territoriale, l'EI demeure actif en Syrie.

Samedi, le Commandement central américain pour le Moyen-Orient (Centcom) a indiqué avoir frappé plus de 30 cibles de l'organisation en Syrie depuis le début du mois. Les frappes aériennes menées entre le 3 et le 12 février ont visé des infrastructures et des dépôts d'armes du groupe, selon un communiqué du Centcom.



Manon Chapelain
16 février 2026

Syrie: à Soueïda, les Druzes tournent le dos à Damas et misent sur le soutien israélien

En Syrie, six mois après les affrontements à Soueïda, la communauté druze reste retranchée dans la peur d'une nouvelle escalade. Les quelque 2 000 morts provoqués par les combats entre les factions druzes et les forces affiliées au gouvernement ont créé une méfiance envers le pouvoir central. La ville vit depuis en quasi-autonomie. Les leaders druzes ont appelé à la protection du voisin israélien. La reprise du contrôle de la ville sera le prochain défi d'Ahmed al-Charaa, après l'assaut lancé contre les territoires contrôlés par les Forces démocratiques syriennes, à majorité kurde, en janvier. Pour une partie des Druzes et leurs gouvernants, la tentation séparatiste est grande.

Voilà quelques mois que la place al-Karama, centrale à **Soueïda**, a changé d'étendard. Dans les shops, sur les murs, le drapeau israélien, qui a remplacé celui de la révolution syrienne, côtoie désormais celui des Druzes. Tel-Aviv s'est officiellement positionnée comme protectrice de la communauté. Ce que n'oublie pas Louay, étudiant d'une vingtaine d'années : « Sans l'intervention israélienne, les combats de juillet auraient pu tourner au génocide contre notre communauté. Avant, nous disions que la Syrie était unie, mais maintenant, nous n'avons même plus 1 % de confiance envers le gouvernement. Nous attendons surtout l'indépendance. »

La garde nationale de

Soueïda, une nouvelle armée constituée de quarante factions druzes, demande désormais l'indépendance. C'est elle, désormais, qui contrôle la ville et régule les entrées et les sorties.

« Il était indispensable que nous ayons une armée organisée capable en premier lieu de protéger notre existence et de défendre les frontières. Nous aspirons également à une coopération future avec les forces israéliennes », explique le commandant Talal al-Amer, son porte-parole.

« Nous revendiquons notre indépendance absolue »

Il est difficile de trouver des voix dissonantes à l'intérieur de **la ville**. Une partie des habitants mécontents est partie.

Les rues sont désormais vides. Peu contestent les déclarations du Cheikh al-Hijri, haute autorité religieuse, ouvertement indépendantiste. « Nous revendiquons notre indépendance absolue en tant que Druzes. Nous rejetons catégoriquement le gouvernement de Damas. Plus aucun dialogue ne peut être ouvert avec lui », affirme le Cheikh Tarek al-Mughaish, l'un de ses proches.

Après le nord-est syrien, la question est désormais de savoir si le territoire sera ici repris par la force ou la négociation. Début janvier, Damas et Tel-Aviv se sont rencontrées à Paris, sous médiation américaine.

LE FIGARO

16 février 2026

Syrie : les autorités kurdes libèrent 34 Australiens, proches de djihadistes de l'État islamique

Les **autorités kurdes** ont libéré lundi 34 Australiens, proches de djihadistes du groupe **État islamique** (EI), qui étaient détenus dans le camp de Roj, a indiqué à l'AFP la directrice de ce camp du nord-est de la Syrie. Avec la libération de ces 34 personnes, membres de 11 familles de djihadistes, il ne

reste plus d'Australiens aux mains des autorités kurdes. Un photographe de l'AFP a vu des femmes, certaines entièrement voilées, et des enfants portant leurs bagages et sortant du camp.

« Aujourd'hui, nous remettons 11 familles qui portent la nationalité australienne à leurs

proches, venus d'Australie pour les récupérer », a déclaré la directrice du camp, Hakmieh Ibrahim. « Ces familles sont les derniers Australiens dans le camp de Roj », a-t-elle ajouté, précisant que le camp abrite encore « 2201 personnes d'une cinquantaine de nationalités ». Les autorités austra-

liennes ont assuré lundi que « le gouvernement ne rapatrie pas de gens de Syrie ».

Le camp de Roj toujours sous contrôle kurde

Les forces kurdes contrôlent toujours le **camp de Roj**, où sont détenus des proches de djihadistes, pour la plupart des étrangers dont des Occi-

dentaires, parmi lesquels des Français. Elles s'étaient retirées en janvier du camp, plus grand, d'al-Hol, sous la pression militaire des forces de sécurité du pouvoir central de Damas, qui en ont pris le contrôle.

Depuis, des milliers de

femmes et d'enfants de djihadistes étrangers se sont enfuis de ce camp qui abritait quelque 24.000 personnes, dont environ 6300 étrangers, pour une destination inconnue. Le rapatriement des épouses de membres de l'EI a suscité des controverses en Australie, où certains respon-

sables politiques estiment que ces femmes représentent une menace pour la sécurité nationale.

À l'inverse, d'autres voix, notamment parmi les ONG, ont appelé le gouvernement à porter assistance à ces citoyennes australiennes détenues dans des conditions

«épouvantables». L'organisation humanitaire Save the Children Australia (STCA) avait déposé en 2023 une plainte au nom de ces 11 femmes et 20 enfants, réclamant leur rapatriement.



Feb.16,2026

UN delegation visits Kobani to assess humanitarian situation

ERBIL, Kurdistan Region - A United Nations delegation visited the Kurdish besieged town of Kobani in northern Syria on Monday to assess the humanitarian situation in the city and evaluate the conditions of displaced people, according to a local official.

The delegation was from the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) and conducted a field visit to gather information about the living conditions and urgent needs of residents and internally displaced people settled in Kobani.

Farhad Haji Issa, a Kurdish official in Kobane, said the visit focused on assessing key humanitarian sectors, including the economy, healthcare, water, energy, and other essential services.

Representatives from relevant local institutions, including health, water, energy, and displacement



A file photo to Kobane.

authorities, attended meetings with the UN delegation, where they discussed the challenges facing the city and its residents.

The UN delegation told Kobani officials that they would maintain direct communication with local authorities to stay informed about humanitarian developments and pledged ef-

forts to help address the city's problems and provide assistance to displaced people.

The delegation also collected field data on displaced families currently residing in Kobani, reviewing their living conditions and humanitarian needs.

Despite a January 29

agreement between the Syrian Democratic Forces (SDF) and Damascus that halted fighting and outlined steps toward military and administrative integration, Kobani remains under siege by Syrian government forces. Residents have called for the reopening of roads and the urgent delivery of humanitarian aid to the city.

The New York Times

Feb. 16, 2026

Syria Crosses a Threshold

The advance of the Syrian Army into Kurdish regions could put nearly all the country under one authority. But it ends a dream of autonomy for ethnic Kurds.

The mood was tense as government forces entered the city of Hasakah in northeastern Syria this month. U.S.-led coalition warplanes flew overhead, and a Syrian Army unit monitored the column's progress from drones, watching for ambush by Kurdish groups.

It was the first time the government was moving into Hasakah, a stronghold of the Kurds for more than a decade, and its presence was not welcomed by all. Kurdish soldiers, who are being made to abandon their ambition for an autonomous region, remained defiant, parading with Kurdish flags and weapons before a government base.

The display indicated the challenges ahead for President Ahmed al-Sharaa. Benefiting from a [switch in American support](#) away from the Kurds, he has used a mixture of muscle and negotiation in recent weeks to take over three provinces of eastern Syria.

The vast, resource-rich region had eluded his grasp since his rebel force toppled the dictatorship of Bashar al-Assad just over a year ago. His new government is now extending its authority, advancing toward its goal of unifying Syria for the first time in 15 years.

The task before him is daunting. Already stretched with stabilizing the war-battered country and lifting its people out of poverty, the government now has a huge new area of territory to secure and rebuild. During a two-week long jour-



Kurdish soldiers parading through Hasakah, Syria, earlier this month, after Syrian government forces had entered the city.

ney across the newly opened territory, our reporting team encountered a land in desperate need and deeply divided after years of civil conflict.

The Kurds, a minority in Syria, are the dominant population in parts of northeast Syria, and they were by turns wary, resistant and resigned at the prospect of rule from Damascus.

Arab residents, who had chafed under the rule of the Kurdish-led force, the Syrian Democratic Forces, or S.D.F., were celebratory. Some had rushed back to reclaim their homes, even as army units were clearing mines and booby traps left by departing Kurdish forces.

"The entire village was displaced in 2013," said Ahmed al-Ahmad, 40, who had returned from Lebanon and was repairing his house in the village of Al Belasha, in the newly controlled areas of Aleppo province. "Not even a bird could fly here."

The infrastructure demands are immense. The area's hydroelectric dams, oil fields and rich farming land are debilitated. Much of the countryside lies in darkness. Cities are strewn with trash. Power is so intermittent that neighborhoods roar with the sound of generators.

In the provincial capital of Raqqa, cars bumped through potholes filled with muddy

rainwater. Others lined up to navigate a broken ramp onto the main bridge across the Euphrates River that had been blown up by retreating S.D.F. forces.

Crossing the Euphrates River by boat in Raqqa. Both bridges that traverse the river were damaged as the S.D.F. retreated from the area.

Security forces were still searching underground tunnels for explosives and S.D.F. stragglers, said Ahmed Adel, the acting head of the government's Internal Security forces in Raqqa.

"Once we have security," Mr. Adel said, "we can sort out everything else."

Government officials said they

have learned from the experience of taking over the rest of the country after the fall of the Assad regime in December 2024.

Security officers registered long lines of S.D.F. members in a reconciliation center during our visit. A panel of 11 judges from Damascus worked through a weekend to review case files of 1,600 detainees in Raqqa's main prison.

Government delegations have been arriving from Damascus to assess the region's needs, but residents are already complaining about rising gas prices. With the departure of the S.D.F., thousands who had built an economy linked to the force and its administration were now without jobs.

In northeastern Syria, the S.D.F. was more than a fighting force but a veritable government of its own. It had been the main ally working with U.S. forces in the area for more than a decade in combating the terrorist group Islamic State and guarding thousands of ISIS prisoners.

The Kurds had long wanted their own autonomous region there.

But in recent weeks, the Trump administration withdrew its support from the Kurds and threw it behind Mr. al-Sharaa in his aim to unite Syria under his rule. Some Kurds saw the shift as a betrayal.

Without American backing, the Kurdish force could not hold their neighborhoods in the city of Aleppo, and had little hope of controlling the mainly Arab populated provinces of Raqqa and Deir al Zour.

Some Kurdish fighters in

Aleppo chose to make a last stand. After days of fighting, the bulk of the fighters and their political leaders withdrew to Hasakah, a largely Kurdish region. The government has now entered there, too.

Syrian Army soldiers moving a broken down tank in the village of Al Belasha.

People living in the mainly Arab populated provinces wrested from the S.D.F. complained that the Kurdish-led force had run a harsh police state.

"We were always in fear they would raid our shop. We knew anyone could charge us with being an ISIS fighter," said Belal Bargash, 32, standing outside his cellphone shop in a part of Deir al Zour province that had been controlled by the Kurdish-led force.

"We feel extremely relieved," he said, breaking into a beaming smile.

Some Kurds in the region said that they, too, had felt oppressed by the S.D.F.'s administration.

Ayman Lolak, 43, a Kurdish businessman in the Sheikh Maqsoud neighborhood of Aleppo, which the S.D.F. had lost, said he was pleased finally to be reconnected to the rest of the city and to the central government.

He said the Kurdish administration had confiscated his line of shops and other properties near the front line and allowed him only the use of one shop and one house.

"We were under a blockade for the last year," he said. "Now it's open and we can import and export goods."

The land near Tabqah contains

oil fields, which will require large infusions of investment before they can function properly.

But there was apprehension, too. Kilstan Habash, a female Kurdish politician who chose to stay behind in Aleppo, said she feared for the safety of her teenage children, even though so far there had been no widespread reprisals by government forces.

"The worst that we expected has not happened," she said, "but we don't know if it will last."

She said that for now she had refused to enter a government reconciliation program under which members of the S.D.F. were registering, handing in weapons and receiving papers that allowed them freedom of movement.

"Trust needs time," she said.

A female Kurdish fighter patrolling the city of Hasakah said she would fight again, reluctantly, if called to. Now 29, she had been fighting for 12 years, she said.

"We feel a lot of pain, we lost a lot of friends, our family members, so we don't want war," said the fighter, who gave only her code name, Rosa, in accordance with military rules. "But if we need resistance, we need to fight."

Armed civilians and Kurdish soldiers singing and dancing while guarding their neighborhood in Hasakah.

Government officials insisted that Syria should be united under one rule and that the government have a monopoly on force.

"Different armed groups were controlling areas during the war, trying to build their own projects, and now we are try-

ing to solve things by creating a united national project," Abdurahman Salamah, the newly appointed governor of Raqqa province said in an interview.

"The country cannot survive while a single part of Syria remains out of control," he said.

Mr. Salamah said that he had led a campaign to rein in the various rebel groups opposed to the Assad regime. That campaign was in some cases ruthless, but helped forge a united force that was able to topple the dictatorship.

Mr. Salamah indicated that the S.D.F. would be treated in the same manner. A former S.D.F. official has been appointed governor of Hasakah to keep the Kurds happy, he said, but if he did not perform as expected, he could be removed, he said.

The Kurds have been promised citizenship, long denied for many, cultural and educational rights and some local control. But their armed forces will be integrated into the Syrian defense and interior ministry forces, according to the American-brokered agreement.

Sheikh Hwaidi Hwaidi, a local leader with a wide following in eastern Syria, said that popular discontent against S.D.F. control had already reached a tipping point, but that leaders of the community had not acted for fear of repercussions from the American military in the region.

"I expect a wonderful future," he said with satisfaction. "We are in Syria and our capital is Damascus."

Carlotta Gall is a senior correspondent, covering the war in Ukraine.

Dans le nord de la Syrie, le barrage de Tichrine, la forteresse qui a résisté aux remous de la guerre civile

L'infrastructure énergétique située sur l'Euphrate, point de passage stratégique vers le nord-est du pays, a été reprise par les forces gouvernementales syriennes à la mi-janvier. Théâtre de violents combats, passé sous le contrôle des rebelles anti-Al-Assad, des djihadistes de l'organisation Etat islamique, puis des forces kurdes, l'ouvrage d'art n'a jamais cessé d'être en service.

Sur une vidéo filmée par téléphone à la fin de l'année 2025, des employés du barrage de Tichrine apparaissent, l'air amusé, traversant l'Euphrate à bord d'une embarcation de fortune. Ils rejoignent leur poste sur l'ouvrage hydroélectrique, situé dans le nord de la Syrie, sur la ligne de front entre les forces gouvernementales et les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes). « Ces quatre derniers mois, on était amenés en bateau par des contrebandiers payés par les FDS, car la route était bloquée par les combats. C'était dangereux. On avait des drones turcs au-dessus de la tête », explique Mohammed Al-Hamoud.

L'ingénieur électrique de 55 ans, employé depuis trente ans sur le barrage, dont les sept derniers comme directeur, peut maintenant souffler. La prise de contrôle par les nouvelles autorités syriennes, le 18 janvier, de l'ouvrage d'art, ainsi que des territoires administrés par les FDS dans le Nord-Est syrien marque le retour à une certaine normalité.

Depuis le début de la guerre civile syrienne, en 2011, malgré les combats et des conditions de travail très précaires, le barrage n'a jamais cessé de fonctionner, que ce soit

sous l'autorité de l'Armée syrienne libre (ASL) – la rébellion anti-Al-Assad –, des djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) ou des combattants des FDS. « Tous ceux qui ont pris le contrôle du barrage ont eu recours à nous, car nous seuls avions l'expérience et l'expertise nécessaires », précise M. Al-Hamoud.

« Une bataille tous les trois ans »

Attablé avec des collègues autour d'un thé, dans la salle de contrôle du barrage, le directeur a la mine défaits de ceux que la vie n'a pas ménagés. « Ces quinze dernières années ont été comme cent ans. On a beaucoup enduré. Tous les trois ans, il y avait une nouvelle bataille. Des employés ont été tués ici et dans les villages alentour. On a besoin de suivi psychologique », confie-t-il.

Des 610 employés avant-guerre, 150 sont toujours en poste aujourd'hui, dont certains devraient être à la retraite ou avaient été licenciés par le régime d'Al-Assad pour leur soutien à la révolution. « C'est notre barrage, notre maison. C'est une partie de nous », explique Hamoud Al-Amadi, un ingénieur informatique de 46 ans, recherché sous l'ancien régime.

Nombre d'entre eux étaient déjà là quand le barrage, haut de 40 mètres et doté de six turbines pouvant produire 630 mégawatts, a été achevé, en 1999. Il avait été conçu par un institut russe et construit par des sociétés syriennes, avec des équipements chinois. « Des experts chinois ont travaillé ici de 2000 à 2011. Ils sont partis au début de la révolution, en laissant le barrage avec de nombreux problèmes opérationnels », se souvient M. Al-Hamoud.

Stratégique de par sa position, le barrage de Tichrine est devenu, pendant la guerre civile, un objet de convoitise entre belligérants. Situé à 50 kilomètres de la frontière turque, et à 90 kilomètres à l'est d'Alep, il est l'un des rares points de passage sur l'Euphrate vers le Nord-Est syrien et la principale source d'approvisionnement en eau et en électricité de cette région. Le régime de Bachar Al-Assad en avait perdu le contrôle, en novembre 2012, au profit de l'ASL. « Les rebelles n'exerçaient qu'un contrôle militaire. Les employés avaient la responsabilité du barrage, et le régime continuait à payer les salaires », dit Salam Cheikh Mohammed, un employé administratif de 58 ans, resté en poste après avoir été licencié par l'ancien régime.

Les choses ont changé quand l'EI a chassé l'ASL de la région, en septembre 2014. « Les trois premiers mois, le régime de Damas ne nous a pas payé nos salaires. Les employés ont voulu démissionner, donc l'EI a commencé à nous payer : 50 dollars [59 euros] pour les employés, 200 dollars pour les chefs, poursuit M. Al-Hamoud. Puis, on a reçu l'ordre de Damas de maintenir les opérations. Le gouvernement a mis nos salaires de côté – 30 à 50 dollars par mois – et nous les a versés après le départ de l'EI. L'EI, c'était un Etat avec des frontières. Il nous empêchait de toucher un salaire d'un régime considéré comme impie. »

« Les combattants de l'EI vivaient parmi nous »

Les relations avec le groupe djihadiste ont été difficiles. Certains membres de l'EI se sont installés au premier et au cinquième étage de l'immeuble attenant au barrage. « Ils les utilisaient pour former les gens à la religion et aux combats », assure M. Al-Hamoud. Un ancien employé du barrage d'Al-Tabqa, plus en aval de l'Euphrate, qui avait fait allégeance à l'EI, assurait la coordination entre les employés et les djihadistes. Des employés du barrage de Tichrine ont eux-mêmes rejoint

l'EI. « Ils nous surveillaient pour qu'on ne fume pas de cigarettes, qu'on porte des pantalons trois quarts et des barbes longues. Ils ont voulu m'arrêter deux fois parce que je fumais », poursuit le directeur.

Les employés vivaient alors sur le site, dans la cité réservée aux travailleurs, accolée au barrage, ou dans des villages alentour. « Les combattants de l'EI vivaient parmi nous. On avait peur de sortir et d'être bombardés par la coalition », poursuit Salam Cheikh Mohammed. En 2014, une voiture piégée a explosé par accident dans la cité, faisant cinq morts parmi les employés. Le personnel a quitté ce lieu quand les combats entre l'EI et les FDS ont commencé. Ils n'ont jamais réintégré la cité des travailleurs après que les FDS ont pris le contrôle du barrage, en décembre 2015.

Les autorités kurdes chargées du Nord-Est ont, à leur tour, nommé un directeur financier et administratif pour faire la liaison entre elles et les employés. M. Al-Hamoud assurait, lui, la coordination avec Damas. « Le régime nous payait 100 dollars, et on touchait en plus 100 dollars des FDS », dit-il. En 2016, ces dernières ont embauché 70 employés kurdes syriens. « Elles planifiaient peut-être un jour de nous remplacer par eux, dans l'hypothèse où l'ancien régime se serait retourné contre l'administration kurde », imagine M. Al-Hamoud. Un pacte de non-agression tacite a présidé, durant la guerre civile, aux relations entre Damas et les autorités du Nord-Est.

Le renversement du dictateur Al-Assad, le 8 décembre 2024, par une coalition de factions islamistes emmenées par Ahmed Al-Charaa, l'actuel pré-



Vue aérienne du barrage de Tichrine et de ses environs au sud-ouest de Manbij, en Syrie, après que l'armée syrienne a pris le contrôle du site, le 19 janvier 2026. NABIAHA AL TAHA / ANADOLU VIA AFP

sident de transition, a transformé le barrage de Tichrine en ligne de front. De la rive ouest de l'Euphrate, les factions syriennes proturques ont tenté de déloger les FDS de l'ouvrage, forçant les habitants des villages riverains à évacuer sur plusieurs kilomètres. Les deux parties ont veillé à ne pas cibler directement le barrage, mais les combats ont inévitablement causé des dégâts. Des roquettes sont tombées sur l'unité d'alimentation en électricité. Les installations ont été inondées.

Etat critique

« Le barrage a été transformé en forteresse, en base militaire pour les FDS », dit M. Al-Hamoud. Les combattants kurdes accédaient, par des tunnels, à l'ouvrage et à la rive ouest, qu'elles ont minée. Les employés n'étaient autorisés à circuler qu'à l'étage de la salle de contrôle. « Les autres étages étaient réservés aux combattants kurdes. On a retrouvé des drones et des ro-

quettes après leur départ », poursuit le directeur. Le général Mazloum Abdi, le chef des FDS, a lui-même visité le barrage, avec un général américain, le 18 avril 2025, après la signature d'un accord avec Damas, qui prévoyait des patrouilles conjointes dans la zone.

M. Al-Hamoud a sélectionné 60 opérateurs et ingénieurs, les plus vaillants, pour faire fonctionner le barrage à tour de rôle. « Les équipes se relayaient tous les cinq jours. Le CICR [Comité international de la Croix-Rouge] récupérait, en bus, les employés à Alep, Manbij et sur la route qui mène à Al-Tabqa, d'où nous traversions vers l'autre rive de l'Euphrate, pour remonter ensuite au barrage de Tichrine. Six heures de trajet pour 300 kilomètres », précise-t-il.

A la mi-janvier, les forces gouvernementales et les FDS se sont livrées une bataille acharnée dans les villages alentour, avec des drones, des ro-

quettes, des tanks et des tireurs embusqués. « Une bombe est tombée sur le transformateur électrique. On a contacté le ministère de la défense pour calmer le jeu. Lorsque les FDS ont senti qu'elles étaient encerclées, elles ont battu en retraite, six heures avant la libération », précise M. Al-Hamoud.

Des soldats de l'armée régulière sont désormais stationnés sur le barrage. Les employés vaquent à leurs occupations, comme à leur habitude. Ils ne gagnent plus aujourd'hui qu'un seul salaire de 130 dollars, versé par les nouvelles autorités. Le barrage a été reconnecté à l'ensemble du réseau syrien, et la production électrique relancée. Mais l'infrastructure est dans un état critique. « Pendant quinze ans, on n'a pas pu faire de réparations, et les systèmes n'ont pas été mis à jour. Il faut que de grosses compagnies reprennent la maintenance du site », alerte le directeur.

L'Iran et les Etats-Unis sont convenus de « principes directeurs » pour un accord, annoncent les Iraniens

Le vice-président américain, J. D. Vance, a toutefois noté que des divergences persistaient sur les « lignes rouges » américaines.

L'Iran a assuré que Téhéran et Washington s'étaient entendus, mardi 17 février en Suisse, sur « un ensemble de principes directeurs » pour un possible accord, mais le vice-président américain, J. D. Vance, a noté que des divergences persistaient sur les « lignes rouges » américaines.

Les deux pays ennemis ont conclu mardi près de Genève une deuxième session de pourparlers indirects dans un contexte de fortes tensions persistantes. A la télévision d'Etat, le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, qui dirigeait la délégation de son pays, a salué une séance « plus constructive » que [celle du 6 février à Oman](#), le pays médiateur.

« Nous avons pu parvenir à un large accord sur un ensemble de principes directeurs, sur la base desquels nous avancerons et commencerons à travailler sur le texte d'un accord potentiel », a-t-il déclaré, sans donner de date pour de nouvelles négociations. L'Iran s'est aussi dit ouvert à une « vérification » de son programme nucléaire.

« D'un côté, cela s'est bien passé » puisque le dialogue est appelé à se poursuivre, a, quant à lui, commenté M. Vance sur Fox News. « D'un autre côté, il était très clair que le président [américain] avait établi certaines lignes rouges que les Iraniens ne sont pas encore prêts à reconnaître », a-t-il ajouté.



Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, à Genève, le 17 février 2026. PIERRE ALBOUY / REUTERS

« Il reste encore beaucoup à faire », a aussi affirmé le chef de la diplomatie omanaise, Badr Al-Boussaïdi, saluant toutefois des « progrès ». Le ministre iranien Abbas Araghtchi a reconnu qu'il « faudrait du temps pour réduire » l'écart.

La patience de Donald Trump, qui avait déjà fait procéder à des bombardements de sites nucléaires iraniens en juin 2025, n'est pas infinie, a fait comprendre J. D. Vance. Le président américain « se réserve le droit de dire quand il jugera que la voie diplomatique aura atteint sa limite. Nous espérons ne pas en arriver là », a poursuivi le vice-président.

« Toutes les options ouvertes »

Donald Trump garde, selon lui, « toutes les options » ouvertes, y compris donc celle de déclencher la considérable force de frappe amassée dans la région par l'armée américaine, dont Téhéran assure qu'elle ne l'intimide pas.

« Un navire de guerre est certes une arme dangereuse, mais l'arme capable de le couler l'est encore plus », a lancé l'ayatollah Ali Khamenei dans un discours, faisant allusion au déploiement du porte-avions *Abraham-Lincoln*. Ce bâtiment – qui embarque près de 80 appareils – et ses navires d'escorte se trouvent à environ 700 km des côtes iraniennes. Un deuxième, le *Gerald-Ford*, doit le rejoindre.

Les gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la Ré-

publique islamique, procèdent pour leur part à des manœuvres militaires dans le détroit d'Ormuz, un point de passage stratégique pour le commerce mondial du pétrole.

Les délégations iranienne et américaine – cette dernière étant menée par l'émissaire Steve Witkoff et le gendre de Donald Trump, Jared Kushner – ont eu environ trois heures et demie de discussions, par des échanges de messages, selon les médias iraniens. Les positions de départ étaient très éloignées. L'Iran, soupçonné par Israël et les pays développés de vouloir se doter de la bombe atomique, ne veut parler que de son programme nucléaire. Washington, comme Israël, exige également qu'il limite son programme de missiles balis-

tiques et cesse de soutenir des groupes armés régionaux.

Téhéran se dit prêt à un compromis concernant son stock d'uranium hautement enrichi, évalué à plus de 400 kg et dont le sort est incertain, à condition que Washington lève ses sanctions.

Celles-ci pèsent lourdement sur l'économie et le pouvoir d'achat des Iraniens, nourrissant la contestation, qui a éclaté en décembre avant d'être écrasée dans le sang en janvier.

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, s'est dit « ouvert »

à une « vérification » en matière nucléaire, répétant que son pays ne cherchait pas à se doter de la bombe, selon un entretien publié mardi sur le site Internet de la présidence. L'Iran insiste toutefois sur son droit à développer une filière nucléaire civile et à enrichir de l'uranium dans ce but.

Mardi, des slogans contre le pouvoir ont de nouveau retenti dans plusieurs villes iraniennes au cours de rassemblements en hommage aux manifestants tués.

Le Monde

Ghazal Golshiri, Claire Gatinois, Jacques Follorou
17 février 2026

Reza Pahlavi plaide auprès de la communauté internationale pour une intervention militaire en Iran

Alors que les négociations entre Américains et Iraniens sur le nucléaire devaient reprendre à Genève mardi, le fils de l'ancien chah appelle à un renversement du régime.

Reza Pahlavi le jure : il ne rêve pas du trône dont il aurait pu hériter, ni même du pouvoir pour lui-même. « *Je ne fais pas campagne pour devenir roi ou président* », a assuré le fils du dernier chah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi, interrogé, lundi 16 février, au journal télévisé de TF1. L'homme de 65 ans, qui vit en exil depuis la révolution islamique de 1979, ne veut, a-t-il dit, qu'une chose : rendre aux Iraniens leur liberté. Après les massacres à huis clos perpétrés en ce début d'année par le régime, qui, selon certaines estimations, auraient fait quelque 30 000 morts, Reza Pahlavi poursuit sa longue croisade contre le pouvoir religieux en Iran.

S'exprimant d'une voix douce, dans un français parfait, le sexagénaire, qui réside aux Etats-Unis, a appelé à l'aide la communauté internationale, convaincu que

« *ce régime est condamné à tomber* ». Mais toute opposition ayant été réprimée dans le sang, une « *intervention* » militaire extérieure « *est nécessaire* », selon lui. « *C'est un peu comme le débarquement et la libération en France* », a-t-il lâché, pour justifier cette ingérence. Jamais, au long de cet entretien, Reza Pahlavi ne citera le nom du président américain, Donald Trump, qui, depuis plusieurs semaines, menace l'Iran de frappes. Mais les Etats-Unis sont « *le seul pays capable d'amener une telle intervention (...) en ciblant l'appareil d'Etat* », a insisté Reza Pahlavi.

Une « *armada* », selon les mots de Donald Trump, a été déployée, aux abords de l'Iran, incluant le porte-avions USS *Abraham-Lincoln*, accompagné de trois navires de guerre équipés de missiles Tomahawk. Un changement de régime serait « *la meil-*

leure chose » qui pourrait arriver en Iran, a encore affirmé le président américain, le 13 février. En janvier, le magazine se disait prêt à frapper le régime s'il réprimait trop durement sa population. Le milliardaire, a, depuis, abandonné ce critère, liant désormais la menace d'une intervention militaire américaine au programme nucléaire iranien. Si l'Iran ne renonce pas à enrichir l'uranium, l'Amérique sévira. Mais Washington semble n'avoir pas tout à fait renoncé à la voie diplomatique : après d'infructueuses négociations menées à Oman, le 6 février, un deuxième round de pourparlers américano-iraniens devait se tenir à Genève, le 17 février.

« **Intervention humanitaire** »

Face à ces revirements, les partisans d'une intervention militaire en Iran s'inquiètent

de discussions vouées, selon eux, à l'échec. De leur côté, les pays voisins de l'Iran craignent que des frappes ne conduisent, in fine, à renforcer le régime et ne provoquent un embrasement régional. Reza Pahlavi, lui, s'efforce de convaincre, à distance, le président américain qu'il faut agir vite. « *Chaque jour qui passe, il y a des Iraniens tués, violés, emprisonnés, torturés* », a-t-il lancé, sur TF1, plaidant pour une « *intervention dans un sens humanitaire* ».

Avant de venir à Paris, le sexagénaire avait assisté à Munich (Allemagne), les 13 et 14 février, à la Conférence sur la sécurité, où se retrouvaient une soixantaine de chefs d'Etat et de gouvernement. Reza Pahlavi y a rencontré en tête à tête Volodymyr Zelensky, en guerre contre la Russie, voyant une convergence des luttes entre lui et le président

ukrainien. Depuis la capitale de la Bavière, l'Iranien s'est aussi affiché aux côtés de Benjamin Haddad, ministre délégué à l'Europe, même si Paris est officiellement rétive à toute intervention militaire en Iran.

« *L'agenda du ministre lui appartient et sa rencontre avec M. Pahlavi s'inscrit dans le cadre de la politique française d'attention à toutes les voix iraniennes dans ce moment délicat pour l'Iran* », justifie le cabinet de M. Haddad, alors que la direction générale de la sécurité intérieure constate que « *la menace iranienne s'est accrue sur le territoire français* », notamment du fait de la place prise par Reza Pahlavi dans la contestation du régime iranien. Selon le ministère de l'intérieur, « *Paris est devenu un bastion des monarchistes rassemblés derrière M. Pahlavi, ils ont écrasé toute concurrence au sein de l'opposition à Téhéran en France.* » Cette mise en lumière des pro-Pahlavi en fait des cibles d'autant plus visibles.

Rancœur

Jusqu'ici, Reza Pahlavi n'a pas réussi à fédérer la diversité des opposants au régime autour de lui. Sa proximité affichée avec Israël, son appel à une intervention militaire en Iran, des accusations de tendances autoritaires, son refus – ou son incapacité – à créer une plateforme commune avec d'autres mouvements d'opposition, l'armée de cybersoldats royalistes qui l'entoure et harcèle le moindre



Reza Pahlavi participe à une discussion lors de la 62e Conférence de Munich sur la sécurité, le 13 février 2026. ALEXANDRA BEIER / AFP

internaute osant le critiquer peinent à convaincre une partie des Iraniens pourtant hostiles au pouvoir. Toutefois, à mesure que le fils du chah s'est imposé comme la seule figure d'opposition connue, les réserves à son égard se sont atténuées. L'intéressé a, de son côté, su faire évoluer son discours. « *Vous ne ferez pas ce qu'a fait votre père ?* », lui a demandé, lundi, le journaliste de TF1. « *Bien sûr que non (...). On ne parle pas d'un retour au passé, on part vers le futur* », a assuré le fils du chah, admettant « *des excès* » et « *des bavures* » du temps de la monarchie.

A des milliers de kilomètres de Téhéran, Reza Pahlavi reste vague sur son rôle en cas de renversement du régime. Il promet de parler à

toutes les oppositions, à condition que celles-ci adhèrent à ses principes : préserver l'intégrité territoriale de l'Iran, acter la séparation de la religion et de l'Etat, accorder au peuple le droit de choisir la forme du système politique et préserver les libertés individuelles.

Mais l'homme suscite une forme de rancœur chez certains Iraniens. Il est celui qui, depuis son exil, a appelé ses concitoyens à descendre dans les rues en janvier, prétendant que quelque 50 000 membres des forces de l'ordre avaient fait défection et pourraient protéger les manifestants. Il n'en fut rien. Le régime a réprimé avec une brutalité inédite ces protestations, plongeant les Iraniens dans le désespoir. Samedi 14 février, le soutien

massif à l'Iran qui s'est manifesté un peu partout dans le reste du monde, à l'appel de M. Pahlavi, semble avoir redonné du baume au cœur aux Iraniens. Des centaines de milliers de personnes se sont réunies à Toronto (Canada), à Sydney (Australie), à Londres, à Berlin et à Munich, où, protégé par une vitre pare-balles, le fils du chah a fait une apparition, suppliant Donald Trump d'« *aider* » son peuple. « *Samedi, tout le monde a repris de l'énergie en voyant que les gens s'étaient rassemblés en masse à l'étranger pour soutenir le soulèvement en Iran. Tout le monde s'est senti boosté après quarante jours de tristesse et d'un état proche du coma* », commentait un Iranien depuis Téhéran, joint par WhatsApp dimanche.

L'impasse politique de l'Irak, coincé entre l'Iran et les Etats-Unis

La nomination de l'ancien premier ministre Nouri Al-Maliki de nouveau à ce poste par le Cadre de coordination, en majorité chiite, déplaît à Washington, qui le juge trop proche de l'Iran.

L'Irak est rattrapé par la confrontation entre les Etats-Unis et l'Iran. Trois mois après les élections législatives du 11 novembre 2025, le pays n'a toujours pas de premier ministre, ni de président. La nomination surprise, le 24 janvier, par le Cadre de coordination, une coalition dominée par les partis chiites proches de l'Iran qui revendique le plus large bloc au sein du Parlement, de l'ancien premier ministre Nouri Al-Maliki (2006-2014) à nouveau comme chef du gouvernement, a précipité le pays dans l'impasse politique.

Bagdad était habitué à ce que Washington et Téhéran rivalisent d'influence derrière des portes closes pour parvenir à un compromis sur ce poste traditionnellement dévolu à un chiite. Fait rare, il a reçu, cette fois, un avertissement sans équivoque de Donald Trump. Sur les réseaux sociaux, le 28 janvier, le président américain a prévenu que, si M. Al-Maliki était nommé premier ministre, « les Etats-Unis d'Amérique n'aider[ai]nt plus l'Irak et que si [ils ne sont] pas là pour l'aider, l'Irak n'a AUCUNE chance de succès, de prospérité ou de liberté ». Il a menacé le pays, dont les recettes pétrolières sont déposées à la Réserve fédérale de New York, de sanctions.

« La dernière fois que Maliki était au pouvoir, le pays a sombré dans la pauvreté et le chaos total. Cela ne doit plus jamais se reproduire »,

a poursuivi M. Trump. La fin du second mandat de M. Al-Maliki a vu l'effondrement de l'armée et la conquête par l'organisation Etat islamique (EI) d'un tiers du pays. « Beaucoup au sein de l'administration américaine considèrent que, lors de son second mandat, Nouri Al-Maliki s'est trop rapproché de l'Iran et qu'il a mené des politiques confessionnelles centrées sur les chiites contre les sunnites, ce qui a entraîné un type d'oppression qui a préparé le terrain à un groupe comme l'EI », analyse Renad Mansour, expert de l'Irak au sein du cercle de réflexion Chatham House.

Saillie surprise de Trump

L'une de ses dernières actions au pouvoir avait été la création, pour combattre l'EI, des unités de la mobilisation populaire, dominées par les milices chiites proches de l'Iran, alliées aujourd'hui au sein du Cadre de coordination. « Au sein de l'administration américaine, nombreux sont ceux qui estiment qu'après avoir quitté ses fonctions, Nouri Al-Maliki est resté proche de l'Iran. Il a reçu son soutien à sa candidature. Or, la politique américaine en Irak vise en grande partie à contrer l'influence iranienne dans la région », poursuit l'expert.

L'Irak, l'un des derniers pays dans l'orbite de l'Iran, a réussi à se tenir à l'écart des répercussions régionales de la guerre menée par Israël dans la bande de Gaza, après l'at-

taque meurtrière perpétrée par le Hamas sur son territoire, le 7 octobre 2023. La nomination de M. Al-Maliki survient à un moment charnière. Washington et Téhéran sont engagés dans des négociations sur le dossier nucléaire iranien, dans lesquelles la question de l'influence régionale de l'Iran est centrale. En cas d'échec, les Etats-Unis pourraient lancer, avec Israël, une opération militaire contre l'Iran.

La saillie de Donald Trump a néanmoins surpris la classe politique irakienne. Washington avait, jusqu'à présent, relégué l'Irak dans l'ordre de ses priorités. Il n'y a toujours pas d'ambassadeur américain à Bagdad. L'envoyé spécial pour l'Irak, Mark Savaya, nommé en octobre 2025 par le président Trump, ne s'est pas rendu sur place. Il aurait déjà été écarté et remplacé par l'envoyé spécial pour la Syrie, Tom Barrack.

Le Cadre de coordination est face à un dilemme. « Il doit décider s'il maintient son soutien à Nouri Al-Maliki et défie Donald Trump, au risque de perdre le soutien américain, ou s'il plie, ce qui serait un coup énorme à la légitimité irakienne. Les deux scénarios sont perdants pour l'Irak comme pour le Cadre de coordination : soit l'Irak perd sa dignité, soit il perd sa souveraineté », estime Abbas Kadhim, expert de l'Irak au sein de l'Arab Gulf States Institute à Washington.

Gagner du temps

A 75 ans, Nouri Al-Maliki demeure une figure clivante. S'il conserve au sein du camp chiite du pouvoir et de l'influence, qui en font un faiseur de rois, il ne fait pas l'unanimité. Au sein du Cadre de coordination, Ammar Al-Hakim, le chef du mouvement Al-Hikma, et Qaïs Al-Khazali, le chef du parti-milice Asaïb Ahl-Al-Haq, se sont opposés à sa nomination. Les responsables sunnites se refusent à le voir revenir au pouvoir. « Nous voulons un candidat chiite au poste de premier ministre qui soit ouvert à ses partenaires et à l'environnement régional arabe, et il existe de nombreuses personnalités de ce type », a suggéré l'ancien président du Parlement et chef du parti Al-Taqqadoun, Mohammed Al-Halboussi.

« Le meilleur scénario pour le Cadre de coordination est de retarder le processus de nomination en espérant un arrangement en coulisses », estime Abbas Kadhim. Cela pourrait ouvrir la voie à des négociations discrètes entre Bagdad et Washington pour trouver un compromis ou offrir au Cadre de coordination le temps nécessaire à trouver un candidat alternatif. Il y a peu à parier que M. Trump revienne sur son veto. Nouri Al-Maliki n'est pas la seule option envisageable pour Téhéran. « L'Iran ne veut pas que l'Irak devienne un Etat paria. Si les Etats-Unis se détournent de l'Irak, c'est très mauvais pour l'Iran, qui a des intérêts économiques et sé-

curitaires dans le pays. Cela lui permet d'avoir accès au système international et aux dollars américains », alors que Téhéran est sous sanctions internationales, estime Renad Mansour.

Des noms circulent comme potentielle solution de rechange au sein du Cadre de coordination, inquiet de voir ses intérêts minés par un bras de fer avec Washington. Ce ne serait pas la première défaite pour Nouri Al-Maliki, qui,

malgré sa mise à l'écart en 2014, a conservé sa stature politique. Issu des rangs de son parti, Etat de droit, le premier ministre sortant Mohammed Chia Al-Soudani a peu de chances de s'imposer. Bien qu'il soit arrivé en tête des élections législatives de novembre 2025, sa candidature est rejetée par les responsables chiites mais aussi kurdes et sunnites. La popularité que cet outsider politique s'est taillée depuis sa prise de poste en octobre 2022,

après un an de tractations, inquiète ses rivaux chiites.

Désireux de gagner du temps, le Cadre de coordination ne presse pas les partis kurdes à s'entendre sur le nom du futur président, un poste qui leur revient. Alors que la présidence du Parlement a été attribuée, fin décembre, au sunnite Haibat Al-Halboussi, l'élection du président a été ajournée par deux fois, faute de quorum. Une fois élu, le président est tenu, selon la Constitution, de désigner un

premier ministre dans un délai de quinze jours. Le choix des deux partis kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan du clan Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan du clan Talabani, est tributaire des dissensions qui les opposent encore, un an après les élections dans la région autonome du Kurdistan irakien, sur la formation d'un gouvernement à Erbil, et la répartition des postes au niveau régional comme fédéral.

The New York Times

Feb. 18, 2026

U.S. Military Moves Into Place for Possible Strikes in Iran

President Trump has given no indication that he has made a decision about how to proceed, as diplomatic talks continue

The rapid buildup of U.S. forces in the Middle East has progressed to the point that President Trump has the option to take military action against Iran as soon as this weekend, administration and Pentagon officials said, leaving the White House with high-stakes choices about pursuing diplomacy or war.

Mr. Trump has given no indication that he has made a decision about how to proceed. But the drive to [assemble a military force](#) capable of striking Iran's nuclear program, its ballistic missiles and accompanying launch sites has continued this week despite indirect talks between the two nations on Tuesday, with Iran seeking two weeks to come back with fleshed out proposals for a diplomatic resolution.

Mr. Trump has repeatedly demanded that Iran give up its nuclear program, including agreeing not to enrich any

more uranium. Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel, whose country would potentially take part in an attack, has been pushing for action to weaken Iran's ability to launch missiles at Israel.

Israeli forces, which have been on heightened alert for weeks, have been making more preparations for a possible war, and a meeting of Israel's security cabinet was moved to Sunday from Thursday, according to two Israeli defense officials.

Many administration officials have expressed skepticism about the prospects of reaching a diplomatic deal with Tehran. The indirect talks on Tuesday in Geneva ended with what Iran's foreign minister said was agreement on a "set of guiding principles." U.S. officials said the two sides made progress but added that big gaps remain.

Mr. Trump has repeatedly

threatened that Iran must meet his terms or face severe consequences. But another attack, eight months after a 12-day war in which Israel and the United States assaulted military and nuclear sites across Iran, would potentially carry substantial risks, including that Iran would respond with a ferocious barrage of missile strikes on Israel and on U.S. forces in the region.

For a president who ran for office promising to keep the United States out of wars, Mr. Trump is now considering what would be at least the seventh American military attack in another country in the past year, and his second on Iran. Last June, after striking three Iranian nuclear sites, Mr. Trump declared that Iran's nuclear program had been "obliterated." But now he is considering sending U.S. military back to continue the job.

But unlike the U.S.-Israeli assault last June, Mr. Trump's

objectives now are less clear.

The U.S. military buildup includes dozens of refueling tankers, rushed to the region by United States Central Command, more than 50 additional fighter jets, and two aircraft carrier strike groups, complete with their accompanying destroyers, cruisers and submarines, U.S. officials said.

The aircraft carrier [U.S.S. Gerald R. Ford](#), fresh from the Caribbean where it was part of the naval fleet pressuring the Venezuelan government of President Nicolás Maduro, was approaching Gibraltar on Wednesday as it made its way to join the aircraft carrier U.S.S. Abraham Lincoln in the region.

"The president has always been very clear, though, with respect to Iran or any country around the world, diplomacy is always his first option, and Iran would be very wise to make a deal with President

Trump and with this administration,” Karoline Leavitt, the White House press secretary, said on Wednesday.

“He’s always thinking about what’s in the best interest of the United States of America, of our military, of the American people, and that’s how he makes decisions with respect to military action,” she added.

In Israel, the two defense officials said that significant preparations were underway for the possibility of a joint strike with the United States, even though no decision has been made about whether to carry out such an attack. They said the planning envisions delivering a severe blow over a number of days with the goal of forcing Iran into concessions at the negotiating table that it has so far been unwilling to make.

The U.S. buildup suggests an array of possible Iranian targets, including short and medium range missiles, missile storage depots, nuclear sites and other military targets, such as headquarters of Iran’s Islamic Revolutionary Guard Corps.

The ultimate decision on scope of targets is largely up to Mr. Trump, U.S. officials said.

Administration and military officials said the United States has bolstered its defensive assets since the president initially threatened to strike Iran in January.

At the time, Mr. Trump had requested options to respond to the Iranian government’s bloody crackdown on protests. But more recently, he has threatened to attack if Iran failed to reach a deal to limit its nuclear program and said that a “massive Armada” was heading toward the country.

Despite Mr. Trump’s tough stance, the Pentagon last



The U.S.S. Gerald R. Ford aircraft carrier, seen here in the North Sea last year, is making its way toward the Middle East. Jonathan Klein/Agence France-Presse — Getty Images

month was in a poor position to back him up. The 30,000 to 40,000 U.S. troops scattered around the Middle East, including at eight permanent bases, were low on air defenses to protect them from expected retaliation.

The additional fighter jets necessary to conduct the kind of operation Mr. Trump spoke of were idling at American bases in Europe, and as far away as the United States. Much of the military hardware in the Middle East accumulated over 20 years of war had since departed the region.

But over the past month, the U.S. military has moved the necessary air defenses — including Patriot missile defense and Terminal High Altitude Area Defense (THAAD) systems — into the region. Both systems can intercept Iranian ballistic missiles.

One military official said the U.S. military could now defend its troops, allies and assets from any Iranian retaliation for American strikes on its nuclear and military targets, at least for a short campaign. But, the official said, the ques-

tion remained as to whether the American military is ready to sustain a longer and wider war.

The American buildup also includes dozens of additional F-35, F-22 and F-16 fighter jets that have been flowing from the United States to Europe and onward to the Middle East in recent days, according to flight tracking data and U.S. officials.

Dozens of refueling planes, vital for a prolonged air campaign, have also been moved forward, those officials say.

The second aircraft carrier, the Gerald Ford, and its three destroyer escorts could be in the Mediterranean by the weekend or early next week, military officials said. The Ford is likely to be deployed initially near the coast of Israel to defend Tel Aviv and other Israeli cities and towns, officials said.

A military official said on Wednesday that the carriers have their own defense systems, including accompanying destroyers that can shoot down missiles aimed at them. It is difficult to hit an aircraft carrier with a ballistic missile, he said,

if the carrier is moving rapidly.

American B-2 bombers, which were used last year when Mr. Trump struck Iran, and other U.S.-based long-range bombers are on a higher alert status, officials said.

Senior national security officials have told the president that any operation that aims to change the Iranian leadership is not guaranteed to be a success, the officials said.

Mr. Trump’s decision to put off his threatened Iran strikes last month — which two administration officials said came about after military officials cautioned him that the Pentagon wasn’t ready — may have allowed Iran to better prepare for an attack.

“Diplomacy may give the U.S. more time to get its military ready, but it also gives Iran more time to plan its retaliation,” said Vali Nasr, an Iran expert at Johns Hopkins University. “Ultimately,” he added, “the president has to weigh the cost of attacking Iran. Ironically his approach has made those costs more likely.”



Feb.18,2023

Red Cross expands aid in Syria, seeks answers on missing Kurdish civilians

ERBIL, Kurdistan Region - The International Committee of the Red Cross (ICRC) has expanded its humanitarian operations across northern and northeastern Syria (Rojava) following weeks of clashes and displacement, while continuing confidential efforts to clarify the fate of missing civilians in Kurdish-populated areas, according to a spokesperson for the organization.

In an interview with Rudaw on Monday, Fareed al-Homaid, spokesperson for the ICRC in Syria, said the organization's ability to operate depends on secure and unhindered access and ongoing dialogue with all parties controlling territory.

"As a neutral, impartial, and independent humanitarian organization, the ability of the International Committee of the Red Cross to assist people affected by conflict and other situations of violence depends on safe, timely, and unhindered humanitarian access," Homaid said. "Our assistance is provided based solely on need, without any discrimination."

The humanitarian situation in Rojava and northern Syria follows a large-scale offensive launched in mid-January by the Syrian Arab Army and affiliated forces against the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), Rojava's de facto military force, advancing across parts of Aleppo, Deir ez-Zor, Raqqa,



A joint convoy by the International Committee of the Red Cross and the Syrian Arab Red Crescent arrived in Kobane on February 11, 2026. Photo: ICRC/ X

and Hasaka provinces.

The SDF and Damascus later announced an internationally brokered agreement to end hostilities and integrate Rojava's civil and military institutions under state authority. Kobane in northern Syria has remained under a strict siege for around a month, fueling alarm over worsening humanitarian conditions.

Medical aid in Aleppo, Kobane

Homaid said that in recent weeks, the ICRC, in close coordination with the Syrian Arab Red Crescent, delivered emergency assistance to Aleppo city, including the Kurdish neighborhoods of Sheikh Maqsood and Ashrafiyeh.

The two neighborhoods faced

severe humanitarian challenges after Damascus and affiliated forces imposed a siege following their attacks on the Kurdish forces in the neighborhoods in early January.

According to Homaid, medical supplies were provided to Al-Razi Hospital, enough to treat 50 critically injured patients, while primary health-care kits were delivered to clinics in Sheikh Maqsood and to the Aleppo health directorate, covering the needs of around 20,000 people for three months.

"We also provided five first-aid kits and consumables... sufficient to treat 100 critically injured patients," he said, adding that 300 blankets were distributed to Al-Razi Hospital and Aleppo University hospital during winter.

In addition to health support, the ICRC carried out sewage rehabilitation in 12 collective shelters hosting displaced families and distributed cleaning supplies. The organization also supported the Al-Khafs water treatment plant by delivering 25 tons of water sterilization materials. In the besieged town of Kobane, Homaid said the ICRC distributed large-scale humanitarian aid, including 3,000 food baskets, 2,000 rice portions, 3,000 blankets, 24,000 bottles of drinking water, hygiene kits, and 1,000 solar-powered lamps to vulnerable families. Medical supplies were also provided to Kobane Hospital to treat war-wounded patients.

Despite a January 29 agreement between the SDF and

Damascus that halted fighting and outlined steps toward military and administrative integration, Kobane remains under siege by Syrian government forces. Residents are calling for roads to be reopened and urgent humanitarian aid delivered to the city.

Missing persons, detainees

Addressing reports of more than 250 missing people from Sheikh Maqsood and Ashrafiyeh, Homaïd said the

ICRC is aware of the allegations but cannot confirm figures publicly "due to the confidential nature of our work," adding that they will "take all these reports very seriously."

Under its mandate derived from the Geneva Conventions, the ICRC works to clarify the fate of missing persons, restore family contact, and advocate for the humane treatment of detainees.

"The Red Cross is in constant dialogue with the [Syrian] forces to gain access to detention centers, and we demand appropriate humanitarian treatment for prisoners," Homaïd said, stressing that the organization does not have the authority to release detainees.

Water, aid in Hasaka

In Hasaka province, the ICRC has reinforced its teams and expanded water operations.

Homaïd said the organization now delivers an average of 1,300 cubic meters of water per day to 176 communal street tanks, benefiting around 100,000 people.

The ICRC has also provided drinking water to displacement centers, delivered medical supplies to hospitals and clinics in Qamishli and Hasaka, and distributed food and household aid to displaced families in Newroz camp.

LE FIGARO

18 février 2026

«Renforcer la sécurité maritime» : l'Iran et la Russie vont mener un «exercice naval conjoint» dans la mer d'Oman

Téhéran et son allié russe vont mener jeudi des manœuvres militaires au large de l'Iran, après une nouvelle session de pourparlers cette semaine entre la République islamique et les États-Unis, a annoncé mercredi l'agence de presse Isna.

Cet «exercice naval conjoint» se tiendra en mer d'Oman et dans le nord de l'océan Indien, a indiqué Isna, citant le contre-amiral Hassan Maghsoudloo. «L'objectif est de renforcer la sécurité maritime (dans cette zone)

ainsi que les relations entre les marines des deux pays», a ajouté l'agence, sans préciser la durée de cet exercice.

Il intervient alors que d'autres manœuvres ont démarré lundi sous l'égide des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de l'Iran, dans le stratégique détroit d'Ormuz. Des responsables iraniens ont plusieurs fois menacé de bloquer ce détroit, notamment en temps de tensions avec les États-Unis, mais cette menace n'a jamais été mise à exécution.

Le détroit d'Ormuz

partiellement fermé mardi

Passage clé pour le transport mondial de pétrole et de gaz naturel liquéfié, il a été le théâtre de plusieurs incidents dans le passé et est revenu sous les projecteurs en raison des tensions entre l'Iran et les États-Unis. Il a été partiellement fermé pour quelques heures mardi pour des raisons de «sécurité», lors des exercices militaires en cours, selon la télévision d'État iranienne.

Les États-Unis ont pour leur part déployé dans le Golfe

une imposante force navale, laissant planer la menace d'une intervention militaire contre l'Iran si les deux pays ennemis ne parviennent pas à trouver un accord, notamment sur le programme nucléaire iranien.

Ils ont renoué le dialogue début février, sous médiation du sultanat d'Oman, pour la première fois depuis la guerre de 12 jours déclenchée en juin 2025 par Israël et à laquelle les États-Unis s'étaient associés.

Syrie : l'inquiétude des femmes kurdes face à la « charia » du nouveau gouvernement

ReportageLa région sous autorité de l'Administration autonome du nord et du nord-est de la Syrie, vouée à être dissoute au sein du nouvel Etat, bénéficiait de lois protectrices pour les femmes, fruit d'un combat inédit dans la région depuis des décennies.

Ilham Omar en rit encore. Même si quinze ans ont passé depuis son premier coup d'éclat, un jour de printemps de l'année 2011. La militante féministe kurde de la ville de Kamechliyé, dans le Nord-Est syrien, apprend à cette époque qu'une jeune fille est enfermée chez elle par un grand frère ulcéré par les supposées « mauvaises fréquentations » de sa benjamine. « Nous y sommes allées à trois femmes. Nous sommes entrées en lui faisant croire qu'une escouade de miliciens armés attendait dans la rue. Puis nous sommes ressorties avec la fille ! »

Ce début d'année 2026 lui donne pourtant peu d'occasions de sourire. Elle peut certes mesurer le chemin parcouru depuis 2011, elle qui a contribué à la rédaction des lois adoptées par l'Administration autonome du nord et du nord-est de la Syrie (Aanes). « Nous avons interdit la polygamie, le mariage des mineures, les filles héritent de la même part que les garçons, une femme n'est pas obligée d'être accompagnée par un tuteur garant de sa bonne moralité quand elle témoigne, nous luttons contre les violences domestiques... » Autant de dispositions inimaginables dans la quasi-totalité des pays de la région.

Mais l'arrivée de la nouvelle

armée syrienne aux portes des villes du Nord-Est, début janvier, et la fin programmée des institutions kurdes, appelées à se dissoudre au sein du nouvel Etat bâti par la coalition islamiste du président de transition, Ahmed Al-Charaa, la rendent « anxieuse ». Le jour, elle s'emploie à exfiltrer des militantes et fonctionnaires de l'Administration autonome restées sur les territoires nouvellement conquis par les forces de Damas, les 17 et 18 janvier, alors qu'une grande partie de la population kurde s'est enfuie. Le soir venu, elle assure, armée, des rondes dans son quartier au sein des Unités de protection des communautés, des volontaires qui patrouillent dans toutes les zones de peuplement kurdes, communément appelées ici « Rojava » (le Kurdistan de l'ouest).

A 62 ans, Ilham Omar, figure historique de la défense des droits des femmes dans le Kurdistan syrien, est l'une des fondatrices des *Mala Jin* (« maisons des femmes »), créées afin de lutter contre les violences de genre dans la société. Ces maisons sont autant des refuges pour femmes en danger que des institutions de conciliation chargées de résoudre les conflits intrafamiliaux. Divorces, violences, lutte contre la polygamie, fugues : 6 355 litiges y ont été traités en 2025. Il s'agit, selon Ilham Omar, de désamorcer en amont et par la persuasion des délits potentiels et d'éviter leur judiciaire. L'heure, dit-elle, est aujourd'hui à l'union sacrée face à la montée des périls.

Future Constitution

« Ici, le statut des femmes

est l'héritage de décennies de lutte. Les premiers réseaux de militantes [issus d'une mouvance qui se battait pour le maintien des Kurdes sur leurs terres et l'obtention de droits linguistiques] se sont construits dans la clandestinité dès 1976. Moi-même je me suis engagée dans les années 1980 », explique Ilham Omar. Elle se remémore une région étranglée sous le poids d'un conservatisme encouragé par le régime des Al-Assad. Une double peine, selon elle : « Nous étions opprimées en tant que minorité ethnique et en tant que femmes. »

Ces pionnières sont alors traquées par les services de sécurité du régime. Arrêtée en 1999, Ilham Omar est torturée pendant deux semaines dans la prison de Hassaké – « quinze jours qui pour moi ont duré quinze ans ». Elle en ressort avec le dos et les deux jambes fracturés. Le soulèvement populaire de 2011 contre le régime de Bachar Al-Assad permet à la génération d'Ilham Omar d'agir en plein jour. Mais la région bascule dans la guerre avec l'expansion territoriale de l'organisation Etat islamique (EI), qui culmine avec le massacre de la minorité yézidie, dont plus de 6 000 femmes, filles et enfants ont été enlevés et réduits à la condition d'esclaves sexuels.

Dans l'enceinte du cimetière musulman de Kamechliyé, le visage souriant de Helbçe Xelil s'affiche sur le socle d'une tombe en marbre blanc, parmi les centaines qui s'alignent dans les allées. La jeune femme est morte à 25 ans, le 11 mars 2014, tuée lors de l'assaut d'un commando suicide de l'EI contre l'immeuble

de la mairie, qui l'employait. « Elle était ingénieure et attendait son premier enfant. Comme elle, des dizaines de milliers de femmes ont été tuées, violées, déplacées lors des combats », explique sa mère, Makia Hasso, la porte-parole du Conseil des femmes syriennes, qui reçoit dans les locaux de l'ONG. Présente à ses côtés, Mona Youssef, membre du bureau de Kamechliyé de l'association, n'a plus revu sa petite sœur depuis 2020. Militante féministe, cette dernière a été enlevée par le chef d'une milice pro-turque dans la ville de Ras Al-Aïn, occupée à la suite de l'offensive conjointe des forces d'Ankara et de leurs supplétifs syriens un an auparavant.

Fondée en 2017 dans le Nord-Est, l'association est aujourd'hui active sur l'ensemble du territoire du pays, où elle tente de fédérer les associations féministes pour participer à la rédaction de la future Constitution du pays, alors que des premiers signaux, qu'elle qualifie d'« inquiétants », sont envoyés par le nouveau pouvoir. L'ONG cite en exemple une circulaire du ministère de la justice qui stipule que la tutelle légale des enfants en cas de divorce doit être réservée aux hommes, ou évoque ce gouverneur nouvellement nommé qui impose aux fonctionnaires femmes une « tenue correcte » et leur interdit de se maquiller.

Si les activités du Conseil des femmes syriennes sont tolérées par les autorités de Damas, une vidéo envoyée par une militante de la ville de Rakka, mettant en scène le nouveau gouverneur de la région en train de prier dans la cour de l'antenne locale de

l'association – abandonnée depuis les combats de janvier –, ravive les craintes des militantes. « Ils voudraient montrer que nos voix ne comptent pas qu'ils ne s'y prendraient pas autrement », dénonce Mona Youssef.

« Tout nous sépare »

Le 10 février, dans son bureau du tribunal de Kamechliyé, Wala Al-Ali marque une pause, puis accuse. Le ton jusque-là assuré de la juge de 36 ans tremble. « Les lois [du nouveau gouvernement syrien] sont figées dans le passé. C'est la jurisprudence islamique, soit la charia qui prime. Nous, nous avons fait le choix de nous inspirer du mieux-disant partout dans le monde en matière de législation sur la famille. Entre nous et eux [le gouvernement syrien], c'est le jour et la nuit. »

La coprésidente du conseil de la justice de l'Administration autonome – l'équivalent d'une procureure générale – ne se fait guère d'illusions quant à son avenir. Wala Al-Ali estime que l'accord conclu le 30 janvier entre le gouvernement syrien et l'Aanes, qui prévoit l'assimilation progressive des institutions de la région à celles du gouvernement central, devrait sonner le glas de la spécificité kurde. « C'est douloureux, tant des nôtres sont tombées pour en arriver là. Nous ferons de notre mieux pour protéger nos acquis, mais il est difficile de concevoir une intégration de nos institutions au sein de l'appareil d'Etat de Damas alors que tout, sur le fond, nous sépare. »

Accroché à un mur de son bureau, le portrait d'Abdullah Öcalan, le chef de file historique du Parti des travailleurs



LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

du Kurdistan (PKK), dont sont issus une partie des cadres de l'Administration autonome, rappelle que la construction de ce modèle inédit tient autant à des raisons historiques – la tradition militante de la région – que du volontarisme de cette organisation. Il s'est aussi imposé au prix d'un autoritarisme décrié dans cette province à peuplement mixte (kurde et arabe) et d'une forme de messianisme révolutionnaire.

Cette politique lui a aliéné une partie des populations arabes, où les mouvements islamistes sont implantés de longue date. De l'aveu même de la juge Wala Al-Ali, les lois du Rojava ont diversement été appliquées dans les zones de peuplement arabes, où les résistances ont été vives. Ilham Omar décèle, elle, une faille originelle dans le combat des femmes de la région : « Dès le début de notre lutte, il y a quarante ans, notre message a été essentiellement porté par et en direction des femmes kurdes. Les femmes arabes étaient isolées et étouffaient sous le joug d'une société encore plus conservatrice que la nôtre. »

« Représentation politique des femmes »

En ce début février, les tensions entre l'Administration autonome et le gouvernement syrien se cristallisent autour du sort des combattantes kurdes, plusieurs milliers organisées dans des unités autonomes féminines, et de la question de leur intégration au sein des nouvelles forces armées. Le sujet est l'objet d'âpres discussions, selon les responsables militaires de l'administration locale, alors que les images du corps d'une combattante des Unités de protection de la femme (YPJ), jetée d'un toit de la ville de Rakka par les soldats de l'armée syrienne, le 18 janvier, ont marqué les esprits. « Leur seul souhait est que l'on se rende pour nous mettre un hijab sur la tête », fulmine Zeria Maher, une militaire, en évoquant cette vidéo postée sur les réseaux sociaux, inlassablement vue et revue par les combattantes de son unité.

Pour Nawroz Ahmad, une des fondatrices des YPJ, « la question va au-delà du droit des femmes à porter les armes, elle s'inscrit au cœur

d'une problématique plus vaste : celle de la représentation politique des femmes ». La cheffe militaire souligne leur sous-représentation au sein du nouveau pouvoir exécutif à Damas ou dans l'Assemblée législative provisoire, où elles occupent à peine 5 % des sièges.

« Nous allons perdre notre système de coprésidence, qui représentait un véritable acquis pour les femmes, c'est le premier recul important que nous allons subir », abonde la coprésidente de l'exécutif de la région, Ilham Ahmad, en référence à la règle en vigueur au sein de l'administration autonome kurde, qui impose que chaque institution, de la commune locale au conseil exécutif, soit dirigée conjointement par deux personnes, dont obligatoirement une femme. Makia Hasso, la porte-parole du Conseil des femmes syriennes, compte, elle, sur la mobilisation de la société civile pour faire fléchir les nouvelles autorités. « La société kurde n'acceptera jamais de voir des lois antidémocratiques et hostiles aux femmes s'appliquer ici. Et le gouvernement le sait », assure-t-elle d'un ton qui se veut

Iran : Donald Trump se donne « dix » à « quinze jours » pour décider si un accord est possible ou s'il recourt à la force

Malgré deux sessions de pourparlers depuis début février pour tenter de régler leur différend, les deux pays ennemis continuent à échanger des menaces sur fond d'escalade militaire.

Donald Trump a déclaré, jeudi 19 février, se donner « dix » à « quinze jours » pour décider si un accord avec l'Iran est possible, ou s'il recourt au contraire à la force contre Téhéran. « Nous devons peut-être aller plus loin, ou peut-être pas. Nous allons peut-être conclure un accord. Vous le saurez probablement dans les dix prochains jours », a déclaré le président américain dans un discours à Washington devant le Conseil de la paix, qui tenait sa première réunion.

Il a ensuite évoqué un délai de « dix, quinze jours » maximum, pendant un échange avec des reporters dans l'avion l'emmenant en Géorgie (Sud-Est) pour un déplacement consacré à l'économie. Washington et Téhéran, qui ont renoué le dialogue début février pour la première fois depuis la guerre de douze jours en juin 2025, ont tenu deux sessions de pourparlers pour tenter de régler leur différend. Cependant, les deux pays ennemis continuent à échanger des menaces sur fond d'escalade militaire : les Etats-Unis ont intensifié leur déploiement dans le Golfe et l'Iran mène des exercices en mer d'Oman avec la Russie.

« Il est évident depuis des années qu'il n'est pas facile de conclure un accord pertinent avec l'Iran. Nous devons conclure un accord pertinent sinon de mauvaises choses vont arriver », a déclaré Donald Trump depuis Washing-



Le président américain, Donald Trump, s'adresse aux journalistes à bord d'Air Force One avant le décollage de la base militaire Andrews, dans le Maryland, jeudi 19 février 2026. SAUL LOEB / AFP

ton. « Nous devons peut-être aller plus loin, ou peut-être pas, nous allons peut-être conclure un accord. Vous le saurez probablement dans les dix prochains jours », a-t-il ajouté.

La veille, les Etats-Unis avaient déjà averti l'Iran qu'il serait « bien avisé » de conclure un accord. « Il existe de nombreuses raisons et arguments en faveur d'une frappe contre l'Iran », avait estimé la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt.

Israël, allié des Etats-Unis et ennemi juré de la République islamique, a lui aussi lancé une nouvelle mise en garde : « Si les ayatollahs commettent l'erreur de nous attaquer, ils

feront face à une riposte qu'ils ne peuvent même pas imaginer », a averti le premier ministre, Benyamin Nétanyahou.

Au cœur du différend entre Washington et Téhéran, le programme nucléaire iranien. Sous pression, l'Iran a de nouveau défendu jeudi « son droit » à l'enrichissement d'uranium à des fins civiles, en particulier pour l'énergie. « Aucun pays ne peut priver l'Iran du droit de bénéficier pacifiquement de cette technologie », a réaffirmé le chef de l'Organisation de l'énergie atomique de l'Iran, Mohammad Eslami. L'Iran avait dit mercredi « élaborer un cadre » pour faire avancer ses tractations avec Washington, qui

ont repris le 6 février via une médiation omanaise.

Menaces d'attaques

Si les deux parties affichent leur volonté de poursuivre le dialogue, elles divergent sur la teneur des discussions. L'Iran, qui dément chercher à se doter de la bombe atomique comme l'en accusent les pays occidentaux et Israël, veut limiter les pourparlers à son programme nucléaire et exige la levée des sanctions qui étranglent son économie. Pour Washington, un accord doit inclure le programme de missiles balistiques de l'Iran et son soutien dans la région aux groupes armés hostiles à Israël.

Donald Trump a multiplié ces dernières semaines les menaces d'attaques, d'abord en réaction à la répression meurtrière, début janvier, par le pouvoir iranien d'une vague de contestation, puis pour arracher un accord.

Les chaînes CNN et CBS ont rapporté que l'armée américaine était prête à mener des frappes sur l'Iran dès ce week-end, même si le président américain n'a, selon eux, pas encore tranché. Selon *The Wall Street Journal*, qui cite des responsables américains anonymes, Donald Trump a

été informé d'une option visant à « tuer nombre de dirigeants politiques et militaires iraniens, afin de renverser le gouvernement ».

Washington a dépêché deux porte-avions dans le Golfe et dispose aussi de dizaines de milliers de soldats dans des bases de la région, qui sont, pour certaines, potentiellement vulnérables en cas de contre-attaque iranienne.

Face à cette « escalade des tensions sans précédent », la Russie a exhorté les parties

à la « retenue ». La France a également appelé Washington et Téhéran à privilégier la négociation, affirmant que la voie diplomatique était « la seule capable d'empêcher durablement l'Iran d'accéder à une arme nucléaire ».

Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, s'est entretenu mercredi avec Rafael Grossi, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, chargée de vérifier le caractère pacifique des activités nucléaires du pays.

L'Iran avait suspendu sa coopération avec l'instance onusienne et restreint l'accès de ses inspecteurs aux installations touchées après la guerre déclenchée par Israël l'an dernier, durant laquelle les États-Unis avaient bombardé des sites nucléaires iraniens. « Nous ne voulons pas la guerre (...), mais s'ils veulent essayer de nous imposer leur volonté (...), devrions-nous l'accepter ? », a lancé le président iranien, Massoud Pezeshkian.



20 février 2026
anon Chapelain

Syrie: le camp d'Al-Hol, symbole de l'après-État islamique, démantelé par les autorités

Créé après la chute du califat, le plus grand camp de familles soupçonnées de liens avec l'organisation État islamique a été vidé cette semaine. Les dernières familles encore sur place sont dirigées vers un nouveau camp sécurisé par les autorités.

En **Syrie**, les autorités de Damas ont procédé cette semaine au démantèlement d'Al-Hol, le plus grand camp accueillant des familles accusées d'être liées à l'organisation État islamique. Créé en 2019 après la chute de l'organisation jihadiste, le site abritait environ 24 000 personnes et était depuis longtemps considéré comme une bombe à retardement, en raison de la densité de population et des conditions humanitaires.

Administré jusqu'ici par les **Forces démocratiques syriennes** (FDS), le camp a été largement vidé lors de leur retrait. Une majorité de rési-

dents se sont alors échappés. Les autorités syriennes transfèrent désormais les dernières familles vers un nouveau camp sécurisé, situé au nord d'Alep.

À l'extérieur de l'ancien camp, collé à la grille, un couple de sexagénaires scrute les arrivées. Ils recherchent désespérément leur belle-fille, Eba, séparée d'eux depuis dix ans, lorsqu'elle avait rejoint l'**État islamique** avec ses deux enfants avant d'être retenue à Al-Hol. « Vous ne l'auriez pas vue ? Elle s'appelle Eba, elle est originaire de Maskana. Ils sont arrivés avant-hier dans l'après-midi », demande l'homme du couple.

Soudain, Eba apparaît. Les retrouvailles sont brèves et intenses : la famille se jette dans les bras avant d'éclater en larmes, rapidement interrompue par les gardes. « Vous ne voulez pas nous la rendre ? Nous ne sommes plus que

mon mari et moi », supplie la femme.

À lire aussi **Syrie**: les autorités gouvernementales sécurisent le camp d'Al-Hol après en avoir récupéré la gestion

« On espère qu'ils ne nous ont pas sortis d'Al-Hol pour nous mettre dans une nouvelle prison »

Peu après, un nouveau convoi arrive : six bus transportant environ 300 personnes, conduites vers des préfabriqués du nouveau camp. Sur les 24 000 résidents qu'il y a eu dans le camp, beaucoup ont fui lors du retrait des FDS.

Parmi les anciennes résidentes, Rana explique : « Ceux qui n'avaient nulle part où aller sont restés, ceux qui pouvaient partir se sont enfuis. Nous, nous avons préféré rester, car nous voulons sortir de manière légale du camp. » Interrogée sur son avenir, elle confie toutefois ses

craintes : « On espère qu'ils ne nous ont pas sortis d'Al-Hol pour nous mettre dans une nouvelle prison. »

Longtemps décrite comme une « bombe à retardement » en raison de la promiscuité et du risque de **radicalisation**, Al-Hol laisse derrière lui des familles épuisées. Sabah ne formule désormais qu'un seul souhait : « Sortir, voir la vie, voir le monde, inscrire nos enfants à l'école. Toutes ces années, on n'a vu que les tentes et le désert. On est vraiment fatigués. »

Reste une inconnue majeure : le sort des familles transférées. Certaines ONG avancent que les résidents du nouveau camp pourraient, à terme, être autorisés à en sortir s'ils disposent d'un garant.

À lire aussi **Syrie**: «une fusion est possible entre les milices composant l'armée et les ex-jihadistes» prisonniers du camp d'Al-Hol

L'abandon des Kurdes, prix du nouveau positionnement de Trump en Syrie

Alliées des Etats-Unis dans la lutte contre l'organisation Etat islamique depuis 2014, les Forces démocratiques syriennes subissent le rapprochement entre Donald Trump et le président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, dont l'objectif prioritaire est de réaliser l'unité de la Syrie.

L'envoyé spécial américain pour la Syrie, Tom Barrack, a mis fin, par un message publié sur le réseau social X, le 20 janvier, à l'ambiguïté stratégique qui a prévalu, pendant une décennie, dans la relation entre Washington et les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes). Après la conquête par les nouvelles autorités de Damas de 80 % du territoire administré par les FDS dans le Nord-Est syrien, communément appelé « Rojava », ce message a conforté le sentiment d'un lâchage américain chez les responsables kurdes. Ces derniers n'ont eu d'autre choix que d'accepter, le 30 janvier, sous la pression militaire de Damas et diplomatique de Washington, un accord d'intégration au sein de l'Etat syrien qui balaie leur rêve d'une autonomie kurde du Rojava.

M. Barrack a signalé la fin du soutien de Washington aux FDS. Il a rappelé que la présence américaine dans le Nord-Est syrien n'avait été justifiée que par le partenariat dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI), scellé en 2014. Le soutien américain ne s'est jamais traduit par une reconnaissance du droit à l'autodétermination des Kurdes en Syrie. [En 2018, Donald Trump avait déjà failli abandonner les forces kurdes](#) à leur sort, en décrétant le retrait des forces américaines

du Nord-Est syrien, avant de se rétracter.

Le rapprochement entre M. Trump et le président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, qui a pris le pouvoir après la chute du clan Al-Assad, en décembre 2024, puis l'adhésion de la Syrie à la coalition internationale de lutte anti-EI, en novembre 2025, ont changé la donne. « *La mission initiale des FDS, en tant que principale force anti-EI sur le terrain, est désormais largement dépassée, Damas étant à la fois disposé et en mesure d'assumer les responsabilités en matière de sécurité* », a écrit M. Barrack, refusant de cautionner « *le séparatisme ou le fédéralisme* » prôné par les responsables kurdes. « *Les Etats-Unis n'ont aucun intérêt à une présence militaire à long terme* », a-t-il ajouté.

Ces propos ont eu l'effet d'un camouflet pour les responsables kurdes. « *Les Etats-Unis n'ont pas joué le rôle que l'administration autonome dans le Nord-Est syrien attendait dans le récent conflit. Ils ont joué un rôle négatif* », a déploré Ilham Ahmed, une haute responsable kurde. Non seulement les Etats-Unis ne sont pas intervenus pour empêcher les forces gouvernementales de conquérir des pans entiers du Nord-Est syrien, mais ils ont poussé les FDS à conclure un accord qui a acté la victoire de Damas.

Erreur diplomatique

« *Du fait d'une entente entre les autorités de Damas et Israël à Paris, sous l'égide des Etats-Unis et de la Turquie, les Kurdes sont de nouveau les victimes de l'histoire* », accuse Abdulkarim Omar, le représentant de l'administra-

tion autonome kurde à Damas. Selon lui, le sort des FDS aurait été scellé à Paris, lors du dernier round de négociations entre Syriens et Israéliens, le 5 janvier. Les concessions auxquelles serait disposé M. Al-Charaa pour signer un accord avec Israël lui donnent les coudées franches sur le dossier kurde.

A Damas, les responsables politiques estiment que les FDS n'ont pas pris la mesure du nouveau paradigme en Syrie et dans une région en quête de stabilité. « *Les FDS ont mal lu le jeu américain et international, affirme une source gouvernementale syrienne. Ils n'ont pas voulu voir l'évolution des choses, avec le soutien des Américains à l'unité de la Syrie et les discussions entre la Turquie et Abdullah Öcalan [dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan]. Ils ont cru pouvoir créer une alliance des minorités avec le cheikh druze Hikmat Al-Hijri et le cheikh alaouite Ghazal Ghazal. Cela a été une erreur de leur part. Enfin, les appels du pied qu'ils ont fait à Israël n'ont pas du tout été appréciés par le gouvernement [syrien] et par la Turquie.* »

Face à l'impasse des négociations avec les FDS, le président Al-Charaa s'est lancé dans un pari risqué : s'emparer des quartiers kurdes d'Alep. L'offensive, lancée le 6 janvier, a pris de court les forces kurdes comme les Américains. « *Elle a signalé le début de l'effondrement des FDS. Cela faisait alors sens de continuer* », explique la même source, reconnaissant que Damas a poussé son avantage en reconquérant les provinces de Rakka et de Deir ez-Zor (Nord-Est syrien), mal-

gré l'engagement initial à rester sur la rive ouest de l'Euphrate. Le président Al-Charaa a signé, le 17 janvier, un décret accordant des droits nationaux, linguistiques et culturels aux Kurdes. « *Cela a ôté aux FDS l'exclusivité de la représentation des Kurdes* », ajoute-t-elle encore.

A Paris, l'avancée des forces syriennes a été vue comme le fruit d'une erreur diplomatique américaine. « *Il n'y a pas eu de ligne rouge claire de la part des Américains. Ils ont sous-estimé la détermination d'Al-Charaa et lui ont donné un feu orange progressif pour rétablir l'unité de la Syrie* », explique un bon observateur. Le 19 janvier, le président Trump a néanmoins appelé le président syrien pour réclamer un cessez-le-feu de quinze jours, [afin d'évacuer 7 000 prisonniers d l'Ei des prisons sous contrôle kurde](#), de crainte d'évasions massives.

« *Les Américains voulaient une solution pacifique* », selon la source gouvernementale syrienne. Après un nouvel appel de M. Trump, le 28 janvier, M. Al-Charaa a accepté de faire preuve de flexibilité quant aux négociations avec les FDS. Son succès risquait de se transformer en borborygme en cas d'offensive sur les zones kurdes et de compromettre son image à l'étranger, alors qu'une campagne en Europe et aux Etats-Unis dénonçait le « lâchage » des Kurdes. L'accord trouvé le 30 janvier entre Damas et les FDS répond à la priorité de l'administration Trump : garantir l'unité et la stabilité de la Syrie, tout en accordant des droits nationaux et une certaine autonomie aux Kurdes.

The New York Times Feb. 20, 2026

As Trump Considers Second Iran Attack, It Could Be Deadlier Than the First

Within days of the U.S. strikes on Iran's nuclear facilities last year, all sides agreed to a cease-fire. This time could be different.

President Trump is considering committing the United States to another military campaign against Iran, a decision that carries the risk of igniting a conflict that could prove to be longer, deadlier and far more dangerous than last year's 12-day war.

Last June, the United States joined a campaign against Iran that Israel had begun, and Mr. Trump gave the military a specific goal: to bomb Iranian nuclear facilities and set back Tehran's ability to one day make a nuclear weapon. Within days of the U.S. strikes, all sides agreed to a cease-fire. There were no American casualties.

Now, the Pentagon is in the midst of the [largest military buildup](#) in the Middle East in two decades, and Mr. Trump is considering a far more expansive operation — this time led by U.S. forces — without saying publicly what he hopes to achieve. Would a campaign once again be focused on Iran's nuclear sites? Would there be additional strikes to eviscerate [Iran's ballistic missile arsenal](#), which Iran has insisted it would not give up through negotiation?

Or, could Mr. Trump's goal be something he has often said was dangerous folly: using the military to remove a government in the Middle East from power? A war for regime change could lead to untold civilian deaths in Iran and a wider conflict across the region.

The president told reporters on Friday that he was weighing a limited military strike to pressure Iran into a deal.



A missile display at a celebration in Tehran this month. Arash Khamooshi for The New York Times

"I guess I can say I am considering that," he said at the start of a meeting with governors at the White House.

The ambiguity around Mr. Trump's aims could, according to some U.S. officials and Middle East experts, be particularly dangerous, as it may lead Iran's government to see an American-led offensive as an existential threat. As a result, Iran could escalate the conflict against the United States and Israel in ways it did not during the attacks last June, or after the U.S. military assassinated Gen. Qassim Suleimani, the head of Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps, in 2020. Vali Nasr, an Iran expert at the Johns Hopkins School of Advanced International Studies, said there was a risk that Iran could calculate that its muted response to previous American military operations had only invited more threats from the

United States, "and that it must escalate the cost of war for the U.S."

In a letter on Thursday to the United Nations secretary general, the head of Iran's U.N. mission said that if Iran was attacked, then "all bases, facilities, and assets of the hostile force in the region would constitute legitimate targets," and that the "United States would bear full and direct responsibility for any unpredictable and uncontrolled consequences."

That could put the 30,000 to 40,000 U.S. troops currently stationed at 13 military bases across the Middle East at particular risk. Pentagon officials have been scrambling to move more air defense batteries to the region to protect the bases. Last June, Iran launched a volley of missiles against American troops at Al Udeid Air Base in Qatar, but Iranian officials privately warned U.S. and Qatari officials in advance.

This time could be different, as a senior Pentagon official acknowledged earlier this week. U.S. troops could be at much greater risk, he said, if the United States — not Israel — initiates this round of strikes.

Israel, of course, could still take on the brunt of any Iranian retaliation. During the conflict last June, Iran launched hundreds of long-range missiles at government, military and civilian targets in Israel. Israeli military officials said they succeeded in intercepting more than 80 percent of the missiles, and yet the barrage still did extensive damage and killed several dozen Israeli civilians.

The Iranian missile attacks forced Israel to begin conserving its supply of interceptors, and some Israeli officials in recent weeks have warned that a much longer conflict could strain the country's ability to defend cities in Israel.

Iran faces its own risky calculus if it considers a full-scale retaliation against U.S. troops or Israeli cities, something that would be an “enormous gamble for a regime whose paramount goal is survival,” said Karim Sadjadpour, a senior fellow at the Carnegie Endowment for International Peace. It could lead Mr. Trump and Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel to escalate further than originally planned — to make the ultimate goal of the war to bring down Iran’s government.

The formidable array of American ships, jets, bombers, drones, surveillance aircraft and air defense units headed to the Middle East is the most tangible evidence that the Pentagon sees the prospect of war lasting beyond 12 days.

“This looks like positioning for a much longer conflict,” said Katherine Thompson of the Cato Institute, who was a senior policy official at the Defense

Department during the first year of the Trump administration. The Pentagon appears to be “anticipating an Iranian response that could be a significant risk to American bases in the region,” she said.

Supporters of Iran’s supreme But even with advanced planning, Ms. Thompson said, the Pentagon is always aware that it has a finite supply of missile interceptors to protect its bases or Israeli cities — and that a protracted conflict could force difficult decisions. “The ability of the United States to sustain a prolonged defense of its forces and basing in the region, while also supporting Israel’s defense, is a major concern,” she said. A second American military official said that U.S. Central Command is keeping two aircraft carriers deployed in the Middle East at a considerable distance from Iran, to protect them from becoming a target. Officials also noted that it was difficult to hit an aircraft carrier

traveling at speed with a ballistic missile. In addition, the carriers are escorted by destroyers, which have the ability to shoot down ballistic missiles.

There are American troops at bases in Qatar, Bahrain, Iraq, Syria, Kuwait, Saudi Arabia, Jordan and the United Arab Emirates. U.S. officials said that hundreds of troops had been moved from Al Udeid base in Qatar and a cluster of U.S. bases in Bahrain that house the Navy’s Fifth Fleet for other missions and operations.

At least publicly, Trump administration officials insist that they remain committed to seeing if there is a diplomatic end to the standoff, one that could see Iran agreeing to new restrictions on its nuclear program. Privately, however, they say it is difficult to see what Iran may offer in the near term that could dissuade Mr. Trump from committing to another military cam-

paign.

During his first 13 months in office, Mr. Trump has ordered seven military attacks in other countries, and he has been emboldened by the successful outcome of the military’s most recent operation — the commando mission in Venezuela in early January that captured President Nicolás Maduro and his wife and brought them to the United States.

Mr. Trump’s confidence is reflected in his blustery rhetoric aimed at Iran, pledging in one social media post in late January that “the next attack will be far worse! Don’t make that happen again.”

That day, Iran’s mission to the U.N. responded with a warning of its own.

“If pushed,” it said in a statement, Iran “will defend itself and respond like never before!”

LE FIGARO

21 février 2026

Syrie : le gouvernement prend le contrôle d'un aéroport tenu par les Kurdes

La minorité kurde, qui avait instauré une zone autonome dans le nord de la Syrie, a dû céder en février, sous la pression militaire de Damas, plusieurs de ses bastions aux forces gouvernementales.

Les autorités syriennes ont pris le contrôle de l'aéroport de Qamichli auparavant tenu par les forces kurdes, dans le cadre de leur processus d'intégration dans l'État central, a annoncé samedi l'agence de presse officielle Sana.

La minorité kurde, qui avait instauré une zone autonome dans le nord de la Syrie, a dû

céder en février, sous la pression militaire de Damas, plusieurs de ses bastions aux forces gouvernementales. L'aéroport de Qamichli, dont les Kurdes s'étaient emparés après la chute fin 2024 de Bachar al-Assad, passe désormais à son tour sous le contrôle des autorités de l'islamiste [Ahmed al-Charaa](#).

Des responsables de la Direction générale de l'aviation civile syrienne ont inspecté samedi les lieux et «discuté des moyens de relancer l'activité» selon les normes internationales en vigueur, écrit l'agence Sana. Il s'agit d'une «étape institutionnelle impor-

tante dans le processus d'unification de la gestion des aéroports sous l'égide de l'État», a déclaré sur le réseau social X le directeur de l'organisme, Omar al-Hussari.

Champs pétroliers

L'aéroport de Qamichli, le seul du nord-est de la Syrie, a servi pendant des années de desserte vitale aux habitants de la région, en particulier pendant la guerre civile (2011-2024).

Resté sous le contrôle du gouvernement, il a continué à accueillir des vols réguliers, reliant notamment la ville à la capitale Damas. Il a aussi été

utilisé comme base militaire à partir de novembre 2019 par la Russie, alliée clé de l'ex-président syrien. L'aéroport a cessé de fonctionner après le renversement de Bachar al-Assad et Moscou a retiré ses forces début 2026.

Outre cet aéroport, les Kurdes doivent remettre à l'État les champs pétroliers, principale source de financement de l'administration autonome, les postes-frontières et intégrer leurs forces au sein de quatre brigades, selon l'accord annoncé fin janvier qui signe pour beaucoup le glas de l'autonomie de cette minorité.

Iran : « Même si le Guide suprême est l'autorité centrale, “couper la tête du serpent” ne suffirait pas à faire tomber le régime »

Ross Harrison, chercheur résident au Middle East Institute, spécialiste de la République islamique, juge de plus en plus probable une intervention américaine visant à faire imploser le régime. Mais ses chances de succès sont limitées, le système iranien étant particulièrement « résilient », estime l'expert dans un entretien au « Monde ».

Pour Ross Harrison, chercheur résident au Middle East Institute, auteur de *Decoding Iran's Foreign Policy* (« décoder la politique étrangère de l'Iran », I.B. Tauris, 2025, non traduit), les frappes américaines en Iran semblent inéluctables, mais le scénario d'une intervention éclair comme au Venezuela en janvier est peu réaliste. Même si le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, était touché, « couper la tête du serpent » ne suffirait pas à faire tomber le régime, pense-t-il.

Un deuxième round de négociations s'est conclu le 13 février, à Genève, entre Iraniens et Américains. Selon les négociateurs, des progrès ont été réalisés. Mais une « armada », selon le mot de Donald Trump, est aux abords de l'Iran, prête à frapper le pays. Ces négociations sont-elles prises au sérieux du côté américain comme du côté iranien ?

Le terme « négociations » n'est pas approprié pour décrire la situation. Il s'agit plutôt d'un ultimatum, que les Iraniens perçoivent probablement comme un piège de la part des Etats-Unis. Les responsables iraniens ont tiré des leçons de la « guerre de



L'ayatollah Ali Khamenei lors d'un discours, à Téhéran, le 17 février 2026, sur une photo diffusée par le bureau du Guide suprême iranien. KHAMENEI.IR/AFP

douze jours » [en juin 2025, lorsque Israël, soutenu par les Etats-Unis, a ciblé les installations nucléaires et militaires iraniennes]. Les frappes ont été lancées alors que les négociations étaient toujours en cours.

Les Iraniens ne font plus confiance aux Etats-Unis et pensent sans doute que les Américains ne prennent pas ces discussions au sérieux : en face d'eux se trouvent Steve Witkoff, l'ami du président et magnat de l'immobilier, et Jared Kushner, qui n'est même pas un fonction-

naire, ce qui signifie qu'il y a peu d'expertise sur l'Iran ou le nucléaire dans la salle. De plus, il est très improbable que les Iraniens renoncent complètement à leur programme nucléaire – une ligne rouge pour eux –, surtout s'ils estiment que l'intention réelle est un changement de régime.

A vous entendre, une opération militaire américaine en Iran est inéluctable...

Lorsque les Etats-Unis ont envoyé le porte-avions USS

Abraham-Lincoln, on pouvait l'interpréter comme un message de fermeté adressé aux Iraniens, une démonstration de force. Mais lorsqu'un deuxième porte-avions, l'USS Gerald-R.-Ford, s'est positionné, cela a changé la donne. Ce sont des moyens militaires considérables. On ne déploie pas un tel arsenal sans intention de l'utiliser.

Quel serait l'objectif de cette opération ?

Donald Trump n'a donné aucune justification publique.

Mais il est peu probable que l'objectif soit uniquement de cibler le programme nucléaire iranien, déjà affaibli lors de la « guerre de douze jours ». Il est également irréaliste de penser que des frappes supplémentaires pourraient éliminer les capacités balistiques iraniennes, dispersées sur l'ensemble du pays.

Et bombarder l'Iran n'empêcherait pas le régime de maintenir ses liens avec le Hezbollah, le Hamas ou les milices irakiennes. On peut donc supposer que le calcul de Trump est que des frappes soutenues dans le temps pourraient conduire à une forme d'implosion du régime.

Lors de vos entretiens avec des cadres politiques iraniens en septembre 2025 en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, avez-vous perçu des failles au sein du régime ?

Le régime subit une pression à la fois interne et externe. Ses relais régionaux ont été affaiblis par Israël. La Syrie, autrefois alliée-clé, a évolué vers une position plus occidentale. Le régime est affaibli dans sa capacité de manœuvre. Nous surveillons les signes de défection au sein du corps des gardiens de la révolution islamique et observons des divergences d'opinions, mais pour l'instant, nous n'avons pas de preuve claire de défections. Des défections sont possibles après une frappe militaire. Cependant, lors de la guerre de juin 2025, cela ne s'est pas produit. Une trentaine de hauts responsables de la sécurité et commandants ont été tués.

Mais le régime s'est rapidement réorganisé et les rangs se sont resserrés pour protéger le système politique. Rien ne laisse penser que des responsables de haut niveau

conspirent actuellement avec les Etats-Unis, rendant improbable une stratégie de défection interne, comme ce qui s'est produit au Venezuela en janvier. Un tel scénario nécessiterait une coordination diplomatique, de renseignement et opérationnelle sophistiquée, qui ne semble pas en place sous l'administration américaine actuelle.

Certaines factions à l'intérieur du régime iranien sont-elles favorables à un conflit avec les Etats-Unis ?

Les éléments les plus radicaux au sein des gardiens de la révolution peuvent estimer que l'Iran doit restaurer sa capacité de dissuasion, fragilisée par la « [guerre de douze jours](#) », en démontrant sa force militaire. Mais une guerre à grande échelle ne semble pas dans leur intérêt.

Les Iraniens soutiennent-ils encore le régime ?

En janvier, des voix réclamaient le retour de [Reza Pahlavi, fils du dernier chah](#). Cela ne pourrait sans doute se produire qu'après une intervention militaire. Il peut donc y avoir un espoir chez certains Iraniens qu'une attaque extérieure survienne. Mais si une telle opération militaire devait être prolongée, endommageant les infrastructures, les installations pétrolières et l'économie, on observerait probablement une réaction nationaliste, comme en juin 2025 : la population aurait tendance à se rallier autour de la nation, même si elle rejette le régime. Des parallèles historiques existent : en 1982, de nombreux Libanais ont accueilli l'intervention israélienne contre l'Organisation de libération de la Palestine avec des fleurs, mais la résistance est rapidement appa-

ruée, menant à la montée du Hezbollah.

Une intervention militaire éclair du type de celle opérée au Venezuela n'étant pas, selon vous, réaliste, faut-il se préparer à une guerre longue du type de l'invasion irakienne en 2003 avec une aide d'Israël ?

L'Iran est très différent de l'Irak en 2003. Son système politique a été conçu pour être résilient, reposant sur de multiples strates de bureaucratie, d'institutions et d'appareils d'Etat imbriqués. Lorsque les Etats-Unis ont décapité le sommet du pouvoir en renversant Saddam Hussein en Irak, le système s'est effondré rapidement, car tout dépendait d'une seule personne. Dans le système iranien, même si le Guide suprême est l'autorité centrale, « couper la tête du serpent » pourrait fragiliser le régime, mais ça ne suffirait pas à le faire tomber.

Les pays du Golfe cherchent-ils à empêcher ces frappes américaines ?

Les pays du Golfe ont une longue histoire de rivalité et de tensions avec l'Iran et n'ont aucune sympathie pour le régime. Mais ils ne veulent pas d'une guerre qui pourrait les impliquer et perturber leurs projets de transformation économique. Ils préfèrent un statu quo imparfait à une rupture déstabilisante aux conséquences inconnues. Leur capacité à prévenir une attaque dépend de leur influence sur Donald Trump.

Dans une administration américaine traditionnelle, les gouvernements étrangers disposent de multiples canaux : le secrétaire d'Etat, le secrétaire à la défense, les services de renseignements et le Congrès. Sous Trump,

ces voies sont contournées et l'influence se concentre autour d'un cercle restreint proche du président. Parallèlement, Israël, qui semble plus enclin à soutenir une attaque, dispose d'une voix influente, le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, s'étant récemment rendu à Washington. Trump est connu pour écouter le dernier argument qu'il entend, créant ainsi un subtil jeu de va-et-vient entre Israël et les pays du Golfe.

Donald Trump n'a pas souhaité recevoir Reza Pahlavi. Cela signifie-t-il que le fils du chah n'est pas une alternative crédible au régime aux yeux des Américains ?

Le refus de Trump de rencontrer Reza Pahlavi, qui s'est rapproché d'Israël après le conflit de juin, peut indiquer que le président américain souhaite garder différentes options ouvertes concernant un éventuel changement de régime. Bien que Pahlavi bénéficie du soutien de la diaspora aux Etats-Unis, il n'existe pas de structure politique organisée à l'intérieur de l'Iran capable de transformer ce soutien en pouvoir.

Une intervention militaire pourrait-elle fragmenter l'Iran ?

Les groupes tribaux et les minorités, comme au Baloutchistan, dans les zones kurdes ou parmi les Arabes du Khouzistan, pourraient tenter de profiter de l'instabilité durant un conflit. Une guerre prolongée pourrait conduire à des tentatives opportunistes d'autonomie, voire d'indépendance. L'hypothèse d'une guerre civile ne peut être écartée, mais ce n'est pas le scénario le plus probable.

En Turquie, la crise de l'industrie textile fait trembler le pays

Alors que 4 600 entreprises turques de l'habillement ont fermé leurs portes rien qu'en 2025, les manifestations et les grèves des ouvriers se sont multipliées ces derniers mois.

Des grèves, une série de sit-in et de manifestations d'ouvriers devant les usines. Depuis plusieurs mois, le pays connaît une vague de contestation sociale sans précédent dans le secteur du textile et de l'habillement, vitrine emblématique du savoir-faire turc. Encore en janvier, les ouvriers d'Elsa Tekstil (fournisseur de Tommy Hilfiger) à Çigli, dans la province d'Izmir, ont bloqué l'entrée de leur atelier de fabrication après l'annonce, par la direction, du licenciement de 250 salariés sans indemnités.

A Tokat, dans le nord de l'Anatolie, les ouvriers de l'usine Sik Makas (Levi's, H&M et Zara) ont fait grève à plusieurs reprises, à partir d'octobre 2025, après d'importants retards de salaire et des licenciements, là encore sans indemnités. Malgré l'interdiction de manifester décrétée par la préfecture et l'incarcération d'une des représentantes syndicales des 1 700 salariés, pendant seize jours, les employés ont continué leur protestation devant les grilles durant près de trois mois. Peu avant, la zone industrielle de Baspinar, à Gaziantep, connaissait une série de grèves. Dix-neuf usines de tissage, de vêtements et de cuir ont débrayé en raison des salaires et de la dégradation des conditions de travail.

Ces quelques exemples, loin d'être exhaustifs, illustrent les tensions et la profonde crise que traverse cette industrie, qui emploie 1,2 million de



Dans un atelier textile à Gaziantep, en Turquie, le 30 janvier 2025. OZAN KOSE / AFP

personnes – près de 4 millions, en ajoutant celles payées au noir, d'après le syndicat ouvrier Confédération syndicale des ouvriers révolutionnaires. Près de 380 000 personnes travaillant dans le secteur ont perdu leur emploi entre 2022 et 2025, et plus de 4 600 entreprises ont fermé leurs portes rien qu'en 2025, selon les estimations de professionnels de la branche et de Birtek-sen, un syndicat unifié des travailleurs du textile, du tissage et du cuir. Pour le site spécialisé *TextileToday*, c'est bien « la survie du secteur qui est menacée ».

Soutien spécifique d'urgence

D'après les données de l'As-

sociation turque des fabricants de vêtements, la part de marché mondiale de la Turquie dans le secteur du prêt-à-porter est passée, en 2025, sous la barre des 3 % pour la première fois en trente-cinq ans. Son poids dans l'Union européenne (UE) ne dépasse plus les 5 %, pour la première fois en trente ans. Lorsque des pays comme la Chine, le Bangladesh et le Vietnam, principaux concurrents de la Turquie dans ce domaine, ont enregistré une croissance supérieure à 10 % au premier semestre 2025, les exportations turques ont reculé de 6,9 %. Selon le Conseil turc des exportateurs (TIM), les exportations du secteur textile, qui représentent 13 % des exportations totales du

pays, ont chuté de 1,5 milliard de dollars en 2025 (1,3 milliard d'euros), pour atteindre 16,8 milliards. La baisse atteint même 4,4 milliards de dollars si l'on compare les données avec 2022. Du jamais-vu.

Au point où les représentants de la branche ont demandé, ces dernières semaines, au gouvernement de mettre en place un soutien spécifique d'urgence « global et durable ». Avec une demande d'attention particulière sur le principal client des marchandises turques : le marché unique européen. Selon l'Association des exportateurs de textiles et de matières premières d'Istanbul, les importations de marchandises chinoises par l'UE ont ainsi

augmenté de 21,8 % entre janvier et mai 2025, et celles en provenance du Bangladesh de 17,9 %. Dans le même temps, celles en provenance de Turquie ont chuté de 5,1 %. Avec plus de 60 % de la production turque de vêtements destinée au marché européen, les pertes sont existentielles pour le pays.

« Notre proximité avec le marché européen, la qualité de notre production et notre rapidité de livraison nous ont toujours distingués de nos concurrents. Malheureusement, la situation est bien différente aujourd'hui », a déploré, au site turc de la chaîne Deutsche Welle, le président de la branche textile du TIM, Fikret Kileci. Comme la quasi-totalité des professionnels et des experts du secteur, le dirigeant pointe du doigt la hausse des coûts de l'énergie – la Turquie importe entre 70 % et 75 % de

son énergie –, des charges de main-d'œuvre et des prix des matières premières. « Nous produisons des biens de même qualité, mais nous sommes distancés par les producteurs asiatiques en matière de prix », précise Fikret Kileci.

Cette contraction est devenue visible dès 2025. Depuis, les professionnels ont multiplié, à mots couverts, les mises en garde, soulignant à quel point la manipulation des taux de change pour lutter contre l'inflation constituait un nœud d'étranglement. Les interventions de l'Etat et de la banque centrale, pour influencer la valeur de la livre turque afin de freiner la vertigineuse hausse des prix, ont entraîné, selon eux, un effet contre-productif : « Le résultat est une livre turque tellement faible que les achats de produits de fabrication deviennent exorbitants et les

salaires jugés beaucoup trop bas, explique, sous le couvert de l'anonymat, un professionnel du secteur installé à Istanbul. Cette situation n'arrange personne : ni les patrons ni les ouvriers. »

Implantations en Egypte

Les emplois sont quasi exclusivement rémunérés au salaire minimum (33 030 livres turques, soit 554 euros net). Cette rémunération est inférieure au seuil de pauvreté, établi par les autorités turques, pour une famille de quatre personnes (650 euros). A cette situation déjà dégradée s'ajoutent les heures supplémentaires non rémunérées, les horaires de travail pendant les vacances, etc. En décembre 2025, le président Recep Tayyip Erdogan a promis d'augmenter les subventions publiques dans le secteur à 3 500 livres par travailleur (68 euros) et annoncé des mesures pour geler les licenciements et fa-

voriser l'embauche. Mais cela reste insuffisant, selon les représentants du secteur.

Face à la pression, plusieurs entreprises se sont tournées vers la route nord-africaine, qui englobe le Maroc et la Tunisie. En 2025, près de 200 usines de textile turques ont implanté leur production en Egypte, où le coût de la main-d'œuvre est trois fois moindre. Seulement voilà, comme le note le journal pro-gouvernemental turc *Yeni Akit*, le pays connaît désormais, lui aussi, un mouvement de grève dans le secteur, ces dernières semaines, à cause de l'insuffisance des salaires. Une vague qui affecte simultanément les usines locales et turques, comme celles du groupe Yesim Tekstil, l'une des premières entreprises textiles à s'être installée dans le pays.



Feb.22,2023

Iranian Kurdish opposition parties form new alliance amid rising US-Iran tensions

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish opposition parties in Iran on Sunday announced a new political alliance to unify their efforts against the Islamic Republic and advance Kurdish self-determination, as Tehran faces mounting pressure from Washington and renewed threats of US military action over stalled nuclear talks.

Mohammad Nazif Qadri, a member of the executive committee of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI),

told Rudaw that the alliance was established under the name Alliance of Political Forces of Iranian Kurdistan.

The PDKI, a Kurdish opposition group, has fought an intermittent insurgency against Tehran since the 1979 Islamic Revolution. They supported the nationwide protests in January, which Trump on Friday said had left 32,000 people killed.

"After discussing the situation in Eastern Kurdistan [western Iran] and Iran with the political

factions, with the participation of the first [top] official of all five sides, the decision was made to form the alliance," he said.

The alliance brings together five Kurdish parties: the PDKI, the Free Life Party of Kurdistan (PJAK), the Kurdistan Freedom Party (PAK), the Komala Party of Kurdistan, and the Organization of Iranian Kurdistan Struggle (Khabat).

The agreement was signed in the presence of senior party leaders, PDKI's Mustafa Hijri,

PAK's Hossein Yazdanpanah, Khabat's Baba Sheikh Hosseini, Reza Kaabi of Komala, and PJAK's Viyan Peyman

In a joint statement, the alliance said it was formed by "relying on the history of our struggle and activism, and considering the needs of responding and positioning ourselves in the current political situation of Iran," arguing that "the Islamic Republic regime has no political legitimacy left but has remained standing due to the fragmentation of

its opposing political forces.”

The announcement comes amid escalating tensions between Tehran and Washington following a second round of indirect nuclear talks mediated by Oman earlier this week. The United States has mobilized additional warships and fighter jets to the region, while Iran has conducted military drills and temporarily blocked parts of the Strait of Hormuz, a critical waterway through which roughly one-fifth of the world's oil supply passes.

Earlier in February, US President Donald Trump threatened Iran with military action if a nuclear deal is not reached, warning of “very traumatic” consequences. On Thursday, he set a 10- to 15-day deadline for Iran, saying it is “enough time” to reach a deal. On Friday, he confirmed reports that he was considering limited strikes.

The alliance's statement said that “the main purpose of this alliance... is greater unity and joint struggle to further advance the Kurdish political movement in Iran and to strengthen Kurdistan's role and position, and its political movement in the struggle against the Islamic Republic, to secure the rights and freedoms of the people of Kurdistan, and to determine how to rebuild Iran's future.”

“Our main and common goals in this alliance are to struggle for the toppling of the Islamic



Representatives of five Kurdish Iranian opposition parties on February 22, 2026. Photo: PJAK

Republic of Iran, to realize the right of Kurdish self-determination, and to build a national and democratic institution based on the political will of the Kurdish nation in Eastern Kurdistan,” the statement added.

The alliance also voiced support for “the struggle and general discontent of the nations of Iran against the Islamic Republic,” while emphasizing “the necessity of coordination and joint political and field struggle” with political and civil forces across Iran.

It called for “establishing free elections, providing and securing the fundamental rights of all national and religious communities of Kurdistan, and establishing a democratic ad-

ministrative system in Eastern Kurdistan,” adding that it considers it a duty to work toward “a democratic and secular political system in Iran that secures the rights of the diverse national and religious communities of that country.”

The Kurdistan Region's Interior Ministry later in a statement said “we deem it necessary to reaffirm that the Kurdistan Region, as always, has been a factor of stability and peace in the region and has never been a source of threat or danger to the security of any neighboring country, nor does it allow any party to use the Kurdistan Region against any neighboring country.” In October, Kurdish political theorist Abbas Vali told Rudaw that Kurdish opposition groups

in Iran should remain armed amid what he described as “critical conditions” in the country, arguing they must be prepared “if the center in Iran collapses.”

Iran's regional influence has weakened significantly in recent years. Israel's military campaign following the 2023 war with Hamas degraded Hezbollah's leadership in Lebanon, while the fall of Bashar al-Assad's government in Syria disrupted Tehran's supply routes. The 12-day conflict between Iran and Israel earlier this year further exposed Iran's vulnerabilities, with Israeli airstrikes killing dozens of senior commanders and scientists.

The New York Times Feb. 22, 2026

Trump Considers Targeted Strike Against Iran, Followed by Larger Attack

The top negotiators plan to meet in Geneva on Thursday for last-ditch talks, debating a new proposal that could create an off-ramp as two carrier groups massed within striking distance of Iran.

President Trump has told advisers that if diplomacy or any initial targeted U.S. attack does not lead Iran to give in to his demands that it give up its nuclear program, he will consider a much bigger attack in coming months intended to drive that country's leaders from power, people briefed on internal administration deliberations said.

Negotiators from the United States and Iran are scheduled to meet in Geneva on Thursday for what appears to be last-ditch negotiations to avoid a military conflict. But Mr. Trump has been weighing options for U.S. action if the negotiations fail.

Though no final decisions have been made, advisers said, Mr. Trump has been leaning toward conducting an initial strike in coming days intended to demonstrate to Iran's leaders that they must be willing to agree to give up the ability to make a nuclear weapon.

Targets under consideration range from the headquarters of Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps to the country's nuclear sites to the ballistic missile program.

Should those steps fail to convince Tehran to meet his demands, Mr. Trump told advisers, he would leave open the possibility of a military assault later this year intended to help topple Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader.

There are doubts even inside the administration about



President Trump's threat is the latest example of how he is trying to force Iranian leaders to see that they have no choice but to give up every aspect of their nuclear program. Tierney L. Cross/The New York Times

whether that goal can be accomplished with airstrikes alone. And behind the scenes, a new proposal is being considered by both sides that could create an off-ramp to military conflict: a very limited nuclear enrichment program that Iran could carry out solely for purposes of medical research and treatments.

It is unclear whether either side would agree. But the last-minute proposal comes as two aircraft carrier groups and dozens of fighter jets, bombers and refueling aircraft are now [massing within striking distance of Iran](#).

Mr. Trump discussed plans for strikes on Iran in the White House Situation Room on Wednesday. The meeting included Vice President JD Vance; Secretary of State

Marco Rubio; Gen. Dan Caine, the chairman of the Joint Chiefs of Staff; the C.I.A. director, John Ratcliffe; and Susie Wiles, the White House chief of staff.

This article is based on conversations with multiple American officials with knowledge of the meeting — including officials with different views of the best course of action. None of them would allow their names to be used, citing the sensitivity of the discussions involving military operations and intelligence assessments.

During the meeting, Mr. Trump pressed General Caine and Mr. Ratcliffe to weigh in on the broader strategy in Iran, but neither official generally advocates a certain policy position. General Caine dis-

cussed what the military could do from an operational standpoint, and Mr. Ratcliffe preferred to discuss the current situation on the ground and possible outcomes of proposed operations.

During the discussions of the operation last month to seize President Nicolás Maduro of Venezuela, General Caine told Mr. Trump there was a high likelihood of success. But General Caine has not been able to deliver the same reassurances to Mr. Trump during the Iran discussions, in large measure because it is a [far more difficult target](#).

Mr. Vance, who has long called for more restraint in overseas military action, did not oppose a strike, but he intensely questioned General Caine and Mr. Ratcliffe in the

meeting. He pressed them to share their opinions of the options and wanted more of a discussion of the risks and complexity of carrying out a strike against Iran.

Earlier, the United States had been considering options that included putting teams of special operations forces on the ground that could carry out raids to destroy Iranian nuclear or missile facilities. That included manufacturing and enrichment operations buried far below the surface, outside the range of American conventional munitions.

But any such raid would be highly dangerous, requiring special operations forces to be on the ground far longer than they were for the raid to capture Mr. Maduro. Multiple U.S. officials said that for now, the plans for a commando raid had been shelved.

Army, Navy and Air Force officials have also raised concerns about the impact that a protracted war with Iran, or just remaining poised for such a conflict, could have on the readiness of Navy ships, scarce Patriot antimissile defenses, and overstretched transport and surveillance planes.

The White House declined to comment on Mr. Trump's decision making.

"The media may continue to speculate on the President's thinking all they want, but only President Trump knows what he may or may not do," Anna Kelly, a White House spokeswoman, said in a statement. Even before the Iranians submit what appears likely to be their last proposal — officials said they expected it to be transmitted to the Trump administration on Monday or Tuesday — the two sides appeared to be hardening their positions. Steve Witkoff, the president's special envoy, said on Fox News that Mr. Trump's "clear direction" to him and

Jared Kushner, his co-negotiator and the president's son-in-law, was that the only acceptable outcome for an agreement was that Iran would move to "zero enrichment" of nuclear material.

But Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, insisted anew in an interview on CBS's "Face the Nation" on Sunday that the country was not ready to give up what he said was its "right" to make nuclear fuel under the Nuclear Nonproliferation Treaty. With that statement, the decision about whether the United States was about to attack targets in Iran — with the apparent goal of further weakening the government of Mr. Khamenei — seemed to come down to whether both sides could agree to a face-saving compromise about nuclear production that Washington and Tehran could each describe as a total victory.

One such proposal is being debated by both the Trump administration and the Iranian leadership. According to several officials, it emanated from Rafael Grossi, the director general of the International Atomic Energy Agency, a United Nations organization that inspects Iran's nuclear facilities.

Under the proposal, Iran would be permitted to produce very small amounts of nuclear fuel for medical purposes. Iran has been producing medical isotopes for years at the Tehran Research Reactor, a nearly 60-year-old facility outside the country's capital that was, in one of the strange twists of modern nuclear history, first supplied to the pro-American shah of Iran by the United States under the "Atoms for Peace" program.

A

If adapted, Iran could claim that it was still enriching uranium. Mr. Trump could make the case that Iran is shuttering

all the facilities that would enable it to build a weapon — most of which were left open, operating at low levels, under the 2015 agreement between Iran and the Obama administration. Mr. Trump exited that agreement in 2018, leading the Iranians to eventually bar inspectors and produce near-bomb-grade uranium and setting the stage for the current crisis.

But it is far from clear whether the Iranians are willing to shrink what is now a vast, industrial-production nuclear program, on which they have spent billions of dollars, to a tiny effort of such limited scope.

And it is also unclear whether Mr. Trump would allow nuclear production limited to cancer treatment studies and other medical purposes, given his public "zero enrichment" declarations.

Mr. Araghchi made no direct mention of the proposal when he spoke from Tehran. But he said, "I believe that still there is a good chance to have a diplomatic solution," adding, "So there is no need for any military buildup, and military buildup cannot help it and cannot pressurize us."

In fact, pressure is the key to these negotiations. What Mr. Trump calls the "vast armada" that the United States has built up in the seas around Iran is the largest military force it has concentrated in the region since it prepared for the invasion of Iraq, nearly 23 years ago.

Two aircraft carrier groups, scores of fighter jets, bombers and refueling planes, and antimissile batteries have poured into the region, a demonstration of gunboat diplomacy even larger than the one that preceded the forced extraction of Mr. Maduro from Venezuela in early January.

The second carrier, the Gerald R. Ford, was steaming south of Italy in the Mediterranean Sea on Sunday, and will soon be off the coast of Israel, military officials said.

Further complicating any final decision on military strikes, Arab leaders have been calling counterparts in Washington to complain about comments from Mike Huckabee, the U.S. ambassador to Israel. In an interview with Tucker Carlson, the conservative commentator, that aired on Friday, Mr. Huckabee said Israel had a right to much of the Middle East, outraging Arab diplomats in countries that the United States is hoping will support, or at least not openly oppose, an American attack on Iran.

Administration officials have been unclear what their objectives are as they confront Iran, a country of more than 90 million people. While Mr. Trump often talks about preventing Iran from ever being able to produce a weapon, Mr. Rubio and other aides have described a range of other rationales for military action: protecting the protesters whom Iranian forces killed by the thousands last month, wiping out the arsenal of missiles that Iran can use to strike Israel, and ending Tehran's support for Hamas and Hezbollah.

But American military action could also result in a nationalistic response, even among Iranians eager to see the end of Ayatollah Khamenei's brutal hold on power.

European officials attending the Munich Security Conference last weekend said they doubted that the military pressure would force the Iranian leadership to give up a program that has become a symbol of resistance to the United States.

Le Monde 22 février 2026

L'Iran évoque de nouveaux pourparlers avec les Etats-Unis et réaffirme son droit à se défendre en cas d'« acte d'agression »

Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, a déclaré « travailler sur des éléments » de l'accord avec les Etats-Unis sur son programme nucléaire.

Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, a évoqué, dimanche 22 février, un possible nouveau rendez-vous avec la délégation américaine, jeudi, en Suisse, pour discuter du programme nucléaire, au cœur des différends entre les deux pays.

Dans un entretien sur la chaîne américaine CBS, Abbas Araghtchi a dit travailler « sur les éléments d'un accord ». « Je crois que lorsque nous nous rencontrerons, probablement ce jeudi à Genève, nous pourrions travailler sur ces points, préparer un bon texte et parvenir rapidement à un accord », a-t-il ajouté.

« Pour l'instant, nous ne négocions que le nucléaire, et aucun autre sujet n'est abordé », a ajouté le diplomate, alors que les Etats-Unis souhaitent également discuter des missiles balistiques de l'Iran ainsi que de son soutien aux groupes armés dans la région hostiles à Israël.

Le ministre des affaires étrangères iranien a déclaré « travailler sur des éléments » de l'accord avec les Etats-Unis sur son programme nucléaire, estimant qu'il existait « de bonnes chances » de résoudre les différends avec Washington par la voie diplomatique. « Si les Etats-Unis nous attaquent, nous avons tout à fait le droit de nous défendre », a-t-il ajouté. Face à un « acte d'agression », toute



Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, à Genève (Suisse), le 17 février 2026. PIERRE ALBOUY / REUTERS

réponse « est justifiée et légitime ».

Faire capituler l'Iran

De son côté, Donald Trump se demande pourquoi l'Iran n'a pas « capitulé » face au déploiement militaire américain, destiné à le pousser à accepter un accord concernant son programme nucléaire, a déclaré samedi son émissaire Steve Witkoff.

Les deux pays ont achevé mardi près de Genève une deuxième session de pourparlers indirects, dans le cadre d'une médiation omanaise, alors que Washington a dépêché deux porte-avions dans

la région.

Le président américain « s'étonne » de la position de la République islamique, après l'avoir menacée de lourdes conséquences en cas d'échec des discussions, a déclaré M. Witkoff, interrogé sur Fox News par Lara Trump, la belle-fille de Donald Trump. « Je ne veux pas employer le mot "frustré", parce qu'il sait qu'il a de nombreuses alternatives, mais il se demande pourquoi ils n'ont pas... capitulé », a-t-il poursuivi.

« Pourquoi, sous cette pression, avec la puissance maritime et navale déployée là-bas, ne sont-ils pas venus

vers nous en disant : "Nous affirmons ne pas vouloir l'arme [nucléaire], alors voici ce que nous sommes prêts à faire" ? » Malgré cette pression, « il est difficile de les amener à ce stade », a-t-il reconnu.

L'émissaire américain a également confirmé avoir rencontré Reza Pahlavi, fils du chah déchu, qui n'est pas retourné en Iran depuis la révolution islamique de 1979. « Je l'ai rencontré sur instruction du président », a-t-il déclaré, sans plus de précisions.

« Avenir démocratique et laïque »

Installé aux Etats-Unis, Reza Pahlavi s'est dit prêt, le 14 février, à Munich, devant 250 000 partisans, à conduire le pays vers un « *avenir démocratique et laïque* », alors que Donald Trump avait affirmé la veille qu'un « *changement de régime* » serait « *la meilleure chose qui puisse arriver* » à l'Iran.

Jeudi, [le président des Etats-Unis avait lancé à l'Iran un ultimatum de quinze jours au plus](#) pour la conclusion d'un

accord, sans quoi « *de mauvaises choses* » se produiraient.

Donald Trump ne réussira pas à détruire la République islamique d'Iran, avait assuré auparavant le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei.

Les pays occidentaux soupçonnent l'Iran de chercher à se doter de l'arme nucléaire, ce qu'il dément, tout en insistant sur son droit à l'enrichis-

sement de l'uranium à des fins civiles.

Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Iran est le seul pays non doté de l'arme nucléaire à enrichir de l'uranium à 60 %, seuil qui permet de passer rapidement aux 90 % nécessaires à un usage militaire. Dans le cadre de l'accord conclu en 2015, que Donald Trump a dénoncé trois ans plus tard, la limite était fixée à 3,67 %.

L'Iran, de son côté, cherche à négocier la levée de sanctions qui asphyxient son économie depuis des décennies, entraînant une hyperinflation chronique et une forte dépréciation de la monnaie nationale, le rial, un phénomène qui s'est particulièrement accentué ces derniers mois et a été l'élément déclencheur, en décembre, des vastes manifestations.

The New York Times

Farnaz Fassihi
Feb. 22, 2026

Inside Iran's Preparations for War and Plans for Survival

Ayatollah Ali Khamenei has entrusted Ali Larijani, the top national security official, to ensure the Islamic Republic endures any military attacks and targeted killings.

In early January, as Iran faced nationwide protests and the threat of strikes by the United States, the nation's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, turned to a trusted and loyal lieutenant to steer the country: Ali Larijani, the country's top national security official.

Since then, Mr. Larijani, 67, a veteran politician, a former commander in the Revolutionary Guards Corps and the current head of the Supreme National Security Council, has effectively been running the country. His rise has sidelined President Masoud Pezeshkian, a heart surgeon turned politician, who [has faced a challenging year in office](#) and continues to say publicly that "I'm a doctor, not a politician," and that no one should expect him to solve the multitude of problems in Iran.

This account of Mr. Larijani's ascent and the decisions and deliberations of Iran's leadership as the Trump administration threatens war is based on interviews with six senior Iranian officials, one of them affiliated with Ayatollah Khamenei's office; three members of the Revolutionary Guards; two former Iranian diplomats; and reports from the Iranian news media. The officials and members of the Guards spoke on the condition of anonymity to candidly discuss internal government matters.

Mr. Larijani's portfolio of responsibilities has grown steadily over the past few months. He was in charge of [crushing, with lethal force, the recent protests](#) demanding the end of Islamic rule. Currently, he is [keeping a lid on dissent](#), liaising with powerful allies like Russia and re-

gional actors like Qatar and Oman, and overseeing nuclear negotiations with Washington. He is also devising plans for managing Iran during a potential war with the United States as Washington amasses forces in the region.

"We are ready in our country," Mr. Larijani said in an interview with Al Jazeera when he visited the Qatari capital, Doha, this month. "We are definitely more powerful than before. We have prepared in the past seven, eight months. We found our weaknesses and fixed them. We are not looking for war, and we won't start the war. But if they force it on us, we will respond."

Ayatollah Khamenei has instructed Mr. Larijani and a handful of other close political and military associates to ensure that the Islamic Republic survives not only American

and Israeli bombs, but also any assassination attempts on its top leadership, including on Ayatollah Khamenei himself, according to the six senior officials and the Guards members.

Nasser Imani, a conservative analyst close to the government, said in a telephone interview from Tehran that Ayatollah Khamenei has a long and close relationship with Mr. Larijani, and the supreme leader turned to him in this time of acute military and security crisis.

"The supreme leader fully trusts Larijani. He believes Larijani is the man for this sensitive juncture because of his political track record, sharp mind and knowledge," Mr. Imani said. "He relies on him for reports on the situation and pragmatic advice. Larijani's role will be very pro-

nounced during war.”

Mr. Larijani comes from an elite political and religious family, and for 12 years, he was the speaker of Parliament. In 2021, he was put in charge of negotiating a 25-year comprehensive strategic deal with China worth billions.

According to the six senior officials and the Guards members, Ayatollah Khamenei has issued a series of directives. He has named four layers of succession for each of the military command and government roles that he personally appoints. He has also told everyone in leadership roles to name up to four replacements and has delegated responsibilities to a tight circle of confidants to make decisions in case communications with him are disrupted or he is killed.

While in hiding last June during 12 days of war with Israel, Ayatollah Khamenei named three candidates who could succeed him. They have never been publicly identified. But Mr. Larijani is almost certainly not among them because he is not a senior Shiite cleric — a fundamental qualification for any successor.

Mr. Larijani is, however, ensconced in Ayatollah Khamenei's trusted circle. That includes his top military adviser and former commander in chief of the Guards, Maj. Gen. Yahya Rahim Safavi. It also includes Brig. Gen. Mohammad Bagher Ghalibaf, a former Guards commander and current speaker of Parliament whom Ayatollah Khamenei has designated as his de facto deputy to command the armed forces during war, and his chief of staff, the cleric Ali Asghar Hejazi. Some of this planning is the result of lessons drawn from Israel's surprise attack in June, which wiped out Iran's senior military command chain within the first hours of



A march to commemorate the 47th anniversary of the Islamic revolution this month in Tehran. Arash Khamooshi for The New York Times the war. After the cease-fire, Ayatollah Khamenei appointed Mr. Larijani as the secretary of the National Security Council and created a new National Defense Council, headed by Adm. Ali Shamkhani, to manage military affairs during wartime.

“Khamenei is dealing with the reality in front of him,” said Vali Nasr, an expert on Iran and its Shiite theocracy at the Johns Hopkins School of Advanced International Studies.

“He is expecting to be a martyr and thinking, this is my system and legacy, and I will stand until the end,” Mr. Nasr said. “He is distributing power and preparing the state for the next big thing, both succession and war, aware that succession may come as a consequence of war.”

Iran is operating on the basis that U.S. military strikes are inevitable and imminent, even as both sides continue to engage diplomatically and negotiate on a nuclear deal, the six officials and three Guards members said. They said Iran had placed all of its armed forces on the highest state of alert and was preparing to resist fiercely.

The country is positioning ballistic missile launchers along its western border with Iraq — close enough to strike Israel — and along its southern shores on the Persian Gulf, within range of American military bases and other targets in the region, the three Guards members and four senior officials said.

In the past few weeks, Iran has closed its airspace periodically to test missiles. It also held a military exercise in the Persian Gulf, briefly closing the Strait of Hormuz, a major maritime choke point for global energy supplies. All the while, Ayatollah Khamenei has maintained a defiant front.

“The most powerful military in the world might receive such a slap that it won't be able to get on its feet,” he said in a speech last week. He also threatened to sink the U.S. warships that have gathered in nearby waters.

In the event of war, special forces units of the police, intelligence agents and battalions of the plainclothes Basij militia, a subsidiary of the Guards, are to be deployed to the streets of major cities, the three Guards members and

two senior officials said. The militias would then set up checkpoints to forestall domestic unrest and look for operatives linked to foreign spy agencies.

The Iranian leadership is preparing not only for military and security mobilizations, but also for its own political survival.

These deliberations, described by six officials familiar with the planning, touch on a range of matters, including who would manage the country if Ayatollah Khamenei and top officials were killed.

The leaders have considered who could be “the Delcy of Iran” — a reference to Delcy Rodríguez, the Venezuelan vice president who made a deal with the Trump administration to run Venezuela after the capture of its president, Nicolás Maduro. Mr. Larijani sits at the top of the list, the three officials said. He is followed by General Ghalibaf, the Parliament speaker. Somewhat surprisingly, a former president, Hassan Rouhani, who has been largely cast out of Ayatollah Khamenei's circle, also made the list.

Each of these men has records that would limit their acceptance by an angry populace — whether it is accusations of financial corruption or of being complicit in Iran's violations of human rights, including the recent killing of at least 7,000 unarmed protesters over three days.

Ali Vaez, the Iran director of the International Crisis Group, said the leadership had made contingency plans, but the repercussions of war with the United States remain unpredictable. The supreme leader, he said, "is less visible, more vulnerable, but he is still the super glue keeping the system together and ev-

eryone understands that if he is not there any more it would be hard to keep the system together."

In the past month, Mr. Larijani's visibility has soared as Mr. Pezeshkian's has diminished. Mr. Larijani flew to Moscow to consult with Russia's president, Vladimir V. Putin, and has met with Middle Eastern leaders in between meetings with American and Iranian nuclear negotiators. He has sat for hourslong television interviews with Iranian and foreign news outlets, more often than the president, and regularly posts content on social media, like photographs of

himself taking selfies with Iranians, visiting a religious shrine and waving from the door of an airplane.

For his part, Mr. Pezeshkian appears resigned to deferring authority to Mr. Larijani. The president told a cabinet meeting that he had suggested to Mr. Larijani that he should lift internet restrictions because they were harming e-commerce, Iranian media reported. It was a jarring admission that to get things done, even the president had to appeal to Mr. Larijani. In January, amid the crackdown on protests, the U.S. Middle East envoy, Steve Witkoff, tried to contact Iran's

foreign minister, Abbas Araghchi, said two senior Iranian officials and a former diplomat. Mr. Trump had said he would strike Iran if it executed any protesters, and Mr. Witkoff was seeking out Mr. Araghchi to ask if executions were planned or had been called off, they said.

Anxious to forestall any misunderstandings, the two senior officials said, Mr. Araghchi called the Iranian president asking if he could establish contact with Mr. Witkoff. Mr. Pezeshkian replied that he did not know and to call Mr. Larijani for authorization.



23 février 2026

Iran - États-Unis : Téhéran réagira «avec force» à tout «acte d'agression»

Alors que les États-Unis accentuent leur pression militaire sur l'Iran, la République islamique a averti, lundi, que toute attaque contre son territoire serait considérée comme un «acte d'agression». Une réponse à Donald Trump, qui avait dit «envisager» une frappe limitée contre l'Iran en cas d'échec des négociations entre les deux pays.

L'Iran a averti, lundi 23 février, qu'il considérerait toute attaque contre son territoire, y compris des frappes limitées, comme un «acte d'agression», après des propos du président américain Donald Trump laissant entendre cette option, au moment où Washington accentue sa pression militaire.

«Concernant la première question relative à une frappe limitée, il n'y a pas de frappe

limitée. Un acte d'agression sera considéré comme un acte d'agression. Point final», a déclaré le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaï, lors d'une conférence de presse à Téhéran à laquelle a assisté l'AFP.

Il était invité à réagir aux propos de Donald Trump qui a dit vendredi «envisager» une frappe limitée contre l'Iran si ce pays ne concluait pas rapidement un accord avec les États-Unis.

Nouveaux pourparlers prévus jeudi

«Tout État réagirait avec force à un acte d'agression au titre de son droit inhérent à la légitime défense, et c'est donc ce que nous ferions», a souligné Esmail Baghaï.

«Tout ce que je peux dire

c'est que je l'envisage», avait laconiquement répondu Donald Trump à la question suivante posée par la presse : «Envisagez-vous une frappe limitée si l'Iran ne conclut pas d'accord ?»

À voir aussi Négociations sur le nucléaire : Téhéran disposé à des compromis

Les deux pays ont tenu le 17 février en Suisse une deuxième session de pourparlers indirects via une médiation omanaise, dans un contexte d'intensification du déploiement militaire américain dans la région, où Washington a dépêché deux porte-avions.

De nouveaux pourparlers, confirmés par l'Iran et Oman mais pas les États-Unis à ce stade, sont prévus jeudi.

À lire aussi Iran : les Gardiens

de la Révolution entament des exercices militaires dans le détroit d'Ormuz

Le chef de la diplomatie Abbas Araghchi mène les négociations pour l'Iran, tandis que les États-Unis sont représentés par l'émissaire Steve Witkoff et le gendre du président américain, Jared Kushner.

Donald Trump se demande pourquoi l'Iran n'a pas déjà «capitulé» devant cet imposant déploiement militaire, a déclaré Steve Witkoff, lors d'un entretien à Fox News réalisé jeudi et diffusé samedi.

Le porte-parole de la diplomatie iranienne a déclaré lundi que les Iraniens n'avaient jamais accepté de capituler dans leur histoire.

L'Iran considérera des « frappes limitées » comme une « agression », les Etats-Unis maintiennent leur pression

Une troisième session de pourparlers entre les Etats-Unis et l'Iran, avec Oman comme médiateur, devrait se tenir jeudi. Washington, qui ne confirme pas encore la tenue de ce nouveau rendez-vous, renforce sa présence militaire dans la région.

L'Iran a averti, lundi 23 février, qu'il considérerait toute attaque contre son territoire, y compris des frappes limitées, comme un « acte d'agression », après des propos du président américain, Donald Trump, laissant entendre cette option, au moment où Washington accentue sa pression militaire.

« Concernant la première question relative à une frappe limitée, il n'y a pas de frappe limitée. Un acte d'agression sera considéré comme un acte d'agression », a déclaré le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaei, lors d'une conférence de presse à laquelle a assisté l'Agence France-Presse (AFP).

Il était invité à réagir aux propos de Donald Trump qui a dit vendredi « envisager » une frappe limitée contre l'Iran si ce pays ne concluait pas rapidement un accord sur le nucléaire avec les Etats-Unis. « Tout Etat réagirait avec force à un acte d'agression au titre de son droit inhérent à la légitime défense, et c'est donc ce que nous ferions », a souligné M. Baghaei.

« Tout ce que je peux dire, c'est que je l'envisage », avait laconiquement répondu Donald Trump à la question suivante posée par la presse : « Envisagez-vous une frappe limitée si l'Iran ne conclut pas d'accord ? »



Le porte-parole du ministère des affaires étrangères iranien, Esmail Baghaei, lors d'une conférence de presse à Téhéran, le 28 octobre 2024. ATTA KENARE/AFP

L'Union européenne appelle au calme

Les deux pays ont tenu le 17 février en Suisse une deuxième session de pourparlers indirects via une médiation omanaise, dans un contexte d'intensification du déploiement militaire américain dans la région, où Washington a dépêché deux porte-avions. De nouveaux pourparlers, confirmés par l'Iran et Oman mais pas les Etats-Unis à ce stade, sont prévus jeudi.

Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, mè-

ne les négociations pour l'Iran, tandis que les Etats-Unis sont représentés par l'émissaire Steve Witkoff et le gendre du président américain, Jared Kushner. Donald Trump se demande pourquoi l'Iran n'a pas déjà « capitulé » devant cet imposant déploiement militaire, a déclaré Steve Witkoff, lors d'un entretien à Fox News réalisé jeudi et diffusé samedi. Le porte-parole de la diplomatie iranienne a déclaré, lundi, que les Iraniens n'avaient jamais accepté de capituler dans leur histoire. La cheffe de la diplomatie de

l'UE, Kaja Kallas, a, pour sa part, appelé, lundi, à une « solution diplomatique », estimant que « l'Iran est au point le plus faible qu'il ait jamais connu », peu avant le début d'une réunion des ministres des affaires étrangères de l'UE à Bruxelles.

L'Inde a, quant à elle, exhorté ses ressortissants à quitter l'Iran « compte tenu de l'évolution de la situation », alors que quelque 10 000 Indiens vivent dans le pays, selon la diplomatie indienne.

The New York Times Feb. 23, 2026

For Iran's Rulers, Refusing U.S. Demands Is a Risk Worth Taking

The government in Tehran sees capitulating to Washington's demands on uranium enrichment and ballistic missiles as riskier to its survival than going to war, analysts say.

Facing high-stakes brinkmanship as American warships and fighter jets mass off its shores, Iran has refused to concede to President Trump's demands on its nuclear program and weapons — a stance that has bewildered U.S. officials.

The authoritarian clerics who rule Iran see those concessions — which, in their view, could compromise their core ideology and sovereignty — as a greater threat to their survival than the risk of war.

A dangerous mismatch in perceptions between Iran and the United States is why efforts to negotiate a deal over Iran's nuclear and military capabilities look increasingly fragile, experts say, and a new regional conflict seems almost inevitable.

"Avoiding war is indeed a high priority, but not at any cost," said Sasan Karimi, a political scientist at the University of Tehran who served as the deputy vice president for strategy in Iran's previous government. "At times, a political state — especially an ideological one — may weigh its place in history as heavily as, or even more heavily than, its immediate survival."

U.S. and Iranian negotiators are struggling to break an impasse over their respective red lines.

The Trump administration says it wants Iran to agree to zero nuclear enrichment to ensure it cannot build a nuclear weapon. U.S. officials have



A march in Tehran this month marked the anniversary of the Islamic revolution. Iran is facing an economic crisis and a major buildup of U.S. firepower in the Persian Gulf. Arash Khamooshi for The New York Times

also sometimes insisted on limiting the range of Iran's ballistic missiles and ending the country's support for allied militias across the region.

For Iran, which says its nuclear program is for peaceful purposes only, nuclear enrichment is a right that the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, upholds and that his officials cannot abandon. And Iran sees possessing missiles that can reach as far as Israel as critical for self-defense.

U.S. and Iranian officials are set to meet in Geneva this Thursday for talks seen as a last-ditch effort to find a compromise before Mr. Trump orders a strike. According to people briefed on internal administration deliberations, the two sides will consider a pro-

posal that offers an off-ramp to war: Allowing Iran a limited nuclear enrichment program for civilian purposes.

Mr. Trump's administration views Tehran as so weak that it should accept U.S. demands, regional officials have said.

Last June, Iran suffered heavy blows during a 12-day war launched by Israel and briefly joined by U.S. warplanes. That conflict coupled with biting international sanctions have plunged Iran's economy deeper into crisis.

In January, authorities used deadly force to crush nationwide protests demanding Ayatollah Khamenei's ouster. Some smaller protests re-emerged over the weekend, demonstrating

how hostile many Iranians are toward their leaders.

On top of that, the government in Tehran is facing a major buildup of U.S. firepower in the Persian Gulf, including two aircraft carrier strike groups, and a massing of reconnaissance and refueling jets across the Middle East.

Mr. Trump's lead negotiator with Iran, Steve Witkoff, described the president as "curious as to why they haven't" capitulated, in an interview with Fox News over the weekend.

The vice president, JD Vance, told Fox last week that despite the threat of war, Iranians "are not yet willing to actually acknowledge and work through" the president's demands.

Yet it is the very perception of Iran's weakness that experts say makes Tehran determined to resist.

"For Iran, submitting to U.S. terms is more dangerous than suffering another U.S. strike," said Ali Vaez, the Iran director of the International Crisis Group. "They don't believe that once they capitulate, the U.S. will alleviate the pressure. They believe that would only encourage the U.S. to go for the jugular."

Ayatollah Khamenei has repeatedly stressed his view that Washington's eventual aim is to topple Iran's system of governance.

"Nuclear energy is not the problem, nor are human rights; America's problem is with the very existence of the Islamic Republic," he said in a speech in 2024.

An Israeli strike last summer damaged the headquarters of Iran's state TV broadcaster in Tehran. Analysts say Iran's leaders learned lessons from last year's conflict that could help them keep control. Nanna Heitmann for The New York Times

Danny Citronowicz, an expert at the Atlantic Council who previously headed the Iran branch of Israel's Defense Intelligence, said that beyond strategic calculations like the ballistic missiles, Ayatollah Khamenei insists on uranium enrichment as "a pillar of the

regime itself." If Iran's leaders concede on those points, "they will actually undermine the existence of the regime itself," he said.

"I think they don't have any other choice than to take the bet on the military side," he added.

Two of the main questions ahead of any potential confrontation are whether a U.S. attack would go as far as trying to topple the political system in Iran, and whether Tehran would be able to retaliate enough to make the conflict painful for Mr. Trump, too.

Tehran would probably seek to absorb limited strikes and cap its retaliation to attacks on U.S. bases in the Middle East, as it did last June, according to Farzin Nadimi, a defense analyst focused on Iran at The Washington Institute for Near East Policy, a think tank.

If Mr. Trump chooses to go further, U.S. forces, probably with the help of Israel, would have to race in the first few days to take out as much of Iran's military capabilities as possible to hamper an attempt at a far fiercer and broader retaliation, Mr. Nadimi said.

That would require "an extensive effort both by the U.S. and Israelis — not only the air power, but also ground elements — to make sure that their missile threat is neutralized," he said.

Iran would in turn try to mimic the success of the Houthi militia, its ally in Yemen, regional experts say.

In 2025, the Houthis derailed a U.S. military campaign that aimed to stop the group's attacks on international shipping in the Red Sea. The group persistently attacked U.S. drones and international vessels, including an American aircraft carrier.

The 31-day confrontation cost Washington well over \$1 billion, and Mr. Trump ultimately [struck a deal](#) instead of risking a drawn-out military entanglement.

A member of the Houthi militia, which is backed by Iran, in Sana, Yemen, in 2024. Khaled Abdullah/Reuters

Iran could try to create a protracted and deadly confrontation that could hurt Mr. Trump in a midterm election year, analysts said.

One unknown is whether Iran could launch strikes on oil tankers passing through strategic shipping lanes like the Strait of Hormuz, or have its Houthi allies strike vessels in the Red Sea, said Mohammad Ali Shabani, an Iran analyst and editor of the regional news website Amwaj.media.

If a new conflict were to drive gasoline prices up one or two dollars per gallon, that could feel very risky for Mr. Trump before midterm elections this

fall, he said.

U.S. and Israeli forces could deal a quick and devastating blow, as they did last June, when a string of top Iranian military officials were killed within hours and Iran's nuclear and military facilities were battered.

But Tehran learned lessons from that war, Iranian and regional officials say, and has [prepared several layers](#) of leadership to replace anyone killed. This aims to ensure that the system survives the conflict even if Ayatollah Khamenei and other leaders did not.

Regional officials speaking to Tehran and Washington say that if Mr. Trump chooses to strike, his aim will probably be to jolt the Iranian leadership severely enough to force it back to the negotiating table on his terms.

But several experts said that Iran refused to capitulate to U.S. terms after the last war and that if it survived another, it would probably refuse again.

"To think that a war every time either makes Iran more flexible or facilitates diplomacy is nothing but a delusion," Mr. Vaez said.

An earlier version of this article misstated the year of Houthi actions to derail a U.S. military campaign in the Red Sea. The actions took place in 2025, not 2023.



23 février 2026

Après l'ultimatum de Trump à l'Iran, le Moyen-Orient suspendu aux lèvres des États-Unis

Alors que le président américain Donald Trump menace toujours d'attaquer l'Iran, les autorités iraniennes ont affirmé qu'elles allaient présenter de nouvelles propositions pour parvenir à un accord sur le dossier nucléaire lors d'un troisième round de négociations qui se tiendra jeudi 26 février à Genève. Mais, tandis qu'Israël s'agace, différents signaux font craindre l'escalade et l'embrasement de la région.

Le ministre iranien des Affaires étrangères l'a bien confirmé : Téhéran travaille d'arrachepied sur une nouvelle proposition qui sera présentée jeudi 26 février à l'envoyé spécial des **États-Unis**, Steve Witkoff.

Suspendus aux lèvres des Américains, qui doivent apprécier la pertinence de ces propositions, différents acteurs de la région craignent un embrasement du Moyen-Orient, tandis qu'**Israël** bouillonne à la veille de ce troisième round de négociations qui se tiendra à Genève.

Si le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, a déclaré que certaines dispositions voulues par les États-Unis seront bien satisfaites, il sera difficile de démêler certains points de blocage. Téhéran se dit aujourd'hui prêt à limiter le niveau d'enrichissement de son uranium en guise de garantie sur le caractère pacifique de son programme. Un programme qui, à l'heure actuelle, est légitime selon les autorités iraniennes.

Or, Steve Witkoff a précisément affirmé que le président Trump demandait à l'Iran de tout bonnement renoncer à son programme d'enrichissement d'uranium. Le stock de métal lourd enrichi, soit 10 tonnes de matériels qui comprennent les 400 kg enrichis à 60%, devront être envoyés à l'étranger.

À lire aussi Nucléaire iranien: après l'ultimatum de Trump, Téhéran dit vouloir un accord «rapide»

Reste à savoir si, jeudi, Américains et Iraniens trouveront un point de convergence... au détriment des Israéliens. Ces derniers déplorent en effet que Washington n'ait pas exigé de garantie sur le programme balistique de Téhéran nous informe notre correspondant à Jérusalem, **Michel Paul**. Déçu par la stratégie américaine, Tel Aviv pense que Téhéran joue la montre et chaque jour passé à Genève est un jour offert à l'Iran pour bétonner ses sites nucléaires.

Tensions palpables dans les capitales

Du reste, la tension est montée d'un cran dans la capitale iranienne. De plus en plus d'Iraniens sont désormais certains qu'une attaque américaine est inévitable. Mais il n'y a pas de panique ou de ruée dans les magasins pour acheter des produits en cas de conflit, a observé notre correspondant à Téhéran, **Sia-vosh Ghazi**. Selon plusieurs sources, Do-

nald Trump pencherait désormais pour une frappe « limitée » dans les prochains jours afin de forcer Téhéran à capituler, menaçant même de renverser le régime en cas d'échec. Une option espérée par certains Iraniens - **au lendemain des massacres qu'a connu le pays** -, qui pourrait faire sombrer le pays dans un chaos aux conséquences économiques très dures.

D'ailleurs, le chef de l'armée de terre a déclaré que les forces armées sont en état d'alerte maximale. De son côté, le ministre iranien des Affaires étrangères a affirmé que l'Iran répondra à toute attaque militaire en visant les bases américaines mais aussi les forces navales envoyées dans la région.

À lire aussi L'Iran brandit son «droit à se défendre» face à la menace grandissante d'un conflit avec les États-Unis

Un état d'alerte partagé par le Liban, qui craint d'être entraîné dans une éventuelle guerre irano-américaine, relève notre correspondant à Beyrouth, **Paul Khalife**. Naïm Qassem, chef du Hezbollah, allié de Téhéran, a prévenu. Son parti ne restera pas neutre en cas de conflit.

État d'alerte maximal chez les Américains présents au Liban

Depuis quelques jours, les troupes américaines présentes dans le pays dans le cadre d'accords de coopération avec l'armée libanaise, sont en

état d'alerte maximale. Des sources de sécurité libanaise indiquent que ces unités déployées dans une base aérienne à 50 km au nord de Beyrouth, et dans l'immense complexe de l'ambassade des États-Unis, à 15 km de la capitale, ont activé un protocole de sécurité spécial.

Les mesures adoptées par les militaires américains ne cadrent plus avec les arrangements conclus avec les autorités libanaise. Résultat, **militaires américains et libanais se sont accrochés lundi 16 février** à l'extérieur de la base aérienne d'Hamate.

L'intensification des frappes israéliennes est également perçue comme un signe annonciateur de l'imminence d'un conflit irano-américain. Une dizaine de membres du **Hezbollah**, dont un haut commandant, ont été tués la semaine dernière dans des attaques israéliennes dans le sud et dans la plaine de la Bekaa.

Israël voit là une opportunité de briser l'axe iranien. Certes, le Premier ministre, **Benjamin Netanyahu** prépare ses ministres à tous les scénarios, mais le pays redoute d'être entraîné seul dans une confrontation directe si l'ultimatum américain, qui doit expirer début mars, venait à être prolongé une nouvelle fois. Selon Michel Paul, plusieurs éditorialistes de l'État hébreu ont souligné que le temps n'était plus aux mots, Israël attend désormais des actes.

Syrie : le retrait des troupes américaines doit s'achever « d'ici à un mois »

Les Etats-Unis ont entamé lundi leur retrait d'une importante base militaire du nord-est du pays, après leur départ récent de deux autres bases, marquant une nouvelle étape dans leur désengagement militaire en Syrie.

Les Etats-Unis ont commencé à se retirer, lundi 23 février, d'une importante base de Syrie, dans une région du nord-est encore sous contrôle des forces kurdes, et doivent achever leur retrait du pays d'ici à un mois, ont rapporté trois sources à l'Agence France-Presse (AFP).

Un responsable kurde, qui a requis l'anonymat, a déclaré que les Etats-Unis avaient commencé à se retirer lundi de la base de Qasrak. Une équipe de l'AFP a vu une colonne de dizaines de poids lourds, chargés de blindés et de préfabriqués, sur la route reliant la province de Hassaké, où se trouve la base de Qasrak, se dirigeant vers la frontière avec l'Irak.

Les forces américaines, qui dirigent la coalition antidjihadiste, s'étaient déjà retirées de deux bases au cours des deux dernières semaines, Al-Tanf (Sud-Est) et Al-Chaddadeh (Nord-Est). « *D'ici à un mois, ils se seront retirés de Syrie, et il n'y aura plus aucune présence militaire dans les bases* », a affirmé à l'AFP un responsable gouvernemental syrien, qui a également requis l'anonymat.

Un diplomate d'un pays allié à Washington et Damas, qui a également refusé d'être identifié, a précisé à l'AFP que « *le retrait devrait être achevé d'ici à vingt jours* » et que les Etats-Unis ne maintiendraient plus de bases en Syrie. Les Etats-Unis pourront toutefois « *mener des frappes*



Un véhicule blindé de combat américain, sur une autoroute à l'extérieur de Qamishli, dans la province de Hassaké, au nord-est de la Syrie, le 23 février 2026. DELIL SOULEIMAN / AFP

aériennes en Syrie à partir de leurs bases dans la région », a-t-il détaillé. Le responsable kurde a, lui, confirmé que « les forces de la coalition internationale vont mettre fin, dans une période allant de trois à cinq semaines, à leur présence qui aura duré environ douze ans dans le nord et le nord-est de la Syrie ».

« Au cours des prochains jours, des convois vont transporter les équipements militaires et logistiques ainsi que les systèmes de radar et de missiles, depuis les deux bases restantes dans le nord et l'est de la Syrie », a ajouté le responsable kurde. Il faisait référence à la base de Qasrak et celle de Kharab Al-Jir, également dans la province de Hassaké.

Transferts de prisonniers

Les Etats-Unis maintenaient depuis 2014 un millier de militaires dans le pays dans des bases établies dans des zones échappant au contrôle de Bachar Al-Assad, renversé en décembre 2024, pour coordonner la lutte contre les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) dans laquelle les forces kurdes étaient en première ligne.

Le retrait américain intervient alors que le pouvoir central, soutenu par Washington, étend son contrôle sur le nord et le nord-est du pays, qui était contrôlé par les Kurdes. Les forces kurdes, elles, doivent être intégrées dans l'armée syrienne, conformément à un [accord annoncé à la fin de janvier](#) entre les deux parties. Les Etats-Unis estiment, quant à eux, que « *la*

mission initiale » des forces kurdes, en tant que principale force anti-EI, avait largement pris fin, le président Ahmed Al-Charaa ayant rejoint la coalition antidjihadiste.

Après le déploiement des forces gouvernementales syriennes dans le nord et le nord-est du pays, l'armée américaine a transféré plus de 5 700 détenus membres présumés de l'EI de Syrie vers l'Irak, pour garantir leur surveillance. Les prisons où ils étaient jusqu'alors détenus étaient contrôlées par les forces kurdes.

Les autorités ont, par ailleurs, évacué la semaine dernière le camp d'Al-Hol vers un autre site du nord de la Syrie, après l'évasion de milliers de proches de djihadistes étrangers qui y étaient détenus.

Trump et l'Iran : les menaces et les interrogations

Alors que les forces militaires américaines se massent en nombre au Proche-Orient et dans les mers alentour, les menaces du président des Etats-Unis de déclencher contre Téhéran une guerre aux objectifs indéfinis, sans vote du Congrès ni accord des Nations unies, soulèvent de graves questions.

L'ombre de la guerre pèse de nouveau sur le Moyen-Orient et, une nouvelle fois, les Etats-Unis en sont la cause. Donald Trump, qui avait fait irruption en politique il y a plus de dix ans, en partie en dénonçant l'aventurisme guerrier des administrations précédentes dans cette région, menace ouvertement l'Iran de frappes d'une ampleur bien supérieure à celle de la guerre de juin 2025, déclenchée par Israël et à laquelle Washington s'était joint. Le précédent vénézuélien a montré que la [concentration actuelle de forces militaires américaines à la périphérie du Golfe](#), même sans moyens terrestres, doit être prise au sérieux.

Elle vise un régime définitivement discrédité par son choix de noyer dans le sang, en janvier, la vague de colère qui a saisi les Iraniens face à l'effondrement de leur économie. Cette situation doit tout à l'aveuglement du Guide de la révolution, Ali Khamenei, qui a usé et abusé

de la capacité de nuisance régionale de son régime avec des résultats catastrophiques.

L'« axe de la résistance » patiemment mis sur pied par Téhéran a été laminé en deux ans par l'armée israélienne, précipitant la chute du régime de Bachar Al-Assad en Syrie. Etouffé par les sanctions, l'Iran n'a jamais été aussi affaibli intérieurement et isolé diplomatiquement. La quête par le régime d'une arme nucléaire perçue comme une garantie contre des interventions extérieures est en passe d'en précipiter une seconde en moins d'un an.

Indifférent au sort de la population

Les menaces américaines soulèvent cependant de graves questions. Donald Trump évoque une guerre dont les objectifs restent pour l'instant indéfinis. S'agit-il pour le président des Etats-Unis de renforcer sa position en vue de nouvelles négociations, de détruire un programme

nucléaire dont il assurait pourtant en juin qu'il avait été anéanti ? La cible est-elle le programme balistique développé par Téhéran, qui constitue une menace réelle pour l'ensemble des voisins de la République islamique ?

Envisage-t-il un changement de régime à Téhéran, un résultat qui pourrait difficilement être obtenu par des bombardements, aussi massifs soient-ils ? Ses atermoiements lors du soulèvement des dernières semaines, dont la promesse d'une aide qui n'est jamais venue, ont montré qu'il pouvait se montrer indifférent au sort de la population iranienne. Donald Trump affectionne le coup d'éclat, la campagne brève suivie d'un communiqué de victoire. Rien ne dit que le cas iranien puisse s'y prêter.

Ses menaces alimentent par ailleurs d'autres interrogations. Sur le fonctionnement des institutions des Etats-Unis tout d'abord. Le président envisage en effet une opéra-

tion militaire d'une importance considérable, compte tenu de la taille de l'Iran et des conséquences géopolitiques d'une telle décision, sans le moindre vote du Congrès, qui dispose seul du pouvoir de déclarer la guerre. L'invasion désastreuse de l'Irak, en 2003, avait au moins été précédée par un vote du Congrès, après débat, en faveur d'une intervention militaire.

De même, une telle attaque dépourvue d'un blanc-seing des Nations unies serait évidemment illégale du point de vue du droit international, aucune légitime défense ne pouvant être avancée par Washington pour la justifier. La détestation légitime que suscite le régime iranien ne doit pas masquer une évidence. A l'heure du grand dérèglement international, ceux qui considèrent que la fin justifie les moyens ne pourront que se taire lorsque la force dépourvue du moindre garde-fou s'exercera à leurs dépens.



avec AFP
25 février 2026

La Syrie confirme des "évasions massives" dans son plus grand camp de familles de jihadistes

Le ministère syrien de l'Intérieur a annoncé, mercredi, que des milliers de proches de jihadistes de l'organisation État islamique avaient fui le camp d'al-Hol. "Plus de 138 ouvertures" ont été constatées dans le mur d'enceinte, long de 17 km, après le retrait, fin janvier, des troupes kurdes dans le cadre d'un accord "global" avec Damas.

Des milliers de proches de jihadistes de l'organisation État islamique (EI) se sont évadés du camp d'al-Hol, en Syrie, après le retrait des troupes kurdes fin janvier, a confirmé le ministère syrien de l'Intérieur, mercredi 25 février.

"Lorsque nos forces sont arrivées, elles ont constaté des cas d'évasion collective, en raison de l'ouverture du camp de façon aléatoire", a déclaré le porte-parole du ministère, Nouredine al-Baba, lors d'une conférence de presse.

Al-Hol, le plus grand camp de proches de jihadistes de l'EI dans le nord-est de la Syrie, était contrôlé par les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes). Elles s'en étaient retirées le 20 janvier sous la pression militaire de Damas.

Les forces de sécurité syriennes en ont pris le contrôle quelques heures plus tard. "Les FDS se sont retirées de

façon soudaine, sans coordination et sans en informer au préalable" les autorités syriennes ou la coalition internationale antijihadiste, a affirmé le porte-parole.

Une "situation de chaos"

Il a fait état d'une "situation de chaos" après le retrait kurde, ajoutant que "plus de 138 ouvertures" avaient été constatées dans le mur d'enceinte du camp, long de 17 km, ce qui a facilité les évasions "à travers des réseaux". Des milliers de femmes et d'enfants se sont enfuis du camp pour une destination inconnue après le retrait des forces kurdes.

Al-Hol abritait, selon le porte-parole, 23 500 personnes, pour la plupart des Syriens et des Irakiens. Environ 6 500 étrangers de 44 nationalités vivaient dans l'Annexe, une section de haute sécurité du camp.

Les autorités ont évacué les familles restantes du camp la semaine dernière vers un autre site du nord de la Syrie.

Concernant les prisons de jihadistes eux-mêmes, l'armée américaine a achevé le transfert de plus de 5 700 détenus de Syrie vers l'Irak, pour garantir leur surveillance après le retrait des forces kurdes qui les gardaient.

l'Opinion

Angus Loten
25 février 2026

Le Pentagone alerte sur les risques d'une opération militaire d'ampleur contre l'Iran

WASHINGTON — Le Pentagone ne cache pas son inquiétude concernant une campagne militaire prolongée contre l'Iran et a fait savoir au président Trump que les plans de guerre envisagés comportaient des risques, notamment en termes de pertes humaines pour les États-Unis et leurs alliés, et d'épuisement des défenses aériennes comme des troupes.

Le général Dan Caine, président du comité des chefs d'état-major, a beaucoup insisté sur ces points auprès du département de la Défense et lors des réunions du Conseil

national de sécurité, affirment des responsables actuellement ou précédemment en poste, et d'autres dirigeants du Pentagone ont également fait part de préoccupations similaires.

Ces discussions sont habituelles lors de la planification d'opérations militaires, expliquent certains responsables. Ils soulignent que les autorités militaires, en particulier le président du comité des chefs d'état-major, fournissent des estimations prudentes du nombre de victimes potentielles et des autres coûts liés à ces opérations.

Les attaques envisagées contre l'Iran pourraient prendre la forme de frappes ciblées ou d'une campagne aérienne de plusieurs jours afin de renverser le régime. Toutes les options comportent des risques, mais une campagne prolongée pourrait notamment entraîner des pertes importantes au niveau des forces américaines et des stocks de munitions, et rendre plus difficile de protéger les alliés de la région si l'Iran parvenait à riposter, expliquent des responsables. Si les États-Unis utilisent de grandes quantités de munitions de défense aé-

rienne et d'autres équipements dont les réserves sont limitées, la préparation d'un éventuel conflit avec la Chine pourrait également en pâtir.

Les responsables affirment que les problèmes soulevés par Caine, considéré par beaucoup comme un conseiller de confiance de Trump, et d'autres facteurs permettront au président de décider s'il faut attaquer l'Iran et comment. Ils précisent que Trump n'a pas encore pris sa décision. Les États-Unis ont rassemblé la plus grande puissance aérienne au Moyen-Orient depuis la guerre en Irak de 2003,

y compris un groupe aéronaval. Un deuxième porte-avions se trouve actuellement en Méditerranée.

« Le général Caine est un professionnel très respecté dont la mission consiste à fournir des informations impartiales au commandant en chef, ce qu'il fait à la perfection », souligne Anna Kelly, porte-parole de la Maison Blanche. « Le président Trump écoute l'avis de tous les membres de son équipe de sécurité nationale, mais c'est toujours lui qui prend la décision finale. »

« Le général Caine, comme nous tous, préférerait qu'il n'y ait pas de guerre, mais s'il décide qu'il faut intervenir militairement contre l'Iran, c'est qu'il estime que la victoire sera facile », a déclaré Trump lundi soir sur le réseau social Truth Social, après la publication d'articles dans les médias sur les avertissements de Caine.

L'administration Trump poursuit ses négociations avec l'Iran afin de conclure un accord qui, selon les Etats-Unis, empêcherait Téhéran de se doter de l'arme nucléaire, ce que les dirigeants iraniens nient vouloir faire, tout en limitant son programme de missiles balistiques et son soutien aux milices régionales telles que le Hezbollah et le Hamas. La prochaine réunion est prévue jeudi à Genève, selon des responsables. L'Iran devrait y présenter sa position à Steve Witkoff, l'envoyé spécial de Donald Trump, et à Jared Kushner, gendre du président.

L'Iran menace de riposter aussi durement que possible à toute attaque américaine. La semaine dernière, le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, a déclaré que ses forces étaient capables de couler un navire de guerre américain.

Signe d'une inquiétude croissante quant à la manière dont l'Iran et ses alliés régionaux pourraient réagir à des frappes américaines, le département d'Etat a annoncé lundi l'évacuation du personnel non essentiel et des familles des employés de l'ambassade américaine au Liban. Washington craint depuis longtemps que des milices soutenues par Téhéran ne s'en prennent à des cibles américaines et à ses ressortissants à l'étranger si les Etats-Unis décident de frapper.

Toute opération militaire comporte des risques, mais une campagne prolongée contre l'Iran serait probablement la plus complexe et la plus dangereuse jamais menée par Trump, avec le risque d'entraîner les Etats-Unis dans une guerre plus large au Moyen-Orient.

Le général Caine, qui a occupé des postes dans les projets hautement classifiés du Pentagone et à la CIA, se montre prudent dans son évaluation des conséquences d'une opération contre l'Iran, précisent des responsables actuellement en poste ou qui l'ont été.

Un porte-parole du général Caine affirme que, dans son rôle de conseiller militaire auprès du président, du secrétaire à la Défense et du Conseil national de sécurité, le président du comité des chefs d'état-major présente aux dirigeants civils les différentes options militaires, et les risques associés.

C'est Axios qui a été le premier à révéler les avertissements du général Caine.

Lors d'une attaque contre l'Iran, les pilotes américains seraient exposés aux défenses aériennes du pays en cas de bombardements mul-

tiples, selon des responsables. Les missiles iraniens pourraient viser les troupes américaines stationnées dans des bases à travers le Moyen-Orient. L'Iran pourrait également prendre pour cible les populations des villes israéliennes à l'aide de missiles et de drones, comme il l'a fait lors de la guerre de douze jours qui l'a opposé à Israël et aux Etats-Unis en juin dernier.

Certains responsables indiquent que les Etats-Unis s'attendent à ce que l'Iran engage toutes ses ressources pour protéger le régime, et que l'arsenal américain ne dispose d'intercepteurs en quantité suffisante pour contrer les salves de missiles iraniens que pour une durée d'environ deux semaines, ce qui mettrait à rude épreuve les stocks déjà limités de munitions Patriot, Thaad et SM-3.

Ces dernières semaines, les Etats-Unis ont pris des mesures pour renforcer leurs défenses aériennes au Moyen-Orient en envoyant des systèmes antimissiles Thaad et Patriot supplémentaires en Jordanie, au Koweït, au Qatar, en Arabie saoudite, à Bahreïn et en Israël, comme l'a rapporté le Wall Street Journal. L'armée américaine a également déployé treize destroyers lance-missiles dans les eaux du Moyen-Orient et de la Méditerranée afin de neutraliser les menaces iraniennes, selon un responsable de la Marine.

Le Pentagone a fait part en juin dernier de ses inquiétudes concernant la capacité en munitions des Etats-Unis, période à laquelle l'armée américaine aidait à défendre Israël contre les tirs de missiles iraniens. Ce conflit a révélé des lacunes alarmantes dans les stocks de missiles intercepteurs américains.

Les réserves de munitions

ont aussi été fortement entamées quand les Etats-Unis ont mené une campagne de bombardements de près de deux mois contre les rebelles houthis soutenus par l'Iran au Yémen au printemps 2025. A l'époque, les responsables de la défense cherchaient à préserver leurs munitions en vue d'une éventuelle guerre contre la Chine et refusaient de gaspiller leurs rares armes contre un groupe qualifié de terroriste par Washington qui menaçait alors une voie maritime essentielle en mer Rouge.

Les responsables de la marine soulignent en outre les contraintes et les coûts potentiels d'un déploiement prolongé du porte-avions USS Gerald R. Ford dans l'éventualité de frappes contre l'Iran. Le Ford, plus grand navire de guerre américain, est en mer depuis juin dernier et devrait bientôt atteindre onze mois de déploiement, ce qui constituerait un record de durée pour une mission continue d'un navire de guerre américain. Le porte-avions a connu des problèmes liés aux eaux usées, les marins sont épuisés et certains envisagent même de quitter la marine une fois leur mission terminée.

Le surmenage des équipages a déjà provoqué des erreurs et des accidents. En avril et mai 2025, vers la fin d'un déploiement de huit mois, le porte-avions USS Harry S. Truman a perdu plusieurs avions de chasse alors qu'il ripostait aux attaques des rebelles houthis en mer Rouge. Une enquête de la marine a imputé la responsabilité de cet incident au rythme intensif de la mission.

Certains responsables indiquent que les Etats-Unis s'attendent à ce que l'Iran engage toutes ses ressources pour protéger le régime

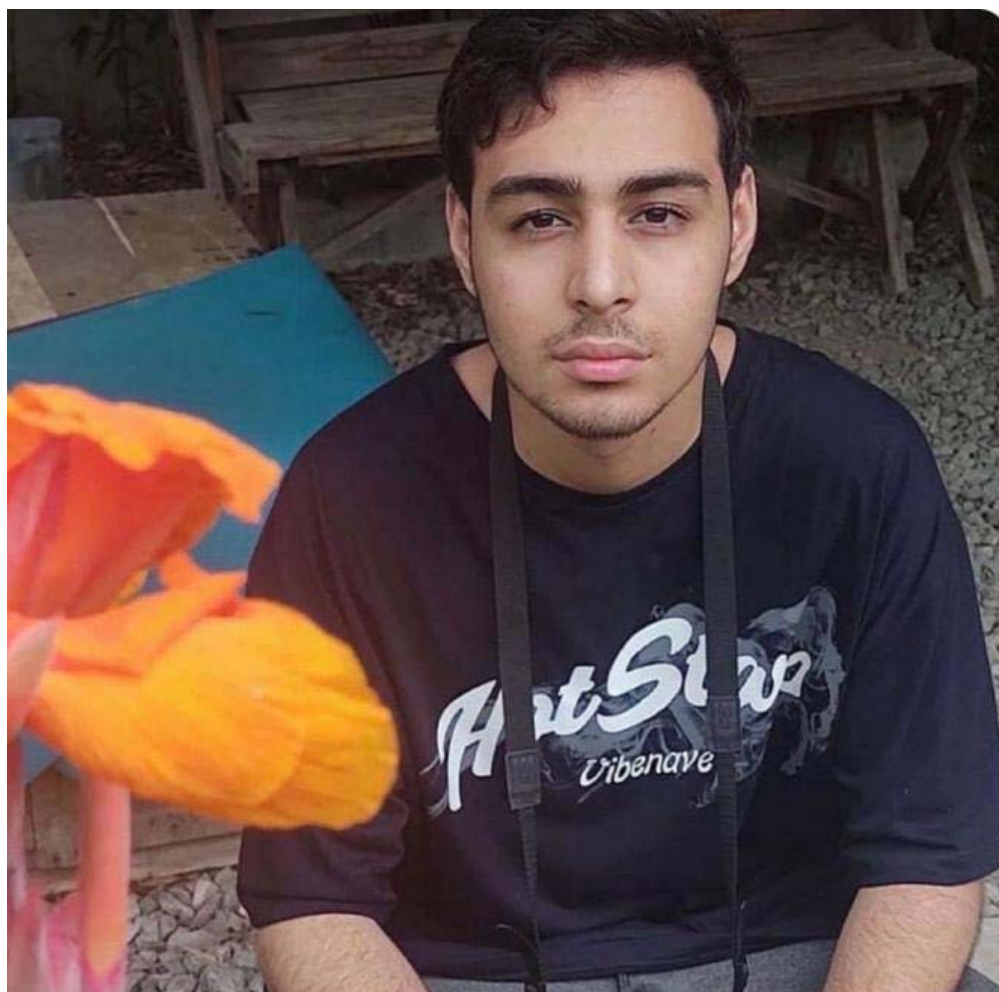
En Iran, le régime multiplie les condamnations à mort

Sept jeunes Iraniens ont été condamnés à mort après les manifestations de janvier, tandis que des milliers d'autres ont été arrêtés. Entre procès expéditifs, aveux forcés et conditions de détention inhumaines dans les prisons de Téhéran, la justice est mise au service de la répression.

Pendant trois semaines, le père de Mohammad-Amin Biglari, 19 ans, a cherché le corps de son fils à la morgue de Kahrizak, dans le sud de Téhéran, parmi des milliers d'autres corps, ainsi que dans les hôpitaux de la capitale iranienne. En vain. Le jeune homme, employé dans un salon de coiffure de la ville, avait disparu le soir du 8 janvier, date à laquelle la nouvelle vague de contestation a pris de l'ampleur en Iran. Ce sont d'anciens détenus récemment libérés de la prison de Ghezel Hesar (située à 40 kilomètres à l'ouest de Téhéran) qui ont finalement informé la famille que le jeune homme y était incarcéré.

Le 8 février, sa condamnation à mort a été annoncée – en même temps que celle de six autres jeunes Iraniens poursuivis dans le même dossier – par le juge Abdolqassem Salavati, magistrat connu pour sa sévérité à l'égard des prisonniers politiques. [L'ONG Amnesty International a, de son côté, alerté sur le risque d'exécution d'au moins 30 manifestants en Iran, dont plusieurs mineurs.](#)

« C'est inédit, autant de condamnations à mort. Les autorités sont en train de se déchaîner. Le but est de terroriser », confie un connaisseur de la justice iranienne. « Tant que la menace d'une attaque américaine plane, la machine des exécutions ne va pas totalement être enclenchée. Si le régime se sta-



Mohammad-Amin Biglari, 19 ans, employé dans un salon de coiffure à Téhéran, fait partie des jeunes Iraniens condamnés à mort. COLLECTION PARTICULIÈRE

bilise et que cette pression disparaît, beaucoup [de prisonniers] seront pendus », estime-t-il. [Le président américain, Donald Trump, a déployé des moyens militaires inédits dans la région depuis l'invasion de l'Irak en 2003 et menace l'Iran d'une intervention si les négociations en cours entre les deux pays venaient à échouer.](#)

« Véritable abomination »

Le mouvement, qui a émergé fin décembre 2025 sur fond de crise économique en Iran, a rapidement pris une dimension politique, avec des appels à la chute du régime. Il a connu une répression d'une ampleur inédite : [l'ONG Human Rights Activists News Agency \(Hrana\) a recensé](#)

7 007 morts du côté des manifestants, dont 236 enfants, et cherche à confirmer 11 744 décès. L'ONG a, par ailleurs, documenté 53 777 arrestations, et parmi elles celles de 555 mineurs.

Pour les sept condamnés à mort, les chefs d'accusation incluent « inimitié envers Dieu » (« moharebeh »), « corruption

sur terre », incendie de biens publics et « collusion en vue de porter atteinte à la sécurité intérieure et extérieure ».

Les accusés n'ont pas eu accès à l'avocat de leur choix durant l'enquête ni au procès en première instance ; leurs dossiers avaient été confiés à des commis d'office, parfois de mèche avec les autorités. Après un appel auprès de la Cour suprême, les avocats choisis par les familles des accusés ont enfin obtenu le mandat pour les représenter. « Nous n'avons pas été autorisés à consulter le dossier, a déclaré, au média iranien Emtedad, l'avocat Hassan Aghakhani qui, avec, Maryam Sadrnia, représente Mohammad-Amin Biglari. L'avocat commis d'office a informé la famille que mon client aurait avoué les faits qui lui sont reprochés, sans toutefois préciser la nature de ces prétendus aveux. »

Les sept Iraniens ont été condamnés à mort dès le lendemain de leur comparution, et la peine a été confirmée en appel le jour suivant. « C'est extrêmement inhabituel. Cette rapidité traduit une volonté manifeste des autorités d'accélérer l'ensemble de la procédure », explique la même source. Dans la majorité des cas, les condamnations à mort prononcées par le juge Salavati sont confirmées par la Cour suprême en cassation. Un élément angoissant de plus pour les familles. « Alors qu'en principe, cette juridiction met de deux à trois ans pour examiner un dossier impliquant la peine capitale, cela pourrait aller plus vite pour Mohammad-Amin Bilgari et les autres, comme pour Mohsen Shekari », analyse cet expert. Arrêté à la fin du mois de septembre 2022, lors du mouvement Femme, vie, liberté, ce dernier avait été pendu en décembre pour avoir incendié une poubelle à Téhéran pendant une manifestation.

Le 19 février, la télévision d'Etat a diffusé les aveux filmés des sept hommes qui expliquent avoir pris part dans une manifestation, le 8 janvier. Ces confessions forcées – une pratique courante dans la République islamique d'Iran – constituent, selon Hrana, « un outil systématique d'intimidation et de contrôle du récit, dans un contexte de surveillance étroite et de fortes restrictions médiatiques ». Les jeunes hommes, visages floutés, évoquent un rassemblement devant une base des bassidji (la milice religieuse), dans l'est de Téhéran : une porte forcée, des motos sorties des locaux puis brûlée. Plus tard, l'entrée du bâtiment a été incendiée par des individus que la télévision iranienne présente comme des éléments liés aux ennemis israéliens et américains de l'Iran.

Selon cette même vidéo d'aveux forcés, il apparaît que les sept manifestants condamnés à mort n'ont ni détruit ni incendié le bâtiment. Dès lors, comment expliquer leur condamnation à mort ? Depuis Téhéran, la même source affirme : « C'est l'arbitraire total, une véritable abomination. Les récits des témoins, ainsi que les vidéos d'aveux forcés, indiquent que ces sept Iraniens n'ont joué aucun rôle dans l'incendie. »

« Un nouveau virus »

Dans les prisons de Téhéran, ceux qui ont été libérés sous caution décrivent des conditions de détention difficiles. Amir (un pseudonyme pour le protéger d'éventuelles représailles) a été arrêté, le 8 janvier, en marge d'une manifestation, puis relâché à la mi-février après le versement d'une caution de 26 000 euros, soit cinq cents fois le salaire minimum. « Dans la grande prison de Téhéran [située au sud de la capitale], chaque chambre était équipée de cinq lits superposés à trois niveaux. De 36 à 37 personnes étaient

entassées dans chaque chambre. Les autres dormaient à même le sol ou dans les couloirs. »

Les prisonniers blessés qu'Amir a croisés n'étaient pas ou peu soignés. Parmi eux, au moins dix avaient reçu des balles. « L'un est arrivé à la prison avec une balle dans la jambe. Sa blessure a simplement été recouverte d'un bandage. Il n'a reçu aucun médicament et continuait à saigner. Il est resté ainsi pendant un mois, explique Amir, contacté sur une messagerie cryptée. Un autre avait les deux jambes blessées et ne pouvait pas marcher ; lui non plus n'a pas été transféré à l'hôpital. »

Certains de ses codétenus avaient été arrêtés pour avoir transporté des blessés vers des hôpitaux, dont des chauffeurs de taxi. D'autres avaient été arrêtés dans la rue à la suite de contrôles de leurs téléphones, pour avoir conservé des images des manifestations, ou parce qu'ils suivaient des médias iraniens basés à l'étranger. A l'inverse, il cite le cas d'un homme, arrêté le 8 janvier, accusé d'avoir été formé par des ennemis de l'Iran et présenté comme un « leader » des manifestations, puis condamné à deux ans de prison. Il n'avait pas de téléphone sur lui, une précaution courante chez les manifestants et désormais interprétée comme une preuve de culpabilité.

Une Iranienne, récemment libérée d'un centre de détention dont elle ignore toujours la localisation, confirme ces pratiques. Après un passage par la prison d'Evin, située dans le nord de Téhéran, Assal (un pseudonyme) a été transférée vers ce lieu inconnu. « C'était un grand bâtiment. Moi, j'étais au sous-sol, dans une petite pièce avec trois autres personnes. Nous dormions toutes par terre. »

Durant la dizaine de jours qu'elle a passés derrière les barreaux, elle a côtoyé des jeunes filles de 19 ans comme des femmes de 70 ans. « Certaines avaient été arrêtées pour avoir utilisé une antenne de Starlink [permettant de se connecter à l'Internet libre, mais interdite en Iran], participé aux manifestations ou aidé des blessés. D'autres étaient avocates, médecins ou optométristes. Nous étions trop nombreuses et, chaque soir, de nouvelles détenues arrivaient », précise Assal, contactée sur une messagerie cryptée.

Ses interrogatoires ont commencé le septième jour. Dix heures par jour, les yeux bandés, elle devait se tenir face à un mur, tandis que deux hommes assis derrière elle l'interrogeaient. « Le but était de me faire peur et de me pousser à dire que je regrettais toutes mes années d'activisme politique. Ils menaçaient d'arrêter mes parents. Mes codétenues étaient menacées de l'arrestation de leurs enfants, de leurs frères et sœurs ou de leur mari. »

Un avocat, en contact permanent, à Téhéran, avec des accusés poursuivis pour des charges sécuritaires et politiques, décrit ainsi la situation dans les prisons de la capitale : « Beaucoup [de détenus] souffrent d'un nouveau virus provoquant de graves bronchites. Tout le monde tousse et il n'y a pas de médicaments. La nourriture est insuffisante. » Il évoque également la violence des arrestations menées par les bassidji et les gardiens de la révolution. Amir confirme : « La plupart de ceux qui avaient été arrêtés par ces forces. L'un d'eux avait été frappé avec un bâton, jusqu'à ce qu'il se casse. »

Pinar Selek, la sociologue poursuivie avec acharnement par l'Etat turc car elle « s'intéresse à toutes les réalités que le pays ne veut pas voir »

Depuis vingt-huit ans, la sociologue turque, aujourd'hui universitaire en France, est prétendue complice d'un accident maquillé en attentat. Elle a connu la torture et la prison, avant de devoir s'exiler.

D'autres auraient peut-être lâché prise, tourné la page, dessiné de nouveaux sentiers vers un ailleurs meilleur. Pas elle. Voilà vingt-huit ans que la justice turque s'acharne à poursuivre la sociologue Pinar Selek pour un attentat qui n'a jamais existé et pour une enquête sur le mouvement kurde remontant à la fin du siècle dernier. Vingt-huit années durant lesquelles elle a été tour à tour torturée, passible de la peine de mort, puis de la prison à vie, avant d'être acquittée quatre fois et poursuivie par contumace pour terrorisme dans un cinquième procès depuis son exil en France, où elle enseigne aujourd'hui à l'université Côte d'Azur, à Nice.

A la voir sourire, dans ce café de Marseille où nous la retrouvons, on devine sans peine, sous le vernis de la bonne humeur, un parcours en forme de ligne brisée empreint d'une sourde détermination. **Pinar Selek** a 54 ans ; elle fume ses cigarettes à la chaîne, dit dormir peu, moins de quatre ou cinq heures par nuit, et parle d'une voix douce et brute à la fois, de celles qui font comprendre en filigrane que les mots, comme les coups, peuvent faire mal : « *Je vis un cauchemar depuis mon arrestation en 1998, une sorte de premier rôle dans un mauvais film, mais ils ne me fatigueront pas.* »

« *Ils* », ce sont tous ces cer-

cles et nébuleuses nationalistes gravitant dans les rouages de l'Etat turc, ces officines judiciaires et forces de sécurité qui se perpétuent au plus profond du système, quels que soient l'époque et le gouvernement en place. « *Le temps file, la société*



Laurent Carré/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

turque change, mais, eux, ils restent », souffle-t-elle. Autrice d'une douzaine de livres, Pinar Selek n'a cessé d'écrire, avant et après son incarcération. A travers des romans, des essais et des contes, elle a déployé sa plume sur la masculinité et le service militaire, les marginalités comme la prostitution, les personnes transgenres et les enfants des rues. En 2014, elle a soutenu à l'université de Strasbourg sa thèse sur les mouvements sociaux turcs. L'année suivante sortait un livre sur le déni du **génocide arménien** (*Parce qu'ils sont arméniens*, éd. Liana Levi, 2015).

Ecouter aujourd'hui cette fille d'une pharmacienne et d'un avocat engagé d'Istanbul revient à toucher du doigt les failles de la Turquie. Un journaliste a dit un jour d'elle : « *On veut brûler la sorcière qui s'est attaquée à tous les tabous.* » Dans le quotidien d'opposition *Radikal*, fermé depuis 2016, le politologue et militant des droits de l'homme

Baskin Oran avait ajouté : « *On s'acharne à ce point contre elle parce qu'elle s'intéresse à toutes les réalités que le pays ne veut pas voir. En plus, elle est une féministe, pire : antimilitariste.* »

Le seul sujet sur lequel Pinar

de son corps : « *Je n'ai pas parlé sous la torture, je n'ai livré aucun nom. J'ai tout enfoui, imprimé en moi. C'est comme si ce matériau s'était enraciné jusque dans mes cellules. Le plus tragique de cette histoire : son effacement de ma mémoire.* »

Le tabou kurde

Pinar Selek ne dit pas pourquoi, en 2025, elle s'est mise à écrire en retissant les liens rompus de son histoire. C'est tout juste si elle évoque subrepticement, dans son livre, **les négociations en cours depuis plus d'un an entre le pouvoir turc et le PKK**, qui a annoncé **sa dissolution**. Sans oublier non plus cette dimension plus personnelle : « *Je n'étais ni kurde ni arménienne. Profiter, comme s'ils étaient naturels, des privilèges d'être turque me confortait... Je n'avais pas fait attention. Je ne suis pas coupable de cette histoire, mais j'ai une responsabilité. Je la prends aujourd'hui.* »

Tout a commencé en 1995. Pinar Selek est étudiante à Istanbul. A l'époque, le pays est déchiré par un conflit qu'on ne nomme pas. La langue kurde est interdite, l'histoire et l'identité de ce peuple sont niées. Elle travaille essentiellement sur des sujets considérés comme marginaux. Ainsi, sa dernière étude porte sur un réseau constitué par des personnes sans domicile. En dehors des cours, grâce à des étudiants kurdes rencontrés à l'université, elle découvre peu à peu la réalité de leur culture, un horizon nouveau.

La résistance de cette communauté soumise à une intense

Selek était restée silencieuse vient de faire l'objet d'un livre, paru le 6 février en France aux éditions Université Paris Cité. Un texte court, au titre on ne peut plus évocateur : *Lever la tête. La recherche interdite sur la résistance kurde* (180 pages, 15 euros). Pour la première fois, la sociologue s'est décidée à reconstituer son travail universitaire entrepris dans les années 1990, dans le Sud-Est turc. Celui-là même qui lui a valu son arrestation, la saisie de ses notes d'entretien et cette bascule dans un abîme de violences.

« *Toutes ces années, il m'a été impossible d'écrire sur cette recherche qu'ils m'ont arrachée, glisse-t-elle. Ce matériau, fait d'interviews avec les habitants de la région et des sympathisants d'alors du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan, mouvement kurde en guérilla contre l'Etat turc depuis 1984], est devenu l'objet d'un délit politique.* » D'une douleur, aussi, au plus profond

répression l'intrigue. « *Cette guerre, commencée dans les années 1980, s'accompagnait d'une participation populaire sans précédent : malgré les 35 000 prisonniers politiques, la torture systématique, les disparitions quotidiennes, de plus en plus de jeunes Kurdes gagnaient le maquis. Mais il était interdit d'en parler.* »

Décidée à enquêter sur place, elle pose dans un carnet la première question de sa recherche sociologique : comment expliquer la mobilisation inédite en Turquie autour du mouvement kurde ? Ses voyages dans le Sud-Est se multiplient. Elle apprend le kurde, réalise une soixantaine d'entretiens. « *Tout ça, j'ai réussi à le faire dans un climat d'inquiétude constante et d'autocensure.* » Dans ses lectures, le cas d'Ismail Besikçi revient de façon récurrente : ce sociologue turc, né en 1939, a passé de nombreuses années en prison durant cette période, en raison de ses travaux sur la population kurde. Depuis, aucune étude n'a abordé ce sujet.

Par précaution, elle décide de ne pas garder les enregistrements, mais de les retranscrire en les présentant avec de faux noms et lieux, avant de les détruire. « *Le tissu social des villages se déchirait*, écrit-elle. *J'ai beaucoup bougé. J'ai eu peur. Partout, je sentais la mort.* » L'époque est à ce que l'on a appelé plus tard la « sale guerre ». Entre 1992 et 1995, le bilan établi par l'ONG turque Human Rights Association fait état de plus de 20 000 civils tués et de 3 700 villages évacués. Au printemps 1998, Pinar Selek se retire du terrain, le temps d'entamer la phase d'écriture de son mémoire. Elle en parle au téléphone à ses amis et collègues, sans se douter qu'elle est sur écoute.

Electrochocs durant une semaine

Son arrestation a lieu le 11 juillet

1998, à Taksim, en plein cœur d'Istanbul, par des hommes en civil. Ils l'emmènent au poste, lui bandent les yeux et retirent ses vêtements. La seule chose qui intéresse les policiers est sa recherche : ils veulent les noms, les lieux des rencontres, et qu'elle « *laisse pourrir* » son travail ; surtout, qu'elle ne publie rien. Comme elle refuse, ils la frappent, l'insultent, lui infligent des électrochocs dans les oreilles, sur la tête. La voici bientôt suspendue au mur, les mains liées dans le dos. Tout craque et se déchire. Elle s'évanouit. Au réveil, le supplice recommence. Sept jours et sept nuits. Ses tortionnaires lui lisent des passages de ses carnets, et lui parlent de son père, Alp Selek, qu'ils semblent honnir pour avoir fait condamner plusieurs policiers accusés de crimes. Ils menacent de la tuer.

Son père, justement, finit par arriver. « *Si elle nous donne deux noms, elle peut partir avec vous* », proposent-ils. Lui refuse. La jeune femme est conduite en prison, dans un dortoir de prisonnières politiques kurdes. « *Pour que je continue ma recherche ?*, feint-elle de s'interroger. *Je n'y pense même pas.* »

Les détenues lui prodiguent des soins, caressent le peu de cheveux qu'il lui reste, la lavent. Elle se remet lentement. Au bout de plusieurs semaines, elle apprend qu'elle est incarcérée pour « *aide à une organisation terroriste* ». Mais le calvaire n'en est qu'à son début. Le 20 août 1998 au soir, en regardant la télévision avec ses codétenues, elle découvre sa photo affichée à l'ouverture du flash d'information. Une voix parle d'une explosion survenue au marché aux épices d'Istanbul.

L'information n'est pas inédite. Les faits datent de juillet, deux jours avant son arrestation à Taksim. Sept personnes sont mortes. La police ainsi que les experts avaient alors af-

firmé que le drame était dû à l'explosion accidentelle de bonbonnes de gaz. Or, ce soir, elle entend qu'il s'agirait d'une bombe du PKK. Un jeune garçon apparaît à l'image et lâche : « *Oui, c'est moi qui ai fait cela avec Pinar Selek.* » Le sol se dérobe sous ses pieds. Elle écrit : « *Je suppose qu'à ce moment-là l'Etat n'a pas eu le temps d'organiser un attentat. Il s'est servi de cette explosion, que l'on a grossièrement maquillée en attentat, pour l'utiliser à charge contre les Kurdes et contre moi, une chercheuse. Les autorités tiennent à me faire payer mon refus de collaborer, et à faire de moi un exemple.* »

Faux témoignage

La machine judiciaire s'emballe. Le rapport final de la police criminelle, qui confirme que rien ne permet de conclure à la présence d'une bombe, ne changera rien. Et pas davantage le fait que le garçon, lors de la première audience du procès, le 22 décembre 1998, affirme que ses aveux lui ont été arrachés sous la torture et qu'il ne connaît pas Pinar Selek. L'affaire va s'étendre au-delà du raisonnable.

Tous les deux mois, la police accompagne Pinar Selek devant les juges. Près de 200 avocats se disent prêts à organiser sa défense. Sa propre sœur, Seyda, renonce à son travail d'économiste et reprend des études de droit pour devenir avocate. Son père viendra lui aussi, jusqu'à aujourd'hui, à toutes les audiences.

En 2000, Pinar Selek obtient une libération provisoire, après une nouvelle expertise confirmant l'origine accidentelle de l'explosion. Le jour de sa sortie de prison, il y a foule. Aux micros tendus elle dit : « *Si l'on m'a emprisonnée pour mon travail de recherche, qui tentait de décrypter la guerre, alors je m'engagerai à redoubler d'efforts pour la paix.* » Le

procès, lui, continue, le parquet n'ayant pas retiré l'accusation.

Le 8 juin 2006, le tribunal prononce un premier acquittement. Le procureur fait appel, et l'affaire est renvoyée en cassation, malgré l'absurdité de la situation : le parquet n'a pas fait appel de l'acquittement prononcé en faveur du jeune homme qui a accusé Pinar Selek, mais persiste à se fonder sur ses supposés aveux.

Quand la sociologue est acquittée une deuxième fois, en 2008, le procureur fait de nouveau appel. La Cour de cassation, qui demande son incarcération à perpétuité, estime qu'il serait prudent de l'emprisonner préventivement. C'en est trop : le 7 avril 2009, Pinar Selek décide de s'exiler en Allemagne, puis en France.

A Istanbul, [après un quatrième acquittement en 2014](#), le procureur fait encore appel, et le dossier est envoyé, cette fois, à la Cour suprême, qui attend jusqu'en janvier 2023 pour annuler son acquittement et... lancer un mandat d'arrêt international. Depuis, six audiences ont eu lieu. Avec, chaque fois, le même rituel dans l'immense et glacial palais de justice de Çaglayan, sur la rive européenne de la ville : d'abord, la haie de policiers chargés de bloquer les accès à la salle ; puis l'arrivée d'une bonne vingtaine d'avocats entourant son père, infatigable défenseur de 96 ans. Viennent ensuite les délégations internationales avec leurs élus, députés européens et militants assis face aux juges quasi silencieux, les visages masqués par les écrans d'ordinateur. La dernière audience, en octobre 2025, a duré moins d'une demi-heure, soit à peine plus que la précédente. La cour a renvoyé au 2 avril la poursuite du procès. En attendant, on pense à une phrase que Pinar Selek aime à répéter : « *Je suis un tout petit point dans un grand tableau.* »

Nucléaire : l'Iran dénonce les « mensonges » de Donald Trump, après son discours sur l'état de l'Union

Quelques heures plus tôt, le président des Etats-Unis avait affirmé, lors de son discours de politique générale devant le Congrès, que l'Iran avait « déjà développé des missiles qui peuvent menacer l'Europe et nos bases » militaires et travaillait à concevoir des missiles « qui pourront atteindre bientôt les Etats-Unis ».

L'Iran a rejeté mercredi 25 février de « *gros mensonges* » américains, après que Donald Trump l'a accusé de développer des missiles capables de frapper les Etats-Unis et de poursuivre ses « *sinistres ambitions nucléaires* ». Les Etats-Unis, qui ont multiplié les menaces d'attaque en cas d'échec de la diplomatie, ont déployé un dispositif militaire massif dans la région du Golfe.

Avant **de nouveaux pourparlers entre les deux pays** prévus jeudi à Genève, sous médiation omanaise, le président américain a toutefois affirmé privilégier la voie diplomatique alors que Téhéran estimait qu'un accord était « *à portée de main* ».

« *Tout ce qu'ils avancent au sujet du programme nucléaire iranien, des missiles balistiques de l'Iran et du nombre de victimes lors des troubles de janvier n'est rien d'autre que la répétition de gros mensonges* », a déclaré mercredi sur X le porte-parole du ministère des affaires étrangères iranien, Esmaeil Baghaei.

Quelques heures plus tôt, Donald Trump avait affirmé, lors de son discours de politique générale devant le Congrès, que l'Iran avait « *déjà développé des missiles qui peuvent menacer l'Europe et nos bases* » mili-



Une image satellite montre un nouveau toit recouvrant un bâtiment précédemment détruit (au centre), sur le site nucléaire de Natanz (Iran), le 30 janvier 2026. PLANET LABS PBC VIA REUTERS

taires et travaillait à concevoir des missiles « *qui pourront atteindre bientôt les Etats-Unis* ».

Un accord à portée de main, à condition de diplomatie

« *Ils (...) poursuivent à l'heure actuelle leurs sinistres ambitions nucléaires* », a ajouté le président américain, qui tente d'arracher un accord garantissant notamment que l'Iran ne se dote pas de l'arme atomique. « *Ma préférence va à une résolution de ce problème par la diplomatie, mais une chose est sûre : je ne permettrai jamais au principal soutien mondial du*

terrorisme (...) de se doter d'une arme nucléaire », a-t-il poursuivi.

« *Ils veulent conclure un accord, mais nous n'avons pas encore entendu ces mots-clés : "Nous n'aurons jamais l'arme nucléaire"* », a-t-il insisté. Abbas Araghchi, avait auparavant affirmé que son pays était « *déterminé à parvenir à un accord juste et équitable – dans les plus brefs délais* ».

Il a fait état d'une « *opportunité historique de conclure un accord sans précédent qui prenne en compte* » les intérêts mutuels. « *Un accord est à portée de main, mais seu-*

lement si la diplomatie est privilégiée », a-t-il ajouté. Téhéran se défend d'ambitions nucléaires militaires, mais insiste sur son droit au nucléaire civil, en vertu du traité de non-prolifération dont il est signataire.

L'Iran et les Etats-Unis, qui ont renoué le dialogue le 6 février à Mascate (Oman), avaient tenu cinq sessions de pourparlers nucléaires l'an dernier, stoppés net par la « *guerre de douze jours* » déclenchée en juin par une attaque israélienne, durant laquelle Washington avait bombardé des sites nucléaires iraniens.

The New York Times By Christoph Koettl, Eric Schmitt,
Ashley Cai, Riley Mellen and Daniel Wood
Feb. 25, 2026

Where the U.S. Is Building Up Military Force Near Iran

President Trump has not authorized military action in Iran, but the United States has amassed a formidable presence in the region in recent weeks.

In recent weeks, the U.S. military has built up forces close to Iran, in what President Trump has referred to as an “armada.”

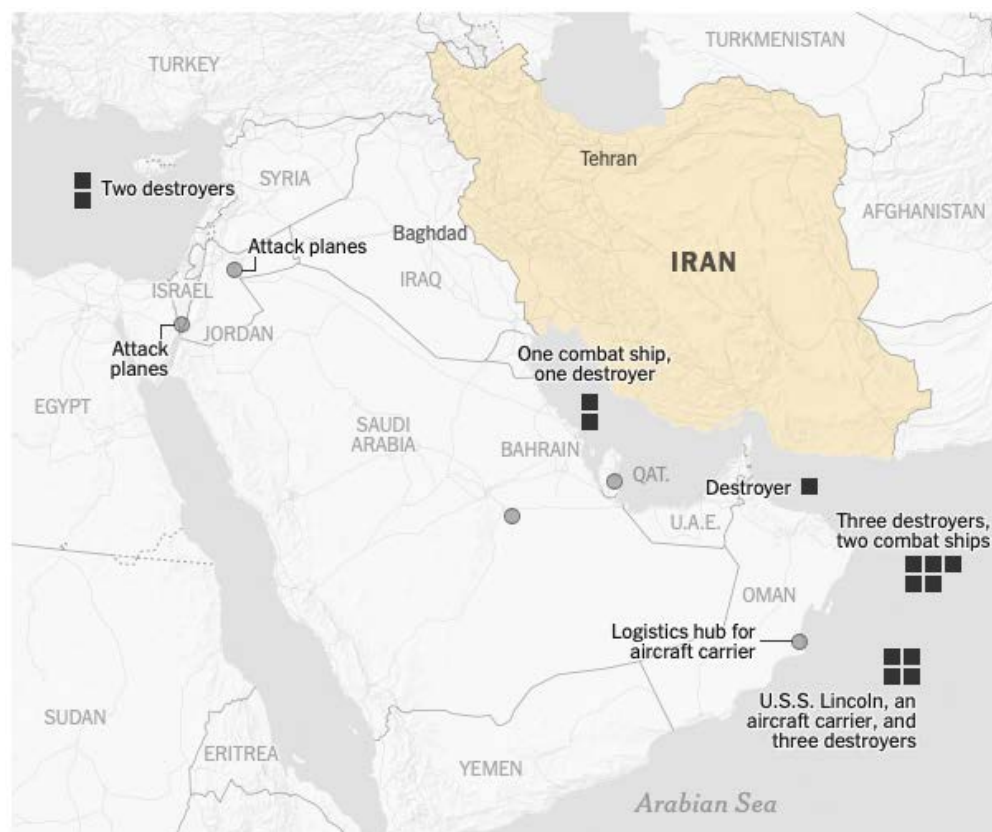
Mr. Trump is now deciding whether to take military action against Iran. But unlike last June, when the United States joined Israel in attacking nuclear sites in Iran, the president’s objectives are less clear.

The armada includes the aircraft carrier Abraham Lincoln, which is accompanied by three warships that are equipped with Tomahawk missiles and that were used to strike two of Iran’s nuclear facilities last June. The warships also carry air defenses. The carrier’s stealthy F-35 fighters and F/A-18 attack planes are well within striking distance of dozens of targets in Iran, if Mr. Trump were to order them into action.

In a major increase of firepower, the U.S. recently ordered a second aircraft carrier strike group to the region. This includes the Navy’s most advanced aircraft carrier, the U.S.S. Gerald R. Ford, and three of its accompanying destroyers. The Ford’s warplanes were used in the Jan. 3 attack on Venezuela that captured President Nicolás Maduro.

Additionally, another destroyer was sent to the Northern Arabian Sea, and one is en route, according to a Navy official, bringing the total in the wider region to 13 destroyers.

The Muwaffaq Salti Air Base in eastern Jordan appears to have become a central node for the U.S. air assets of the buildup. At



Note: Some U.S. ship locations are approximate. Source: New York Times reporting and analysis of satellite imagery, ship- and flight-tracking data. The New York Times

least two waves of attack aircraft arrived at the base between mid-January and mid-February, bringing the number there to more than 60.

In addition to the attack aircraft, four electronic warfare jets, which are used to jam radar and communications systems, arrived in Jordan at the end of January. And a Jan. 30 satellite image showed at least five MQ-9 Reaper drones at the base.

On Feb. 24, the U.S. moved 11 F-22 stealth fighter jets to the Ovda air base in southern Israel. Flight tracking data and satellite

imagery suggest that the United States is also moving additional aircraft, including refueling planes and reconnaissance aircraft equipped with sophisticated sensors and cameras, into the region. Dozens of tanker and cargo aircraft have also recently repositioned from the United States to bases spanning Europe to supply the forces in the Middle East.

And the Pentagon has dispatched more Patriot and THAAD air defenses to the region to help protect troops there from retaliatory strikes by Iranian short- and medium-range missiles. There are about 30,000 to 40,000 U.S.

troops in the region.

Long-range bombers based in the United States that could strike targets in Iran are on a higher-than-usual alert status. The Pentagon heightened the alert status in January, when Mr. Trump requested options to respond to a government crackdown on protests in the country.

Since then, several special operations, surveillance and refueling planes have been sent to the Diego Garcia military base in the Indian Ocean. The location is known as a forward deployment airfield for long-range B-2 stealth bombers.



26 février 2026

De nouveaux pourparlers organisés à Genève entre Iran et États-Unis

Une troisième session de négociations indirectes entre les États-Unis et l'Iran est organisée jeudi à Genève. La veille, le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio estimé que le refus de Téhéran de parler de son programme de missiles balistiques était "un gros problème".

L'Iran et les États-Unis se retrouvent jeudi 26 février pour une troisième session de pourparlers indirects en Suisse, avec pour objectif de sortir du flou actuel "ni guerre ni paix", selon les mots du président iranien.

Mais quelques heures avant l'ouverture de ces discussions à Genève, le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, a fait part d'"un gros problème", accusant Téhéran de refuser de parler de son programme de missiles balistiques - un dossier que souhaite aborder Washington comme la question du nucléaire.

Depuis janvier, chaque partie se dit ouverte au dialogue mais aussi prête à l'action militaire, laissant le champ ouvert à tous les scénarios.

À lire aussi: La possibilité d'une intervention en Iran divise un Congrès américain marginalisé

Le président américain Donald Trump, qui a envoyé dans le Golfe un dispositif militaire massif, répète qu'il préfère une résolution du différend par la diplomatie, mais a accusé mardi Téhéran d'avoir de "sinistres ambitions nucléaires". L'Iran a "développé des missiles qui peuvent menacer l'Europe et nos bases" militaires et cherche à en concevoir des plus puissants encore, capables "d'atteindre bientôt les États-Unis", a-t-il assuré.

Un accord à "portée de main", selon l'Iran

"Gros mensonges", a répondu le ministère iranien des Affaires étrangères, alors que l'Iran affirme avoir limité la portée de ses missiles à 2 000 km. Il dispose d'un large arsenal d'engins conçus localement, notamment des Shahab-3, qui peuvent atteindre Israël, son ennemi juré, et quelques pays d'Europe orientale.

Le sujet est au cœur de la discorde entre les deux pays ennemis : Washing-

ton veut inclure le programme de missiles balistiques dans les discussions, mais aussi la question du soutien de Téhéran à des groupes armés hostiles à Israël, ce que l'Iran refuse. La République islamique souhaite en effet limiter les négociations au volet nucléaire et exige la levée des sanctions qui étranglent son économie.

À lire aussi: Accord ou force : Trump se donne "dix jours" pour prendre une décision sur l'Iran

"Le président souhaite des solutions diplomatiques. Il les préfère, il les préfère largement. Je ne qualifierais donc pas la journée de demain (jeudi) autrement que comme une série de discussions, qui, je l'espère, seront productives, mais au final, vous savez, nous devons discuter d'autres sujets que le seul programme nucléaire", a déclaré Marco Rubio lors d'une conférence de presse à Saint-Kitts-et-Nevis.

Malgré ces divergences, l'Iran assure qu'un accord est "à portée de main", selon le chef de la diplomatie Abbas Araghchi, qui mène la délégation aux

négociations, invoquant une "opportunité historique".

"Perspective favorable"

Le président Massoud Pezeshkian a pour sa part évoqué une "perspective favorable", disant espérer sortir de "cette situation 'ni guerre ni paix'". Mais "le succès de ces négociations dépend du sérieux de l'autre partie et de sa capacité à éviter les comportements et les positions contradictoires", a souligné Abbas Araghchi dans un communiqué tôt jeudi.

Les États-Unis sont représentés par l'émissaire Steve Witkoff et le gendre du président américain, Jared Kushner, qui en parallèle doivent mener des pourparlers avec l'Ukraine, également à Genève jeudi.

L'Iran et les États-Unis ont repris le dialogue début février à Oman, pays médiateur, puis se sont retrouvées une première fois en Suisse le 17. Un précédent cycle de négociations avait été stoppé net au printemps 2025 par la guerre déclenchée par Israël contre l'Iran.



Feb. 25, 2026

Archeological site with over 100 skulls discovered in Erbil

ERBIL, Kurdistan Region - An archaeological site containing a mass grave with more than 100 human skulls and several historical artifacts has been discovered in Erbil city, local officials said on Wednesday.

The site was uncovered on February 7 during work on a service project in the Baghlumnara quarter of Erbil. Workers noticed human skeletons while excavating and alerted authorities.

"After investigation, it turned out to be an important archaeological site," Erbil Governor Omed Xoshnaw told Rudaw.

Xoshnaw said preliminary estimates suggest the mass grave and associated artifacts date back more than 1,400 years. Items recovered at the site include old coins, two bronze bracelets, two pearl necklaces, an iron ring, and four pieces of pottery jars.

Mohammed Lashkri, head of the Kurdistan Region's Antiquities and Heritage Affairs, said excavation work was initially delayed due to rain but resumed on February 13.



An archaeological site that was discovered in Erbil on February 7, 2026. Photos: Submitted

"Work is still ongoing, and 103 skulls have been found so far," he said, noting that four skulls were damaged by excavator blades before the site was identified.

"That area is known as the Kingdom of Adiabene. The kingdom is mentioned in the Chronicle of Arbil [Erbil] and dates back to the fourth and fifth centuries AD. A priest mentioned the lives of priests before him, and with the coming of the Jewish religion to the area, they may have been subjected to genocide," he said.

He added that "it may also

have been during the Sassanid period when their religion was Zoroastrianism. Or we think the army that came and overthrew the Kingdom of Adiabene may have committed genocide against these people. It is also possible that these people suffered from a disease or illness."

He stressed that investigations remain preliminary, noting that no visible signs of strikes or violent trauma have been found on the skulls. However, two jars were discovered alongside the remains, raising the possibility of poisoning.

"There is a coin and some

bracelets in the mass grave. They may be the people of the Kingdom of Adiabene," he said.

DNA samples from the remains have been sent to the interior ministry for detailed scientific examination.

Lashkri expressed hope that the Kurdistan Regional Government (KRG) would preserve the site.

"We hope the Kurdistan Regional Government will turn the site into a monument as a symbol of Erbil's archaeology and heritage and the area itself.

Syrie : après le retrait kurde du camp d'al-Hol, le ministère de l'Intérieur confirme des «évasions massives» de proches de djihadistes

Al-Hol, le plus grand camp de proches de djihadistes de l'EI dans le nord-est de la Syrie, était contrôlé par les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes).

Le ministère [syrien](#) de l'Intérieur a confirmé mercredi que des évasions massives de proches de djihadistes du groupe [État islamique](#) (EI) avaient eu lieu dans le [camp d'al-Hol](#), après le retrait fin janvier des troupes kurdes. «Lorsque nos forces sont arrivées, elles ont constaté des cas d'évasion collective, en raison de l'ouverture du camp

de façon aléatoire», a déclaré le porte-parole du ministère, Nouredine al-Baba, lors d'une conférence de presse.

Al-Hol, le plus grand camp de proches de djihadistes de l'EI dans le nord-est de la Syrie, était contrôlé par les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes). Elles s'en étaient retirées le 20 janvier sous la pression militaire de Damas et les forces de sécurité syriennes en ont pris le contrôle quelques heures plus tard. «Les FDS se sont retirées de façon soudaine, sans coordination et sans en informer au préalable» les autorités

syriennes ou la coalition internationale antidjihadiste, a affirmé le porte-parole.

«Situation de chaos»

Il a fait état d'une «*situation de chaos*» après le retrait kurde, ajoutant que «*plus de 138 ouvertures*» avaient été constatées dans le mur d'enceinte du camp, long de 17 km, ce qui a facilité les évasions «*à travers des réseaux*». Des milliers de femmes et d'enfants se sont enfuis du camp pour une destination inconnue après le retrait des forces kurdes. Al-Hol abritait selon le porte-parole 23.500 personnes, pour la

plupart des Syriens et des Irakiens. Environ 6500 étrangers de 44 nationalités vivaient dans l'Annexe, une section de haute sécurité du camp.

Les autorités ont évacué les familles restantes du camp la semaine dernière vers un autre site du nord de la Syrie. Concernant les prisons de djihadistes eux-mêmes, l'armée américaine a achevé le transfert de plus de 5700 détenus de Syrie vers l'Irak, pour garantir leur surveillance après le retrait des forces kurdes qui les gardaient.

L'Iran et les Etats-Unis mènent de nouveaux pourparlers à Genève, Téhéran répète ne pas vouloir d'arme nucléaire

Washington, qui accuse Téhéran de chercher à acquérir la bombe atomique, a déployé un important dispositif militaire dans la région sur ordre de Donald Trump, tout en poursuivant des discussions indirectes avec l'Iran.

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a assuré, jeudi 26 février, que son pays ne cherchait pas à se procurer des armes nucléaires, alors que des pourparlers indirects avec les Etats-Unis ont repris en Suisse.

« Notre guide suprême

[l'ayatollah Ali Khamenei] a déjà déclaré que nous n'aurons pas du tout d'armes nucléaires », a affirmé le président iranien lors d'un discours. « *Même si je voulais aller dans cette direction, je ne le pourrais pas ; d'un point de vue doctrinal, je n'y serais pas autorisé.* »

L'Iran et les Etats-Unis se retrouvent jeudi à Genève pour une nouvelle série de pourparlers indirects. Il s'agit du troisième cycle de discussions depuis la reprise du dialogue, début février à Oman. Depuis janvier, les deux parties se disent ouvertes à la négociation tout en affirmant

être [prêtes à une action militaire](#), laissant le champ ouvert à tous les scénarios.

Les discussions de jeudi porteront uniquement sur la question nucléaire, a fait savoir le porte-parole du ministère des affaires étrangères iranien, affirmant que

le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) devrait y participer. Une posture qualifiée de « *gros problème* » par Marco Rubio, le secrétaire d'Etat américain accusant Téhéran de refuser de parler de son programme de missiles balistiques – un dossier que souhaite aborder Washington comme la question du nucléaire.

Les missiles iraniens au cœur de la discorde

Le président américain, **Donald Trump**, qui a envoyé dans le Golfe un dispositif militaire massif, répète qu'il préfère une résolution du différend par la diplomatie, mais a accusé, mardi, Téhéran d'avoir de « *sinistres ambitions nucléaires* ». L'Iran a « *développé des missiles qui peuvent menacer l'Europe et nos bases* » militaires et cherche à en concevoir des plus puissants encore, capables « *d'atteindre bientôt les Etats-Unis* », a-t-il assuré.

« *Gros mensonges* », a répondu le ministère des affaires étrangères iranien, alors que l'Iran affirme avoir limité la portée de ses missiles à 2 000 kilomètres. Il dispose d'un large arsenal d'engins conçus localement, notamment des Shahab-3, qui peuvent atteindre Israël, son ennemi juré, et quelques pays d'Europe orientale.



Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi (à gauche), avec son homologue omanais, Badr Al-Boussaïdi, à Genève (Suisse), le 25 février 2026. MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES IRANIEN/WANA VIA REUTERS

Le sujet est au cœur de la discorde entre les deux pays ennemis : Washington veut inclure le programme de missiles balistiques dans les discussions, mais aussi la question du soutien de Téhéran à des groupes armés hostiles à Israël, ce que l'Iran refuse. La République islamique souhaite en effet limiter les négociations au volet nucléaire et **exige la levée des sanctions** qui étranglent son économie.

Donald Trump « *souhaite des solutions diplomatiques. Il les préfère, il les préfère largement. Je ne qualifierais donc pas la journée de demain [jeudi] autrement que comme une série de discussions qui, je l'espère, seront productives, mais en définitive, vous savez, nous devons*

discuter d'autres sujets que le seul programme nucléaire », a déclaré Marco Rubio lors d'une conférence de presse à Saint-Kitts-et-Nevis.

« Opportunité historique »

Malgré ces divergences, l'Iran assure qu'un accord est « *à portée de main* », selon le chef de la diplomatie, Abbas Araghchi, qui mène la délégation aux négociations, invoquant une « *opportunité historique* ». Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a, pour sa part, évoqué une « *perspective favorable* », disant espérer sortir de « *cette situation "ni guerre ni paix"* ». Mais « *le succès de ces négociations dépend du sérieux de l'autre partie et de sa capacité à éviter les comportements*

et les positions contradictoires », a souligné M. Araghchi dans un communiqué, tôt jeudi.

Les Etats-Unis sont, quant à eux, représentés par l'émissaire Steve Witkoff et par Jared Kushner, le gendre du président américain, qui en parallèle doivent mener des pourparlers avec l'Ukraine, également à Genève, jeudi.

Les deux pays avaient tenu cinq cycles de négociations l'an dernier, qui avaient pris fin après l'attaque d'Israël contre l'Iran en juin, qui avait déclenché une guerre de douze jours. Les Etats-Unis, alliés d'Israël, y ont brièvement participé en effectuant des frappes contre des sites nucléaires iraniens.

Syrie : les autorités confirment les évasions massives de familles de djihadistes du camp d'Al-Hol, survenues en janvier.

Après le retrait des forces kurdes, le 20 janvier, le camp du nord-est syrien, qui abritait environ 6 300 femmes et enfants de membres du groupe Etat islamique, s'était vidé de la majeure partie de ses résidents

Le ministère de l'intérieur syrien a confirmé, lors d'une conférence de presse donnée le mercredi 25 février, que des évasions massives de proches de djihadistes du groupe Etat islamique (EI) avaient eu lieu dans le camp d'Al-Hol, survenues après le repli, le 20 janvier, des troupes kurdes.

« Lorsque nos forces sont arrivées, elles ont constaté des cas d'évasion collective, en raison de l'ouverture du camp de façon aléatoire », a déclaré le porte-parole du ministère, Nouredine Al-Baba.



A l'intérieur du camp d'Al-Hol, au nord-est de la Syrie, le 21 janvier 2026. OMAR HAJ KADOUR/AFP

Un peu plus d'un mois après les faits, cette annonce confirme les informations données par deux sources humanitaires au *Monde*, juste après le recul des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), qui contrôlaient Al-Hol, le plus grand camp de proches de djihadistes de l'EI dans le nord-est de la Syrie.

Destination inconnue

Sous la pression militaire de Damas, « les FDS [s'étaient] retirées de façon soudaine, sans coordination et sans en informer au préalable » les autorités syriennes ou la coalition internationale antidjihadiste, a affirmé M. Al-Baba. Il a fait état d'une « situation de chaos » après le retrait kurde, ajoutant que « plus

de 138 ouvertures » avaient été constatées dans le mur d'enceinte du camp, long de 17 kilomètres, facilitant ainsi les évasions « à travers des réseaux ».

Al-Hol abritait 23 500 personnes, pour la plupart des Syriens et des Irakiens.

Environ 6 500 étrangers de 44 nationalités vivaient dans « l'annexe », une section

de haute sécurité du camp. Des milliers de femmes et d'enfants s'en sont enfuis pour rejoindre une destination inconnue.

Les autorités syriennes, qui ont repris le contrôle du camp depuis le 20 janvier, ont évacué les familles restantes la semaine dernière, vers un autre site du nord de la Syrie.

Procès de Mahdieh Esfandiari pour apologie du terrorisme : l'Iranienne condamnée à un an de prison ferme et à une interdiction définitive du territoire

La peine décidée par les magistrats pourrait avoir une influence sur le dialogue avec Téhéran concernant les deux Français Cécile Kohler et Jacques Paris, assignés à l'ambassade de France en Iran.

C'était un jugement attendu par les proches de Cécile Kohler et Jacques Paris, dans un contexte de tension en Iran et de menace d'intervention américaine. Le tribunal correctionnel de Paris a condamné, jeudi 26 février, l'Iranienne Mahdieh Esfandiari à un an de prison ferme et à une interdiction définitive du territoire pour apologie du terrorisme.

La peine décidée par les magistrats pourrait avoir une influence sur le dialogue avec Téhéran concernant les deux Français assignés à l'ambassade de France en Iran. Quatre ans de prison, dont trois avec sursis, avaient été requis lors de l'audience du 16 janvier, assortis d'une interdiction définitive du territoire français. Élément important : la procureure avait estimé qu'il n'était pas nécessaire de l'incarcérer de nouveau, l'accusée ayant déjà effectué huit mois de détention provisoire.

Les autorités iraniennes ont émis le souhait d'échanger, une fois la procédure judiciaire close en France, leur ressortis-

sante contre Cécile Kohler et Jacques Paris. Ces derniers avaient été incarcérés en Iran en mai 2022 avant d'être condamnés à de lourdes peines, notamment pour espionnage, puis libérés au début de novembre 2025 avec interdiction de quitter le territoire iranien. « On attend que la justice relaxe Mme Esfandiari », avait déclaré plus tôt mercredi à l'Agence France-Presse (AFP) son avocat, M^e Nabil Boudi, ajoutant que sa cliente « veut être blanchie ». « Concernant l'échange [avec les deux Français], tout dépendra de la décision à venir », avait-il commenté.

Apologie du 7-Octobre

Agée de 39 ans, Mahdieh Esfandiari, née en Iran et arrivée en France en 2018, était jugée avec quatre autres personnes, dont l'essayiste d'extrême droite multicondamné Alain Soral, pour apologie en ligne d'un acte de terrorisme après des propos relatifs au 7-Octobre, provocation directe en ligne à un acte de terrorisme (des délits passibles de sept ans d'emprisonnement et 100 000 euros d'amende),

injure publique en ligne en raison de l'origine, de l'ethnie, de la nation, de la race ou de la religion et association de malfaiteurs.

La justice française accuse Mme Esfandiari d'avoir alimenté les comptes de l'organisation Axe de la résistance en 2023 et 2024, sur les réseaux sociaux et le site Egalité et réconciliation d'Alain Soral. A la barre, cette admiratrice des gardiens de la révolution, qui a traduit en français des ouvrages publiés par une maison d'édition rattachée au régime iranien, a reconnu être à l'origine de la chaîne Telegram Axe de la résistance, mais contesté être l'autrice des publications.

Demande d'échange par Téhéran

Téhéran, de son côté, estime que sa ressortissante a été injustement détenue et a publiquement demandé son échange contre Cécile Kohler et Jacques Paris. « Cet échange entre nous et la France a été négocié. Il y a eu un accord et, en effet, nous attendons que toute la procédure juri-

dique et judiciaire se fasse dans les deux pays », a déclaré à la fin de novembre le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, à la chaîne France 24.

« Le verdict a été prononcé, mais (...), sur la base de la loi iranienne (...), les prisonniers, sur la base des intérêts nationaux, peuvent être échangés, a expliqué Abbas Araghtchi. Tout est prêt. Nous attendons que le processus judiciaire s'achève en France ».

Au ministère des affaires étrangères français, on a pris acte de ces déclarations, mais on souligne que la justice est indépendante.

Les modalités d'un tel échange restent incon nues, alors qu'une grande incertitude continue de peser sur la situation en Iran. Les Etats-Unis, qui ont multiplié les menaces d'attaque en cas d'échec de la diplomatie sur le programme nucléaire iranien, ont déployé un dispositif militaire massif dans la région du Golfe. Des pourparlers ont repris jeudi à Genève.



Arthur Sarradin Envoyé spécial
à SoueïdaPhotos Merlin Ferret
26 février 2026

SYRIE A Soueïda, les Druzes pris dans la solitude d'un dangereux étau

Six mois après les massacres sanglants commis dans la province du Sud syrien, les civils druzes voient leur destin osciller entre traumatisme, emprise mafieuse et allégeance à Israël.

« **A** partir d'ici, vous passez sur le territoire des voyous. » Mohammad tient le dernier check-point avant Soueïda ; et à quelques kilomètres, la ville échappe au contrôle des autorités syriennes. Là-bas, commence le territoire de la « Garde nationale », une coalition d'une trentaine de factions druzes, minorité en Syrie mais majoritaire dans cette province du Sud, qui revendique une autonomie totale. « Seuls les camions d'essence passent, et l'aide alimentaire... mais leurs milices les pillent de l'autre côté », avertit Mohammad, campé au milieu de ses hommes en uniformes noirs.

En face, au passage d'Umm al-Zaytoun au-delà du no man's land, ce sont des treillis bleus qui tiennent la ligne. « Nous, des voyous ? » réplique un autre Mohammad, druze celui-là, partageant le même accent. « Ce sont eux les voleurs ! L'autorité centrale impose un siège, ils vident même les réservoirs de mazout des civils qui rentrent ! » Le quadragénaire dort ici avec sa famille, dans un van au check-point. « Mon village est là-bas, dit-il en désignant le nord. Les terroristes l'ont brûlé... je n'y retournerai jamais. »

En juillet, les affrontements entre les milices druzes et les forces syriennes après leur entrée brutale à Soueïda font au moins un millier de morts selon l'ONU. Ils aboutissent

au massacre d'au moins 539 civils, en majorité druzes mais aussi bédouins. Après deux journées sanglantes, les troupes de Damas sont repoussées par l'aviation israélienne, et la région passe sous la coupe de cette Garde nationale druze, nouvellement créée.

Drapeaux israéliens

Depuis la mi-février, l'organisation filtre sévèrement le passage des civils, et chaque journaliste se voit assigner une escorte pédagogique, chaperon aimablement fourni pour encadrer ses déplacements. A l'entrée de Soueïda, ce sont les drapeaux israéliens qui claquent au vent, mêlés aux étendards druzes. Ça et là, aux ronds-points, des graffitis proclament « Qu'Allah fasse triompher Israël » entre autres slogans à la gloire de Tel-Aviv. Plus surprenant encore, à l'un des check-points, une guérite arbore le drapeau du régime Assad, dont les deux étoiles ont été remplacées par des Magen David. « Le drapeau israélien, c'est la reconnaissance absolue pour leur aide : gouvernement, peuple et armée ! » lance Talal al-Amer, un commandant de la Garde nationale, dans un large sourire et une poignée de main glaciale.

Il reçoit dans une ancienne administration du régime, bloc de béton où les portraits du tyran ont été badigeonnés de chaux l'an passé par des habitants venus fêter sa chute.

Comme d'autres, Talal al-Amer au sein de la Garde, fut officier de l'armée d'Assad. Il en a gardé le jargon. Pour désigner l'autorité centrale, il parle de « bandes terroristes takfiristes », reprenant le terme « isabat » (« bandes »), si familier à la rhétorique des Assad. Dans les rangs de la Garde, plusieurs ont servi la quatrième division, unité de Maher al-Assad, frère du dictateur, associée aux pires exactions. « Aujourd'hui, notre coordination se fait avec Israël de façon quotidienne, et nous espérons l'ouverture d'un passage depuis le Golan », affirme-t-il, assumant l'alliance jusqu'au fanion bleu et blanc en fond d'écran de son téléphone.

Quartiers fantomatiques

Dans la cour, de jeunes recrues à peine majeures sont postées maladroitement. « Prenez vos armes ! C'est quoi, des combattants sans armes ? » les rabroue le commandant, soucieux du tableau. L'un d'eux est sommé d'avancer. Il s'appelle Mhanad : « Je suis en première année d'ingénierie mécanique. Je me suis porté volontaire dans la Garde nationale... et je n'ai pas vraiment l'habitude de porter une arme. » Le commandant lui souffle à l'oreille sans grande discrétion : « Dis-lui qu'on t'a formé à la manier pour te défendre ! » « Oui, oui, j'ai suivi une formation », répète-t-il après son supérieur.

Quatre recrues ont affrété un véhicule militaire pour une « patrouille » des plus spontanées. Sur la ridelle arrière, les gamins en treillis manquent de basculer à chaque virage trop serré. Ils approchent la place Karameh, théâtre de toutes les manifestations : celles de 2022 réclamant la chute d'Assad, puis, plus récemment, celles d'habitants exigeant l'ouverture d'un point de passage vers Israël. Là aussi, le bleu et blanc s'affichent là où flottaient autrefois les drapeaux de la révolution. Au début du mois, l'Etat hébreu a officialisé la création d'un poste de liaison chargé de coordonner les relations avec les communautés druzes du Liban et de Syrie. En arrière-plan de ce jeu d'influences, la vieille lubie de fragmenter les nations arabes en confédérations communautaires... Et à bien des égards, la Garde nationale rappelle ce que fût l'Armée du Liban Sud, milice pro-israélienne qui avait fini par administrer sa portion de territoire frontalier pendant la guerre civile.

Sur la place, impossible de manquer les portraits à l'effigie du cheikh Hikmat al-Hijri, guide de la communauté druze. Ostracisé il y a quelques mois, c'est lui qui est aujourd'hui à la manœuvre derrière les agissements de la Garde nationale. Ouvertement pro-israélien, il revendique ce qui s'affiche en graffitis noirs sur les parapets de la place « l'Etat indépendant du Jabal Bas-

han», appellation ancienne qui s'oppose à celle, plus récente, de «Jabal Arab» («la montagne arabe») d'usage pour décrire la région. Les jeunes recrues badinent autour des slogans. Autour, la ville est presque déserte. Au total, 187 000 personnes ont fui ; plus de la moitié de la province. A l'ouest, des quartiers fantomatiques, marqués par les pillages qui ont visé les civils. Et malgré le cessez-le-feu proclamé, les affrontements restent quotidiens entre l'armée syrienne qui cherche à revenir et la Garde nationale qui entend, elle, étendre son contrôle.

Sur la route qui mène au front, Ossama vient de temps en temps scruter l'état de sa madafa, lieu d'hospitalité propre aux sociétés tribales du Levant. Sur la charpente, l'humidité fait remonter des sels qui cristallisent en fine poudre, si bien qu'il semble neiger. Ossama y a suspendu les portraits de ses ancêtres, notables druzes de la montagne dont les légendes nourrissent sa fierté. «Celui-là a tiré la première balle de la Grande Révolution», raconte-t-il en désignant ces figures qui, jadis, conduisirent les combats contre le mandat français. «J'ai hérité de leur histoire... Toute ma vie, je me suis opposé à la tyrannie d'Assad. J'ai goûté le bonheur de la libération. Mais aujourd'hui, tout a changé.»

«Aucune main tendue»

Tout, depuis ce qu'il appelle «le matin maudit». Ce jour de juillet 2025, où ils sont une trentaine de sa famille rassemblés dans la madafa, cherchant à se tenir loin des affrontements qui gagnent la province. «Des hommes ont frappé à la porte. Mon frère aîné a ouvert et leur a dit : entrez, soyez les bienvenus. Buvez notre café.» Ceux qui pénètrent sont masqués, une dizaine d'uniformes disparates. «Votre café ne se boit pas, mécréants de Druzes», lance l'un d'eux, à l'accent du



Une recrue de la «Garde nationale» sur la place Karameh vidée de ses habitants, le 13 février. (Merlin Ferret / Libération)

Caucase, qui, aux dires d'Ossama, se met à briser à coups de crosse des objets dans la pièce. «Ils ont reçu un ordre, puis tout a éclaté. Ils ont massacré tout le monde. Je me suis jeté au sol. J'ai fait semblant d'être mort. Et eux riaient.» Sur son téléphone, Ossama montre la vidéo insoutenable du massacre : les corps amoncelés dans une mare de sang.

Si la madafa a été repeinte, les impacts de balles tavelent encore certains murs. Ossama quant à lui, sauvé au prix de plusieurs opérations du bras gauche, peine à mouvoir une main bouffie qu'il dissimule sous un gant noir. «Je regrette que nous, gens de l'arabité, qui avons écrit l'histoire de l'indépendance, en soyons arrivés à lever le drapeau d'Israël, dit-il. Mais pourquoi aucune main ne s'est tendue depuis l'Arabie Saoudite, la Jordanie, le Qatar ? Soueïda est syrienne... J'aimerais qu'elle appartienne à une nation libre, sans religion à sa tête.»

Seulement, du rêve d'Ossama, Soueïda semble prendre une autre voie. Depuis les massacres, la ville est ravagée par les pénuries. Dans

certaines écoles, des survivants ont trouvé refuge dans des conditions déplorables. «Ce qui me brise le plus, c'est que le reste des Syriens ait toléré notre anéantissement», raconte dans l'une d'elles Nawaf, vieil homme à l'air défait, qui lorgne la marmite de makhlouta, un ragoût de légumes secs, qui doit nourrir le bâtiment. A ses côtés, une cheikha druze attend des nouvelles de son fils, enlevé lors des massacres et raconte ce moment de sa vie qu'elle appelle «le néant du néant».

Dans la province, dépourvue d'industries et pauvre en ressources, tous les civils ne revendiquent pas l'indépendance. Parmi les «cheikhs al-Aql», autorités spirituelles supérieures, deux ou trois s'opposent à l'abandon aux bras de Tel-Aviv. De même, des mouvements citoyens druzes, tels que la «Troisième Voie», défendent l'unité de la Syrie, à condition d'une justice intransigeante pour les massacres commis. La Garde nationale, à l'image du régime d'hier dont elle a intégré des officiers, goûte peu ces nuances. Deux cheikhs dissidents ont ainsi été retrouvés morts après leur arrestation, leurs corps déposés devant

l'hôpital en décembre. Au-delà des civils bédouins persécutés l'an dernier, ici des militants druzes sont intimidés, arrêtés et parfois torturés par des composantes de la milice, qui n'hésite plus à saisir des terres pour assurer son financement.

Pour les civils, ces méthodes mafieuses ne font qu'alourdir un quotidien exsangue. «Certains combattants de la Garde se battent entre eux pour se partager le butin de Soueïda», confie un homme sous couvert d'anonymat. Lui, n'a jamais été un partisan d'Israël «bien au contraire». «Mais si un chemin s'ouvre vers la mort, je comprends que l'on s'allie au diable pour y échapper... Toutefois, l'indépendance est un mirage. Nous survivons à peine grâce à l'argent envoyé par nos proches qui sont à Damas. Et j'ai peur pour eux, car ils vivent aux côtés de nos bourreaux.» Déplacé depuis sept mois, sa maison incendiée par des jihadistes, il raconte son épuisement d'arbitrer sans cesse entre ce qu'il faudrait faire et ceux qu'il faudrait suivre. «Ça me fait mal au crâne. Et la seule conclusion à laquelle j'arrive toujours... c'est que nous sommes terriblement seuls.»



avec AFP
26 février 2026

Nouveaux pourparlers Iran-Etats-Unis sur fond de menaces militaires

Les deux pays se retrouvent ce jeudi 26 février pour une troisième session de discussions, avec pour objectif de sortir du flou actuel «ni guerre ni paix», décrit par le président iranien Massoud Pezechkian.

L'alternance entre menaces et discussions se poursuit ce jeudi 26 février entre l'Iran et les Etats-Unis. Depuis janvier, chaque pays se dit à la fois ouvert au dialogue et prêt à l'action militaire. Une ambivalence qui laisse autant craindre qu'espérer tous les scénarios possibles. Si Donald Trump répète qu'il préfère une résolution du différend par la diplomatie, ce dernier n'a pas hésité à envoyer dans le Golfe un dispositif militaire massif. Et la troisième session de pourparlers qui s'ouvre ce jeudi à Genève a justement pour objectif de sortir la situation du flou actuel «ni guerre ni paix» décrit par le président iranien, Massoud Pezechkian.

Lors de ce troisième cycle de négociations - qui a lieu en Suisse, sous la médiation d'Oman - les Etats-Unis sont représentés par l'émissaire Steve Witkoff et le gendre du président américain, Jared Kushner, qui en parallèle doivent mener des pourparlers avec l'Ukraine, également à Genève jeudi. Le chef de la diplomatie Abbas

Araghchi mènera la délégation iranienne. L'Iran et les Etats-Unis avaient repris le dialogue début février à Oman, puis s'étaient retrouvés une première fois en Suisse le 17 février.

Le nucléaire au centre des débats

Un sujet principal est au cœur de la discorde entre les deux pays ennemis : Washington veut inclure le programme de missiles balistiques dans les discussions, autant que la question du soutien de Téhéran à des groupes armés hostiles à Israël, ce que l'Iran refuse. La République islamique souhaite en effet limiter les négociations au volet nucléaire et exige la levée des sanctions qui étranglent son économie. Ce jeudi, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères Esmail Baqaei a fermé le débat : les discussions entre l'Iran et les Etats Unis porteront uniquement sur la question nucléaire. Le porte-parole a ajouté que Téhéran plaiderait également pour la levée des sanctions qui le

visent et réaffirmerait le droit de l'Iran «à l'usage pacifique de l'énergie nucléaire».

Malgré ces divergences, le président Massoud Pezechkian a évoqué une «perspective favorable» à ces discussions. Un optimisme rejoint par Abbas Araghchi qui assure qu'un accord est à «portée de main» et invoque une «opportunité historique». Bien que «le succès de ces négociations dépend du sérieux de l'autre partie et de sa capacité à éviter les comportements et les positions contradictoires», a-t-il souligné dans un communiqué tôt ce jeudi.

«On s'attend à ce que ce soit une guerre plus importante»

Un précédent cycle de négociations avait été stoppé net au printemps dernier par la guerre déclenchée par Israël contre l'Iran. Washington avait à cette occasion frappé des sites nucléaires en Iran et Donald Trump avait assuré avoir «anéanti» son programme nucléaire, bien que l'étendue exacte des

dégâts ne soit pas connue. Concrètement, les Occidentaux et Israël craignent que l'Iran ne cherche à se doter de la bombe atomique, tandis que Téhéran met en avant son droit au nucléaire civil, en vertu du Traité de non-prolifération (TNP) dont il est signataire.

Les nouvelles tensions entre Washington et Téhéran sont apparues après la répression dans le sang en janvier d'un vaste mouvement de contestation en Iran. Donald Trump avait alors promis de venir «en aide» au peuple iranien. «On a vu en janvier un grand effort d'un certain nombre d'Etats au Moyen-Orient pour convaincre les Etats-Unis» de ne pas frapper l'Iran, relève Emile Hokayem, de l'Institut international d'études stratégiques (IISS), établi à Londres. «Mais il y a beaucoup d'appréhension à l'heure actuelle car on s'attend à ce que ce soit (une guerre) plus importante» qu'en juin 2025 avec, poursuit-il, «des Iraniens qui se battront davantage».



27 février 2026

La milice irakienne Kataëb Hezbollah menace d'intervenir en cas de guerre contre l'Iran

Le chef de Kataëb Hezbollah, faction irakienne proche de Téhéran, a menacé directement Washington, jeudi 26 février. Le groupe n'était pas intervenu en juin 2025 lors de l'attaque conjointe des États-Unis et d'Israël contre l'Iran, mais cette fois, il en appelle à « tous ses combattants ».

Contrairement à son homonyme libanais, qui a dit cette semaine se tenir en retrait en cas d'intervention limitée en

Iran, Kataëb Hezbollah demande à ses combattants de se « préparer à une guerre d'usure ». La milice irakienne menace les États-Unis de « pertes immenses » en cas d'attaque, surtout si un « changement de régime » est le but recherché, selon les déclarations d'un commandant du groupe à l'Agence France-Presse.

Kataëb Hezbollah est considérée, d'un point de vue aussi bien idéologique que militaire,

comme l'une des factions irakiennes les plus proches de Téhéran. Même si elle n'était pas intervenue en juin dernier en soutien du régime iranien, elle promet cette fois de faire preuve de « moins de retenue ».

Le groupe armé dit, depuis plusieurs semaines, avancer dans ses préparatifs, fort de son arsenal de drones, roquettes et missiles balistiques. Le mois dernier, sur ses réseaux sociaux, il partageait

les images censées montrer des recrutements de jeunes moudjahidines volontaires pour des opérations suicides.

Ils pourraient potentiellement prendre pour cibles toute présence américaine dans le pays. Redoutant cette issue, le département d'État a téléphoné, jeudi 26 février, au président irakien pour demander que l'Irak reste « en dehors des conflits régionaux ».



27 février 2026

Iran : Marco Rubio en visite en Israël lundi alors que plane la menace de frappes américaines

Le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, doit se rendre lundi en Israël pour aborder notamment la question de l'Iran. L'annonce intervient au lendemain d'une troisième session de pourparlers entre Washington et Téhéran afin d'éviter une escalade militaire.

Le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio se rendra en Israël lundi 2 mars pour une visite éclair centrée sur l'Iran, alors que les États-Unis font toujours planer la menace d'une intervention militaire contre Téhéran.

Marco Rubio "discutera d'une série de priorités régionales, notamment l'Iran, le Liban et les efforts en cours pour mettre en œuvre le plan de paix en 20 points du président Trump pour Gaza", a déclaré vendredi 27 février Tommy Pigott, porte-parole adjoint du département d'État.

Initialement prévu pour samedi selon un responsable américain, le déplacement du secrétaire d'État a été reporté à lundi.

Fait rarissime, aucun journa-

liste accrédité au département d'État ne pourra l'accompagner dans ce déplacement.

Les États-Unis ont recommandé vendredi au personnel non essentiel de leur ambassade à Jérusalem de quitter Israël.

La Chine a elle demandé à ses ressortissants de quitter l'Iran "dès que possible", invoquant une "forte augmentation des risques sécuritaires extérieurs", de même que le ministère britannique des Affaires étrangères qui a enjoint

son personnel diplomatique de quitter l'Iran.

Ces annonces interviennent au lendemain d'une troisième session de pourparlers à Genève sous médiation omanaise entre l'Iran et les États-Unis, perçue comme l'une des dernières chances pour éviter une guerre, après le plus important déploiement militaire américain au Moyen-Orient depuis des décennies.

En Turquie, la condamnation d'une célèbre impresario fait peser une menace sur la liberté artistique

Ayşe Barım est accusée d'avoir joué un rôle actif dans des manifestations antigouvernementales en 2013. Ces poursuites sont surtout le reflet du conflit autour de la domination culturelle sur les productions audiovisuelles turques.

La vague d'arrestations a rarement atteint, hors périodes convulsives des coups d'Etat, un tel niveau d'intensité et de durée en Turquie. Mercredi 18 février, le journaliste Alican Uludag était placé en garde à vue pour « insulte au président » et « dénigrement de la nation turque ». Les raisons invoquées pour l'intervention d'une trentaine de policiers à son domicile : un reportage effectué en 2024 sur la libération de six membres de l'organisation Etat islamique et une dizaine de publications sur le réseau social X en 2025. Il risque jusqu'à quatre ans de prison.

Jeudi 19 février, six militants européens des droits humains, qui affirment être venus enquêter sur le système carcéral, étaient interpellés après une rencontre avec un cabinet d'avocats à Istanbul. Les autorités reprochent à ce dernier d'être en lien avec une organisation d'extrême gauche considérée comme terroriste par Ankara. Quelques heures plus tard, le parti d'opposition prokurde DEM annonçait, dans une requête adressée à une commission d'enquête parlementaire, qu'au moins 99 mineurs avaient été placés en détention dans le sud-est du pays après des manifestations de soutien aux Kurdes de Syrie.

A cette sombre chronique judiciaire est venu s'ajouter un verdict qui a été suivi avec une attention particulière. Non

pas seulement en raison de sa sévérité, mais aussi du malaise et du sentiment de cruauté qu'il a provoqué. A 55 ans, Ayşe Barım est l'une des plus célèbres agentes de stars de la télévision et du cinéma turcs. Malade, à peine sortie d'une hospitalisation, elle a été condamnée à douze ans et six mois de prison. La justice lui reproche d'avoir joué un rôle actif dans l'organisation de [manifestations antigouvernementales en 2013, au parc Gezi, à Istanbul](#).

Les yeux gonflés de fatigue et de tristesse, elle a dit « merci » aux juges, le jour de sa condamnation. « Merci » aux magistrats d'avoir pris l'initiative de la laisser libre en invoquant ses raisons de santé. Le jugement entraîne son placement sous contrôle judiciaire avec interdiction de quitter le territoire turc jusqu'à ce que la sentence soit définitivement prononcée par la Cour de cassation. Un processus qui devrait durer au moins deux ans. Le temps d'un répit.

« La catastrophe dans laquelle le pays s'enfoncé »

C'est sans doute le journaliste Merdan Yanarda, lui-même incarcéré, qui a trouvé les mots les plus justes : « *Au lieu de remercier le tribunal, Ayşe Barım aurait dû condamner et protester contre cette décision injuste, illégale, sans fondement et sans témoin.* » Et puis ceci : « *Je ne sais que dire face à une telle peur, un tel*

sentiment d'être piégé et une telle gratitude envers son bourreau. Pourtant, cette question est cruciale au regard du tournant historique que traverse la Turquie. Il est indispensable de l'examiner pour comprendre la catastrophe dans laquelle le pays s'enfoncé, la corruption qu'elle engendre et le mal qui ronge l'âme de la société. »

Emprisonnée en janvier 2025, Ayşe Barım avait été initialement accusée de conflit d'intérêts en raison de son double rôle dans le casting et la gestion des artistes, créant ainsi, selon les autorités, un monopole déloyal dans l'industrie du divertissement. La charge était venue quelques mois auparavant d'un chroniqueur, Fuat Ugur, sur la chaîne TV100, liée à des cercles proches du pouvoir. Celui-ci évoquait des pratiques proches d'un « *système mafieux* ».

De nombreux observateurs ont alors émis l'hypothèse que la véritable raison des attaques était son succès commercial, qui écartait les acteurs des chaînes progouvernementales partageant la vision prude et antiséculariste de la coalition islamo-nationaliste au pouvoir à Ankara. Son refus présumé de laisser « ses » stars participer aux productions et aux talk-shows progouvernementaux n'a pas aidé.

Sont ensuite venues les accusations liées aux manifestations du parc Gezi, rappelant les attaques formulées contre Os-

man Kavala, le philanthrope arrêté en 2017, et lui-même accusé de les avoir orchestrées. Selon le même argumentaire, le parquet a requalifié les faits, requérant contre l'agente la réclusion à perpétuité. « *Quand ils ne trouvent pas de crime, Gezi est toujours utile* », a commenté Sevilay Celenk, député du DEM, sur X.

Risque pour le soft power turc

Lors de son procès, Ayşe Barım a répété qu'elle n'a « *jamais pris position politiquement* ». Dans son univers professionnel, elle a surtout la réputation d'être une travailleuse acharnée, redoutable en affaires. Pour beaucoup, elle paie le prix de l'incapacité des chaînes progouvernementales à imposer leur hégémonie. Malgré des ressources considérables, leurs films et séries n'ont pas remporté le succès escompté.

A cela sont venues s'ajouter les tensions liées à l'inflation qui ont presque multiplié par trois les coûts de production. Au fil des ans, ceux-ci ont fini par menacer de vider de sa substance une industrie qui rapporte chaque année des centaines de millions de dollars en recettes d'exportation

De quoi inquiéter un gouvernement qui ne cesse de saluer cette industrie pour son rôle dans l'attraction des touristes et la projection du soft power turc.

En Turquie, Recep Tayyip Erdogan qualifie de « fanatiques » les signataires d'une pétition pour la défense de la laïcité

Signée par 168 intellectuels, artistes et représentants d'associations professionnelles, la pétition critique une directive du ministère de l'éducation nationale turc recommandant notamment d'emmener à la mosquée les enfants de 4 à 6 ans, accompagnés de leurs enseignants.

La réaction du chef de l'Etat n'a pas tardé, et elle est musclée. Six jours après la publication d'un texte intitulé « Défendons ensemble la laïcité », signé par 168 intellectuels, artistes et représentants d'associations professionnelles critiquant une directive du ministère de l'éducation nationale turc instaurant de nouveaux programmes religieux à l'école pendant le ramadan, Recep Tayyip Erdogan a dénoncé, mercredi 25 février, le « fanatisme » de pétitionnaires « aux déclarations infâmes ». Une plainte a été déposée contre eux au nom du gouvernement, rouvrant un énième chapitre de l'insupportable querelle sur la laïcité en Turquie.

Devant le groupe parlementaire de sa formation islamo-conservatrice, le Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir depuis 2002, le président a déclaré : « Pourquoi cela vous dérange-t-il que nos enfants apprennent la prière et le jeûne ? Pourquoi cela vous dérange-t-il qu'ils chantent des hymnes ensemble dans les cours de récréation ? Cessez de vous cacher derrière le concept de laïcité. Si cela dérange quelqu'un, qu'il aille donc s'interroger sur son appartenance à ce pays, à ce drapeau et à cette terre. » Rappelant que la Constitution stipule que chaque citoyen a le droit de développer son bien-être spirituel, M. Erdogan a ajouté au sujet de la circulaire du ministère : « Ce qui a été fait est correct, approprié, légal et conforme à l'atmosphère spiri-

tuelle du ramadan. »

La directive, signée par le ministre de l'éducation, Yusuf Tekin, a été envoyée le 12 février, une semaine avant le début de ce mois sacré particulièrement important dans l'islam, aux gouvernorats des 81 provinces du pays. Elle suggère d'organiser des événements sur le thème du ramadan dans les écoles primaires et de proposer des rencontres informelles autour de l'iftar, la rupture du jeûne, au sein des établissements, dans les collèges et les lycées. La directive suggère de mettre en place, dans les écoles, des tables d'iftar communes avec la participation des familles. Elle recommande également d'emmener à la mosquée les enfants de 4 à 6 ans, accompagnés par leurs enseignants. C'est ce dernier point qui a provoqué les plus vives réactions.

« Siège réactionnaire de la charia »

Dans le court texte de la pétition, les signataires, parmi lesquels figurent la célèbre actrice Müjde Ar, l'écrivaine Ayşe Kulin et le journaliste d'investigation Timur Soykan, soulignent que « défendre la laïcité n'est pas un crime ». Ils estiment que la Turquie est « sous le siège réactionnaire de la charia », que « le régime politique islamiste entraîne, pas à pas, le pays dans le borborygme réactionnaire du Moyen-Orient », et que « les efforts visant à démanteler progressivement le système éducatif laïque ont pris de nouvelles proportions ». La pétition se

termine par un « Nous ne nous soumettrons pas aux ténèbres ! »

Les détracteurs de la directive craignent que celle-ci n'entraîne des pressions sur les élèves. Le ministère de l'éducation et M. Erdogan ont eu beau rappeler que ces nouvelles activités seront planifiées chaque semaine « dans le respect de la confidentialité, de la vie privée et sur une base volontaire », plusieurs voix se sont inquiétées de la mise en place d'un profilage des enfants et d'une séparation entre ceux qui jeûnent et ceux qui ne jeûnent pas.

Pour Kadem Özbay, président du Syndicat des travailleurs de l'éducation Eğitim-İs, l'éducation publique ne saurait être façonnée par un agenda religieux. « Une école est une école. La manière dont l'éducation doit être menée est clairement définie, tant dans la Constitution que par les principes scientifiques et pédagogiques », a-t-il affirmé au site turc de la Deutsche Welle, rappelant que présenter la pratique religieuse de la majorité comme une « valeur fédératrice » risque de rendre invisibles les différentes croyances et les élèves non croyants.

« Former une génération pieuse »

La question de la place de l'islam dans la société et de ses rapports avec l'Etat – plus de 95 % des Turcs se considèrent comme musulmans, avec une tendance au recul de la pra-

tique – a toujours été centrale dans le débat public, dès la création de la république par Atatürk, en 1923. Mais, depuis une douzaine d'années, les autorités ne cachent plus leur orientation islamique.

Après les élections législatives de 2011, où l'AKP a obtenu près de 50 % des voix, plusieurs dirigeants du parti ont multiplié les références aux idéaux islamiques. L'année suivante, M. Erdogan a annoncé vouloir « former une génération pieuse », qui tiendra « dans une main un Coran et, dans l'autre, un ordinateur ». La formule est devenue son mantra.

Pour la première fois, le pouvoir s'est mis à parler d'une réorientation de la société dans un sens islamique. En 2012, le gouvernement a fait adopter sa grande réforme de l'enseignement. Celle-ci a permis l'ouverture des collèges et lycées imam hatip, des établissements d'enseignement secondaire professionnels publics, destinés à la formation du personnel religieux, et consacre leur expansion. Le nombre d'élèves inscrits dans ces écoles a été multiplié par dix depuis la réforme, passant de 60 000 à plus de 600 000.

La dernière circulaire du ministre Yusuf Tekin s'inscrit dans ce cadre. Elle prolonge cette orientation idéologique engagée depuis 2012. La pétition des 168 intellectuels a, elle, recueilli à ce jour près de 45 000 signatures.

La Chine appelle ses ressortissants en Iran à quitter le pays « dès que possible »

Pékin a également demandé à ses ressortissants en Israël de rester particulièrement vigilants et de renforcer leurs précautions de sécurité.

La Chine a exhorté, vendredi 27 février, ses ressortissants à quitter l'Iran « dès que possible » et à éviter « tout voyage » dans ce pays, alors que Téhéran fait face à des menaces répétées de [frappes américaines](#).

« Il est conseillé aux ressortissants chinois actuellement en Iran de renforcer leurs précautions de sécurité et d'évacuer le pays dès que possible », a annoncé le département des affaires consulaires du ministère des

affaires étrangères de Pékin dans un communiqué. « *Compte tenu de la situation sécuritaire actuelle en Iran, le ministère des affaires étrangères chinois et les ambassades et consulats chinois en Iran rappellent à leurs concitoyens qu'il faut éviter tout voyage dans ce pays pour le moment* », a-t-il ajouté.

Le ministère a assuré que ses ambassades et consulats chinois en Iran et dans les pays voisins fourniront « l'assistance nécessaire » aux

ressortissants chinois souhaitant quitter le pays par vols commerciaux ou par voie terrestre.

La Chine a également demandé à ses ressortissants en Israël de rester particulièrement vigilants et de renforcer leurs précautions de sécurité.

Les Etats-Unis ont, quant à eux, recommandé vendredi au personnel non essentiel de leur ambassade à Jérusalem [de quitter Israël](#), sur fond

de menaces américaines de frappes en Iran, faisant craindre un embrasement régional.

Ces annonces interviennent au lendemain d'une [troisième session de pourparlers à Genève](#) sous médiation omanaise entre l'Iran et les Etats-Unis, perçue comme une ultime tentative pour éviter une guerre, après le plus important déploiement américain au Moyen-Orient depuis des décennies.

Qui décide vraiment en Iran face aux négociateurs américains ?

Le ministre iranien des affaires étrangères, Abbas Araghchi, qui mène les négociations pour l'Iran, dépend largement des décisions prises par le Guide suprême Ali Khamenei et son entourage

Les négociateurs américains et iraniens se sont retrouvés jeudi à Genève pour un troisième round de négociations. La menace d'une intervention militaire américaine en Iran est toujours aussi forte, mais Donald Trump dit « préférer » la diplomatie. Le président américain veut empêcher le pays de se doter de l'arme nucléaire.

L'ÉTRANGE BALLET
d'émissaires américains et

iraniens pour éviter une confrontation militaire se poursuit. Après un premier round à Mascate le 6 février puis un second à Genève le 17 février, sans résultats visibles, les délégations envoyées par Washington et Téhéran se sont retrouvées pour un troisième round de négociations à la résidence de l'ambassadeur omanais à Genève. Les discussions continuent d'être tenues de manière « indirecte ».

Des échanges ont eu lieu dans la matinée, avant une « pause » de quelques heures. Au moment où nous écrivions ces lignes, ceux-ci n'avaient pas encore repris. Le ministre omanais des affaires étrangères, Badr al-Busaidi, a affirmé que la première partie des discussions de la journée avait permis l'échange « d'idées créatives et positives ».

Côté américain, la délégation est toujours composée de

l'envoyé spécial de Donald Trump, Steve Witkoff, et du gendre du président américain, Jared Kushner. Les Etats-Unis ont amassé des forces militaires considérables près de l'Iran, alors que Donald Trump multiplie les menaces contre la République islamique. Le président américain met la pression sur les responsables iraniens pour obtenir un « deal » visant, notamment, à restreindre leur programme nucléaire.

Collectif. Les intentions de Donald Trump restent toutefois peu claires. Va-t-il lancer une intervention ciblée pour faire tomber le régime dirigé par le Guide suprême Ali Khamenei ? Ou déclencher une opération limitée pour affaiblir le programme nucléaire ? Prépare-t-il une campagne longue ? Dans son discours sur l'état de l'union prononcé mardi devant le Congrès américain, il a toutefois indiqué avoir une « préférence » pour l'option diplomatique, tout en assurant qu'il ne permettrait jamais à l'Iran d'obtenir une bombe nucléaire.

Côté iranien, la délégation est menée par le ministre des Affaires étrangères Abbas Araghchi. Celui-ci était déjà au cœur des négociations sur le nucléaire iranien qui ont mené à l'accord de Vienne de 2015 – qui avait été vidé de sa substance par le retrait américain de 2018, sous le premier mandat de Donald Trump. « Le ministre des Af-

fares étrangères est un technocrate compétent, mais il ne prend pas de décisions stratégiques. Celles-ci sont prises par un collectif de personnalités de la République islamique, dont le président, le président du Parlement, le chef de la justice, ou encore des représentants des Gardiens de la Révolution et de l'armée régulière, en concertation avec le Guide suprême », indique Ali Alfoneh, chercheur à l'Institut des Etats du Golfe arabe, à Washington.

Bien que membre du gouvernement du président Massoud Pezeckian, « Abbas Araghchi prend ses instructions auprès du bureau du Guide suprême », estime de son côté Clément Therme, chargé de cours à l'université Paul-Valéry de Montpellier et spécialiste de l'Iran. Si le président de la République islamique d'Iran est, en théorie, élu par les Iraniens, le Guide suprême domine néanmoins le système politique. Ali Kha-

menei occupe ce poste depuis 1989. Non élu, il est choisi parmi les clercs chiites.

Selon Clément Therme, le véritable pouvoir se trouve donc auprès d'Ali Khamenei, alors qu'Abbas Araghchi ne disposerait que d'une autonomie très limitée. « Le bureau du Guide est une sorte de gouvernement parallèle. Et chacun tire sa légitimité de sa relation personnelle avec Ali Khamenei », détaille-t-il. Pour Ali Alfoneh, en revanche, en raison notamment de son âge avancé et de sa réticence à assumer des arbitrages potentiellement controversés sur le nucléaire, « le Guide est consulté mais quelque peu en marge des décisions ».

Gain de temps. Le chef de la diplomatie iranienne doit également composer avec Ali Larjani, qui dirige le Conseil suprême de la sécurité nationale. Présenté comme très proche du Guide suprême

dans un article du New York Times du 22 février, il a multiplié ces dernières semaines les rencontres avec des responsables du Golfe, ou encore avec Vladimir Poutine. « Il a davantage un rôle de coordinateur, et semble être capable de parler à toutes les factions du régime », décrit Clément Therme. Une opinion partagée par Ali Alfoneh, qui observe « qu'il semble collaborer étroitement avec Abbas Araghchi ».

Le président Massoud Pezeckian, marginalisé depuis le début de ces négociations, a assuré jeudi que l'Iran ne cherche pas à obtenir la bombe nucléaire, laissant entendre qu'il existe une marge de manœuvre pour parvenir à un accord. Mais des observateurs estiment que le régime iranien pourrait être en train de manœuvrer pour gagner du temps, face à la menace existentielle d'une attaque américaine.



27 février 2026

Iran: le chef des droits de l'homme de l'ONU «alarmé du risque d'escalade militaire»

Volker Türk, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme s'est dit, vendredi 27 février, « *extrêmement alarmé* » par le risque d'escalade militaire régionale alors que l'Iran se trouve sous forte pression des États-Unis. Le département d'État américain a d'ailleurs donné l'autorisation aux employés gouvernementaux « *non essentiels* » en poste en Israël de quitter le pays.

« *Je suis extrêmement alarmé par le risque d'esca-*

lade militaire régionale et ses conséquences pour les civils, et j'espère que la voix de la raison l'emportera », a déclaré, ce vendredi 27 février, Volker Türk lors de son discours sur la situation des droits de l'homme dans le monde devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève.

Cette intervention survient au lendemain d'une nouvelle série de **négociations indirectes** sur le nucléaire entre l'Iran et les États-Unis au bord du lac Léman, perçues

comme une tentative de la dernière chance pour éviter une guerre entre les deux ennemis de longue date. La semaine dernière, le président américain Donald Trump a donné à Téhéran quinze jours pour parvenir à un accord, tandis que les États-Unis poursuivent leur plus important **renforcement militaire** au Moyen-Orient depuis des décennies.

En Iran, la situation est « instable »

Volker Türk a également évo-

qué la situation intérieure en **Iran**, après la répression massive exercée le mois dernier par Téhéran contre une vague de manifestations, qui a fait des milliers de morts selon les organisations de défense des **droits humains**. « *La situation en Iran reste instable* » après cette répression, a déclaré Volker Türk, soulignant que « *ces derniers jours ont été marqués par une nouvelle vague de manifestations dans les universités, ce qui montre clairement que les griefs sous-jacents persistent* ».

« On continue de faire état de répression, notamment d'arrestations et de pressions sur les milieux universitaires », a-t-il aussi déclaré, rappelant que « des milliers de personnes sont toujours portées disparues ». Le chef des droits de l'homme de l'**ONU** s'est également dit « horrifié d'apprendre qu'au moins huit personnes, dont deux enfants, ont été condamnées à mort en lien avec les manifestations ». « Trente autres personnes seraient mena-

cées de la même peine. J'appelle à des enquêtes indépendantes, impartiales et transparentes, à des garanties de procès équitables et à un moratoire immédiat sur la peine de mort », a-t-il encore exhorté.

Les employés américains « non essentiels » autorisés à quitter Israël

Ces inquiétudes onusiennes interviennent au moment où le département d'État améri-

cain a donné, ce vendredi, l'autorisation aux employés gouvernementaux « non essentiels » en poste en **Israël** de quitter le pays en raison « de risques pour leur sécurité », a annoncé l'ambassade des États-Unis dans une mise à jour de ses avis aux voyageurs. L'ambassade a notamment appelé ces employés à « envisager de quitter Israël tant que des vols commerciaux sont disponibles ». Par ailleurs, le puissant groupe armé irakien

Kataëb Hezbollah, soutenu par l'Iran, a appelé ses combattants à se préparer à une possible guerre prolongée en cas de frappes américaines contre l'Iran. Un commandant de cette force a jugé « très probable » l'intervention de groupes armés irakiens aux côtés de l'Iran en cas d'attaque américaine, disant considérer toute attaque contre l'Iran comme les « menaçant directement ».



Anne Andlauer
27 février 2026

Turquie: un an après la fin de la lutte armée du PKK, les Kurdes attendent la paix avec scepticisme

Il y a un an jour pour jour, le 27 février 2025, le chef emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, appelait son groupe à renoncer à la lutte armée. L'appel était un moment fort d'un processus initié fin 2024 par l'État turc dans le but de mettre fin à quatre décennies de guerre. Depuis, le PKK, dont les combattants sont basés en Irak du Nord, s'est rallié symboliquement à l'appel de son fondateur. Mais la paix se fait toujours attendre, ce qui alimente le pessimisme parmi les Kurdes de Turquie.

Avec notre correspondante à Ankara,

Un an après l'**appel d'Abdullah Öcalan**, Ayla, une Kurde d'Ankara, ne sait toujours pas si elle peut croire à la paix. Le PKK, dit-elle, a prouvé sa bonne volonté. Mais du côté de l'État turc, pour l'instant, il n'y a rien de concret : « J'ai très peur qu'ils se contentent de libérer quelques prisonniers et nous disent : "Voilà, c'est tout pour le processus de paix." Autrement dit, la principale attente des Kurdes – une citoyenneté égale reconnue par la Constitution – pourrait ne jamais se réaliser. »

Le scepticisme d'Ayla rejoint les conclusions d'un sondage réalisé mi-janvier dans 16 provinces du sud-est de l'Anatolie, à majorité kurde. Moins du quart des sondés pensent que le processus de paix aboutira. Yüksel Genç, coordinatrice de l'Institut SAMER, confie : « Près de 80% estiment que la responsabilité d'agir incombe désormais au gouvernement et au Parlement. Cela veut dire que les Kurdes attendent une prise d'initiative. Ils attendent de l'État des décisions et des actions concrètes, c'est-à-dire des changements législatifs pour garantir la paix. »

Öztürk Türkdogan, vice-président du parti prokurde DEM, ajoute : « Le pouvoir continue de considérer la question kurde sous l'angle sécuritaire, et non sous celui des libertés individuelles. Or, M. Öcalan est déterminé : il n'y aura plus de lutte armée en Turquie, c'est fini. Il est donc temps de résoudre les problèmes par la voie politique. »

Le parti prokurde appelle le gouvernement à faire adopter d'urgence une loi pour encadrer le retour en Turquie des membres du PKK, dispersés entre l'**Irak**, la **Syrie** et l'Europe.



Feb. 27, 2026

Kurdistan Region's president, prime minister sign decrees to facilitate unifying Peshmerga

ERBIL, Kurdistan Region - A significant step toward unifying the Peshmerga forces was taken on Thursday as Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani signed a decree placing the Peshmerga forces, that were previously under the command of the ruling political parties, under the Ministry of Peshmerga Affairs.

The decree outlines the administrative, legal, and financial authorities of corps and division commands operating under the ministry. The move is intended to advance the reunification and reorganization of the Peshmerga in accordance with Reform Law No. 2 of 2020.

The milestone marks a substantial step toward consolidating all Peshmerga units under a unified command

structure. Central to the effort is the integration of Unit 70 and Unit 80 - forces affiliated with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP), respectively - into a single chain of command. Together, the two units comprise the majority of the Peshmerga forces, totaling more than 100,000 personnel.

Units 70 and 80 will now operate under Regional Command 1 and Regional Command 2.

"Following the signing of the authorities of the Regional Commands by Kurdistan Region President Nechirvan Barzani and the prime minister, a major step has now been taken toward unifying the Peshmerga," Brig. Gen. Bakhtyar Mohammed, secretary-general of the Ministry of

Peshmerga Affairs, told Rudaw.

The move follows a decree signed by President Nechirvan Barzani authorizing the powers of the Regional Commands. Prime Minister Masrour Barzani subsequently issued an executive order defining the commands' budgetary and legal responsibilities.

"What has been done is not the final step toward uniting the Peshmerga, but it is a big and important one, because unification itself is a complex and significant issue," Mohammed said.

He added: "From now on, the forces of the regional commands will no longer be party-based as before, and their partisan character will gradually fade."

The Kurdistan Regional Government (KRG) has pursued military unification for years, seeking to establish a professional, depoliticized national force free from partisan control.

The initiative has received consistent backing from international allies, particularly the United States and the US-led Global Coalition against the Islamic State (ISIS).

Despite sustained international support, the unification process had faced repeated setbacks. Between 2010 and 2013, approximately 42,000 Peshmerga from Units 70 and 80 were merged into 14 brigades. However, progress stalled amid internal political tensions and the outbreak of war against ISIS in 2014.



Feb. 27, 2026

Ocalan backs democratic politics, praises Turkish leaders on peace process anniversary

ERBIL, Kurdistan Region - Jailed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Ocalan said democratic politics must replace armed struggle and

praised the roles of Turkey's political leaders in the country's peace process, marking the one-year anniversary of his appeal to end armed

struggle in a landmark message on Friday.

The message was read out in Ankara by Turkey's pro-Kurdish Peoples' Equality

and Democracy Party (DEM Party), which has been mediating the peace talks, during a ceremony commemorating Ocalan's February 27, 2025 Call for

Peace and Democratic Society. A new photograph of Ocalan was also shared during the event.

“Our call... is a declaration that where democratic politics comes to life, weapons lose their meaning; it is a proclamation that the choice has been clearly made in favor of politics, representing an integrity of principles,” Ocalan said in his remarks read out by DEM Party co-chairs Pervin Buldan and Tulay Hatimogullari.

Ocalan in February 2025 called on the PKK to lay down its arms and dissolve itself as a prelude to finding a political solution to the decades-long conflict with the Turkish state, which has claimed nearly 40,000 lives.

In May, the group officially declared its dissolution and an end to its armed campaign, rebranding itself as the Kurdistan Freedom Movement. In October, it announced the withdrawal of all its fighters from Turkey as part of its push for peace with Ankara.

Ocalan conveyed his latest message to a DEM Party delegation during a visit on February 16 to Imrali Island, where he has been imprisoned since 1999. Despite his incarceration, Ocalan remains a central figure in Kurdish politics and peace efforts and has continued to receive visits

from political delegations and family members as part of ongoing dialogue aimed at ending decades of violence.

The DEM Party has played a key mediating role in recent peace efforts, visiting Ocalan multiple times to relay messages between him and political actors.

“We have essentially managed to overcome the negative period of rebellion through a unilateral will and practice,” Ocalan said in the message, adding that “the organization's [PKK] decisions to dissolve and put an end to the armed struggle strategy have demonstrated a purification from violence and a preference for politics not only officially and practically, but also mentally.”

Turning to Kurdish-Turkish relations, Ocalan said, “There can be no Turk without a Kurd, and no Kurd without a Turk,” adding that “the dialectic of this relationship has a historical uniqueness.”

“We are removing the obstacles before the brotherhood that has been sought to be reversed over the last two hundred years, and we are fulfilling the requirements of the law of fraternity. We want to discuss how to come together and how to live together,” he said, adding, “We invite all segments of society to create

opportunities and take responsibility in this direction.”

Ocalan also outlined his vision for citizenship in Turkey.

“The citizenship relationship should be founded not on belonging to a nation, but on the bond with the state,” he said, adding, “A constitutional citizenship relationship, based on democratic boundaries and the integrity of the state, encompasses the right to freely express religious, ideological, the identity, and national existence, and the right to organize.”

“Today, no system of thought can survive without basing itself on democracy,” he said.

In the message, Ocalan also praised Turkey's political leadership, saying that “I have found the will” of President Recep Tayyip Erdogan, “the call” of Devlet Bahçeli, leader of the Nationalist Movement Party (MHP), “the contribution” of Ozgur Ozel, leader of the Republican People's Party (CHP), and “the efforts of all other political, social, and civil individuals and institutions who have made positive contributions to the Process in Turkey highly valuable.”

In October 2024, Bahçeli, a key ally of Erdogan, suggested that Ocalan could be eligible for the “right to hope,” - a legal

principle allowing for the possibility of conditional release for life prisoners - calling on him to declare the dissolution of the PKK, a move that helped kickstart the renewed peace efforts between Ankara and the group.

Ozel expressed support for Bahçeli's call, saying, “I also offer Kurds a state,” and adding, “I propose that Kurds who do not feel fully belonging to the state, to become the rightful owners of the Republic of Turkey. Let's create a country where no one feels like an outsider.”

For its part, Ankara in August established a parliamentary commission tasked with creating a legal framework for the peace process between the Turkish state and the PKK.

The 50-member committee last week voted overwhelmingly in favor of a report that lays the groundwork for PKK fighters who reject violence to rejoin Turkish society, though it stops short of granting amnesty. Erdogan described the report as a “roadmap” and an “important achievement” that will “accelerate the process.”

Beyond Turkey, PKK members remain scattered across the region, with a base in the Kurdistan Region's rugged Qandil mountains.



Jeremiah Fisayo-Bambi
28 février 2026

Donald Trump annonce avoir lancé des « opérations de combat majeures » contre l'Iran

Les Etats-Unis et Israël ont commencé à mener des frappes contre l'Iran. Donald Trump évoque des « opérations de combats majeures ». Le ministère israélien de la Défense avait annoncé plus tôt avoir lancé une « frappe préventive » sur « des cibles du régime et des sites militaires » iraniens.

Moins d'une heure après l'annonce des premières frappes israéliennes, Donald Trump annonce que les États-Unis ont lancé conjointement avec Israël des « opérations de combat majeures » contre l'Iran.

Dans son message, Donald Trump s'adresse au peuple iranien et déclare : « l'heure de votre liberté est à portée de main » et appelle les Iraniens à « s'emparer du gouvernement ».

Donald Trump aux militaires iraniens le choix entre "l'immunité" ou une "mort certaine"

Le président américain n'exclut pas que des Américains pourraient perdre la vie au cours de l'opération contre l'Iran.

Il "pourrait y avoir des victimes" américaines dans l'attaque en cours contre l'Iran dit Donald Trump.

"Rugissement du Lion"

Tsahal dit avoir lancé l'opération conjointe "Rugissement du Lion" avec les États-Unis.

De son côté, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu appelle les militaires iraniens à déposer leurs armes.

"Mes frères et sœurs, citoyens d'Israël, il y a peu, Israël et les Etats-Unis ont lancé une opération pour éliminer la menace existentielle que fait peser le régime terroriste en Iran" explique le premier ministre israélien dans un message vidéo.

Le "régime meurtrier" iranien ne doit en aucun cas avoir l'arme atomique ajoute Benjamin Netanyahu.

Des explosions retentissent à Jérusalem

Une série d'explosions ont été entendues à Jérusalem après les alertes diffusées par l'armée.

Les sirènes d'alerte anti-aériennes ont retenti samedi matin dans plusieurs régions d'Israël, a annoncé l'armée après avoir déclaré qu'elle avait détecté des tirs de missiles d'Iran vers Israël.

"Il y a peu, les sirènes ont retenti dans plusieurs régions du pays après l'identification de missiles lancés d'Iran vers Israël", a déclaré Tsahal dans un communiqué.

Un peu plus tôt, le ministère israélien de la Défense avait expliqué avoir mené une attaque de jour contre la capitale iranienne.

L'attaque a été menée « pour éliminer les menaces », selon une déclaration de M. Katz., le ministre israélien de la Défense. La déclaration ajoute qu'un « état d'urgence spécial et permanent a été déclaré dans tout Israël ».

"En conséquence, une attaque

de missiles et de drones contre l'État d'Israël et sa population civile est attendue dans un avenir immédiat" ajoute le communiqué du ministère israélien de la Défense.

Le chef de l'opposition israélienne, Yahir Lapid, affirme de son côté que toutes les forces du pays restaient « unies ».

La mairie de Jérusalem annonce la fermeture des écoles jusqu'à lundi.

Selon les informations disponibles, la première frappe apparente a eu lieu près des bureaux du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei.

Un nuage de fumée a été aperçu s'élevant du centre-ville, et trois explosions auraient été entendues dans le centre de Téhéran, selon les médias iraniens.

Des attaques simultanées

À Téhéran, l'agence de presse Irna assure que le président Massoud Pezeshkian est « sain et sauf ».

D'après les rapports préliminaires, les forces de sécurité de la République islamique ont été attaquées simultanément dans plusieurs domaines, subissant des destructions importantes et de nombreuses pertes humaines. Plusieurs membres des Gardiens de la Révolution (CFRI) ont été tués ou blessés. Des explosions secondaires dans des installations clés ont entraîné des pertes supplémentaires. Les équipes de secours ont signalé des difficultés à fournir de l'aide en raison des défis existants et de la crainte

de nouvelles attaques.

Cette attaque a mis en évidence la vulnérabilité de la structure de sécurité iranienne. Un officier supérieur, s'exprimant sous couvert d'anonymat, a déclaré : « **C'était une attaque à laquelle nous ne nous attendions pas. La chaîne de commandement ne fonctionnait pas correctement et était en état de choc.** » À Téhéran, des informations font état de chaos et de panique.

De fortes explosions ont également enregistrées à Ispahan.

La région sous tension

Des explosions ont été entendues à Manama, la capitale du Bahreïn, le siège de la flotte américaine.

Le ministère de la Défense du Qatar assure à Al Jazeera qu'un missile iranien intercepté par le système Patriot

Selon une agence de presse iranienne, les Houthis tirent des missiles sur Israël.

L'ambassade des Etats-Unis au Qatar ordonne à son personnel de rester confiné.

Les frappes surviennent alors que les États-Unis ont rassemblé une vaste flotte d'avions de chasse et de navires de guerre dans la région afin de faire pression sur l'Iran pour qu'il conclue un accord sur son programme nucléaire.

Vendredi, dans la matinée, l'ambassade américaine en Israël avait appelé ses ressortissants à « envisager de quitter le pays. »

Donald Trump succombe à la tentation d'un changement de régime en Iran avec l'opération « Fureur épique »

Le président américain – en coordination avec Israël – a entrepris une guerre à la durée imprévisible. A rebours de ses promesses vis-à-vis du monde MAGA, opposé à tout engagement militaire prolongé à l'étranger.

Donald Trump a bâti sa carrière politique sur le rejet des aventures militaires extérieures, coûteuses et sans fin. Il vient de précipiter les Etats-Unis et le Moyen Orient dans le vide. Délaissant la voie diplomatique, jugée sans perspective, le président américain a amorcé une guerre contre l'Iran à la durée imprévisible, au coût incertain, à la justification douteuse, à l'urgence inexistante. Dans un mélange d'hubris impérial, de certitude de la supériorité militaire américaine et de désir de remodeler définitivement le Moyen-Orient, il a choisi, samedi 28 février, de prendre le risque le plus conséquent de sa vie publique.

Donald Trump a enregistré une allocution de huit minutes dans la nuit, dans laquelle il a fixé un objectif à la vaste opération en cours, baptisée « Fureur épique », qui se déroulera par phases, en coordination avec Israël : « Défendre le peuple américain en éliminant les menaces imminentes posées par le régime iranien », qualifié de « sponsor d'Etat numéro 1 du terrorisme » et de « dictature radicale et vicieuse ». Mais le magnat n'a pas établi le caractère « imminent » de ces menaces, ni en quoi les Etats-Unis étaient directement concernés, aujourd'hui.

Le premier objectif qu'il a fixé est la destruction des capacités balistiques et navales de

l'Iran, pour que l'armée américaine et Israël puissent ensuite manœuvrer avec aisance. On ne sait pas quelles sont précisément les capacités défensives et offensives du régime de Téhéran, qui a anticipé cette possibilité.

Décision stratégique

Au cours de cette phase, Donald Trump prépare son opinion publique, en référence notamment aux bases américaines dans la région : « Les vies de héros américains courageux pourraient être perdues et nous pourrions avoir des pertes. » Le magnat appelle les combattants des gardiens de la révolution iraniens à « déposer les armes », en échange d'une « immunité complète ». Il recommande à la population de rester chez elle pendant cette phase, puis de passer à l'action. « Les bombes vont tomber partout. Lorsque nous aurons fini, emparez-vous de votre gouvernement. Ce sera à vous de le prendre. Ce sera, probablement, votre seule chance pour des générations. »

L'option choisie est donc claire : Donald Trump veut un changement de régime en Iran et la chute du Guide suprême, Ali Khamenei, dont il a annoncé la mort dans les frappes, samedi, mort confirmée plus tard dans la nuit par les autorités iraniennes. Sans passer par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) –

ce qui n'est guère une surprise –, mais aussi sans consulter le Congrès américain qui, d'un point de vue constitutionnel, a le pouvoir de déclarer la guerre.

Début décembre, le secrétaire à la défense, Pete Hegseth, chantant les louanges du président américain, avait pourtant averti : les Etats-Unis ne se laisseront pas « distraire par un interventionnisme au nom de la démocratie, par les guerres sans objectifs clairs, les renversements de régime, le changement climatique, la moralisation "woke" et la construction inefficace de nations ». L'ancien présentateur de Fox News, comme le vice-président, J. D. Vance, a été déployé en Irak, comme simple soldat. Une expérience fondatrice.

L'administration Trump a-t-elle utilisé comme un simple leurre la séquence diplomatique des dernières semaines, entièrement focalisée sur le programme nucléaire iranien, afin d'achever le déploiement de ses forces dans la région, le plus important depuis la guerre contre l'Irak en 2003 ? La décision stratégique était-elle prise, en réalité, depuis longtemps, ou bien n'est-elle intervenue que ces derniers jours, lorsque Donald Trump a constaté que l'option diplomatique nécessitait un investissement de plusieurs mois ? Dans son message, le président américain a assuré que son administration avait tout

fait pour explorer cette voie : « Nous avons essayé. Ils voulaient le faire. Ils ne voulaient pas le faire. A nouveau, ils voulaient le faire. Ils ne voulaient pas le faire. Ils ne savaient pas ce qui se passait. Ils voulaient juste faire le mal. »

« Président de la paix »

Et lui, que veut-il, ce dirigeant de 79 ans, se consacrant lui-même « président de la paix » ? Sa place dans l'histoire, rien de moins, est en jeu. Il a été encouragé dans ses ambitions par plusieurs précédents, qui n'avaient pourtant rien à voir en termes d'ampleur. L'assassinat, en janvier 2020, de Ghassem Soleimani, le patron des opérations extérieures au sein de la Force Al-Qods des gardiens de la révolution. Les frappes ciblées contre trois sites nucléaires iraniens, en juin. Mais aussi l'enlèvement spectaculaire de Nicolas Maduro, le président du Venezuela, en janvier. A chaque fois, Donald Trump est allé à l'encontre des préventions conventionnelles et pris un risque militaire, qu'il estime gagnant.

Dans un effort ultime, Badr Albusaidi, le ministre des affaires étrangères d'Oman tenant le rôle de médiateur, s'est rendu à Washington, vendredi 27 février, pour rencontrer J. D. Vance. « La paix est à portée de nos mains », commentait-il ensuite, sur X. Puis il a accordé une longue

interview à la chaîne CBS, dans laquelle il a plaidé pour une retenue américaine. Selon lui, une « *occasion historique* » se profilerait dans les négociations diplomatiques encore en cours. Des contacts techniques avec les Iraniens étaient prévus lundi, à Vienne, puis un autre rendez-vous bilatéral avec la délégation américaine, en fin de semaine prochaine.

Selon Badr Albusaidi, un accord fort d'un élément « *complètement neuf* » était en jeu : l'engagement de l'Iran à ne plus accumuler du tout de matière fissile et de renoncer aux stocks existants, notamment à l'uranium enrichi à 60 %. A écouter le ministre, les stocks existants seraient « *dilués au plus bas niveau possible* » puis « *convertis en combustible* ». Un détail pesait lourd dans son argumentaire diplomatique. Combien de temps faudrait-il pour régler tous les détails techniques de l'accord, au-delà d'une proclamation de principe ? Un cycle de « *trois mois* », maximum.

Or Donald Trump n'a guère de patience. Pendant cette visite du haut diplomate d'Oman, le président américain s'apprêtait à se rendre au Texas, pour arbitrer la primaire républicaine prévue quelques jours plus tard. « *Je ne suis pas heureux du fait qu'ils ne sont pas prêts à nous donner ce que nous devons avoir* », disait-il au sujet de l'Iran, en assurant qu'il n'avait pas encore pris sa décision sur une entrée en guerre.

Un effort diplomatique réel

Ce qui manquait au président américain ? Les « mots en or » que devrait prononcer Téhéran, sur son renoncement à toute ambition en matière d'arme nucléaire. Des « mots en or » déjà prononcés à maintes reprises, pourtant, par les officiels de ce pays, même s'ils sont passés



Le président américain, Donald Trump (à gauche), en conversation avec la cheffe de cabinet de la Maison Blanche, Susie Wiles (à droite), sous le regard du secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio (au centre), alors qu'ils supervisent l'opération « Fureur épique » contre l'Iran, depuis un lieu non identifié, le 28 février 2026. MAISON BLANCHE / AFP

maîtres dans l'art du double langage et de la dissimulation de leurs activités dans ce domaine.

Arrivé au Texas, Donald Trump changeait de registre : « *On joue avec eux depuis quarante-sept ans, et c'est une longue durée. Ils ont fait exploser les jambes de nos hommes, les visages de nos hommes, les bras. Ils ont coulé des navires les uns après les autres. Chaque mois, c'est quelque chose de nouveau.* » Lorsqu'on doit multiplier les justifications – morts du passé, attentats, missiles balistiques, programme nucléaire, répression contre les manifestants –, c'est qu'on en manque de convaincante. Le rejet de ce régime, sa nature dictatoriale, la répression révoltante qu'il a conduite en janvier contre plus de 30 000 personnes, sont indiscutables mais ne suffisent pas en soi. Ces caractéristiques sont hélas partagées par bien d'autres pays dans le monde.

En cette même journée, l'ambassadeur américain en Israël, Mike Huckabee, informait ses

concitoyens présents dans le pays que ceux voulant partir devraient le faire sans attendre. A l'aéroport Ben-Gourion, à Tel-Aviv, des avions de ravitaillement américains s'alignaient sur le tarmac. Dans la matinée, un communiqué du département d'Etat annonçait que le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, se rendrait en Israël, les 2 et 3 mars. Mais de façon inédite, aucun journaliste ne devait l'accompagner. Fausse piste.

L'effort diplomatique avait été, sinon intense, au moins réel, au cours des semaines précédentes. Jeudi, les émissaires de Donald Trump, Steve Witkoff et Jared Kushner, ont rencontré le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, à l'ambassade d'Oman, à Genève. Il s'agissait du troisième rendez-vous bilatéral de cette nature. Deux jours plus tôt, lors d'une réunion privée, le premier a précisé l'une des conditions américaines dans les négociations : plus de « *sunset clause* », de délai d'expiration des limitations sur le programme nucléaire iranien. La reddition exigée de

Téhéran sur ce sujet doit être définitive. C'est là un contraste voulu avec l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (JCPoA), conclu pour dix ans sous l'administration Obama en 2015, abandonné de façon unilatérale par Donald Trump pendant son premier mandat.

Pression maximale

Selon le *Wall Street Journal*, la proposition ultime mise sur la table par le duo de négociateurs américains était sévère. Elle exigeait la fermeture des trois principaux sites du programme nucléaire iranien, ceux-là mêmes qui avaient été visés en juin par les bombes pénétrantes GBU-57 et les missiles de croisière Tomahawk : Fordo, Natanz et Isfahan. Steve Witkoff et Jared Kushner ont aussi demandé la remise aux Etats-Unis de l'uranium enrichi au-delà de 3,67 %, encore entre les mains de l'Iran. En revanche, la levée des sanctions serait au départ minimale, en attendant de voir si l'Iran respectait les termes d'un éventuel accord.

Les officiels américains répé-

taient que leur option « favorite » était la diplomatie, mais l'administration Trump et le président lui-même n'ont aucun appétit pour une négociation technique, ardue, forcément longue. La recherche de solutions pour neutraliser, par exemple, les 408 kg d'uranium hautement enrichi (à 60 %), qui n'ont pas été détruits dans les frappes de juin, les mesures strictes de vérification et de surveillance des sites, la possibilité d'un enrichissement limité, à des fins purement civiles, de l'uranium : tous ces points sont complexes. Ils supposent une réhabilitation de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), des rencontres répétées entre experts. « *La diplomatie, c'est du travail difficile*, souligne Ali Vaez, de l'International Crisis Group. *Ces négociations ont été sérieuses, mais pas forcément professionnelles. On ne peut s'engager dans des discussions qui ne durent que le temps d'un brunch et s'attendre à résoudre un problème complexe comme l'impasse nucléaire.* »

Tandis que le régime iranien n'envisageait, publiquement, qu'un accord sur son programme nucléaire selon une formule classique – limitations contre levée des sanctions internationales –, l'approche des Etats-Unis était double. Se développant en parallèle du lent déploiement aéronaval au Moyen-Orient, elle ressemblait par moments à une simple couverture, ou bien à une façon de se ménager plusieurs options jusqu'au dernier moment. Au fond, que voulait Washington ? Impossible à dire, tant les arguments et la stratégie ont varié au fil des mois, depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, en janvier 2025.

Cette première année a débuté par une « pression maximale », notamment économique, sur le régime. Puis en mars, le président américain a rédigé une lettre à l'attention du Guide suprême pour lui

suggérer vivement de conclure un accord sur le nucléaire. Des négociations indirectes commencèrent, déjà conduites par Steve Witkoff. Sans succès. Puis vint l'opération Midnight Hammer, en juin. Les Etats-Unis décidaient de prendre la foudroyée de l'armée israélienne et de bombarder trois sites-clés du programme nucléaire iranien.

Les Américains pris de court

Déjà, l'objectif final, du côté américain, semblait confus, créant beaucoup de fébrilité dans les rangs MAGA (« Make America Great Again »), où l'hostilité à toute aventure militaire extérieure prolongée est un principe d'airain. Mais tandis qu'Israël lançait la « guerre de douze jours », pulvérisant la défense iranienne, Donald Trump semblait hésiter. Le 17 juin, il menaçait Ali Khamenei, en expliquant que Washington savait « exactement » où se cachait le Guide suprême, qui constituerait une « cible facile », s'il le décidait. « *Au moins pour l'instant* », précisait le président américain, Washington n'envisageait pas de le tuer.

Le 21 juin, Donald Trump prononçait une allocution à la Maison Blanche, pour se réjouir de la précision des frappes. Celles-ci avaient, selon lui, « *complètement et totalement anéanti* » les capacités d'enrichissement de l'Iran. Quelques jours plus tard, un communiqué de la Maison Blanche avait pour titre : « *Les installations nucléaires de l'Iran ont été anéanties et les indications du contraire sont des fake news.* » Cet anéantissement revendiqué à de nombreuses reprises par Donald Trump n'était pas confirmé par les spécialistes.

Les manifestations en Iran contre le régime, début janvier, et la répression sanglante qui suivit ont pris de court l'admini-

stration américaine, qui ne pensait pas se préoccuper de ce dossier avant plusieurs mois. Elle était alors focalisée sur le Venezuela et l'Amérique latine. « *L'aide est en route !* », promettait Donald Trump le 13 janvier, sur son réseau Truth Social. Il invitait les « *patriotes iraniens* » à s'emparer de leurs institutions. Au cours des semaines suivantes, l'attention de l'administration se porta à nouveau sur la question nucléaire. C'est pourtant Donald Trump lui-même, pendant son premier mandat, qui avait créé les conditions d'une accélération du programme iranien, en sortant de façon unilatérale du JCPOA.

Le 21 février, sur Fox News, Steve Witkoff annonçait même que l'Iran se trouvait « *probablement à une semaine* » d'un stock suffisant de matière fissile nécessaire pour fabriquer une bombe. Soit il s'agissait d'une bourde, confirmant le manque de maîtrise du promoteur immobilier, également engagé dans les négociations sur la guerre en Ukraine. Soit c'était l'aveu d'un échec militaire dissimulé.

Programme balistique

« *L'Iran pose un danger très grave aux Etats-Unis* », a expliqué Marco Rubio, le 25 février, accusant le régime d'essayer « *toujours de reconstruire des éléments* » de son programme nucléaire, sans plus de précision. Mais le secrétaire d'Etat a surtout évoqué la menace posée par le programme balistique de Téhéran, qui est également la préoccupation première d'Israël. Il a souligné que l'Iran « *possède des milliers de missiles balistiques de courte portée, qui peuvent atteindre les bases américaines localisées dans la région, en Arabie saoudite, au Qatar, à Bahreïn, aux Emirats arabes unis* ». Le régime « *essaie d'obtenir des missiles balistiques intercontinentaux* », s'est-il aussi avancé.

Marco Rubio reprenait ainsi

l'argument mis en avant par Benjamin Netanyahu, début octobre, dans un entretien avec le podcaster conservateur Ben Shapiro. « *L'Iran développe des missiles intercontinentaux avec une portée de 8 000 kilomètres. Ajoutez encore 3 000 km, et ils pourront atteindre la Côte est des Etats-Unis* », expliquait le premier ministre israélien.

La visite de ce dernier à la Maison Blanche, le 11 février, a été hermétique, sans aucun contact avec la presse. Elle a peut-être scellé l'opération à venir. Pour « Bibi », la chute du régime iranien représente l'horizon de toute sa carrière politique, de plusieurs décennies d'engagement, mais aussi l'aboutissement du remodelage régional, entrepris dans la foulée de l'attaque commise par le Hamas, le 7 octobre 2023. Plus de Hamas. Plus de Hezbollah. Plus de régime syrien hostile, avec la chute de Bachar Al-Assad. il ne restait que le vaisseau amiral, l'Iran.

Le 24 février, Donald Trump a repris cet argumentaire devant le Congrès, lors du discours sur l'état de l'Union, affirmant que les Iraniens « *travaillent à construire des missiles qui pourront bientôt atteindre les Etats-Unis* ». Aucun spécialiste du sujet ni service de renseignement occidental ne confirme ce danger imminent.

Préventions du Pentagone

Peu avant l'intervention solennelle du président, Marco Rubio et le directeur de la CIA, John Ratcliffe, avaient enfin organisé un briefing à huis clos avec les chefs de file des deux partis dans les deux chambres (soit le « Gang of Eight »). La mine grave à la sortie des participants démocrates en disait long. Jim Himes (Connecticut), membre de la commission du renseignement, disait ceci : « *Les guerres au Moyen-Orient ne se passent pas bien pour les*

présidents, pour le pays, et nous n'avons pas entendu une seule bonne raison pour laquelle il serait temps maintenant de lancer encore une nouvelle guerre au Moyen-Orient. »

Les préventions du Pentagone ont fait l'objet de fuites dans la presse américaine. Plusieurs médias ont rapporté le rôle-clé du général Dan Caine, le chef d'état-major des armées, dont Donald Trump ne manque jamais une occasion

de vanter les mérites. Le haut gradé aurait averti en salle de crises (Situation Room) que le Pentagone ne pouvait garantir un succès rapide, net et sans dégâts dans les rangs américains. Cela n'implique pas nécessairement une opposition personnelle du militaire à une opération, mais sa volonté d'opérer une distinction entre un tel conflit et l'enlèvement de Nicolas Maduro au Venezuela, ou bien les frappes éclair de juin contre trois sites nucléaires iraniens.

Sur un plan plus politique, deux courants se distinguent autour de Donald Trump. Il y a d'abord l'approche classique des faucons hostiles au régime iranien, dont le chef de file est Marco Rubio, suivi du sénateur Lindsay Graham. Samedi matin, sur Fox News, celui-ci parlait de l'événement « *le plus significatif au Moyen-Orient depuis mille ans* ».

Il y a aussi le monde MAGA, opposé radicalement à tout nouveau borborygme militaire pro-

longé à l'étranger. J. D. Vance représente cette ligne. « *L'idée qu'on va se retrouver pour des années dans une guerre au Moyen-Orient sans fin en vue, il n'y a aucune chance que cela arrive* », confiait-il au *Washington Post*, le 26 février. Tout en laissant une latitude à Donald Trump. « *Ce n'est pas parce qu'un président a foiré un conflit militaire qu'on ne devrait plus jamais être engagé dans un conflit militaire* », ajoutait-il.

Le Monde

28 février 2026

Iran - Etats-Unis : Téhéran accepte de ne pas stocker d'uranium enrichi, assure le médiateur omanais, alors que Donald Trump s'impatiente

Le président américain a affirmé, vendredi, qu'il n'était « pas très content » de la teneur des négociations en cours avec Téhéran, ajoutant ne pas avoir pris de « décision finale » sur de possibles frappes américaines contre l'Iran

Le président américain, Donald Trump, a annoncé, vendredi 27 février, son mécontentement sur « la manière des Iraniens de négocier », au lendemain d'une troisième session de pourparlers à Genève entre les deux pays, sous médiation omanaise.

Mais « nous n'avons pas pris une décision finale » sur de possibles frappes, a ajouté le républicain à des journalistes, sur fond de déploiement militaire américain massif au Moyen-Orient – le plus important depuis des décennies – et de crainte d'un embrasement régional en cas d'attaque américaine.

Néanmoins, le chef de la diplomatie omanaise, Badr Al-Boussaïdi, qui agit en tant que médiateur, a assuré, vendredi, qu'une percée avait eu lieu dans les discussions, et a affirmé que Téhéran avait accepté de ne pas stocker d'uranium enrichi. « C'est quelque chose de complètement nouveau, qui rend vraiment l'argument de l'enrichissement moins pertinent, parce que désormais nous parlons de l'absence de stockage », a-t-il expliqué sur la chaîne CBS.

Plus tôt dans la journée, M. Trump avait exigé que l'Iran n'effectue « aucun enrichissement » d'ura-

nium. « Vous n'avez pas besoin d'enrichir quand vous avez autant de pétole », a déclaré le républicain lors d'un déplacement au Texas.

« Une avancée très importante »

Badr Al-Boussaïdi a ajouté que toutes les questions relatives à un accord pouvaient être résolues « à l'amiable et de manière exhaustive » dans un délai de trois mois. Accusant l'Iran – qui dément – de vouloir se doter de la bombe atomique, les Etats-Unis insistent pour une interdiction totale d'enrichissement d'uranium, Téhéran ayant jusqu'alors défendu

son droit au nucléaire civil.

« Si l'objectif ultime est de garantir pour toujours que l'Iran ne puisse pas se doter de la bombe nucléaire, je pense que nous avons résolu ce problème grâce à ces négociations en convenant d'une avancée très importante qui n'avait jamais été réalisée auparavant », a déclaré M. Al-Boussaïdi. « Je pense que si nous pouvons saisir cela et le mettre à profit, un accord est à notre portée », a-t-il ajouté.

Selon le ministre omanais, l'Iran ne pourra pas stocker d'uranium enrichi et il y aura des vérifications. Il a

également dit que le pays allait faire descendre son stock actuel « *au plus bas niveau possible* ». Mais « *si vous ne pouvez pas stocker de matière enrichie, vous ne pouvez en aucun cas fabriquer une bombe* », a ajouté le chef de la diplomatie omanaise à CBS.

Washington veut aussi limiter le programme balistique iranien, une question que Téhéran refuse d'aborder. Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, a appelé vendredi les Etats-Unis à éviter « *toute exigence excessive* », tempérant l'optimisme qu'il avait affiché la veille à l'issue des pourparlers, où **il avait évoqué de « très bons progrès » dans les négociations.**

Une prochaine session doit se tenir « *très bientôt* », après des discussions « *entre équipes techniques* » lundi à Vienne, en Autriche, assistées « *d'experts* » de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), avait-il ajouté.

L'Iran sur une liste noire pour ses « détentions injustifiées »

Les Etats-Unis ont dépêché dans la région deux porte-avions dont le *Gerald-Ford*, le plus grand au monde, attendu au large d'Israël après avoir quitté jeudi la Crète. Dans ce contexte de tensions, **Washington a recommandé vendredi au**



Donald Trump, au port de Corpus Christi (Texas), le 27 février 2026. MANDEL NGAN/AFP

personnel non essentiel de son ambassade à Jérusalem de quitter Israël – leur allié et ennemi juré de l'Iran – en raison « *de risques pour leur sécurité* ».

Le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, se rendra, lui, en Israël, lundi, pour « *discuter d'une série de priorités régionales, notamment l'Iran, le Liban et les efforts en cours pour mettre en œuvre le plan de paix en vingt points du président Trump pour Gaza* », a déclaré Tommy Pigott, porte-parole adjoint du département d'Etat.

Le haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Volker Türk, s'est dit « *extrêmement inquiet du risque d'escalade militaire régionale* ». La Chine a conseillé à ses ressortissants actuelle-

ment en Iran d'évacuer « *dès que possible* ». Londres a annoncé des mesures pour protéger son personnel diplomatique, face au risque d'une aggravation « *rapide* » de la situation. De son côté, Berlin a déconseillé « *de toute urgence* » à ses ressortissants de se rendre en Israël. Et la compagnie Turkish Airlines a annulé ses vols vendredi soir vers Téhéran au départ d'Istanbul. Les Etats-Unis ont également inscrit, vendredi, l'Iran sur sa liste noire de pays pratiquant « *des détentions injustifiées* », et appelé les ressortissants américains s'y trouvant à « *partir immédiatement* ». « *Le régime iranien doit cesser de prendre des otages et libérer tous les Américains injustement détenus en Iran, mesures qui pour-*

raient mettre fin à cette désignation et aux actions associées », **a écrit le secrétaire d'Etat Marco Rubio dans un communiqué.**

M. Trump avait lancé le 19 février un ultimatum de « *dix à quinze jours* » pour décider si un accord était possible ou s'il allait recourir à la force. Les deux pays avaient repris des pourparlers en 2025, interrompus par la guerre israélo-iranienne de douze jours en juin à laquelle Washington s'était brièvement joint. Les nouvelles tensions sont apparues après la répression dans le sang, en janvier, d'un vaste mouvement de contestation d'Iraniens, auxquels M. Trump avait promis de venir « *en aide* ».

Le Monde avec AFP
28 février 2026

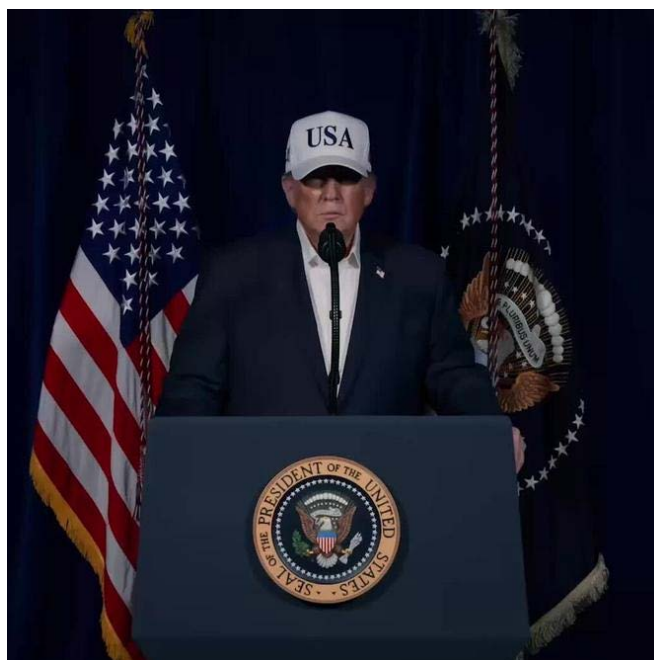
Le discours de Donald Trump annonçant les frappes américaines : « Nous veillerons à ce que l'Iran n'obtienne pas d'arme nucléaire »

Les Etats-Unis et Israël ont annoncé samedi avoir lancé plusieurs frappes sur l'Iran, où des explosions ont été entendues dans plusieurs villes, après des semaines de menaces d'intervention militaire. Le président des Etats-Unis a fait une allocution dans la matinée sur son réseau Truth Social.

Quelques minutes après le lancement de frappes américaines et israéliennes sur plusieurs villes d'Iran, dont Téhéran, samedi 28 février, le président des Etats-Unis, Donald Trump a prononcé une allocution, diffusée sur son réseau Truth Social. Nous retranscrivons, ci-dessous, l'intégralité de son allocution :

Donald Trump : Il y a peu de temps [samedi matin], l'armée des Etats-Unis a lancé d'importantes opérations de combat en Iran. Notre objectif est de défendre le peuple américain en éliminant les menaces imminentes émanant du régime iranien, un groupe cruel composé d'individus extrêmement durs et terribles. Ses activités menaçantes mettent directement en danger les Etats-Unis, nos troupes, nos bases à l'étranger et nos alliés dans le monde entier. Depuis quarante-sept ans, le régime iranien scande « Mort à l'Amérique » et mène une campagne ininterrompue d'effusion de sang et de meurtres de masse, visant les Etats-Unis, nos soldats et des innocents dans de très nombreux pays.

Parmi les tout premiers actes du régime [de l'ayatollah Khomeyni qui a pris le pouvoir en Iran en 1979] figurait le soutien à la prise violente de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, où des di-



Donald Trump annonçant les frappes américaines en Iran, le 28 février 2026, dans une vidéo publiée sur Truth Social. CAPTURE D'ÉCRAN DONALD TRUMP/TRUTH SOCIAL

zaines d'Américains ont été retenus en otage pendant quatre cent quarante-quatre jours [du 4 novembre 1979 au 20 janvier 1981]. En 1983, des groupes soutenus par l'Iran ont perpétré l'attentat contre les baraquements des marines à Beyrouth, tuant 241 militaires américains. En 2000, ils savaient et ont probablement été impliqués dans l'attaque contre l'USS Cole. Beaucoup sont morts. Des forces iraniennes ont tué et mutilé des centaines de soldats américains en Irak. Ces dernières années, des groupes soutenus par le ré-

gime ont continué à lancer d'innombrables attaques contre les forces américaines stationnées au Moyen-Orient, ainsi que contre des navires militaires et commerciaux américains et les voies maritimes internationales.

Il s'agit d'un terrorisme de masse, et nous ne le tolérons plus. Du Liban au Yémen, de la Syrie à l'Irak, le régime a armé, entraîné et financé des milices terroristes qui ont inondé la terre de sang. C'est un groupe soutenu par l'Iran, le Hamas, qui a lancé les attaques monstrueuses du 7 octobre [2023]

contre Israël, massacrant plus de 1 000 innocents, dont 46 Américains, et prenant 12 de nos citoyens en otage. C'était brutal, quelque chose que le monde n'avait jamais vu auparavant. L'Iran est le premier Etat soutien du terrorisme au monde et a récemment tué des dizaines de milliers de ses propres citoyens dans les rues alors qu'ils protestaient.

La politique des Etats-Unis, et en particulier de mon administration, a toujours été que ce régime terroriste ne pourra[it] jamais posséder d'arme nucléaire. Je le répète : ils ne pourront jamais avoir d'arme nucléaire. C'est pourquoi, lors de l'opération « Midnight Hammer » en juin dernier, nous avons anéanti le programme nucléaire du régime à Fordow, Natanz et Ispahan. Après cette attaque, nous les avons avertis de ne jamais reprendre leur quête malveillante d'armes nucléaires et nous avons cherché à plusieurs reprises à conclure un accord. Nous avons essayé ; ils voulaient le faire, puis ne voulaient plus le faire.

Encore une fois, ils voulaient le faire, puis ne le voulaient pas ; ils ne savaient pas ce qui se passait, ils voulaient simplement pratiquer le mal. Mais l'Iran a refusé, comme il le fait depuis des décennies. Ils ont rejeté toutes les occasions de renoncer à leurs am-

bitions nucléaires – et nous ne pouvons plus l'accepter. Au lieu de cela, ils ont tenté de reconstruire leur programme nucléaire et de continuer à développer des missiles à longue portée qui peuvent désormais menacer nos très bons amis et alliés en Europe, nos troupes stationnées à l'étranger, et pourraient bientôt atteindre le territoire américain.

Imaginez à quel point ce régime serait enhardi s'il possédait réellement des armes nucléaires pour faire passer son message. Pour ces raisons, l'armée américaine a entrepris une opération massive et *[toujours]* en cours afin d'empêcher cette dictature radicale et malveillante de menacer l'Amérique et nos intérêts fondamentaux de sécurité nationale. Nous allons détruire leurs missiles et réduire à néant leur industrie de missiles. Elle sera totalement anéantie. Nous allons anéantir leur marine.

Nous veillerons à ce que les groupes terroristes soutenus par le régime ne puissent plus déstabiliser la région ni le monde, ni attaquer nos forces, et qu'ils ne puissent

plus utiliser leurs engins explosifs improvisés ou bombes artisanales pour blesser grièvement et tuer des milliers et des milliers de personnes, y compris de nombreux Américains. Et nous veillerons à ce que l'Iran n'obtienne pas l'arme nucléaire. Le message est très simple : ils n'auront jamais d'arme nucléaire. Ce régime apprendra bientôt que personne ne doit défier la puissance et la force des forces armées des Etats-Unis.

J'ai construit et reconstruit notre armée lors de mon premier mandat *[entre 2017 et 2021]*, et il n'existe aucune armée sur Terre qui approche sa puissance, sa force ou son niveau de sophistication. Mon administration a pris toutes les mesures possibles pour minimiser les risques pour le personnel américain dans la région. Néanmoins – et je ne dis pas cela à la légère –, le régime iranien cherche à tuer. La vie de courageux héros américains pourrait être perdue, et nous pourrions subir des pertes. Cela arrive souvent en temps de guerre, mais nous faisons cela non pas seulement pour le moment présent ; nous le fai-

sons pour l'avenir, et c'est une mission noble.

Nous prions pour chaque militaire qui risque sa vie avec abnégation afin que les Américains et nos enfants ne soient jamais menacés par un Iran doté de l'arme nucléaire. Nous demandons à Dieu de protéger tous nos héros exposés au danger, et nous avons confiance qu'avec son aide, les hommes et les femmes des forces armées l'emporteront. Nous avons les meilleurs au monde, et ils triompheront. Aux membres des gardiens de la révolution islamique, des forces armées et de toutes les forces de police *[iraniens]*, je dis ce soir : déposez les armes et vous bénéficierez d'une immunité totale ; sinon, vous ferez face à une mort certaine. Déposez donc les armes. Vous serez traités équitablement avec une immunité totale, ou vous ferez face à une mort certaine.

Enfin, au grand et fier peuple d'Iran, je dis ce soir que l'heure de votre liberté est arrivée. Restez à l'abri. Ne quittez pas votre domicile. Il est très dangereux de sortir. Des

bombes tomberont partout. Lorsque nous aurons terminé, prenez le contrôle de votre gouvernement. Il vous appartiendra de le prendre. Ce sera probablement votre seule chance pour des générations. Pendant de nombreuses années, vous avez demandé l'aide de l'Amérique, mais vous ne l'avez jamais obtenue.

Aucun président n'a été prêt à faire ce que je suis prêt à faire ce soir. Maintenant, vous avez un président qui vous donne ce que vous voulez ; voyons comment vous réagissez. L'Amérique vous soutient avec une force écrasante et une puissance dévastatrice. C'est le moment de prendre en main votre destin et de libérer l'avenir prospère et glorieux qui est à portée de main. C'est l'heure d'agir. Ne la laissez pas passer.

Que Dieu bénisse les hommes et les femmes courageux des forces armées américaines. Que Dieu bénisse les Etats-Unis d'Amérique.

Le Monde

Adrien Pécourt
28 février 2026

Iran : les attaques américaines ravivent les craintes sur les cours du pétrole

Le scénario d'un blocage du détroit d'Ormuz, où transite un cinquième de l'offre mondiale en pétrole, notamment en provenance d'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis, voire d'un embrasement de la région, pourrait faire décoller les cours de l'or noir.

Les bombardements américains et israéliens sur l'Iran, samedi 28 février au matin, ont ravivé les craintes du marché pétrolier. Dès vendredi, avant même les frappes et avant la clôture du week-end, les cours du pétrole étaient

remontés à des niveaux sans précédent depuis six mois. Soit un baril de Brent, la référence européenne, à 73 dollars (62 euros), en hausse de plus de 2 % d'une journée sur l'autre. Même tendance pour le West Texas Intermediate, où la cotation amé-

ricaine est remontée à plus de 67 dollars.

L'inquiétude des marchés reflète d'abord le poids de l'Iran et, par extension, celui du golfe Persique dans l'approvisionnement mondial en « or noir ». Samedi à la mi-journée,

il était difficile de savoir dans quelle mesure les installations pétrolières de la République islamique ont été affectées par les bombardements.

En janvier, l'Iran a produit 3,4 millions de barils de pétrole brut par jour, selon l'Agence

internationale de l'énergie, ce qui le classe parmi les dix principaux Etats producteurs. Le pays pesait pour près de 5 % de l'offre pétrolière à travers le monde en 2024, en tenant compte de divers produits (brut, mais aussi schiste, sable bitumineux, condensats), selon le dernier classement disponible de l'Energy Institute, qui est basé à Londres. Depuis 2019, malgré l'embargo américain, Téhéran continue d'exporter une partie de son pétrole, manne considérable pour l'économie iranienne. Ces livraisons se destinent principalement à la Chine, au moyen d'une « flotte fantôme » déjouant les sanctions. L'extraction du pétrole iranien peut se faire à un coût relativement bas, de l'ordre de 10 dollars le baril, selon Arne Lohmann Rasmussen, analyste pour la société danoise d'investissement Global Risk Management, cité par l'Agence France-Presse. C'est-à-dire à un coût quatre à six fois moins élevé que celui aux Etats-Unis ou au

Canada, d'après ses calculs.

En cas de représailles, les cours pourraient s'envoler

« Les répercussions économiques des attaques menées aujourd'hui par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran dépendront de la durée du conflit, de l'ampleur de la riposte iranienne », écrit William Jackson, analyste pour Capital Economics, société britannique d'information financière, dans une note publiée samedi matin. « Des frappes limitées pourraient vraisemblablement faire grimper le prix du pétrole jusqu'à 80 dollars le baril », complète-t-il. Les cours s'étaient déjà rapprochés de ce niveau-là en juin 2025, à la suite d'attaques israéliennes sur plusieurs infrastructures de l'Iran, notamment des sites pétroliers et gaziers.

Les cours pourraient toutefois s'envoler encore davantage en cas de représailles iraniennes contre des infrastructures énergétiques d'autres

pays du Moyen-Orient. Dès samedi, des frappes iraniennes ont visé le siège de la Ve flotte de la marine américaine, à Bahreïn, ainsi que des bases américaines au Qatar et au Koweït. « Un conflit plus long, entraînant des perturbations de l'approvisionnement, pourrait faire exploser les prix et avoir un impact significatif sur l'inflation mondiale », ajoute William Jackson dans sa note. Et si Téhéran venait à fermer ou à entraver le détroit d'Ormuz, certains analystes prédisent déjà une flambée du prix du baril susceptible de dépasser de nouveau les 100 dollars. C'est par ce passage, hautement stratégique, que transite environ un cinquième de l'offre mondiale en pétrole, notamment en provenance d'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis.

A ce stade, les cours restent encore loin des 100 dollars dépassés en 2022, après le début de la guerre en Ukraine. Comme si les marchés avaient

déjà « largement » anticipé, depuis plusieurs mois, les risques géopolitiques au Moyen-Orient, rappelle Giacomo Luciani, enseignant en affaires internationales à Sciences Po Paris. La réaction de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), cofondée par l'Iran en 1960, sera scrutée de toutes parts dans les prochains jours.

Avant même les frappes de samedi, cinq (Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Irak, Koweït et Algérie) de ses douze pays membres et trois de leurs alliés (Russie, Kazakhstan et Oman) avaient déjà prévu de se réunir dimanche. A la clé, après trois mois de pause dans le rehaussement progressif de leur quota de production, l'OPEP pourrait décider d'augmenter de nouveau de 137 000 barils par jour les volumes à compter du mois d'avril. De quoi contribuer, du moins en principe, à faire retomber quelque peu la pression sur les prix.

Le Monde

Philippe Ricard
28 février 2026

Offensive israélo-américaine contre l'Iran : la grande prudence de Paris, Berlin et Londres

Dans un communiqué commun indiquant une forme de soutien tacite sans participation offensive, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont à la fois souligné qu'ils n'avaient pas participé aux frappes contre Téhéran et critiqué les « attaques iraniennes contre les pays de la région ».

De simples mises en garde, presque du bout des lèvres, mais aucune condamnation de l'offensive israélo-américaine contre l'Iran. S'ils redoutent la perspective d'un changement de régime imposé de l'extérieur par la force, les principaux alliés européens des Etats-Unis et de l'Etat hébreu – France, Allemagne et Royaume-Uni – ont fait preuve d'une grande prudence, samedi 28 février, après le dé-

clenchement des frappes contre des responsables du régime iranien et les installations nucléaires et balistiques du pays, non sans dénoncer avec fermeté la réplique orchestrée dans la région par Téhéran. Avant même que la mort du Guide suprême Ali Khamenei soit confirmée dans la nuit de samedi à dimanche.

Dans un communiqué commun diffusé samedi après-

midi, le président français, Emmanuel Macron, le chancelier allemand, Friedrich Merz, et le premier ministre britannique, Keir Starmer, ont réaffirmé leur « engagement en faveur de la stabilité régionale et de la protection des vies civiles », sans autre forme de commentaire, ni d'appel à la retenue, à l'égard de l'offensive déclenchée samedi matin par les Etats-Unis et Israël.

« Nous n'avons pas participé à ces frappes et sommes en contact étroit avec nos partenaires internationaux, y compris les Etats-Unis, Israël et les partenaires de la région », observent dans ce texte de quelques lignes les dirigeants des trois pays, (France, Royaume-Uni et Allemagne, le E3) signataires en 2015, avec la Chine, la Russie et les Etats-Unis, [de l'accord censé encadrer les](#)

activités nucléaires de l'Iran, dénoncé unilatéralement trois ans plus tard par Donald Trump.

Pays marginalisés

Le Royaume-Uni avait cependant fait savoir un peu plus tôt que des avions des forces armées britanniques participaient à des exercices conjoints pour protéger les intérêts dans la région du Royaume-Uni et de ses alliés. De son côté, Emmanuel Macron a assuré, dès les premières heures, que « *la France se [tenait] également prête à déployer les moyens nécessaires à la protection de ses partenaires les plus proches, selon leur sollicitation.* » Sans donner davantage de précision.

Ce soutien tacite, sans participation offensive, rappelle la posture adoptée au printemps 2025, en marge de la « guerre de douze jours ». Après les premières frappes israéliennes contre l'Iran et son programme nucléaire, le chef de l'Etat français s'était d'abord interrogé sur leur légalité, avant de sembler les soutenir in fine : « *Quand je regarde les résultats de ces frappes, elles ont permis de réduire des capacités d'enrichissement, elles ont permis de réduire des capacités balistiques. Elles ont donc des effets qui vont dans le sens recherché* », avait-il jugé.

De son côté, le chancelier allemand Merz avait assuré que l'Etat hébreu avait « *fait le sale boulot* » afin de ralentir l'avancée du programme nucléaire iranien, avant même que les Etats-Unis n'interviennent à leur tour.

Samedi, M. Macron a d'abord appelé à « *cesser* » l'escalade militaire dans la région « *dangereuse pour tous* », mais cette formulation n'est pas reprise dans le communiqué commun avec MM. Merz et Starmer. Pas un mot non plus



Le premier ministre britannique, Keir Starmer, lors d'une déclaration au 10 Downing Street, à Londres, le 28 février 2026. JONATHAN BRADY VIA REUTERSa

sur la tentative de changement de régime revendiquée par l'administration Trump et le gouvernement Nétanyahou, alors que les Européens redoutent cette perspective, en raison de des risques qu'elle comporte pour l'Iran et la stabilité régionale : « *Le peuple iranien doit pouvoir décider de son propre avenir* », est-il simplement mentionné, tandis que les frappes avaient déjà touché dans la matinée le complexe résidentiel d'Ali Khamenei.

Dans le même temps, France, Allemagne et Royaume-Uni ont critiqué la tentative de réplique militaire aussitôt déclenchée par Téhéran, en frappant le territoire israélien et les bases américaines dans la région, sans faire, à ce stade, d'énormes dégâts. « *Nous condamnons avec la plus grande fermeté les attaques iraniennes contre les pays de la région. L'Iran doit s'abstenir de frappes militaires indiscriminées* », estiment MM. Macron, Merz et Starmer.

En réalité, sur le fond, les pays du E3 sont plus que jamais marginalisés. « *La France n'a été ni prévenue ni impliquée, tout comme d'ailleurs l'ensemble des pays de la région et nos alliés* », a reconnu le chef de l'Etat français, en ouvrant, en fin

d'après-midi, un conseil de défense consacrée à la situation. Il est peu de dire que leur approche du dossier iranien n'a rien à voir avec l'offensive de grande ampleur déclenchée par Washington et son allié israélien.

Appels à la désescalade

Sans se faire d'illusion sur les négociations indirectes engagées, début février, entre Washington et Téhéran, sous l'égide du sultanat d'Oman, France, Allemagne et Royaume-Uni espéraient un compromis, mais craignaient un « deal » précipité et superficiel. Pour eux, l'approche diplomatique doit encore primer : « *Nul ne peut penser que la question du nucléaire iranien, de l'activité balistique, de la déstabilisation régionale se régleront simplement par les frappes* », a observé Emmanuel Macron devant les participants du conseil de défense, aux côtés du premier ministre, Sébastien Lecornu. Il en va de même, a-t-il dit, pour « *les droits légitimes du peuple iranien à se faire entendre, ce qu'il a exprimé encore ces derniers mois, en étant terriblement réprimé, de pouvoir décider lui-même de son destin.* »

Cette posture tout en nuances tranche avec les réactions

des pays du voisinage européen, ou d'instances multilatérales. « *Nous rejetons l'action militaire unilatérale des Etats-Unis et d'Israël, qui représente une escalade et contribue à rendre l'ordre international plus incertain et hostile* », a écrit Pedro Sanchez, le chef du gouvernement espagnol, sur X : « *Nous exigeons une désescalade immédiate et le respect total du droit international.* »

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'est dit « *profondément troublé* » par les attaques israélo-américaines contre l'Iran, mais a également condamné les frappes de représailles de Téhéran dans le Golfe, exigeant des mesures pour mettre fin au conflit. « *Israël qualifie cette attaque de frappe préventive, mais elle est contraire au droit international. Une attaque préventive requiert une menace imminente et immédiate* », a jugé Espen Barth Eide, le chef de la diplomatie norvégienne.

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a condamné « *l'escalade militaire au Moyen-Orient* », et appelé « *à l'arrêt immédiat des hostilités et à la désescalade* ». Le conseil de sécurité de l'ONU devait se réunir, samedi dans la soirée, à la demande de la France et de Bahreïn, ainsi que de la Colombie, de la Russie et de la Chine. « *Au cours de la réunion du conseil de sécurité, nous exigerons des Etats-Unis et d'Israël qu'ils cessent immédiatement leurs actions illégales et menant à une escalade et s'engagent sur la voie d'un règlement politique et diplomatique* », a déclaré la mission russe à l'ONU, à New York. Le ministère des affaires étrangères chinois a exprimé « *sa vive inquiétude* » concernant les opérations israélo-américaines menées contre l'Iran, appelant à « *un cessez-le-feu immédiat* ».



28 février 2026

Par: Eve Roger • AFP • Sonia Delesalle-Stolper • Arnaud Vaulerin • Hamdam Mostafavi • Romain Métairie

Frappes en Iran : Donald Trump confirme que le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, «est mort»

Il a fallu attendre 22 h 40 ce samedi pour que le président américain annonce la mort de l'ayatollah Khamenei, une information qui circulait depuis le milieu de l'après-midi.

A l'aube, Donald Trump avait lancé une attaque coordonnée avec Israël contre l'Iran, suscitant une riposte d'ampleur de Téhéran.

Donald Trump a confirmé ce samedi soir que le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, était mort dans les frappes israéliennes et américaines lancées le matin sur la capitale iranienne. Une information non confirmée par Téhéran.

Cette attaque conjointe, baptisée «Rugissement du lion» par l'armée israélienne et «Fureur épique» par le Pentagone, intervient quelques jours après des menaces du président américain de frapper la République islamique, ennemi juré d'Israël, et alors que les Etats-Unis ont déployé une importante force aéronavale dans la région.

Selon l'armée israélienne, les frappes sur l'Iran ont visé des «centaines de cibles militaires iraniennes». Le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, et le président Pezeshkian ont également été directement ciblés.

L'Iran a lancé une large opération de représailles contre Israël où les autorités demandent aux habitants de se mettre dans les abris. Des explosions ont également été entendues dans plusieurs pays de la région : Koweït, Qatar, Arabie Saoudite... où les Américains ont des bases militaires.

Donald Trump a affirmé samedi que le guide suprême iranien Ali Khamenei était «mort» à la suite des frappes des Etats-Unis et d'Israël sur



Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, est mort, confirme Donald Trump. (Olivier Laban-Mattei/AFP)

l'Iran, même si aucune confirmation iranienne n'a été apportée pour le moment. «Khamenei, l'une des personnes les plus diaboliques de l'Histoire, est mort», a affirmé le président américain sur sa plateforme Truth Social. Les frappes américaines sur l'Iran vont continuer «sans interruption tout au long de la semaine ou aussi longtemps que nécessaire pour accomplir notre objectif de PAIX A TRAVERS LE MOYEN-ORIENT ET, EN EFFET, LE MONDE», a également déclaré Donald Trump.

Le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei a bien été tué samedi matin lors des premières frappes israélo-américaines sur la capitale iranienne, annonce Donald Trump sur son réseau Truth Social. Il se trouvait avec de hauts responsables iraniens à Téhéran dans un complexe

résidentiel dans le quartier Pasteur. «Trente bombes ont été larguées sur le complexe, avait déclaré samedi à l'antenne le journaliste vedette de la chaîne 12 de la télévision israélienne Amit Segal. Khamenei se trouvait sous terre, mais probablement pas dans son propre bunker.» «Son corps a été retiré des décombres de son complexe», avait également rapporté la chaîne publique israélienne KAN.

Image satellite montrant l'enceinte du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, à la suite des frappes menées par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, à Téhéran, en Iran, le 28 février 2026.

Mohammed Pakpour, chef des Gardiens de la révolution iranien, aurait été tué lors des frappes israéliennes ce 28 février, selon l'armée israélienne. Il occupait ce poste clé du ré-

gime depuis la mort en juin dernier de son prédécesseur Hossein Salami dans les frappes de la guerre des douze jours. Originaire d'Arak, à l'ouest de l'Iran, cet officier de 65 ans commandait auparavant les forces terrestres iraniennes. Membre du corps des Gardiens dès le début de la République islamique en 1979, il a fait ses armes pendant la guerre Iran-Irak et en matant la rebellion des Kurdes au début du régime. Il fait l'objet de sanctions américaines et européennes depuis 2019 pour ses activités au sein des Gardiens, et notamment son soutien proche au pouvoir syrien de Bachar El-Assad en 2017.

Ali Shamkani, plus proche conseiller d'Ali Khamenei, aurait été tué lors des frappes israélo-américaines contre l'Iran ce 28 février, selon l'armée israélienne. Agé de 71 ans, il avait été nommé à la tête du Conseil national de défense le 5 février dernier, une instance qu'il avait déjà dirigée de 2013 à 2023. Cet organe majeur a pour mission d'élaborer la politique extérieure de la République islamique, sous l'œil attentif du Guide suprême iranien. Membre des forces navales de l'armée régulière et également des Gardiens de la révolution, Ali Shamkhani travaillait aux côtés du Guide depuis 2005. Originaire de la province du Khouzestan, frontalière avec l'Irak, il était couramment arabophone, ce qui en faisait un homme clé dans les relations avec les pays de la région. Il

a notamment œuvré au rapprochement avec l'Arabie Saoudite en 2023, avant d'être écarté en raison de tensions avec le président de l'époque Ebrahim Raïssi. Lors de la guerre des douze jours en juin dernier, il avait déjà été ciblé et même annoncé mort. Il y a quelques mois les images du mariage de sa fille, où elle apparaissait sans voile et les épaules nues, avaient provoqué un scandale alors que les autorités islamiques imposent le port du voile aux femmes.

Un missile balistique iranien a touché ce samedi soir un quartier du centre-ville de Tel-Aviv faisant au moins un blessé grave. Dans la région de Tel-Aviv, un homme d'une quarantaine d'années a été grièvement blessé par des éclats après des tirs iraniens. Selon l'armée israélienne, 150 missiles balistiques ont été lancés depuis l'Iran vers Israël depuis le début de la journée. Les missiles balistiques mettront 12 minutes pour traverser l'Iran avant de toucher Israël.

L'armée israélienne a annoncé samedi soir que sept hauts responsables iraniens avaient été «*éliminés*» lors des frappes américano-israéliennes contre l'Iran, parmi lesquels le chef des Gardiens de la révolution, Mohammad Pakpour, et Ali Shamkhani, un conseiller du guide suprême. Une attaque a visé un rassemblement au cours duquel sept responsables du «*régime terroriste iranien*» ont été «*éliminés*», a déclaré le porte-parole de l'armée, le général de brigade Effie Defrin, à la télévision. Parmi eux figure aussi le ministre de la Défense Aziz Nasirzadeh, a ajouté le porte-parole.

Une série d'explosions ont été entendues samedi soir dans le centre d'Israël ainsi qu'à Jérusalem et en Cisjordanie occupée, ont rapporté des journalistes de l'AFP. Ces explosions ont été précédées de sirènes d'alerte alors que l'armée israélienne a déclaré

avoir identifié de nouveaux tirs de missiles depuis l'Iran. Un journaliste de l'AFP à Tel-Aviv a fait état d'un important barrage de missiles au-dessus de la ville. Une vingtaine d'explosions ont retenti au-dessus de Ramallah, en Cisjordanie, où plusieurs missiles ont été interceptés, et de la fumée s'élevait à l'ouest de la ville, selon un autre journaliste de l'AFP.

Dans une courte interview samedi soir à NBC News, Donald Trump dit qu'il a «*le sentiment*» que les informations sur la mort de Khamenei sont «*correctes*». Un peu plus tôt, le Premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, avait affirmé qu'il y avait de «*nombreux signes*» que le guide suprême iranien ait été tué samedi dans l'attaque américano-israélienne sur l'Iran, qui a riposté en visant plusieurs pays arabes et Israël.

De «*nombreux*» responsables du régime iranien ont été tués dans les frappes samedi des Etats-Unis et d'Israël sur l'Iran, a affirmé Donald Trump dans une interview à ABC News, affirmant cependant ne pas savoir si «*tous*» ont été tués. Interrogé par téléphone par un journaliste d'ABC News sur l'identité selon lui du prochain dirigeant de l'Iran, le président américain a répondu : «*Nous en avons une très bonne idée*».

Le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a appelé samedi les Iraniens à profiter de l'attaque américano-israélienne lancée sur Téhéran pour se soulever et «*renverser le régime*». «*Je me tourne vers vous, citoyens iraniens : ne manquez pas cette occasion [...] unique, ne restez pas les bras croisés car bientôt ça sera votre heure, celle où vous devrez sortir en masse dans les rues pour terminer la mission, renverser le régime des horreurs qui vous rend la vie si dure*», a déclaré Benjamin Nétanyahou en hébreu dans une allocution télévisée.

Des acclamations ont résonné dans les rues de Téhéran samedi soir, selon des témoins, après des informations faisant état de la mort du guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, dans les frappes israélo-américaines sur le pays. Des habitants ont applaudi depuis leurs fenêtres et de vives acclamations ont retenti peu après 23 heures locales dans les rues de plusieurs quartiers de la capitale iranienne, ont rapporté plusieurs témoins. Le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou avait annoncé peu de temps avant qu'il y avait de «*nombreux signes*» que le guide suprême iranien ait été tué samedi.

Le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, qui a transformé le pays en une puissante force anti-américaine et étendu son influence militaire à travers le Moyen-Orient tout en réprimant des troubles intérieurs répétés, a été tué lors de frappes israéliennes et américaines, a déclaré samedi à Reuters un haut responsable israélien. Selon cette source, son corps a été retrouvé. «*Son corps a été retiré des décombres de son complexe*», a rapporté la chaîne publique KAN. Selon les télévisions israéliennes KAN et la chaîne 12, une «*photo du corps*» de Khamenei a été montrée à Donald Trump et Benjamin Nétanyahou.

Après la diffusion de ces informations israéliennes, le chef des relations publiques du bureau du Guide suprême iranien a accusé les ennemis du pays de «*guerre psychologique*», ont rapporté les médias d'Etat iraniens. «*L'ennemi recourt à la guerre psychologique, chacun doit en être conscient*», a déclaré le responsable des relations publiques.

Le chef du Conseil suprême de sécurité nationale iranien, Ali Larijani, a affirmé samedi que Téhéran donnerait une «*leçon inoubliable*» aux Etats-

Unis et à Israël après leurs frappes sur l'Iran. «*Nous ferons regretter leurs actes aux criminels sionistes et aux Américains sans vergogne*», a écrit Ali Larijani sur X. L'Iran «*donnera une leçon inoubliable aux oppresseurs internationaux*», a-t-il ajouté.

Deux télévisions israéliennes affirment samedi soir que le Guide suprême iranien Ali Khamenei a été tué dans l'attaque israélo-américaine lancée samedi matin sur l'Iran. «*Source israélienne : Khamenei est mort*», indique un bandeau de la chaîne 12. «*Source israélienne : Ali Khamenei a été éliminé*», affiche pour sa part la télévision publique KAN.

Le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a affirmé samedi que l'attaque américano-israélienne contre l'Iran durerait «*aussi longtemps que nécessaire*». «*Cette opération décisive se poursuivra aussi longtemps que nécessaire, et il faut faire preuve de patience*», a déclaré Benjamin Nétanyahou dans une allocution télévisée, plus de 12 heures après le début de cette attaque suivie d'une riposte iranienne sur Israël et plusieurs pays arabes. Il a ajouté que des milliers de cibles en Iran seront frappées dans les prochains jours.

Les Etats-Unis ont exhorté samedi leurs ressortissants à travers le monde à faire preuve d'une «*prudence accrue*» à la suite des frappes américaines et israéliennes sur l'Iran. «*Les Américains à travers le monde et particulièrement au Moyen-Orient doivent suivre les conseils contenus dans les dernières alertes de sécurité émises par l'ambassade ou consulat américain le plus proche*», a également déclaré le service des affaires consulaires du département d'Etat américain sur X.

Le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a déclaré lors d'une allocution à

la télévision samedi soir qu'il existait de nombreux signes indiquant que le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, «*n'est plus*», sans toutefois confirmer explicitement sa mort. Benyamin Nétanyahou a également déclaré que le complexe de Khamenei avait été détruit, et que les commandants des Gardiens de la révolution et de hauts responsables nucléaires avaient été tués.

Le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient, le Centcom, a annoncé samedi qu'à la suite des frappes sur l'Iran, les forces américaines s'étaient «*dé fendu avec succès contre des centaines d'attaques de missiles et de drones iraniens*», et qu'aucune victime américaine n'était à déplorer. «*Les dégâts sur les sites américains ont été minimes et n'ont pas affecté les opérations*», a affirmé le Centcom dans un communiqué sur X.

L'armée américaine a déclaré samedi avoir utilisé pour la première fois au combat des drones explosifs pour attaquer l'Iran, recourant ainsi à une technologie employée notamment dans la guerre entre l'Ukraine et la Russie. «*La Task Force Scorpion Strike a utilisé pour la première fois au combat des drones d'attaque à usage unique et à faible coût*», a déclaré le Commandement central américain (Centcom) dans un communiqué publié sur X, faisant référence à une unité des forces américaines mise en place en décembre dernier seulement.

«*Trente bombes*» ont été larguées sur le complexe résidentiel du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, pendant l'attaque sur l'Iran menée par Israël conjointement avec les Etats-Unis, a annoncé la chaîne 12 de la télévision israélienne. «*Trente bombes ont été larguées sur le complexe. Khamenei se trouvait sous terre, mais probablement pas dans son*



Le commandant des Gardiens de la révolution iranienne, Mohammad Pakpour, à Téhéran, le 17 avril 2024. (Atta Kenare/AFP)

propre bunker», a déclaré à l'antenne le journaliste vedette Amit Segal, réputé proche du Premier ministre Benyamin Nétanyahou, sans citer de sources.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est dit samedi «*profondément troublé*» par les attaques israélo-américaines contre l'Iran, mais a également condamné les frappes de représailles de Téhéran dans le Golfe, exigeant des mesures pour mettre fin au conflit. «*Nous sommes profondément troublés par les attaques des États-Unis et d'Israël contre l'Iran, notre voisin*», a déclaré Recep Tayyip Erdogan lors d'une allocution télévisée. Les attaques de drones et de missiles menées par l'Iran contre le Golfe sont «*inacceptables*», a-t-il ajouté, précisant que tous les acteurs, «*en particulier le monde islamique, doivent agir*».

L'armée israélienne a appelé samedi soir les riverains d'une zone industrielle d'Ispahan, grande ville du centre de l'Iran, à évacuer en prévision de frappes imminentes. «*Alerte immédiate pour toutes les personnes présentes dans la zone industrielle «Jey» dans la région d'Ispahan*», indique le compte X en persan de l'armée israélienne accompagné d'une carte localisant le secteur. «*Dans les prochaines minutes, l'armée israélienne va attaquer des infrastructures militaires situées dans cette zone*», ajoute le message,

appelant la population à évacuer «*immédiatement*».

Selon les informations reçues de la capitale iranienne, la population a fait face aux bombardements soudains, et s'interroge sur le sort du guide suprême Ali Khamenei.

La Jordanie a déclaré avoir intercepté avec succès depuis samedi matin 13 missiles balistiques, faisant état de dégâts matériels, alors que l'Iran riposte dans la région aux frappes américaines et israéliennes. «*Les forces armées ont fait face à 49 drones et missiles balistiques qui visaient le territoire jordanien*», abritant des bases américaines, a indiqué un communiqué militaire, précisant que «*13 missiles balistiques ont été interceptés avec succès*» tandis que des drones ont été abattus. La Direction de la sécurité publique a pour sa part annoncé que ses équipes et la police ont traité 54 «*signalements liés à la chute d'objets et d'éclats*» à travers le pays, «*sans aucune perte humaine*».

L'Autorité palestinienne condamne ce samedi soir les attaques iraniennes lancées sur plusieurs Etats arabes, selon un communiqué publié par l'agence officielle palestinienne Wafa. «*L'Etat de Palestine condamne fermement les attaques iraniennes contre plusieurs pays arabes, dont l'Arabie saoudite, la Jordanie, le Qatar, le Koweït, Bahreïn,*

les Emirats arabes unis et l'Irak, et souligne son rejet total de toute atteinte à leur souveraineté ou de toute agression contre eux», indique ce communiqué, sans aucune mention de l'attaque lancée plus tôt par Israël et les Etats-Unis contre l'Iran.

Dans sa riposte, l'Iran a visé ce samedi plusieurs villes du Golfe, abritant notamment des bases américaines, faisant au moins un mort aux Emirats arabes unis. Plusieurs explosions ont retenti à Ryad, Abou Dhabi, Doha, Dubaï, Koweït et Manama, où des colonnes de fumée se sont élevées au-dessus de la zone de Juffair, qui abrite une importante base navale américaine. Ce samedi soir, les autorités annoncent d'ailleurs que «*plusieurs immeubles résidentiels ont été ciblés*» dans la capitale du royaume de Bahreïn et que «*la Défense civile poursuit les opérations de lutte contre l'incendie et de secours sur les sites touchés*». Voici pour y voir plus clair une carte des forces américaines en présence dans la région.

Plusieurs dizaines de personnes ont défilé à moto samedi soir à Téhéran au son d'une musique martiale et brandissant des drapeaux de la République islamique, ont constaté des journalistes de l'AFP. Ce cortège, qui comptait environ une cinquantaine de participants, remontait vers le nord la longue avenue Valiasr, largement désertée après les frappes israéliennes et américaines en journée contre la capitale.

La représentation permanente de l'Iran à l'ONU à Vienne a demandé ce samedi à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) «*la tenue d'une réunion extraordinaire et urgente*», après les frappes israélo-américaines. «*Les allégations infondées, les menaces odieuses et les actes répréhensibles des agresseurs à l'encontre du programme nucléaire pacifique iranien devront être exa-*

minés immédiatement par le Conseil [des gouverneurs de l'AIEA]», écrit la représentation iranienne sur X.

Le Croissant-Rouge iranien a dit samedi soir avoir recensé au moins 201 morts et 747 blessés, dans une série de frappes israéliennes et américaines contre l'Iran. Sur les 31 provinces que compte l'Iran, «24 ont été touchées et le Croissant-Rouge est en état d'alerte», a souligné l'organisation dans un communiqué publié par l'agence Isna. Il s'agit du premier bilan officiel pour l'ensemble des frappes lancées samedi matin.

Benjamin Netanyahu, doit faire une déclaration à la presse ce samedi soir, après le lancement d'une attaque contre l'Iran menée conjointement par Israël et les Etats-Unis. Le bureau du Premier ministre israélien n'a pas précisé l'heure prévue pour cette déclaration, indiquant seulement que «des détails supplémentaires seraient fournis plus tard».

Alors que le pays fait face à des frappes militaires menées conjointement par les Etats-Unis et Israël, Donald Trump a exhorté les Iraniens à se soulever. Le peuple peut-il retourner dans les rues, deux mois après un massacre de grande ampleur ?

Emmanuel Macron a déclaré samedi lors d'un conseil de défense à l'Elysée que le «travail diplomatique» devait «reprendre ses droits», quelques heures après le début de l'offensive israélo-américaine en Iran. «Nul ne peut penser que la question du nucléaire iranien, de l'activité balistique, des déstabilisations régionales se régleront simplement par les frappes», a-t-il ajouté. La France n'a été ni prévenue ni impliquée, tout comme d'ailleurs l'ensemble des pays de la région et nos alliés.»

Le photographe indépendant Bobby, collaborateur régulier de Libération, est en transit à



Une boule de feu illumine le ciel après un tir de missile sur Tel-Aviv le 28 février 2026. (John Wessels/AFP)

l'aéroport de Doha, coincé là-bas par les bombardements. Il nous a envoyé ce témoignage :

«De retour du Népal, je suis arrivée ce matin à Doha. C'est quand je suis sorti de l'avion que j'ai vu l'alerte de l'attaque américaine. Il y avait déjà plein de vols annulés ou retardés. On a cherché des infos en regardant la télé, mais aussi sur l'AFP et les réseaux sociaux. J'ai bien compris que j'allais passer du temps à Doha, mais je ne pensais pas que cela allait prendre cette tournure au fil de la journée : vers 14 heures, il y a eu la première interception de missiles au-dessus de l'aéroport, sous nos yeux, devant les baies vitrées. On a assisté à un spectacle terrifiant.

«A la tombée de la nuit il y a eu des missiles un peu plus proches et les vitres ont tremblé. On est redescendu au rez-de-chaussée : on n'allait pas risquer notre vie derrière les baies vitrées du premier étage. Il y a plein de gens qui ont été logés dans des hôtels à Doha, mais comme on a aussi vu qu'il y a eu une explosion dans un hôtel à Dubaï, on se dit qu'on est plus en sécurité ici. Mais l'ambiance

reste celle d'un aéroport très classique, on n'entend pas du tout les missiles au rez-de-chaussée. Il y a des gens qui mangent, des gens qui dorment et on attend.»

Le détroit d'Ormuz est «dangereux», «de facto fermé», affirment les Gardiens de la révolution ce samedi soir. L'agence britannique UK Maritime Trade Operations a par ailleurs déclaré avoir reçu de multiples signalements de navires opérant dans le Golfe indiquant qu'ils avaient été informés de la fermeture du détroit.

Ormuz est la route d'exportation de pétrole la plus vitale au monde, reliant les grands producteurs du Golfe — dont l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Irak et les Emirats arabes unis — au golfe d'Oman et à la mer d'Arabie. La U.S. Maritime Administration a conseillé aux navires commerciaux américains d'éviter la région du Golfe persique, y compris le détroit d'Ormuz, a rapporté le *New York Times*. L'agence a recommandé aux navires de se tenir à l'écart de la zone si possible.

Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres,

a condamné «l'escalade militaire au Moyen-Orient» observée samedi après les frappes des Etats-Unis et d'Israël sur l'Iran, tandis que le Conseil de sécurité de l'ONU se réunira en urgence à 21 heures. «J'appelle à l'arrêt immédiat des hostilités et à la désescalade», a-t-il déclaré dans un communiqué.

Le ministre français de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a demandé samedi la «mise en vigilance» des forces de l'ordre en France pour «détecter toute action susceptible de troubler l'ordre public» sur le territoire, après les frappes des Etats-Unis et d'Israël sur l'Iran. Dans un télégramme dont l'AFP a eu connaissance, le ministre appelle notamment au renforcement de la sécurité autour des représentations diplomatiques, et demande aux préfets de «signaler immédiatement aux services de renseignement toute action d'influence ou de déstabilisation en lien avec ce conflit».

L'armée israélienne a annoncé samedi vers 18 heures de nouvelles frappes contre des objectifs militaires en Iran, dont des lanceurs de missiles, dans le cadre de son attaque conjointe lancée plus tôt avec

les Etats-Unis contre la République islamique. L'armée de l'air israélienne a «*entamé une nouvelle vague de frappes visant les lanceurs de missiles et les systèmes de défense aérienne du régime terroriste iranien dans le centre de l'Iran*», indique un bref communiqué militaire.

L'armée précise en outre avoir engagé plus de 200 avions dans l'opération et avoir visé environ 500 cibles depuis le début de l'attaque, ce qui en fait «*le plus grand raid aérien*» de son histoire, selon elle.

Pour Adel Bakawan, chercheur associé à l'Ifri, l'objectif conjoint de Donald Trump et Benjamin Nétanyahou vise la chute des mollahs. Avec deux inconnues : l'état de l'arsenal iranien et la réaction de la population.

Deux quartiers de Bouchehr, ville du sud de l'Iran où se trouve notamment une centrale nucléaire, ont été «*visés par des missiles*», a rapporté samedi soir l'agence de presse Fars. Fars ne donne pas plus de précisions dans l'immédiat mais ajoute que plusieurs explosions successives ont par ailleurs été entendues près de Garmdareh, dans le Nord, et Qom, ville sainte au sud de Téhéran. Parallèlement, des journalistes de l'AFP présents sur place font état d'une série de détonations dans la capitale peu avant 20 heures, heures locale, soit 17 h 30 à Paris.

L'Union européenne a appelé à la «*plus grande retenue*» après les frappes israéliennes et américaines déclenchées samedi contre l'Iran et la riposte de ce pays. La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a qualifié ces événements de «*très préoccupants*», tandis que les 27 Etats membres ont entamé le retrait de leur personnel non essentiel de la région. «*Garantir la sûreté nucléaire et empêcher toute action susceptible d'aggraver les tensions ou de compromettre la*

non-prolifération mondiale est d'une importance capitale», écrit Ursula von der Leyen dans un communiqué commun avec le président du Conseil européen, António Costa. *Nous appelons toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue, à protéger les civils et à respecter pleinement le droit international.*»

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a appelé samedi le Conseil de sécurité de l'ONU à «*agir immédiatement*» après les frappes d'Israël et des Etats-Unis contre son pays. Dans une lettre adressée aux Nations unies, il affirme que les Etats-Unis et Israël devront «*assumer pleinement et totalement les conséquences de leurs actions illégales*», soulignant que l'Iran agit en «*légitime défense*» et réclamant que la communauté internationale «*condamne cet acte d'agression*». Le Conseil de sécurité doit se réunir ce samedi à 22 heures.

Donald Trump et ses principaux conseillers suivent «*de près*» ce samedi la situation en Iran depuis la résidence Mar-a-Lago du président américain en Floride, a déclaré la Maison Blanche, quelques heures après les frappes des Etats-Unis et d'Israël. La porte-parole, Karoline Leavitt, a également indiqué qu'avant le début de l'attaque, le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, avait fourni «*une notice au Congrès*», comme l'exige la loi, en prévenant ses huit principaux responsables en matière de défense et de renseignement.

Israël est engagé dans une opération «*majeure, décisive et sans précédent*» contre l'Iran, a affirmé samedi soir le chef d'état-major israélien, qui vise à «*démanteler les capacités du régime terroriste iranien*». Selon le lieutenant-général Eyal Zamir, l'armée israélienne «est prête et en état d'alerte élevé pour faire face à un large éventail de scénarios».

Mais «*il n'existe pas de défense hermétique*» et «*nous ne devons pas sous-estimer la capacité de l'ennemi à nous nuire*», a mis en garde le chef d'état-major, annonçant «*des épreuves difficiles*» à venir et appelant la population à un «*respect strict*» des consignes de la défense passive, meilleure façon selon lui de sauver des vies.

Les autorités de Dubaï ont confirmé que l'incendie samedi sur l'emblématique île artificielle de Palm Jumeirah a fait quatre blessés. Selon les secours, l'incendie est désormais maîtrisé. «*Quatre personnes ont été blessées et transférées dans des établissements médicaux*», ont-ils ajouté.

Un célèbre hôtel cinq étoiles de Dubaï est en feu après avoir été touché par des débris provenant d'un missile iranien intercepté. Le Fairmont, situé sur la Palm Jumeirah, a été frappé samedi soir alors que Téhéran lançait un barrage de missiles de représailles visant des cibles dans le Golfe.

Quatre personnes ont été blessées, et l'on craint que des touristes britanniques séjournant dans l'hôtel, qui compte 391 chambres de luxe, figurent parmi les blessés, voire les morts. Des vidéos tournées sur place montrent d'immenses flammes et d'épaisses colonnes de fumée s'élevant de l'atrium principal du bâtiment, et l'on croit comprendre que des clients se sont réfugiés au sous-sol.

L'ex-élue républicaine au Congrès américain Marjorie Taylor Greene, ancienne fidèle de Donald Trump, a condamné samedi les frappes des Etats-Unis sur l'Iran comme une «*trahison*» du président américain envers sa base, qui avait voté selon elle pour mettre fin aux interventions à l'étranger. Particulièrement active pour faire publier les documents de l'affaire Epstein, l'ex-élue Maga était devenue la bête noire de

Trump, qui l'avait surnommée «*Maggie la dingue*», jusqu'à ce qu'elle quitte la Chambre des représentants, en janvier.

Sur X ce samedi, elle dénonce le «*mensonge*» selon lequel l'Iran serait sur le point d'obtenir des armes nucléaires. «*On nous a rabâché cette phrase depuis des décennies et Trump nous a tous dit que ses bombardements l'été dernier ont tout anéanti. C'est toujours un mensonge et c'est toujours pour mettre l'Amérique en dernier*», écrit-elle en référence au slogan «*l'Amérique d'abord*» du président républicain.

Deux témoins ont indiqué à l'AFP avoir entendu une explosion et vu une colonne de fumée s'élever de l'emblématique île artificielle de Dubaï, The Palm Jumeirah, au moment où l'Iran riposte dans le Golfe aux frappes américaines et israéliennes. L'un des témoins a déclaré avoir vu une épaisse fumée noire s'élever d'un hôtel situé sur The Palm et entendu des ambulances se diriger vers les lieux. Des habitants de Dubaï et des journalistes de l'AFP sur place ont entendu plusieurs fortes détonations après cette explosion.

L'armée israélienne a annoncé samedi vers 16 h 30 qu'elle menait de nouvelles frappes en Iran, visant des lanceurs de missiles, dans le cadre de son attaque conjointe lancée plus tôt avec les Etats-Unis contre la République islamique. L'armée de l'air israélienne «*a commencé un survol et frappe actuellement des lanceurs de missiles en Iran afin de déjouer la menace qui pèse sur l'Etat d'Israël*», indique un bref communiqué militaire.

De fortes explosions ont de nouveau été entendues au-dessus du centre de Doha samedi, selon des journalistes de l'AFP, au moment où l'Iran ciblait des bases militaires américaines dans tout le Golfe. Un journaliste de l'AFP

a vu des missiles iraniens être interceptés dans le ciel au-dessus de la corniche de Doha par des systèmes de défense antimissile. Le Qatar abrite la base militaire d'Al-Udeid, la plus grande installation militaire américaine de la région.

L'état-major d'Eunavfor Aspidos, opération de l'Union européenne lancée il y a deux ans pour protéger le trafic maritime commercial en mer Rouge face aux attaques des rebelles houthis armés par l'Iran, lance une alerte sur les réseaux sociaux. «*A la suite des opérations militaires menées aujourd'hui par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, selon certaines sources, les Houthis auraient menacé de lancer de nouvelles attaques contre les intérêts et les navires israéliens et américains dans la mer Rouge et le golfe d'Aden.*» Les militaires européens appellent le secteur maritime «à rester vigilant et à garder à l'esprit que des attaques contre tous les navires ne peuvent être exclues». Depuis la fin de la guerre à Gaza, les rebelles yéménites, armés par l'Iran, avaient annoncé suspendre leurs tirs de drones et missiles sur les navires marchands, et des porte-conteneurs occidentaux avaient recommencé fin 2025 à emprunter le canal de Suez pour rejoindre la Méditerranée depuis l'océan Indien, au lieu de contourner l'Afrique.

Le Conseil de sécurité des Nations unies se réunira samedi à 16 heures à New York (22 heures à Paris) pour évoquer «la situation au Moyen-Orient» après l'opération militaire lancée par Washington contre l'Iran, a annoncé l'ONU. Cette réunion se tiendra à l'initiative de la France et de Bahreïn, a indiqué la mission israélienne à l'ONU. Antonio Guterres, le chef de l'institution internationale, a condamné «l'escalade» dans la région et appelé à «l'arrêt immédiat des hostilités». Quelques heures plus tôt, à 18 heures, le président français Emmanuel Macron va présider un Conseil de défense sur la situation en Iran et au Moyen-

Orient, après les frappes israélo-américaines sur ce pays et la riposte de Téhéran, a annoncé l'Élysée. Le chef de l'État avait assuré auparavant sur X que «toutes les mesures sont prises» pour la sécurité de la France, ainsi que de ses compatriotes et des «emprises» militaires au Moyen-Orient.

Dans un communiqué, l'Arabie Saoudite a déclaré samedi que l'Iran avait attaqué sa capitale, Riyad, ainsi que la région orientale du royaume. Le ministère saoudien des Affaires étrangères a indiqué que les attaques sur son territoire avaient été repoussées, sans fournir d'avantage de détails. «Ces attaques ne peuvent être justifiées sous aucun prétexte ni d'aucune manière, et elles ont eu lieu alors même que les autorités iraniennes savaient que le royaume avait affirmé qu'il ne permettrait pas que son espace aérien ou son territoire soient utilisés pour cibler l'Iran», ajoute le communiqué. Le royaume dit qu'il «prendra toutes les mesures nécessaires pour se défendre, notamment l'option de répondre à l'agression».

«Mission impossible» mais «parlons-nous». Défi et conciliation à la fois. Dans une première réaction depuis le début de l'opération «Epic Fury», nom donné à l'attaque par les Américains, le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a affirmé qu'un changement de régime était une «mission impossible». Dans une interview à la chaîne américaine NBC, il a par ailleurs affirmé que les frappes de représailles iraniennes, particulièrement sur des bases militaires dans toute la région, étaient des actes de «self-défense». Mais il a aussi reconnu la possibilité de pertes humaines parmi les officiels du régime. «Nous pourrions avoir perdu un ou deux commandants mais pratiquement tous les officiels sont vivants et vont bien». Et a évoqué le sort du Guide suprême en affirmant que l'ayatollah Ali Khamenei était «pour autant que je sache, toujours

vivant». Le ministre a également ouvert la porte à une désescalade «que nous souhaitons». «Si les Américains veulent parler, ils savent comment nous contacter». Abbas Araghchi a également affirmé que l'Iran n'avait «pas la capacité à frapper les Etats-Unis sur son sol». Et qu'un accord sur le nucléaire civil pour l'Iran était toujours «atteignable».

Le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, prendra la parole dans quelques minutes, a rapporté la chaîne de télévision iranienne Al-Alam, quelques heures après les frappes américaines et israéliennes qui ont ciblé de hauts dirigeants iraniens samedi. Quelques minutes plus tôt, le ministre iranien des Affaires étrangères avait affirmé que tous les hauts responsables iraniens étaient «vivants», contredisant des informations selon lesquelles le ministre de la Défense iranien et le commandant des Gardiens de la révolution avaient été éliminés dans les frappes.

Le gouvernement iranien a appelé samedi les habitants de Téhéran à quitter la capitale «tout en gardant [leur] calme», après des frappes israéliennes et américaines. «Compte tenu des opérations conjointes menées par les Etats-Unis et le régime sioniste [Israël] contre Téhéran et certaines grandes villes, prenez, si possible et tout en gardant votre calme, la direction vers d'autres villes», ont écrit les autorités dans un SMS envoyé sur les téléphones iraniens et reçu par l'AFP.

Des avions de combat britanniques sont «dans le ciel» samedi pour des «opérations défensives régionales coordonnées visant à protéger notre peuple, nos intérêts et nos alliés», a annoncé le Premier ministre britannique Keir Starmer. Dans sa première réaction publique à l'attaque américano-israélienne contre l'Iran, qui a provoqué en réponse des tirs de missiles iraniens vers plusieurs pays voisins, le dirigeant britannique a estimé que cette

opération était «conforme au droit international». Il a fait ces commentaires dans une brève allocution télévisée, après avoir tenu une réunion d'urgence avec plusieurs de ses ministres et des responsables de la sécurité sur l'évolution du conflit au Moyen-Orient.

«Actes de guerre non autorisés par le Congrès.» Sur X, le républicain Thomas Massie est l'un des rares dans son camp à oser critiquer l'opération «Epic Fury» (Fureur épique) annoncée dans la nuit par Donald Trump depuis sa résidence de Mar-a-Lago en Floride. Avec Ro Khanna, élu démocrate de Californie, il avait prévu de faire voter une loi la semaine prochaine pour limiter la capacité de Trump à décider d'une attaque contre l'Iran sans l'accord des élus du Capitole. «Nous pouvons soutenir le mouvement démocratique et le peuple iranien sans envoyer nos soldats mourir», a réagi le sénateur Ruben Gallego tandis que le représentant du Connecticut Jim Himes, principal démocrate de la commission du renseignement de la Chambre des représentants, évoque «une guerre choisie sans objectif stratégique final».

De nombreux républicains applaudissent en revanche des deux mains. Le sénateur John Barrasso salue une nouvelle démonstration de «la paix par la force». Lindsey Graham, élu de Caroline du Sud et l'un des principaux contempteurs du régime de mollahs prédit que «la fin du plus grand Etat soutenant le terrorisme est proche». Seul un démocrate, le sénateur John Fetterman, a soutenu ouvertement l'opération : «Le président Trump est prêt à faire ce qui est juste et nécessaire pour instaurer une paix véritable dans la région.»

Incertitudes sur le sort du guide suprême iranien Ali Khamenei et d'autres membres haut placés du régime. Certains médias israéliens affirment qu'Ali Khamenei aurait été tué dans une frappe israélienne. Mais, si son domicile semble bien avoir été

visé et détruit, aucune source indépendante n'a encore confirmé le sort du chef suprême du régime des mollahs. Par ailleurs, selon l'agence Reuters, qui cite trois sources différentes, le ministre de la Défense iranien Amir Nasirzadeh et le commandant des sinistres Gardiens de la Révolution Mohammed Pakpour auraient été tués dans des attaques israéliennes. L'Iran a catégoriquement démenti ces informations.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a salué samedi la «détermination» des Etats-Unis après le début de frappes américaines et israéliennes sur l'Iran, estimant qu'elles donnaient une «chance» au peuple iranien de se «débarrasser d'un régime terroriste». «Il est important que les États-Unis soient déterminés. Et à chaque fois que l'Amérique est déterminée, les criminels dans le monde s'affaiblissent», a-t-il déclaré dans un message vidéo. «Il est juste de donner au peuple iranien la possibilité de se débarrasser d'un régime terroriste, et de garantir la sécurité de toutes les nations qui ont souffert du terrorisme venant d'Iran», a-t-il ajouté.

Plus de 20 des 31 provinces iraniennes «affectées par les attaques», selon le Croissant-Rouge iranien.

Le président Emmanuel Macron, le chancelier Friedrich Merz et le Premier ministre Keir Starmer ont condamné samedi les attaques iraniennes contre les pays du Moyen-Orient, alors que la République islamique a riposté par des salves de missiles aux frappes menées par les Etats-Unis et Israël depuis la matinée. «Nous condamnons avec la plus grande fermeté les attaques iraniennes contre les pays de la région», ont indiqué les dirigeants dans un communiqué commun après s'être entretenus ensemble.

Donald Trump n'a pas prévu d'effectuer d'allocution à la nation aujourd'hui, indique un responsable de la Maison Blanche. Après le déclenchement de

l'opération, le président américain avait publié dans la nuit sur son réseau Truth Social une vidéo de plus de huit minutes dans laquelle il affirme que «de courageux héros américains pourraient laisser leurs vies» dans ce conflit.

Le voisin irakien dénonce les frappes contre l'Iran et laisse entendre d'éventuelles représailles, après la mort de deux personnes dans des frappes aériennes dans le sud du pays. L'Irak «condamne l'agression injustifiée contre la République islamique» et «met en garde contre les conséquences de cette agression flagrante» visant des sites irakiens, a déclaré Sabah Al-Numan, porte-parole militaire du Premier ministre. Il a également mis en garde contre l'utilisation, refusée par Bagdad, de l'espace aérien et du territoire irakiens «comme couloir ou point de lancement pour une agression contre l'Iran».

Des journalistes de l'AFP à Dubaï ont entendu une deuxième salve d'explosions dans la ville la plus peuplée des Emirats arabes unis. Une première vague d'explosions avait été entendue plus tôt dans la journée.

Après plusieurs tirs de missiles iraniens sur Manama, la capitale bahreïnienne, L'ambassade des Etats-Unis à Bahreïn annonce qu'elle fermera dimanche. «Compte tenu des frappes de missiles en cours contre Bahreïn le 28 février, l'ambassade des Etats-Unis à Bahreïn sera fermée le dimanche 1er mars 2026», a indiqué l'ambassade dans un communiqué publié sur X. «Nous avons annulé tous les rendez-vous consulaires réguliers et d'urgence prévus pour le dimanche 1er mars 2026», est-il précisé dans le post en question.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, déclare à la télévision iranienne que «les forces armées iraniennes considèrent comme cibles légitimes les sites d'où ont été menées les opérations

américaines et sionistes» ainsi que les sites de «toutes les actions menées contre les opérations de défense iraniennes».

Un nouveau bilan fait désormais état d'au moins 51 personnes tuées lors d'une frappe contre une école de filles dans le sud de l'Iran, rapporte la télévision d'Etat, en citant un responsable local. «Lors de l'attaque de missiles israélienne menée ce (samedi) matin contre une école primaire de filles dans le comté (de Minab), 51 élèves ont jusqu'à présent été tuées et 60 élèves ont été blessées», détaille le gouverneur du comté.

Des missiles ont visé une base militaire sur le sol koweïtien. Le complexe accueille du personnel américain et d'autres étrangers. «La base aérienne d'Ali Al-Salem a été la cible de plusieurs missiles balistiques. Ce matin, la défense aérienne koweïtienne les a interceptés avec succès», a informé le porte-parole du ministère de la Défense du Koweït, le colonel Saoud Abdelaziz Al-Atwan.

Un civil a été tué après avoir été touché par des débris de missiles à Abou Dhabi, affirme le ministère de la Défense des Emirats arabes unis. Les autorités émiraties déclarent en outre avoir intercepté d'autres missiles iraniens et affirmé se réserver le droit de répondre à ces attaques, dénonçant «une escalade dangereuse». Les Emirats arabes unis «ont été soumis aujourd'hui à une attaque manifeste de missiles balistiques iraniens. Les défenses aériennes des Emirats ont réagi avec une grande efficacité et ont réussi à intercepter un certain nombre de ces missiles», a précisé le ministère de la Défense.

L'armée israélienne a annoncé samedi avoir visé dans la matinée plusieurs réunions de hauts responsables iraniens à Téhéran lors de son attaque surprise menée conjointement avec les Etats-Unis. «L'attaque de ce matin a été menée simultanément en plusieurs endroits de Téhéran où s'étaient

réunis de hauts responsables de la direction politico-sécuritaire iranienne», indique un communiqué militaire israélien. L'armée «évalue actuellement les résultats de l'attaque» et est en «état de préparation sur plusieurs fronts (dans le cas où) la campagne s'étendra (it) à d'autres théâtres» d'opération, ajoute le texte.

À la suite de frappes ayant visé en Irak l'un de ses bastions, Kataëb Hezbollah, la milice pro-iranienne la plus puissante d'Irak, a annoncé qu'elle allait riposter. «Nous commencerons bientôt à attaquer les bases américaines en réponse à leur agression», a déclaré le groupe dans un communiqué. Deux combattants ont été tués samedi lors de frappes aériennes ayant touché la base de Jurf al-Sakher, également connue sous le nom de Jurf al-Nasr, dans le sud de l'Irak. Fin 2019, les Etats-Unis avaient déjà frappé des installations de ce groupe fondé en 2003 peu avant l'invasion américaine dans le pays. Il dépend de la République islamique et est idéologiquement très proche du Hezbollah libanais.

Plusieurs heures après le déclenchement des frappes américano-israéliennes sur l'Iran, et les représailles du régime islamique dans toute la région, le bilan humain reste inconnu. Selon plusieurs rapports, notamment de médias officiels iraniens, plusieurs dizaines de personnes, entre une vingtaine et une cinquantaine, selon les sources impossibles à vérifier pour le moment, auraient été tuées lors d'une frappe sur une école de filles dans la ville de Minab, dans la province iranienne de Hormozgan, le long du Détroit d'Ormuz. Américains et Israéliens n'ont pas caché que les frappes visaient des installations militaires mais également des zones civiles. Dans son allocution nocturne, Donald Trump avait d'ailleurs appelé les Iraniens à «se mettre à l'abri». Sauf que les Iraniens ne disposent pas de bunkers ou de lieux désignés pour se réfugier lors des attaques. Qui

plus est, contrairement à Israël par exemple où des sirènes mettent en garde la population, en avance, le gouvernement iranien ne prévient jamais publiquement d'une frappe imminente.

«L'escalade en cours est dangereuse pour tous. Elle doit cesser», a réagi Emmanuel Macron dans une première déclaration depuis le déclenchement des frappes américano-israéliennes sur l'Iran samedi matin. Mais le président français estime aussi, dans un message sur les réseaux sociaux, que *«le peuple iranien doit aussi pouvoir construire son avenir librement. Les massacres perpétrés par le régime islamique le disqualifient et nécessitent que la parole soit rendue au peuple. Le plus tôt sera le mieux»*. Le régime iranien *«doit comprendre qu'il n'a désormais plus d'autre option que d'engager une négociation de bonne foi pour mettre un terme à son programme nucléaire et balistique comme à ses actions de déstabilisation régionale. C'est absolument nécessaire à la sécurité de tous au Moyen-Orient»*, a ajouté le chef de l'Etat en précisant que *«la France se tient également prête à déployer les moyens nécessaires à la protection de ses partenaires les plus proches selon leur sollicitation»*. Emmanuel Macron réclame également une réunion urgente du Conseil de sécurité des Nations unies.

Quelques heures après les premières frappes américaines et israéliennes en territoire iranien, les premières réactions à l'international ont afflué, entre soutien et désapprobation, avec une grande inquiétude face aux risques d'escalade. Notre papier à lire ici.

Un missile lancé par l'Iran a provoqué des *«dégâts importants»* sur la piste d'une base aérienne au Koweït qui accueille des membres de l'armée de l'air italienne. *«La piste a subi des dégâts importants mais aucun membre du personnel italien n'a été blessé»*, a indiqué à l'agence de presse Ansa le

ministre italien des Affaires étrangères Antonio Tajani. Les militaires italiens ont eu le temps de se réfugier dans un bunker sur la base, a précisé le ministre.

L'armée israélienne a annoncé samedi avoir frappé *«des centaines de cibles militaires iraniennes, y compris des lanceurs de missiles»*, après le début d'une opération menée en coordination avec les Etats-Unis contre la République islamique. L'armée a frappé *«des centaines de cibles militaires iraniennes, y compris des lanceurs de missiles dans l'ouest de l'Iran. Parallèlement aux frappes de l'aviation en Iran, le dispositif de défense anti-aérienne identifie et intercepte actuellement les menaces tirées depuis l'Iran en direction de l'Etat d'Israël»*, a ajouté l'armée.

Le Bahreïn a déclaré qu'il évacuait des habitants d'un quartier de Manama abritant le siège de la Cinquième flotte de la marine américaine, qui avait été visé plus tôt samedi par des missiles iraniens. *«Le ministère de l'Intérieur a commencé à évacuer les citoyens et les résidents dans la zone de Juffair. Nous appelons à votre coopération avec les autorités compétentes»*, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Au moins 24 personnes sont mortes dans une attaque israélienne contre une école du comté de Minab, dans le sud de l'Iran, annonce l'agence de presse Reuters. Selon un média d'Etat iranien, le bilan monte à 40 morts. Rappelons que les Iraniens n'ont pas de bunker pour se protéger et que le gouvernement ne donne aucune consigne à la population.

Selon des journalistes d'agences sur place et des habitants, de nouvelles explosions ont été entendues au cours des dernières minutes à Ryad, en Arabie Saoudite, à Doha, capitale du Qatar et à Abou Dhabi, aux Emirats arabes unis. Dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux, le ministre

saoudien des Affaires étrangères a déclaré que *«l'Arabie Saoudite affirme sa complète solidarité et son soutien à ces nations sœurs»* frappées par les représailles iraniennes aux frappes américano-israéliennes.

Naim Qassem devait prononcer un discours aujourd'hui, samedi 28 février à 14 heures (heure française). Initialement consacré à la *«mémoire des martyrs»* de la précédente guerre contre Israël, Qassem devait également, selon des sources internes au parti, préciser la position du Hezbollah face aux développements régionaux et à l'escalade en cours entre l'Iran et les Etats-Unis. Rattrapé par les attaques américaines de la matinée, le secrétaire général du Hezbollah devra revoir sa copie. D'autant qu'il ne peut s'exprimer avant l'ayatollah Ali Khamenei, autorité religieuse suprême du clergé chiite, dont le sort demeure incertain depuis que sa résidence a été visée ce matin. Au Liban, où plusieurs compagnies aériennes ont suspendu leurs vols tandis que l'armée israélienne conduit des raids dans le sud du pays, les appels à la neutralité se multiplient. En coulisses, les discussions avec le Hezbollah s'intensifient. Le Premier ministre Nawaf Salam a ainsi affirmé : *«Nous ne permettrons à personne d'entraîner le pays dans des aventures qui menacent sa sécurité et son unité.»* Le 26 janvier dernier, Naïm Qassem déclarait déjà, à propos d'une éventuelle attaque américaine contre l'Iran : *«Nous ne sommes pas neutres»*, estimant qu'une frappe contre Téhéran serait *«également dirigée»* contre le Hezbollah.

Deux scénarios se dessinent désormais, selon Adel Bakawan, chercheur associé à l'Ifrri, alors que l'objectif désormais affiché ouvertement par l'alliance Donald Trump et Benjamin Nétanyahou est la chute du régime des mollahs. *«Soit les Iraniens se soudent derrière le régime islamique parce que leur pays est attaqué par des puissances étrangères, soit, au contraire, le peuple se désoli-*

darise totalement du pouvoir et descend par millions dans la rue», explique-t-il dans une interview à Libération à lire ici. Avec la nuance qu'à ce jour, aucun régime n'est jamais *«tombé sans une intervention terrestre»*, qui ne semble pas être à l'agenda de l'administration américaine.

L'armée israélienne a annoncé samedi que des impacts de projectiles avaient été signalés *«en plusieurs endroits»* à travers Israël, après des tirs de missiles depuis l'Iran. *«Les forces de recherche et de sauvetage opèrent en plusieurs endroits à travers le pays où des signalements de projectiles tombés ont été reçus. Il est demandé à la population de continuer à suivre»* les consignes de sécurité, a déclaré l'armée.

Plusieurs commandants des Gardiens de la révolution iranienne ainsi que des responsables politiques ont été tués samedi lors d'une série de frappes américaines et israéliennes, a déclaré à Reuters une source iranienne proche du pouvoir. Un responsable militaire iranien a refusé de commenter lorsqu'on lui a demandé si le guide suprême, Ali Khamenei, avait été visé par ces frappes.

Alors que l'Iran semble frappé par une nouvelle interruption des liaisons internet, un *«black-out presque complet d'internet»*, selon NetBlocks, un résident des environs de Téhéran a fait parvenir au New York Times des images de routes congestionnées par le trafic à la sortie de Téhéran, laissant supposer un exode massif des habitants de la capitale qui tentent de fuir les frappes en cours.

Selon l'organisation Netblocks, qui surveille l'accès à Internet dans le monde, celui-ci est sévèrement restreint en Iran : le taux de connexion actuel serait de 4 %. Il s'agit d'une coupure d'internet *«quasi totale»* indique le site. Le pays avait fait également face à une rupture d'internet lors de la guerre des douze jours en juin dernier, pré-

cédente attaque israélo-américaine contre le pays. Les autorités iraniennes avaient également coupé internet lors des soulèvements de janvier dernier. Ce matin, plusieurs médias iraniens proches du pouvoir ont affirmé avoir fait l'objet de cyberattaques, dont les agences de presse Irna et Isna.

L'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême iranien, âgé de 86 ans et ombre du régime tant ses apparitions sont rares pour des raisons de sécurité, est l'une des cibles directement visées par l'attaque américano-israélienne en cours. *«Une source israélienne confirme : parmi les cibles de l'attaque figurent le guide suprême iranien Khamenei et le président Pezeshkian»*, a indiqué la radio-télévision publique israélienne KAN. Mais aucune information sur le sort des deux hommes n'a encore filtré. Un responsable iranien interrogé par Reuters ce samedi, a néanmoins affirmé que le guide suprême iranien n'était pas à Téhéran et aurait été transféré dans un lieu sûr. De son côté, l'agence de presse officielle iranienne Irna a affirmé que le président iranien Massoud Pezeshkian était *«sain et sauf»*. *«Le président Massoud Pezeshkian est sain et sauf et il n'a aucun problème»*, écrit l'agence Irna.

Les Français Cécile Kohler et Jacques Paris, assignés à l'ambassade de France à Téhéran après plus de trois ans de détention, *«sont en sécurité»*, a indiqué samedi à l'AFP une source diplomatique française alors que les Etats-Unis et Israël ont lancé des frappes sur l'Iran. *«Cécile Kohler et Jacques Paris se trouvent toujours à l'ambassade de France à Téhéran. Ils sont en sécurité»*, a déclaré cette source. Ils avaient été condamnés en octobre dernier respectivement à 20 et 17 ans de prison pour espionnage au profit notamment d'Israël, puis libérés début novembre, mais avec l'interdiction de quitter le territoire iranien. Ils sont en attente d'un potentiel échange avec une ressortissante iranienne, Mahdiah Esfandiari,

que la justice française a condamné à un an de prison ferme jeudi.

Air France annule ses vols à destination et en provenance de Tel-Aviv en Israël et de Beyrouth au Liban prévus ce samedi 28 février. Qatar Airways suspend temporairement son activité en raison de la fermeture de l'espace aérien du Qatar. Air Arabia annonce l'annulation de ses vols à destination de l'Iran, de l'Irak et d'autres parties de la région. KLM a stoppé sa liaison Amsterdam – Tel-Aviv. Norwegian Air suspend ses vols vers et depuis Dubaï, tout comme Turkish Airlines vers le Qatar, le Koweït, Bahreïn, les Émirats arabes unis et Oman. Air India en fait de même à destination de l'ensemble des destinations du Moyen-Orient. De son côté, Lufthansa met en pause ses liaisons à destination et en provenance de Dubaï samedi et dimanche, tout en stoppant temporairement ses liaisons vers Tel-Aviv, Beyrouth et Oman jusqu'au 7 mars. Virgin Atlantic a décidé d'éviter l'espace aérien irakien et de dérouter certains de ses vols. Les Émirats arabes unis ont *«partiellement et temporairement»* fermé leur espace aérien par mesure de précaution. L'Autorité de l'aviation du Koweït a cessé les vols à destination de l'Iran jusqu'à nouvel ordre.

Abou Dhabi, Bahreïn, Ryad, les attaques de représailles iraniennes semblaient s'étendre à toute la région samedi matin. Des explosions ont été entendues à Ryad, en Arabie Saoudite, alors que le Qatar a *«repoussé»* plusieurs attaques visant son territoire, selon son ministère de la Défense. Par ailleurs, une base américaine à Bahreïn a été frappée. Un centre du quartier général de la cinquième flotte américaine a été touché par une *«attaque de missile»*, selon les autorités. A Abu Dhabi, une personne a été tuée après l'interception de missiles iraniens par les forces des Emirats arabes unis. En Irak, plusieurs explosions ont été entendues près du consulat américain à Erbil.

Au Moyen-Orient, les Etats-Unis disposent de plusieurs installations et bases militaires. Bahreïn abrite le quartier général de la Cinquième flotte de l'US Navy, dont la zone de responsabilité couvre le Golfe, la mer Rouge, la mer d'Arabie et une partie de l'océan Indien. Selon un témoin cité par Reuters, la zone de Juffair dans le pays pourrait avoir été frappée. De la fumée était aperçue au-dessus de bâtiments américains, samedi.

Au Qatar, la base aérienne d'Al Udeid, située dans le désert près de Doha, s'étend sur 24 hectares. Elle abrite le quartier général avancé du Commandement central des forces américaines (Centcom), responsable des opérations militaires américaines sur un vaste territoire allant de l'Égypte à l'ouest jusqu'au Kazakhstan à l'est. Il s'agit de la plus grande base américaine du Moyen-Orient, avec environ 10 000 soldats.

Le Koweït accueille plusieurs sites militaires, notamment le camp Arifjan, quartier général avancé des forces terrestres américaines dans la région, et la base aérienne Ali Al Salem.

La base aérienne d'Al Dhafra, au sud d'Abou Dhabi, aux Emirats arabes unis, partagée avec l'armée de l'air émiratie, constitue un important centre d'opérations de l'US Air Force.

Les États-Unis maintiennent également une présence en Irak sur la base aérienne d'Aïn al-Asad, dans la province d'al-Anbar, où leurs forces soutiennent les services de sécurité irakiens et la mission de l'OTAN. En 2024, on comptait 2 321 soldats américains stationnés en Arabie saoudite.

En Jordanie, située à Azraq, à une centaine de kilomètres au nord-est d'Amman, se trouve la base aérienne Muwaffaq al-Salti. Elle héberge la 332e Escadre expéditionnaire aérienne de l'US Air Forces Central, qui mène des missions dans tout le Levant.

L'armée israélienne a annoncé samedi que ses frappes menées sur l'Iran en coordination avec les Etats-Unis avaient visé des *«dizaines d'objectifs militaires»* et avaient été menées après des mois de planification entre les deux pays alliés. L'attaque, baptisée *«Lion rugissant»*, *«a visé des dizaines d'objectifs militaires dans le cadre d'une vaste opération conjointe [...] contre le régime»* iranien, a déclaré l'armée dans un communiqué. *«Durant les mois qui ont précédé l'attaque, une planification rapprochée et conjointe entre les armées israélienne et américaine a été menée, permettant la mise en œuvre d'une vaste attaque en pleine synchronisation et coordination entre les deux armées»*, a ajouté le communiqué.

Des fortes explosions ont été entendues samedi matin à Jérusalem peu après que des sirènes d'alerte antiaérienne ont retenti au-dessus de la ville. Les sirènes ont retenti à plusieurs reprises à Jérusalem, à quelques minutes d'intervalle. L'armée israélienne avait annoncé un peu plus tôt avoir détecté des tirs de missiles d'Iran en direction d'Israël. Le Magen David Adom, l'équivalent en Israël de la Croix-Rouge, a déclaré ne pas avoir reçu d'information faisant état de missiles ayant atteint leur cible. *«Des équipes ont été dépêchées pour soigner plusieurs personnes blessées alors qu'elles rejoignaient des abris, ainsi que des personnes souffrant d'anxiété»*, a déclaré le MDA dans un communiqué. La mairie de Jérusalem a annoncé que tous les abris publics de la ville étaient ouverts et que les écoles, lieux de travail et de rassemblement resteraient fermés jusqu'à 19 heures (heure de Paris) lundi.

Les Gardiens de la révolution iraniens confirment dans un message sur les réseaux sociaux une première vague de tirs de missiles et de drones contre Israël en représailles aux attaques contre l'Iran. *«La*

première vague d'attaques massives [...] a été lancée en direction des territoires occupés.»

Air France annule les vols à destination et en provenance de Tel-Aviv en Israël et de Beyrouth au Liban qui étaient prévus pour le 28 février, en raison de problèmes de sécurité liés à la situation au Moyen-Orient, a indiqué la compagnie dans un communiqué. Air France a indiqué qu'elle communiquerait ultérieurement ses plans de vol pour ces destinations dans les prochains jours.

Des avions militaires et des missiles ont été aperçus traversant l'espace aérien irakien alors qu'Israël et les États-Unis lançaient des frappes contre l'Iran, ont déclaré des témoins et une source militaire à l'AFP. «*Nos forces ont détecté des avions de guerre en provenance d'Israël qui ont traversé l'espace aérien au-dessus de Bagdad*» et d'autres provinces, a déclaré la source militaire, s'exprimant sous couvert d'anonymat, ajoutant que des missiles avaient également été vus survolant la province septentrionale de Kirkouk. «*Nous avons vu plusieurs missiles voler à basse altitude*» près du district de Dakouk, à Kirkouk, ont affirmé deux témoins. Un soldat dans la ville de Ramadi, dans l'ouest de l'Irak, a confié à l'AFP avoir vu des avions de guerre survoler la zone.

Donald Trump a averti samedi qu'il «*pourrait y avoir des victimes*» américaines dans l'attaque en cours contre l'Iran. «*Les vies de courageux héros américains pourraient être perdues et nous pourrions avoir des victimes*», a assuré le président américain dans un message vidéo.

Plusieurs fortes explosions ont été entendues samedi matin à Jérusalem peu après que des sirènes ont retenti au-dessus de la ville, ont rapporté des journalistes de

l'AFP. Les sirènes ont retenti à deux reprises à Jérusalem, à quelques minutes d'intervalle. L'armée israélienne avait annoncé un peu plus tôt avoir détecté des tirs de missiles d'Iran vers Israël.

«*L'aide promise par le président des États-Unis au courageux peuple iranien est enfin arrivée*», s'est réjoui dans une allocation vidéo le prince iranien Reza Pahlavi. Il a qualifié cette intervention «*d'amicale*», estimant que c'est le régime de la République islamique et son appareil sécuritaire qui sont attaqués, non pas la nation iranienne. Il a appelé les forces militaires et de sécurité à défendre le peuple et non pas le régime. A la population, il affirme : «*Restez chez vous et protégez-vous mais préparez-vous à retourner dans les rues lorsque le moment sera venu*». Le prince, fils du Shah iranien destitué par la révolution de 1979, vit en exil aux États-Unis depuis plus de quarante ans. Il a exprimé son souhait de pouvoir revenir en Iran dès que possible pour «*reconstruire le pays*».

Le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a annoncé samedi qu'Israël et les États-Unis avaient lancé une «*opération*» contre la «*menace existentielle*» iranienne et appelé les Iraniens à se soulever contre le pouvoir en place à Téhéran. «*Mes frères et sœurs, citoyens d'Israël, il y a peu, Israël et les États-Unis ont lancé une opération pour éliminer la menace existentielle que fait peser le régime terroriste en Iran*», a déclaré Benjamin Nétanyahou dans un message vidéo. «*Notre action commune créera les conditions pour que le courageux peuple iranien prenne son destin en main*», a ajouté le Premier ministre israélien. «*Le temps est venu pour toutes les composantes du peuple iranien [...] de rejeter le joug de la tyrannie et de faire advenir un Iran libre et épris de paix*».

Les sirènes d'alerte anti-

aériennes ont retenti samedi matin dans plusieurs régions d'Israël, a annoncé l'armée après avoir déclaré qu'elle avait détecté des tirs de missiles d'Iran vers Israël. «*Il y a peu, les sirènes ont retenti dans plusieurs régions du pays après l'identification de missiles lancés d'Iran vers Israël*», a déclaré l'armée dans un communiqué. Les autorités israéliennes ont appelé la population, via des messages envoyés sur les téléphones portables, à se préparer à aller aux abris.

A Téhéran, plusieurs lieux emblématiques du pouvoir iranien ont été visés. Des explosions ont retenti autour de la rue Pasteur, dans le centre de la capitale. Plusieurs institutions gouvernementales y sont situées, comme le Conseil suprême de sécurité nationale, très impliqué dans le dossier du nucléaire iranien, et des bureaux du renseignement des Gardiens de la révolution. Dans le même quartier, se trouvent les bureaux de la présidence de la République et la résidence du Guide suprême Ali Khamenei, qui ne s'y trouvait pas, ayant été transféré dans un lieu inconnu.

Le président iranien Massoud Pezeshkian est «*sain et sauf*», a rapporté samedi l'agence de presse officielle Irna, après des frappes israélo-américaines sur Téhéran et plusieurs villes d'Iran. «*Le président Massoud Pezeshkian est sain et sauf et il n'a aucun problème*», écrit l'agence Irna. Cette information est reprise par les agences Mehr et Isna.

Trump lance au peuple iranien : «*l'heure de votre liberté est à portée de main*». «*Lorsque nous aurons fini, emparez-vous du pouvoir*», a-t-il dit «*Ce sera probablement votre seule chance en plusieurs générations*».

Donald Trump annonce que les États-Unis ont lancé des «*opérations de combat majeures*» contre l'Iran et promet de «*détruire*» les capacités

de missiles de l'Iran et de «*réduire à néant*» sa marine. Selon lui, l'objectif américain est d'«*éliminer des menaces imminentes*» de l'Iran.

President Donald J. Trump on the United States military combat operations in Iran: pic.twitter.com/LimJmPLkgZ— The White House (@WhiteHouse) February 28, 2026

Selon l'agence américaine Associated Press, les États-Unis participent également aux frappes. Un responsable américain et une personne proche de l'opération s'expriment sous couvert d'anonymat afin de pouvoir donner des détails sur des opérations militaires sensibles. L'étendue exacte de l'implication américaine n'est pas encore claire. La Maison Blanche a refusé de commenter immédiatement. Un responsable américain confirme à l'agence Reuters que des frappes américaines contre l'Iran sont en cours.

Selon la télévision publique israélienne, les frappes de l'État hébreu sur l'Iran visent «*des cibles du régime et des sites militaires*». Selon un responsable iranien à Reuters, plusieurs ministères du sud de Téhéran ont été pris pour cible.

Des explosions ont également été entendues à Ispahan, Qom, Karaj, Kermanshah et Tabriz, dans le nord-ouest du pays. L'Iran a annoncé la fermeture de son espace aérien jusqu'à nouvel ordre.

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, n'est pas à Téhéran et a été transféré dans un lieu sûr, a déclaré un responsable iranien à Reuters samedi.

Le ministre des transports a fermé l'espace aérien israélien aux vols civils et l'armée israélienne a annoncé samedi une «*interdiction des activités éducatives, des rassemblements et des lieux de travail*» après qu'Israël a lancé ce que le ministre de la Défense a

qualifié d'attaque préventive contre l'Iran. Les «secteurs essentiels» ont été exemptés, a indiqué l'armée.

Deux fortes détonations ont été entendues samedi matin à Téhéran par des journalistes de l'AFP, quelque temps après que deux panaches d'une épaisse fumée ont commencé à s'élever dans le centre et l'est de la capitale iranienne. «Le type d'explosions suggère qu'il s'agit d'une attaque de missiles», a indiqué l'agence de presse Fars sans plus de précisions dans l'immédiat.

Selon un responsable de la défense israélienne, cité par l'agence Reuters, l'opération israélienne en Iran est coordonnée avec les Etats-Unis. Elle était planifiée depuis des mois et la date de lancement avait été décidée il y a plusieurs semaines.

L'armée israélienne a déclaré samedi avoir fait retentir les sirènes d'alerte aérienne dans plusieurs régions du pays «afin de préparer la population à l'éventualité de tirs de missiles vers Israël». C'est une «alerte extrêmement grave» selon les autorités.

Israël a déclaré avoir lancé samedi une attaque préventive contre l'Iran, plongeant le Moyen-Orient dans une nouvelle confrontation militaire et réduisant encore les espoirs d'une solution diplomatique au long différend nucléaire qui oppose Téhéran à l'Occident. Cette attaque, qui survient après un conflit aérien de 12 jours entre Israël et l'Iran en juin, fait suite aux avertissements répétés des Etats-Unis et d'Israël selon lesquels ils frapperaient à nouveau si l'Iran poursuivait ses programmes nucléaires et de missiles balistiques. «L'État d'Israël a lancé une attaque préventive contre l'Iran afin d'éliminer les menaces qui pèsent sur lui», a déclaré le ministre de la Défense, Israël Katz.

Le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio devait se rendre en Israël lundi pour une visite éclair centrée sur l'Iran, alors qu'Israël a lancé ce samedi matin une «frappe préventive» contre Téhéran. Marco Rubio devait «discuter d'une série de priorités régionales, notamment l'Iran, le Liban et les efforts en cours pour mettre en œuvre le plan de paix en 20 points du pré-

sident Trump pour Gaza», a déclaré Tommy Pigott, porte-parole adjoint du département d'Etat. Initialement prévu pour samedi selon un responsable américain, le déplacement du secrétaire d'Etat a été reporté à lundi. Fait rarissime, aucun journaliste accrédité au département d'Etat ne pourra l'accompagner dans ce déplacement.

Le ministère britannique des Affaires étrangères a annoncé vendredi avoir déplacé certains membres de son personnel diplomatique hors de Tel-Aviv, où se trouve son ambassade en Israël, face au risque que la situation puisse «s'aggraver rapidement» après des menaces de frappes américaines en Iran. «Par mesure de précaution, nous avons temporairement déplacé une partie de notre personnel et leurs familles de Tel-Aviv vers un autre lieu en Israël. Notre ambassade continue de fonctionner normalement», a annoncé le Foreign office sur son site. «La situation pourrait s'aggraver rapidement et présente des risques importants», est-il indiqué. Le ministère britannique déconseille désormais «tous les voyages non essentiels»

vers Israël et les territoires palestiniens. Le ministère continue de déconseiller «tout voyage dans certaines zones» spécifiques.

«Je suis extrêmement alarmé par le risque d'escalade militaire régionale et ses conséquences pour les civils, et j'espère que la voix de la raison l'emportera», a déclaré vendredi le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève. Volker Türk a également évoqué la situation intérieure en Iran, après la répression massive exercée le mois dernier par Téhéran contre une vague de manifestations. «La situation en Iran reste instable» après cette répression, a-t-il déploré, soulignant que «ces derniers jours ont été marqués par une nouvelle vague de manifestations dans les universités, ce qui montre clairement que les griefs sous-jacents persistent». Le chef des droits de l'homme de l'ONU s'est également dit «horriifié d'apprendre qu'au moins huit personnes, dont deux enfants, ont été condamnées à mort en lien avec les manifestations».

The New York Times

By David E. Sanger
Feb. 28, 2026

For Trump, the Iran Attack Is the Ultimate War of Choice

There was no immediate threat from Iran. But the president saw a chance to push a weakened government over the edge, and is betting he can spark a popular uprising.

With his broad attack on Iran early Saturday morning and his call to the Iranian people to overthrow their government, President Trump has embarked on the ultimate war of choice.

He was not driven by an immediate threat. There was no race for a bomb. Iran is further from the capability to build a nuclear weapon today than it has been in several years, thanks largely to the

success of the president's previous strike on Iranian nuclear enrichment sites, in June.

While Mr. Trump claimed Tehran was ultimately aiming

to reach to the United States with its array of missiles, even his own Defense Intelligence Agency concluded last year that it would be a decade before Iran could get past the technological and production

hurdles to produce a significant arsenal.

And there were no indications of a coming Iranian attack on the United States, its allies or its bases in the region. Instead, Mr. Trump struck the Islamic Republic largely because he apparently sensed a remarkable moment of weakness for the government — and an opportunity for the United States to topple Ayatollah Ali Khamenei and the Islamic Revolutionary Guards Corps after 47 years of episodic confrontations, which he described at length in an eight-minute video. Late Saturday afternoon, Mr. Trump announced on social media that Ayatollah Khamenei had been killed in the attack.

But unlike past presidents putting American forces at risk — and, in an age of terrorism and cyberattacks, perhaps civilians as well — Mr. Trump did not spend months building a case for war. He never presented evidence of an imminent threat, or answered the question of why a nuclear program he claimed he had “obliterated” eight months ago was now on the brink of revival.

His pretaped video, released in the middle of the night as the missiles started exploding in Tehran, recited a list of long-running grievances with Iran, including its brutal use of terror. But he never explained why in the pantheon of threats facing the United States, including an already-nuclear-armed North Korea and the expanding nuclear arsenals and territorial ambitions of Russia and China, a weakened Iran ranks first.

So in choosing this moment, and this vector of attack, a man who came to office promising an end to reckless military interventions — and wars intended to prompt regime change — is taking a huge risk. There are few, if any, examples in history of toppling the government of a



Iranians jammed the highways after explosions began in Tehran on Saturday. Arash Khamooshi for The New York Times

large nation — in this case about 90 million people — with air power alone. Mr. Trump, however, was already celebrating success, announcing on social media that Ayatollah Khamenei was dead.

And yet Mr. Trump has made clear that is his plan. He has no intention, administration officials have insisted, of sending in ground troops to finish the job, the invitation to the “forever wars” that he campaigned against.

“The idea that we’re going to be in a Middle Eastern war for years with no end in sight — there is no chance that will happen,” Vice President JD Vance, who is famously skeptical of American military interventions and openly called for the United States to withdraw support from Ukraine, told The Washington Post days before the attack on Iran.

So Mr. Trump’s strategic bet rides almost entirely on the ability of the Iranian people, largely unarmed and unorganized, to seize the moment and overthrow a government that millions of them find both brutal and

odious. The protests that filled the streets of Iranian cities, and led to a crackdown that killed thousands, gave him his chance.

But if Mr. Trump and Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel, who urged him starting in December to launch this war, and who joined in it from the start, have a plan to accomplish that goal, they have yet to reveal it, even to their closest allies.

Senior officials of three of those allies, ranging from Europe to the Gulf and interviewed in the past few days, said that in their interactions with Mr. Trump’s top aides, they heard little enthusiasm for these attacks, and no plausible legal justification for striking Iran now. Those officials spoke on condition of anonymity to describe private discussions. But their experience partly explains why Britain, America’s closest ally, barred the United States from using Diego Garcia and bomber bases in Britain to launch American fighters and bombers.

“It is not as if Iran poses a threat to our interests that it hadn’t for 47 years,” said Ri-

chard N. Haass, the former president of the Council on Foreign Relations and the author of the 2009 book “War of Necessity, War of Choice,” a study of the two conflicts with Iraq, in 1991 and 2003. The first, he concluded, was defined by narrow and achievable aims: liberating Kuwait after Saddam Hussein invaded. Once Iraq was driven from Kuwaiti territory, George H.W. Bush decided against overthrowing Hussein.

But Mr. Trump’s decision on Saturday was more like George W. Bush’s decision to rid the world of Hussein and his government, because of the long-festering threat it posed to international peace.

“As in the second Iraq war, there wasn’t a necessity to attack Iran, there was an opportunity,” Mr. Haass said. “This is a classic preventive attack, to keep Iran from gaining a capability in the future. What’s missing is ‘why now?’ because there were other choices: diplomatic accords under military pressure, economic embargoes, interceptions of Iranian ships.”

In international law, the differ-

ence between a war of necessity and a war of choice is huge. A pre-emptive strike — where one nation sees an attack massing across the river or the ocean and strikes first — is considered legitimate.

A preventive strike, in which the powerful hit the weaker state, is considered illegal. An example would be Russia's decision to invade Ukraine, which the United States and much of the world denounced as a gross violation of the international order.

Mr. Trump's response is that he did not need a precipitating event. He ran through more than four decades of deadly Iranian actions — from the 1979 hostage crisis, which lasted 444 days, to attacks on American bases and ships. "We're not going to put up with it any longer," Mr. Trump said in a recorded video he posted on his social media account. And even the Pentagon's name for the mission, Operation Epic Fury, seemed to reflect the accumulation of grievances.

The international legal ramifications are not likely to influence Mr. Trump's view of the attack. "I don't need international law," he told four reporters from The New York Times during an interview in January. "I'm not looking to hurt people." And he added that while he thought his administration should abide by international legal principles, he made it clear he would be the arbiter of when those principles applied to the United States.

"It depends on what your definition of international law is," he said.

It may also depend on what the definition of "war" is. In his statement, Mr. Trump called this action a war, warning the country that it may have to



People rushing after several rounds of explosions were heard in Tehran on Saturday. Credit... Arash Khamooshi for The New York Times

confront casualties. But he made no effort to seek an authorization to use military force, much less a war declaration, from Congress.

He would certainly not be the first president to initiate a major military action without formal approval from Congress. But in Mr. Trump's case, he has dismissed the thought that he even needs it.

President Trump's pretaped video recited a list of long-running grievances with Iran. Donald Trump, via Truth Social

When historians look back at this moment, they are likely to ask two questions: Why did Mr. Trump act now, and why was Iran his target?

The first may not be hard to answer. He sees himself as the only American president since the 1979 Iranian revolution with the courage and determination not to let the problem fester. "For many years, you have asked for America's help, but you never got it," he told the Iranian people in his video early Sat-

urday. "No president was willing to do what I am willing to do tonight. Now you have a president who is giving you what you want, so let's see how you respond."

Add to that the fact that the Iranian government sought to have Mr. Trump killed during the 2024 campaign, according to an indictment issued during the Biden administration. Presidents tend to take that kind of thing personally.

The second question is harder. The accusations Mr. Trump made about Iran — especially about its missile and nuclear capabilities — are far easier to prove in the case of another longtime adversary, North Korea. It has 60 or more nuclear weapons, and regularly tests missiles that are designed to reach Los Angeles or Chicago, even if they have not yet been proven to go the distance.

But North Korea is not weak: For 20 years, it has possessed the nuclear weapons that Mr. Trump says he must prevent Iran from ever get-

ting. It can strike back if its leadership seems in mortal danger, in ways the Ayatollah and the Islamic Revolutionary Guards cannot.

In the end, Mr. Trump's venture — his seventh attack on a foreign nation since he came to office — may be judged by whether it ignores the Churchill rule.

Long before he became Britain's wartime prime minister, Winston Churchill wrote about his youth, as a journalist and sometime participant in wars. "Never, never, never believe any war will be smooth and easy, or that anyone who embarks on the strange voyage can measure the tides and hurricanes he will encounter," he wrote in "My Early Life."

"The statesman who yields to war fever must realize that once the signal is given, he is no longer the master of policy but the slave of unforeseeable and uncontrollable events."

The New York Times Feb. 28, 2026

Iranian Americans in L.A. Find Hope in U.S.-Israeli Strikes on Iran

Californians of Iranian descent said they welcomed the possible end of an oppressive government in Tehran that their families had fled.

It was Friday night in Los Angeles when Sam Yebri's phone started to light up with texts from friends and family. Explosions in Tehran, which is 11½ hours ahead of Los Angeles. Israeli ministers warning of Iran's possible retaliation for U.S. and Israeli military strikes.

As the night wore on, a few messages became hundreds. By daybreak, they had become a blizzard, as the largest community of Iranians outside Iran absorbed the news that the government they had once fled was being attacked by their adopted country — and that Iran's longtime leader, Ayatollah Ali Khamenei, had been killed.

"This is just a day that every Iranian has hoped and prayed for," said Mr. Yebri, now a 44-year-old lawyer who was about an infant when his Jewish family fled persecution in their homeland. "It's the beginning of the end of a 47-year hellish nightmare for the people of Iran."

Some 150,000 Iranian-born Americans have settled in the Los Angeles area, according to census figures. One community in West Los Angeles, near the University of California, Los Angeles, has attracted so many Iranian exiles that it is colloquially known as Tehrangeles.

By noon on Saturday, Iranian-American demonstrators had gathered outside the federal building in West Los Angeles, blasting Iranian music and cheering. Green, white and red Iranian flags waved from the crowd and lined nearby

sidewalks. As the rally swelled, hundreds of people marched through Westwood. Cars honked. People danced.

More than a half-million residents of the United States are at least partly of Iranian descent, according to census data. Many of them were members of oppressed minorities in Iran — Jews, Assyrians, Baha'i, Christians. Some fled after the overthrow in 1979 of the last shah of Iran, Mohammad Reza Pahlavi. Some were born in exile and have never set foot in Iran.

On Saturday, the news about the military strikes was felt acutely in Southern California. Many Iranian Americans said they had been texting since before dawn with Iranian-born relatives in other parts of the country or around the world, including in Israel, where loved ones huddled in shelters, braced for Iranian missiles.

"This is a global moment," said Sharon S. Nazarian, 58, a political scientist at U.C.L.A. and a local philanthropist whose Jewish family fled Iran when she was 10 amid death threats. "There's a lot of fear, a lot of mixed emotion, but also a lot of hope. Our hearts are all shivering."

Although Iranian Americans in Los Angeles have held frequent protests calling for the overthrow of the oppressive religious government that runs Iran, some said on Saturday that they were worried about ordinary Iranians being caught up in the bombing. "There's no question that you want this regime out, but at

what human cost?" asked Adrin Nazarian, a Los Angeles city councilman whose Christian Armenian family fled Iran in 1981 and spent years moving from country to country before finally settling in the San Fernando Valley.

Mr. Nazarian said he would be glad to see the Iranian government go, but was horrified at the attack and worried about who might now take charge of the country. Years of sanctions had already weakened the regime nearly to the point of implosion, he said, and the military action by the United States and Israel seemed likely to create ambivalence among Iranians, who might now resent the outside meddling and the collateral damage.

"The citizens of Iran have already endured so much human loss and suffering," he said. "And now, on top of that, the U.S. is bombing? We're soon going to find out about the losses from this attack as well."

At Los Angeles synagogues, worshipers prayed on Saturday not only for the safety of Iranians and Israelis but also for American service members. Rabbi David Wolpe, the rabbi emeritus of Sinai Temple, a West Los Angeles synagogue where Iranian Jews make up about two-thirds of the congregation, said that many in the community were apprehensive but had long thought that "if it was at all possible to change the regime, that would be a blessing for the world."

"They feel that this is what

Iranians would want if they had the ability to do it," he said. For two months, protesters in Iran have held large demonstrations against their government, and human rights advocates say that thousands of people have been killed.

Mayor Karen Bass of Los Angeles said that law enforcement agencies were closely monitoring for potential threats to public safety and that Los Angeles police had stepped up patrols near places of worship, community spaces and other areas of the city. She encouraged demonstrators to remain peaceful.

Democratic leaders in California expressed support for Iranian Americans but condemned the assault and the Trump administration.

"At a time when millions of hard-working families face higher costs of living and skyrocketing health care to pay for tax breaks for billionaires, Donald Trump is now pushing the country toward a war that risks American lives without presenting a clear justification to the American people or any plan to prevent escalation and chaos in the region," Senator Alex Padilla, who grew up in Los Angeles, said in a statement.

Gov. Gavin Newsom said on X that while "the leadership of Iran must go," Mr. Trump was "engaging in an illegal, dangerous war."

For some Iranian Americans, however, the moment was less about domestic politics than the possible end of a painful era.

"There is the feeling that you have not been breathing for 47 years," said Ms. Nazarian, the political scientist. "And now you can breathe."

Carmel Lastra, 42, who does

digital marketing for real estate companies in Southern California, said that she had grown up listening to her Iranian-born grandmother "curse the regime" that had sent her and Ms. Lastra's parents into exile.

But she noted that her grandmother also told tales of Iran's beauty and yearned to return someday.

Now, Ms. Lastra said, she might be able to go see what

her grandmother so loved about her home country.

"I have her memories in my head," she said. "I've always wanted to go to Iran."

The New York Times **Feb. 28, 2026**

Iranians Take to the Streets to Celebrate Khamenei's Death

Some Iranians said on social media that they were privately mourning the supreme leader. But displays of exuberance broke out in cities across the country.

Large crowds of Iranians poured into the streets of Tehran and other cities across Iran overnight, celebrating the news that Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, had been killed during a day of coordinated U.S. and Israeli attacks.

The ayatollah's death, after nearly 40 years of authoritarian rule, represented a historic shift for Iran's theocratic regime. Many Iranians, inside and outside the country, rejoiced, even as the threat of more attacks by U.S. and Israeli forces cast a pall over some celebrations.

Landlines and cellphone service were down across Iran, making it difficult to gauge public sentiment in the nation of more than 90 million people as U.S. and Israeli forces struck targets for a second day. Early reports of the death toll in Iran suggested that more than 100 people had been killed in the first wave of strikes.

But in neighborhoods across Tehran, the capital, pockets of exuberance emerged. In video calls with The New York Times, three residents of Tehran showed the scenes unfolding in their neighbor-

hoods: Large crowds of men and women dancing and cheering, shouting, "Woohoo, hurrah." Drivers passing by honked their car horns. Fireworks lit up the sky and loud Persian dance music filled the streets. Many residents, from their windows and balconies, joined in a chant of "freedom, freedom."

Sara, a 53-year-old resident of Tehran, who like others interviewed asked that her last name not be used for fear of retaliation, said in a phone call that when she heard on the news that Ayatollah Khamenei had been killed, she let out a scream and jumped up and down. Her husband started pacing and they hugged, she said.

"Then we bolted outside and shouted from the top of our lungs and laughed and danced with our neighbors," Sara said. Just a month ago, she, her husband and daughter were among protesters who took to the streets in an uprising against the government. Security forces beat her and her husband with batons and sprayed tear gas in their eyes, she said.

For Iranian supporters of Ayatollah Khamenei who considered him a revered

religious figure, watching the celebrations was difficult, they said on social media. But they were noticeably absent from the streets.

Ayatollah Khamenei, who had the final say in all government decisions in Iran, personally ordered security forces to use lethal force against protesters in January, leading to a massacre that rights groups say killed at least 7,000 people, with numbers expected to rise.

"Khamenei went to hell," one man shouted from his rooftop on Saturday, according to a video posted on BBC Persian.

For families whose loved ones were killed or jailed under Ayatollah Khamenei, the news felt cathartic, many said. Dr. Mohsen Assadi Lari, a former senior official in the Iranian Ministry of Health, lost his son and daughter, both in their early 20s, when Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps shot down a Ukrainian Airlines passenger plane in 2020. On Saturday, he posted photographs of his children on his social media page with a message about freedom: "We will endure the winter, spring is near."

In Abadan, a Kurdish city in western Iran where the crack-down on protests was intense, young men and women cruised the streets after the announcement of the supreme leader's death. They hung out of their car windows, showing victory signs and cheering.

"Tonight, Feb. 28, congratulations for our freedom," said a voice [narrating a video](#) of the celebrations, which was verified by The Times. Parts of the video were already blurred.

"Am I dreaming?" screamed a man in another video, also verified by The Times. "Ah! Hello to the new world. Ah!" The footage shows people tearing down a monument bearing a man's silhouette, possibly Ayatollah Khamenei's, at a roundabout in Galleh Dar, in Fars Province, as fires burned around them.

People in Shiraz, a major Iranian city, were abandoning their cars for an impromptu dance party, whistling, cheering, clapping and screaming with joy. In many videos, celebrants joined together in a cheer that is typically reserved for weddings, symbolizing pure joy.

A [video from Isfahan](#), another major city, in the south of Iran, shows at least a hundred people celebrating, many with their arms raised and waving white cloths. Cars can be heard honking their horns amid loud, jubilant cheering.

Iranians living abroad joined their families back home through video calls. Many sobbed from relief and happiness. Homayoun, an Iranian living in Paris, popped a bottle of champagne. Shadi, in Los Angeles, did shots with friends. Shirin, in Maryland,

danced wildly at home to loud music.

"I am so happy," Shirin said. "I don't know what to do with myself. Is this real? Thank God I am alive to see this day."

It remained unclear what would come next after Ayatollah Khamenei's nearly four decades in power, whether a new system of government would take over or power would be transferred to successors as he had instructed before his death.

The New York Times

Karim Sadjadpour
Feb. 28, 2026

The Man Who Destroyed Iran

In June 1989, when Ali Khamenei was elevated to the position of supreme leader of Iran, he let slip the sense of insecurity that would come to define his brutal 37-year reign.

"I am an individual with many faults and shortcomings," he said in his inaugural address, and "truly a minor seminarian." It was, at the time, an accurate self-assessment for a mid-ranking cleric in the hierarchical world of Shiite Islam.

Over the next four decades, this seemingly unqualified cleric who rose to the top almost by chance would become one of the world's longest-serving autocrats, confounding every American president since George H.W. Bush. He would at one point become the most powerful man in the Middle East, dominating five failing lands — Syria, Lebanon, Iraq, Yemen and Gaza. This ambition and hubris also eventually led to his downfall. He came to govern with the hypervigilance and brutality of a man driven by the idea that much of his own society and the world's greatest superpower sought to unseat him — which, in the end, it did. President Trump [announced](#) on social media that Ayatollah Khamenei was killed on Saturday. He was 86.

Ayatollah Khamenei's ideology

as a leader was simple and immovable. Resistance against "global arrogance" — what he called American imperialism — informed his belief system and his strategic doctrine. The reformist president Mohammad Khatami once told me that Ayatollah Khamenei believed the Islamic Republic required enmity with America. Under the Ayatollah's stewardship, the regime's enduring slogans — "Death to America" and "Death to Israel," but not "Long Live Iran" — made clear that its priority was defiance, not development.

Ali Khamenei was born in 1939 in the northeastern shrine city of Mashhad, the second of eight children of a cleric of Azeri origin. He often romanticized his austere upbringing, saying he frequently ate "bread and raisins" for dinner. Enrolled in religious education by age 5, he spent his formative years in Mashhad's seminary before a brief stint in Najaf and later Qom. He never legitimately attained the senior religious credentials of his predecessor, Ayatollah Ruhollah Khomeini. He was made an Ayatollah overnight upon succession — a source of insecurity that would shape the rest of his career.

While studying in Qom in his early 20s, he fell under the spell of Mr. Khomeini, then a fringe firebrand whose de-

fiance of the shah attracted devoted seminarians. When the shah exiled Mr. Khomeini in 1964, Mr. Khamenei stayed behind, disseminating his mentor's teachings on Islamic government. He was arrested six times by the shah's secret police, Savak, reportedly enduring solitary confinement and torture. Those who knew him speculated that his hatred of Israel and America was forged in those cells, given the widespread belief at that time that Savak was trained by the C.I.A. and Mossad.

When the 1979 revolution deposed the shah — ending 2,500 years of monarchy in Iran — Ayatollah Khomeini triumphantly returned from exile, and Mr. Khamenei was soon catapulted from obscurity, becoming president of the nascent Islamic Republic.

When Ayatollah Khomeini died in 1989, shortly after agreeing to a cease-fire to end a brutal eight-year war with Iraq, he left hundreds of thousands of casualties, tens of billions in economic devastation and no clear successors. Hashemi Rafsanjani, who was then speaker of parliament, helped secure Mr. Khamenei's succession, mistakenly believing the then-50-year-old cleric would be his subordinate; the rivalry between them endured for nearly three decades. Ayatollah Khamenei buried Mr.

Rafsanjani both politically and literally, when the latter died in January 2017.

Ayatollah Khamenei projected an image of pious frugality, but was [reported](#) to have control of vast wealth built on seized property from Iranians. Under his reign, Iran's population has been isolated from the global financial system for decades. Its currency was among the world's most devalued, its passport among the most denied, its internet among the most censored. Brain drain became one of Iran's top exports as some 150,000 Iranians left the country annually.

Beyond Iran's borders, Ayatollah Khamenei filled the power vacuums left by the Iraq war and the Arab uprisings, wielding the sword of the military commander Qasim Suleimani — whom Mr. Trump assassinated in January 2020 — to project hard power and the shield of his English-speaking foreign ministers to deflect pressure. While Iranians suffered under backbreaking sanctions and inflation at home, Ayatollah Khamenei spent tens of billions of dollars funding an "axis of resistance" throughout the Middle East. For much of his reign, Iran was embroiled in a three-front war against America, Israel and its own population.

Iranian power in the region peaked on Oct. 7, 2023. Ayatollah Khamenei was one of the lone world leaders to praise Hamas's attack on Israel, a decision that proved to be a profound miscalculation. In the months that followed, Israel struck devastating blows against Iran's axis of resistance: the assassination of the Hamas leaders Ismail Haniyeh in Tehran and Yahya Sinwar in Gaza, and the elimination of Ayatollah Khamenei's most important ally, the Hezbollah leader Hassan Nasrallah.

Then, in a 12-day war in June 2025, Israel battered Iranian

cities and military installations and assassinated top Revolutionary Guards commanders in their bedrooms and bunkers, paving the way for the United States to drop 14 bunker-busting bombs on Iran's nuclear sites. After days of silence, Ayatollah Khamenei resurfaced from underground, his voice raspy and his skin pale, to declare victory. It was a spectacle meant to project strength, but instead underscored for the world the regime's fragility.

Ayatollah Khamenei's most devastating act of violence was directed inward. In January 2026, as protests over

the economy engulfed the country, he ordered what now appears to be the deadliest crackdown in the regime's history, with estimates ranging from 6,800 citizens killed, [according to](#) the U.S.-based Human Rights Activists News Agency, to as many as 30,000 killed in a 48-hour rampage, [according to estimates](#) from two senior officials in Iran's Ministry of Health, as reported by Time. It was the desperate climax of a decades-long reign of repression — the act of a man who, when cornered, understood no language but force.

Ayatollah Khamenei organized

his existence around one big idea: resistance. It sustained him through prison, assassination attempts, sanctions and uprisings. His refusal to adapt sealed his country's fate. The Islamic Republic's tenure has, so far, amounted to a lost half-century for Iran. While its Persian Gulf neighbors became global hubs of finance, transport and technology, Iran squandered its wealth on failed regional adventures and a nuclear program that brought only isolation — all the while repressing and wasting its greatest source of wealth: its people.

The New York Times

By Amir Ahmadi Arian
Feb. 28, 2026

The Outlook Is Grim for a Freer Iran

Bombs are falling on Iran. The apparent goals of the strikes that began on Saturday, as pronounced by President Trump, are to overturn the regime, destroy its military and end its nuclear capability. But we have seen enough wars to know that even if the United States and Israel, which joined the attack, achieve those stated objectives, Iranians are unlikely to experience peace and stability in the immediate aftermath.

In a videotaped message, Mr. Trump said to Iranians that the "hour of your freedom is at hand," and that when the United States is done, the government will be "yours to take." The outlook for Iran to emerge as a freer society — and a more viable place for tens of millions of Iranians to live — is not good.

What will result from the military campaign is difficult to predict. History, however, offers some guidance. We have a well-documented record of what happens to the



Nanna Heitmann for The New York Times

invaded countries following military campaigns, and we

can draw lessons from them.

In 2019, the RAND Corporation published a comprehensive study that examined hundreds of instances of American military intervention around the world. The authors identified three major factors that determine whether an invaded nation ends up better off as a result.

The first was the pre-existing level of ethnic and religious tension. This was an undeniable factor in Iraq's descent into chaos after the American invasion, and its absence helped Japan restore social cohesion after World War II. Compared with most Middle Eastern countries, Iran has long been a relatively cohesive society, thanks in part to borders that have remained more or less stable for centuries. But 47 years of state violence against ethnic and religious minorities by the Islamic Republic has awakened long-dormant fault lines, significantly raising the specter of sectarian bloodshed in the chaotic aftermath of an invasion.

Next came the existence of reliable political institutions, especially functioning government agencies capable of stabilizing the country or coordinating humanitarian relief in times of war. In Iran, rampant corruption, the systematic hollowing out of democratic institutions and deep popular distrust of the political elite have rendered those structures largely ineffective.

Finally, economic strength. Iran's economy today is notoriously fragile. Inflation rose above 70 percent. The currency lost 84 percent of its value in 2025 alone. It is all compounded by a worsening environmental crisis. By all measures, the Iranian economy is on the edge of disaster.

The authors of the RAND report contrasted examples of intervention in places like Germany and Japan against intervention in Libya, Iraq and Syria to illustrate how these factors shaped the eventual outcomes. Iran today could well fall into the second group, which saw chaos, strife and a breakdown of civic structures in the aftermath of U.S. military action. Mr. Trump may well succeed in eliminating key military and political figures at the top of the regime, declare victory and blame the ensuing chaos on Iranians who squander their hour of freedom. He will likely move on to the next item on his agenda, and Iranians will be left to survive in a devastated country.

My pessimistic view of military intervention in Iran, however, should not be mistaken for opposition to all forms of foreign intervention.

Some estimates suggest that the regime may have killed tens of thousands of unarmed

civilians in the span of two days during demonstrations in January, and the violence is far from over. Tens of thousands more civilians, many of them children, were arrested during and after those days. Many face lengthy prison sentences. Some face execution.

This violence is not so much a deviation from the foundational norms of the Islamic Republic as a return to them. In the 1980s, when the regime faced existential threats, it responded with a similar iron fist. In 1981, after the ousting of President Abolhassan Bani-sadr, his supporters and those of the leader of Mujahedeen Khalq, Massoud Rajavi, protested; the regime suppressed them violently, later executing 3,500 people. Toward the end of Ayatollah Ruhollah Khomeini's life, as the leadership grappled with the question of succession and feared the threat posed by dissident political groups, many of whose influential members were imprisoned at the time, authorities executed as many as 5,000 political prisoners. For almost half a century, Iran's leaders have responded to threats to their survival by meting out extreme violence against the Iranian people. Should they survive this war, it is unlikely to be any different.

As ordinary citizens, the decision to start or end a war of this magnitude lies beyond our control, and recent history from Iraq to Gaza suggests that in such moments street protests and online posturing do next to nothing to influence decision makers in Washington and elsewhere.

In the face of such despair, Iranians and the world must make the well-being and safety of the Iranian people a priority over ideology, and take

collective, concrete steps toward that goal.

Perhaps most urgent is finding a way to keep Iranians connected to the internet. During the recent uprisings, a blackout proved deadly. Stemming the flow of information made it next to impossible for people to organize and coordinate across neighborhoods. In times of war, when community support can mean the difference between life and death and people need to find one another to coordinate and commiserate, maintaining open lines of communication is even more vital.

The technology to circumvent these blackouts exists. Other than use of the satellite network Starlink, advocacy campaigns like Direct2Cell are working to scale and refine communication technologies. Supporting such efforts by donation and applying political pressure to relax the regulations on the operation is far more meaningful than Instagram-tailored expressions of solidarity that no one inside Iran can see.

Opposition parties and groups in exile should organize campaigns of return, in the spirit of what the Palestinian diaspora has carried out. At least four million Iranians live abroad, many driven from their homeland for reasons as absurd as mildly insulting the supreme leader or organizing a student protest. As soon as the bombing stops, we should organize campaigns for exiles to return.

Many exiled Iranians are highly skilled doctors, engineers and other professionals who, in the absence of functioning government agencies, could play a crucial role in stabilizing the country and alleviating suffering. Their return would also make it more dif-

ficult for the regime's surviving security apparatus to reconsolidate its grip on power and carry out arrests and executions. It will also be a great opportunity for the Iranian diaspora, itself divided by algorithm-driven rage and infighting, to find real purpose and make meaningful contributions to our country.

No matter what outcome this war yields, nations must support a global campaign to swiftly lift economic sanctions, which severed Iran from the global economy. The stated intention was to target the regime. But the sanctions net cast over the country always had a gaping hole, controlled by the Revolutionary Guards Corps. Through it, a shadow fleet exports oil and other goods to China and elsewhere. It has used the proceeds to keep its mercenaries paid and fed while forming an oligarchy that pockets significant portions of the revenue and invests it abroad.

The sanctions have not so much weakened the regime as entrenched it further, and they will continue to do so if it somehow remains in power. Lifting them would at least help alleviate the destructive effects of this new war on ordinary Iranians, who will inevitably bear the brunt of it, and assist in rebuilding the critical infrastructure likely to be damaged in the days ahead.

Whatever the outcome of the strikes, sitting back and passively watching the state actors react should not be an option. We need a new form of internationalism: grass-roots activism focused on transnational coordination. Ordinary people must have more of a say in global affairs. Iran is as good a place as any to start.

Les dépêches de l'afp de février 2026

1 février 2026

Syrie: couvre-feu dans des secteurs kurdes en vue de l'application de l'accord avec Damas

Qamichli (Syrie), 1 fév 2026 (AFP) — Les forces de sécurité kurdes syriennes ont annoncé dimanche l'instauration d'un couvre-feu dans deux villes du nord-est du pays lundi, jour du début de la mise en oeuvre de l'accord conclu avec le gouvernement.

Après des mois d'impasse et de violents combats, Damas et les responsables kurdes ont annoncé vendredi être parvenus à un accord prévoyant l'intégration progressive des forces et de l'administration de la zone autonome kurde au sein de l'Etat syrien.

L'accord porte un coup aux espoirs d'autonomie des Kurdes forgés lors de la guerre civile qui a ravagé le pays entre 2011 et 2024, le pouvoir islamiste étant déterminé à imposer son autorité sur l'ensemble du territoire syrien.

Il prévoit que les forces de sécurité gouvernementales se déploient dans la zone autonome kurde, établie par cette minorité dans le nord et le nord-est du pays.

Le chef des forces kurdes en Syrie, Mazloum Abdi, a indiqué que sa mise en oeuvre commencerait lundi.

Il a déclaré qu'"une force de sécurité intérieure limitée" entrerait dans certains secteurs des deux principales villes de la zone kurde, Hassaké et Qamichli, mais qu'"aucune force militaire n'entrera dans une ville ou localité kurde".

Les forces de sécurité kurdes ont annoncé dimanche l'instauration d'un couvre-feu à Hassaké et Qamichli entre 06h00 (03h00 GMT) et 18h00, respectivement lundi et mardi, précisant que cette mesure visait à "assurer la sécurité des habitants".

Une source au sein des forces de sécurité kurdes a précisé qu'une délégation des forces de sécurité gouvernementales s'était rendue dimanche à leur quartier général à Qamichli.

- "Peur d'être trahis" -
Des milliers de Kurdes se sont rassemblés dimanche dans cette ville pour afficher leur attachement à l'unité kurde, a constaté un correspondant de l'AFP.

Hommes, femmes et enfants ont brandi des drapeaux kurdes et des bannières en soutien aux forces kurdes. Certains portaient également des portraits de combattants tués.

"Nous sommes venus pour l'unité kurde", explique Barine Hamza, une étudiante de 18 ans. "Nous avons peur d'être trahis car nous ne faisons pas confiance à ce gouvernement".

Nourshana Mohammed, une mère de famille de 40 ans, souligne l'importance des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), qui "protègent" cette minorité et ont joué un rôle clé dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Depuis leur arrivée au pouvoir fin 2024, les autorités islamistes se sont engagées à protéger les minorités mais le pays a été depuis le théâtre de massacres d'alaouites sur la côte en mars 2025 et des violences avec les druzes dans le sud en juillet 2025.

Le ministre syrien de l'Information, Hamza Mustafa, a déclaré vendredi que l'accord prévoyait la remise au gouvernement, dans un délai de dix jours, de certains champs pétrolifères, de l'aéroport de Qamichli et des postes-frontières.

Il a ajouté que les combattants des forces kurdes seraient intégrés au sein de brigades en cours de formation sous le commandement

de l'armée syrienne.

Dimanche, le chef de la sécurité intérieure dans la province d'Alep, dans le nord du pays, a déclaré aux journalistes qu'il avait rencontré les forces kurdes à Kobané pour discuter des questions de sécurité "et commencer le déploiement des forces du ministère de l'Intérieur", sans préciser de calendrier.

Mohammed Abdel Ghani a ajouté que des détails techniques restaient à régler, mais que la réponse du côté kurde avait été "positive".

Située dans la province d'Alep, à plus de 200 kilomètres des autres zones kurdes du nord-est de la Syrie, Kobané, frontalière de la Turquie, est toujours encerclée par les forces gouvernementales, en attendant l'entrée en vigueur de l'accord.

Cette ville est le symbole de la première victoire des forces kurdes contre l'EI en 2015.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

1 février 2026

Syrie: des Kurdes mobilisés avant l'entrée en vigueur d'un accord avec le gouvernement

Qamichli (Syrie), 1 fév 2026 (AFP) — Des milliers de Kurdes se sont rassemblés dimanche dans le nord-est de la Syrie pour afficher leur attachement à l'unité kurde, à la veille de la mise en oeuvre d'un accord avec le gouvernement, a constaté un correspondant de l'AFP.

Vendredi, Damas et les responsables kurdes ont annoncé être parvenus, après des mois d'impasse et de violents combats, à un accord prévoyant l'intégration progressive des forces et de l'administration de la zone autonome kurde au sein de l'Etat syrien.

Qualifié d'accord "global", il porte un coup aux espoirs d'autonomie des Kurdes forgés au cours de la guerre civile qui a ravagé le pays entre 2011 et

2024, le nouveau pouvoir islamiste étant déterminé à imposer son autorité sur l'ensemble du territoire syrien.

A Qamichli, la principale ville kurde du nord-est de la Syrie, hommes, femmes et enfants ont envahi les rues, brandissant des drapeaux kurdes et des bannières en soutien aux forces kurdes. Certains portaient également des portraits de combattants tués.

"Nous sommes venus pour l'unité kurde", explique Barine Hamza, une étudiante de 18 ans. "Nous avons peur d'être trahis car nous ne faisons pas confiance à ce gouvernement".

Le texte de l'accord prévoit que les forces de sécurité de Damas se déploient dans la zone autonome kurde.

Le chef des forces kurdes en Syrie, Mazloum Abdi, a indiqué que sa mise en oeuvre commencerait lundi, sous le contrôle des forces de sécurité, tandis que les troupes des deux camps ont prévu de se retirer des lignes de front.

Il a assuré qu'"aucune force militaire n'entrerait dans une ville ou un village kurde".

Présente au rassemblement, Nourshana Mohammed, une mère de famille de 40 ans, dit vouloir "protéger tout ce que nous avons gagné et le préserver".

Elle souligne l'importance des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), qui "protègent" cette minorité et ont joué un

rôle clé dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Le ministre syrien de l'Information, Hamza Mustafa, a déclaré vendredi que l'accord prévoyait la remise au gouvernement, dans un délai de dix jours, de certains champs pétrolifères, de l'aéroport de Qamichli et des postes-frontières.

Il a ajouté que les combattants des forces kurdes seraient intégrés à titre individuel au sein de brigades en cours de formation sous le commandement de l'armée syrienne.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

1 février 2026

Le Parlement irakien reporte à nouveau la désignation du chef de l'Etat

Bagdad, 1 fév 2026 (AFP) — Le Parlement irakien a ajourné dimanche, pour la deuxième fois en quelques jours, l'élection du président du pays, sur fond d'intenses tractations politiques et de tensions avec les Etats-Unis sur la nomination du Premier ministre.

Le vote a été reporté faute de quorum, a constaté un correspondant de l'AFP présent sur place.

L'agence de presse officielle Ina n'a pas précisé si une nouvelle date avait été fixée.

Conformément au système de partage du pouvoir en vigueur en Irak, le poste de Premier mi-

nistre revient à un chiite, la présidence du Parlement à un sunnite et la présidence de la République, un poste largement honorifique, est attribuée à un Kurde.

Mais les partis kurdes n'ont pas réussi à s'entendre sur un candidat, qui doit ensuite être soutenu par les autres blocs et obtenir une majorité des deux tiers au Parlement.

Une fois élu, le président disposera de 15 jours pour nommer le chef du gouvernement.

Ce poste de Premier ministre est censé revenir à Nouri al-Maliki, adoubé par la principale coalition chiite.

Mais cette perspective a provoqué

la colère du président américain Donald Trump. Il a averti mardi que les Etats-Unis ne viendraient "plus en aide" au pays en cas de retour au pouvoir de cette figure de la vie politique irakienne, perçue comme proche de l'Iran.

M. Maliki, déjà deux fois Premier ministre, avait quitté le pouvoir en 2014 sous la pression de Washington.

Malgré les menaces américaines, il a de nouveau reçu samedi l'appui du Cadre de coordination, une alliance de factions chiites aux liens plus ou moins étroits avec l'Iran.

Ses dirigeants sont toutefois divisés, selon deux sources

proches de cette coalition, certains souhaitant que M. Maliki se retire par peur d'éventuelles sanctions américaines s'il revient au pouvoir.

Après des décennies de conflits et de chaos, l'Irak a récemment regagné en stabilité. Mais son économie, déjà fragile, pâtira de mesures punitives des Etats-Unis, qui ont déjà sanctionné plusieurs entités accusées d'aider Téhéran à se soustraire à ses propres sanctions.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 février 2026

Syrie: Hassaké, sous couvre-feu, attend les forces gouvernementales

Hassaké (Syrie), 2 fév 2026 (AFP) — Un couvre-feu proclamé par les forces kurdes est en vigueur lundi dans la ville de Hassaké dans le nord-est de la Syrie, où les troupes gouvernementales doivent se déployer en vertu d'un accord entre Damas et les Kurdes.

L'accord annoncé vendredi prévoit l'entrée de forces gouvernementales dans la zone autonome kurde et l'intégration de ses forces et de son administration au sein de l'Etat syrien.

Les magasins sont fermés et les rues désertes lundi matin à Hassaké, et les forces de sécurité kurdes, les Assayech, sont déployées à l'entrée de la ville, selon des correspondants de l'AFP sur place.

Les autorités locales kurdes avaient affirmé avoir décidé

d'instaurer un cessez-le-feu pour "assurer la sécurité des habitants".

L'accord avec Damas porte un coup aux espoirs d'autonomie des Kurdes, qui avaient instauré une zone autonome dans le nord et le nord-est au cours de la guerre civile qui a ravagé le pays entre 2011 et 2024.

Le président islamiste Ahmad al-Chareh, qui avait renversé en décembre 2024 le pouvoir de Bachar al-Assad, est déterminé à imposer son autorité sur l'ensemble du territoire syrien.

Le chef des puissantes Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), Mazloum Abdi, avait indiqué que la mise en oeuvre de l'accord commencerait lundi.

Il avait indiqué qu'une "force de sécurité intérieure limitée" entrerait dans certains secteurs des deux principales villes de la zone kurde, Hassaké et Qamichli, mais qu'"aucune force militaire n'entrera dans une ville ou localité kurde".

Un cessez-le-feu doit être instauré à Qamichli mardi.

Le ministre syrien de l'Information, Hamza Mustafa, a déclaré vendredi que l'accord prévoyait la remise au gouvernement, dans un délai de dix jours, de certains champs pétrolifères, de l'aéroport de Qamichli, dont se sont retirées la semaine dernière des forces russes, et des postes-frontières.

Les FDS vont être intégrées dans l'armée syrienne, mais resteront au sein d'une divi-

sion, constituée de trois brigades.

Des forces gouvernementales doivent en outre se déployer dans la poche kurde de Kobané, située plus à l'ouest dans la province d'Alep, mais aucune date n'a été précisée.

Cette ville, séparée territorialement de la zone autonome kurde, est le symbole de la première victoire des forces kurdes contre l'organisation Etat islamique (EI) en 2015 et est actuellement encerclée par les troupes gouvernementales.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 février 2026

Syrie: couvre-feu dans la ville kurde de Qamichli, où les forces syriennes doivent se déployer

Qamichli (Syrie), 3 fév 2026 (AFP) — Les autorités locales kurdes ont imposé un couvre-feu mardi dans la ville à majorité kurde de Qamichli, dans le nord-est de la Syrie, où les forces gouvernementales syriennes doivent se déployer dans la journée, selon une équipe de l'AFP sur place.

Les forces de sécurité de Damas sont déjà entrées lundi dans la ville de Hassaké, qui était sous contrôle kurde, en vertu d'un accord avec Damas pour intégrer les institutions et troupes kurdes dans l'Etat syrien.

L'accord, annoncé vendredi sous la pression militaire de Damas, anéantit les espoirs des Kurdes de conserver la zone autonome qu'ils avaient instaurée dans le nord et le nord-est de la Syrie au cours de la guerre civile qui a ravagé le pays entre 2011 et 2024.

Selon l'équipe de l'AFP, l'activité est totalement paralysée à Qamichli, où le couvre-feu est imposé pour 24 heures, et les forces de sécurité kurdes sont déployées en force.

Les places et les devantures des magasins fermés sont or-

nées de drapeaux kurdes, rouge, blanc et vert frappé d'un soleil.

Une colonne des forces gouvernementales de sécurité doit entrer dans la ville en milieu de journée, comptant un nombre limité de personnels et de véhicules, selon le commandant des forces de sécurité intérieure pour la province de Hassaké, Marwan al-Ali, nommé par Damas.

Le chef des puissantes Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), Mazloum Abdi,

avait indiqué que seule une "force de sécurité limitée", et non l'armée, entrerait à Hassaké et Qamichli.

Aux termes de l'accord, les FDS vont être intégrées au sein de l'armée et des forces de sécurité.

Les FDS avaient été le fer de lance de la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) en Syrie menée par les Etats-Unis, qui soutiennent désormais le nouveau pouvoir syrien.

Des forces gouvernementales ont également

commencé à se déployer lundi soir autour de Kobané, une poche kurde située plus à l'ouest dans la province d'Alep.

Cette ville, séparée territorialement de la zone autonome

kurde, est le symbole de la première victoire kurde contre l'EI en 2015.

Le président islamiste Ahmad al-Chareh, qui a renversé en décembre 2024 le pouvoir de Bachar al-Assad, est déter-

miné à imposer son autorité sur l'ensemble du territoire syrien.

Avec le déploiement de ses troupes dans la zone kurde, il ne reste plus que la région druze de Soueïda, dans le

sud, qui échappe à son contrôle.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 février 2026

Syrie: les forces gouvernementales entrent dans le bastion kurde de Qamichli

Qamichli (Syrie), 3 fév 2026 (AFP) — Les forces gouvernementales syriennes sont entrées mardi dans le bastion kurde de Qamichli, au cœur de la zone autonome établie par les Kurdes dans le nord-est de la Syrie, conformément à un accord entre cette minorité et Damas.

Un correspondant de l'AFP sur place a vu une colonne des forces de sécurité formée de blindés et de véhicules pénétrer dans la ville et établir des barrages de contrôle à ses entrées.

Si des Syriens brandissaient des drapeaux aux abords de Qamichli pour célébrer cette arrivée, des habitants ont fait part de leurs inquiétudes.

"Je ne suis pas du tout à l'aise avec l'entrée de ces forces dans nos villes", a témoigné Mohammed al-Sayyed, 29 ans, employé dans une boutique de vêtements. "Notre crainte pour l'avenir est claire: qu'ils reproduisent l'expérience" de l'ex-président syrien Bachar al-Assad, "avec des arrestations, des enlèvements et des mesures de répression sécuritaires", a-t-il déclaré à l'AFP par téléphone.

Mais pour Saad Mohamed, 35 ans, professeur de langue kurde, "c'est une bonne chose à condition que le gouvernement s'engage à résoudre la question kurde dans le cadre de la Constitution et que l'intégration soit équitable pour tous les employés kurdes".

Répartis entre la Syrie, l'Irak, l'Iran et la Turquie, les Kurdes affirment que leurs tentatives d'établir un Etat indépendant ont été systématiquement réprimées par les puissances régionales et internationales au cours de leur histoire.

- Espoirs d'autonomie anéantis -

Les autorités locales kurdes avaient imposé mardi un couvre-feu à Qamichli pour faciliter l'opération, qui s'est déroulée sans accroc.

L'activité était paralysée dans la ville, où les places et les devantures des magasins fermés étaient ornées de drapeaux kurdes, rouge, blanc et vert frappés d'un soleil.

L'accord annoncé vendredi sous la pression militaire de Damas vise à intégrer les institutions et les forces

kurdes au sein de l'Etat syrien.

Il anéantit les espoirs des Kurdes de conserver la zone autonome qu'ils avaient instaurée dans le nord et le nord-est de la Syrie au cours de la guerre civile qui a ravagé le pays entre 2011 et 2024.

Les forces de sécurité de Damas étaient déjà entrées lundi dans la ville de Hassaké, qui était sous contrôle kurde.

Le chef des puissantes Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), Mazloum Abdi, avait indiqué que seule une "force de sécurité limitée", et non l'armée, entrerait à Hassaké et Qamichli.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Nouredine al-Baba, a précisé que les forces de sécurité kurdes, les Assayech, seraient "intégrées dans les rangs" du ministère qui payera désormais leur solde.

Saluant la diversité de la Syrie, il a inspecté leurs quartiers généraux à Qamichli, selon la télévision d'Etat.

Les FDS avaient été le fer de lance de la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) en Syrie menée par les Etats-Unis, qui soutiennent désormais le nouveau pouvoir syrien.

Des forces gouvernementales ont également commencé à se déployer lundi soir dans les villages autour de Kobané, une poche kurde située plus à l'ouest dans la province d'Alep.

Cette ville, séparée territorialement de la zone autonome kurde, est le symbole de la première victoire kurde contre l'EI en 2015.

Le président islamiste Ahmad al-Chareh, qui a renversé en décembre 2024 le pouvoir de Bachar al-Assad, est déterminé à imposer son autorité sur l'ensemble du territoire syrien.

Avec le déploiement de ses troupes dans la zone kurde, il ne reste plus que la région druze de Soueïda, dans le sud, qui échappe à son contrôle.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 février 2026

La menace posée par l'EI s'accroît et devient plus "complexe", selon l'ONU

Nations unies (États-Unis), 4 fév 2026 (AFP) — La menace posée par l'Etat islamique (EI) dans le monde "s'est accrue de manière constante" depuis l'été 2025 et devient de plus en plus "complexe" à enrayeur du fait de l'adaptabilité du groupe, a estimé mercredi le bureau de l'ONU chargé de la lutte contre le terrorisme.

S'exprimant devant le Conseil de sécurité, Alexandre Zouev, l'un des responsables du Bureau des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNOCT) a relevé que le mouvement jihadiste et les groupes qui lui sont associés "continuent de s'étendre" en Afrique de l'Ouest et au Sahel, tandis qu'ils "poursuivent leurs attaques en Irak et en Syrie".

"En Afghanistan, l'Etat islamique au Khorassan continue de poser l'une des plus importantes menaces pour la région", a-t-il poursuivi, citant aussi l'attentat antisémite qui a fait 15 morts en décembre en Australie, inspiré par l'idéologie de l'EI.

Fin janvier, l'Etat islamique a mené une attaque brève et inédite contre le principal aéroport au Niger, confirmant la montée en puissance du groupe dans la région. Quelques jours plus tôt, l'EI revendiquait un attentat à Kaboul dans un restaurant chinois, faisant 7 morts.

En Syrie, le retrait des forces kurdes de certaines zones où elles administraient des prisons abritant des milliers de jihadistes ainsi que des

camps accueillant leurs familles ont créé une grande instabilité. Craignant des évasions, les Etats-Unis transfèrent actuellement des prisonniers vers l'Irak voisin.

"Le groupe et ses affiliés ont continué de s'adapter et de faire preuve de résilience" et, "malgré une pression soutenue", ont "poursuivi le recrutement de combattants" tout en renforçant leur recours à des technologies nouvelles et émergentes, selon Alexandre Zouev.

Natalia Gherman, chargée des questions de terrorisme au secrétariat général de l'ONU, a détaillé comment l'organisation jihadiste avait modernisé ses pratiques.

"Daech (acronyme arabe de

l'EI) et d'autres groupes terroristes ont élargi leur recours aux actifs virtuels, y compris les cryptomonnaies, parallèlement à l'utilisation d'outils cybernétiques, de systèmes d'aéronefs sans pilote et d'applications avancées de l'intelligence artificielle", a-t-elle relevé.

L'IA "est de plus en plus utilisée par les groupes terroristes, notamment à des fins de radicalisation et de recrutement, avec un accent particulier mis sur les jeunes et les enfants", a-t-elle encore noté.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 février 2026

Le chef de la diplomatie française attendu en Syrie, Irak et Liban

Paris (France), 4 fév 2026 (AFP) — Le chef de la diplomatie française est attendu à partir de jeudi au Proche et Moyen-Orient, où la France entend peser dans les multiples dossiers sensibles: de la lutte antijihadiste au désarmement du Hezbollah libanais en passant par la question des Kurdes en Syrie.

Jean-Noël Barrot se rendra successivement en Syrie, en Irak et au Liban, a indiqué mercredi Pascal Confavreux, le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

Lors de sa première halte à Damas, il rencontrera son ho-

mologue Assaad al-Chibani, alors que le pays sort à peine d'une poussée de tensions entre le gouvernement et la minorité kurde du nord du pays.

Pour Paris, la stabilité de la Syrie est un facteur incontournable de la sécurité régionale, et la question de l'intégration des minorités dans le nouveau paysage politique est centrale.

Depuis la chute du dictateur Bachar al-Assad en décembre 2024, la France se pose comme le garant de la préservation des droits des Kurdes, alliés historiques dans la coalition occidentale anti-

Etat islamique (EI). Paris entend veiller au respect de l'accord signé la semaine dernière, visant à intégrer les institutions et les forces kurdes au sein de l'Etat syrien.

Cet accord a néanmoins anéanti les espoirs des Kurdes de conserver la zone autonome qu'ils avaient instaurée dans le nord et le nord-est de la Syrie au cours de la guerre civile qui a ravagé le pays entre 2011 et 2024.

M. Barrot se rendra ensuite à Bagdad, où il s'entretiendra avec le Premier ministre et son homologue irakiens. Le ministre français devrait aussi se rendre dans le nord du

pays, à Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan pour y rencontrer le président du gouvernement local.

"Il ira notamment en Irak pour travailler avec les autorités fédérales et régionales kurdes à la stabilisation et à la poursuite de la lutte contre Daech" (acronyme arabe du groupe Etat islamique, ndlr), a indiqué Pascal Confavreux.

La question des combattants jihadistes français, transférés récemment de la Syrie vers les prisons irakiennes dans l'attente de leur procès, devrait être abordée au moment où Paris redoute une résurgence du groupe Etat isla-

mique dans une région déjà bouleversée par les conflits entre Israël et le groupe islamiste palestinien Hamas d'une part, entre Israël et le mouvement pro-iranien Hezbollah d'autre part, auxquels s'ajoute l'instabilité en Iran.

A Beyrouth, où il devrait arriver vendredi, il sera question de la poursuite du désarmement du Hezbollah prévu dans l'accord de cessez-le-feu.

Le ministre français évoquera

la préparation de la conférence de soutien à l'armée libanaise et aux forces de sécurité intérieure, prévue début mars à Paris, dont l'objectif est d'apporter aide financière et équipements pour les renforcer précisément dans leur

mission de désarmement du mouvement.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 février 2026

Turquie: le convoi d'aide pour Kobane bloqué par les autorités

Diyarbakir (Turquie), 4 fév 2026 (AFP) — Le convoi d'aides collectées par la plateforme de solidarité avec la population de Kobane, ville à majorité kurde du nord de la Syrie, a été interdit de passage et renvoyé par les autorités turques à Diyarbakir, ont annoncé les organisateurs mercredi à l'AFP.

Vingt-cinq camions contenant de l'eau, du lait, des préparations pour nourrissons et des couvertures étaient partis samedi de Diyarbakir, grande

ville à majorité kurde du sud-est de la Turquie.

"Malgré toutes les démarches, leur passage vers Kobane n'a pas été autorisé", a annoncé la Plateforme de protection et de solidarité de la ville de Diyarbakir.

Les camions ont été bloqués au poste-frontière de Suruç, qui fait face à Kobane, mais les organisateurs avaient pensé obtenir l'autorisation de traverser une centaine de km plus loin à Araz, ont ils expliqué.

"Cependant, la délégation n'ayant pas non plus obtenu l'autorisation, les camions sont rentrés à Diyarbakir" précisent-ils mercredi.

la ville de Kobane est restée le symbole de la première victoire des forces kurdes contre les jihadistes du groupe Etat islamique en 2015.

Au terme d'un accord avec les combattants majoritairement kurdes des Forces de défense syriennes (FDS), l'armée syrienne a commencé

lundi soir à se déployer autour de la localité.

Cet accord avec Damas qui prévoit l'intégration de FDS à l'armée syrienne met fin aux espoirs d'autonomie des Kurdes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 février 2026

Syrie: mémorandum d'accord avec Chevron et une compagnie du Qatar pour de l'exploration offshore

Damas, 4 fév 2026 (AFP) — La Syrie a signé mercredi un mémorandum d'accord avec le géant pétrolier américain Chevron et une compagnie qatarie pour l'exploration offshore de pétrole et de gaz dans le pays qui sort d'une guerre meurtrière.

Le pouvoir du président Ahmad al-Chareh, qui a renversé en décembre 2024 Bachar al-Assad, tente d'attirer les investisseurs pour reconstruire le pays et se rapproche des Etats-Unis et des Etats de la région.

Le texte a été signé au palais présidentiel à Damas entre la compagnie pétrolière publique syrienne, Chevron et Power in-

ternational, en présence de l'émis-saire spécial américain pour la Syrie Tom Barrack, selon l'agence officielle Sana.

Cet accord marque "le premier pas de la Syrie vers l'exploration énergétique offshore", a ajouté l'agence.

D'autres pays voisins de la Syrie en Méditerranée orientale ont déjà commencé l'exploration et pour certains l'exploitation des ressources gazières.

Le Liban voisin souhaite délimiter ses frontières maritimes avec la Syrie pour élargir la prospection.

Sous Bachar al-Assad, la Syrie

avait signé des accords avec des compagnies russes pour l'exploration de gaz offshore, restés sans effet. La Russie était l'un des principaux alliés de Bachar al-Assad.

La production de pétrole de la Syrie a été grandement affectée par la guerre civile qui a ravagé le pays entre 2011 et 2024.

Les nouvelles autorités islamistes ont récemment repris le contrôle du plus grand champ pétrolier, al-Omar, situé dans l'est du pays, après le retrait des forces kurdes à la faveur d'un accord entre les deux parties.

En mai, la Syrie avait conclu un

accord énergétique d'un montant de 7 milliards de dollars avec un consortium regroupant des entreprises des Etats-Unis, du Qatar et de la Turquie, dont Power International, pour réhabiliter son secteur électrique ravagé par la guerre.

L'accord prévoit la construction de quatre centrales à gaz dans le centre et l'est du pays, ainsi que d'une ferme solaire de 1.000 mégawatts dans le sud.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 février 2026

Le chef de la diplomatie française en Syrie, première étape d'une tournée régionale

Damas, 5 fév 2026 (AFP)

— Le chef de la diplomatie française est arrivé jeudi à Damas, première étape d'une tournée régionale au moment où la France doit repenser la lutte antijihadiste et redoute un conflit entre les Etats-Unis et l'Iran.

Jean-Noël Barrot doit se rendre dans l'après-midi en Irak, avant de se diriger vendredi vers le Liban, selon le ministère français des Affaires étrangères.

"Cette tournée vient de la conjonction de deux crises" : celle qui a eu lieu tout récemment dans le nord-est syrien, avec des affrontements entre les autorités syriennes de Damas et les forces démocratiques syriennes (FDS) dominées par les Kurdes, et la menace toujours présente d'une escalade militaire entre les États-Unis et l'Iran", a expliqué une source diplomatique française.

A Damas, le ministre français a été reçu par son homologue Assaad al-Chibani, qui l'a remercié pour la contribution de la France à la levée des sanctions contre la Syrie et le repositionnement de Damas sur la scène internationale.

Il doit aborder avec lui la manière d'empêcher la résurgence du groupe jihadiste Etat islamique (EI), à quelques jours d'une réunion de la coalition occidentale antijihadiste lundi à

Ryad, en Arabie saoudite. Jusqu'à présent, les FDS étaient le principal partenaire opérationnel sur le terrain de cette coalition, mais elles ont dû se retirer de vastes pans du nord de la Syrie sous la pression militaire de Damas et s'intégrer au sein de l'armée syrienne.

Les Occidentaux doivent désormais composer avec les autorités syriennes avec lesquelles "il n'y a pas le même historique, il n'y a pas les mêmes réflexes acquis ensemble, il n'y a pas les mêmes liens de confiance", a poursuivi la source diplomatique, faisant allusion au passé d'ancien jihadiste du président Ahmad al-Chareh.

Ce dernier, qui a renversé en décembre 2024 le dictateur Bachar al-Assad, est déterminé à imposer son autorité sur l'ensemble de la Syrie.

"Il y a toute une architecture contre-terroriste qui est à réinventer dans le nord-est syrien", a insisté la source diplomatique.

Ce sujet sera aussi abordé jeudi avec le pouvoir central à Bagdad puis avec les autorités régionales kurdes irakiennes à Erbil, "puisque l'EI est également une menace syro-irakienne".

Paris martèle que la stabilité de la Syrie est un facteur incontournable de la sécurité régionale.

- Contenir les alliés de l'Iran -

La question de l'intégration des minorités au nouveau paysage politique sera également au cœur des discussions.

La France se pose en garant de la préservation des droits des Kurdes. Elle entend ainsi veiller au respect de l'accord annoncé la semaine dernière, visant à intégrer les institutions et les forces kurdes au sein de l'Etat syrien.

Cet accord a anéanti les espoirs des Kurdes de conserver la zone autonome qu'ils avaient instaurée dans le nord et le nord-est de la Syrie au cours de la guerre civile qui a ravagé ce pays entre 2011 et 2024.

"Cet accord est un développement positif mais il y a un certain nombre de défis de mise en oeuvre", reconnaît-on à Paris. "Ce sont des acteurs qui viennent de s'affronter, la confiance entre eux n'est donc pas très élevée", observe-t-on, "avec, dans les deux camps, des radicaux qui peuvent faire échouer le processus".

En Irak et au Liban, Jean-Noël Barrot apportera en outre "une forme de réassurance" à des pays qui comptent sur leur sol des groupes alliés à l'Iran : les milices chiites et le mouvement Hezbollah.

"Ces pays sont susceptibles

d'être entraînés dans une escalade, le Liban l'a déjà été en 2024, l'Irak jusqu'ici a réussi à éviter cet engrenage néfaste, mais il faut qu'on puisse évoquer avec ces deux pays, avec leurs dirigeants, le défi que représente cette crise autour de l'Iran", a encore dit la source diplomatique.

L'Iran et les Etats-Unis doivent avoir des discussions vendredi au sultanat d'Oman, alors que Donald Trump a positionné dans la région une force de frappe navale et militaire considérable pour maintenir la pression sur Téhéran.

A Beyrouth, il sera question de la poursuite du désarmement du Hezbollah prévu dans l'accord de cessez-le-feu de fin 2024 conclu avec Israël.

Le ministre français évoquera la préparation de la conférence de soutien à l'armée libanaise et aux forces de sécurité intérieure, prévue pour le 5 mars à Paris, dont l'objectif est d'apporter aide financière et équipements pour les renforcer précisément dans leur mission de désarmement du mouvement.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 février 2026

Naufrage de migrants en 2021: un navire de la marine française et les garde-côtes britanniques mis en cause (enquête publique)

Londres, 5 fév 2026 (AFP)

— Une commission d'enquête britannique a mis en cause le rôle d'un patrouilleur de la marine française et des garde-côtes britanniques dans le naufrage d'une embarcation de migrants qui a fait 27 morts et 4 disparus dans la Manche en 2021, dans un rapport publié jeudi.

Son président, Ross Cranston, a déploré une "immense tragédie humaine" en rendant publiques les conclusions de cette enquête publique, débutée en mars 2025. "Les traversées en petites embarcations doivent cesser. Au-delà de toute autre raison, il est impératif d'empêcher de nouvelles pertes de vies humaines", a-t-il déclaré.

Quelque 33 personnes, principalement des Kurdes d'Irak, étaient entassés dans un canot pneumatique "totalement inadapté", aux premières heures du 24 novembre 2021, lorsqu'il a commencé à som-

brer à la limite des eaux françaises et britanniques.

Il a fallu attendre 12 heures pour qu'un chalutier les repère, malgré plusieurs appels de détresse.

"Beaucoup de vies, voire toutes" auraient pu être sauvées si le patrouilleur Flamant de la marine française, à proximité, avait répondu à un appel de détresse, a estimé le président de cette enquête indépendante, censée examiner le rôle des autorités britanniques, indépendamment d'une procédure judiciaire.

Le rôle du Flamant est au coeur d'une enquête pénale en France. "L'enquête publique (britannique) n'est pas en mesure de déterminer les raisons pour lesquelles le Flamant n'a pas répondu à l'appel de détresse. C'est aux autorités françaises de trancher sur ce point", souligne le rapport. "Cependant, il y a eu un

manque de coopération entre les garde-côtes britanniques et les garde-côtes français concernant la retransmission du message d'alerte", épingle-t-il.

Le rapport, qui ne cherche pas à établir de responsabilité pénale, pointe aussi des "défaillances systémiques" dans la réponse des gardes-côtes britanniques.

L'une d'elle tenait à "la conviction largement répandue" que les passagers des bateaux avaient tendance à "exagérer leur niveau de détresse".

Les gardes-côtes ont également pris "un certain nombre de décisions erronées" lors de l'opération de recherche et sauvetage, interrompue prématurément le 24 novembre.

"Si les recherches s'étaient poursuivies toute la journée, certaines morts auraient pu être évitées", conclut l'enquête.

Le rapport pointe aussi des "pénuries chroniques de personnel" chez les gardes-côtes, "une défaillance majeure et systémique du gouvernement".

En France, le parquet de Paris a requis en novembre un procès pour 14 protagonistes des réseaux de passeurs mis en cause. Sept militaires ont aussi été mis en examen pour non-assistance à personne en danger.

Quelque 41.472 migrants sont arrivés sur les côtes britanniques en 2025, soit le deuxième chiffre le plus élevé depuis le début des relevés en 2018. Au moins 29 personnes sont mortes dans la périlleuse traversée.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 février 2026

Une lettre adressée à de Gaulle par Mustafa Barzani remise au fils Massoud Barzani

Erbil (Irak), 6 fév 2026 (AFP)

— Le chef de la diplomatie française Jean-Noël Barrot, en visite en Irak, a remis vendredi à Massoud Barzani une lettre que son père Mustafa Barzani, chef historique kurde, avait adressée au Général de Gaulle le 3 juillet 1967.

"La fête nationale d'un pays a parfois une résonance qui dépasse très largement ses frontières pour devenir aux

yeux des autres nations un symbole d'espérance", écrivait-il, soulignant que le peuple kurde tenait "à manifester la gratitude due à votre oeuvre admirable en faveur de la libération des peuples".

"Cette célébration suscite en nous l'espoir d'une paix véritable que la France plus que tout autre pays s'efforce d'édifier", ajoutait-il.

"C'est dans cet esprit que je suis venu vous rendre visite", a déclaré vendredi Jean-Noël Barrot en offrant cette lettre à Massoud Barzani. Celle-ci se trouvait dans les archives du ministère français des Affaires étrangères.

"C'est très précieux", lui a répondu M. Barzani.

Jean-Noël Barrot avait apporté jeudi un soutien appuyé aux

Kurdes de Syrie et d'Irak.

Les forces kurdes, qui étaient le fer de lance de la lutte antijihadiste, ont dû, sous la pression de Damas, se retirer de larges pans du nord du pays où se trouvent des prisons de jihadistes et des camps abritant leurs familles.

Les puissantes Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) doi-

vent être intégrées au sein de l'armée syrienne.

A Erbil où il a rencontré Nechirvan Barzani, le président de la région autonome du Kurdistan, Jean-Noël Barrot a plaidé pour "l'intégration des Kurdes à une Syrie unie" et la pleine mise en oeuvre de l'accord du 29 janvier.

"La reconnaissance de l'identité des Kurdes est une condition du relèvement de la Syrie, comme elle l'a été en Irak", a-t-il souligné.

"La France se tient et se tiendra toujours aux côtés du peuple kurde pour qu'il soit respecté dans ses droits", a affirmé M. Barrot. "L'horizon

des Kurdes de Syrie ne doit pas se borner à leur région: ils ont vocation, comme en Irak, à prendre toute leur part à la vie politique syrienne", a-t-il ajouté.

Mustafa Barzani (1903-1979) était un leader nationaliste kurde emblématique, fondateur et président du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) en 1946. Il avait dirigé la lutte armée pour l'autonomie kurde contre les gouvernements irakiens.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 février 2026

L'Iran doit cesser d'être une "puissance déstabilisatrice", dit le chef de la diplomatie française

Beyrouth (Liban), 6 fév 2026 (AFP) — Le chef de la diplomatie française a appelé vendredi, depuis Beyrouth, l'Iran à cesser d'être une "puissance déstabilisatrice" dans la région et souligné la nécessité de donner à l'armée libanaise les moyens de désarmer le Hezbollah soutenu par Téhéran.

Au moment où l'Iran et les Etats-Unis ont tenu vendredi une première session de pourparlers au sultanat d'Oman, Jean-Noël Barrot a estimé que Téhéran devait se résoudre à faire des "concessions majeures".

L'Iran doit renoncer "à être une puissance déstabilisatrice", a-t-il exhorté lors d'une conférence de presse, citant son programme nucléaire et son soutien aux groupes "terroristes".

Il a appelé "les groupes soutenus par l'Iran" à exercer "la plus grande retenue" en cas d'escalade militaire entre Washington et Téhéran.

Le Hezbollah avait dit qu'il ne resterait pas neutre en cas d'attaque contre l'Iran, après des menaces du président américain Donald Trump d'intervention militaire contre la République islamique.

Sans le nommer, M. Barrot a affirmé que "certains acteurs continuent de rejeter les décisions

prises par les autorités légitimes", estimant que "leur fuite en avant suicidaire expose le pays aux destructions et à la désolation" et les appelant "à la raison".

Le Hezbollah libanais, qui sort affaibli d'une guerre avec Israël en 2024, est soumis à une intense pression pour désarmer.

- "L'après-Finul" -

Jean-Noël Barrot a déclaré à l'AFP qu'il fallait "donner aux forces armées libanaises les moyens de poursuivre le travail de désarmement du Hezbollah".

"La vision de la France au Liban, c'est celle d'un Etat fort, souverain, disposant du monopole des armes (...)", a-t-il ajouté.

Conformément à l'accord de cessez-le-feu de novembre 2024, l'armée libanaise a annoncé début janvier avoir achevé la première phase de son plan de désarmement du Hezbollah, qui couvre la région entre la frontière israélienne et le fleuve Litani, à une trentaine de kilomètres plus au nord.

"Le gouvernement libanais a pris ses responsabilités (...) en menant jusqu'à son terme la première phase de ce plan de désarmement", a souligné

Jean-Noël Barrot à l'AFP.

Il a indiqué que la deuxième phase devait être présentée "dans les prochains jours". Celle-ci concerne le secteur entre le Litani et le fleuve Awali, à une quarantaine de kilomètres au sud de Beyrouth. Le Hezbollah affirme refuser de remettre ses armes au nord du Litani.

Le chef de la diplomatie française, qui a rencontré les principaux responsables libanais, a indiqué avoir évoqué la conférence de soutien à l'armée libanaise que Paris doit accueillir le 5 mars.

"La France sera au rendez-vous pour mobiliser la communauté internationale", a-t-il promis lors de sa conférence de presse, ajoutant que Paris souhaite "obtenir des engagements concrets".

Il a révélé qu'une réunion doit se tenir dans les prochains jours dans la région "avec les principaux partenaires et amis du Liban dans la région" pour préparer cette conférence.

Jean-Noël Barrot a par ailleurs indiqué que l'armée devrait se "substituer le moment venu du retrait de la Finul à ces forces (...)", dont 700 militaires français, qui font tampon entre Israël et le Liban depuis 1978.

- Reconstruction -

Le Conseil de sécurité de l'ONU avait prolongé en août une dernière fois le mandat de la force de maintien de la paix dans le sud du Liban (Finul) dont le retrait est programmé en 2027 sous pression des Etats-Unis et d'Israël qui veulent son départ.

"Il nous faut maintenant préparer l'après-Finul puisque le repli de cette force des Casques bleus commencera à la fin 2026 et s'étendra jusqu'à la fin 2027", a-t-il souligné à l'AFP.

Evoquant la reconstruction du pays, il a noté que "le préalable à l'afflux des financements internationaux, c'est la réforme du système bancaire", saluant "le courage" du gouvernement et ses efforts en ce sens.

Le chef de la diplomatie française est arrivé à Beyrouth en provenance d'Erbil, dans le nord de l'Irak, où il a notamment rencontré le chef kurde syrien Mazloum Abdi.

Sa tournée l'a également conduit à Bagdad et Damas, où il a assuré vendredi que la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique restait une "priorité absolue".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 février 2026

Syrie: un membre des services de sécurité arrêté pour le meurtre de civils dans le sud

Damas, 7 fév 2026 (AFP) — Un agent des services de sécurité syriens soupçonné d'avoir tué quatre civils samedi dans la province à majorité druze de Soueida a été arrêté, a indiqué un responsable sécuritaire local.

Quatre personnes ont été tuées par balles tandis qu'une cinquième a été grièvement blessée lors de l'incident qui s'est produit dans le village d'al-Matana, dans cette zone de la Syrie théâtre de violences meurtrières l'été dernier, a précisé Hossan al-Tahan, cité par l'agence officielle Sana.

L'enquête a identifié comme

suspect un agent du Directorate de sécurité interne local, qui "a été immédiatement arrêté", a-t-il précisé.

La région druze -une minorité issue de l'islam chiite- de Soueida est désormais la dernière qui échappe au contrôle des autorités islamistes de Damas depuis le déploiement récent de troupes dans les zones kurdes.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les victimes ont été attaquées alors qu'elles récoltaient des olives avec l'autorisation des autorités dans une partie de la province contrôlée par les forces gou-

vernementales.

La province de Soueida avait été le théâtre d'affrontements qui ont fait plus de 2.000 morts en juillet entre combattants druzes et bédouins sunnites, qui s'étaient étendus avec l'intervention des forces gouvernementales et de tribus venues d'autres régions.

En septembre, les autorités syriennes avaient annoncé un plan soutenu par les Etats-Unis et la Jordanie voisine pour pacifier la région mais la situation demeure instable.

Depuis, les forces gouvernementales sont déployées dans la province et contrôlent la

route menant à Damas, alors que les groupes druzes, dont certains réclament l'autonomie, tiennent la ville de Soueida.

Ces affrontements, intervenus après des massacres d'alaouites sur le littoral en mars, avaient aggravé les craintes des minorités en Syrie depuis la prise de pouvoir par les islamistes qui ont renversé Bachar al-Assad en décembre 2024.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 février 2026

Irak: plus de 4.580 détenus de l'EI transférés depuis la Syrie

Bagdad, 10 fév 2026 (AFP) — L'armée américaine a transféré en Irak plus de 4.580 membres présumés de l'organisation Etat islamique (EI) jusqu'ici détenus en Syrie, une opération lancée en janvier pour éviter tout risque d'évasion.

Au total, 4.583 d'entre eux sont arrivés en Irak sur un objectif de 7.000, a déclaré mardi à l'AFP Saad Maan, chef de la cellule d'information sécuritaire, rattachée au bureau du Premier ministre.

Ils se trouvent désormais dans des centres de détention "sécurisés", selon les autorités.

Cette décision de transfert a été prise après le retrait, sous

la pression de Damas, des forces kurdes de larges pans du nord de la Syrie, où elles contrôlaient des prisons de jihadistes.

Parmi les détenus, se trouvent des Syriens, des Irakiens et des Européens, ainsi que des détenus d'autres nationalités, selon plusieurs sources de sécurité irakiennes.

La justice irakienne a annoncé l'ouverture de procédures judiciaires à leur encontre.

Les tribunaux du pays ont par le passé condamné à la peine de mort et à la prison à vie des centaines de membres de l'EI, incluant de nombreux combattants étrangers, dont

certaines avaient déjà été transférés de Syrie.

Cela a valu à Bagdad des critiques des défenseurs des droits humains, qui ont dénoncé des procès expéditifs, des aveux obtenus sous la torture ou une représentation juridique inefficace.

Bagdad et Washington ont exhorté les pays d'origine de ces détenus à les rapatrier, se heurtant aux réticences de dizaines de gouvernements, notamment occidentaux.

En 2014, l'EI s'était emparé de vastes territoires en Syrie et en Irak, commettant des massacres et réduisant des femmes et des filles en esclavage sexuel.

Appuyé par la coalition menée par les Etats-Unis, l'Irak a proclamé la défaite du groupe en 2017.

En Syrie, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, ont défait l'EI deux ans plus tard. Elles ont emprisonné des milliers de membres présumés du groupe, et placé des dizaines de milliers de leurs proches dans des camps.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 février 2026

Irak: des centaines d'étrangers parmi les détenus de l'EI transférés de Syrie

Bagdad, 11 fév 2026 (AFP)

— Des centaines d'étrangers, dont des Européens, figurent parmi les membres présumés de l'organisation Etat islamique (EI) qui ont été transférés en Irak depuis la Syrie dans le cadre d'une opération américaine, a indiqué mercredi à l'AFP une source de sécurité irakienne.

Un responsable irakien avait indiqué mardi que 4.583 détenus étaient arrivés en Irak sur un objectif de 7.000.

La décision de transfert avait été prise en janvier par les Etats-Unis, à la tête d'une coalition antijihadiste, pour éviter tout risque d'évasion après le retrait, sous la pression de l'armée syrienne, des forces kurdes des prisons où elles

gardaient des jihadistes.

Parmi les 5.046 détenus déjà transférés, seuls 271 sont irakiens, d'après une source de sécurité irakienne.

La grande majorité, 3.245, sont Syriens, tandis que 900 viennent de pays d'Europe, d'Asie ou de l'Australie.

Les Allemands sont les détenus européens les plus nombreux (27), devant les Néerlandais (dix), les Britanniques (neuf) et les Français (trois), entre autres, a précisé la source de sécurité auprès de l'AFP.

La justice irakienne a annoncé l'ouverture de procédures judiciaires à leur rencontre.

Les tribunaux du pays ont par le passé condamné à la peine de mort et à la prison à vie des centaines de membres de l'EI, incluant de nombreux combattants étrangers, dont certains avaient été transférés de Syrie.

Cela a valu à Bagdad des critiques des défenseurs des droits humains, qui ont dénoncé des procès expéditifs, des aveux obtenus sous la torture ou une représentation juridique inefficace.

Bagdad et Washington ont exhorté les pays d'origine de ces détenus à les rapatrier, se heurtant aux réticences de dizaines de gouvernements, notamment occidentaux.

En 2014, l'EI s'était emparé

de vastes territoires en Syrie et en Irak, commettant des massacres et réduisant des femmes et des filles en esclavage sexuel.

Appuyé par la coalition menée par les Etats-Unis, l'Irak a proclamé la défaite du groupe en 2017.

En Syrie, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, ont défait l'EI deux ans plus tard. Elles ont emprisonné des milliers de membres présumés du groupe, et placé des dizaines de milliers de leurs proches dans des camps.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 février 2026

Syrie: les forces américaines se retirent de la base d'al-Tanf (sources militaires syriennes)

Damas, 11 fév 2026 (AFP)

— Les forces américaines déployées en Syrie dans le cadre de la coalition internationale antijihadiste se sont retirées de la base d'Al-Tanf, près de la frontière jordanienne, ont indiqué mercredi à l'AFP deux sources militaires syriennes.

"Les forces américaines se sont entièrement retirées aujourd'hui de la base d'al-Tanf", a indiqué une source militaire syrienne sous le couvert de l'anonymat, précisant qu'elles avaient été redéployées en Jordanie, sur la base d'al-Burj.

"Le ministère (syrien) de la Défense a envoyé aujourd'hui

des troupes pour combler le vide laissé par le départ des Américains", a ajouté cette source.

La seconde source a confirmé le retrait, précisant que les forces américaines avaient commencé ce processus "il y a 15 jours".

Les Américains "vont continuer à se coordonner (avec les Syriens, ndlr) depuis la Jordanie", a-t-elle ajouté.

Des forces de la coalition internationale restent toutefois déployées dans le nord-est de la Syrie, dans les zones qui étaient jusqu'à peu contrôlées par les forces kurdes.

Après le retrait d'al-Tanf, les troupes américaines sont désormais principalement stationnées à la base de Qasrak, dans la région de Haskaké (est), selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, un groupe basé au Royaume-Uni qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Les Etats-Unis avaient mis en place une coalition internationale après que le groupe jihadiste Etat islamique (EI) s'est emparé en 2014 de vastes territoires en Syrie, à la faveur de la guerre civile, et en Irak.

L'EI avait été défait en 2019 en Syrie par des forces à ma-

jorité kurde, aidées de la coalition. Le groupe avait été vaincu en Irak en 2017.

Il conserve néanmoins des cellules dormantes dans les zones désertiques en Syrie et mène encore des attaques.

En décembre, une attaque imputée par les Etats-Unis à l'EI avait coûté la vie à deux soldats et un interprète américains à Palmyre, dans le centre de la Syrie.

Les Etats-Unis avaient mené en riposte une série de frappes et les autorités syriennes avaient annoncé des arrestations.

En novembre dernier, la co-

alition internationale avait annoncé que la Syrie avait rejoint ses rangs, près d'un an après la chute du président Bachar al-Assad, renversé

par une coalition de groupes islamistes.

Depuis leur arrivée au pouvoir, les autorités islamistes

sont déterminées à reprendre le contrôle de l'ensemble du pays, morcelé par 13 ans de guerre.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 février 2026

Syrie: l'armée prend le contrôle de la base d'al-Tanf après le retrait des forces américaines

Damas, 12 fév 2026 (AFP)

— L'armée syrienne a pris le contrôle de la base d'al-Tanf, dans le sud-est du pays, après le retrait des forces américaines, a annoncé le ministère de la Défense à Damas jeudi.

"Après coordination entre la partie syrienne et la partie américaine, des unités de l'armée syrienne ont pris le contrôle" de cette base située près de la frontière avec la Jordanie, selon le communiqué.

Il a précisé que les forces syriennes avaient "commencé à se déployer" dans le triangle frontalier entre la Syrie, l'Irak et la Jordanie.

Deux sources militaires syriennes avaient indiqué mer-

credi à l'AFP que les forces américaines déployées dans le cadre de la coalition internationale antijihadiste s'étaient entièrement retirées d'al-Tanf.

L'une de ces sources avait indiqué que le retrait américain avait commencé "il y a 15 jours".

Les Américains "vont continuer à se coordonner (avec les Syriens, ndlr) depuis la Jordanie", a-t-elle ajouté.

Des forces de la coalition internationale restent toutefois déployées dans le nord-est de la Syrie, dans les zones qui étaient jusqu'à peu contrôlées par les forces kurdes.

Les Etats-Unis avaient mis en

place une coalition internationale après la prise par le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en 2014 de vastes territoires en Syrie, à la faveur de la guerre civile, et en Irak.

L'EI a été défait en 2019 en Syrie par des forces à majorité kurde, soutenues par la coalition. Le groupe a été vaincu en Irak en 2017.

Il conserve néanmoins des cellules dormantes dans les zones désertiques en Syrie et mène encore des attaques.

En décembre, une attaque imputée par les Etats-Unis à l'EI a coûté la vie à deux soldats et un interprète américains à Palmyre (centre).

Les Etats-Unis ont mené en

riposte une série de frappes et les autorités syriennes ont annoncé des arrestations.

En novembre dernier, la coalition internationale a annoncé que la Syrie avait rejoint ses rangs, près d'un an après l'accession au pouvoir d'une coalition islamiste qui a renversé Bachar al-Assad.

Depuis leur arrivée au pouvoir, les autorités islamistes sont déterminées à reprendre le contrôle de l'ensemble du pays, morcelé par plus de 13 ans de guerre.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 février 2026

Syrie: la plupart des familles de jihadistes étrangers ont quitté le camp d'al-Hol

Beyrouth (Liban), 12 fév 2026 (AFP)

— La plupart des proches de jihadistes étrangers ont quitté le camp d'al-Hol dans le nord-est de la Syrie, depuis le départ le 20 janvier des troupes kurdes remplacées par les forces de sécurité syriennes, ont indiqué jeudi à l'AFP deux sources humanitaires et des témoins.

Al-Hol, le plus grand camp de familles de l'Etat Islamique (EI) en Syrie, abritait quelque 24.000 personnes, dont environ 6.300 femmes et enfants

étrangers dans une section sous haute sécurité, connue sous le nom d'Annexe.

"Depuis samedi dernier, il ne reste pas plus d'une vingtaine de familles", a affirmé l'une de ces sources qui a requis l'anonymat.

Une autre source au sein d'une organisation humanitaire, qui a également requis l'anonymat, a confirmé que l'Annexe est désormais presque "vide".

"Certaines femmes étrangères ont été transférées vers le camp principal" où vivent des Syriens et des Irakiens, a-t-elle ajouté.

Les Forces Démocratiques Syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) s'étaient retirées du camp le 20 janvier, sous la pression des forces de Damas qui y sont entrées le lendemain.

Un témoin a indiqué à l'AFP avoir vu des hommes armés évacuer du camp des femmes

entièrement voilées à bord de voitures après la prise de contrôle des forces gouvernementales.

Selon la première source humanitaire, "un grand nombre d'étrangers ont été clandestinement transférés vers Idlib et d'autres provinces, et une petite partie est entrée" dans la partie du camp réservée aux Syriens et aux Irakiens et moins gardée.

Idlib (nord-ouest) abritait de nombreux jihadistes étrangers

et c'est une coalition islamiste partie de ce bastion rebelle qui avait lancé fin 2024 une offensive fulgurante qui lui a permis de prendre le pouvoir en Syrie.

Un Syrien résidant dans le camp, qui s'est présenté comme Abou Mohammed, 35

ans, a déclaré à l'AFP via WhatsApp que "quelques jours après" le départ des forces kurdes, "les femmes et les enfants de la section des étrangers (...) ont commencé à quitter le camp en grand nombre".

Une source de l'administration

du camp, qui relève désormais du ministère des Affaires étrangères, a déclaré à l'AFP que les autorités procèdent actuellement à un recensement des habitants du camp.

Interrogée au sujet des évènements, elle a répondu que "la responsabilité de tout cela, si

c'est avéré, incombe des FDS qui se sont retirées du site sans processus de remise" du camp aux autorités syriennes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 fév 2026

Turquie: la ville de Diyarbakir livre 25 camions d'aide à Kobane

Istanbul, 12 fév 2026 (AFP)

— L'aide humanitaire envoyée par la ville turque à majorité kurde de Diyarbakir (sud-est) est parvenue mercredi soir à la localité syrienne kurde de Kobané après avoir été bloquée précédemment à la frontière par les autorités turques, ont annoncé les organisateurs à l'AFP.

Ce convoi composé principalement de matériel de pre-

mière nécessité - eau, couches, lait, produits d'hygiène, couvertures, radiateurs et aliments - avait été arrêté la semaine dernière au poste-frontière le plus proche de Kobane et renvoyé à Diyarbakir par les autorités turques.

Cette fois, le convoi est passé par le poste-frontière de Kilis, 160 km plus loin, précisent les organisateurs dans leur communiqué, soulignant avoir

préparé les envois avec l'Agence turque de secours en cas de catastrophe (AFAD).

La ville de Kobane est restée le symbole de la première victoire des forces kurdes contre les jihadistes du groupe Etat islamique en 2015.

Au terme d'un accord avec les combattants majoritairement kurdes des Forces de défense syriennes (FDS), l'ar-

mée syrienne a entrepris au début du mois de se déployer tout autour.

Cet accord avec Damas, qui prévoit l'intégration des FDS à l'armée syrienne, met fin aux espoirs d'autonomie des Kurdes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 février 2026

Fin du transfert des détenus de l'EI de Syrie vers l'Irak (armée américaine)

Bagdad, 13 fév 2026 (AFP) — Le Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom) a annoncé vendredi avoir terminé son transfert de Syrie vers l'Irak de détenus soupçonnés d'appartenir au groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Dans un communiqué, le Centcom a déclaré avoir effectué un dernier transfert par avion la nuit du 12 février, et transféré au total depuis le 21 janvier "plus de 5.700 hommes adultes" vers des prisons irakiennes.

Le déplacement des prisonniers était justifié par des raisons de sécurité, ces hommes étant auparavant détenus par

les combattants kurdes syriens, forcés de se retirer de vastes territoires du nord et du nord-est du pays, sous la pression de l'armée syrienne qui s'y était déployée.

Cette opération a pour objectif de "garantir que les détenus de l'EI restent en sécurité dans les centres de détention", a indiqué le Centcom.

Les Etats-Unis avaient précédemment annoncé qu'ils comptaient transférer environ 7.000 détenus.

L'amiral Brad Cooper, chef du Centcom, a salué l'équipe interarmées qui a mené à bien "cette mission exceptionnellement difficile au sol et dans

les airs".

Une source de sécurité irakienne avait indiqué mercredi à l'AFP que des centaines d'étrangers, dont des Européens, figuraient parmi ces détenus.

La grande majorité, quelque 3.200, sont Syriens, tandis que 900 viennent de pays d'Europe, d'Asie ou de l'Australie, selon cette source.

La justice irakienne a annoncé l'ouverture de procédures judiciaires à leur encontre.

Les tribunaux du pays ont par le passé condamné à la peine de mort et à la prison à vie des centaines de personnes

pour appartenance à l'EI, incluant de nombreux combattants étrangers, dont certains avaient été transférés de Syrie.

Cela a valu à Bagdad des critiques des défenseurs des droits humains, qui ont dénoncé des procès expéditifs, des aveux obtenus sous la torture ou une représentation juridique inefficace.

Bagdad et Washington ont exhorté les pays d'origine des détenus étrangers à les rapatrier, se heurtant aux réticences de dizaines de gouvernements, notamment occidentaux.

En 2014, l'EI s'était emparé

de vastes territoires en Syrie et en Irak, commettant des massacres et réduisant des femmes et des filles en esclavage sexuel.

Appuyé par la coalition menée

par les Etats-Unis, l'Irak a proclamé la défaite du groupe en 2017.

En Syrie, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, ont

défait l'EI deux ans plus tard. Elles ont emprisonné des milliers de membres présumés du groupe, et placé des dizaines de milliers de leurs proches dans des camps.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 février 2026

Rubio se félicite de la "trajectoire" prise par la Syrie malgré les obstacles

Bratislava, 15 fév 2026 (AFP) — Le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio s'est félicité dimanche de "la trajectoire" suivie par la Syrie, malgré "des jours difficiles".

"Il y a eu des jours difficiles, (...) des jours très préoccupants, mais nous apprécions la trajectoire, il faut la maintenir", a déclaré M. Rubio lors d'une conférence de presse à Bratislava, ajoutant qu'il fallait maintenant mettre en oeuvre l'accord entre la minorité kurde et les autorités syriennes.

"Ce ne sera pas facile et il y a d'autres accords du même type qu'ils doivent conclure avec les Druzes, les Bédouins, les Alaouites, avec toutes les composantes de la société syrienne très diverse", a ajouté M. Rubio, en visite pour quelques heures à Bratislava où il s'est notamment entretenu avec le Premier ministre slovaque Robert Fico.

Fin janvier, Damas et les responsables kurdes avaient annoncé être parvenus, après des mois d'impasse et de combats, à un accord pré-

voyant l'intégration au sein de l'Etat syrien des forces et de l'administration de la zone autonome kurde, établie dans le nord-est du pays à la faveur de la guerre (2011-2024).

Les Etats-Unis avaient soutenu les forces kurdes dans leur lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) à partir de 2014.

Mais après le renversement de Bachar al-Assad fin 2024 et l'arrivée au pouvoir de l'islamiste Ahmad al-Chareh, ils ont soutenu le nouveau président dans sa détermination

à imposer son autorité sur l'ensemble du territoire.

"Nous pensons que ce résultat, aussi difficile que cela ait été, est de loin préférable à une Syrie qui aurait été éclatée en huit morceaux, avec toutes sortes de combats et de migrations massives. Nous sommes donc très positifs", a encore dit M. Rubio dimanche.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 février 2026

Syrie: 34 Australiens, proches de jihadistes, libérés mais des obstacles à leur rapatriement

Roj (Syrie), 16 fév 2026 (AFP) — Les autorités kurdes ont libéré lundi 34 Australiens, proches de jihadistes, mais ils ont dû revenir dans le camp du nord-est de la Syrie où ils vivaient, un problème de papiers ayant empêché leur départ pour Damas, selon les responsables kurdes.

Les Australiens, membres de 11 familles, avaient été remis "à leurs proches, venus d'Australie pour les récupérer", avait indiqué à l'AFP la directrice du camp de Roj, Hakmieh Ibrahim.

Un photographe de l'AFP a

vu des femmes, certaines entièrement voilées, d'autres portant des lunettes de soleil et un masque chirurgical, et des enfants portant leurs bagages et montant dans des minibus.

Mais peu après, les Australiens qui se rendaient à Damas d'où ils devaient être rapatriés ont dû rebrousser chemin.

Rachid Omar, l'un des responsables du camp de Roj, a indiqué que leur retour était dû "à une mauvaise coordination entre leurs proches et le gouvernement à Damas".

Il a ajouté que des contacts étaient en cours pour régler le problème.

Avec la libération de ces 34 personnes, il ne restait plus d'Australiens aux mains des autorités kurdes, avait indiqué la directrice du camp.

Les forces kurdes contrôlent toujours le camp de Roj, où sont détenus des proches de jihadistes, pour la plupart des étrangers dont des Occidentaux, parmi lesquels des Français.

Elles s'étaient retirées en janvier du camp, plus grand, d'al-Hol, sous la pression militaire des forces de sécurité du pou-

voir central de Damas, qui en ont pris le contrôle.

Depuis, des milliers de femmes et d'enfants de jihadistes étrangers se sont enfuis de ce camp qui abritait quelque 24.000 personnes, dont environ 6.300 étrangers, pour une destination inconnue.

Interrogé par l'AFP, le ministre australien des Affaires intérieures a assuré lundi que "le gouvernement ne rapatrie pas de gens de Syrie".

S'il s'avère que des Australiens, qui reviennent dans leur pays, "ont enfreint la loi aus-

tralienne, ils feront l'objet de mesures d'application de la loi, au cas par cas", a-t-il ajouté.

Le rapatriement des épouses de membres de l'EI a suscité des controverses en Australie, où certains responsables

politiques estiment que ces femmes représentent une menace pour la sécurité nationale.

A l'inverse, d'autres voix, notamment parmi les ONG, ont appelé le gouvernement à

porter assistance à ces citoyennes australiennes détenues dans des conditions "épouvantables".

L'organisation humanitaire Save the Children Australia (STCA) avait déposé en 2023

une plainte au nom de 11 femmes et 20 enfants, requérant leur rapatriement.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 février 2026

Syrie: les autorités évacuent le camp de proches de jihadistes d'al-Hol

Damas, 17 fév 2026 (AFP) — Les autorités syriennes ont commencé à transférer mardi les habitants restants du camp d'al-Hol vers un autre site du nord de la Syrie, après l'évasion de milliers de proches de jihadistes étrangers qui y étaient détenus.

"L'évacuation a commencé aujourd'hui", a déclaré à l'AFP le responsable intérimaire du camp, Fadi al-Qassem, ajoutant: "le camp va être entièrement évacué d'ici une semaine, et il ne restera personne".

"Nous avons évalué les besoins du camp et avons constaté qu'il manquait les conditions essentielles pour y habiter, et avons donc décidé en urgence de transférer la population vers "des camps existants à Alep", a-t-il ajouté.

Selon un responsable gouvernemental ayant requis l'anonymat, les autorités ont commencé à transférer les familles d'al-Hol vers le camp d'Akhtar, au nord d'Alep.

Al-Hol, le plus grand camp de proches de jihadistes de l'Etat islamique (EI) en Syrie, était contrôlé par les

forces kurdes jusqu'à fin janvier. Elles s'en sont retirées sous pression militaire du pouvoir central, qui a ensuite repris la main.

Entre temps, des milliers de femmes et d'enfants de jihadistes étrangers se sont enfuis du camp qui abritait quelque 24.000 personnes, dont environ 6.300 étrangers, pour une destination inconnue.

Des sources humanitaires et des témoins avaient indiqué la semaine dernière à l'AFP que l'Annexe, une section de haute sécurité du camp où étaient détenues les familles de jihadistes étrangers, était désormais presque vide.

L'Annexe comptait des familles de 42 nationalités, dont un grand nombre originaires de Russie, du Caucase et des républiques d'Asie centrale, que leurs pays respectifs refusent de rapatrier.

- "Diminution significative"
-

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a constaté "une diminution significative du nombre de résidents dans le camp

d'Al-Hol au cours des dernières semaines", a précisé sa porte-parole Céline Schmitt.

"Il reste important que le gouvernement puisse identifier les ressortissants étrangers partis afin que les processus de rapatriement appropriés puissent être poursuivis", a-t-elle souligné, précisant que le HCR avait aussi été informé par les autorités du plan de transfert vers le camp d'Akhtar.

Les forces kurdes avaient été le fer de lance de la lutte contre l'EI en Syrie, avec l'appui de la coalition multinationale dirigée par les Etats-Unis. Elles avaient incarcéré des milliers de jihadistes dans des prisons, et placé leurs familles dans des camps.

Après la prise de contrôle par les forces gouvernementales de vastes pans du nord et du nord-est de la Syrie et le retrait des Kurdes, les Etats-Unis ont transféré plus de 5.700 jihadistes de 61 nationalités vers l'Irak voisin.

Parmi eux figurent 3.543 Syriens, 467 Irakiens et 710 ressortissants d'autres pays arabes, ainsi que plus de 980 autres

étrangers, notamment des Européens (Allemagne, Pays-Bas, France, Belgique, entre autres), des Américains et des Australiens.

Ces détenus transférés en Irak "risquent la disparition forcée, des procès inéquitables, la torture, les mauvais traitements et des violations du droit à la vie", a prévenu mardi Human Rights Watch dans un communiqué.

Les forces kurdes gardent pour le moment le contrôle d'un camp plus petit, Roj, où sont détenus des proches de jihadistes, pour la plupart des étrangers dont des Occidentaux, parmi lesquels des Français.

Lundi, les autorités kurdes avaient libéré 34 Australiens, proches de jihadistes, mais ils ont dû revenir dans ce camp en raison d'un problème de papiers. L'Australie a affirmé qu'elle ne leur fournirait aucune aide.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 février 2026

Paix avec le PKK: des députés turcs appellent à "réintégrer" les combattants kurdes

Ankara, 18 fév 2026 (AFP)

— La commission parlementaire turque chargée de préparer un cadre légal au processus de paix avec la guérilla kurde du PKK a formellement adopté son rapport mercredi, qui exclut toute amnistie des combattants, a constaté l'AFP.

Les cinquante députés recommandent que les membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme mouvement terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux, soient "réintégrés" dans la société turque.

Ils ne suggèrent pas non plus de libérer Abdullah Öcalan, chef historique et fondateur du PKK incarcéré depuis 1999, qui a exhorté l'an passé les combattants kurdes à déposer les armes.

Sa libération avait été exigée fin novembre par des responsables du PKK retranchés dans le nord de l'Irak.

Les recommandations formulées dans ce rapport doivent être incluses dans un projet de loi qui sera soumis au Parlement à une date encore non précisée.

"La loi doit viser la réintégration dans la société des individus qui rejettent les armes et la violence", indiquent les auteurs du rapport, recommandant cependant qu'ils soient jugés, afin de ne "pas créer une perception d'impunité et d'amnistie dans la société".

Ce rapport recommande en outre de "renforcer la liberté d'expression" en Turquie pour éviter que certaines opinions ne valent à leurs auteurs d'être poursuivis pour "terrorisme".

"Régler durablement le problème du terrorisme exige des politiques multidimensionnelles (...) qui ne se limitent pas à la seule dimension sécuritaire", a insisté mercredi le président du parlement turc

Numan Kurtulmus en présentant le rapport, évoquant une "responsabilité historique".

La commission transpartisane, dont les travaux ont démarré début août, a pour mission d'avancer des solutions pour une paix durable et un désarmement complet du PKK, dont le conflit avec l'Etat turc depuis 1984 a fait plus de 50.000 morts selon Ankara.

À la suite de discussions entamées en octobre 2024 par les autorités via le parti prokurde DEM, le PKK a annoncé sa dissolution en mai 2025, répondant à un appel lancé par Abdullah Öcalan.

Ce dernier a estimé lors de la dernière visite d'élus du DEM sur l'île d'Imrali (nord-ouest) où il est détenu, lundi, que "le contenu du rapport de la commission sera extrêmement important pour la suite du processus" et qu'aborder la question sous le seul angle de "l'élimination du terrorisme"

conduirait à une "impasse".

M. Öcalan avait pris connaissance à cette occasion d'éléments figurant dans le brouillon du rapport final.

Le PKK a annoncé fin octobre le retrait de ses derniers combattants présents en Turquie vers le nord de l'Irak, où plusieurs dizaines de combattants en treillis avaient symboliquement brûlé leurs armes en juillet.

La commission parlementaire transpartisane est composée de 50 députés, dont 22 issus du parti AKP (islamo-conservateur) du président Recep Tayyip Erdogan. Dans les rangs de l'opposition figurent notamment cinq élus du parti prokurde DEM.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 février 2026

Turquie: une commission parlementaire prône la "réintégration" des combattants kurdes

Ankara, 18 fév 2026 (AFP)

— La commission parlementaire turque chargée de préparer un cadre légal au processus de paix avec la guérilla kurde du PKK a formellement adopté son rapport mercredi, excluant toute amnistie des combattants.

Les cinquante députés recommandent cependant que les membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme mouvement terroriste par Ankara et ses

alliés occidentaux, soient "réintégrés" dans la société turque, après jugement.

Ils ne suggèrent pas non plus de libérer Abdullah Öcalan, 76 ans, chef historique et fondateur du PKK incarcéré depuis 1999, qui a exhorté l'an passé les combattants kurdes à déposer les armes et à dissoudre le mouvement.

Sa libération avait été exigée fin novembre par des responsables du PKK retranchés

dans le nord de l'Irak.

Les recommandations formulées dans ce rapport doivent être incluses dans un projet de loi qui sera soumis au Parlement à une date encore non précisée.

Des députés ont confié à l'AFP que les débats devraient s'ouvrir après le mois de Ramadan, qui commence jeudi.

Le président Recep Tayyip Erdogan a salué "une avancée

significative", relevant que "tous les partis" représentés dans la commission avaient voté le texte. "Certaines mesures concrètes devront être prises jusqu'à la dissolution complète du mouvement terroriste", a-t-il ajouté.

"La loi doit viser la réintégration dans la société des individus qui rejettent les armes et la violence", indiquent les auteurs du rapport, recommandant qu'ils soient jugés afin de ne "pas créer une per-

ception d'impunité et d'amnistie dans la société".

Le rapport recommande en outre de "renforcer la liberté d'expression" en Turquie pour éviter que certaines opinions ne valent à leurs auteurs d'être poursuivis pour "terrorisme".

"Régler durablement le problème du terrorisme exige des politiques multidimensionnelles (...) qui ne se limitent pas à la seule dimension sécuritaire", a insisté le président du parlement turc Numan Kurtulmus en présentant le rapport, évoquant une "responsabilité historique".

- "élimination du terrorisme" -

La commission transpartisane, dont les travaux ont démarré

début août, a pour mission d'avancer des solutions pour une paix durable et un désarmement complet du PKK, dont le conflit avec l'Etat turc depuis 1984 a fait plus de 50.000 morts selon Ankara.

À la suite de discussions entamées en octobre 2024 par les autorités via le parti prokurde DEM, le PKK a annoncé sa dissolution en mai 2025, répondant à un appel lancé par Abdullah Öcalan.

Ce dernier a estimé lors de la dernière visite d'élus du DEM sur l'île d'Imrali (nord-ouest) où il est détenu, lundi, que "le contenu du rapport de la commission sera extrêmement important pour la suite du processus" et qu'aborder la question sous le seul angle de

"l'élimination du terrorisme" conduirait à une "impasse".

M. Öcalan avait pris connaissance à cette occasion d'éléments figurant dans le brouillon du rapport final.

Depuis son lancement en octobre 2024, à l'initiative du parti nationaliste MHP allié du gouvernement turc, les autorités ont toujours parlé d'une "Turquie sans terrorisme" pour évoquer le processus de paix.

Le PKK, créé en 1978, a renoncé à ses revendications séparatistes par la lutte armée, mais entend continuer de réclamer la reconnaissance et l'égalité des droits pour la minorité kurde, qui représente environ 20% de la population turque.

Il a annoncé fin octobre le retrait de ses derniers combattants présents en Turquie vers le nord de l'Irak, où plusieurs dizaines de combattants en treillis avaient symboliquement brûlé leurs armes en juillet.

La commission parlementaire transpartisane est composée de 50 députés, dont 22 issus du parti AKP (islamo-conservateur) du président Recep Tayyip Erdogan. Dans les rangs de l'opposition figurent notamment cinq élus du parti prokurde DEM.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 février 2026

Turquie: un journaliste de la Deutsche Welle arrêté pour "fausse nouvelle" et "insulte au président"

Istanbul, 19 fév 2026 (AFP) — Un journaliste turc de la radio-télévision publique allemande Deutsche Welle (DW) a été arrêté et placé en détention à Ankara jeudi, accusé de "diffusion de fausse nouvelle" et "insulte au président", a annoncé le procureur d'Istanbul.

Dans un communiqué, le parquet indique "avoir ouvert une enquête pour insulte au Président de la République et diffusion publique d'informations trompeuses" contre Alican Uludag, interpellé et placé en garde à vue à Ankara.

Selon cette source ce sont des messages du journaliste postés "via le compte du réseau social X @alicanuludag" qui sont incriminés.

Cependant, selon son avocat joint par l'AFP jeudi soir, M. Uludag est mis en cause pour un article sur le site de la DW

concernant le rapatriement de citoyens turcs affiliés au groupe Etat islamique.

"Alican Uludag a été placé en garde à vue (...) en raison de son article intitulé +La Turquie se prépare à rapatrier des citoyens turcs affiliés (au groupe)+État islamique+", a déclaré Tora Pekin, avocat de DW Türkiye.

Selon la Deutsche Welle, contactée jeudi soir par l'AFP, les "accusations se réfèrent à un message publié sur X il y a environ un an et demi" dans lequel Alican Uludag "critique des mesures prises par le gouvernement turc qui auraient conduit à la libération de possibles terroristes de l'EI" et "a accusé le gouvernement de corruption".

Toujours selon DW, le journaliste a été "arrêté et emmené sous les yeux de sa famille par une trentaine de policiers. Son domicile a été per-

quisitionné et du matériel informatique a été saisi".

Selon M. Pekin, le journaliste était jeudi soir en cours de transfert d'Ankara à Istanbul.

Il sera présenté au parquet vendredi, a précisé le bureau du procureur.

Citée dans le communiqué de la DW, la directrice générale du groupe allemand, Barbara Massing, juge les accusations "infondées" et demande qu'il soit "libéré immédiatement".

Après l'intervention de l'armée syrienne dans le nord-est de la Syrie le mois dernier, pour rétablir le contrôle de Damas sur les territoires gérés par les Forces démocratiques syriennes, dominées par les Kurdes, des milliers de jihadistes présumés et leurs proches, gardés jusqu'alors dans des camps, ont été transférés en Irak.

Le Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient a assuré la semaine dernière avoir emmené depuis le 21 janvier "plus de 5.700 hommes adultes" vers des prisons irakiennes.

Les Etats-Unis avaient précédemment annoncé qu'ils comptaient transférer environ 7.000 détenus et appelé les pays concernés à récupérer leurs ressortissants.

Les autorités turques, interrogées à plusieurs reprises par la presse dont l'AFP, ont refusé de confirmer si des citoyens turcs figuraient parmi les détenus et s'ils seraient ramenés en Turquie.

Pour le représentant de l'organisation Reporter sans Frontière (RSF), "l'interpellation d'Alican Uludag s'inscrit dans un processus de harcèlement judiciaire à l'encontre de journalistes sérieux".

Dans un communiqué à l'AFP, Erol Onderoglu, dénonce "des pratiques incessantes arbitraires qui visent aujourd'hui un journaliste qui a pu déranger le pouvoir en raison de ses investigations".

"Qu'un journaliste soit traité comme un criminel de droit commun, emmené par une trentaine de policiers et immédiatement transféré à Istanbul, relève d'une intimidation ciblée et montre à quel

point le gouvernement réprime massivement la liberté de la presse", abonde Barbara Mas-sing.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 février 2026

Pour les Kurdes syriens, la fin d'un rêve d'autonomie?

Hassaké (Syrie), 20 fév 2026 (AFP) — Dans une base militaire du nord de la Syrie, Roksan Mohammad, mitraillette à l'épaule, dit avoir été en première ligne des combats contre les jihadistes.

Mais le sort de son unité féminine est aujourd'hui incertain, après un accord avec Damas mettant fin de facto à l'autonomie des Kurdes syriens.

"Nous avons fait beaucoup de sacrifices, le sang de milliers de martyrs a été versé, dont beaucoup de mes proches compagnons", raconte la porte-parole des Unités de protection de la femme (YPJ), une longue tresse brune tombant sur son treillis.

Les YPJ font partie des forces kurdes qui ont vaincu, avec le soutien de Washington, le groupe Etat Islamique (EI) en Syrie, mais s'estiment aujourd'hui lâchées par les Etats-Unis au profit du nouveau président islamiste Ahmad al-Chareh.

Sous la pression militaire de Damas, un accord a été annoncé le 30 janvier qui impose aux Kurdes d'intégrer leurs forces militaires et leurs institutions civiles au sein de l'Etat.

Dans ce cadre, "le sort des combattantes kurdes semble être l'un des plus grands problèmes", estime Mutlu Civiroglu, un analyste basé à Washington spécialisé dans

le dossier kurde.

"Les Kurdes n'accepteront pas la dissolution des YPJ", ajoute-t-il, expliquant que "dans leur système politique, les femmes ont un statut élevé", chaque poste de responsabilité étant doté d'une direction bicéphale, formée d'un homme et d'une femme.

"Notre combat va se poursuivre (...) Nous allons intensifier notre lutte avec ce gouvernement qui n'accepte pas les femmes", assure Roksan Mohammad, 37 ans.

- "Absorption" ou "adhésion" -

Les Kurdes doivent remettre à l'Etat les champs pétroliers, principale source de financement de l'administration autonome, les postes-frontières et l'aéroport de leur zone et intégrer leurs forces au sein de quatre brigades.

Mais les deux parties divergent sur l'interprétation de l'accord, en particulier, selon M. Civiroglu, sur la question de l'autonomie.

"L'administration de Chareh comprend l'intégration comme une absorption, alors que les Kurdes la voient comme l'adhésion à un nouvel Etat tout en conservant leur propre identité et leurs priorités", décrypte-t-il.

Pour beaucoup, l'accord signe le glas de l'autonomie des Kurdes, qui avaient au

cours de la guerre civile (2011-2024) pris le contrôle d'une vaste zone riche en pétrole du nord et du nord-est de la Syrie.

"Nous vivions de façon quasiment indépendante du reste de la Syrie (...) mais ce n'est plus le cas", regrette Hussein al-Issa, 50 ans, dans son bureau du département de l'éducation de l'administration kurde.

"Associé à la perte de territoires au cours du mois dernier, l'accord du 30 janvier semble annoncer la fin des ambitions kurdes d'établir un système fédéral ou décentralisé en Syrie", estime Winthrop Rodgers, analyste à Chatham House.

Dans le face-à-face entre l'armée syrienne et les forces kurdes, "la décision de l'administration Trump de ne pas intervenir a été un facteur décisif, aux côtés des défections des Arabes et des tribus" qui étaient intégrés aux Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes)", explique-t-il.

- "Pas une balle" -

Les Kurdes cachent mal leur amertume face au revirement de leur puissant parrain, qui avait établi des bases de la coalition antijihadiste dans les zones sous leur contrôle.

"Nous ne tirerons pas une balle contre Damas pour vous", a lancé l'émissaire

spécial américain pour la Syrie, Tom Barrack, au chef des FDS Mazloum Abdi, selon une source proche des participants à un rendez-vous des deux hommes au Kurdistan d'Irak en janvier.

"L'abandon américain a été un véritable coup dur pour le peuple kurde", déplore Hussein al-Issa. "Les Américains ont leurs intérêts, et leurs intérêts avec nous se sont terminés quand on a fini de combattre l'EI", résume-t-il, soulignant que la Turquie, alliée de Washington et de Damas, a également "fait pression" pour mettre fin à l'autonomie kurde.

M. Barrack avait estimé le 20 janvier que "la mission initiale" des FDS, en tant que principale force anti-EI, avait largement pris fin, Damas ayant rejoint la coalition antijihadiste.

- Défections -

Les Etats-Unis soutiennent désormais Ahmad al-Chareh, qui a renversé Bachar al-Assad en décembre 2024 et est déterminé à imposer son autorité sur l'ensemble du pays morcelé par la guerre.

Face aux tergiversations dans l'application d'un accord initial avec les Kurdes, signé en mars 2025, il est passé à l'offensive militaire en janvier.

Mais il a évité de nouveaux épisodes de violences avec la minorité kurde, après les

massacres d'alaouites et des combats avec les druzes qui ont terni les premiers mois de son pouvoir.

"Les autorités se sont coordonnées avec les clans arabes des régions sous contrôle des FDS plusieurs mois avant l'offensive", pour obtenir leur ralliement et ainsi "se déployer dans ces zones sans effusion de sang", déclare une source proche du pouvoir à l'AFP.

Les Arabes formaient environ la moitié des effectifs des

FDS, estimés au total à quelque 100.000 combattants.

La défection soudaine des tribus arabes a forcé les troupes kurdes à se retirer sans combattre des provinces à majorité arabe de Raqa et Deir Ezzor et à se replier vers le cœur de la zone kurde.

- "Pas de droits" -

Pour damer le pion aux dirigeants kurdes, M. Chareh a annoncé, en plein conflit le 16

janvier, reconnaître par décret les droits nationaux des Kurdes dont la langue est désormais officielle, une première depuis l'indépendance de la Syrie en 1946.

Hussein al-Issa, qui enseigne la langue kurde, craint pourtant de perdre les acquis de l'autonomie. "Nous avons très peur pour nos enfants qui étudient en kurde, depuis la maternelle, jusqu'à l'université. Que vont-ils devenir?".

Cette minorité, estimée à quelque deux millions de per-

sonnes sur une population syrienne de 20 millions, se dit victime d'une discrimination historique, notamment sous le règne des Assad.

"Nous vivions alors dans un système politique où il n'y avait ni culture, ni langue, ni droits politiques et sociaux (...) nous étions privés de tout cela", se souvient Roksan Mohammad.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 février 2026

Berlinale: l'Ours d'or attribué à "Yellow Letters" d'Ilker Catak, un manifeste contre l'autoritarisme

Berlin, 21 fév 2026 (AFP) — La 76e Berlinale a décerné l'Ours d'Or à "Yellow Letters" du réalisateur allemand Ilker Catak, un film sur l'autoritarisme et la censure des artistes, en clôture d'un festival particulièrement agité par des polémiques politiques et la guerre à Gaza.

"Beaucoup de personnes sont arrivées en portant avec elles beaucoup de chagrin et de colère, ainsi qu'un certain sentiment d'urgence face au monde dans lequel nous vivons aujourd'hui", a entamé la directrice du festival Tricia Tuttle lors de la cérémonie de clôture.

"La Berlinale a été émotionnellement chargée", a-t-elle reconnu, visiblement émue, après des jours de polémique et d'accusation de censure visant la Berlinale, festival à la tradition très politique.

Le jury, présidé par le réalisateur allemand Wim Wenders, a finalement décidé de récompenser un film tourné en Allemagne, en langue turque. Les scènes censées se passer à Ankara et Istanbul ont été tournées à Berlin et

Hambourg.

Il raconte le destin d'un metteur en scène turc et de sa femme actrice, soudain interdits de travailler en raison de leurs opinions politiques.

Lors de la remise du prix, le producteur du film, l'Allemand Ingo Fliess, a tenu à rappeler une scène du film dans laquelle artistes et intellectuels poussés à bout se disputent.

- Apaisement -

"Ca m'a rappelé ces derniers jours à la Berlinale. Des réalisateurs, des artistes, des créatifs (...). Nous sommes alliés", a-t-il insisté, appelant à concentrer les attaques sur les vrais ennemis: "les autocrates, les partis de droite, les nihilistes de notre temps".

Le festival a notamment été accusé par certains artistes de censurer ceux "qui s'opposent au génocide en cours perpétré par Israël contre les Palestiniens à Gaza".

Le président du jury Wim Wenders, cible d'attaques pour

avoir dit que le cinéma devait "rester en dehors de la politique", a tenté d'apaiser la situation.

"Le langage du cinéma est empathique. Le langage des réseaux sociaux est efficace", a relevé le réalisateur allemand, saluant l'ardeur militante des activistes. "Vous faites un travail courageux et nécessaire. Mais est-ce que cela doit être une compétition?", a-t-il interrogé.

Un peu plus tôt dans la cérémonie, le réalisateur syro-palestinien Abdullah Al-Khatib, récompensé pour son film "Chronicles from the Siege" dans une catégorie parallèle du festival, a porté une parole offensive, accusant le gouvernement allemand d'être "complice du génocide commis à Gaza par Israël".

Ses propos ont été accueillis par des cris de soutien, mais aussi de réprobation, signe des tensions qui ont traversé la Berlinale cette année.

- "Pas seuls" -

Également récompensé du grand prix du jury - équivalent

de la 2e place - pour son film "Salvation", le réalisateur turc Emin Alper a lu un message de solidarité pour "les Palestiniens à Gaza", "le peuple d'Iran qui souffre sous la tyrannie" mais aussi "les Kurdes au Rojava".

"Vous n'êtes pas seuls", a-t-il aussi lancé à l'adresse de opposants politiques turcs emprisonnés, dont le maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu.

Son film, inspiré d'une histoire vraie, raconte la descente vers la violence d'un village reculé de Turquie, confronté au clan d'un village voisin.

Le jury de la Berlinale a aussi choisi de récompenser l'actrice allemande Sandra Hüller d'un Ours d'argent de la meilleure interprétation (prix hommes et femmes confondus) pour sa performance dans "Rose", de Markus Schleiner.

Dans ce drame en noir et blanc, elle incarne une femme se faisant passer pour un homme dans une petite communauté rurale de l'Allemagne du 17e siècle, afin d'échapper au patriarcat.

Un autre film a particulièrement plu au jury puisqu'il a été distingué deux fois. "Queen at Sea", de l'Américain Lance Hammer, a notamment reçu le prix du jury.

Ce film avec Juliette Binoche raconte les ravages d'Alzheimer sur les proches des personnes atteintes de cette maladie. Anna Calder-Marshall, qui joue à 79 ans une dame

atteinte de démence, et son partenaire à l'écran Tom Courtenay, 88 ans, ont conjointement reçu l'Ours d'argent du meilleur second rôle.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 février 2026

Syrie: le gouvernement prend le contrôle d'un aéroport tenu par les Kurdes

Damas, 21 fév 2026 (AFP) — Les autorités syriennes ont pris le contrôle de l'aéroport de Qamichli auparavant tenu par les forces kurdes, dans le cadre de leur processus d'intégration dans l'Etat central, a annoncé samedi l'agence de presse officielle Sana.

La minorité kurde, qui avait instauré une zone autonome dans le nord de la Syrie, a dû céder en février, sous la pression militaire de Damas, plusieurs de ses bastions aux forces gouvernementales.

L'aéroport de Qamichli, dont les Kurdes s'étaient emparés

après la chute fin 2024 de Bachar al-Assad, passe désormais à son tour sous le contrôle des autorités de l'islamiste Ahmad al-Chareh.

Des responsables de la Direction générale de l'aviation civile syrienne ont inspecté samedi les lieux et "discuté des moyens de relancer l'activité" selon les normes internationales en vigueur, écrit l'agence Sana.

Il s'agit d'une "étape institutionnelle importante dans le processus d'unification de la gestion des aéroports sous l'égide de l'Etat", a déclaré sur le réseau social X le di-

recteur de l'organisme, Omar al-Hussari.

L'aéroport de Qamichli, le seul du nord-est de la Syrie, a servi pendant des années de desserte vitale aux habitants de la région, en particulier pendant la guerre civile (2011-2024).

Resté sous le contrôle du gouvernement, il a continué à accueillir des vols réguliers, reliant notamment la ville à la capitale Damas. Il a aussi été utilisé comme base militaire à partir de novembre 2019 par la Russie, alliée clé de l'ex-président syrien.

L'aéroport a cessé de fonctionner après le renversement de Bachar al-Assad et Moscou a retiré ses forces début 2026.

Outre cet aéroport, les Kurdes doivent remettre à l'Etat les champs pétroliers, principale source de financement de l'administration autonome, les postes-frontières et intégrer leurs forces au sein de quatre brigades, selon l'accord annoncé fin janvier qui signe pour beaucoup le glas de l'autonomie de cette minorité.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 février 2026

La Syrie ferme le camp de proches de jihadistes d'al-Hol

Damas, 22 fév 2026 (AFP) — Les autorités syriennes ont annoncé dimanche la fermeture du camp d'al-Hol, évacué et vidé par l'évasion de milliers de proches de jihadistes présumés qui y étaient détenus depuis des années sous le contrôle des forces kurdes.

"Les familles syriennes et non-syriennes ont été relogées", a déclaré à l'AFP le responsable intérimaire du camp, Fadi al-Qassem.

Al-Hol, le plus grand camp de proches de jihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie, était contrôlé par les troupes

kurdes jusqu'à fin janvier. Elles s'en sont retirées sous pression militaire du pouvoir central, qui a ensuite repris la main, suscitant des craintes sur de possibles failles sécuritaires.

Entretemps, des milliers de femmes et d'enfants se sont enfuis du camp qui abritait quelque 24.000 personnes, dont environ 6.300 étrangers, pour une destination inconnue.

Les autorités ont évacué les familles restantes plus tôt cette semaine et les forces de sécurité procèdent à de dernières vérifications des tentes, a indiqué le responsable.

Ces résidents, qui ont "besoin d'aide pour leur réinsertion" dans la société, ont été transférés vers le camp d'Akhtarin, au nord d'Alep, et d'autres lieux, a-t-il ajouté, sans préciser lesquels.

Une source au sein d'une organisation humanitaire a dit avoir "évacué l'ensemble des équipes travaillant dans le camp et démantelé l'équipement".

L'Annexe, une section de haute sécurité du camp, comptait des familles de 42 nationalités, dont un grand nombre originaires de Russie, du Caucase et des républiques d'Asie centrale, que leurs pays respectifs refusent de rapatrier.

Concernant les prisons de jihadistes eux-mêmes, l'armée américaine a achevé le transfert de plus de 5.700 détenus de Syrie vers l'Irak, pour garantir leur surveillance.

Selon l'ONG Human Rights Watch (HRW), ces prisonniers "risquent d'être victimes de disparitions forcées, de procès inéquitables, de torture, de mauvais traitements et de violations du droit à la vie".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 février 2026

Irak: Maliki, décidé à devenir Premier ministre

Bagdad, 23 fév 2026 (AFP) — "Aucune intention de me retirer": Nouri al-Maliki, candidat au poste de Premier ministre en Irak, a déclaré lundi à l'AFP qu'il ne céderait pas aux injonctions de Donald Trump, tout en voulant rassurer les Etats-Unis, notamment sur les groupes armés pro-iraniens.

En janvier, le président américain avait menacé de retirer tout soutien à Bagdad si M. Maliki, perçu comme proche de l'Iran voisin, revenait au pouvoir.

Déjà deux fois Premier ministre (entre 2006 et 2014), M. Maliki avait dans un premier temps bénéficié du soutien américain après l'invasion de 2003 et la chute de Saddam Hussein, mais s'était brouillé avec Washington après s'être rapproché de l'Iran. Et il avait dû quitter le pouvoir sous la pression américaine.

"Je n'ai absolument aucune intention de me retirer, par respect pour mon pays, sa souveraineté et sa volonté", a insisté Nouri al-Maliki lors d'un entretien dans son bureau à Bagdad.

- "Liens essentiels" -

"Personne n'a le droit de dire pour qui nous pouvons ou ne pouvons pas voter (...) Je ne me retirerai pas, quoi qu'il arrive", a-t-il répété, après avoir dénoncé

précédemment une "ingérence flagrante" des Etats-Unis.

Cette figure de la vie politique irakienne, âgée de 75 ans, a cependant affiché lundi son attachement à une bonne relation avec Washington.

"Je pense que les liens avec les Etats-Unis sont essentiels pour le développement de l'Irak", a-t-il souligné.

Alors que l'Iran a averti de représailles contre les intérêts américains dans la région en cas de frappes américaines, M. Maliki s'est engagé à protéger les missions diplomatiques s'il accédait au pouvoir.

"Nous ne permettrons à aucune partie de cibler un pays qui maintient une présence diplomatique - comme des ambassades - en Irak", a-t-il dit. "Tous les pays peuvent être assurés du fait que nous empêcherons toute violation visant leurs ambassades ou leurs intérêts officiellement reconnus en Irak".

- "Monopole des armes" -

Toujours dans un souci de donner des gages aux Etats-Unis, il s'est dit favorable à un monopole des armes par l'Etat, une exigence américaine, jugeant "tout à fait possible" un accord en ce sens avec les factions soutenues par l'Iran.

"Nous voulons des armes entre les mains de l'Etat, nous voulons une force militaire centralisée. Nous l'avons répété à maintes reprises: nous voulons une armée sous un commandement unique et obéissant directement aux ordres de l'Etat", a-t-il affirmé.

Les Etats-Unis ont classé comme "organisations terroristes" plusieurs factions issues du Hachd al-Chaabi, un réseau d'anciens paramilitaires aujourd'hui intégrés aux troupes régulières et appartenant à ce que l'Iran appelle "l'axe de la résistance" contre Israël.

Face aux accusations américaines, le candidat a défendu les relations de l'Irak avec l'Iran, définies par "une frontière commune de 1.300 km et des intérêts partagés".

Malgré ses richesses pétrolières, l'Irak reste dépendant des importations en provenance d'Iran pour satisfaire ses besoins énergétiques. "Si l'Iran coupe notre approvisionnement en gaz naturel, ce sera une catastrophe majeure", a averti M. Maliki.

Les autorités irakiennes se livrent depuis des années à un exercice d'équilibriste entre leurs deux alliés, les Etats-Unis et l'Iran, eux-mêmes farouches ennemis.

- Soutien du bloc majoritaire -

Nouri al-Maliki avait reçu en janvier le soutien du Cadre de coordination, une alliance de factions chiites aux liens plus ou moins étroits avec l'Iran, qui détient la majorité au Parlement.

Après les avertissements de Donald Trump, il avait dit qu'il ne renoncerait que si cette coalition lui retirait son soutien.

Conformément au système de partage du pouvoir en vigueur en Irak, le poste de Premier ministre revient à un chiite, la présidence du Parlement à un sunnite et la présidence de la République, un poste largement honorifique, est attribuée à un Kurde.

Le Premier ministre doit être nommé par le président, au rôle surtout honorifique, mais les partis kurdes n'ont pas encore réussi à s'entendre sur un candidat.

Après des décennies de conflits et de chaos, l'Irak a récemment regagné en stabilité. Mais son économie, déjà fragile, pâtirait de mesures punitives des Etats-Unis.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 février 2026

Syrie: les autorités confirment des évasions massives de proches de jihadistes du camp d'al-Hol

Damas, 25 fév 2026 (AFP)

— Le ministère syrien de l'Intérieur a confirmé mercredi que des évasions massives de proches de jihadistes du groupe Etat islamique (EI) avaient eu lieu dans le camp d'al-Hol, après le retrait fin janvier des troupes kurdes.

"Lorsque nos forces sont arrivées, elles ont constaté des cas d'évasion collective, en raison de l'ouverture du camp de façon aléatoire", a déclaré le porte-parole du ministère, Nouredine al-Baba, lors d'une conférence de presse.

Al-Hol, le plus grand camp de proches de jihadistes de l'EI

dans le nord-est de la Syrie, était contrôlé par les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes).

Elles s'en étaient retirées le 20 janvier sous la pression militaire de Damas et les forces de sécurité syriennes en ont pris le contrôle quelques heures plus tard.

"Les FDS se sont retirées de façon soudaine, sans coordination et sans en informer au préalable" les autorités syriennes ou la coalition internationale antijihadiste, a affirmé le porte-parole.

Il a fait état d'une "situation de chaos" après le retrait kurde, ajoutant que "plus de 138 ouvertures" avaient été constatées dans le mur d'enceinte du camp, long de 17 km, ce qui a facilité les évasions "à travers des réseaux".

Des milliers de femmes et d'enfants se sont enfuis du camp pour une destination inconnue après le retrait des forces kurdes.

Al-Hol abritait selon le porte-parole 23.500 personnes, pour la plupart des Syriens et des Irakiens. Environ 6.500 étrangers de 44 nationalités vivaient dans l'Annexe, une

section de haute sécurité du camp.

Les autorités ont évacué les familles restantes du camp la semaine dernière vers un autre site du nord de la Syrie.

Concernant les prisons de jihadistes eux-mêmes, l'armée américaine a achevé le transfert de plus de 5.700 détenus de Syrie vers l'Irak, pour garantir leur surveillance après le retrait des forces kurdes qui les gardaient.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Jeudi 26 février 2026

Dans le camp de proches de jihadistes d'al-Hol en Syrie, le "chaos total"

Al-Hol (Syrie), 26 fév 2026 (AFP)

— "C'était le chaos total": des témoins ont raconté à l'AFP comment des proches de jihadistes avaient fui le camp d'al-Hol en Syrie après le retrait des forces kurdes fin janvier, les autorités reconnaissant des évasions massives.

Un correspondant de l'AFP est entré dans ce camp du nord-est de la Syrie mercredi et a constaté qu'il était quasiment désert, après la décision des autorités syriennes de l'évacuer.

Dans l'Annexe, une section sous haute sécurité, il a vu des jouets d'enfants et des tricycles abandonnés. Des familles sont parties à la hâte, laissant des vêtements, des cahiers et même de la nourriture.

Les forces kurdes s'étaient retirées le 20 janvier sous la pression militaire de Damas de ce camp, le plus grand de proches de jihadistes du groupe Etat islamique (EI), qui abritait quelque 23.500 personnes.

Les forces de sécurité syriennes affirment en avoir pris le contrôle six heures plus tard.

"Les Kurdes se sont retirés, puis des gens et des combattants de tribus locales sont arrivés", déclare Saleh Mahmoud al-Hafez, un habitant du village d'al-Hol attendant au camp.

"En un instant, c'était le chaos total", ajoute-t-il. "Des voitures ont commencé à transporter des gens" hors du camp, qui "est resté sans aucun contrôle

sécuritaire pendant trois heures".

Al-Hol, peuplé notamment de femmes et d'enfants, abritait une majorité de Syriens et d'Irakiens, mais environ 6.500 étrangers de 44 nationalités vivaient dans l'Annexe.

L'accès est désormais interdit et des barrages de contrôle sont établis sur la route qui mène au camp, selon le correspondant de l'AFP.

Le camp, où les tentes blanches s'étendent à perte de vue, est quasiment désert, et des sacs d'ordures jonchent ses allées.

- "Evasions collectives" -

En tout, ce sont des milliers de personnes qui ont disparu.

Les autorités ont évacué les familles restantes la semaine dernière, vers le camp d'Akhtar, au nord d'Alep, estimant que "les conditions essentielles", notamment de sécurité, faisaient défaut à al-Hol.

Mercredi, le ministère de l'Intérieur a confirmé des "évasions collectives", accusant les forces kurdes de s'être retirées "de façon soudaine".

Ce retrait "était le résultat direct de l'attaque militaire (...) ciblant le camp et ses environs par les forces affiliées à Damas", ont réagi les forces kurdes, assurant que les familles étaient parties après l'arrivée des forces syriennes.

Mourhaf al-Olayane, un agriculteur de 43 ans qui habite dans une maison jouxtant le camp, raconte lui aussi

qu'après le départ des forces kurdes, "des voitures sont venues, ont pris des familles et sont parties".

Ce père de cinq enfants dit avoir vu des "hommes en treillis" parmi ceux qui évacuaient les familles.

"Les gens se sont enfuis (...) dans toutes les directions" affirme Farhane Abbas, 86 ans, un autre voisin du camp.

- "Graves risques" -

L'Annexe comptait notamment

un grand nombre originaires de Russie, du Caucase et des républiques d'Asie centrale, que leurs pays refusent de rapatrier.

Des instituteurs de l'ancien bastion rebelle d'Idleb, dans le nord-ouest de la Syrie, ont indiqué que plusieurs enfants ouzbeks s'étaient enregistrés dans leurs établissements fin janvier.

Idleb abritait de nombreux jihadistes étrangers et c'est de cette région qu'une coalition islamiste est partie pour lancer

fin 2024 une offensive fulgurante lui ayant permis de prendre le pouvoir en Syrie.

La manière "largement imprévue et chaotique" dont les familles retenues à al-Hol ont quitté les lieux "expose les femmes et les enfants à de graves risques, notamment la traite, l'exploitation et le recrutement par des groupes armés", a alerté l'ONG Human Rights Watch (HRW).

Les forces kurdes gardent pour le moment le contrôle d'un camp plus petit, Roj, où

sont détenus des proches de jihadistes, pour la plupart des étrangers dont des Occidentaux, parmi lesquels des Français.

Concernant les jihadistes eux-mêmes, l'armée américaine a achevé le transfert de plus de 5.700 détenus de Syrie vers l'Irak, pour garantir leur surveillance

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 février 2026

Des groupes kurdes basés en Irak voient une opportunité de changement en Iran

Penjwen (Irak), 27 fév 2026 (AFP) — Ni Washington, ni Téhéran: exilé en Irak, un commandant de l'opposition kurde iranienne affirme que son mouvement n'appuiera pas une éventuelle attaque américaine contre la République islamique, mais continuera à lutter pour le droit des Kurdes iraniens à l'autodétermination.

Dans les montagnes irakiennes proches de la frontière iranienne, la région autonome du Kurdistan irakien sert depuis longtemps de refuge à plusieurs factions armées kurdo-iraniennes, régulièrement visées par des frappes de l'Iran.

"Nous ne pouvons prendre le parti ni des Américains ni des Iraniens. Notre cause est différente (...) notre objectif est un changement démocratique en Iran, une démocratie qui profitera au peuple kurde", dit à l'AFP Mazloum Haftan, haut commandant du Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK).

"Nous n'attaquerons pas l'Iran et nous ne défendrons

pas non plus le régime actuel", ajoute cet homme de 54 ans, revendiquant une "troisième voie: oeuvrer pour un changement démocratique et pacifique".

L'AFP l'a rencontré avec ses combattants dans un bunker creusé dans un massif montagneux escarpé, aujourd'hui recouvert de neige, près de la frontière iranienne.

Les groupes kurdes iraniens sont depuis longtemps dans le viseur de Téhéran. Nombre d'entre eux ont combattu par le passé les forces de sécurité iraniennes dans les régions à majorité kurde, limitrophes de l'Irak.

Ces dernières années, ils se sont toutefois largement abstenus d'actions armées, tout en poursuivant depuis l'exil leur campagne contre la République islamique.

Ils ont récemment intensifié leur lobbying après les manifestations de masse en Iran, dont la répression a fait des milliers de morts, sur fond de menaces américaines de frappes contre Téhéran.

- "Dans le sang" -

Selon Mazloum Haftan, en cas de guerre, l'Iran pourrait viser les positions de l'opposition kurde dans le nord de l'Irak. Les autorités iraniennes, dit-il, ont renforcé leur dispositif sécuritaire et militaire dans les régions à majorité kurde de l'ouest de l'Iran.

La semaine dernière, le PJAK et quatre autres groupes en exil ont annoncé la formation d'une coalition politique visant à renverser la République islamique et, à terme, obtenir l'autodétermination.

Si un changement devait intervenir en Iran, dit M. Haftan, son mouvement sera attentif à la manière dont la question kurde sera traitée.

L'objectif est l'instauration d'"un système décentralisé, après avoir expérimenté la monarchie puis le pouvoir du Guide suprême".

Les mouvements kurdes d'opposition soutiennent de longue date les manifestations contre le pouvoir en

Iran. Le mois dernier, ils avaient appelé à une grève générale en appui à la vague de contestation.

En 2022, l'Iran avait mené des frappes meurtrières contre des militants kurdes iraniens en exil, les accusant d'avoir attisé les manifestations déclenchées par la mort en détention de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne arrêtée pour infraction au strict code vestimentaire.

En Iran, "les Kurdes ont été à l'avant-garde de la lutte pour la démocratie et la liberté. Quand on conduit un peuple, il faut en payer le prix, et nous l'avons payé dans le sang", affirme le commandant Haftan.

- "Une opportunité" -

Les Kurdes, considérés comme l'un des plus importants peuples sans Etat au monde, forment l'une des principales minorités non persanes d'Iran.

Parmi les plus anciens et importants mouvements d'opposition kurdes iraniens, le

Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a perdu des combattants et plusieurs de ses dirigeants sous les tirs iraniens.

Un de ses commandants, Mohammed Nazif Kader, indique à l'AFP par téléphone

que son groupe n'a pas soutenu les attaques israéliennes et américaines contre l'Iran.

"Notre coalition s'appuie sur le peuple iranien, en particulier les Kurdes", déclare-t-il.

Mais "si une guerre éclate, elle créera probablement une opportunité pour l'opposition iranienne de revenir" et de "chercher à instaurer un système démocratique", avance-t-il.

"Nous sommes en état

d'alerte maximal et pleinement prêts (...) à toutes les formes de lutte", y compris armée.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 février 2026

Turquie: le chef du PKK célèbre "l'ouverture d'une nouvelle ère politique"

Ankara, 27 fév 2026 (AFP) — Le chef de la guérilla kurde du PKK Abdullah Öcalan a célébré vendredi "l'ouverture d'une nouvelle ère politique" en Turquie, un an après avoir appelé son mouvement à se dissoudre.

Dans un discours lu en son nom, sous son portrait, par une responsable du parti prokurde DEM à Ankara à l'occasion de cet anniversaire, M. Öcalan dit vouloir "ouvrir un processus fondé sur une société démocratique et l'État de droit".

Abdullah Öcalan, 76 ans, chef toujours respecté du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), est détenu à l'isolement depuis 1999 sur une île-prison au large d'Is-

tanbul, sans que le gouvernement turc n'ait assoupli ses conditions de détention ni évoqué une possible libération depuis son appel à renoncer à la lutte armée.

"La porte s'ouvre sur une nouvelle ère politique", déclare-t-il, affirmant à nouveau vouloir "tourner la page d'une politique fondée sur la violence".

"Nombre de difficultés et de crises sont aujourd'hui causées par l'absence d'État de droit", poursuit-il, réclamant "un espace favorable à la démocratie et des garanties légales solides".

Au terme d'une première médiation d'élus du parti prokurde DEM, autorisés à le

rencontrer en prison, Abdullah Öcalan avait appelé le 27 février 2025 le PKK à "déposer les armes et (...) à se dissoudre", affirmant "assumer la responsabilité historique de cet appel".

"Je crois au pouvoir de la politique et de la paix sociale, et non des armes. Et je vous appelle à mettre ce principe en pratique", avait lancé M. Öcalan, apparu le visage amaigri sur la photo de lui diffusée vendredi.

Le 12 mai suivant, le mouvement réuni en congrès avait confirmé sa dissolution et commencé en juillet à déposer les armes lors d'une cérémonie symbolique dans le nord de l'Irak, où sont retransmis la plupart de ses

combattants.

Une commission parlementaire turque a rendu le 18 février son rapport sur la "réintégration dans la société turque" des combattants du PKK, excluant néanmoins toute amnistie en leur faveur, sans se prononcer sur le sort du chef historique du mouvement armé kurde.

Ce processus entamé en octobre 2024 à l'initiative du parti nationaliste MHP, allié du gouvernement, vise à mettre un terme à plus de quatre décennies de combats qui ont fait au moins 50.000 morts.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 février 2026

Du pétrole à la religion: cinq choses à savoir sur l'Iran

Téhéran, 28 fév 2026 (AFP) — Grand comme 2,5 fois la France, l'Iran, contre lequel Israël et les Etats-Unis ont annoncé avoir lancé des frappes samedi, est un vaste pays du Moyen-Orient qui dispose d'importantes ressources naturelles, en particulier du gaz et du pétrole.

Depuis la Révolution isla-

mique de 1979, qui a mis fin à plus de deux millénaires de monarchie, un religieux est à la tête de l'Etat.

Voici cinq choses à savoir sur la République islamique d'Iran.

- Diversité ethnique -

Près de 90 millions d'habi-

tants vivent en Iran, dont les trois-quarts en zones urbaines, selon les données du dernier recensement.

Sa capitale Téhéran compte environ 10 millions d'habitants. Mashhad (nord-est), Isfahan et Chiraz (centre) figurent parmi les autres grandes villes.

L'Iran est un pays culturellement et ethniquement diversifié. Si les Perses sont majoritaires, les Azerbaïdjanais, les Lurs, les Kurdes, les Arabes, les Baloutches et les Turkmènes sont présents en nombre.

Le persan est la langue officielle mais dans de nombreuses régions, les dialectes

sont largement parlés.

- Majorité musulmane -

L'Iran est un pays à prédominance musulmane, avec plus de 90% de sa population adhérant à l'islam chiite. C'est le plus grand pays à majorité chiite au monde.

Les sunnites, essentiellement concentrés dans les provinces frontalières de l'Irak, du Pakistan et de l'Afghanistan, constituent l'autre majeure partie.

Les minorités religieuses reconnues officiellement par la Constitution comprennent les chrétiens, les juifs et les zoroastriens. Ils ont chacun un représentant au Parlement. La confession bahaïe, une religion abrahamique, est elle interdite et persécutée depuis la Révolution islamique.

- Pétrole et gaz -

L'Iran possède certaines des plus grandes réserves d'hydrocarbures au monde. Il détient environ 10% des réserves mondiales prouvées

de pétrole et environ 15% des réserves de gaz naturel.

Le pays est parmi les plus riches en hydrocarbures.

Son secteur industriel comprend lui la pétrochimie, la sidérurgie, le ciment, la construction, l'automobile, l'exploitation minière, l'agriculture et l'agroalimentaire.

Le secteur des services représente une part croissante du PIB. Mais sanctions, hyperinflation, dépréciation de la monnaie nationale et inefficacités structurelles entravent la croissance.

- Emplacement stratégique -

L'Iran, situé à un carrefour entre l'Europe et l'Asie, est le deuxième plus grand pays du Moyen-Orient en termes de superficie, derrière l'Arabie saoudite.

Il partage des frontières terrestres avec l'Irak, la Turquie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, l'Afghanistan et le Pakistan.

L'Iran contrôle la rive nord du stratégique détroit d'Ormuz, un passage clé au niveau mondial pour le transit de pétrole et de gaz naturel liquéfié. Il a pour voisin au sud le Koweït, Bahreïn, le Qatar, les Emirats arabes unis et Oman.

Au nord, l'Iran borde la mer Caspienne, la plus grande étendue d'eau intérieure au monde, qu'il partage notamment avec la Russie.

Sa position géographique a fait historiquement de l'Iran un acteur incontournable pour le commerce. Mais du fait des sanctions et tensions géopolitiques, de nombreux pays l'évitent pour le transit.

- République islamique -

L'Iran est devenu en 1979 une République islamique, combinant institutions républicaines et pouvoir clérical, à la suite de la Révolution islamique qui a renversé la monarchie. Le pays avait alors sur le trône le chah Mohammad Reza Pahlavi, un allié des Etats-Unis.

Le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, est depuis 1989 le commandant en chef des forces armées et détient l'autorité sur le pouvoir judiciaire, la télévision d'Etat. Il a le dernier mot sur toutes les décisions stratégiques.

La République islamique et ses institutions sont défendues par les Gardiens de la Révolution, son armée idéologique qui contrôle par ailleurs des pans entiers de l'économie.

Le président est élu au suffrage universel tous les quatre ans et dirige l'exécutif. Massoud Pezeshkian occupe cette fonction depuis 2024.

Les candidats à la présidence doivent être approuvés par le Conseil des gardiens, un puissant organe non élu composé de religieux et de juristes. Le Conseil examine et peut retoquer les lois adoptées par le Parlement.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 février 2026

L'Irak dénonce les frappes contre l'Iran, au moins deux morts dans une attaque sur son sol

Bagdad, 28 fév 2026 (AFP) — L'Irak a dénoncé les frappes américano-israéliennes contre l'Iran voisin et mis en garde contre toute tentative de l'impliquer dans le conflit, après la mort de deux personnes dans des frappes visant des combattants pro-iraniens dans le sud du pays.

L'Irak "condamne l'agression injustifiée" contre l'Iran, a déclaré Sabah Al-Numan, porte-parole militaire du Premier ministre,

mettant en garde contre toute utilisation de l'espace aérien et du territoire irakiens pour "une agression contre l'Iran".

Des avions militaires et des missiles ont été aperçus samedi traversant l'espace aérien du pays, ont déclaré des témoins et une source militaire à l'AFP.

Citant une "source haut placée", l'agence de presse irakienne INA a affirmé que les Etats-Unis

avaient fait savoir à Bagdad qu'ils souhaitaient maintenir l'Irak hors du conflit.

En soirée, plusieurs centaines de personnes ont protesté près de l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad contre les frappes américano-israéliennes, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Deux séries de frappes, dont la première a tué deux combattants, ont touché une base militaire ira-

kienne abritant le puissant groupe armé pro-iranien Kataëb Hezbollah.

Cette base de Jurf al-Sakher - également connue sous le nom de Jurf al-Nasr - appartient à Hachd al-Chaabî, un réseau d'anciens paramilitaires intégrés aux troupes régulières.

"Il y a deux martyrs de Kataëb et cinq autres blessés", a précisé une source proche de ce groupe.

Une cellule média gouvernementale a aussi recensé deux morts et trois blessés dans "plusieurs frappes" dans la région de Jurf al-Nasr.

"Il n'est pas clair dans l'imédiat si l'attaque a été menée par les Américains ou les Israéliens", a indiqué une source du réseau Hachd al-Chaabi à l'AFP.

Le Kataëb Hezbollah a lui annoncé après les premières frappes des attaques imminentes contre des bases des Etats-Unis "en réponse à leur agression".

Peu après, selon les

forces de sécurité kurdes, des forces de la coalition antijihadiste dirigée par les États-Unis ont abattu plusieurs missiles et drones au-dessus d'Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan, dans le nord.

Des explosions ont été entendues près du consulat américain de cette ville, selon des journalistes de l'AFP.

L'ambassade des Etats-Unis en Irak a appelé ses ressortissants à limiter leurs déplacements et à se tenir prêts à s'abriter.

Les autorités du Kurdistan ont annoncé, au vu "des

événements en cours", la suspension des exportations de gaz du champ de Khor Mor, qui fournit la plupart des centrales électriques du Kurdistan et est exploité par la société émiratie Dana Gas.

La mesure devrait entraîner une baisse de la production d'électricité pouvant atteindre 3.000 mégawatts.

Le complexe a été frappé à plusieurs reprises ces dernières années lors d'attaques imputées à des groupes irakiens pro-ira-

Sanctionnées par Wash-

ington, les factions irakiennes soutenues par Téhéran n'étaient pas intervenues dans la guerre déclenchée par Israël en juin 2025 contre l'Iran.

Au début de la guerre à Gaza, ces groupes ont mené des attaques contre les troupes américaines dans la région, et ciblé plusieurs fois Israël, avant de mettre fin à ces opérations sous la pression croissante des États-Unis et de l'opinion irakienne.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 février 2026

Le spectre d'une déflagration régionale en cas de frappe sur l'Iran

Paris (France), 28 fév 2026 (AFP) — Des pays du Golfe à la Turquie en passant par le Pakistan, les voisins de l'Iran redoutent que les frappes, lancées samedi par les Etats-Unis et Israël contre Téhéran, n'ouvrent une boîte de Pandore.

En cas de frappe américaine, "l'Iran répliquera et la crise s'étendra dans toute la région, avec blocage du détroit d'Ormuz et actions des proxys, même affaiblis. Le chaos en Iran affecterait la Turquie et l'Union européenne avec un possible afflux massif de réfugiés", avait résumé pour l'AFP, une source diplomatique d'un pays frontalier de l'Iran, avant le déclenchement de l'attaque israélo-américaine.

- Peur d'une riposte iranienne

Les alliés de Washington dans le Golfe redoutent avant tout une riposte iranienne visant

leur territoire. Même s'ils sont supposés bénéficier de la protection des Etats-Unis, ils abritent des sites militaires américains les plaçant en première ligne.

Le Bahreïn a annoncé samedi qu'une base américaine du pays avait été frappée dans "une attaque de missile" après les frappes contre l'Iran.

En juin 2025, l'Iran avait attaqué la base d'Al-Udeid au Qatar, la plus importante de la région, en riposte à des bombardements américains sur ses installations nucléaires, durant la guerre déclenchée par une attaque d'Israël.

Déjà en janvier, le Qatar, l'Arabie saoudite et Oman avaient demandé à l'administration Trump de surseoir à des frappes.

Les pays du Golfe "se savent vulnérables parce que les Iraniens ont assez de missiles

basiques à portée intermédiaire leur permettant de toucher les points vitaux, les usines de désalinisation d'eau de mer, les hubs d'hydrocarbures, les centrales électriques", dans le pire des scénarios, rappelle Pierre Razoux, directeur des études de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES).

Ebranler l'Iran risquerait aussi de réveiller d'autres conflits qu'il pourrait être tenté de réactiver, par le biais des groupes armés qu'il soutient dans la région, dont les Houthis au Yémen et le Hezbollah au Liban.

- Eruption de violences

Si le pouvoir en place est éliminé par une action armée, sans transition vers une autre forme politique stable, l'Iran pourrait devenir dans le pire des cas une zone de chaos, déchirée entre minorités et

refuge de groupes violents.

"Si changement de régime il doit y avoir, il doit venir de l'intérieur du pays" met en garde un haut responsable d'un service de renseignement européen. "Si les Américains ou les Israéliens veulent forcer un changement de régime, ils risquent de provoquer un effet inverse", comme en Libye, souligne-t-il en référence au chaos meurtrier qui a suivi le renversement de Mouammar Kadhafi en 2011, lors d'un soulèvement appuyé par l'Otan.

Un éclatement du pays, comme en Libye, est toutefois peu probable, tempère M. Razoux: "l'Iran est un pays homogène, même s'il y a des minorités, malgré tout, le sentiment national iranien est fort".

L'affaiblissement du pays risquerait aussi d'être mis à profit par des groupes hostiles à

ses voisins, comme la Turquie ou le Pakistan.

"Lors des précédents mouvements de contestation, la Turquie craignait qu'en cas de chute du régime, les groupes kurdes en profitent pour créer des problèmes en Turquie", rappelait en janvier Gonul Tol du Middle East Institute. "Les groupes liés (aux combattants du mouvement kurde) PKK deviendraient plus actifs", estime-t-elle.

Les enjeux sont similaires pour Islamabad, en plein conflit par ailleurs avec l'Afghanistan.

Des frappes américaines "auraient des conséquences déstabilisatrices pour toute la région, et le Pakistan risque d'être particulièrement affecté", jugeait en janvier l'analyste

et ancienne diplomate Ma-leeha Lodhi. "Tout espace non gouverné près des frontières renforcerait les activistes de la province instable du Balouchistan et constituerait une grave menace pour sa sécurité".

- Vagues migratoires

Certains voisins craignent d'importants déplacements de population ou un afflux de réfugiés, comme la Turquie l'a connu lors de la guerre civile en Syrie.

"Le choc serait sans doute beaucoup plus fort, compte tenu de la taille du pays, sa population, l'hétérogénéité" de l'Iran, géant de près de 90 millions d'habitants issus de multiples communautés, observait en janvier Sinan Ülgen, chercheur associé au centre

Carnegie Europe.

La Turquie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie s'inquiètent particulièrement "parce qu'ils seraient des pays de destination", fait valoir l'analyste russe Nikita Smagin, basé à Bakou.

- Crise pétrolière

Les pétro-Etats de la région "sont préoccupés par des frappes contre les infrastructures énergétiques et par un éventuel blocage des flux" dans le goulet d'étranglement du détroit d'Ormuz, relevait mi-janvier Cinzia Bianco, chercheuse sur le Golfe pour le centre de recherche européen European council on foreign relations (ECFR).

Or, ces pays du Golfe sont engagés dans des agendas politiques coûteux: change-

ment de modèle économique, grands travaux, transitions énergétiques.

"Tout serait plus compliqué avec une crise pétrolière. Avoir à gérer les conséquences sécuritaires d'un changement de régime en Iran ajouterait une couche de complexité", explique Mme Bianco.

De plus, ajoute M. Razoux, un tel scénario risquerait de pousser la Chine, grande acheteuse de pétrole du Golfe, à vouloir réduire ses liens avec la région, alors même que les monarchies du Golfe, de leur côté, tentent de diminuer leur dépendance commerciale aux Etats-Unis.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 février 2026

Quatre bases militaires américaines au Moyen-Orient visées par des frappes de représailles

Washington (États-Unis), 28 fév 2026 (AFP)

— L'opération militaire lancée par les Etats-Unis samedi contre l'Iran a déjà provoqué plusieurs frappes de représailles contre au moins quatre bases américaines au Moyen-Orient.

- Bahreïn -

Les Gardiens de la révolution iraniens ont confirmé avoir ciblé le siège de la Cinquième flotte de la marine américaine, à Bahreïn.

Le petit royaume du Golfe avait d'abord annoncé que cette base américaine avait été touchée par une

attaque de missiles.

Avec un port en eaux profondes, elle peut accueillir les plus grands navires militaires américains, comme les porte-avions. La marine américaine utilise cette base depuis 1948.

Plusieurs navires américains ont leur port d'attache à Bahreïn, notamment des bâtiments antimines, des navires de soutien logistique et des vedettes d'intervention rapide des gardes-côtes.

- Qatar -

Samedi, des explosions ont été entendues près de la base américaine d'Al-

Udeid au Qatar, la plus grande de la région.

Un journaliste de l'AFP a vu un missile être détruit par un intercepteur dans un nuage de fumée blanche.

En plus de plusieurs centres de commandement, la base accueille des avions de combat et des moyens de transport aérien, de ravitaillement en vol et de renseignement.

L'Iran avait déjà tiré des missiles sur Al-Udeid en juin à la suite des frappes américaines visant des installations nucléaires iraniennes.

- Koweït -

La base aérienne d'Ali Al-Salem au Koweït, qui accueille une escadre logistique américaine et des drones d'attaques MQ-9 Reapers, a été ciblée par "plusieurs missiles balistiques" samedi, selon les autorités locales.

Si le Koweït a dit les avoir interceptés, l'Italie, qui a ses propres militaires déployés sur place, affirme qu'un missile iranien a provoqué des "dégâts importants" sur sa piste. "Aucun" militaire italien n'a été blessé, affirme Rome, "ils étaient tous dans le bunker".

Le Koweït héberge également le Camp Arifjan, qui accueille le quartier général avancé de la composante armée de terre du Centcom, le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient.

L'armée américaine dispose également de stocks de matériel prépositionnés dans le pays.

- Emirats arabes unis -

Deux témoins ont indiqué samedi à l'AFP avoir vu de la fumée s'élever de la base d'Al Dhafra, à Abou Dhabi, qui accueille des

troupes américaines.

Les Etats-Unis y disposent d'une importante escadre expéditionnaire qui inclut des drones MQ-9 Reapers. Des avions de combat y sont parfois de passage.

- Irak -

Les États-Unis ont déployé des troupes dans la région autonome kurde d'Irak dans le cadre de la coalition internationale contre le groupe jihadiste État islamique (EI), mais leur mission devrait prendre fin d'ici septembre,

conformément à un accord entre Washington et Bagdad.

Les forces américaines ont déjà achevé leur retrait des autres installations situées en Irak.

Les forces américaines en Irak et en Syrie avaient été à plusieurs reprises la cible de combattants pro-iraniens après le déclenchement de la guerre menée par Israël dans la bande de Gaza en octobre 2023.

- Syrie -

Les Etats-Unis ont maintenu depuis des années une présence militaire dans une série d'installations en Syrie dans le cadre des efforts internationaux contre l'EI.

Mais ces troupes sont en train d'être retirées du pays, et ce retrait devrait être bouclé d'ici un mois, ont récemment indiqué à l'AFP plusieurs sources.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.